

**ЧЕТВЪРТЪК 10 МАЙ 2012 Г.
JUEVES 10 DE MAYO DE 2012
ČTVRTEK 10. KVĚTNA 2012
TORS DAG DEN 10. MAJ 2012
DONNERSTAG, 10. MAI 2012
NELJARÄEV, 10. MAI 2012
ΠΕΜΠΤΗ 10 ΜΑΪΟΥ 2012
THURSDAY, 10 MAY 2012
JEUDI 10 MAI 2012
GIOVEDÌ 10 MAGGIO 2012
CETURTDIENA, 2012. GADA 10. MAIJS
2012 M. GEGUŽĒS 10 D., KETVIRTADIENIS
2012. MÁJUS 10., CSÜTÖRTÖK
IL-ĦAMIS, 10 TA' MEJJU 2012
DONDERDAG 10 MEI 2012
CZWARTEK, 10 MAJA 2012
QUINTA-FEIRA, 10 DE MAIO DE 2012
JOI 10 MAI 2012
ŠTVRTOK 10. MÁJA 2012
ČETRTEK, 10. MAJ 2012
TORSTAI 10. TOUKOKUUTA 2012
TORS DAGEN DEN 10 MAJ 2012**

4-002-000

PRÉSIDENCE DE MME ISABELLE DURANT

Vice-présidente

1. Ouverture de la séance

4-004-000

(La séance est ouverte à 8 h 30)

2. Composition du Parlement: voir procès-verbal

3. Composition des commissions et des délégations : voir procès-verbal

4. Dépôt de documents: voir procès-verbal

5. Piraterie maritime (propositions de résolution déposées): voir procès-verbal

6. Mesures d'exécution (article 88 du règlement): voir procès-verbal

7. Actes délégués (article 87 bis du règlement): voir procès-verbal

8. Virements de crédits: voir procès-verbal

9. Décharge 2010 (débat)

4-013-000

La Présidente. - L'ordre du jour appelle la discussion commune sur:

- le rapport de Christopher Fjellner, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, section III - Commission et agences exécutives (COM(2011)0473 - C7-0256/2011 - 2011/2201(DEC)) (A7-0098/2012),

- le rapport de Christopher Fjellner, au nom de la commission du contrôle budgétaire, sur les rapports spéciaux de la Cour des comptes européenne dans le cadre de la décharge de la Commission 2010 (2011/2225(DEC)) (A7-0102/2012),

- le rapport de Bogusław Liberadzki, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, Section I - Parlement européen (COM(2011)0473 - C7-0257/2011 - 2011/2202(DEC)) (A7-0120/2012),

- le rapport de Martin Ehrenhauser, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget des huitième, neuvième et dixième Fonds européens de développement pour l'exercice 2010 (COM(2011)0471 - C7-0273/2011 - 2011/2212(DEC)) (A7-0100/2012),

- le rapport d'Inés Ayala Sender, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, section II - Conseil (COM(2011)0473 - C7-0258/2011 - 2011/2203(DEC)) (A7-0095/2012),

- le rapport d'Inés Ayala Sender, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, section IV - Cour de justice (COM(2011)0473 - C7-0259/2011 - 2011/2204(DEC)) (A7-0088/2012),

- le rapport d'Inés Ayala Sender, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, section V - Cour des comptes (COM(2011)0473 - C7-0260/2011 - 2011/2205(DEC)) (A7-0091/2012),

- le rapport d'Inés Ayala Sender, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, section VI - Comité économique et social européen (COM(2011)0473 - C7-0261/2011 - 2011/2206(DEC)) (A7-0092/2012),

- le rapport d'Inés Ayala Sender, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, section VII - Comité des régions (COM(2011)0473 - C7-0262/2011 - 2011/2207(DEC)) (A7-0090/2012),
- le rapport d'Inés Ayala Sender, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, section VIII - Médiateur européen (COM(2011)0473 - C7-0263/2011 - 2011/2208(DEC)) (A7-0089/2012),
- le rapport d'Inés Ayala Sender, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2010, section IX - Contrôleur européen de la protection des données (COM(2011)0473 - C7-0264/2011 - 2011/2209(DEC)) (A7-0093/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget des agences de l'Union européenne pour l'exercice 2010: performance, gestion financière et contrôle des agences (2011/2232(DEC)) (A7-0103/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget du Centre de traduction des organes de l'Union européenne pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0280/2011 - 2011/2219(DEC)) (A7-0125/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0274/2011 - 2011/2213(DEC)) (A7-0129/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget du Collège européen de police pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0290/2011 - 2011/2230(DEC)) (A7-0119/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence communautaire de contrôle des pêches pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0293/2011 - 2011/2234(DEC)) (A7-0130/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence européenne de la sécurité aérienne pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0285/2011 - 2011/2224(DEC)) (A7-0124/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0287/2011 - 2011/2227(DEC)), (A7-0123/2010),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence européenne des produits chimiques pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0294/2011 - 2011/2235(DEC)) (A7-0126/2012),

- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence européenne pour l'environnement pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0278/2011 - 2011/2217(DEC)) (A7-0105/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Autorité européenne de sécurité des aliments pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0286/2011 - 2011/2226(DEC)) (A7-0106/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Institut pour l'égalité entre les hommes et les femmes pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0351/2011 - 2011/2264(DEC)) (A7-0132/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence européenne des médicaments pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0281/2011 - 2011/2220(DEC)) (A-0107/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0277/2011 - 2011/2216(DEC)) (A7-0134/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence européenne pour la sécurité maritime pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0284/2011 - 2011/2223(DEC)) (A7-0137/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0288/2011 - 2011/2228(DEC)) (A7-0136/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence ferroviaire européenne pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0289/2011 - 2011/2229(DEC)) (A7-0118/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de la Fondation européenne pour la formation pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0283/2011 - 2011/2222(DEC)) (A7-0135/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge concernant l'exécution du budget de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0279/2011 - 2011/2218(DEC)) (A7-0117/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0295/2011 - 2011/2236(DEC)) (A7-0131/2012),

- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0275/2011 - 2011/2214(DEC)) (A7-0116/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget d'Eurojust pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0282/2011 - 2011/2221(DEC)) (A7-0128/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Office européen de police pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0316/2011 - 2011/2255(DEC)) (A7-0111/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0276/2011 - 2011/2215(DEC)) (A7-0122/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0291/2011 - 2011/2231(DEC)) (A7-0133/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence du GNSS européen pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0292/2011 - 2011/2233(DEC)) (A7-0127/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune Artemis pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0299/2011 - 2011/2240(DEC)) (A7-0109/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune Clean Sky pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0298/2011 - 2011/2239(DEC)) (A7-0115/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune ENIAC pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0352/2011 - 2011/2265(DEC)) (A7-0112/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune "Piles à combustible et Hydrogène" pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0301/2011 - 2011/2242(DEC)) (A7-0110/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune pour la mise en œuvre de l'initiative technologique conjointe en matière de médicaments innovants pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0300/2011 - 2011/2241(DEC)) (A7-0108/2012),
- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune pour ITER et

le développement de l'énergie de fusion pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0296/2011 - 2011/2237(DEC)) (A7-0113/2012), et

- le rapport de Monica Luisa Macovei, au nom de la commission du contrôle budgétaire, concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune SESAR pour l'exercice 2010 (COM(2011)0473 - C7-0297/2011 - 2011/2238(DEC)) (A7-0114/2012).

Je souhaite la bienvenue au Président de la Cour des comptes européenne, M. Vítor da Silva Caldeira.

4-014-000

Christofer Fjellner, *rapporteur*. – Madam President, I will speak English. Normally I speak Swedish in plenary, but I did all the rest of the work in English and when I tried to prepare the Swedish, I realised that some of the words would be easier – this once – in English, because I had used them during the whole process.

After an extensive process in committee, the report on discharge for the Commission for the financial year 2010 has now arrived in plenary. First of all, I would like to express my gratitude to both the European Court of Auditors and the European Commission for their very fruitful and professional cooperation during this process. I would also like to take this opportunity to thank the opinion-giving committees for their input. Discharge is one of the main prerogatives of the European Parliament, and it is important that we all try to take part in it in one way or another.

Let me turn to the most important question of any discharge procedure: whether or not to grant discharge. As you can see in the report adopted in the committee, which followed my recommendation to grant discharge to the Commission for the financial year 2010, this was not an easy decision. We know that this is the 17th year that the Commission has not received a clean bill from the Court, and we can even see some small increases in error rates in certain areas.

The reason we came to conclusion we did is that we got adequate responses from the Commission to the four priority actions that the Commission needs to address in the upcoming months. Specifically, the following four points for action will be addressed by the Commission and I hope it will confirm this today: firstly, financial engineering instruments; secondly, the Commission's accountability instruments; thirdly, pre-financing; and, fourthly, the Commission's supervisory role in the cohesion area.

We want action in all of these areas in exchange for discharge. The financial engineering instruments kept us busy for most of the time. The Court of Auditors found severe weaknesses in the implementation of these instruments, especially in the area of cohesion. As you all are aware, the Commission proposed using those instruments even more often in the future, which is why we invested a lot of effort in thinking about how we could correct the weaknesses detected.

The Commission is now being asked, in particular, to objectively and critically evaluate the use of those instruments and report back, and to assess the specific risks attached to the use of these instruments. Some people make it sound like these instruments are some kind of alchemy that create gold out of nothing, but we see risk and we see costs, and we want them to be evaluated so that we know exactly what consequences they will have.

The second point I mentioned concerns how the Commission assumes its financial responsibility for implementing the EU budget. At the centre of that question is the annual

activity report and the synthesis report. We need these to be improved and we need them to actually show more than they hide. As a result of our deliberations, the committee required that the Commission deliver a political declaration in which it accepts its final and overall responsibility for the implementation of the budget, including the part which is implemented under shared management.

We also need the Commission to strengthen its annual activity report and for the signature of the Commissioner responsible to be added next to that of the Director-General, to show that the Commission assumes responsibility. We also want the Commission to analyse whether the Commission's own corporate governance arrangements could be further improved, for example by taking on some of the obligations it lays down on others in its Green Paper on EU corporate governance.

4-015-000

Martin Ehrenhauser, *Berichterstatter*. – Frau Präsidentin! Das Wichtigste vorweg: Wir schlagen in unserem Bericht vor, der Kommission die Entlastung für die Ausführung des 8., 9. und 10. EDF für das Jahr 2010 zu erteilen und auch den Rechnungsabschluss zu billigen. Ich glaube, dass die Kommission in vielen Bereichen Fortschritte erzielt hat. Ich glaube, dass auch sehr viele Forderungen des Rechnungshofs und des Europäischen Parlaments bereits umgesetzt wurden. Trotzdem möchte ich einige Punkte ansprechen, die doch einiger Kritik bedürfen.

Da ist zum Beispiel die Frage der Integrierung des EDF in den EU-Haushalt. Wir haben im Zuge der Diskussion um den mehrjährigen Finanzrahmen eine sehr große Chance vergeben, den EDF zu integrieren. Das neue Ziel mit 2020 kann man verstehen. Das ist auch gut, das muss dringend angepeilt werden. Spätestens dann, wenn das Cotonou-Abkommen abläuft, sollten wir den EDF in den Haushalt integrieren.

Ein anderer Evergreen sind die Fehlerquoten. Die wahrscheinliche Fehlerquote von 3,4 % ist deutlich zu hoch, liegt auch deutlich über der Wesentlichkeitsschwelle von 2 % und muss gesenkt werden. Eine stabile Fehlerquote ist meines Erachtens kein Erfolg. Es gibt einige Maßnahmen von Seiten der Kommission. Doch wenn die Fehlerquote immer nur stabil bleibt, muss man irgendwann einmal feststellen, dass diese Maßnahmen nicht gegriffen haben, und man muss sich um neue Maßnahmen kümmern.

Die Kommission sagt, dass die Restfehlerquote deutlich unter der Wesentlichkeitsschwelle von 2 % liegt. Hier gibt die Kommission aber keine eindeutigen Indikatoren an, mit denen sie eben genau diese Berechnung belegt. Hier arbeitet die Kommission bereits an einem Schlüsselindikator. Das sollte möglichst bis 2013 abgeschlossen werden.

Was die Kontroll- und Überwachungssysteme betrifft, so sind diese nur teilweise effizient. Hier muss man vor allem den Bereich der Delegationen ansprechen. Es wird ein elektronisches Monitoringsystem eingeführt, und darauf werden wir sicherlich einen wesentlichen Blick werfen. Ich werde dem Haushaltskontrollausschuss vorschlagen, dass wir einen Initiativbericht einbringen, um uns genau anzuschauen, wie dieses Monitoringsystem funktioniert, ob es auch wirklich effizient und auch zielführend ist.

Zur Budgethilfe: Das ist auch seit 20 Jahren ein Evergreen und immer ein Highlight und Teil der Debatte. Ich glaube, dass auch hier die Kontrollmöglichkeiten nicht wirklich greifen. Hier sollte man dringend über eine Reform nachdenken. Ich weiß, dass von Seiten der Kommission die Meinung vertreten wird, dass es hier sehr viele Missverständnisse gibt mit dem Haushaltskontrollausschuss, mit einigen Mitgliedern, was die tatsächlichen

Begebenheiten angeht. Der Vorschlag, den die Kommission damals eingebracht hat, dass man nochmals ein Hearing veranstalten sollte, um genau diese Missverständnisse auszuräumen, ist sehr gut. Das wäre ein guter Weg, um hier einen Schritt weiterzukommen.

Besonderes Augenmerk haben wir in unserem Entlastungsbericht auf die Investitionsfasilität gelegt und auch auf die EIB. Es gibt schon einige Dinge, die man bemerken muss, auch, dass die *investment facility* nicht Teil der Zuverlässigkeitserklärung des Rechnungshofs ist und nicht berücksichtigt wird. Auch zu erwähnen ist die mangelnde Transparenz bei den Endempfängern – dass diese hier nicht eindeutig zugänglich sind, sollte man schleunigst bereinigen!

Dann ist auch die Frage der Effizienz anzusprechen, wie die Gelder eingesetzt werden. Es ist so, dass rund 14 % der *investment facility* über europäische Einrichtungen und Joint Ventures verwaltet werden. Das ist meines Erachtens eine sehr ineffiziente Struktur. Der Geldfluss ist viel zu lang, es gibt zu viele Institutionen dazwischen, die Geld damit verdienen, die Zinsen damit verdienen. Hier sollte man bemüht sein, dass Entwicklungshilfe nicht zum Selbstzweck verkommt. Aus diesem Grund schlage ich einen Sonderbericht des Rechnungshofs vor, in dem die *investment facility* genauer geprüft wird. Dafür bitte ich um Ihre Unterstützung und um weitere Vorschläge im Bericht.

4-016-000

Jens Geier, *stellvertretender Berichterstatter*. – Frau Präsidentin! Ich vertrete heute Morgen meine Kollegin Ines Ayala Sender, die in der Wahlbeobachtungsdelegation in Algerien weilt und uns deswegen hier nicht als Berichterstatterin für die Entlastung der anderen Institutionen zur Verfügung stehen kann.

Ich will die guten Nachrichten vorwegschicken: Wir beantragen die Entlastung der meisten anderen Institutionen. Wir haben uns mit der Entlastung des Wirtschafts- und Sozialausschusses etwas schwergetan, weil zwar hier verschiedene Forderungen des Europäischen Parlaments betreffend Fragen von Reisekostenabrechnungen und ähnliche Probleme, die immer wieder für Begeisterung in den Medien sorgen, erfüllt worden sind, wir aber mit einiger Sorge betrachten, dass sich innerhalb des WSA – ich formuliere es einmal vorsichtig – Auseinandersetzungen über bestimmte Personalentscheidungen ergeben haben, wo wir besorgt sind. Die Berichterstatterin hat diesbezüglich ihre Sorgen im Ausschuss zum Ausdruck gebracht und wir werden die Lage weiter beobachten, was uns jetzt allerdings am Ende nicht davon abhält, die Entlastung zu beantragen.

Es sieht ein bisschen anders aus mit dem Rat. Zunächst einmal will ich an dieser Stelle ausdrücklich meine Genugtuung und meine Zufriedenheit darüber zum Ausdruck bringen, dass die dänische Ratspräsidentschaft das erste Mal, solange ich diesem Parlament angehöre, uns das Vergnügen macht, dieser Debatte zu folgen. Das ist ein ermutigendes Zeichen, dass wir hier aus der Phase der gegenseitigen Nichtwahrnehmung in der Debatte herauskommen, und ich will auf diesen Punkt am Ende meiner Ausführungen noch einmal zurückkommen.

Wir erleben hier dieselbe Situation, die wir alle aus dem Film „Und täglich grüßt das Murmeltier“ kennen – nur jährlich. Das heißt, wir machen uns daran, den Rat für seine Haushaltsführung zu entlasten, zumindest für den Teil, wo er EU-Mittel – also die Mittel des allgemeinen Haushalts – in Anspruch nimmt. Wir begutachten die Dokumente, wir stellen Fragen dazu. Aber diese Fragen werden vom Rat nicht beantwortet.

Wir haben stattdessen vom Rat das Angebot erhalten, über ein interinstitutionelles Abkommen zu verhandeln – was zu begrüßen ist, wenigstens aus meiner Sicht, weil ich die Situation – Herr Welle, nicht persönlich nehmen! –, dass die Generalsekretäre der beiden Institutionen miteinander verhandeln, und das ohne politisches Mandat, für eine schwierige Situation gehalten habe, weil sie das Ansinnen und die Wünsche und die Positionen des verantwortlichen Ausschusses eben meiner Meinung nach zu wenig berücksichtigt haben.

Wir haben also den Vorschlag eines interinstitutionellen Abkommens auf dem Tisch, und meine Fraktion vertritt hier in diesem Haus die Position, dass wir die Möglichkeiten dieses interinstitutionellen Abkommens erproben sollten. Damit sind wir in diesem Haus leider in der Minderheit, weil die meisten meiner Kolleginnen und Kollegen auf dem Standpunkt stehen, dass die Dokumente die Aufgaben ausreichend beschreiben.

Ich will an dieser Stelle noch einmal betonen, dass es nicht die Position der S&E-Fraktion ist, von dem Recht und der Verantwortung der Entlastungsbehörde abzurücken, aber dass es schon die Position der S&E ist, an der Stelle auszuprobieren, wie weit wir mit dem Rat kommen können, wenn es darum geht, dieses interinstitutionelle Abkommen auszuhandeln. Das Hauptproblem dabei heißt Reziprozität, weil der Rat darauf besteht, sozusagen in dem Maße, in dem wir Antworten vom Rat bekommen, auch unsere Rechnungsprüfung als Parlament zu prüfen.

Ein Satz noch, Frau Präsidentin: Die rote Linie für das Parlament besteht sicherlich darin, hier zu sagen, dass wir nicht akzeptieren können, dass Beamte der Mitgliedstaaten die Volksvertretung kontrollieren, die den Willen der europäischen Bürgerinnen und Bürger zum Ausdruck bringt. Alles darunter wäre mit uns verhandelbar, und vielleicht kommen wir heute an dieser Stelle ein Stückchen weiter.

4-017-000

Monica Luisa Macovei, *Raportoare*. – Sunt raportor pentru agențiile descentralizate ale Uniunii Europene pentru anul 2010 și pentru întreprinderile de parteneriat public-privat. Sunt supuse procedurii de descărcare de gestiune 24 de agenții centralizate și 7 întreprinderi de parteneriat public-privat. Pentru trei agenții, propun amânarea descărcării de gestiune, în principal, din motive legate de conflicte de interese și achiziții publice.

Câteva cuvinte despre importanța conflictelor de interese: conflictele între sarcinile publice și interesele private ale celor aflați în funcții publice au crescut prin căderea barierelor dintre sectoarele publice și private, prin parteneriatele publice-privat, prin schimbul de personal între cele două sectoare. Aceasta a creat zone gri și potențiale conflicte de interese pentru cei aflați în funcții publice. Conflictul de interese apare atunci când o persoană în funcție publică trebuie să ia decizii care îi pot afecta interesele private.

Dacă nu sunt identificate și gestionate corect, conflictele de interese pot distorsiona alocarea resurselor publice, politica de resurse umane, pot duce la risipirea banilor publici și la scăderea încrederii cetățenilor în instituțiile europene publice. De aceea, conflictele de interese trebuie să fie analizate și sancționate în cursul procedurii de descărcare de gestiune. Este rolul nostru să ne uităm la conflicte de interese atunci când verificăm și decidem cu privire la descărcarea de gestiune a tuturor instituțiilor europene.

Recomand amânarea descărcării de gestiune pentru Autoritatea Europeană pentru Siguranța Alimentelor. Este o agenție implicată în autorizarea alimentelor și băuturilor pe care le consumăm zilnic. Sănătatea noastră depinde și de deciziile acestei autorități. De aceea, conflictele de interese din această agenție, în principal din consiliul director, din board,

sunt îngrijorătoare. Sunt multe exemple care au fost și făcute publice. O să dau doar unul foarte recent: Diana Banati, care pe 8 mai, acum două zile, s-a alăturat unui institut finanțat de industria alimentară și, la cererea Autorității, și-a dat demisia din funcția de director și membru al boardului. Sunt și alte cazuri în consiliul director al Autorității pentru Siguranța Alimentelor, de exemplu, cum ar fi cele din grupurile de experți. În plus, costurile întâlnirilor membrilor boardului în 2010 au fost de peste 6 000 de euro pe persoană pe întâlnire, cel mai mare cost între toate agențiile.

Agenția pentru Medicamente este a doua pentru care propun amânarea descărcării de gestiune. Și aici sunt probleme de conflicte de interese, iar această agenție este extrem de importantă în procedura de aplicare, de aprobare, de autorizare a medicamentelor pe care le folosim, care intră pe piață. Agenția a elaborat un plan pentru evitarea, pentru prevenirea conflictelor de interese, dar ceea ce propun Parlamentului este să vedem cum se aplică acest plan, pentru că aplicarea, implementarea este cheiunea-cheie. Dacă se va aplica corect, desigur că, în toamnă, decizia noastră poate fi alta.

O a treia agenție este Agenția pentru Mediu, unde am constatat probleme de achiziții publice, de cheltuirea banilor publici. De exemplu, o fațadă verde care a durat numai cinci luni, a costat circa 300 000 de euro, a fost făcută fără licitație și fără a face parte din planul de muncă și de investiții al agenției. De asemenea, există și alte chestiuni de achiziții publice și conflicte de interese, chiar ale persoanei, ale directorului executiv al acestei agenții.

Amânarea descărcării de gestiune nu este împotriva agențiilor, ci, dimpotrivă, le sprijină să își rezolve, să rezolvăm împreună aceste probleme și este un semnal puternic pentru statele membre și Comisie, pentru propunerile pe care le fac în boardurile acestor agenții.

4-018-000

Bogusław Liberadzki, *sprawozdawca*. – Pani Przewodnicząca! Sprawozdaję absolutorium budżetowe Parlamentu Europejskiego za rok 2010. Jak zawsze jest taka pokusa, żeby oceniając Parlament Europejski za dany rok, sięgnąć do szerszego zakresu spraw niż dany rok budżetowy. Chciałbym wyraźnie podkreślić: koncentrujemy się na danym roku budżetowym 2010, mając na uwadze, iż to był rok pierwszy, w którym Parlament Europejski działał w ramach reżimu traktatu lizbońskiego. Był to także pierwszy rok, w którym mieliśmy zatrudnionych asystentów przy różnym statusie niż dotychczas. I także to był pierwszy rok, gdzie mieliśmy rok pełen obliczeniowy.

Otóż niech wolno mi będzie przyznać od razu, że w ciągu tego pierwszego roku nie mieliśmy znacznych kwot przesunięć budżetowych międzyokresowych, był tu postęp w stosunku do roku 2009. Tym niemniej wciąż Trybunał Obrachunkowy wskazał trzy obszary, w których potrzebny będzie ciąg dalszy rozwiązań i uzupełnień.

Pierwsze to jest kwestia systemu płatności za grupy składające wizyty w Parlamencie. Przy czym musimy zachować ostrożność: ten system musi działać. Dwa – usprawnienia w zakresie systemu kontroli zakupów. I trzeci – lepszej dokumentacji w zakresie gospodarki kadrowej w Parlamencie Europejskim.

Otóż my także jako posłowie wskazywaliśmy na potrzebne obszary oszczędności, zwłaszcza w warunkach obecnego kryzysu. Jako sprawozdawca wnoszę także szesnaście stosownych poprawek.

Chcielibyśmy wskazać jako miejsce oszczędności po pierwsze na zlikwidowanie tzw. nagrody dziennikarskiej. Taki wniosek został postawiony w roku 2009. Wnosimy o to,

żeby ten wniosek w pełni zrealizować. Dwa – wskazujemy na przekroczenie kosztów w budowie centrum dla odwiedzających. Jednocześnie także wskazujemy na potrzebę bardziej szczegółowej informacji w zakresie planowanych inwestycji w budynki Parlamentu Europejskiego, aczkolwiek wyraźnie rok 2010 pokazuje: budowanie, posiadanie własnych budynków jest tańszym rozwiązaniem dla Parlamentu Europejskiego niż wynajmowanie budynków.

Bezpieczeństwo w Parlamencie. Jest to konkretny, kolejny pakiet propozycji i rozwiązań, którym poświęcamy uwagę w tymże sprawozdaniu. Odnotowujemy postęp, wzrost wydajności w zakresie tłumaczeń, zwłaszcza tłumaczeń pisemnych. Jest tutaj wyraźny postęp, aczkolwiek dużo można poprawić wewnątrz Parlamentu odnośnie terminowości składania zamówień.

Dwie sprawy, które wymagają wciąż poprawy, to jest nasza wewnętrzna agencja podróży, gdzie wnosimy o głębszą analizę w relacjach jakość i cena, którą płacimy za usługę. Odnotowujemy postęp w dziedzinie systemu informacyjnego i chcemy zwrócić uwagę, że tylko 5,6% całkowitego budżetu unijnego poświęconego na koszty administracyjne przypada na Parlament Europejski. Tym niemniej w ramach tych 5,6% możemy osiągnąć postęp. Rok 2010 pokazał – taki postęp był osiągnięty, wzrastała efektywność pracy naszej instytucji. Chciałbym podziękować wszystkim współpracownikom i również sekretarzowi generalnemu za efektywną współpracę oraz Trybunałowi Obrachunkowemu i naszemu wewnętrznemu audytorowi za efekty, które osiągnęliśmy razem.

4-019-000

Nicolai Wammen, *President-in-Office of the Council*. – Madam President, I am very pleased to be able to participate today in this very important debate on the correct implementation of the EU budget. I would like to take this opportunity to thank Mr Geier and the rest of this House for its very warm reception of the Danish Presidency.

Let me start by stressing the particular importance which the Council attaches to the proper spending of EU appropriations. This applies especially in times of economic and financial crisis, when many Member States have to cut their national budgets and keep their expenditure under strict control, and when European citizens and taxpayers pay even closer attention to the correct use of public funds, not only at the national but also at the European level.

On 28 February my colleague Minister Vestager was in the European Parliament's Committee on Budgetary Control to present the Council's recommendation to give a discharge to the Commission in respect of the implementation of the budget for 2010. On that occasion she was able to participate in a very interesting and fruitful debate on the implementation of the EU budget, which concentrated in particular on its implementation under shared management by the Commission and Member States.

It again became evident that the European Parliament and the Council share the same concerns. We therefore both addressed the fact that a large share of payments from the EU budget is still materially affected by error, and we both follow the overall aim of attaining an unqualified audit opinion from the European Court of Auditors. In that context I would like to mention that Minister Vestager has informed her colleagues in Ecofin about the issues raised by the Committee on Budgetary Control during the debate.

I can only repeat what was said in February. The Council would like to see more progress in the financial management and control of EU funds. It encouraged the Commission to

fully assume its responsibility in the implementation of the budget, to reinforce its supervision and control structures and to strengthen its cooperation with and its guidance to Member State authorities.

The Council recalls in this context the importance of recoveries and financial corrections which are an essential element in protecting the Union's financial interest and in improving the management of EU funds. Payment should be interrupted and suspended whenever significant deficiencies are identified and until corrective action is fully implemented. Unduly paid amounts should be recovered without delay and full transparency in the implementation of corrective action must be ensured.

I can assure you that the Council Presidency will make all possible efforts to make progress on this issue and I have noted that many of the Council's priorities are also those of the European Parliament; I therefore count on your cooperation and support. We can improve the situation if all actors – the European Parliament, Council, Commission and Member States – work constructively together towards the sound financial management and an efficient control of EU funds.

The ongoing negotiations and the revision of the Financial Regulation are a perfect opportunity to improve and simplify procedures, and to reasonably strengthen supervision and control without creating any excessive administrative burden.

Finally, I have to say a few words on the disagreement between the European Parliament and the Council on the discharge procedure between our institutions. The Council is of the opinion that it is important to find a durable solution to this recurring problem and that this solution should be based on three principles: accountability, transparency and reciprocity.

Therefore, the Council has made a proposal to the European Parliament on the discharge procedure, and the Council has asked the European Parliament to appoint a formal delegation to discuss this proposal and to solve the outstanding issues.

The Danish Presidency looks forward to the continuing informal dialogue between our institutions on this issue, which we hope can pave the way to solving our disagreements. I welcome therefore this debate today and I am looking forward to a very constructive cooperation with the Commission, the European Parliament, the Member States and the Council.

4-020-000

Algirdas Šemeta, *Member of the Commission*. – Madam President, first of all let me start by thanking you for the constructive and fruitful work achieved over the last few months. The Commission has been in close contact with your rapporteur and your colleagues on the Committee on Budgetary Control to discuss all kinds of issues related to the sound financial management of the main EU programmes.

Six Members of the Commission and the Secretary-General of the Commission participated in very lively discharge hearings. This intense dialogue between the institutions demonstrates the importance, but also the complexity, of the matters which we have to deal with. The Commission appreciated very much this trustful and good cooperation and I am looking forward to continuing to work with you on the topics we have discussed.

The rapporteur mentioned four priority actions for the Commission and I would like to stress that the Commission is fully aware of your concerns and your expectations vis-à-vis the Commission, but also vis-à-vis other financial actors.

I would like to highlight the implementation of financial engineering instruments as one example where the Commission has proactively taken into account the outcome of the discussions we had. Following the Commission's proposal, Member States have to provide more focused and detailed reports on the implementation of these instruments. As a consequence, by the end of the year, we should have all necessary information to hand to provide you with an analysis per Member State and a comprehensive evaluation of the use of financial engineering instruments. But more has been done. In anticipation of the need for closer monitoring, the Commission proposal for the next programming period already envisages enhanced monitoring and control mechanisms for those financial instruments.

Apart from the priority actions highlighted by the rapporteur, the discharge report includes many more requests to the Commission. They are all being analysed and will be followed up. A comprehensive report on the follow-up to the discharge requests and on the concrete actions taken will be issued later this year, together with the evaluation report required under Article 318 of the Treaty.

I consider the effective implementation of these recommendations to be of the utmost importance in addressing the weaknesses identified in the implementation of the EU budget. We have discussed the role of Member States in the implementation of the EU budget many times already. Member States have a crucial role when it comes to the operational implementation of EU programmes and projects. The authorities of the Member States are paying out, and controlling on the spot, some 80% of the EU budget to final beneficiaries.

There is no doubt that the Commission will continue to assume its final responsibility for the correct implementation of the EU budget, in accordance with the Treaty. But to reduce the error rate under shared management, we do need the Member States' cooperation and commitment to assuming their responsibility as the first-level financial actors in direct contact with the final beneficiaries.

As the last Annual Report from the Court of Auditors has revealed, Member States' authorities did not detect and correct many errors, even though they had the necessary information available. Further work on effective – but also proportionate – supervisory and monitoring mechanisms in the current period and for the future is therefore necessary.

The Commission appreciates your support in further developing these mechanisms and improving the implementation procedures at Member State level. The provision of reliable and complete financial information and audit data by the Member States is one example of an area where improvements are necessary. We can see some progress in this regard, but this is not yet satisfactory.

This is why the Commission will, from now on, transmit the annual summaries of the Member States with an analysis of their content to the Committee on Budgetary Control, in accordance with Article 319 of the Treaty. Where appropriate, the Commission will make recommendations to the national authorities on how to further improve this reporting instrument so they can contribute better to the Commission's assurance process. The discharge authority will be informed about these recommendations.

However, their publication remains subject to the conditions set in the legislation on public access to the EU institutions' documents.

In this context, I would like to recall the importance of introducing a management declaration of assurance, which the Commission has proposed in the revision of the Financial Regulation. This would be an important building block towards an improved assurance chain between the management and control bodies in the Member States and the Commission services. Here as well, in the negotiations on the Financial Regulation, the Commission is on the side of Parliament to ensure the highest level of transparency and accountability from the Member States. We have, moreover, proposed introducing political accountability through the possibility of submitting national declarations of assurance. Provided that Member States' national declarations respect necessary conditions, the Commission will, as an incentive, take those declarations into account in the establishment of its own audit strategy.

As regards the European Development Fund, we welcome the Parliament's recommendations. The area of external aid is by nature a risky and complex one. An error level of 3.4 % is limited but remains a source of concern for both this House and the Commission. We will take all necessary actions to further improve the EDF's financial management, securing the effectiveness and sustainability of the EU's support, which is badly needed by the ACP countries.

This discharge procedure provided valuable input for the negotiations on the next financial period. Several new measures included in our proposals for the next generation of EU spending programmes were inspired by the European Court of Auditors and the discharge authority.

The Commission will demonstrate its firm commitment to achieving all possible improvements. The discharge report on which you will vote is a clear road map for actions to be taken by the Commission and the other financial actors.

4-021-000

Vítor Manuel da Silva Caldeira, *President of the European Court of Auditors* . – Madam President, I am honoured to be the first President of the European Court of Auditors to be invited to address Parliament at this stage in the discharge procedure.

The discharge procedure is essential for European Union public accountability. It helps provide citizens with assurance as to what European funds were spent on, whether they were used correctly, and what was achieved with them. The primary responsibility for answering these questions lies with those responsible for managing European funds: the Commission and the relevant national authorities. They need to put in place systems capable of doing so.

The Court's role is to provide independent assessments of the quality of their financial management and reporting systems. For the financial year 2010 the Court concluded that the European Union accounts prepared by the Commission do provide a reliable picture of what European Union funds were spent on. We noted, however, that the Commission does not yet provide a complete and reliable set of information on whether European Union funds have been correctly raised and spent.

On the basis of our own audit testing, the Court concluded that revenue and commitments underlying the European Union accounts were legal and regular in all material respects. In contrast to this, payments underlying these accounts were affected by material error with an estimated error rate of 3.7% overall. As in previous years, the area most prone to error was cohesion. We also concluded that systems were only partly effective overall and

that there continued to be risks in the other areas of expenditure, which need to be managed and disclosed.

The Court recommended that due account should be taken of these risks when revising the legislative instrument for the next programming period. In particular, the Court stressed that reforms should focus on both reducing errors and improving the results we achieve with the funds of the European Union.

It is also important to ensure there is adequate provision for transparency. The Commission's reporting on results achieved needs to be improved. In particular, we emphasised the need to set smart objectives and milestones for the new programming period. This is a point we also stressed in our recent opinions on the new legislative proposals governing the main areas of expenditure for the period 2014 to 2020.

In the discharge decision on the 2009 financial year, this Parliament invited the Court to present an opinion on the evaluation report required by the Lisbon Treaty. This report was delivered in February this year by the Commission and we will issue an opinion shortly. The Court believes that this first evaluation report represents an initial step in the right direction and provides Parliament, the Council and the Commission with an opportunity to discuss and agree how it can be made useful to the discharge authority as an instrument for European Union transparency and accountability.

The Court believes that an effective discharge procedure is essential for the European Union's accountability and we are fully committed to working with Parliament and the other partners in this process to achieve that goal each year.

4-022-000

Csaba Óry (PPE), *A Foglalkoztatási és Szociális Bizottság véleményének előadója*. – 2012. február 13-án egy rendkívüli ülés keretében fogadtuk el az Európai Parlament Szociális Bizottságában a 2010-es pénzügyi évre szóló mentesítést. Abban a körben, ahol a mi kompetenciánk van, ez négy európai ügynökséget jelent, tehát az Eurofund-ot, a CEDEFOP-ot, a Munkahelyi Biztonsági és Egészségvédelmi Ügynökséget, illetve a Munkakörülmények Javítását Szolgáló Ügynökséget. Örömmel állapítottuk meg, hogy az éves beszámolók megfelelnek a december 31-i tényleges pénzügyi helyzetnek, és hogy a tárgyévben lefolytatott eljárások, a pénzforgalom összhangban vannak az ügynökség pénzügyi szabályaival. Egyébként megegyezett a véleményünk a Számvevőszék véleményével.

A pénzügyi beszámoló alapját képező műveletekről ugyanezt tudtuk megállapítani. Ugyanakkor fölhívtuk a figyelmet arra, hogy szorosabban együtt kéne működni a jövőbeni programok tervezésében, és üdvözlöttük a Bizottságnak azt a szándékát, hogy szorosabban nyomon követi a tagállamok éves beszámolóit, például az Európai Szociális Alap tekintetében külön odafigyel arra, hogy milyen hozzáadott értéket képviselnek az európai források, illetve felhívtuk a figyelmet arra, hogy a Globalizációs Alap tekintetében utána kéne nézni annak, hogy még csak az 1/3-át hívták le annak az összegnek, amely rendelkezésre állt. Elég nagy vita kíséri ezt az alapot, de egészében véve azt kell mondanom, hogy elégedettek vagyunk, és ez az első olyan év, amikor komoly kifogást nem kell emelnünk az ügynökségek gazdálkodásával kapcsolatban.

4-023-000

Jutta Haug, *Verfasserin der Stellungnahme des mitberatenden Ausschusses für Umweltfragen, Volksgesundheit und Lebensmittelsicherheit.* – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Der Umweltausschuss ist zuständig für die Haushaltslinien für Umwelt, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit, für 0,76 % des Unionshaushalts. Wir waren insgesamt sehr zufrieden mit den Ausführungsdaten: Im Bereich Umwelt und Klima sind 99,26 % der Mittel gebunden worden, im Programm LIFE, unserem Flaggschiff und einzigen Finanzierungsinstrument für die Umwelt, sogar 99,4 %. Auch im Gesundheitsbereich lag die Rate über 99 %. Alle verfügbaren Informationen lassen uns zu der Empfehlung kommen, der Kommission Entlastung zu erteilen.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, seit siebeneinhalb Jahren beschäftige ich mich mit Agenturen in unterschiedlichen Funktionen. Seit siebeneinhalb Jahren weiß ich, dass die dezentralen Agenturen in Europa inhaltlich die Arbeit leisten, die Aufgaben erfüllen, die ihnen vom Gesetzgeber, dem Parlament und dem Rat, in einem ordentlichen Gesetzgebungsverfahren übertragen worden sind. Seit siebeneinhalb Jahren sehe ich, dass die Agenturen unter besonderer Beobachtung der Öffentlichkeit stehen. Die Fachausschüsse kommen heute besser denn je ihrer Verantwortung nach, die politische Kontrolle über die Agenturen auszuüben. Wir wollen wissen, was das Personal in den Agenturen wie abarbeitet, was mit den Mitteln aus dem Gemeinschaftshaushalt geschieht. Weder werden im Haushaltsverfahren leichtfertig die Haushalte der Agenturen aufgestellt, noch im Entlastungsverfahren Persilscheine verteilt.

Allerdings habe ich in diesen siebeneinhalb Jahren noch nicht erlebt, wie mit Halbwahrheiten, Andeutungen und Missinformationen im Laufe des Entlastungsverfahrens eine Atmosphäre des Misstrauens und der Verdächtigungen gegenüber den Agenturen und den in ihnen arbeitenden Menschen geschaffen wurde. Das ist der normalen Arbeitsweise in diesem Haus nicht würdig. Diese fatale Melange soll aber Grundlage dafür sein, dass der Haushaltskontrollausschuss für drei Agenturen, die Arzneimittelagentur, die Umweltagentur und die Lebensmittelsicherheitsagentur, die Verschiebung der Entlastung beantragt hat. Kritik an den zu hohen Mittelübertragungen auf das nächste Jahr, an sehr hohen Kosten von Verwaltungsratsitzungen unterstütze ich selbstverständlich, doch ist sie kein ausreichender Grund, die Entlastung zu verschieben.

Ich kann uns allen mit der Erfahrung von siebeneinhalb Jahren Agenturenarbeit nur empfehlen, unsere Entlastungsentscheidung nicht auf diesem unseligen Gemisch von Halbwahrheiten, Missinformationen und Andeutungen fußen zu lassen. Wir können getrost mit den uns zur Verfügung stehenden Informationen allen Agenturen – ausnahmslos allen – die Entlastung erteilen.

4-024-000

Tamás Deutsch (PPE), *A Regionális Fejlesztési Bizottság véleményének előadója.* – Mélyen tisztelt elnök asszony, kedves kollégák! Először engedjenek meg egy megjegyzést. Ma az Európai Parlament plenáris ülése 43, a zárszámadással kapcsolatos jelentést tárgyal, mintegy 170 percben, ami nem kevesebbet jelent, mint hogy jelentésenként valamivel kevesebb, mint 4 percet tudunk az európai adófizető polgárok pénzének a felhasználására fordítani. Ha kicsit a számok nyelvén másképpen fogalmazom meg, akkor olyan fantasztikus képessége van az Európai Parlamentnek, hogy percenként mintegy 1 milliárd eurónyi, az Európai Unió költségvetésében, különböző ügynökségek költségvetésében felhasznált forrás ellenőrzését tudja elvégezni. Azt gondolom, hogy ha ilyen fantasztikus képességünk

van, akkor ezt a testületet kéne valamifajta európai könyvvizsgáló cégnek kinevezni. Talán méltatlan ez a szűkre szabott idő ilyen terjedelmes kérdés megtárgyalására.

Ami a kohéziós politika kérdését illeti, a kohéziós politika területén a megelőző programozási időszakhoz képest csökkent a hibaarány. Ezt azért tartom fontosnak elmondani, mert a zárszámadásokat követően mintegy furkósbotként szokták mindig a kohéziós politikával szemben megfogalmazni a hibaarány kérdését. A kohéziós politika területén a hibaarány elsősorban a közbeszerzési szabályok, illetve a támogatási jogosultságok figyelmen kívül hagyásából fakad. Azt gondolom, hogy ez mindenféleképpen aláhúzza az egyszerűsítésnek a szükségességét.

4-025-000

Guido Milana, *relatore per parere della commissione per la pesca*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, il lavoro nella commissione per la pesca è stato un lavoro molto approfondito, atteso che questa è materia di codecisione post-Lisbona.

In questo senso il tasso di esecuzione rilevato è del 97,20%, quindi un buon tasso di esecuzione così come contabilizzato. Nonostante ciò, però, all'interno dei capitoli un capitolo particolare, quello dei mercati della pesca, ossia 1102, ha avuto una scarsissima esecuzione sulla quale la Commissione ha dato alcune risposte in qualche modo soddisfacenti, ma che non fanno presagire un ricambio negli anni successivi.

Così come una delle questioni sottolineate è l'esecuzione negli accordi internazionali di pesca: in questi l'aspetto commerciale prevale troppo rispetto all'aspetto invece legato alla crescita del settore: il 72% è un accordo commerciale, quindi gli accordi di pesca hanno necessità di avere un'esecuzione probabilmente leggermente diversa che tenga più di conto gli obiettivi politici che questi accordi hanno.

Chiudo, Presidente, solo con un ulteriore piccolo rilievo, che è quello che esistono dossier contestati da quasi dieci anni e sui quali invece si tarda a chiudere. Questo è un richiamo formale rispetto all'intera esecuzione. Grazie del tempo soprattutto.

4-026-000

Morten Løkkegaard, *ordfører for udtalelse fra Kultur- og Uddannelsesudvalget*. – Fru formand! Overordnet set er vi i Kulturudvalget godt tilfredse med gennemførelsen af budgettet for 2010, som det også fremgår af den udtalelse, som udvalget vedtog tidligere i år. Den tilfredshed fremgår af punkt 1-4 i vores udtalelse, som jeg ikke vil gå i detaljer med her. På et område kan vi dog ikke som udvalg eller parlament være tilfredse. Det er beskrevet i punkt 5 og handler kort fortalt om et meget lovende paneuropæisk tv-netværk, som Kommissionen valgte at nedlægge i ellefte time. Det skete uden accept fra Parlamentet og Rådet og ud fra devisen om, at vi lever i sparetider. Derfor kan man selvfølgelig undre sig over, at man i stedet for at spare de penge, vælger at bruge dem på tv-kanalen Euronews og en række pr-aktiviteter i Kommissionen.

Det kan vi selvfølgelig ikke være tilfredse med som parlament, og derfor har Kulturudvalget og i øvrigt også AFCO-udvalget valgt at tilbageholde pengene på Kommissionens budget, indtil de forpligter sig til at genetablere det omtalte netværk. Indtil det sker, kan jeg som budgetordfører i CULT-udvalget ikke anbefale at løfte den reserve, vi taler om, og jeg beder Budgetkontroludvalget om at gå ind i sagen, så vi kan få genetableret dette vigtige initiativ.

4-027-000

Renate Sommer, *Verfasserin der Stellungnahme des mitberatenden Ausschusses für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres*. – Frau Präsidentin! Ich nehme Stellung zur Entlastung von Europol und Eurojust.

Zu Europol: Hier ist wenig, fast eigentlich gar nichts zu beanstanden. Der Jahresabschluss spiegelt in allen wesentlichen Aspekten die finanzielle Situation im Jahr 2010 wider und alle zugrunde liegenden Transaktionen sind vorschriftsmäßig und damit eben auch rechtmäßig. Auffällig sind lediglich die hohen Überträge im Verhältnis zu den insgesamt eigentlich niedrigen angelaufenen Kosten. Europol führt dies zurück auf den Umzug in eine neue Zentrale – das ist natürlich nachvollziehbar. Aber Europol sagt zu, in Zukunft weitere Maßnahmen zu treffen, um derart hohe Überträge zu vermeiden. Darüber hinaus will sich Europol dazu verpflichten, ab 2012 die Ausführung des Haushaltsplans monatlich zu kontrollieren. Ich empfehle uns, nachzuprüfen, ob das auch wirklich passiert. Vor diesem Hintergrund empfehle ich die Entlastung von Europol.

Zu Eurojust: Hier spiegelt auch der Jahresabschluss in allen wesentlichen Aspekten die finanzielle Situation im Jahr 2010 wider. Alle Transaktionen sind auch hier rechtmäßig und vorschriftsmäßig. Aber auch hier wurden hohe Betriebsausgaben ins Jahr 2011 übertragen. Nach Begründung von Eurojust lag dies hauptsächlich an einem Organisationsstrukturprojekt – einer neuen Computerinfrastruktur und Kosten im Zusammenhang mit der Datenverarbeitung. Es wird angekündigt, das alles in Zukunft zu verbessern, auch Ausschreibungsanforderungen besser einzuhalten. Ich empfehle uns, auch dies in Zukunft zu überprüfen und vor allen Dingen zu überprüfen, ob tatsächlich alle offenen Stellen in Zukunft besetzt werden. Das ist verbessert worden. Aber wenn diese Stellen nicht bald besetzt werden, dann müssten wir fast überlegen, Mittel zu streichen – und das wäre negativ für Eurojust. Ich empfehle dennoch die Entlastung.

4-028-000

Véronique Mathieu, *rapporteur pour avis de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures*. – Madame la Présidente, tout d’abord, je voudrais saluer les efforts qui ont été faits par le CEPOL, qui s’est bien redressé depuis les affaires que nous avons connues. Je regrette cependant que les amendements que j’ai déposés en commission du contrôle budgétaire concernant la fusion du CEPOL et d’Europol n’aient pas été adoptés et je m’élève contre les amendements retenus lors du vote en commission et contre cette fusion.

La Commission européenne nous proposera une nouvelle base juridique, probablement à l’automne ou au début de l’année prochaine. Je pense que la commission LIBE est beaucoup plus compétente que la commission du contrôle budgétaire pour adopter cette nouvelle proposition de base juridique. Par ailleurs, je propose de donner la décharge aux trois agences (EMEA, EFSA et AEE). Pourquoi? Parce que nous n’avons pas suffisamment d’éléments pour justifier un report, voire un refus de la décharge à l’automne.

4-029-000

Wim van de Camp (PPE), *Rapporteur voor advies van de Commissie burgerlijke vrijheden en binnenlandse zaken*. – Voorzitter, de verantwoording van publieke middelen heeft op dit moment grote belangstelling in de Europese Unie. Met name ook in deze tijd van bezuinigingen zullen wij op Europees niveau buitengewoon scherp verantwoording moeten afleggen van wat wij, in dit geval in het jaar 2010, allemaal hebben bereikt.

Ik ben ook lid van de Commissie LIBE en ik heb voor 2010 de diverse agentschappen en de prestaties van de commissie op dit vlak bekeken. Wat ons betreft, gaan we de goede kant op. Er zijn met name op het terrein van de agentschappen veel kritische opmerkingen te maken, maar ik durf wel te stellen dat het bij de Commissie LIBE - en dat mag ook wel - de goede kant op gaat.

Ik heb nog wel twee vragen aan de Commissie. Allereerst even de kwestie van SIS I en SIS II. Zijn daar op dit moment meer gegevens over bekend? Hoe ontwikkelen die uitgaven zich (te meer daar het systeem als zodanig achterblijft)?

Ten tweede, het Fonds Buitengrenzen. Ik heb de indruk dat daar op dit moment ook nog wel onderbesteding is. Het is opmerkelijk dat aan de ene kant de burgers zeggen dat de buitengrenzen beter bewaakt moeten worden, en dat er aan de andere kant onderbesteding is.

4-030-000

Salvatore Iacolino (PPE), *relatore per parere della commissione per le libertà civili, la giustizia e gli affari interni* . – Signora Presidente, onorevoli colleghi, l'osservatorio europeo per le droghe e le tossicodipendenze riveste un ruolo importante rispetto ad una priorità che forse con maggior rigore e con maggiore incisività dovrebbe essere sostenuta dal Parlamento europeo: il contrasto alle droghe e alle tossicodipendenze, in un momento nel quale le dipendenze comunque non si esauriscono nelle droghe e nelle sostanze psicotrope, perché vi sono altre dipendenze che avrebbero dovuto e potrebbero essere meglio combattute attraverso una lista di interventi che l'Unione europea dovrebbe sostenere.

Tornando alla verifica, abbiamo riscontrato la regolarità della gestione finanziaria, riteniamo che nelle prospettive finanziarie 2014-2020 maggiori risorse debbano essere destinate a un contesto nel quale il sistema giovanile dell'adolescenza viene spesso fortemente aggredito, è importante la divulgazione nel web così come sono importanti Facebook ed Internet – ma anche questi possono talvolta sfociare in apposite dipendenze.

L'osservatorio potrebbe proporre dei miglioramenti per sostenere il multilinguismo e noi riteniamo che lo stesso possa ancora migliorare la sua attività, invero decisamente positiva, attraverso misure flessibili sul piano organizzativo. Un maggiore raccordo, che già invero sussiste, con altre agenzie e con gli Stati membri consente di affermare che le prospettive di crescita in questo delicato settore vi sono, con un principio ed un valore che è quello di una strategia complessiva sulle dipendenze complessivamente intese e quindi non soltanto sulle droghe.

4-031-000

Silvia-Adriana Țicău, *Rap aviz TRAN* . – În numele doamnei Ayala Sender, care este raportoare pentru aviz a TRAN și care nu este astăzi aici, aș vrea să fac câteva precizări.

În ceea ce privește finanțarea TEN-T, salutăm revizuirea la jumătatea termenului a fondurilor TEN-T pentru perioada 2007-2013. Considerăm că a fost un exercițiu interesant care a vizat utilizarea eficientă a resurselor. Procesul a fost orientat către rezultate și am dori ca această abordare să se aplice și altor politici ale Uniunii Europene. Din această perspectivă, salutăm noua propunere a Comisiei privind Cadrul financiar multianual.

În ceea ce privește siguranța rutieră, regretăm slaba utilizare a fondurilor pentru siguranța rutieră și am dori, în următorii ani, să vedem această tendință inversată.

În ceea ce privește Galileo, salutăm progresul înregistrat în cadrul programelor EGNOS și GALILEO. Lansarea primilor doi sateliți în 2012 reprezintă un pas fundamental pentru implementarea cu succes a celor două programe.

Reamintim importanța investițiilor în acest sector, care va avea efecte benefice asupra multor sectoare și politici ale Uniunii Europene, în special privind logistica, transportul sustenabil și siguranța în transporturi.

4-032-000

Thijs Berman, *Rapporteur voor advies van de Commissie ontwikkelingssamenwerking*. – Voorzitter, de rol van het Parlement is, zoals voor elk parlement, wetgever zijn, de stem van de kiezer zijn en het beleid controleren. Die drie functies hebben wij. In die laatste functie, namelijk de controle van de macht, de controle op de uitvoering van het beleid, zijn wij veel slechter dan in die van wetgever of in die van stem van de kiezer zijn.

Dat geldt in het bijzonder bij onze controle op de uitgaven in het Europees Ontwikkelingsfonds. Het is een fonds buiten de EU-begroting, dus veel minder inzichtelijk voor ons dan het financieringsinstrument voor ontwikkelingssamenwerking. Het is geld dat buiten de EU wordt uitgegeven en daardoor is het nog onzichtbaarder voor ons. Toch zijn we wel bij machte er kwijting over te geven. Dat is erg knap van ons, maar ik denk dat we ons niet moeten overschatten. De nationale parlementen voeren de controle ook niet uit.

Het Europees Ontwikkelingsfonds moet daarom zo snel mogelijk binnen de EU-begroting worden gebracht. Dat zou onze controlemogelijkheden versterken. Het is zeer onbevredigend om zo te moeten werken. Maar als het dan binnen de EU-begroting wordt gebracht, mag dat geen excuus zijn om het geheel van het ontwikkelingsgeld te verminderen.

4-033-000

Simon Busuttil (PPE), *Rapporteur ta' opinjoni tal-Kumitat għall-Libertajiet Ċivili, il-Ġustizzja u l-Intern*. – Ix-xogħol tiegħi kien li nagħmel opinjonijiet għall-Kumitat LIBE, tal-libertajiet ċivili, u jien għamilt opinjonijiet fuq tliet aġenziji li huma l-FRONTX, l-Aġenzija tal-Unjoni Ewropea għad-Drittijiet Fundamentali u l-Kontrollur Ewropew għall-Protezzjoni tad-Data.

Fil-Kumitat LIBE llum għandna kompetenza għal numru sabiħ ta' aġenziji Ewropej u naturalment irridu noqogħdu attenti li mhux biss nagħmlu aġenziji godda imma naraw li dawn jiffunzjonaw b'mod effettiv u li l-flus tagħhom jużawhom kif imiss. Fl-iskrutinju tiegħi sibt numru ta' affarijiet u Prattiki li jistgħu jittejbu, pereżempju flus allokati f'sena jiġu użati minflok fis-sena ta' wara. Din hija Prattika li nixtiequ li l-aġenziji ma jkomplux jagħmlu. Jew inkella proċeduri ta' reklutaġġ ta' persuni li setgħu jsiru b'mod aħjar milli saru. Fl-opinjoni tiegħi jiena għidt li dawn huma Prattiki li għandhom jiġu rranġati.

Minkejja dan, nista' ngħid li l-amministrazzjoni globali ta' dawn l-aġenziji li jiena dħalt fuqhom hija waħda sodisfacenti u għandha tiġi accettata. Fl-istess ħin, il-Qorti tal-Awdituri wkoll qalet li għandna nagħtu l-kwittanza għal dawn l-aġenziji għax il-kontijiet annwali tagħhom kienu legali u regolari.

4-034-000

Iliana Ivanova, *on behalf of the PPE Group*. – Madam President, as shadow rapporteur for the Parliament's discharge, I would like to thank our rapporteur, Mr Liberadzki, for the work he has done. In committee, I think, we reached a good compromise which identifies

concrete areas for improvement. I urge all my colleagues not to accept any appeals to reject this resolution but, on the contrary, to support it. I will briefly address three points which I consider important in this report.

First: public procurement. We need clearer rules. We call on the Bureau to review all control mechanisms in order to guarantee the most competitive prices for the services and goods offered.

Second: security, which is still a major issue for many MEPs. In the report we have targeted concrete areas where improvements could be made.

Third: the internal auditors' report. We hope this will be provided to members of the Committee on Budgetary Control on time, so that we can make a clear assessment of the situation.

Now let me quickly comment on some issues arising from the Commission discharge. First, I want to congratulate rapporteur Christofer Fjellner for his excellent work and energy during the whole procedure. There are a number of important aspects this year, of which the first is shared management. This year again, the Court of Auditors has not been able to issue a positive declaration of assurance on the Union budget. I call on the Commission to find the appropriate tools and to apply stricter and adequate sanctions in order to ensure that Member States assume their responsibilities. I note, however, the presence of the Council at today's debate.

The second aspect concerns financial instruments. Their use is continually increasing and they are indeed useful, but we do not know to what extent. We need to assess them better, using appropriate indicators, and to establish a clear link between inputs and results.

The third aspect is that of instruments for financial assistance. The EU budget guarantees loans and the balance of payments in the European Financial Stability Mechanism for a maximum of EUR 110 billion. This is almost an annual budget, and we definitely need clearer accountability and greater transparency with regard to operations under these instruments.

Finally, I would like to welcome the important role that the Court of Auditors plays in the whole discharge process, and I am certain that our fruitful cooperation will continue on all aspects of budgetary control.

4-035-000

Edit Herczog, *a S&D képviselőcsoport nevében*. – Az európai ügynökségek véleményét szeretném mondani az európai szocialisták szempontjából. Az ügynökségekről beszélünk, amelyek az európai intézményi felépítmény fontos részét alkotják. A kormányok a Parlamenttel egyetértésben hozták őket létre, hogy a számukra megszabott feladatok ellátásával az Európában élő emberek javát szolgálják. Ezeknek a létrehozásoknak tehát nem a véletlen az alapja. Minden egyes ügynökség politikai, szakpolitikai együttdöntési eljárás keretében jött létre, és működésük néha meglehetősen összetett. Ezért ezekkel a szervezetekkel nem szabad hatalmi, politikai játékokat folytatni, ahhoz túlságosan fontosak, és a megszüntetésük felvetése is komoly politikai következményekkel járhat.

Az ügynökségek fontos szerepet töltenek be, ezért elengedhetetlen, hogy működésük és irányításuk a lehető legtökéletesebb legyen, mert ilyenképpen lehet jó híruket szavatolni az uniós polgárok szemében. Ugyanakkor az európai ügynökségek az Európai Unió költségvetésének nem egészen fél százalékából gazdálkodnak. A zárszámadás során

ugyanolyan szoros ellenőrzésnek vannak alávetve, mint bármely uniós szerv. Az ellenőrzésüknek meggyőződésünk szerint arányosnak kell lennie a költségvetésben bírt súlyukkal. Az arányosnál szigorúbb ellenőrzés ugyanis önmagában pazarlást jelent, s jelenleg úgy érezzük, hogy a Számvevőszék és az Európai Parlament zárszámadásért felelős szervezetei a korlátozott emberi, anyagi erőforrásaival már aránytalan módon foglalkoznak az ügynökségekkel, és ennek mindenképpen gátat szeretnénk szabni. Nem lehet, hogy az erőforrásaink felét a költségvetés mintegy fél százalékát kitevő ügyekre pazaroljuk el.

Komoly aggályaink voltak az idei évben a jelentéstévő nagyon kritikus megközelítésével, mert abból indult ki, hogy bűnösséget vélelmezünk mindaddig, amíg az ellenkezője nem nyert bizonyítást. Ehelyett mi úgy gondoljuk, hogy mindaddig a jóhiszeműséget és a természetes igazságérzetet kell alapul venni, amíg ennek az ellenkezője be nem bizonyosodik. Én azt hiszem, hogy a mi megközelítésünket jól igazolták az eddig elmondott hozzászólások, hiszen a szakbizottságok részéről készült vélemények lényegesen pozitívabbak voltak itt, a plenáris teremben is, mint a jelentéstévő véleménye, és azt gondolom, hogy a Parlament egésze sokkal inkább ebben tud egyetérteni.

Most pedig néhány, a jelentésben következetesen fölvetett pont: az esetleges összeférhetlenségekről, különösen azoknak az ügynökségeknek az esetében, ahol szükség van az ipar vagy technikai szakértők bevonására, hogyan tudjuk a legmegfelelőbb eljárásokat és eszközöket alkalmazni ahhoz, hogy ezt megelőzzük. Javasoljuk tehát, ahogy az ombudsman is ajánlotta, hogy különös figyelmet fordítsunk ennek a kérdésnek. Határozottan támogattuk azt, hogy a Számvevőszék különjelentést készítsen erről a témáról, s határozottan támogatjuk azt is, hogy az intézményközi munkacsoport, amely a Tanács, a Bizottság és a Parlament működésében dolgozik, tartsa napirenden ezt a témát. De ez nem ok arra, hogy a 2010-es zárszámadást ne fogadjuk el. Szeretném tehát mondani, hogy a jelentéskészítő eljárása megfontolásra alkalmas. Érdeemes máskor a kollégáival a saját pártjából és a többi párttal – a többi bizottságból együttműködve – olyan jelentést készíteni, amely jobban elfogadásra kerül a Parlamentben.

4-036-000

Jan Mulder, *namens de ALDE-Fractie* . – Voorzitter, jammer genoeg luistert het Deense voorzitterschap niet, maar in de eerste plaats zou ik Denemarken hier in deze vergadering willen verwelkomen. Het is de eerste keer in vele jaren dat de Raad aanwezig is.

Het is de zeventiende keer op rij dat wij een negatief rapport hebben van de Europese Rekenkamer. Dat alleen al zou een reden moeten zijn voor het Parlement om geen kwijting te verlenen aan de Commissie. Ik denk dat er weinig nationale parlementen zijn die zo coulant zouden zijn tegenover hun regering als dat zou voorkomen. De tendens is ook niet in de goede richting.

Het Europees Parlement heeft door de jaren heen veel adviezen gegeven over hoe het zou kunnen worden verbeterd. De rol van de lidstaten daarin is essentieel. De commissaris zei het al: 80% van het geld wordt uitgegeven door de lidstaten. Daarom gaf het Europees Parlement in het Interinstitutioneel Akkoord van 2006 in artikel 44 duidelijk aan dat er jaarlijkse overzichten zouden moeten worden gegeven door de lidstaten en vervolgens zou de Commissie daarop commentaar moeten geven. Het Parlement zou dat kunnen analyseren en een dialoog beginnen met de Commissie over de verbeteringen.

Zes jaar lang heeft het Parlement geen kennis kunnen nemen van die jaarlijkse overzichten. Dat is buitengewoon merkwaardig. Als je een overeenkomst hebt tussen drie partijen, dan lijkt het mij logisch dat die overzichten ook beschikbaar zijn voor de drie partijen.

Ik verwelkom de verklaring van de Commissie, maar jammer genoeg deed de commissaris geen enkele verwijzing naar artikel 44 van het Interinstitutioneel Akkoord. Dat artikel is toch essentieel. Ik vind het buitengewoon jammer dat hij niet daarnaar verwijst. Hij heeft echter een beetje vooruitgang geboekt. Zijn verklaring zal invloed hebben op het stemgedrag van de ALDE-Fractie, dat waarschijnlijk anders zal zijn dan in de Commissiebegrotingscontrole zelf. Toen stemden ze tegen, maar de verrassing houd ik tot het einde.

4-037-000

Bart Staes, *namens de Verts/ALE-Fractie*. – Voorzitter, ik beperk mij in dit debat tot vijf verslagen: de kwijting van de Raad en ITER enerzijds, het Geneesmiddelenbureau EMA, de Europese Autoriteit voor voedselveiligheid EFSA en het Milieuagentschap anderzijds.

Ten aanzien van de Raad doe ik nogmaals een oproep tot redelijkheid en een vraag tot toegeven aan de wensen van de kwijtingsautoriteit. We willen niets minder dan inzicht in de rekeningen. Transparantie van de uitgaven is gewoonweg noodzaak, want de uitgaven van de Raad zijn van een wezenlijk andere orde dan veertig jaar geleden.

Ten aanzien van ITER doe ik een oproep om mijn amendement goed te keuren dat erop gericht is het ITER-project te herevalueren en een duidelijk overzicht te krijgen over de toekomstige financieringsbehoeften.

Dan de agentschappen. Er is een wezenlijk onderscheid tussen het EMA en het EFSA enerzijds en het Milieuagentschap anderzijds. EMA en EFSA liggen al jaren onder vuur, bij het Milieuagentschap willen we eigenlijk even de puntjes op de i zetten. Wat betreft EMA en EFSA vraag ik aandacht voor de financiering van beide agentschappen. EMA wordt nu reeds voor 73% gefinancierd uit vergoedingen die door de farmaceutische industrie worden betaald. Bij EFSA, de Voedselveiligheidsautoriteit, is dat vooralsnog niet het geval, maar het staat wel op de agenda. En dat is gevaarlijk. Er is nood aan goede regels, zo niet ontstaat minstens de perceptie van mogelijke beïnvloeding van de resultaten bij de evaluatie van producten.

De Commissie begrotingscontrole vraagt aandacht voor de bestrijding van belangenconflicten en de draaideurpolitiek. Ten aanzien van het Geneesmiddelenbureau zitten we met de rol van de voormalig directeur, die nog tijdens zijn mandaat van directeur een consultancybedrijf heeft opgericht, daar nu werkt en nu advies verleent aan de farmaceutische industrie. Dat is een laakbare praktijk.

Ten aanzien van EFSA: ik bezocht de Voedselveiligheidsautoriteit vorige week nog in Parma met een delegatie van de Milieucommissie. Positief is de wil tot transparantie, de wil tot verandering. Het toont ook aan dat de actie van het Parlement en van individuele leden van dit Parlement, echt werkt. Het werk van de rapporteur, het werk van een collega als José Bové, is merkwaardig en is zeer nuttig. Zo erkende het EFSA veel te traag dat er iets problematisch was met het overstappen van een voormalig personeelslid naar een bedrijf als Syngenta. We vragen bijzondere aandacht voor de banden tussen leden van de raad van bestuur, wetenschappelijke deskundigen van EFSA met ILSI, een notoire lobbyorganisatie, die gefinancierd wordt door voedselgiganten als McDonalds, Coca-Cola, Nestlé, BASF, Danone, Kraft, Monzanto, Syngenta en Unilever. Dat is problematisch. Het

is goed dat de voorzitter van de raad van bestuur eergisteren ontslag nam, omdat zij te nauwe banden had en heeft met ILSI. Sinds gisteren werkt zij trouwens actief voor deze organisatie.

Wetenschappelijk onderzoek van EFSA mag niet alleen steunen op onderzoek en data van de industrie. Ook onafhankelijke deskundigen en onafhankelijk onderzoek moeten aan bod komen. We moeten toezien op de banden tussen wetenschappelijk deskundigen en de biotechindustrie, de voedselbedrijven en lobbygroepen. Nu verlenen we geen kwijting, want we willen een concreet actieplan uitschrijven, zodat we in oktober ook EFSA kwijting kunnen verlenen.

Ten aanzien van de Rekenkamer vraag ik met spoed het rapport te publiceren over de mogelijke belangenconflicten bij de agentschappen EMA en EFSA.

Ten slotte het Milieuagentschap, heel kort. De nuttigheidswaarde van dat agentschap staat niet ter discussie. Wat wel ter discussie staat zijn een aantal praktijken uit het verleden: banden van de directeur met een ngo, mogelijke problemen inzake de openbare aanbestedingen. Ik roep op tot een nauwe samenwerking tussen het Parlement en het Milieuagentschap om deze zaken uit te klaren, zodat we in oktober kwijting kunnen verlenen. Ik dank u, Voorzitter, voor de enkele seconden die u mij meer gunde.

4-038-000

Andrea Češková, *za skupinu ECR*. – Vážená paní předsedající, předně děkuji zpravodajům za jejich práci a racionální přístup. Evropský účetní dvůr zjistil stejně jako v předchozích letech v hospodaření jednotlivých orgánů a agentur celou řadu nedostatků.

Co se týče Komise, vidíme stále se opakující problém ve sdíleném řízení ve spolupráci s kontrolními orgány členských států. Vzhledem k tomu, že existují dvě oblasti s alarmujícím procentem chybovosti, je třeba urychleně přijmout režim, který by Komisi umožnil zhodnotit individuální potíže členských států a včas na ně reagovat.

Znepokojující je velké množství chyb v hospodaření jednotlivých agentur. Jsme proto rádi, že se zpravodajka rozhodla pro odložení udělení absolutoria u čtyř z nich. Měli bychom se zamyslet nad tím, jakým způsobem docílit snížení provozních nákladů, např. také sdílením služeb mezi agenturami podle blízkosti umístění nebo podle oblasti jejich politiky.

Co se týče Evropského parlamentu, podporujeme hledání úspor, např. lze snížit výdaje na udělování cen, což už tady zaznělo i od pana zpravodaje, nebo snížit výdaje na prezentaci Parlamentu, jako jsou výdaje na Parlamentárium nebo Dům evropských dějin.

Závěrem bych chtěla říci, že dokud rozpočet Evropské unie jako celek neobdrží od Účetního dvora pozitivní prohlášení o věrohodnosti, skupina Evropských konzervativců a reformistů se rozhodla nepodpořit udělení absolutoria, pokud jde o jakoukoliv část rozpočtu Evropské unie, a naopak se rozhodla podpořit odložení v těch případech, kdy je zpravodaji navrhováno.

4-039-000

Marta Andreasen, *on behalf of the EFD Group*. – Madam President, the procedure whereby we in this House approve the use of the EU budget by the Commission and the other institutions is our greatest responsibility as representatives of the citizens of the Member

States. Yet, year after year, while the Court of Auditors fails to give the EU spending a clean bill of health, this House is happy to approve the management's performance.

The auditors' report for the year 2010 reveals that the error rate – a fine name for the irregular use of funds – has grown from 3.3% to 3.7%. They add that 50% of the transactions sampled were affected by errors. How can we tell taxpayers that their money has been properly spent when we have this situation? Worse, how can we ask taxpayers to put even more into policy areas such as cohesion, energy and transport, where the error rate has increased to an astonishing 7.7%?

The increase in the number of agencies from three to 24 in a decade is a matter of concern. The Commission seems to have little control over them, which means that, in the discharge reports, one sees the same stories again and again: conflicts of interest and a revolving door to outside employers at least as efficient as the ones in this building.

Yet while this House is prepared to turn a blind eye to the deficiencies of those responsible for most of the budget, including itself, it puts great energy into refusing to approve the management of the Council's budget. It is not that I want to defend the Council, but this is merely playing politics – and that, in essence, is what the discharge procedure has become, a political game. So, dear taxpayers, nobody actually cares how your money is spent. The solution? Stop sending money to Brussels!

4-040-000

Søren Bo Søndergaard, for GUE/NGL-Gruppen. – Fru. formand! Den Europæiske Union omsætter for milliarder af euro. Det sker gennem Kommissionen, Rådet, Parlamentet og en lang række institutioner og agenturer. Disse mange milliarder er jo ikke faldet ned fra himmelen. De kommer fra hårdtarbejdende skatteborgere i de 27 medlemslande. Skatteborgere, som oven i købet i de seneste år har oplevet nedskæringer og forringelser. Derfor er det jo et helt centralt spørgsmål: Hvem fører på vegne af disse skatteborgere kontrol med, hvordan de mange penge anvendes?

Europa-Parlamentet er det eneste organ, der er valgt direkte af EU's borgere. Svaret er derfor Europa-Parlamentet, da de nationale parlamenter ikke kan kontrollere hele EU. Eller måske rettere sagt: Det gør Europa-Parlamentet, når det gælder de fleste institutioner i EU. Det gør Europa-Parlamentet dog ikke, når det gælder Rådet, simpelthen fordi Rådet nægter at svare på de spørgsmål, vi stiller om dets regnskab. Rådet har haft forskellige forklaringer på, hvorfor de føler sig hævet over parlamentarisk kontrol. Først henviste Rådet til en såkaldt gentleman agreement, men da vi så fandt den frem, viste det sig, at det var en ensidig erklæring fra Rådet. En erklæring, der i øvrigt var fra 1970, dvs. ni år før Parlamentet overhovedet blev direkte valgt.

Så henviser Rådet til, at Parlamentet i henhold til traktaten kun må godkende Kommissionens regnskab. Og når vi har godkendt det, så har vi også godkendt regnskaberne for alle de andre EU-institutioner. Jeg synes, det er et meget interessant synspunkt. For den eneste logiske konklusion er jo så, at vi fremover må stille vores spørgsmål til Rådets regnskab til Kommissionen. Hvis Kommissionen så ikke kan svare, så må det selvfølgelig få konsekvenser for vores godkendelse af Kommissionens regnskab. Det ville jo være absurd. Derfor håber jeg også, at Rådet vil komme til fornuft og svare på de spørgsmål, vi har stillet. Der er sjældent fuldstændig enighed i et parlament, men der var i Budgetkontroludvalgets indstilling til dette møde fuldstændig enstemmighed om at udskyde afgørelsen om Rådets regnskab til efteråret. Dermed har vi vist vores gode vilje, for det

giver Rådet og det danske formandskab yderligere en mulighed for at gøre op med lukketheden og i stedet acceptere parlamentarisk budgetkontrol, som gælder for alle andre EU-institutioner. Bedre sent end aldrig!

4-041-000

Lucas Hartong (NI). - Voorzitter, de Rekenkamer kwam onlangs met prima verslagen over de afsluiting 2010. Rapporteur Macovei gaf vervolgens prima commentaar op die verslagen van de Rekenkamer. Er bleek helaas heel wat mis te zijn, met name bij de agentschappen.

Vandaag stemmen we over een groot aantal amendementen op die verslagen. De socialisten zijn zoals gewoonlijk tegen meer transparantie, tegen meer controle op de uitgaven, tegen het tot de orde roepen van de agentschappen. Ook de Nederlandse partij D66 lijkt hierin mee te gaan. Die heeft namelijk een aantal amendementen ingediend om de transparantie teniet te doen en de uitstekende constatering en aanbevelingen, met name die inzake de janboel bij de agentschappen, zo snel mogelijk te schrappen. Ongelooflijk!

Ronald Reagan zei ooit eens: "Sommigen willen de overheidsuitgaven checken, anderen willen de overheidscheques uitgeven". De PVV checkt liever dan dat ze steeds meer uitgeeft. Daarom een woord van dank aan de Rekenkamer en de rapporteur voor hun goede werk en een woord van minachting aan de socialisten en D66.

4-042-000

Monika Hohlmeier (PPE). - Frau Präsidentin, meine sehr verehrten Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich darf auf das Thema Entwicklungshilfe eingehen. Beim Thema Entwicklungshilfe beschäftigen wir uns seit vielen Jahren mit der Frage der Budgethilfen. Ich möchte ein ausdrückliches Dankeschön sowohl an den Rechnungshof für die vielfältigen Anregungen sehr sinnvoller Art zu diesem Thema aussprechen. Ich möchte aber auch ein Dankeschön an Herrn Kommissar Piebalgs aussprechen, der zunehmend versucht, das Thema Budgethilfen in einer sinnvollen Art und Weise zu regeln. Denn Budgethilfen sind dann angebracht, wenn einigermaßen gewährleistet ist, dass die Verwaltung vor Ort in der Lage ist, mit diesen Budgethilfen auch die Projekte durchzuführen, die man sich gemeinsam mit der Europäischen Union vorgenommen hat.

Zum Zweiten ist es notwendig, dass wir im Bereich der Entwicklungshilfe tatsächlich einmal zu einem geschlossenen Konzept kommen. Ich sage jedes Mal, bei jeder Entlastung, dass es endlich einmal notwendig wäre, die Entwicklungshilfeausgaben alle geschlossen gemeinsam in den Kommissionshaushalt einzuführen, und dies nicht nur deshalb nicht zu tun, weil wir die 1%-Grenze nicht überschreiten wollen. Die Gelder werden ja ausgegeben. Die Frage ist nur, ob sie koordiniert, geschlossen und gemeinschaftlich ausgegeben werden und letztendlich vom Europäischen Parlament nicht nur kontrolliert, sondern auch mitgestaltet werden können.

Desweiteren halte ich es für notwendig, dass wir auch im Rahmen der Entwicklungshilfe das Thema langfristige und kurzfristige Maßnahmen ins Visier nehmen. Wir brauchen langfristige Maßnahmen, die nachhaltig sind, und zwar langjährig sichtlich aufbauend Verbesserungen in den jeweiligen Ländern hervorrufen. Wir brauchen natürlich auch kurzfristige Maßnahmen, die bei entsprechenden Katastrophen – Erdbeben oder ähnlichen Dingen – kurzfristige Hilfen bieten. Man darf bei den langfristigen jedoch nicht zulassen, dass die jeweiligen Projekte unter Umständen – weil die Verhältnisse im Land nicht so

besonders sind – etwas lockerer gesehen werden. Unsere Projekte müssen Sinn und Ziel machen, ansonsten ist das Geld umsonst ausgegeben!

4-043-000

Jens Geier (S&D). - Frau Präsidentin! Die Kollegin Andreassen hat gerade den europäischen Steuerzahler aufgefordert, kein Geld mehr nach Brüssel zu überweisen, weil sich hier angeblich niemand für die Ausgabenpraxis interessiert. Das Gegenteil ist der Fall. Dieses Plenum interessiert sich massiv für die Ausgabenpraxis der EU-Institutionen und dafür, was mit dem Geld des europäischen Steuerzahlers passiert. Das Problem ist nur, dass wir an dieser Stelle zu anderen Bewertungen kommen als Frau Andreassen. Und die S&D-Fraktion kommt maßgeblich zu anderen Bewertungen, was die Situation der europäischen Agenturen angeht.

Ich will das an dieser Stelle einmal kurz durchdeklinieren für den Fall der Europäischen Arzneimittel-Agentur (EMA). Dank der Arbeit unseres Berichterstatters vom vergangenen Jahr, Georgios Stavrakakis, hat die EMA heute das strengste „*Conflict of interest*“-System in der ganzen Europäischen Union. Die Berichterstatterin der EPP kommt zu dem Ergebnis, dass das nicht reicht, und schlägt uns die Vertagung der Entlastung vor, mit der Begründung, dieses System müsse sich erst beweisen. Das ist exakt die Umkehr der Beweislast, so wie es die Kollegin Herczog vorhin in ihrem Beitrag dargestellt hat.

Wenn es darum geht, liebe Kollegin Macovei, dieses System jetzt auf seine Wirkungsweise zu erproben, dann ist das die Aufgabe des nächsten Berichterstatters, das ist der Kollege Gerbrandy von der Fraktion der Liberalen. Wenn wir dann sehen, dass das System nicht funktioniert, dann kommen wir zu Nachjustierungen. Aber in einer solchen Situation darauf zu bestehen, dass nicht entlastet wird, solange das System sich nicht bewährt hat, das stellt die Beweislast auf den Kopf.

An dieser Stelle kann ich auch Ihre Aussage nicht nachvollziehen, Frau Kollegin, dass Sie sagen, es geht hier nicht darum, die Agenturen zu beschädigen. Dieser Schaden ist doch schon längst eingetreten! Wir brauchen uns doch nur die Medienberichterstattung aufgrund Ihres Berichts anzusehen, wonach im Prinzip die Unabhängigkeit von Interessenvertretern oder Sachverständigen in den Agenturen gar nicht gegeben sei. Damit ist der Schaden doch da, den Sie hier erklären, nicht anrichten zu wollen.

Nein, wir haben tatsächlich ein Problem. Wir haben das Problem, dass wir keine unabhängigen Berichterstatter, keine unabhängigen Experten finden, weil Sie die Universitätsprofessoren, die noch nicht für die Industrie gearbeitet haben, schwerlich finden werden. Es ist auch die Aufgabe der Agenturen, an der Stelle eben auch mit dem Privatsektor zusammenzuarbeiten.

Vielleicht müssen wir ja tatsächlich dann zu sauberen Erklärungen, zu sauberen Trennungen und zu sauberen Regeln kommen. Aber mit der Entlastung, Frau Kollegin Macovei, funktioniert das nicht. Deswegen werden wir Ihrem Bericht nicht folgen.

4-044-000

Gerben-Jan Gerbrandy (ALDE). - Voorzitter, collega's, ik zou u willen vragen wie van u de uitvoerend directeur van het Europees Milieuagentschap, professor McGlade, persoonlijk kent? Ik vraag dat omdat u in meerderheid op het punt staat om haar integriteit ernstig in twijfel te trekken. Dat ondanks het feit dat het Europees Milieuagentschap jaar in jaar uit gezien wordt als een voorbeeld van hoe een agentschap gemanaged moet worden,

dat de Europese Rekenkamer jaar in jaar uit aangeeft dat alles klopt bij het Europees Milieuagentschap, en dat het Milieuagentschap zelf alle beschuldigingen heeft weerlegd of heeft aangetoond dat ze simpelweg niet waar zijn.

Uitstel van kwijting is niets anders dan een politieke motie van wantrouwen tegen de huidige directeur. Ik moet eerlijk zijn: het enige belangenconflict dat ik zie bij professor McGlade, is dat tussen haar ongelooflijke inzet van twintig uur per etmaal voor het agentschap en haar persoonlijke gezondheid. Want dat is het enige echte conflict.

Het ontbreken van iedere grond voor het uitstel van kwijting van het Milieuagentschap doet bij mij de vraag rijzen of er hier een verborgen agenda is. Is het Milieuagentschap misschien te sterk? Is professor McGlade misschien te goed als directeur? Ik hoop dat dat niet het geval is en ik doe dus ook een dringend beroep, vooral ook op de PPE, om geen spoken na te jagen, maar het Europees Milieuagentschap gewoon de kwijting te verlenen waar het recht op heeft.

4-045-000

José Bové (Verts/ALE). - Madame la Présidente, j'interviendrai sur la question de la décharge des agences et spécifiquement de l'Agence européenne de sécurité des aliments. Il y a plus de deux ans, j'ai interpellé M. Dali sur l'existence d'un conflit d'intérêts en la personne de la présidente de cette agence, Mme Banati. Il s'est avéré que j'avais raison: hier, Mme Banati a été contrainte de démissionner à la veille du vote qui va suivre. Dès sa démission, elle a été recrutée comme directrice du plus gros lobby international de l'agroalimentaire, l'ILSI, où l'ensemble des entreprises du secteur sont présentes. Nous avons aujourd'hui un véritable problème. Chacun le reconnaît, y compris la directrice de cette agence. Il faut mettre à plat la question des conflits d'intérêts et de la transparence des évaluations. C'est la même chose pour les médicaments. Ce que je demande aujourd'hui, c'est qu'on reporte le vote de la décharge, non pas pour une question financière, mais, très clairement, pour demander à la Commission de mettre en place des règles claires de transparence et de lutte contre les conflits d'intérêts.

(L'orateur accepte de répondre à une question "carton bleu" (article 149, paragraphe 8, du règlement))

4-046-000

Edit Herczog (S&D), *blue-card question*. – Madam President, I would like to ask Mr Bové whether he would agree that we should call on the Council to ensure that they send the right people to the Management Board. It is not the right way not to give discharge for 2010. We have to call on the Council to make a good decision in selecting the Management Board. It is the Council's job and the responsibility of the Member States. This may be right or wrong but it has nothing to do with the discharge.

This is our point. We are very happy that the Council is here. I ask Mr Bové if he would agree that we should ask the Council to take measures to send the right people to any management board?

4-047-000

José Bové (Verts/ALE), *réponse "carton bleu"*. – Je pense qu'il s'agit d'une démarche positive, mais qu'elle n'est pas suffisante. Nous avons besoin de règles claires. Or, aujourd'hui, nous n'avons pas de règles claires sur les conflits d'intérêts, non seulement concernant la nomination des conseils d'administration mais aussi la nomination des

experts. C'est pour cela, je crois, que nous devons prendre le temps. Si nous refusons cette décharge, nous avons une occasion historique d'organiser la transparence pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur les agences. Je suis favorable aux agences, à leur développement et aussi à l'augmentation de leur financement public pour éviter les conflits d'intérêts avec le privé. Je me bats aujourd'hui pour le renforcement des agences, mais cela passe absolument par la lutte contre les conflits d'intérêts et par la transparence.

4-048-000

Philip Bradbourn (ECR). - Madam President, here we are again. Year after year, nothing changes and European taxpayers' money continues to be wasted. The stark truth is that in 2012 we are still being asked to grant discharge to accounts which the Court of Auditors has condemned. ECR MEPs believe that taxpayers have a right to expect their money will be spent properly, so today we will be voting against the discharge. In some areas we have gone backwards in tackling mis-spending. The error rate in Structural Funds has increased significantly, which is particularly disappointing given the Commission's rhetoric on improving the situation in regional policy. There has been a clear failure of oversight from the Commission so I am encouraged that the Committee on Budgetary Control accepted our proposal that there should be a full-time budgetary control commissioner in the next Commission term. Such an important role cannot be a part-time job if we are serious about protecting taxpayers' money.

It is also good news that the committee agreed with us on refusing to grant discharge to three agencies, but we should not have granted discharge to any of the agencies until they could demonstrate responsible management of public money. In such a difficult time for the European economy it is completely unacceptable that even a penny of taxpayers' money is squandered.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 149(8))

4-049-000

PRESIDE: ALEJO VIDAL-QUADRAS

Vicepresidente

4-050-000

Jens Geier (S&D), *Frage nach dem Verfahren der blauen Karte .* – Lieber Herr Kollege Bradbourn, ich teile viele der Einschätzungen, die Sie hier vorgebracht haben. Ich habe aber eine Frage an Sie anlässlich des Befundes des Europäischen Rechnungshofs, dass das Vereinigte Königreich für 10 % der Fehler in der Kohäsionspolitik verantwortlich ist: Was unternimmt die konservative Partei Großbritanniens dagegen, dieses Missmanagement britischer Verwaltungsbehörden zu beseitigen?

4-051-000

Philip Bradbourn (ECR), *blue-card answer .* – Mr President, the question the gentleman asks relates to the 2010 budget discharge when the Conservative Party was not in government in the UK. It was a Socialist party that was in government in the UK, so I suggest he addresses the question to them.

4-052-000

Mikael Gustafsson (GUE/NGL). - Herr talman! Jag kommer att enbart fokusera på betänkandet om ansvarsfrihet för Europeiska jämställdhetsinstitutet (European institute for Gender Equality, EIGE). Som ni alla vet lever EIGE upp till alla de krav som finns på en god ekonomi och fullföljer sina åtaganden enligt uppdrag.

Dessvärre har det i punkt 3 i utskottets förslag smugits in en mening som föreslår en sammanslagning av EIGE och Europeiska unionens byrå för grundläggande rättigheter (European Union Agency for fundamental rights, FRA). Det här är ett mycket märkligt förslag, med tanke på att EIGE upprättades för bara några år sedan, efter mer än 10 års påtryckningar från det här parlamentet. Även om det naturligtvis finns beröringspunkter med FRA så är det även mycket som skiljer dem åt.

EIGE fokuserar uteslutande på genus och de strukturer och den politik som kan göra oss mer effektiva inom jämställdhetsområdet. Det handlar om arbetsmarknad, socialförsäkring, beslutsfattande och att kunna förena arbete med familjeliv. Europaparlamentet sätter jämställdheten högt på dagordningen även när medlemsstater ibland brister i visioner och idéer. Vi behöver därför ett fullfjädrat institut som är en resurs och utför vägledande bakgrundsarbete och uppföljning inom detta viktiga politikområde. Därför bör punkt 3 strykas.

4-053-000

Hans-Peter Martin (NI). - Herr Präsident! Als Berichterstatter für die Entlastung der Agenturen im Jahr 2008 habe ich entsprechende Erfahrungen gemacht. Damals habe ich in verschiedensten Berichten geschrieben, was hier im Plenum kritisiert wurde, und vorgeschlagen, dass bei 16 von 20 Agenturen die Entlastung nicht erteilt wird. Es wurde damals alles weggestimmt. So kann ich jetzt mit der Kollegin Macovei mitfühlen, da es immerhin gelungen ist, im Ausschuss eine Mehrheit in drei Berichtsfragen zu bekommen, die aber offenbar hier wackelt. Das ist sehr bedauerlich. Ich denke, es entspricht eben nicht diesem Anspruch des Parlaments, dass wir doch entsprechende Kontrolle ausüben sollten.

Bedauern möchte ich aber außerdem, dass es Ihnen nicht gelungen ist und es offenbar keine Initiativen gab, zu einem Bericht ebenfalls keine Entlastung zu erteilen, nämlich betreffend das Unternehmen ITER. Wenn man da Ihren Bericht durchliest und sieht, dass Sie in unzähligen Punkten enorme Kritik vorbringen, in den Punkten 2, 4, 5, 7, 10, 12, 13, 27, ist nicht nachvollziehbar, dass da nicht ebenfalls die Entlastung nicht erteilt wird.

4-054-000

Marian-Jean Marinescu (PPE). - Cooperarea interinstituțională dintre Parlament și Consiliu este vitală în supravegherea implementării bugetului. De aceea, orice impas generat de lipsa de conformare din partea Consiliului cu cerințele emise de Parlament, în calitatea sa de autoritate decisivă privind descărcarea de gestiune bugetară, este regretabil și dăunează acestui proces. Decizia de a amâna acordarea descărcării bugetare nu trebuie percepută ca un obstacol în procesul de negociere dintre Parlament și Consiliu. Parlamentul trebuie să își mențină însă poziția actuală și să refuze acordarea descărcării de gestiune bugetară, în cazul în care Consiliul nu se va conforma cerințelor și nu va îndeplini toate condițiile emise de Parlament.

Comitetul Economic și Social a răspuns prompt la observațiile formulate de către Parlament. Parlamentul urmărește însă cu atenție investigațiile OLAF și ale Ombudsmanului European privind presupusele nereguli din administrația Comitetului Economic și Social.

Curtea Europeană de Justiție a luat măsuri pentru optimizarea fluxului de lucru intern, prin introducerea aplicației e-Curia. Curtea Europeană de Conturi a luat decizia de a crește numărul de posturi dedicate exclusiv sarcinilor de audit cu 6%. Este necesară urmărirea cu atenție a proiectului-pilot privind externalizarea sarcinilor de audit. Grupul PPE va susține descărcarea de gestiune a acestor instituții.

4-055-000

Barbara Weiler (S&D). - Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte mich zum Entwicklungsfonds äußern, und ich bin zuversichtlich, dass wir zu diesem Bereich nicht nur im Ausschuss, sondern auch im Plenum eine einheitliche Meinung finden. Diese Debatte – das ist sicherlich auch wichtig zu erwähnen – findet unter besonderen Vorzeichen statt, unter dem Vorzeichen einer harten Zeit der Wirtschafts- und Finanzkrise innerhalb der Europäischen Union und im Grunde ja auch weltweit. Schon deshalb ist die Aufmerksamkeit der Öffentlichkeit auch auf unsere Debatte hier zur Entlastung und zur Prüfung des Haushalts gerichtet. Denn wir wollen ja eigentlich alle, dass der Haushalt korrekt ausgeführt wird, sinnvoll und vor allen Dingen – das sage ich besonders bei dem EDF – auch nachhaltig. Der EDF ist unser wichtigstes Instrument zur Armutsminderung, also im ureigensten Interesse der Europäischen Union, um Kriege zu verhindern und auch den Menschen eine Zukunftsperspektive zu geben. Ich bin definitiv überzeugt, dass das auch von den Bürgern und von den Steuerzahlern so gesehen wird.

Die Sozialdemokraten unterstützen den Bericht, über den wir im Ausschuss abgestimmt haben. Allerdings auch erst, nachdem unsere Änderungsanträge angenommen worden sind und der Bericht eine etwas andere Richtung bekommen hat, denn sinnvolle und notwendige Kritik ist richtig. Aber hier ist, wie Frau Herczog schon gesagt hat, versucht worden, eine Politisierung vorzunehmen, zum Beispiel bei der Kritik an der UNO. Selbstverständlich muss die UNO effizienter und vor allem transparenter werden. Aber sie ist auch ein ganz wichtiger Partner für unsere Arbeit und hat eine hilfreiche Infrastruktur. Wir müssen auf jeden Fall die Büros schulen und die Kapazitäten ausbauen, denn nur so kann man effiziente Arbeit machen.

Das möchte ich betonen und zum Schluss noch anmerken, dass wir eine gemeinsame Beurteilung der Fehlerquote brauchen und natürlich auch eine andere Agrarpolitik.

4-056-000

Olle Schmidt (ALDE). - Herr talman! Europa har stora ekonomiska och politiska problem. Det finns inga ursäkter för slarv med offentliga medel, och felkvoten i budgeten är oacceptabelt hög. Men det är inte kommissionen själv som ansvarar för alla fel, det vet vi.

Medlemsstaterna bär huvudansvaret, och de stora brister som tidigare nämnts vad gäller hur pengarna använts på nationell nivå är oacceptabla. Ansvariga politiker i dessa medlemsstater måste svara för de här felen – Tories eller icke Tories, Labour eller icke Labour. Och det duger inte att peka finger åt Bryssel och EU när slarvet sker i den egna hanteringen. Ett antal av medlemsstaterna har också vägrat att offentliggöra sina årliga rapporter om EU-pengarna. Varför detta smusslande?

Herr kommissionär, ni har idag lovat att alla rapporter ska göras tillgängliga. Det är bra och det är efterlängtat, men jag tycker att det kommer väl sent. Vi bör få längre tid på oss att kunna läsa igenom de här rapporterna och göra en noggrann analys. Jag anser därför att vi bör skjuta upp beslutet om ansvarsfrihet för kommissionen så att vi får tid att gå igenom alla fakta. Jag tycker att det är ett rimligt krav, och med tanke på vad kollegorna i min grupp tidigare har sagt så tycker jag att fler borde kunna stödja det.

Slutligen vill jag också kommentera ansvarsfriheten för Europeiska utvecklingsfonden. Det är ett problem att EUF fortfarande står utanför EU:s budget. EUF måste bli en del av den normala budgetkontrollprocessen.

4-057-000

Satu Hassi (Verts/ALE). - Arvoisa puhemies, hyvät kollegat, valvonta on tärkeää. Onnittelien valiokuntaa ja mietinnön esittelijää siitä, että muun muassa EFSA on saatu parantamaan jääviyssääntöjään.

Oikeudenmukaisuuteen kuuluu kuitenkin myös, että kun kysymyksiin on saatu tyydyttävät vastaukset ja mahdolliset virheet korjattu, vastuuvapaus myönnetään. Ympäristöviraston kohdalla tilanne on tämä. EEA:n johtajan väitetty jääviys on tutkittu, ja jääviyttä ei löytynyt.

Julkisia hankintoja koskeva kritiikki on kohdistunut vihreään julkisivuun. Se oli taideteos ja hankittu taideteoksia koskevien sääntöjen mukaan. Vihreä julkisivu oli erittäin onnistunut biodiversiteetin teemavuoden tiedotushanke: yli puoli miljoonaa ihmistä näki sen. Kontaktihinta oli noin 50 senttiä. Guardian-lehti valitsi sen Euroopan kolmanneksi parhaaksi biodiversiteetin tiedotushankkeeksi, ja tanskalaiset maan parhaaksi turistikohteeksi. Virastoa tulisi onnitella eikä moittia näin onnistuneesta tiedotuksesta.

4-058-000

Peter van Dalen (ECR). - Voorzitter, onlangs stelde de Commissie voor de begroting voor 2013 met 7% te verhogen. Onbegrijpelijk. Regeringsleiders in Griekenland, Frankrijk en Nederland moeten vertrekken omdat ze moeten bezuinigen, maar de Europese begroting zou met 7% omhoog kunnen? Onbegrijpelijk.

Er is nog een reden om kritisch te zijn over de omvang van de Europese begroting. Bij de kwijting over 2010 is door uitstekend werk van de rapporteur duidelijk geworden dat bij diverse agentschappen het budget onverantwoord is besteed. Met name bij het Milieuagentschap blijkt nog veel mis te zijn. Zolang de verantwoording van de agentschappen niet op orde is, moeten we de kwijting aan die agentschappen opschorten.

Tegelijk zeg ik dat de verantwoording voor de begroting van het Europees Parlement ook onder de maat is. Zolang Europarlementariërs zonder verantwoording af te leggen maandelijks 4 300 euro aan algemene onkosten kunnen besteden, moet dit Parlement terughoudend zijn met het veroordelen van andere Europese instellingen.

4-059-000

Claudio Morganti (EFD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, vorrei soffermarmi sul scarico da concedere a due organismi europei, il Comitato delle regioni e il Comitato economico e sociale.

Al di là di alcuni gravi errori di gestione, soprattutto per quanto riguarda il Comitato economico e sociale, a lasciarmi perplesso è la natura stessa dei loro bilanci, puramente

amministrativi: per entrambi abbiamo infatti un 70% di spese destinate al personale e il restante 30% riferibile agli immobili. Mi domando quale sia il reale valore aggiunto che queste Istituzioni possono dare all'Europa. Io sono sicuramente favorevole a un'Europa delle regioni, ma l'organo che qui dovrebbe rappresentarle, così com'è strutturato mi pare di scarsa utilità.

Si spendono per queste due Istituzioni oltre duecento milioni di euro all'anno senza alcun ritorno concreto. Così come sono concepiti oggi, questi due comitati consultivi, sostanzialmente privi di potere, rappresentano quello che non dovrebbe essere l'Europa, ovvero una serie di apparati burocratici fini a sé stessi.

4-060-000

Andrew Henry William Brons (NI). - Mr President, it is not primarily our job to give an opinion on whether the money was spent as we would wish or in agencies of which we would approve. It is, of course, to decide whether or not it was spent in accordance with the authority given to the agency in question. Some of these reports contain few, if any, criticisms, and the criticisms are minor. Assuming the rapporteurs were provided with accurate information and that they took account of that information, then Parliament should attest to that.

A good example of this is Mrs Macovei's report on the European Centre for Disease Control. But her report on the budget for the European Environment Agency does provide some evidence for suspicions of overlaps of spending – I will speak cautiously in that way – with NGOs or pressure groups with which staff of the agency had rather too close a relationship.

Her report on the budget for the Food Safety Agency was unexceptionable in itself, but I am concerned about amendments that would seek to water down the recommendations of the original report to prevent conflicts of interest.

4-061-000

Ingeborg Gräßle (PPE). - Herr Präsident, Herr Ratspräsident, Herr Kommissar, Herr Präsident des Rechnungshofs! Willkommen Sie alle! Wir freuen uns, dass Sie zum ersten Mal so in trauter Runde an dieser Entlastungsdebatte teilnehmen. Das ist für uns wirklich wie Weihnachten und Ostern an einem Tag. Das ist heute etwas ganz Besonderes, und ich möchte es doch noch einmal hervorheben.

Ich möchte die Gelegenheit nutzen und mich zuerst an den Präsidenten des Europäischen Rechnungshofs wenden. Die Debatte hat gezeigt, dass wir in Sachen Agenturen Ihren Sonderbericht über das Benchmarking der Agenturen wirklich brauchen. Sie haben dem Parlamentspräsidenten angekündigt, dass Sie aus Personalgründen außerstande sind, diesen Bericht zu machen. Ich möchte Sie ganz herzlich bitten, uns diesen Bericht zu geben! Das ist ein nützlicher Bericht, auf den wir in der Arbeitsgruppe Agenturen sehr gesetzt haben und sehr setzen. Ich möchte Sie nochmals herzlich bitten, uns diesen Bericht zu geben, zumal die Zahlen, die wir kennen, ganz vielversprechend sind. Wir brauchen diese Zahlen! Bitte geben Sie sie uns! Und wir brauchen auch Ihre Stellungnahme zum Thema Interessenkonflikte in den Agenturen!

Was wir hier erleben, ist ja für die Verhältnisse im Europäischen Parlament schon bürgerkriegsähnlich. Ich möchte einfach einmal darauf hinweisen, dass es durchaus Gründe gibt, an den Agenturen Kritik zu üben. Es wurde Kritik geübt an drei Agenturen von 32 – also drei Agenturen, bei denen wir und unsere Berichterstatteerin Probleme sehen. In einem

Punkt möchte ich mich ausdrücklich hinter die Berichterstatterin stellen, nämlich bei der Umweltagentur. Liebe Kollegen von der sozialistischen Fraktion– und auch Herr Gerbrandy – Ihr macht hier einen Fehler! Wir haben hier Dinge entdeckt, und je länger man sich damit beschäftigt, umso mehr muss man Fragen stellen. Es ist eben nicht in Ordnung, dass eine Agentur Zuschüsse an eine Nichtregierungsorganisation gibt, diese Nichtregierungsorganisation in entfernten Weltgegenden Seminare veranstaltet und die Mitarbeiter dieser Agentur sich auf diese Seminare einladen lassen. Also, ich finde das nicht in Ordnung! Wenn ihr das in Ordnung findet, umso schlimmer! Ich finde, wir müssen hier etwas tun.

Ich möchte mich noch an den Rat wenden: Sie sprechen von gegenseitigem Screening. Es ist aber halt so, dass das Parlament die Entlastung erteilt, Sie geben die Empfehlung ab. Deswegen haben wir gestern auch wieder eine nette Debatte gehabt im Zuge der Verhandlungen zur Haushaltsordnung. Wir brauchen eine Auslegung des Artikels 319 im Vertrag und des Artikel 335 – Autonomie der Institutionen. Wir haben dazu Vorschläge vorgelegt. Aber es wäre an Ihnen, sich dazu zu äußern.

4-062-000

Γεώργιος Σταυρακάκης (S&D). - Κύριε Επίτροπε, αγαπητοί συνάδελφοι, πρώτα από όλα θα ήθελα να ευχαριστήσω όλους τους εισηγητές των εκθέσεων για τη μεθοδική δουλειά που έκαναν και τις πολύ καλές εκθέσεις τους. Στα πλαίσια της τρέχουσας οικονομικής και χρηματοπιστωτικής κρίσης η πίεση στα δημόσια οικονομικά ποτέ δεν ήταν μεγαλύτερη. Η αποτελεσματική χρήση του δημόσιου χρήματος είναι πιο σημαντική από ποτέ. Ταυτόχρονα ο ρόλος μας ως Κοινοβουλίου είναι η λογοδοσία προς τους πολίτες και πρέπει να βεβαιώνουμε ότι τα χρήματα των φορολογουμένων χρησιμοποιούνται σωστά, με διαφάνεια και αποτελεσματικότητα.

Δεδομένου ότι η πολιτική συνοχής βρίσκεται στο επίκεντρο της συζήτησης σχετικά με το ποσοστό λάθους και τον αντίκτυπο που έχει στον προϋπολογισμό της Ευρωπαϊκής Ένωσης, είναι ζωτικής σημασίας να υπογραμμίσουμε τι συνιστά λάθος και τι όχι. Λάθος συνιστά μία συναλλαγή που δεν συνάδει στο σύνολό της με τους ισχύοντες κανονισμούς. Λάθος δεν σημαίνει ότι οι πόροι έχουν χαθεί ή έχουν σπαταληθεί ή ότι έχει διαπραχθεί απάτη.

Με στοχευμένη προσπάθεια από την Επιτροπή και συγκεκριμένα κράτη μέλη το ποσοστό λάθους μπορεί να μειωθεί σημαντικά. Είμαι σίγουρος ότι όλοι θα συμφωνήσουμε ότι, στο πλαίσιο της επόμενης προγραμματικής περιόδου, στην πολιτική συνοχής θα πρέπει να υπάρξει ένας μεγαλύτερος βαθμός απλούστευσης, διαφάνειας, υπευθυνότητας και ελέγχων που να συνδυάζουν αποτελεσματικότητα και κόστος, στοιχείο το οποίο τελικά θα μας βοηθήσει να βελτιώσουμε την προστασία των οικονομικών συμφερόντων της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Κατά την περσινή διαδικασία απαλλαγής προσπαθήσαμε και, κατά τη γνώμη μου, πετύχαμε την αύξηση της διαφάνειας και την αυστηρότερη πειθαρχία στη διαχείριση του προϋπολογισμού. Αυτό, φυσικά, δεν σημαίνει ότι όλα είναι τέλεια, ότι δεν υπάρχει περιθώριο για βελτίωση και ότι δεν υπάρχουν καθόλου προβλήματα. Αλλά προσπαθούμε να εντοπίζουμε τα προβλήματα και να τα αντιμετωπίζουμε. Στη σημερινή μεγάλη οικονομική και κοινωνική κρίση η σημασία της παρακολούθησης έχει γίνει πιο σημαντική από ποτέ και όλοι μαζί – Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, Οργανισμοί, Επιτροπή και Ευρωπαϊκό Ελεγκτικό Συνέδριο – πρέπει να είμαστε αποφασισμένοι να αντιμετωπίσουμε και να λύσουμε τα προβλήματα ώστε να πετύχουμε ακόμη μεγαλύτερα αποτελέσματα.

4-063-000

Michael Theurer (ALDE). - Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir diskutieren heute den Haushalt 2010, den Bericht des Rechnungshofs hierzu.

Erfreuliches und weniger Erfreuliches zeigt sich in diesem Bericht: Licht und Schatten. Zum einen ist bei den von der EU-Kommission direkt kontrollierten und auch verwalteten Fonds festzustellen, dass die Fehlerrate nach unten geht, insbesondere in der Agrarpolitik wurden erfreuliche Ergebnisse erzielt, mit 2,3 % Fehlerrate.

Andererseits haben wir in der Kohäsionspolitik – wie seit Jahren – das Sorgenkind mit einer Fehlerrate von 7,7 % – und zwei Drittel dieser Fehler hätten von den Mitgliedstaaten korrigiert werden müssen. Das darf uns an dieser Stelle nicht ruhen lassen, auf die Mitgliedstaaten dahingehend einzuwirken, dass diese Fehlerrate nach unten geht.

Ich möchte an dieser Stelle zunächst – für die ALDE-Fraktion, aber auch als Ausschussvorsitzender – Herrn Kommissar Šemeta ganz herzlich für die gute Zusammenarbeit danken, ebenso wie dem Präsidenten des Rechnungshofes. Ich schließe mich ausdrücklich den Kollegen an, die heute begrüßen, dass mit Minister Wammen von der dänischen Ratspräsidentschaft der Rat auch vertreten ist. Die Zusammenarbeit mit der Kommission und dem Rechnungshof ist vorbildlich. Die Zusammenarbeit mit dem Rat, Herr Minister Wammen, ist verbesserungsbedürftig – und zwar von Seiten des Rates. Und ich möchte Sie bitten und ermutigen, das auch den anderen Ratsmitgliedern zu übermitteln.

Wir als Parlament erwarten, dass die Mittelverwendung in der geteilten Zuständigkeit verbessert wird, dass hier im Trilog jetzt der Rat auf das Parlament zugeht, damit wir in Zukunft die Fehlerraten nach unten bekommen. Denn wir müssen endlich auch bei der Ratsentlastung einen Fortschritt erzielen. Es kann nicht sein, dass es öffentliche Ausgaben gibt, die keiner demokratischen Kontrolle unterliegen! „No taxation without representation“ war der Kampfruf der amerikanischen Revolution. Die Demokratie sagt, keine öffentliche Ausgabe ohne demokratische Kontrolle. Und wenn Sie das Prinzip der Reziprozität ansprechen, dann stimmt das ja nicht im Bereich des Verhältnisses von Rat und Parlament, nein, im Lissabon-Vertrag ist eindeutig geregelt, dass der Rat empfiehlt, aber das Parlament entscheidet. Das ist keine Reziprozität, das ist keine Symmetrie, das ist eine Asymmetrie und hier gilt es, dem Parlament als dem direkt gewählten Gremium der Bürgerinnen und Bürger sein Recht zu verschaffen.

4-064-000

Ryszard Czarnecki (ECR). - Panie Przewodniczący! Ja popieram koncepcję, aby był specjalny komisarz do spraw kontroli budżetu. Ja bym tej koncepcji nie poparł, gdybym nie wiedział, że i tak musimy stworzyć jedno dodatkowe stanowisko komisarza, ponieważ będziemy mieć za chwilę nowy kraj członkowski – Chorwację. W związku z tym, jeżeli musimy stworzyć to stanowisko, to stwórzmy je w tej sprawie, ponieważ obywatele państw członkowskich Unii Europejskiej bardzo dużą uwagę przywiązują do rozliczania pieniędzy, którymi Unia Europejska, agendy i państwa członkowskie dysponują. To po pierwsze.

Po drugie. Możemy się różnić: niektórzy są za zwiększaniem budżetu i budżetu także agencji, inni przeciwko temu. Ale wszyscy uważają, że konflikty interesów są absolutnie niedopuszczalne i te sprawy trzeba raz na zawsze wyjaśnić, skończyć, żeby to było transparentne, przejrzyste, jasne i klarowne. Inaczej autorytet instytucji Unii Europejskiej będzie się obniżał, także autorytet naszego Parlamentu, który nie będzie w stanie na to reagować w sposób zdecydowany.

4-065-000

Nicole Sinclaire (NI). - Mr President, I have lost count. Is this the 17th year in which the auditors have failed to give a positive declaration on the EU's budget or, in other words, have we now reached 17 years in which taxpayers' money has not been properly accounted for? I note the statement in the resolution on the discharge of the Commission budget that progress has been made since the resignation of the Santer Commission, but I have to ask: 'Really?'

In 2008, Commissioner Mandelson was accused of a conflict of interest after holidaying with a Russian oligarch whose company subsequently benefited from his department's decisions. In June 2011, Commission President Barroso ran up a EUR 25 000 hotel bill for a four-night luxury stay in New York. Then there was the Commission memo issued by DG Trade in 2009 which encouraged officials to conceal information from public scrutiny. The EU and its institutions have failed to practise what they preach and what places them above the citizens they purport to represent. It is time the UK left this mess.

4-066-000

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE). - Mr President, I would like to touch on a question regarding the report on the European Institute for Gender Equality.

Paragraph 3 proposes the merger of the European Institute for Gender Equality and the European Union Agency for Fundamental Rights. Gender equality is a founding value of the European Union and has implications broader than simply those of human rights. I have to say that these two bodies have completely different objectives. The Institute for Gender Equality was planned over more than 10 years. The initiative for it came from this Parliament, and after long preparations it started work in 2010. I have not heard anything to suggest that its work has been inefficient. The main argument is that of saving resources.

In this House we often speak about greater integration in the European Union, in order to bring it closer to our citizens. Agencies, institutes, other EU bodies and the Member States all help us to deliver the message of the European Union. To have more Europe in every Member State is our goal. These bodies contribute a great deal to both EU and national policies. If we are concerned with saving resources, we need to talk about reform in a broader sense, systematically, and not only merely in terms of merging some of the EU institutions or agencies.

When we talk about savings, we can talk about Strasbourg and about other things, but money is not always what is at issue. There are certain things that we deliver to our citizens, and I think that having this kind of agency in Member States is crucial. I call on you to vote today not to merge these institutions.

4-067-000

Cătălin Sorin Ivan (S&D). - Atunci când vorbim de descărcare de gestiune, automat vorbim de utilizarea banilor europeni și de atenția foarte sporită pe care trebuie să o avem asupra felului în care banii europeni sunt folosiți. Am fost raportor pe raportul privind protecția intereselor financiare ale Uniunii Europene și sunt de acord că, mai ales în perioade de criză, dar chiar și în perioade de creștere economică, banii europeni trebuie folosiți cu foarte mare grijă.

De aici însă, până la a transforma descărcarea de gestiune bugetară într-o scenă pe care raportorul să defileze și să lucreze la propria imagine este o distanță foarte mare. Eu zic că

este o reacție politică disproporționată între ceea ce se întâmplă în agențiile europene și ceea ce dorește în realitate raportorul.

Eu cred că dna raportor Monica Macovei nu caută decât să își facă imagine pentru că avem și procedurile, și instrumentele necesare pentru ca atunci când apar probleme, să le rezolvăm din timp. Cred că este o reacție politică mult exagerată și dna Macovei nu caută decât să își creeze propria imagine.

4-068-000

Bogusław Sonik (PPE). - Posiadamy obecnie 32 agencje europejskie zatrudniające 5,5 tysiąca osób. Koszty funkcjonowania to około 700 mln euro. Niewątpliwie ich funkcjonowanie w większości jest uzasadnione: pracują wszak na rzecz instytucji europejskich, ułatwiając podejmowanie decyzji, wypełniają też zadania wspólnotowe, jak chociażby agencja FRONTEX strzegąca naszych granic. Tym niemniej potrzebny jest przegląd ich funkcjonowania, w szczególności zasad, jakie w nich obowiązują w kwestii konfliktu interesów, których to wiele przypadków ujawniono w ostatnich latach. To może podważyć wiarygodność ocen, ekspertyz i certyfikatów wydawanych przez niektóre agencje, a w konsekwencji uderza również w autorytet Komisji i Parlamentu.

Należy również ocenić politykę finansową agencji, niektóre – jak to jest w przypadku Agencji Praw Człowieka w Wiedniu – nie potrafią wykorzystać swojego budżetu, wydając na gwałt gros środków w ostatnim miesiącu roku, lub starają się przenieść je na następny rok. Trzeba rozważyć, czy by w przyszłości nie powołać tymczasowej komisji w Parlamencie ds. przeglądu funkcjonowania agencji pod kątem zasadności istnienia każdej z nich jako odrębnego ciała, a ponadto poddać analizie zasady ich funkcjonowania, w szczególności problemy konfliktu interesów, bezstronności czy wycieku poufnych informacji. Są to niezwykle ważne sprawy. Trzeba przeprowadzić na pewno debatę nad tym, czym jest konflikt interesów, żeby z jednej strony zabezpieczyć wysoki poziom pracowników agencji, a z drugiej – przejrzystość procedur. Musimy pamiętać, że w czasach kryzysu gospodarczego, kiedy od państw członkowskich wymagana jest wstrzemięźliwość budżetowa, szczególnie ważne jest, żeby Unia Europejska wykorzystywała swoje zasoby starannie, ograniczając marnotrawstwa czy też nieprawidłowości, a nawet i oszustwa.

4-069-000

Monika Flašíková Beňová (S&D) - V úvode by som chcela zdôrazniť, že agentúry Európskej únie vrátane Agentúry pre ľudské práva majú v súvislosti s dosahovaním cieľov a politík Európskej únie zásadný význam. Napriek tomu, že tvoria len 1 % rozpočtu Únie, ich prínos pre občanov členských štátov je nespochybniteľný.

V súvislosti s absolutóriom za plnenie rozpočtu Agentúry pre základné práva však považujem za potrebné zdôrazniť, že ak má agentúra naďalej fungovať a vyvíjať svoju činnosť čo v najefektívnejšej podobe, musí prijať viaceré opatrení, ktoré jej pomôžu prekonať hlavné problémy, ktoré súvisia s rozpočtovými aktivitami, výdavkami, financovaním projektov, či prijímaním zamestnancov. Veľmi znepokojujúce sú aj tvrdenia o údajnom obťažovaní zamestnancov, pričom v tejto súvislosti bola podaná už aj žaloba. V súčasnosti je preto nevyhnutné, aby agentúra na tieto obvinenia primerane reagovala a objasnila zaobchádzanie s informátormi, pretože dôsledné uplatňovanie existujúcich pravidiel na ochranu informátorov nie je jednoznačné a agentúra by o ňom mala Európsky parlament informovať a predložiť písomnú správu. Ďalší negatívny aspekt súvisí s plánovaním rozpočtu. Agentúra by sa v tomto smere mala takisto zlepšiť. Vysoký objem

prenesených finančných prostriedkov je totiž znepokojujúci a Dvor audítorov naň už takisto opakovane upozorňoval.

(*Rečník přijal otázku podľa postupu zdvihnutia modrej karty na základe článku 149 ods. 8 rokovacieho poriadku.*)

4-070-000

Paul Rübige (PPE), *Frage nach dem Verfahren der blauen Karte* . – Danke, Frau Flašíková! Mich würde die Menschenrechtsagentur interessieren. Könnten Sie uns vielleicht kurz erklären, was die wichtigsten Erfolge der Menschenrechtsagentur in der letzten Zeit waren?

4-071-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *odpoveď na otázku položenú zdvihnutím modrej karty* – Vážený pán kolega Rübige, určite sa dostaneme aj k téme, kedy budeme hovoriť o práci jednotlivých agentúr; v tejto chvíli hovoríme ale o plnení absolutória za rok 2010 a ja som Agentúru pre základné práva spomínala najmä v kontexte plnenia tých úloh, ktoré vyplývajú z absolutória. Verím však, že v budúcnosti sa dostane aj k takej podrobnejšej diskusii o práci jednotlivých agentúr a ďakujem Vám za túto otázku, považujem za dôležité rozobrať ju v budúcnosti aj tu v pléne Európskeho parlamentu.

4-072-000

Anneli Jäätteenmäki (ALDE), *ulkoasiainvaliokunnan lausunnon valmistelija* . – Arvoisa puhemies, puhumme nyt vuoden 2010 budjetista, sen valvonnasta ja vastuuvapauden myöntämisestä.

Kansalaisilla on oikeus tietää, mihin heidän verovarojansa ja veroeurojansa käytetään. Julkisten varojen käytön tulee olla läpinäkyvää ja avointa.

Puhun ulkoasiainvaliokunnan puolesta, ja haluaisin nostaa esille yhden tulevaisuuteen liittyvän kysymyksen. On tärkeää, että me tiedämme, miten ulkosuhdebudjetti käytetään. Komissio ja neuvosto voisivat harkita, että kehitysyhteistyövarat, kaikki ulkosuhdebudjetin rahat, olisivat aivan päivittäin ja viikoittain Internetin kautta seurattavissa. Se on nykypäivää, ja sitä kautta kansalaiset voisivat seurata, mitä hyvää heidän veroeurojensa käytöstä seuraa esimerkiksi Afrikan köyhillä alueilla.

Haluaisin nostaa esille myös ongelman, joka ei koske kylläkään ulkosuhdebudjettia, mutta on ongelma. On todella käsittämätöntä, että komissio on viimeiset kuusi vuotta viitannut kintaalla yhteisille sovituille säännöille ja pimitänyt parlamentilta neuvoston varojen käyttöön liittyvät asiat.

4-073-000

Barbara Matera, *relatrice per parere della commissione per l'ambiente, la sanità pubblica e la sicurezza alimentare* . – Signor Presidente, onorevoli colleghi, parlo come relatrice del parere sul disarcico 2010 della commissione per i diritti della donna e l'uguaglianza di genere e volevo parlare dell'Istituto europeo per l'uguaglianza di genere.

Il 2010 è stato un anno particolare per questo istituto perché è diventato finanziariamente indipendente. A distanza quindi di due anni da tale indipendenza finanziaria, il 92,3% dell'organico in termini di risorse umane di questo istituto è stato completato ed è ora pienamente operativo e funzionante.

L'istituto svolge un ruolo centrale nell'identificazione di misure adeguate volte a superare le numerose discriminazioni nei confronti delle donne, in particolare mediante l'attività di elaborazione di studi, ricerche, dati statistici, scambi di buone pratiche in materia di pari opportunità all'interno dell'Europa a 27. L'istituto in questo momento svolge un ruolo fondamentale per i diversi Stati membri e per la Commissione europea, che stanno valutando di introdurre una legislazione sull'incremento delle donne nei ruoli decisionali delle imprese, e quindi l'attività di questo istituto è fondamentale.

Sono quindi contraria alla richiesta di prendere in considerazione la fusione dell'istituto di Vilnius con l'Agenzia dell'Unione europea per i diritti fondamentali di Vienna. Questi due istituti hanno dei ruoli completamente differenti – come ho detto l'istituto di Vilnius si occupa di tematiche di pari opportunità mentre l'agenzia di Vienna si concentra sui diritti umani – quindi chiedo a tutti i colleghi di sostenere l'emendamento per la soppressione del paragrafo 3.

4-074-000

Procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)

4-075-000

Zofija Mazej Kukovič (PPE). - Ker sem bila velik del življenja v gospodarstvu, bi si predstavljala, da danes obravnavamo razrešnice za leto 2011, ne za 2010, kajti po tolikem času je težko govoriti o odstopanjih in o nujnih popravkih, ki jih je potrebno narediti.

Državljeni vsak dan poslušajo, in državljanke, enkrat o rasti, drugič o varčevanju in zato bi pri agencijah, ki so sicer izjemnega pomena za države članice, morali se tudi osredotočiti na lastno porabo, na lastno znižanje stroškov, na varčevanje.

Tukaj je gotovo, da mnogo priložnosti, hkrati pa povečanje učinkovitosti in odzivnosti za državljanke in državljane.

4-076-000

Elena Băsescu (PPE). - Susțin poziția raportoarei și kolegei mele, dna Monica Macovei, cu siguranță una dintre cele mai potrivite persoane să se ocupe de amânarea descărcării bugetare pentru Agenția Europeană de Mediu, dar și EFSA și EMA. Este o măsură necesară pentru a clarifica și a remedia aspectele problematice identificate în gestiunea lor financiară.

Am în vedere, în special, existența unor conflicte de interese care reprezintă o problemă atât la nivel european, cât și în statele membre, inclusiv în România. Deciziile luate în asemenea situații sunt contrare interesului public și duc la folosirea necorespunzătoare a banilor contribuabililor. Cei peste 30 000 de euro acordați pentru o călătorie care seamănă a vacanță reprezintă un exemplu grăitor. Având responsabilitatea controlului bugetar, Parlamentul nu poate trece cu vederea aceste cazuri. Altfel, cum mai putem pretinde ca cetățenii să aibă încredere în instituțiile europene?

4-077-000

(Fin del procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»))

4-078-000

Vítor Manuel da Silva Caldeira, *Président de la Cour des comptes.* – Monsieur le Président, je profite de ces derniers moments pour d'abord remercier les membres de cette assemblée

pour les mots d'appréciation qu'ils ont adressés à la Cour des comptes et à l'égard de son travail.

L'octroi de la décharge est un privilège du Parlement européen. Nous avons entendu aujourd'hui des appels à une meilleure supervision du travail, à un meilleur *feedback*, à une meilleure gestion financière, à une simplification accrue, au renforcement des mécanismes de reddition des comptes et de la transparence. Je pense qu'il s'agit aussi d'une occasion qui s'offre à toutes les institutions de revoir le cadre réglementaire et le cadre de mise en œuvre de la prochaine période de programmation. Nous devons avoir des règles plus claires et plus simples et poursuivre des objectifs qui ont vraiment un sens en eux-mêmes, dans le but de créer une valeur ajoutée pour l'Union européenne.

L'évolution que connaît la gouvernance économique de l'Union nous pose aussi des questions nouvelles, notamment en ce qui concerne le mécanisme de reddition des comptes. Le mécanisme européen de stabilité s'inscrit dans le cadre de cette évolution. Je suis heureux de pouvoir vous annoncer qu'un comité d'audit composé d'auditeurs indépendants a été mis en place et qu'il présentera ses rapports au Parlement. J'ai aussi entendu des appels à la Cour des comptes pour qu'elle soumette dans les meilleurs délais son rapport sur les conflits d'intérêts dans les agences. Je l'avais déjà indiqué par écrit à plusieurs reprises à cette institution: soyez assurés que vous aurez ce rapport. Mais laissons-nous le temps de bien le réaliser et de mener une procédure contradictoire avec les agences concernées, de façon à ce qu'il vous apporte une réelle valeur ajoutée pour vos débats motivés par d'autres raisons.

4-079-000

Algirdas Šemeta, *Member of the Commission*. – Mr President, I would like to thank all the Members who participated in this fruitful debate. Your contributions demonstrate the will of the discharge authority to contribute to more effective budget execution, aiming not only to meet policy objectives but also to ensure that financial support reaches those who need it most. This is a question of effectiveness, fairness and justice. Moreover, the European budget is the most concrete expression of the solidarity among European people and, therefore, it deserves the utmost care and commitment on the part of those managing and controlling it.

Improving the EU's financial governance is a demanding task involving many stakeholders and financial actors. At the forefront are the citizens of Europe and the benefits they derive from EU-financed projects and programmes. Their interests and the protection of EU taxpayers' money are the main drivers for our ambitions and our efforts to improve the financial management of the EU budget.

Next, we have the financial actors. The Commission is fully committed to endorsing its final responsibility regarding implementation of the budget. But the effective involvement of all financial actors, without exception, and their commitment to value for money and sound financial management are instrumental to further reducing the risk of errors. In this respect, more effort is needed, in particular on the effectiveness of control and management systems, but also on the transparency and accountability of the European and national authorities in charge of ensuring optimal use of EU money.

That is why the Commission will endeavour to keep this Parliament, as discharge authority, fully informed of the execution of the European budget. It will therefore continue to provide the necessary information in the accounts and via the various reports announced during

the hearings of the Commissioners responsible. Moreover, the Member States' annual summaries, accompanied by an analysis and guidelines, will be transmitted in a user-friendly manner to the Committee on Budgetary Control in accordance with the provisions of Article 319 of the Treaty.

Several concrete questions were raised during this debate, and I would like to reply to them. Ms Ivanova raised the issue of outstanding commitments, and I can only agree that the outstanding commitments need to be substantially reduced. Therefore the Commission has proposed an appropriate level of payments for the 2013 budget. Then Mr van de Camp raised the issue of external funds in relation to the Schengen Information System (SIS I and SIS II). You will know that many difficulties were encountered in the past in the development of this system. It is now operational and the Commission is carefully monitoring it to ensure it functions in an effective and reliable manner. The Commission is ready to report on it if requested to do so.

With regard to the funds for external borders, the Commission can execute the allocated budget when we receive claims from the Member States. I will pass your concerns on to my fellow Commissioner in charge of this matter.

Several of you, namely Mr Berman, Ms Hohlmeier, Mr Schmidt and Ms Jäätteenmäki, raised the issue of the status of the European Development Fund (EDF). In the financial framework for 2014-2020 the Commission has proposed keeping the same setting, i.e. outside the Union budget, but it has also made a clear commitment to assess all other options for the financial period post-2020.

There were, of course, many points made about the agencies, and I would like to say a few words regarding the Food Safety Agency, in response to Mr Bové. The Commission regrets the appointment of Ms Diána Bánáti as an executive director of the International Life of Science Institute, as that position is clearly incompatible with her role at the EU Food Safety Agency. The Commission will decide with the Council on the next steps to be taken to replace Ms Bánáti.

For the future, I want to inform you that the interinstitutional working group on traditional agencies, in which Parliament is participating, has addressed the need to develop a consistent policy on preventing conflicts of interest for staff, advisers, experts and board members. This work has to be done in the working group and I hope it will produce an appropriate solution.

To conclude, I want to assure you that the Commission will address all other measures and actions included in the discharge resolution to be adopted today. Many of these measures have already been proposed in the review of the Financial Regulation and in the legal bases for the next financial framework.

The Commission will also invite all the other parties actively concerned to join our efforts and to share our objective of further improving the execution of the EU budget.

4-080-000

Nicolai Wammen, *formand for Rådet*. – Hr. formand! Ærede medlemmer! Hr. kommissær! Lad mig her ved afslutningen af debatten slå fast, at det har været spændende, interessant og vigtigt at lytte til de mange indlæg fra parlamentets medlemmer. Det er mit håb, at vores to institutioner snart kan indgå en holdbar aftale om en moderniseret dechargeprocedure. Det er på høje tid, at vi i fællesskab finder en løsning.

Som jeg nævnte i mit indledende indlæg, så fremlagde Rådet allerede tilbage i marts 2011 et forslag til et "memorandum of understanding" for samarbejdet mellem Parlamentet og Rådet under den årlige dechargeprocedure. Dette memorandum indeholder konkrete forslag til, hvordan vi kan udveksle de nødvendige oplysninger og dokumenter på en måde, der respekterer vores institutioners respektive roller i proceduren. Lad mig derfor i dag slå fast, at Rådets forslag ikke er et ultimatum. Det er klart, at vi må have gang i forhandlingerne mellem vore institutioner for at nå en aftale, og jeg håber derfor, at Parlamentet snart vil kunne nedsætte en forhandlingsdelegation, så vi kan komme i gang med arbejdet. Vi må alle være vores ansvar bevidst og gøre vores til at finde en løsning. Det skylder vi ikke mindst de europæiske skatteydere, som har krav på, at vi i fællesskab finder en effektiv og holdbar måde at holde kontrol med vores institutioners udgifter.

Hr. formand, kære medlemmer! Tiden er ikke til kampe mellem institutioner, i stedet er tiden til samarbejde og til, at vi viser vores borgere, at vi kan indgå kompromiser og levere resultater. Jeg håber derfor, at vi i fællesskab meget snart vil kunne sætte os til forhandlingsbordet.

4-081-000

Christofer Fjellner, *rapporteur*. – Mr President, I am sorry that I could not be here for the whole debate. I am very happy that the Danish Presidency is here – they are in other places as well having dialogues – but I have followed the debate extensively.

The problem here is shared management, and shared management is exactly the same as it was when I was a kid and my sister and I had the shared responsibility of cleaning the house. Nobody cleaned the house and then we stood there blaming each other. The problem is not all over the place. It is in structural funds and in all Member States. 60% of the errors come from three Member States: 31% from Spain, 18% from Italy and 10% from the UK. 58% of the errors could have been corrected by Member States, according to the Court of Auditors. I think it is high time that the Council debates this amongst themselves; it is your taxpayers, it is your money.

That does not mean that the Commission is without responsibility. They have the responsibility to control and sanction those who do not play by the rules. I ask myself: does the Commission not have the tools to do that? Or do you not use the tools that you have? My response has been that it is a combination. You lack some tools, but you do not use the tools which you have effectively enough. Therefore, we have a responsibility in the upcoming programming period to give you the tools which you need now when we are co-legislators. That goes for the Council as well. But we demand of you, as a part of this discharge procedure, to use the tools you have more effectively.

The reason that I decided to propose to grant discharge is because I heard your sincere wish to change the way you work with sanctions, suspensions and interruptions and that is the reason we give you discharge. If, next year, we do not see any change, then it is a whole new deal. However, I think that we are on the right track and I am happy that you have been listening to the recommendations we have given in our resolution. I think that it is a good basis for improving the situation for next year.

4-082-000

Martin Ehrenhauser, *Berichterstatter*. – Herr Präsident! Die Agenturen waren ja ein sehr konflikträchtiges Thema in dieser Aussprache, darum möchte ich vielleicht meine zweite Redezeit dafür nutzen, um kurz auf die Agenturen einzugehen.

Frau Haug hat recht, die Agenturen wurden in den letzten sieben Jahren und mehr sehr, sehr heftig kritisiert. Meines Erachtens nach aber zu Recht. Es gibt Doppelgleisigkeiten, es gibt fragwürdige Standortentscheidungen, es gibt Fragen in Bezug auf die primärrechtliche Grundlage, es gibt aufgeblasene Verwaltungsräte und und und. Also hier sind ganz dringend einige Fragen zu stellen. Das sind natürlich horizontale Fragen, das ist mir schon klar.

Aber jetzt sind neue Fragen aufgetaucht zu drei spezifischen Agenturen. Hier geht es um Interessenkonflikte, hier geht es um mehrere Interessenkonflikte, nicht bloß um einen. Hier geht es um offene Fragen in Bezug auf Ausschreibungsverfahren. Hier geht es um Fragen der Verschwendung von Steuergeld.

Natürlich ist es die Sache jedes einzelnen Abgeordneten, wie er diese Fälle beurteilt, ob er die Entlastung erteilt oder nicht. Aber ich möchte das Haus schon daran erinnern, dass wir vor kurzem sehr, sehr massive Korruptionsfälle hier in diesem Haus hatten und dass dieses Haus genau aus diesem Grund auch verpflichtet ist – es ist wirklich verpflichtet! –, sich ausreichend um Interessenskonflikte zu kümmern. Und ich möchte auch daran erinnern – auch vielleicht an die Adresse des Herrn Geier –, dass es heute bei der Entscheidung nicht darum geht, die Entlastung zu verweigern.

Es geht um den Aufschub der Entlastung. Es geht also um die Frage, haben wir noch länger Zeit, hat die Agentur noch länger Zeit, die offenen Fragen zu klären? Aus diesem Grunde bin ich sehr wohl der Meinung, dass hier jeder Abgeordnete die Pflicht hat, diesen längeren Zeitraum einzuräumen. Aus diesem Grunde möchte ich auch für Unterstützung für den Vorschlag von Frau Macovei werben. Ich finde ihre Arbeit ausgezeichnet und ich möchte ihr auch auf diesem Wege ein Kompliment dafür aussprechen.

4-083-000

Jens Geier, *Berichterstatter*. – Herr Präsident! Lieber Martin, das fügt sich ja ganz schön, dass ich gleich auf deine Frage antworten kann.

Mir ist schon klar, dass es an diesem Punkt nicht um die Verweigerung der Entlastung geht. Aber wenn die Berichterstatterin zu der Entlastung der Agenturen Vorwürfe gegen die Agenturen erhebt, die zum Teil außerhalb der Verantwortung dieser Einrichtungen liegen, weil die Besetzung bestimmter Gremien, die du zu Recht als aufgeblasen dargestellt hast, in der Verantwortung der Mitgliedstaaten liegt, dann wird es im Oktober nur die Möglichkeit geben, die Entlastung zu verweigern, weil sich diese Situation nicht geändert haben wird, weil die Mitgliedstaaten ihr Verhalten gegenüber den Agenturen nicht geändert haben werden. Deswegen ist das politische Instrumentarium nicht das passende.

Die S&D-Fraktion ist nun wirklich die letzte, die Interessenkonflikte nicht ernst nehmen würde. Der von Kommissar Šemeta gerade angesprochene Fall ist ja einer, der sozusagen nochmals ein aktuelles Licht auf die Situation wirft. Aber das Problem ist mit dem Aufschub der Entlastung nicht gelöst. Ich habe im Ausschuss immer wieder dazu argumentiert, dass die Frage so gelöst werden muss, dass wir den Bericht des Europäischen Rechnungshofs, den uns Präsident Caldeira dankenswerterweise auch angekündigt hat, abwarten sollen, um dann auf der Basis einer vertieften Faktenlage zu Ergebnissen zu kommen, die wir dann auch seriös diskutieren können.

Ich bin dabei, Situationen anzuklagen, wie beispielsweise die auch von dir angesprochene Frage der Auswahl von Sitzen von Agenturen. Ich habe selber in einer Presseerklärung kritisiert, dass uns die britische Regierung dazu zwingt, eine Agentur in Canary Wharf anzusiedeln. Das ist der teuerste Immobilienmarkt, den die Europäische Union anzubieten

hat. Das ist dieselbe Regierung, die der EU Einsparungsvorschläge macht. Die soll doch mal einfach bei ihren eigenen Entscheidungen anfangen.

Insofern gibt es in der Frage der Kritikwürdigkeit viel weniger Meinungsverschiedenheiten, als das vielleicht den Anschein hat. Es gibt Auseinandersetzungen in der Frage, was die politische Antwort darauf ist.

4-084-000

Monica Luisa Macovei, *rapporteur*. – Mr President, I will try to answer and to sum up the debate. I would like to start by saying that the work has changed and we must follow these changes. Transparency and proper management of conflicts of interest has become vital for both governments and our citizens.

Secondly, conflicts of interest – I repeat what I said this morning – must be a criterion in the discharge procedure for all the EU institutions. I repeat that in particular for our Socialist colleagues. The discharge procedure is the place to evaluate conflicts of interest because, if they are not correctly managed, conflicts of interest can distort the allocation of public resources and human resources policies, and can lead to public funds being wasted. So, yes, this is the place to discuss it.

Once again we took this opportunity to call on the Council, the Commission and the Member States to revise the way they appoint members of the management boards of the agencies, as well as the directors. I am glad to hear from Commissioner Šemeta today that this will be taken into account and the policy revised. This will only help the agencies. I believe that the postponement will also help the agencies to finish the clearing, or at least to have in place, in an irreversible way, a structured policy against conflicts of interest.

I will not respond to the personal criticism from the Socialists. I would just like to say that I have not heard any concrete argument as to why discharge for the three agencies should not be postponed. Once again, this is nothing to do with the work of the agencies. This is not going against the agencies. Rather, it is to help the agencies, and also to increase people's trust in the work of the agencies and of Parliament, to see that we take it seriously when we carry out the discharge. We do not put stamps on some other reports.

Finally, I am grateful to all of you for this debate and for the discussion we have had, including those who criticised my proposals. I am very glad that the conflict of interest issue was the subject of such a large debate. I am sure that this will continue.

4-085-000

El Presidente. – Se cierra el debate conjunto.

La votación tendrá lugar hoy a las 11.30 horas.

Declaraciones por escrito (artículo 149 del Reglamento)

4-086-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Norėčiau kolegą paraginti balsuoti už biudžeto kontrolės komitete priimtą pranešimą dėl Europos lyčių lygybės instituto (angl. EIGE) 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimo. Taip pat norėčiau paraginti kolegą palaikyti socialdemokratų frakcijos vardu įregistruotą pakeitimą, kuriuo siūlome iš prie Parlamento sprendimo pridedamos rezoliucijos ištrinti siūlymą ateityje apsvarstyti Europos lyčių lygybės instituto ir Europos pagrindinių teisių agentūros sujungimą. Mieli kolegos, įvertinus

šio instituto svarbą skatinant lyčių lygybės aspekto įgyvendinimą Europos Sąjungos bei jos šalių narių politikoje, taip pat pastangas siekiant užtikrinti lyčių lygybės įgyvendinimą valstybių narių darbo rinkose bei piliečių sąmoningumo udyumą šiuo klausimu, negalime balsuoti už šio instituto panaikinimą ateityje. Lyčių lygybė yra viena iš Europos Sąjungos pamatinių vertybių, dar kartą patvirtintų strategijoje „Europa 2020“ bei visuose šios strategijos įgyvendinimo dokumentuose. Progresyvus mąstymas mums turėtų neleisti net svarstyti tokios galimybės. EIGE įgaliojimai, palyginti su Europos pagrindinių teisių agentūra, yra unikalūs, nes jie yra susiję su moterų ir vyrų *de facto* lygybės kontrole, reiškiančia moterų ir vyrų praktinę lygybę visose gyvenimo srityse, įtvirtinamą pagal ES politiką. Tuo tarpu Pagrindinių teisių agentūros įgaliojimai yra susiję su teisine lygybe.

4-087-000

Zuzana Brzobohatá (S&D), *písemně*. – Dovolte, abych jako zpravodajka Výboru pro rozpočtovou kontrolu zdůraznila důležitost zprávy Evropského účetního dvora č. 7/2011 nazvané „Je agroenvironmentální podpora dobře nastavena a řízena?“ a našich doporučení (body 74–83), které obsahuje zpráva. Agroenvironmentální opatření jsou důležitou politikou EU a prostředky EU vyčleněné na tyto platby pro období 2007–13 činí 22,2 miliardy EUR. Od roku 2000 jsou agroenvironmentální platby součástí politiky rozvoje venkova EU, Komise sdílí řízení s členskými státy. Komise hodnotí a schvaluje programy rozvoje venkova, které členské státy vypracovávají a předkládají. Cílem plateb je motivovat zemědělce, aby používali metody slučitelné s ochranou a zlepšováním životního prostředí.

Dle Účetního dvora agroenvironmentální politika nebyla nastavena tak, aby přinášela konkrétní přínosy životnímu prostředí. Cíle agroenvironmentálních plateb nejsou natolik konkrétní, aby bylo možné posoudit jejich dosažení, uváděné problémy životního prostředí nepředstavují jednoznačné odůvodnění pro poskytnutí agroenvironmentálních plateb, plnění politiky není možné snadno monitorovat. Z toho pro členské státy plyne, aby stanovily jasně zacílené programy rozvoje venkova, pro Komisi, aby programy před schválením posuzovala přísněji. V této souvislosti s příštím programovým obdobím je nezbytné zacílit agroenvironmentální režimy na specifitější priority. Agroenvironmentální platby mohou dosáhnout požadovaných účinků v oblasti biodiverzity, zachování a rozvoje systémů zemědělství a lesnictví s přírodní hodnotou, v oblasti ochrany vody a boje proti klimatickým změnám.

4-088-000

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *na pišmie*. – Wykonanie budżetu w 2010 r. stanowiło wyzwanie, gdyż był to pierwszy pełny rok obowiązywania nowego Statutu posła i Statutu asystenta wraz z szeregiem zmian w przepisach wykonawczych do obu statutów, stanowiących znaczne dodatkowe obciążenie dla administracji Parlamentu. Tym niemniej budżet PE został wykonany zgodnie z zasadami dobrego zarządzania finansowego, co potwierdziła ocena Trybunału Obrachunkowego, stwierdzająca brak poważnych uchybień przy ocenie zgodności systemu kontroli i nadzoru z rozporządzeniem finansowym.

W tym kontekście z zadowoleniem przyjmuję otwarcie w 2011 roku Centrum dla Odwiedzających, które odwiedziło już ponad 100 000 obywateli, sugerując jednocześnie przeprowadzenie analizy po 12 miesiącach jego działalności, tak by ocenić reakcję opinii publicznej, a także związane z nim koszty i korzyści z myślą o opłacalności tej inwestycji. Nie zgadzam się natomiast z krytyką skierowaną pod adresem EuroparlTV, którą osobiście

postrzegam jako udane przedsięwzięcie, na ocenę którego należy jeszcze poczekać, z uwagi na trwającą wciąż fazę pilotażową projektu.

W kontekście udzielenia absolutorium za rok 2010, wielki niepokój budzą natomiast wydatki Parlamentu związane z utrzymaniem siedziby w Strasburgu, które wyniosły w 2010 r. - 51.500.000 EUR oraz koszty już poniesione i prognozowane na najbliższych 20 lat w odniesieniu do budynku KAD w Luksemburgu, przekraczające 800 000 euro.

4-089-000

Rareș-Lucian Niculescu (PPE), *în scris*. – Primul fapt care surprinde, chiar după o simplă consultare a ordinii de zi de astăzi, este numărul ridicol de mare al agențiilor europene. Parlamentul are astăzi în față 43 de rapoarte de descarcare de gestiune, referitoare la tot atâtea instituții europene.

În aceasta perioadă, în care utilizarea înțeleaptă a banilor publici este esențială, Parlamentul ar trebui să se aplece asupra unei analize riguroase cu privire la utilitatea și necesitatea acestor agenții. Ideea comasării CEPOL și EUROPOL, de exemplu, este binevenită. Cred că și alte soluții asemănătoare ar putea fi identificate.

O astfel de analiză este cu atât mai necesară în condițiile suspiciunilor extrem de grave privind modul în care sunt cheltuiți banii publici în aceste agenții și cu privire la posibilele conflicte de interese. Voi vota pentru amânarea descărcării de gestiune în cazul anumitor agenții. Această măsură nu este o soluție pentru problemele menționate, însă cred că poate reprezenta punctul de pornire a unei analize riguroase a modului de funcționare, a cheltuielilor și a utilității agențiilor, exagerat de numeroase la nivelul Uniunii Europene.

4-090-000

Algirdas Saudargas (PPE), *raštu*. – Norėčiau išreikšti nepritarimą siūlymui sujungti Europos lyčių lygybės institutą su Europos Sąjungos pagrindinių teisių agentūra, įtrauktą į 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimą. Toks siūlymas grindžiamas lėšų taupymu ir noru išvengti veiklos kartojimosi. Noriu atkreipti kolegų dėmesį, kad abiejų institucijų tikslai skiriasi. Šis institutas būtent ir buvo įsteigtas todėl, kad kai kurių su lyčių lygybe susijusių uždavinių tuo metu veikiančios institucijos nevykdė. Europos lyčių lygybės instituto uždaviniai yra išskirtiniai: tai ir mokslinių tyrimų duomenų, ir informacijos koordinavimas, centralizavimas ir platinimas, tinklų kūrimas, moterų ir vyrų lygybės matavimo didinimas ir kt. Institutas buvo įsteigtas tik 2007 m., darbuotojų įdarbinimas irgi baigėsi neseniai. Todėl, kai pagaliau institutas gali efektyviai vykdyti savo funkcijas, manau yra neracionalu ir nepagrįsta jį performuoti.

4-091-000

(La sesión, suspendida a las 11.10 horas, se reanuda a las 11.30 horas)

4-092-000

PRESIDENZA DELL'ON. GIANNI PITTELLA*Vicepresidente***10. Varie**

4-094-000

Presidente. – L'on Karim ha chiesto la parola, e ne ha facoltà.

4-095-000

Sajjad Karim (ECR). - Mr President, in July last year my home in the United Kingdom was surrounded by a mob fuelled by racist and religious hate, with weaponry in their possession and intent on violence. My wife and child were left petrified and in fear for their safety. Twelve people have now been convicted in the criminal courts for these offences.

I thank outgoing President Buzek for his condemnation of this incident whilst in office, and my colleague Emine Bozkurt for her support, along with the support of the overwhelming majority of Members of the House. I thank the Lancashire police for protecting my family, which allowed me to carry on with my parliamentary duties, and the Crown Prosecution Service for delivering these racist extremists to justice.

Colleagues, to this day I have no answer to give my nine-year-old daughter, who still asks why. Yet in this Chamber sits one MEP who at the time offered these racists any help and support he could. Be sure of one thing. We will not cower in the face of your thuggery. You and your sort will never divide us. We will stand united and face you. Today I speak not only for this House, but for every right-thinking citizen of my country and Europe.

(Applause)

4-096-000

Zbigniew Ziobro (EFD). - W związku z sytuacją, jaka zaistniała na Ukrainie – chodzi o sytuację pani premier Julii Tymoszenko oraz zapowiedź Komisji Europejskiej bojkotu EURO 2012 – w imieniu naszej grupy chciałbym zwrócić się z prośbą o wniesienie na następną sesję Parlamentu Europejskiego punktu dotyczącego debaty oraz rezolucji w sprawie standardów praw człowieka na Ukrainie, ale też w sprawie odrzucenia bojkotu jako formy wywierania wpływu na sytuację związaną ze standardami demokratycznymi oraz przestrzeganiem praw człowieka na Ukrainie. Chcemy być razem z narodem ukraińskim, ale cały naród ukraiński, również ukraińska opozycja, chce EURO 2012. Przestrzegajmy reguł *fair play* w sporcie i w polityce. Mam nadzieję, że taka debata będzie bardzo potrzebna i jest aktualna. Ta piłka jest symbolem naszego dobrego ducha w sporcie i w polityce i ta piłka jest dla pana przewodniczącego, będzie przekazana pani Julii Tymoszenko.

4-097-000

Presidente. – Permettetemi di esprimere la solidarietà di tutto il Parlamento all'onorevole Karim.

11. Sostegno all'istituzione di una Giornata europea in memoria dei Giusti (dichiarazione scritta)

4-099-000

Presidente. – La dichiarazione scritta 0003/2012 sul sostegno all'istituzione di una Giornata europea in memoria dei Giusti, presentata da Gabriele Albertini, Lena Kolarska-Bobińska, Niccolò Rinaldi e David-Maria Sassoli ha raccolto le firme della maggioranza dei deputati che compongono il Parlamento e pertanto, conformemente all'articolo 123, paragrafi 3 e 4, del regolamento, sarà trasmessa ai suoi destinatari e pubblicata nei "Testi approvati" della presente seduta con l'indicazione nel processo verbale dei nomi dei firmatari.

4-100-000

Gabriele Albertini (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, da oggi il concetto di *Giusto*, sempre identificatosi con chi ha salvato degli ebrei dalla *soluzione finale*, con l'approvazione del Parlamento europeo diventa patrimonio di tutta l'umanità.

Ci sono state obiezioni da chi non riconosce il comunismo sovietico come totalitarismo e si rifiuta di paragonare i lager ai gulag, da chi per non compromettere i rapporti con la Turchia vorrebbe ignorare il massacro degli armeni, da chi pensa che accostare la *shoah* agli altri orrori del Novecento con l'uso esteso e generalizzato della parola *Giusto* la banalizzi, da chi infine ha criticato l'esclusione o l'inclusione di questo o quell'esempio di genocidio o massacro.

Il Parlamento europeo ha superato queste ed altre obiezioni, e da oggi gli uomini e le donne che con il loro coraggio, a volte con il sacrificio della vita, si sono opposti al sopruso del tiranno di qualsiasi ideologia e colore politico sono riconosciuti eroi della dignità umana e della costruzione dell'identità morale dei popoli europei.

12. Turno di votazioni

4-102-000

Presidente. – L'ordine del giorno reca il turno di votazioni.

(Per i risultati dettagliati della votazione: vedasi processo verbale)

12.1. Difesa contro le importazioni oggetto di dumping da parte di paesi non membri della Comunità europea (A7-0140/2012 - Vital Moreira) (votazione)

12.2. Restrizioni all'importazione di determinati prodotti di acciaio dalla Federazione russa (A7-0085/2012 - Robert Sturdy) (votazione)

12.3. Pubblicazione elettronica della Gazzetta ufficiale dell'Unione europea (A7-0087/2012 - Zbigniew Ziobro) (votazione)

12.4. Richiesta di difesa dell'immunità parlamentare di Corneliu Vadim Tudor (A7-0151/2012 - Cecilia Wikström) (votazione)

12.5. Futuro degli aeroporti regionali e dei servizi aerei nell'Unione europea (A7-0094/2012 - Philip Bradbourn) (votazione)

12.6. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, sezione III, Commissione (A7-0098/2012 - Christofer Fjellner) (votazione)

12.7. Relazioni speciali della Corte dei conti europea nel contesto del discarico alla Commissione per l'esercizio 2010 (A7-0102/2012 - Christofer Fjellner) (votazione)

4-110-000

– *Dopo la votazione sull'insieme del testo.*

4-111-000

Algirdas Šemeta, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, the Commission welcomes the European Parliament's decision to grant discharge to the Commission for the implementation of the 2010 budget. I am particularly grateful to Mr Fjellner, with whom I have had excellent relations throughout the whole discharge process.

Today's vote acknowledges that the budget has overall been properly managed. It also points out many challenges for all actors involved in the management and control of EU funds. With the final vote today, Parliament submits an extensive list of requests to the Commission. The Commission services are already working on the replies and follow-ups, and the Commission will report back in early autumn. Thank you very much for your vote.

12.8. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, Parlamento europeo (A7-0120/2012 - Bogusław Liberadzki) (votazione)

12.9. Discarico 2010: 8°, 9° e 10° Fondo europeo di sviluppo (A7-0100/2012 - Martin Ehrenhauser) (votazione)

12.10. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, Consiglio (A7-0095/2012 - Inés Ayala Sender) (votazione)

12.11. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, Corte di giustizia (A7-0088/2012 - Inés Ayala Sender) (votazione)

12.12. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, Corte dei conti (A7-0091/2012 - Inés Ayala Sender) (votazione)

12.13. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, Comitato economico e sociale (A7-0092/2012 - Inés Ayala Sender) (votazione)

12.14. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, Comitato delle regioni (A7-0090/2012 - Inés Ayala Sender) (votazione)

12.15. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, Mediatore europeo (A7-0089/2012 - Inés Ayala Sender) (votazione)

12.16. Discarico 2010: bilancio generale dell'UE, Garante europeo della protezione dei dati (A7-0093/2012 - Inés Ayala Sender) (votazione)

12.17. Discarico 2010: prestazioni, gestione finanziaria e controllo delle agenzie dell'UE (A7-0103/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

4-122-000

- *prima della votazione finale*

4-123-000

Edit Herczog (S&D). - Mr President, as shadow rapporteur for the Socialist Group on the agencies, I would like to inform the team that we have a mistake in the voting list, so they have to follow their shadow: me. We vote against the report.

12.18. Discarico 2010: Centro di traduzione degli organismi dell'Unione europea (A7-0125/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.19. Discarico 2010: Centro europeo per lo sviluppo della formazione professionale (Cedefop) (A7-0129/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.20. Discarico 2010: Accademia europea di polizia (CEPOL) (A7-0119/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.21. Discarico 2010: Agenzia comunitaria di controllo della pesca (A7-0130/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.22. Discarico 2010: Agenzia europea per la sicurezza aerea (A7-0124/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.23. Discarico 2010: Centro europeo per la prevenzione e il controllo delle malattie (ECDC) (A7-0123/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.24. Discarico 2010: Agenzia europea delle sostanze chimiche (A7-0126/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.25. Discarico 2010: Agenzia europea dell'ambiente (A7-0105/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.26. Discarico 2010: Autorità europea per la sicurezza alimentare (A7-0106/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.27. Discarico 2010: Istituto europeo per l'uguaglianza di genere (A7-0132/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.28. Discarico 2010: Agenzia europea per i medicinali (A7-0107/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.29. Discarico 2010: Osservatorio europeo delle droghe e delle tossicodipendenze (A7-0134/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.30. Discarico 2010: Agenzia europea per la sicurezza marittima (A7-0137/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.31. Discarico 2010: Agenzia europea per la sicurezza delle reti e dell'informazione (A7-0136/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.32. Discarico 2010: Agenzia ferroviaria europea (A7-0118/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.33. Discarico 2010: Fondazione europea per la formazione (A7-0135/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.34. Discarico 2010: Agenzia europea per la sicurezza e la salute sul lavoro (A7-0117/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.35. Discarico 2010: Agenzia di approvvigionamento di EURATOM (A7-0131/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.36. Discarico 2010: Fondazione europea per il miglioramento delle condizioni di vita e di lavoro (A7-0116/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.37. Discarico 2010: EUROJUST (A7-0128/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.38. Discarico 2010: Europol (A7-0111/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.39. Discarico 2010: Agenzia dell'Unione europea per i diritti fondamentali (A7-0122/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

4-146-000

- *Durante la votazione*

4-147-000

Gerard Batten (EFD). - Mr President, we are going at such a speed that by the time I hear 'for, against, abstain', it is too late to put your hand up. I realise that everybody wants to go to their lunch, but we are either here to vote or we are not. If we are here to vote we should do it at a speed where it is possible to put your hand up and down in the right order. *Grazie, Signor Presidente!*

4-148-000

Presidente. - Grazie per le parole in italiano collega! Guardi però che io non ho assolutamente trascurato la votazione, ho solo accelerato il ritmo quando le maggioranze erano evidenti.

12.40. Discarico 2010: Agenzia europea per la gestione della cooperazione operativa alle frontiere esterne degli Stati membri dell'Unione europea (Frontex) (A7-0133/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.41. Discarico 2010: Autorità di vigilanza del GNSS europeo (A7-0127/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.42. Discarico 2010: ARTEMIS (sistemi informatici integrati) (A7-0109/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.43. Discarico 2010: CLEAN SKY - Aeronautica e ambiente (A7-0115/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.44. Discarico 2010: Impresa comune ENIAC (A7-0112/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.45. Discarico 2010: Impresa Comune "Celle a combustibile e idrogeno" (FCH) (A7-0110/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.46. Discarico 2010: Iniziativa sui medicinali innovativi (IMI) (A7-0108/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.47. Discarico 2010: Impresa comune europea per il progetto ITER e sviluppo dell'energia da fusione (A7-0113/2012 - Monica Luisa Macovei)

12.48. Discarico 2010: Impresa comune SESAR (A7-0114/2012 - Monica Luisa Macovei) (votazione)

12.49. Protezione degli interessi finanziari dell'Unione europea - Lotta antifrode - Relazione annuale 2010 (A7-0121/2012 - Zigmantas Balčytis) (votazione)

12.50. Roaming sulle reti pubbliche di comunicazioni mobili all'interno dell'Unione (A7-0149/2012 - Angelika Niebler) (votazione)

12.51. Esportazione e importazione di sostanze chimiche pericolose (A7-0015/2012 - Dan Jørgensen) (votazione)

4-161-000

– *Prima della votazione*

4-162-000

Algirdas Šemeta, *Member of the Commission* . – Mr President, I wish to thank the rapporteur, Mr Jørgensen, and the shadow rapporteurs for their constructive approach to the proposal. Following fruitful cooperation between the three institutions, I believe we have reached our common objective and a good and reasonable outcome which the Commission can accept.

However, the Commission would like to make a declaration on the external representation aspects to ensure that the provisions are interpreted in coherence with the Treaty and to avoid legal uncertainty. The declaration states, and I quote: 'The Commission observes that the title of Article 5 refers to the participation of the Union in the Convention, whereas paragraph 1 speaks more broadly of participation in the Convention, which shall be a joint responsibility of the Commission and the Member States. It recalls that the Commission represents the Union, under Article 17(1) of the Treaty on European Union, in areas that do not come under the common foreign and security policy. Accordingly, the Commission considers that the joint responsibility of the Commission and the Member States mentioned in Article 5(1) does not refer to the representation of the Union, as could possibly be derived

from the title. Rather, Article 5(1) must be interpreted in the light of the division of competences between the Union and the Member States established by the Treaties.'

12.52. Modifica degli articoli 87 e 88 del regolamento del Parlamento europeo (A7-0072/2012 - Carlo Casini) (votazione)

12.53. Legge applicabile alle obbligazioni extracontrattuali (Roma II) (A7-0152/2012 - Cecilia Wikström) (votazione)

12.54. Strategia commerciale e di investimento dell'UE nella sponda meridionale del Mediterraneo in seguito alle rivoluzioni della primavera araba (A7-0104/2012 - Niccolò Rinaldi) (votazione)

12.55. Brevetti per processi biologici essenziali (B7-0228/2012) (votazione)

4-167-000

– *prima della votazione:*

4-168-000

Guy Verhofstadt, *on behalf of the ALDE Group* . – Mr President, my group requests postponement of the vote on this resolution. It is a resolution which is not only very complicated but which was added at the end – indeed, at the very last minute – and I think that not only my group but also other groups had insufficient time to prepare on this very complex and technical issue. My request is simply to put this vote on the agenda for the May II part session. I am not asking that it be scheduled *ad calendas graecas*. May II means only a two-week difference, but it will give us an opportunity for serious discussion in the groups.

4-169-000

Enrique Guerrero Salom, *en nombre del Grupo S&D* . – Señor Presidente, creo que los argumentos están claros. En dos semanas nada irreversible va a suceder y nada realmente muy importante se va a retrasar. Y, sin embargo, tenemos la oportunidad de incrementar el consenso en torno a este informe que, como ha señalado el señor Verhofstadt, ha sido tramitado de una manera excesivamente acelerada. Solo pedimos un poco de tiempo para encontrar un acuerdo mayor.

4-170-000

Manfred Weber, *im Namen der PPE-Fraktion* . – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Im Namen der EVP-Fraktion möchte ich dafür werben, dass wir jetzt abstimmen. Wir hatten zwei Monate Zeit, uns intensiv mit dem Thema zu beschäftigen. Es wurde viel diskutiert zwischen den Fraktionen. Jetzt in den letzten Tagen kam noch der Druck der Gentechnik-Lobby dazu, die jetzt wieder neu für Verwirrung gesorgt hat.

Wir sind der Meinung, dass ausdiskutiert ist, dass entschieden werden kann. Zwei Argumente: Die Bürger erwarten Signale von uns, wie wir mit Biopatenten umgehen, und auch das Patentamt erwartet klare Signale vom Parlament, wie das heutige Recht umzusetzen ist. Deswegen sollten wir heute entscheiden!

4-171-000

- *Il Parlamento respinge la richiesta di rinvio.*

- *Prima della votazione sull'emendamento 4*

4-172-000

Evelyne Gebhardt (S&D). - Herr Präsident! Da es etwas Verwirrung in meiner Fraktion gibt über das, worüber wir gerade abstimmen, möchte ich darauf hinweisen, dass es hier um eine Referenz zu dem WARF-Urteil des Europäischen Patentamts geht, in dem wir wollen, dass die gesamte technische Lehre der Anmeldung zu beachten ist. Es geht nicht um die Stammzellen, sie hätten in dieser Entschließung auch absolut nichts zu suchen.

12.56. Pirateria marittima (B7-0226/2012) (votazione)

4-174-000

Presidente. – Si conclude così il turno di votazioni.

13. Dichiarazioni di voto

4-176-000

Presidente. – Passiamo ora alle dichiarazioni di voto.

4-177-000

Dichiarazioni di voto orali

4-178-000

Relazione: Philip Bradbourn (A7-0094/2012)

4-179-000

Francesco De Angelis (S&D). - Signor Presidente, questo documento si concentra sull'importanza degli aeroporti regionali come possibili vettori di coesione territoriale, economica e sociale. Tali infrastrutture possono e debbono svolgere questo ruolo soprattutto per i cittadini che vivono al di fuori dei grandi centri urbani.

Bene la norma che abbassa a duecentomila passeggeri l'anno la soglia per stabilire quali aeroporti possano ricevere gli aiuti di Stato. L'aviazione regionale può garantire che la libera circolazione in Europa sia una realtà non solo per le persone che vivono nelle grandi capitali, ma anche per i cittadini dell'Europa che vivono al di fuori di queste aree, assicurando che queste città e regioni possano godere dei benefici apportati non solo da una maggiore mobilità, ma anche dal turismo che ne deriva.

4-180-000

Giommaria Uggias (ALDE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, in qualità di relatore per il gruppo ALDE esprimo il mio voto favorevole al dossier d'iniziativa sugli aeroporti regionali e sono sicuro che rappresenterà la base normativa per una ulteriore regolamentazione degli stessi.

Questo dossier testimonia l'importanza che il Parlamento europeo attribuisce a tali aeroporti nel contesto del trasporto aereo e l'importante ruolo che ricoprono nel veicolare la coesione territoriale, economica e sociale nel territorio dell'Unione europea.

Per la prima volta si è data la definizione di aeroporto regionale e si è cercato di circoscrivere l'ambito di riferimento tramite una suddivisione in maggiori e minori, anche in relazione a criteri quali il volume di traffico dei passeggeri e i collegamenti forniti da tali aeroporti.

È certamente auspicabile che sia poi la Commissione a dare seguito con indicazioni più rigorose alla loro definizione. Un passaggio particolare per quanto riguarda il riconoscimento della necessità di garantire gli obblighi di servizio pubblico in riferimento ai territori isolati, isolani, periferici, per i quali sappiamo bene esiste un handicap relativamente alla partecipazione al mercato unico.

Ritengo infine che sia stata utile la definizione che stabilisce e precisa una indicazione negativa sulla irrazionale proliferazione di nuovi aeroporti regionali.

4-181-000

Ana Miranda (Verts/ALE). - O atual modelo aeroportuário de muitos Estados-Membros favorece a concentração de estruturas centrais em grandes aeroportos, fomentando um modelo radial, como é o caso do aeroporto de Madrid, e deixando aeroportos como os do meu país, a Galiza, numa situação periférica. Um modelo que favorece, portanto, o centralismo.

Os pequenos aeroportos devem ser vistos como agentes económicos que ligam social e territorialmente os territórios. Aeroportos que devem ser geridos integralmente, em rede, num sistema radial e não centrado, policêntrico, que permita diversificar várias rotas aéreas a partir da complementaridade e da intermodalidade entre aeroportos e caminhos-de-ferro para que as periferias, socioeconomicamente consideradas periferias, deixem de ser periferias.

4-182-000

Andrea Zanoni (ALDE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, gli aeroporti regionali sono importanti per collegare meglio l'Europa e per permettere ai suoi cittadini di spostarsi all'interno dell'Unione, ma queste strutture devono essere costruite e devono operare nel rispetto degli standard ambientali stabiliti dall'Unione stessa, non possiamo permetterci che il traffico aereo, e con esso gli aeroporti regionali, vadano ulteriormente a discapito dell'ambiente europeo, della qualità della nostra aria e dell'integrità del nostro territorio.

Nel Nord Italia ad esempio – penso alle città di Treviso e Verona – le strutture aeroportuali sono state ampliate negli ultimi anni senza tenere debitamente in considerazione il rispetto delle realtà nelle quali questi scali operano tutti i giorni. Va bene una maggiore connessione aerea in Europa, ma non a discapito dell'ambiente, dell'aria e del territorio dell'Europa stessa.

4-183-000

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). - Señor Presidente, he votado a favor de la Resolución sobre el futuro de los aeropuertos regionales y los servicios aéreos en la UE porque plantea fórmulas concretas para optimizar el uso de estas infraestructuras, apostando por integrarlas como elemento activo en la planificación europea del transporte.

Nos gustan especialmente los refuerzos de las conexiones intermodales de estos aeropuertos —básicamente por ferrocarril y carretera— para evitar la saturación de otros que están más congestionados. El informe recoge además aportaciones muy importantes para nosotros, como el tratamiento que da a los aeropuertos regionales en el transporte aéreo de mercancías. Creo, además, que previene derroches absurdos como los ocurridos en España con los aeropuertos de Castellón o Guadalajara.

Finalmente, ofrece soluciones concretas para los problemas que plantean conductas intolerables de las compañías de bajo coste como la del «bulto único» o la polémica sobre las ayudas públicas que reciben por operar en determinados aeropuertos. También estamos totalmente de acuerdo con el tratamiento de los aeropuertos en las zonas ultraperiféricas.

4-184-000

Carlo Fidanza (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, gli aeroporti regionali sono essenziali nodi di trasporto e fattori di crescita e coesione territoriale. Spesso però questi scali vivono grazie a ingenti iniezioni di denaro pubblico, ma oggi questo è sempre più scarso ed è quindi importante che essi abbiano una vocazione specifica, evitando una proliferazione che porterebbe al non utilizzo o all'utilizzo insufficiente dell'infrastruttura aeroportuale.

Caso tipico in tal senso sono le decine di aeroporti dell'Italia settentrionale, situate a poche decine di chilometri l'uno dall'altro. Ad oggi poi non esiste una definizione precisa di aeroporto regionale e la Commissione dovrebbe quindi fissare criteri comuni per una corretta definizione.

Infine, mi preoccupa la formulazione riguardante il campo di applicazione e in particolare l'esclusione degli aeroporti il cui principale bacino di utenza è una capitale. Non credo sia corretto in quanto la definizione di bacino di utenza non è uniforme e può cambiare. Nonostante queste criticità ho votato a favore per richiamare l'attenzione della Commissione su questi importanti scali.

4-185-000

Janusz Władysław Zemke (S&D). - Panie Przewodniczący! Otóż ja poparłem najważniejsze tezy sprawozdania w sprawie regionalnych portów lotniczych w Unii Europejskiej. Dla takich regionów jak moje województwo kujawsko-pomorskie rozwój portu lotniczego w Bydgoszczy jest szansą na wyraźne zwiększenie mobilności mieszkańców i na rozwój wielu przedsiębiorstw. Jest to także warunek wzrostu liczby turystów w województwie. W tak atrakcyjnych miastach, jakim jest Toruń, jakim jest Grudziądz czy Chełmno. Jest także szansą dla takich regionów jak Kujawy, Pałuki czy Bory Tucholskie. Mówię o tym, dlatego że w tym kontekście oczekiwałbym, aby Komisja Europejska w wyraźny sposób zwiększyła środki na rozwój regionalnych portów lotniczych. Porty te powinny także otrzymywać w szerszej skali pomoc ze strony swojego państwa.

4-186-000

Georges Bach (PPE). - Herr Präsident! Die Bedeutung der Regionalflughäfen brauche ich nicht mehr hervorzuheben. Ich habe mich bei der Abstimmung zu diesem Bericht enthalten, da ich ein Problem mit der Definition von Regionalflughäfen habe. Die Beschreibung, wie sie hier abgegeben wurde, nämlich „Flughäfen, deren Haupteinzugsgebiet über einer Hauptstadt liegt“, nicht in den Geltungsbereich dieses Berichts fallen zu lassen, bedeutet, dass eine Vielzahl von kleineren Flughäfen mit relativ geringer Passagierzahl nicht als

Regionalflughäfen gelten würde. Darunter fallen zum Beispiel Lyon und Dresden, Prag, Dublin, Lüttich und auch Luxemburg. Hier muss meines Erachtens an einer angemessenen Definition gearbeitet werden, welche besser der Realität angepasst ist.

Auch die Sicherheit ist für mich ein Punkt, der absolut Priorität genießt und nicht genügend behandelt wurde.

4-187-000

Elena Băsescu (PPE). - Am votat pentru acest raport deoarece susțin necesitatea creării unei rețele de transport funcționale în Uniune. Astfel, s-ar aduce o contribuție economică importantă și s-ar asigura creșterea flexibilității și siguranței deplasărilor. Aeroporturile regionale și serviciile aeriene sunt esențiale atât pentru asigurarea liberei mobilități, cât și pentru dezvoltarea economiei și a turismului local. În acest context, subliniez importanța depășirii barierelor cu care se confruntă sectorul aerian european. Este important ca toți cetățenii să poată beneficia de o mobilitate mai mare, iar aviația regională contribuie la realizarea acestui fapt. Semnalez importanța integrării aeroporturilor regionale în rețeaua de transport, în vederea decongestionării traficului de pasageri și îmbunătățirii eficienței operaționale. În România eforturile se îndreaptă spre utilizarea eficientă a infrastructurii existente și dezvoltarea unor noi proiecte privind aeroporturile regionale.

4-188-000

Michał Tomasz Kamiński (ECR). - Panie Przewodniczący! Poparłem tę rezolucję. Podzielaam zastrzeżenia, które – choćby w tej turze wyjaśnień głosowań – przez moich kolegów zostały podniesione, podzielaam te zastrzeżenia, mimo to głosowałem za, ponieważ uważam, że sprawa lotnisk regionalnych to jest sprawa ważna. Ona jest ważna także dla mojego kraju, dla różnych regionów Polski, w których rozwój lotnisk regionalnych może się przyczynić zasadniczo do dwóch kwestii. Z jednej strony do wzrostu atrakcyjności turystycznej, do rozwoju turystyki w tych regionach, a ona jest dla Polski wielką szansą. A z drugiej strony rozwój lotnisk regionalnych rozszerza także szanse inwestycyjne i gospodarcze tych regionów w szerszym zakresie. Jeżeli do jakiegoś miasta, jakiegoś regionu można dolecieć samolotem, to bardzo często decyduje to o jego atrakcyjności, choćby inwestycyjnej. Dlatego poparłem to sprawozdanie.

4-189-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, I voted in favour of this report on the future of regional airports and air services in the EU. I particularly welcome the suggestion that those regional airports which are consistently running at low capacity could be used to relieve the congestion in the main hub airports which are severely congested as well. I feel that this would help to create a more efficient EU aviation area as well as addressing the specific regional aviation issues.

I believe that better integration of regional airports into the transport network nationally and internationally really will bring added value in terms of encouraging other benefits for EU citizens. I also back the report's claims that the imposing of heavy luggage restrictions, and especially the one-bag rule imposed by some airlines and the addition of certain unavoidable charges, threatens revenue from vital retail sales at airports. This is particularly the case for regional airports, which often have to negotiate extremely competitive landing charges in order to attract airlines in the first place.

4-190-000

Hannu Takkula (ALDE). - Arvoisa puhemies, mielestäni on erittäin tärkeätä, että kun me Euroopan unionin ja parlamentin jäseninä mietimme eurooppalaista infrastruktuuria, valitsemme hajauttamisen keskittämisen sijaan. Sen vuoksi äänestin tämän mietinnön puolesta.

On erittäin tärkeätä huolehtia siitä, että myös syrjäisemmillä alueilla säilyy edelleen yhteydet ja elinkeinomahdollisuudet. Tämä koskee sekä yrityksiä että kansalaisten liikkuvuutta. Myös ympäristölliset tekijät ovat tärkeät. Kun tehdään uudistuksia ja kun Euroopan unionia kehitetään, on erittäin tärkeätä ottaa huomioon alueelliset, sosiaaliset ja taloudelliset aspektit. Mielestäni tässä mietinnössä ne ovat tulleet hyvin esille otetuksi. On tärkeätä huolehtia siitä, että myös haja-asutusseuduilla eri puolilla Eurooppaa on riittävät liikenneyhteydet. Lentoliikenteen kasvamisen myötä on myös huolehdittava siitä, että lentoliikenteellä on mahdollisuus toimia noilta alueellisilta kentiltä myös jatkossa.

4-191-000

Relazione: Christofer Fjellner (A7-0102/2012)

4-192-000

Andrea Češková (ECR). - Vážený pane předsedající, hlasovala jsem proti udělení absolutoria Evropské komisi, a to zejména z jednoho důvodu, a to, že Evropský účetní dvůr opět nemohl vydat prohlášení o věrohodnosti.

Dalším důvodem je to, že Evropská komise stále podporuje dle mého názoru velmi rizikové nástroje finančního inženýrství a dokonce se k tomu chystá i v příštím víceletém rámci. V tomto případě se domnívám, že je kritika na místě, protože tady nejsou dána jasná pravidla pro využívání těchto finančních nástrojů a nejsou tady dána ani pravidla transparentnosti.

Domnívám se, že dokud nebudeme znát jména konečných příjemců a veškeré podrobnosti, nebudeme mít pravidla pro předkládání pravidelných zpráv, co se týče těchto finančních nástrojů, neměli bychom je ani podporovat.

Závěrem bych chtěla ale říci, že jsem svým hlasováním podpořila zprávu následující, to znamená, že jsem podpořila zvláštní zprávy Evropského účetního dvora, které se právě týkají hospodaření Komise, neboť se domnívám, že na Výboru pro rozpočtovou kontrolu byly tato zpráva a vůbec hospodaření Komise z těchto hledisek velmi podrobně probírány a že se k této záležitosti Výbor pro rozpočtovou kontrolu i pan zpravodaj postavili velmi kriticky, s čímž jsem souhlasila.

4-193-000

Relazione: Boguslaw Liberadzki (A7-0120/2012)

4-194-000

Marina Yannakoudakis (ECR). - Mr President, I voted against this report because I do not believe in granting any discharge for any part of the budget until the budget as a whole has been signed off by the Court of Auditors. The Parliament is squandering money on propaganda.

The Visitors' Centre costs EUR 20 million; it is neither on budget nor on time. We have set aside EUR 5 million for the House of European History. Let us make history today by

putting a stop to this travesty. We have reduced the budget of the European Parliament by 14%, and yet it still costs us EUR 8 million a year. All this without mentioning the white elephant in the room: we must scrap Strasbourg. We are living in an age of austerity. It is our duty to tighten our belts and lead by example.

4-195-000

Relazione: Martin Ehrenhauser (A7-0100/2012)

4-196-000

Marina Yannakoudakis (ECR). - Mr President, British citizens donate millions of pounds each year to charities which help those living in developing countries. However, it is also our duty to ensure that official development assistance is spent wisely. The Commission's own monitoring indicates that more than a quarter of EU projects are either not performing or performing with difficulty. I wrote to the Commission earlier this year to ask how many projects it had cancelled in 2011 due to poor performance. I was shocked to discover that it had not cancelled a single one. The EU needs to be more responsible with taxpayers' money. Both EU citizens and the people whom we are trying to help deserve better.

4-197-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0105/2012)

4-198-000

Eija-Riitta Korhola (PPE). - Arvoisa puhemies, halusin äänestää tässä mietinnössä lykkäämisen puolesta. Olen sitä mieltä, että lykkäys on tarpeen, sillä me kohtasimme tietynlaisia vaikeuksia ympäristöviraston kohdalla. Ongelmana on ollut se, että johtaja on toiminut samanaikaisesti tunnetun kansalaisjärjestön hallituksen jäsenenä ja rahoittanut projekteja yli 30 000 eurolla.

Saman ongelman näen elintarviketurvallisuusviraston vastuuvapauden kohdalla. Kahdella jäsenellä ja usealla muulla työntekijällä on väitetty olevan kytköksiä elintarviketeollisuuteen. Viitataan myös johtokunnan kokoukuluihin, jotka olivat kolme kertaa suurempia kuin toiseksi eniten kuluja käyttäneen viraston. Minä toivoin, että lykkäämisen seurauksena me todella selvittäisimme tilanteen, ja siten me saisimme läpinäkyvyyttä eurooppalaiseen päätöksentekoon.

4-199-000

Relazione: Inès Ayala Sender (A7-0091/2012)

4-200-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, my group is deeply concerned by the ever-growing size of the EU's budget and its lack of efficiency and accountability. We are thus reluctant for discharge to be granted for any part of the European Union's budget until the budget in its entirety is approved by the Court of Auditors.

Given that this report proposes the granting of discharge, I voted against. Though the report calls for follow-ups of past audits to be included in the Court of Auditors' future work programmes as a means of assessing progress – a proposal that my group backs – I

cannot vote in favour of any discharge being granted until the budget as a whole has received a positive statement of assurance from the Court of Auditors.

I thus generally voted in favour of the reports proposing postponement of discharge and against those that proposed the granting of discharge. A few exceptions included the Environment Agency, the Food Safety Agency and the European Medicines Agency, which is located in my London constituency. However, in general, I am extremely sceptical about the whole discharge process for the EU budget.

4-201-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0132/2012)

4-202-000

Marina Yannakoudakis (ECR). - Mr President, as a member of the Women's Rights and Gender Equality Committee, I see no added value in the European Institute of Gender Equality. The Institute is an expensive folly with a budget of EUR 7 million. It duplicates the work of Member States, the work of the Commission's DG Employment and, most shamefully of all, the work of another EU agency, the EU Agency for Fundamental Rights.

The British Government, when faced with austerity, promised a bonfire of quangos. Winding up advisory bodies and agencies in the UK is set to save that country over GBP 2 billion. The EU needs to light its own quango bonfire – and where better to start than the European Institute of Gender Equality?

4-203-000

Relazione: Angelika Niebler (A7-0149/2012)

4-204-000

Elena Băsescu (PPE). - Salut noile reglementări privind roamingul, deoarece ele vor aduce beneficii concrete pentru milioane de consumatori. Operatorii de telefonie mobilă au tendința să aplice tarifele maxime reglementate. În România, prețurile practicate sunt prea mari pentru puterea de cumpărare a cetățenilor, iar noi trăim într-o epocă a mobilității. Accesul la informații și comunicare este o necesitate, nu un lux. Anul trecut, numărul de convorbiri efectuate de români în roaming a scăzut cu 12%. Noi, în calitate de eurodeputați, petrecem cea mai mare parte a timpului în Belgia sau Franța, dar avem numere de telefon din țara de origine. Deci, este o problemă care ne privește pe toți, motiv pentru care, o dată în plus, sprijin reglementările privind transferul de date. Astfel, voi evita și eu facturile-surpriză la întoarcerea acasă. Subliniez, totodată, că trebuie să facem și mai mult pentru a limita efectele nedorite ale roamingului involuntar.

4-205-000

Alfredo Antonozzi (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, le potenzialità dei nuovi canali di comunicazione sono enormi, in un mondo in cui tutto è digitale le informazioni rappresentano un bene di ogni cittadino europeo.

È necessario che l'Unione europea tuteli tutti gli utilizzatori finali e cerchi di ridurre al minimo le disparità esistenti sul mercato europeo tra gli Stati membri. Ricordo che l'Unione europea, in quanto promotrice di un mercato interno unico, non può prescindere dall'implementazione anche del mercato interno delle telecomunicazioni. Le notevoli

differenze esistenti tra i prezzi nazionali e i prezzi di roaming ovviamente rendono questi obiettivi difficili da raggiungere.

Concordo con la proposta della collega Niebler: ciascun fornitore del paese di origine deve informare in maniera chiara e adeguata il cliente dei livelli di consumo raggiunti e concordati. Un'informazione trasparente sulla conclusione dei contratti e sulle tariffe applicate all'uso dei servizi di dati in roaming costituiranno uno strumento di difesa dei consumatori europei e per questo ho dato il mio voto favorevole alla relazione.

4-206-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, along with the rest of the ECR Group, I voted in favour of this report on roaming on public mobile communications networks. I believe that it is very important that the current gap between roaming and national telecom tariffs should be reduced, and I believe that the suggestions made in this report will make this happen.

Separating the sale of roaming services from the sale of national tariffs will mean that customers will be able to purchase roaming services from a provider other than the one which provides their national tariff. This will encourage more competition in the EU market. Keeping in place the price caps for retail and wholesale will also serve to offer opportunities for new entrants to the roaming market, which again I think is extremely important for our citizens. This is a rare, tangible example of where we can show the public that the EU is really doing something positive for our electorates.

4-207-000

Eija-Riitta Korhola (PPE). - Arvoisa puhemies, vastasin tästä asetuksesta sisämarkkina-avaliokunnassa ja äänestin luonnollisesti sen puolesta. Näinä aikoina kun EU:sta ei ole totuttu odottamaan hyviä uutisia, juuri tämä äänestetty asetetus on yksi hyvä uutinen EU:n kuluttajille, koska heidän matkapuhelintensa käyttö halpenee ensi kesänä. Asetus astuu voimaan ensi heinäkuun alussa ja se laskee kattohintoja vuoteen 2014 vähintään alle puoleen nykyisestä. Se säätelee vaatimukset rakenteellisille muutoksille. Kuluttaja voi vuoden 2014 alusta lähtien valita halutessaan erillisen roaming-operaattorin kotioperaattorinsa lisäksi.

Asetus myös velvoittaa puhelinoperaattorit ilmoittamaan tekstiviestein kuluttajalle, kun tämä on lähestymässä itse asettamia hintakattoja, myös silloin kun kuluttaja on EU-maiden ulkopuolella. Näin pyritään ehkäisemään laskushokit, jotka ovat järkyttäneet EU-kansalaisia viime vuosina.

Osa puhelinoperaattoreista on jo viimeisen vuoden aikana herännyt tähän tarpeeseen ja ne ovat tarjonneet edullisia roaming-paketteja asiakkailleen. Rakenteellisten muutosten astuessa voimaan on syytä toivoa, että hinnat laskevat markkinoiden syntymisen myötä eikä uusia kattohintoja tarvitsisi enää vastaisuudessa asettaa.

4-208-000

George Lyon (ALDE). - Mr President, for consumers across Europe who have been through tough times over the last number of years, today's vote to cap roaming charges on text, phone and data charges will be a small piece of good news. As a result of our actions today, on 1 July consumers can expect to see a reduction in their phone bills when they travel in Europe. The extension to include capping of data roaming charges will not only

be a boost to holiday-makers but to those travelling on business. I am sure many of us can remember some very nasty experiences with the cost of data roaming and data download while working abroad. So, hopefully, families and businesses across Europe will no longer face the prospect of being ripped off every time they use their phones abroad and return to find astronomical bills waiting on them.

While caps may be effective in the short term, I also welcome the structural measures in the legislation which aim to stimulate better competition in the EU roaming marketplace. That will hopefully deliver a well-functioning competitive marketplace, which is the right solution to solve this problem in the longer term. By opening up market access to competitors and by decoupling roaming services from national providers, competition will hopefully improve and drive down prices even more. Good news in time for summer holiday-makers.

4-209-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Głosowałem za przyjęciem rezolucji. Coraz więcej obywateli korzysta z różnego rodzaju mobilnych urządzeń łączności z internetem. W powszechnym użyciu są już tablety oraz smartfony. Problemy pojawiają się zazwyczaj w momencie korzystania z nich na obszarze działania innego operatora, co sprowadza się do podróży zagranicznych. Jeżeli Unia Europejska ma być obszarem bez granic wewnętrznych, już samo istnienie roamingu wydaje się być nieuzasadnione. Z pełnym przekonaniem popieram zatem działania nakierowane na jego praktyczne wyeliminowanie w ciągu najbliższych lat.

Ciekawym rozwiązaniem w chwili obecnej jest również propozycja oddzielnej sprzedaży usług roamingowych, która umożliwi klientom wybór alternatywnego operatora roamingu. Korzystnie przedstawia się nowa tabela opłat zaproponowanych na nadchodzące dwa lata, szczególnie w zakresie transmisji danych. Wyważony poziom cen detalicznych i hurtowych powinien stanowić ochronę konsumenta przed niespodziewanymi wysokimi rachunkami za usługi telekomunikacyjne.

4-210-000

Hannu Takkula (ALDE). - Arvoisa puhemies, roaming-kysymys on erittäin tärkeä ja merkittävä asia. Tämä on yksi osa meidän työtämme, jota Euroopan kansalaiset todella seuraavat ja näkevät konkreettisesti työmme vaikutukset omissa puhelinlaskuissaan.

Kun me puhumme Euroopan unionissa liikkuvuudesta ja yritämme todella vahvistaa eurooppalaista sisämarkkina-aluetta, on erittäin tärkeätä, että myös teleliikenteessä näiden roaming-maksujen kautta päästään lähemmäs toisiamme. Hyvin moni eurooppalainen matkaaja on yllätynyt eri maista tulleesta suuresta laskusta. Näin ollen yhteisellä sisämarkkina-alueella on hyvä löytää yhtenäisempi hintajärjestelmä ja sitä kautta myös lähestyä kuluttajia.

Tämä on erittäin hyvä uudistus, erittäin hyvä askel oikeaan suuntaan. Ja kuten me kaikki tiedämme, tätä voidaan vielä vain parantaa ja parantaa teleyhteistyön syventämisen kautta niin, että koko Euroopan alueella tosiaan päästään kilpailukykyisiin ja vielä edullisimpiin hintoihin, jotta teleliikenne ei ole este kaupalle eikä ihmisten kanssakäymiselle.

4-211-000

Relazione: Cecilia Wikström (A7-0152/2012)

4-212-000

Elena Băsescu (PPE). - Am votat în favoarea acestui raport deoarece susțin introducerea unei dispoziții de stabilire a legii aplicabile obligațiilor necontractuale în regulamentul Roma II. În acest mod, principiul fundamental ar urma să fie completat de o clauză de previzibilitate. Atât dreptul la viața privată, cât și drepturile legate de personalitate sunt extrem de importante într-o societate democratică. De aceea, cred că este esențial să se poată face apel la justiție atunci când este încălcată libertatea persoanelor. În același timp, consider că litigiile transfrontaliere ar trebui să fie rezolvate într-un cadru amiabil. Astfel, se va garanta un echilibru adecvat între libertatea de expresie și viața privată. Semnalez importanța și beneficiile pe care îmbunătățirea accesului la justiție le-ar putea aduce, în contextul asigurării unei bune funcționări a pieței interne.

4-213-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, I voted in favour of this report on the application of Rome II – the rules applied in conflicts of law in cases of non-contractual obligations. The report proposes changes to the regulation which would mean that it would also cover violations of privacy as well as rights regarding legal personality.

The report I have just voted on also takes into account the ECR Group's concerns, in relation to the initial draft, that the proposals had the potential to impact negatively on press freedom. The report does highlight the fact that the UK is the most attractive jurisdiction in which to bring an action for defamation, as it is regarded as the most claimant-friendly in the world. Although this is currently being investigated by the UK Government, and I think some sense of rebalancing in this area is needed, we are understandably supporting or looking very carefully at the proposal that this type of action should formally come under the remit of Rome II.

4-214-000

Relazione: Niccolò Rinaldi (A7-0104/2012)

4-215-000

Ewald Stadler (NI). - Herr Präsident! Ich habe zwar für diesen Bericht gestimmt, möchte aber dazu anmerken, dass ich gegen die allgemeinen Erwägungen, Ziffer 17, erhebliche Vorbehalte habe. Die katastrophale Situation der Christen in diesen Ländern des sogenannten Arabischen Frühlings kommt nur in einem Nebensatz vor, in dem es heißt, dass das Parlament darauf besteht, dass der Respekt für demokratische Institutionen und Grundrechte, einschließlich der Meinungs- und der Vereinigungsfreiheit sowie des Schutzes religiöser Minderheiten gewahrt werden muss. Das ist zu wenig! Wir müssen den Ländern klar machen, dass man mit den dort seit Jahrhunderten ansässigen christlichen Minderheiten nicht so verfahren kann, wie das derzeit die islamischen Fundamentalisten, die durch Wahlen an die Macht kommen und die säkularen Diktatoren ersetzen, die man gestürzt hat, dass man diesen Menschen nicht mit Mord und Totschlag begegnen kann.

Auf dem Tahrir-Platz waren Moslems und Christen beieinander. Jetzt kommen durch Wahlen Mehrheiten zustande, die mit diesen Protesten nichts mehr zu tun haben. Die Christen sind jene Verlierer dieses Arabischen Frühlings, die wir schützen müssen. Und

dazu soll dieses Abkommen in Zukunft dienen. Die Europäische Union muss es zur Bedingung machen, dass die christlichen Minderheiten dort geschützt werden, bevor wir derartige Abkommen abschließen.

4-216-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Polityczne następstwa Arabskiej Wiosny dają nadzieję nieskrępowanej współpracy i rozwoju w ramach Partnerstwa Południowego. Handel stanowił zawsze jeden z najmocniejszych filarów polityki sąsiedztwa. W odróżnieniu od szeregu aspektów wspólnej polityki zagranicznej daje on gwarancje spójnych działań z korzyścią dla państw członkowskich. Koncepcja „więcej za więcej” jest właściwą drogą do ustanowienia w pełni demokratycznych zasad realizacji polityki w zakresie gospodarki i handlu bez konieczności dotychczasowych porozumień z oligarchami.

Rządy krajów partnerskich muszą jednak poważnie zaangażować się w obustronne otwieranie rynków. Dlatego zgadzam się z propozycją podejmowania wzmożonych wysiłków w stosunku do krajów wykazujących gotowość konkretnych reform. Pozytywnie oceniam projekty negocjacyjne dotyczące pogłębionych, kompleksowych umów o wolnym handlu z Tunezją, Marokiem, Egiptem i Jordanią. Liczę również na zwiększenie inwestycji Europejskiego Banku Odbudowy i Rozwoju w basenie Morza Śródziemnego i dlatego popieram sprawozdanie.

4-217-000

Elena Bănescu (PPE). - Am votat pentru acest raport deoarece propunerile avansate vor permite Uniunii să sprijine în mod concret evoluțiile democratice din sudul Mediteranei. Intensificarea relațiilor economice și comerciale cu țările din regiune joacă un rol foarte important. Însă ea trebuie să aibă loc cu respectarea principiului „mai mult pentru mai mult”. Solicit, la rândul meu, SEAE să prezinte cât mai curând criteriile de evaluare folosite în acest domeniu, conform articolului 17. Atrag atenția asupra nevoii de a sprijini în mod adecvat IMM-urile. Ele trebuie să devină principalii beneficiari ai programelor de investiții derulate de BEI și BERD. Semnalez rolul pozitiv jucat de Camera de Comerț UE-Israel pentru dezvoltarea relațiilor comerciale. Apreciez că acest model trebuie urmat prin crearea Camerelor de Comerț bilaterale și în celelalte țări din regiune.

4-218-000

Brevetti per processi biologici essenziali (B7-0228/2012)

4-219-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, I voted in favour of this resolution on the patenting of essential biological processes. Following several cases of certain smart breeding methods for plants being brought before the Enlarged Board of Appeal of the European Patent Office in Munich, I backed the conclusion of this resolution that the use of markers at molecular level should come under the exemption that precludes essentially biological processes for the production of plants. While I believe that the techniques used to create these markers may themselves be patentable, the simple fact of using a marker does not differentiate the process sufficiently from one that is essentially biological.

4-220-000

Elena Bănescu (PPE). - Am votat pentru această rezoluție deoarece este nevoie de claritate juridică în privința procedeelelor biologice esențiale. Brevetele sunt importante pentru protejarea drepturilor de proprietate intelectuală, dar și pentru stimularea cercetării și inovării. În același timp, legislația în domeniu prevede o excepție justificată pentru soiurile de plante și rasele de animale. Ea trebuie menținută, iar deciziile Oficiului European de Brevete în cazurile „Broccoli” și „Tomate” oferă elemente utile în acest scop. Pe de altă parte, însă, anul trecut s-a acordat un brevet pentru pepeni galbeni obținuți prin metode de încrucișare tradițională. Solicit, astfel, Comisiei să prezinte o analiză detaliată a implicațiilor acestor decizii în raportul său anual privind brevetele în domeniul biotehnologiei. Subliniez că trebuie asigurat un cadru uniform și o protecție juridică similară pe întreg teritoriul Uniunii Europene.

4-221-000

Pirateria marittima (B7-0226/2012)

4-222-000

Marek Józef Gróbarczyk (ECR). - Panie Przewodniczący! Poparłem to sprawozdanie, ponieważ piractwo jest jednym z największych zagrożeń, jakie występują na morzu. A trzeba zwrócić uwagę na to, że transport morski jest podstawowym transportem dostarczania towarów na świecie.

Piractwo u wybrzeży Afryki jednak ma trochę inny charakter niż to, które występuje na Morzu Południowochińskim, w szczególności w cieśninie Malakka. Wynika ono przede wszystkim z beznadziei sytuacji, braku perspektyw, chociażby w Somalii, która jest głównym ogniwem tego procederu. Rozwiązania muszą nastąpić w sposób systemowy, w żaden sposób konwojami czy formą zwalczania bezpośredniego nie pokonamy tego piractwa. Musi tu nastąpić naprawdę systemowe podejście, gdyż należy leczyć przyczynę a nie skutek, bo takie rozwiązanie nie przyniesie żadnego rezultatu.

4-223-000

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). - Señor Presidente, he sido ponente alternativa de mi Grupo y he votado a favor de la Resolución sobre la piratería en el Índico porque plantea soluciones justas, posibilistas y sostenibles para abordar este problema.

Para empezar, mantiene la protección a todos los buques, incluidos los de pesca, en esta zona. Además, denuncia los perniciosos efectos que la piratería tiene también para la población local y apuesta por las intervenciones en tierra para resolver en origen el problema de los secuestros, neutralizando las bases logísticas de quienes los cometen y evitando que sean un negocio simple y viable. Esta es, además, una medida complementaria a las que se mantienen sobre la ayuda humanitaria y la estabilización política y social en la zona por parte de la Unión Europea.

Finalmente, llamo la atención de los Estados, porque la Resolución les insta a que las medidas que articulen la protección de las flotas cumplan las recomendaciones de la OMI. En términos de calidad/precio, los escoltas profesionales militares son, por su experiencia, situación legal e integración con el dispositivo Atalanta, más eficientes que las empresas privadas.

4-224-000

Carlo Fidanza (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'approvazione di questa risoluzione rappresenta un segnale politico molto importante per la lotta contro la pirateria marittima.

Il paragrafo 30 della risoluzione da me proposto specifica come, in caso di controversie tra Stati a seguito di azioni militari volte a contrastare attacchi di pirateria in acque internazionali, si debba applicare la giurisdizione nazionale dello Stato di bandiera sulle navi e sul personale militare impiegato a bordo, come previsto dal diritto internazionale. Questo aspetto è cruciale per evitare in futuro controversie come quelle in atto tra l'Italia e l'India e difendere le prerogative dei militari impegnati nella missione Atalanta e come VPD sulle navi mercantili.

Dedico l'approvazione di questo testo a Massimiliano Latorre e Salvatore Girone, i due marò italiani ingiustamente detenuti da quasi tre mesi nelle prigioni indiane in attesa che l'India riconosca la giurisdizione italiana e che questi due soldati possano essere giudicati dalla magistratura nazionale. Auspico che la diplomazia europea rinnovi il suo sostegno all'Italia in questa battaglia di civiltà.

4-225-000

Dichiarazioni di voto scritte

4-226-000

Relazione: Vital Moreira (A7-0140/2012)

4-226-375

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, pois defende mais justiça nas relações comerciais entre os produtores europeus e os produtores mundiais que não respeitam as mesmas regras exigidas aos nossos próprios produtores. De acordo com o estudo prévio a este relatório, conclui-se que o artigo 9.º, n.º 5, do Regulamento (CE) n.º 1225/2009 do Conselho, de 30 de novembro de 2009, relativo à defesa contra as importações objeto de dumping dos países não-membros da Comunidade Europeia (regulamento anti dumping de base) era contrário aos artigos 6.10, 9.2 e 18.4 do Acordo Anti Dumping da OMC e ao artigo XVI:4 do Acordo OMC. O artigo 9.º, n.º 5, do regulamento anti dumping de base prevê que os produtores-exportadores individuais em países sem economia de mercado que não beneficiem do tratamento de economia de mercado, nos termos do artigo 2.º, n.º 7, alínea c), do regulamento anti dumping de base, serão sujeitos a uma taxa do direito à escala nacional, a menos que esses exportadores possam demonstrar que satisfazem as condições para a obtenção do tratamento individual estabelecidas no artigo 9.º, n.º 5, do regulamento anti-dumping de base (conclusão do ORL sobre o artigo 9.º, n.º 5, do regulamento anti-dumping de base).

4-226-750

Sophie Auconie (PPE), *par écrit.* – J'ai approuvé la proposition de modification du règlement relatif à la protection contre le dumping à l'importation en provenance de pays non membres de l'Union européenne. Certaines dispositions étaient en effet contraires à l'accord antidumping de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ainsi qu'à l'accord de l'OMC lui-même dans son article XVI.4. Mon vote illustre mon engagement en faveur du respect des normes de l'OMC. Cependant, lorsque l'Union européenne estime qu'il y a

concurrence déloyale de certaines entreprises étrangères, nous ne sommes pas prêts à tout accepter. Parce que nos entreprises en dépendent, les fournisseurs qui importent depuis des pays qui ne respectent pas les règles de l'économie de marché seront sanctionnés financièrement.

4-226-812

Jean-Pierre Audy (PPE), *par écrit*. – Sur la base du rapport du député européen portugais Vital Moreira, j'ai soutenu la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement de 2009 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne. Le 28 juillet 2011, l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (ORD) a adopté le rapport en appel dans l'affaire «Communautés européennes - Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine». Dans ces rapports, il a été constaté, entre autres, que l'article 9, paragraphe 5, du règlement du Conseil de novembre 2009 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne était incompatible avec les règles de l'OMC. La présente proposition législative a pour but de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. J'espère que la Commission européenne et la commission du commerce international ont bien respecté le principe de réciprocité.

4-226-875

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu minčiai iš dalies pakeisti Reglamento Nr. 1225/2009 9 straipsnio 5 dalį, nes ji prieštarauja PPO antidempingo susitarimui. Teigiamai vertinu tai, kad Tarptautinės prekybos komitetas taikė supaprastintą procedūrą, kad ES galėtų laikytis savo susitarimo su Kinija ir būtų panaikintas Reglamento Nr. 1225/2009 straipsnis, prieštaraujantis PPO susitarimui.

4-226-937

Elena Băsescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea modificării regulamentului referitor la protecția împotriva importurilor care fac obiectul unui dumping din partea țărilor care nu sunt membre ale Comunității Europene, având în vedere incompatibilitatea articolului 9.5 din regulamentul antidumping de bază cu articolele 6.10, 9.2 și 18.4 din Acordul antidumping al OMC și cu articolul XVI: 4 din Acordul OMC. Ținând cont de faptul că propunerea este conformă cu Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene și respectă principiul proporționalității, consider că modificarea este binevenită. Acordurile OMC nu conțin niciun temei juridic pentru a susține dispozițiile articolului 9.5. Producătorii-exportatorii care au activități în țările în care nu există economie de piață nu ar trebui să fie nevoiți să demonstreze că îndeplinesc anumite criterii pentru putea beneficia de un tratament individual. Însă trebuie luate în considerare anumite situații speciale atunci când se stabilește gradul de compatibilitate cu articolele, pentru impunerea unei marje de dumping și a unei taxe antidumping unice. Astfel, deși exportatorii reprezintă entități distincte din punct de vedere juridic, uneori ei trebuie tratați precum o entitate unică.

4-227-000

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, non ho appoggiato la relazione del collega Moreira. In un momento, come quello attuale, in cui la delocalizzazione selvaggia, la crisi economica, mettono in seria difficoltà l'Europa

occidentale e imporrebbero di rivedere tutti i principi alla base della politica commerciale comune, il fatto che l'OMC decida di accogliere un ricorso cinese contro un articolo del regolamento *antidumping* in vigore nell'Unione europea, ovvero del regolamento (CE) n. 1225/2009 del Consiglio relativo alla difesa contro le importazioni oggetto di dumping da parte di paesi non membri della Comunità europea, dimostra chiaramente che a livello mondiale non esiste nessuna volontà di difendere il nostro tessuto produttivo e industriale e che la Commissione non ha ancora capito che l'antiprotezionismo non avvantaggia le imprese europee e i suoi consumatori, ma i comportamenti sleali dei paesi terzi.

4-227-500

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Dumpingul trebuie să fie delimitat de practicile simple ale vânzării la prețuri mici ca efect al costurilor reduse sau al productivității mai ridicate. În acest sens, criteriul cheie nu este, în fapt, relația dintre prețul produsului exportat și prețul acestuia de pe piața țării importatoare, ci relația între prețul produsului exportat și valoarea lui normală. Astfel, un produs este considerat a face obiectul unui dumping dacă prețul său de export în Uniunea Europeană este mai mic decât prețul comparabil, practicat în cadrul operațiunilor comerciale normale, pentru produsul similar în țara exportatoare. Aplicarea oricăror taxe antidumping presupune prezența și unui al doilea element cheie: prejudiciul important adus industriei comunitare, fie cel cauzat unei industrii prezente în UE, amenințarea cu prejudiciul sau producerea unei întârzieri substanțiale în crearea unei astfel de industrii. Consider că măsurile antidumping nu pot fi aplicate dacă se constată că instituirea lor nu este în interesul UE. În acest scop, trebuie luate în considerare toate interesele la nivel comunitar, în ansamblul lor, inclusiv cele ale industriei comunitare, ale utilizatorilor și ale consumatorilor. Toate părțile interesate au posibilitatea să își facă cunoscut punctul de vedere.

4-227-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted for the report on the proposal for a regulation amending a previous regulation on protection against dumped imports from countries not within the European Community. The prior regulation was inconsistent with the Anti-Dumping Agreement forged under the auspices of the WTO and as a result must be amended to ensure compliancy.

4-227-812

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport afin de permettre la mise en œuvre des recommandations de l'ORD concernant les dispositifs européens 'antidumping'. J'approuve les modifications du règlement antidumping de base prévues par le rapporteur, et me réjouis de l'adoption de ce rapport, puisque les délais de mise en œuvre des recommandations de l'ORD pourront être respectés. Je tiens à rappeler que si l'Union européenne se doit de respecter les accords conclus dans le cadre de l'OMC, il est cependant indispensable de veiller à ce que le développement de nos échanges avec la Chine se fasse dans le respect du principe de réciprocité.

4-227-875

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho que altera o Regulamento (CE) n.º 1225/2009 do Conselho, de 30 de novembro de 2009, relativo à defesa contra as importações objeto de dumping dos países não membros da Comunidade Europeia, por considerar da maior relevância que as

disposições da Comunidade Europeia sobre o assunto respeitem as obrigações que a mesma assumiu perante a OMC.

4-228-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu l'adoption de ce texte, qui permettra de lutter contre la concurrence déloyale de certaines entreprises étrangères. Les fournisseurs qui importent depuis des pays qui ne respectent pas les règles de l'économie de marché devront payer des droits de douane plus élevés aux frontières de l'Europe. Il faut en effet protéger nos entreprises contre cette concurrence faussée, que nous ne pouvons désormais plus tolérer!

4-228-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório que propõe implementar uma proposta legislativa recomendada pelo Órgão de Resolução de Litígios da Organização Mundial do Comércio, de modo a que a legislação europeia esteja em linha com o acordado com a OMC.

4-228-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Esta proposta legislativa, na sequência do processo *Comunidades Europeias – Medidas anti-dumping definitivas sobre determinados elementos de fixação de ferro ou aço provenientes da China*, tem por objeto a implementação das recomendações do Órgão de Solução de Controvérsias da Organização Mundial do Comércio e o estabelecimento de um prazo razoável para que tal ocorra, como acordado entre a União Europeia e a China em 19 de janeiro de 2012. Julgo haver conveniência da União na resolução deste conflito e na adequação da sua legislação aos acordos celebrados e em vigor no quadro da OMC.

4-228-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço, elaborado pelo colega Vital Moreira, versa sobre a proposta de regulamento do Parlamento Europeu (PE) e do Conselho que altera o Regulamento (CE) n.º 1225/2009 do Conselho, de 30 de novembro, relativamente à defesa contra as importações que sejam objeto de dumping por parte de países que não pertencem à União Europeia (UE). Esta proposta de alteração surge na sequência da adoção, por parte do Órgão de Resolução de Litígios (ORL) da Organização Mundial do Comércio (OMC), do relatório do Órgão de Recurso sobre o processo *Comunidades Europeias – Medidas anti-dumping definitivas sobre determinados elementos de fixação de ferro ou aço provenientes da China*, que apontava para a existência de inconformidades entre o Regulamento (CE) n.º 1225/2009 e o Acordo Anti-Dumping da OMC. Tendo em conta que, em 19 de janeiro de 2012, a UE e a China acordaram sobre os prazos para a execução das recomendações e das decisões da ORL e que a Comissão do Comércio Internacional já aprovou, pelo método de procedimento simplificado, o presente projeto de resolução, votei favoravelmente este relatório.

4-228-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A alteração proposta a este Regulamento, que a Comissão do Comércio Internacional decidiu aprovar no âmbito do procedimento simplificado, visa acomodar na legislação da UE, e nomeadamente no Regulamento anti-dumping de base em questão, a decisão de 28 de Julho de 2011 do Órgão de Resolução

de Litígios da Organização Mundial do Comércio (OMC). O litígio entre a UE e a China resultou do facto da legislação da UE prever uma discriminação dos produtores-exportadores individuais em "países sem economia de mercado" que é contrária às regras da própria OMC e designadamente ao seu Acordo anti-dumping. Significativo... São assim eliminadas disposições que exigiam, por exemplo, que nas empresas produtoras-exportadoras em questão "a maioria do capital pertence efectivamente a particulares". Muito embora este relatório vise uma adaptação que procura alinhar a legislação da UE com as regras da OMC - organização de cuja actuação e princípios discordamos - não deixa de ser significativo e interessante verificar como, neste caso, a UE ultrapassa a própria OMC no fulgor mercantil e no fundamentalismo neoliberal.

4-228-750

Carlo Fidanza (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione del collega Moreira sulla difesa contro le importazioni oggetto di dumping da parte di Paesi non membri dell'Unione europea. Per promuovere lo sviluppo del commercio mondiale i ventisette Stati membri hanno elaborato una politica commerciale comune nei confronti dei Paesi terzi, cercando di abolire le restrizioni agli scambi e le tariffe troppo elevate. Tale liberalizzazione degli scambi non implica il non rispetto di diritti e obblighi da parte dei partner commerciali che operano a livello internazionale. Ritengo fondamentale applicare reali riforme e un serio impegno volto a fronteggiare problemi relativi a distorsioni di mercato garantendo coerenza tra comportamenti aziendali e regole relative alla libera concorrenza internazionale.

4-229-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* – V júli minulého roku prijal orgán Svetovej obchodnej organizácie na urovnávanie sporov (OUS) správu odvolacieho orgánu a správu poroty, ktoré boli zmenené a doplnené správou odvolacieho orgánu vo veci „Európske spoločnosti – konečné antidumpingové opatrenia týkajúce sa určitých spojovacích materiálov zo železa alebo z ocele s pôvodom v Číne“. To, či stanovenie jednotného dumpingového rozpätia a jednotného antidumpingového cla pre niekoľkých vývozcov je v nesúlade s článkami Antidumpingovej dohody WTO, bude závisieť od existencie určitých situácií. Tie môžu zahŕňať existenciu podnikových a štrukturálnych väzieb medzi vývozcami, ako napríklad spoločnú kontrolu, vlastníctvo a riadenie. Ďalej tiež existenciu podnikových a štrukturálnych väzieb medzi štátom a vývozcami. Dňa 19. januára 2012 sa Európska únia a Čína dohodli, že primeraná lehota na vykonanie odporúčaní a rozhodnutí OUS bude 14 mesiacov a dva týždne od dátumu, ku ktorému OUS prijal správy. Uvedená primeraná lehota sa preto skončí 12. októbra 2012. V záujme toho, aby Európska únia mohla rešpektovať primeranú lehotu na vykonanie odporúčaní a rozsudkov OUS, ktoré boli medzi Úniou a Čínou dohodnuté, považujem za správne, že Výbor pre medzinárodný obchod prijal návrh uznesenia v zjednodušenom postupe.

4-229-187

Jim Higgins (PPE), *in writing*. – I would like to thank the rapporteur and all the shadow rapporteurs, who worked so diligently in order to reach this satisfactory agreement. I voted in favour of this report and I welcome the adoption of this report by a huge 559 votes in favour. The purpose of this resolution is to implement the recommendations of the Dispute Settlement Body of the World Trade Organization agreed by the EU and China on 19 January 2012. On 18 August 2011 the EU notified the DSB that it intends to implement the recommendations and rulings of the DSB in this dispute in a manner that respects its

WTO obligations. The Commission is therefore proposing to amend the wording of Article 9(5) of the Basic Anti-Dumping Regulation and introduce the wording of the WTO Anti Dumping Agreement. On 19 January 2012 the European Union and China agreed that the reasonable period of time for implementing the DSB recommendations and rulings would be 14 months and two weeks from the date the DSB adopted the Reports and this period will expire on 12 October 2012.

4-229-375

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Le Parlement a approuvé à une vaste majorité le rapport visant à clarifier les mesures de lutte contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays non membres de l'Union européenne. Ce dispositif entend en réalité mettre en conformité les mesures de lutte contre le "dumping" de l'Union européenne avec les recommandations et les décisions de l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). En effet, le 19 janvier 2012, l'Union européenne et la Chine sont convenues de mettre en œuvre ces recommandations dans un délai raisonnable, dont l'échéance est fixée au 12 octobre 2012.

4-229-406

Elisabeth Köstinger (PPE), *schriftlich*. – Vom Streitbeilegungsgremium der Welthandelsorganisation wurde in der Rechtssache „Europäische Gemeinschaften – Endgültige Antidumpingmaßnahmen gegenüber bestimmten Verbindungsstücken aus Eisen oder Stahl aus China“ festgestellt, dass eine Verordnung des Rates über den Schutz gegen gedumpte Einfuhren aus nicht zur Europäischen Gemeinschaft gehörenden Ländern, mit Artikeln des Antidumpingübereinkommens der Welthandelsorganisation nicht vereinbar ist. Ich habe für den Bericht gestimmt, weil er die Einhaltung eines angemessenen Zeitraums seitens der Europäischen Union für die Umsetzung der Empfehlungen und Entscheidungen des Streitbeilegungsgremiums, die zwischen der Europäischen Union und China vereinbart wurden, garantiert. Nur eine schnelle Umsetzung kann den Schutz des heimischen Binnenmarktes vor Dumping- Produkten gewährleisten und damit einer Verzerrung der Preise entgegenwirken.

4-229-437

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – In un contesto di mercato globalizzato e alla luce delle recenti aperture ai commerci dei paesi cosiddetti della "primavera araba", prestare attenzione alle pratiche di commercio illegale qual è il dumping, è quanto mai opportuno e volto alla tutela degli imprenditori europei. Rafforzare la rete di tutele in difesa dei nostri imprenditori significa non chiudersi per paure concorrenziali ma consentire un approccio al mercato globale con condizioni chiare e legittime sia per i concorrenti europei che per quelli extra-UE. Pertanto, ho espresso voto favorevole alla relazione che prevede misure volte a contrastare il fenomeno del dumping che rischia di avvantaggiare alcune imprese importatrici a discapito di altre, alterando in questo modo la natura dei mercati.

4-229-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report approving the Commission's handling of 'Definitive Anti-Dumping Measures on Certain Iron or Steel Fasteners from China'.

4-229-750

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il mio voto alla relazione Vital Moreira è favorevole. Concordo con il fatto di adottare la proposta della Commissione. Il testo del nuovo articolo 9 paragrafo 5 mi trova d'accordo soprattutto perché un dazio antidumping deve essere "istituito per l'importo adeguato a ciascun caso e senza discriminazione sulle importazioni di prodotti per le quali è stato accertato che sono oggetto di dumping e che causano pregiudizio".

4-230-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport et l'amendement qu'il avalise ne protègent d'aucun abus. Il maintient et codifie seulement la discrimination envers les États qui n'adhèrent pas à l'économie de marché. Elle vise les nations qui ont une influence importante en ce qui concerne les prix et la production, ou encore les entreprises dans lesquelles l'État est l'actionnaire majoritaire.

Le protectionnisme européen qu'on nous propose sert les libéralisations au lieu de servir l'intérêt des citoyens de l'Europe et des pays tiers. Pas un mot ici contre le dumping social et environnemental et contre l'usage abusif des dévaluations. C'est pourtant là l'essentiel à mes yeux. Ici il n'est question que du refus de se plier aux lois de l'économie de marché et de la concurrence libre et non faussée.

Je vote contre ce texte.

4-230-125

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – As empresas europeias têm que cumprir uma série de requisitos exigidos pela legislação europeia, que por diversas vezes as põem em situação de concorrência desleal quando confrontadas com outros países, não membros da comunidade europeia, que praticam vários tipos de dumping. Com a aprovação deste relatório, as empresas que importam de países que não respeitem as regras e pratiquem os vários tipos de dumping vão ser obrigadas a pagar tarifas mais elevadas nas fronteiras da Europa. Esta medida é muito importante e necessária para proteger as nossas empresas contra uma grave distorção da concorrência. A indústria do meu país, Portugal, sofre com este tipo de concorrência desleal, nomeadamente com a importação dos têxteis do Paquistão, situação para a qual eu venho a alertar há muito tempo.

4-230-250

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de este informe porque propone aplicar unas tasas de aduanas a los productos que provengan de países cuya economía no sea economía de mercado.

4-230-500

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – This draft legislative resolution is aimed at the implementation of WTO recommendations so that EU legislation is in line with agreements with the WTO. I think that we should cooperate in this dimension more efficiently.

4-231-000

Andreas Mølzer (NI), *schriftlich*. – Das Antidumping-Verfahren bei der Welthandelsorganisation WTO bezüglich bestimmter aus China stammender Verbindungsstücke aus Eisen oder Stahl hat zu Tage gebracht, dass Teile der

Antidumping-Grundverordnung der Europäischen Union angeblich mit WTO-Recht unvereinbar sind. Im Streitfall will die Europäische Union ihre WTO-Verpflichtungen umsetzen, was aus Zeitgründen, um die vereinbarte Frist einzuhalten, durch eine Entschließung im vereinfachten Verfahren erfolgen soll. Mit diesem Vorgehen bin ich nicht einverstanden und habe daher dagegen gestimmt.: siehe Protokoll

4-231-250

Elisabeth Morin-Chartier (PPE), *par écrit*. – Par le vote en faveur de ce rapport, je soutiens la nécessaire clarification des mesures de lutte contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays non membres de l'Union Européenne. Ce rapport préconise la mise en conformité des mesures de lutte contre le "dumping" de l'Union Européenne avec les recommandations de l'organe de règlement des différends de l'OMC. Ce dispositif permettra de mieux protéger nos entreprises face à la concurrence déloyale de certaines entreprises étrangères, et c'est pourquoi j'ai voté en faveur.

4-231-375

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. – Nach dem Beitritt Chinas zur WTO gab es unzählige Klagen gegen die Volksrepublik, überwiegend wegen Preis-Dumpings. Fast alle der Klagen stammen dabei von Wettbewerbern, die sich durch die niedrigen Preise ernsthafter Gefahr ausgesetzt sehen. Am 28. Juli 2011 nahm das Streitbeilegungsgremium („DSB“) der Welthandelsorganisation in der Rechtssache „Europäische Gemeinschaften – Endgültige Antidumpingmaßnahmen gegenüber bestimmten Verbindungsstücken aus Eisen oder Stahl aus China“(1) den Bericht des Berufungsgremiums und den Panelbericht in der durch den Bericht des Berufungsgremiums geänderten Fassung („Berichte“) an. In den Berichten wurde festgestellt, dass Artikel 9 Absatz 5 der Verordnung (EG) Nr. 1225/2009 des Rates vom 30. November 2009 über den Schutz gegen gedumpte Einfuhren aus nicht zur Europäischen Gemeinschaft gehörenden Ländern („Antidumping-Grundverordnung“)(2) mit den Artikeln 6.10, 9.2 und 18.4 des WTO-Antidumpingübereinkommens und mit Artikel XVI Absatz 4 des WTO-Übereinkommens unvereinbar ist. Auf Grund dieser Erkenntnisse der Unvereinbarkeit von Teilen der Antidumping-Grundverordnung der Europäischen Union mit WTO-Recht spreche ich mich klar dagegen aus.

4-231-500

Justas Vincas Paleckis (S&D), *in writing*. – The European Union as Member of WTO respects its commitments to WTO agreements. We regret that European legislation was not conforming to them and welcome the modifications. This case is particularly important concerning China which is a huge trade partner for EU, but unfortunately is not completely governed on market-economy principles. Current European rules impose strict duties on individual Chinese exporters, who are already disadvantaged in their own country by market regulation. I support modifications brought to the European legislation on this topic, because I consider the efforts that European Union should make to support non-state economical actors in non-market economies, such as China is important.

4-231-750

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Por considerar da maior importância a garantia da segurança jurídica, votei favoravelmente a proposta de regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho que altera o Regulamento (CE) n.º 1225/2009 do Conselho, de 30 de novembro de 2009, relativo à defesa contra as importações objeto de

dumping dos países não membros da Comunidade Europeia, por forma a que as disposições da Comunidade Europeia sobre este assunto respeitem as obrigações assumidas perante a OMC.

4-232-000

Fiorello Provera (EFD), *per iscritto*. – La crisi economica in cui versa l'Europa è tale per cui occorrerebbe agire con più incisività per difendere la nostra industria e le nostre piccole e medie imprese, soprattutto quando sono sottoposta a pratiche di dumping o ad altri comportamenti sleali da parte di operatori economici di paesi in cui non vige lo Stato di diritto e in cui la tutela dei diritti sociali e ambientali è di fatto inesistente. Il fatto che l'OMC decida di accogliere un ricorso cinese contro un articolo del già poco ambizioso regolamento antidumping in vigore nell'Unione Europea è, invece, un passo nella direzione opposta, che rende più difficile la difesa delle nostre imprese e dei nostri posti di lavoro. Per questo motivo non posso condividere il contenuto di questo regolamento, che rischia di aggravare le difficoltà dei nostri operatori economici.

4-232-125

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Este relatório preconiza um maior controlo e defesa face às importações objeto de dumping dos países não membros da Comunidade Europeia. Em virtude da importação de determinados elementos de fixação de ferro ou aço provenientes da China, deu-se conta de que o regulamento anti-dumping de base do Conselho não estava conforme com o estabelecido em algumas disposições do Acordo anti-dumping da OMC. Com o objetivo de facilitar o cumprimento pela UE do prazo estabelecido para a execução das recomendações e decisões da OMC, mais concretamente através do seu órgão de resolução de litígios (ORL), a Comissão do Comércio Internacional aprovou o projeto de resolução no âmbito do processo simplificado. Pelo exposto, votei em sentido favorável.

4-232-250

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. It was necessary to amend Article 9(5) of the Basic Anti-Dumping Regulation with a new text: 'An anti-dumping duty shall be imposed in the appropriate amounts in each case, on a non-discriminatory basis on imports of a product from all sources found to be dumped and causing injury, except for imports from those sources from which undertakings under the terms of this Regulation have been accepted. The Regulation imposing anti-dumping measures shall specify the duty for each supplier or, if that is impracticable, the supplying country concerned. Suppliers which are legally distinct from other suppliers or which are legally distinct from the State may nevertheless be considered as a single entity for the purpose of specifying the duty. For the application of this subparagraph, account may be taken of factors such as the existence of structural or corporate links between the suppliers and the State or between suppliers, control or material influence by the State in respect of pricing and output, or the economic structure of the supplying country.'

4-232-375

Matteo Salvini (EFD), *per iscritto*. – Voglio esprimere il mio voto contrario a questo provvedimento e voglio esprimere le motivazioni politiche che mi hanno condotto a questa decisione. Occorre infatti dare un segnale alla Commissione Europea perché in seno al WTO ci rappresenti degnamente. L'ennesima sconfitta dell'Europa in un contenzioso

condotto presso l'organizzazione mondiale del commercio nei confronti della Cina obbligherebbe oggi il nostro Parlamento a cancellare un articolo del nostro regolamento base sulle norme antidumping. E' sbagliato non opporre maggiore fermezza di fronte agli organismi internazionali come il WTO. E' sbagliato non difendere il nostro sistema produttivo. E' sbagliato non pretendere dalla Cina reciproche aperture ai nostri prodotti e servizi.

4-232-500

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The European Union and China discussed new solutions and strategies in order to tackle the problem of lack of fairness, safety and hygiene of products coming from this Asian country. I firmly believe that it is necessary to implement the DSB recommendations and rulings as soon as possible. Therefore I supported this report with my vote.

4-232-750

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Panie Przewodniczący, Szanowni Państwo! Procedury przeciwdziałające dumpingowi stosowane w Unii Europejskiej mają na celu chronić nasz wewnętrzny rynek przed nieuczciwymi praktykami handlowymi. W tym miejscu należy rozróżnić dumping od normalnych praktyk sprzedaży produktów po niskich cenach, które są wynikiem niskich kosztów produkcji. Dlatego też istotną kwestią jest, aby procedury antydumpingowe, którymi może posługiwać się Wspólnota Europejska były w rzetelny i obiektywny sposób stosowane. Należy również wspomnieć, że tzw. "wojny cłowe lub handlowe" mogą w obecnym czasie doprowadzić do pogłębienia się obecnego kryzysu gospodarczego. Z drugiej strony zamykanie granic na produkty "pochodzenia zewnętrznego" to błędne koło, ponieważ w dłuższej perspektywie takie działania powodują "kurczenie" się gospodarek narodowych. Jednakże w tym miejscu należy podkreślić, że nieuczciwa konkurencja powoduje również straty w gospodarce. Dlatego należy bacznie obserwować tego typu przypadki i w uzasadnionych sytuacjach podejmować odpowiednie kroki.

4-233-000

Relazione: Robert Sturdy (A7-0085/2012)

4-233-312

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando que, uma vez que a Rússia se tornou membro da OMC em dezembro do ano passado, a UE deixa de ter o direito de aplicar as quotas de importação de aço aos tais produtos provenientes da Rússia. Este regulamento adota a legislação da União Europeia em função da adesão da Rússia à OMC. A Comissão Europeia estima que este regulamento equivale aproximadamente a um valor de 107 milhões de euros por ano em exportações e que a competitividade do setor siderúrgico da UE aumentará devido à redução dos direitos de exportação. Deste modo, a aplicação desta legislação trará oportunidades económicas para os produtores europeus, facto essencial numa altura de crise e, principalmente, num mercado que nos é próximo geograficamente.

4-233-468

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération, la Communauté européenne et le gouvernement de la Fédération de Russie

ont conclu un accord relatif au commerce de certains produits sidérurgiques en 2007, fixant des quotas. Mais comme vous le savez, la Russie a récemment adhéré à l'OMC, après presque 20 ans de négociations. Nous n'avons donc plus de raison d'imposer les quotas d'importations d'acier, d'autant plus que la perpétuation de ces quotas constituerait une violation des règles de l'OMC. C'est une bonne nouvelle pour la communauté internationale et pour l'Union européenne elle-même. En effet, la Commission européenne estime que les exportations européennes supplémentaires de produits métallurgiques et sidérurgiques équivaleraient approximativement à 107 millions d'euros par an.

4-233-546

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu siūlymui panaikinti Reglamentą (EB) Nr. 1342/2007. Atsižvelgiant į tai, kad Rusijos Federacija tapo PPO nare, reglamento bei šalies kilmės plieno importo į ES kvotos turi būti panaikintos. Džiaugiuosi, kad Rusijai įstojus į PPO ir pradėjus laikytis taisyklėmis pagrįstos daugiašalės prekybos sistemos, galima tikėtis, kad ES galės laisviau patekti į Rusijos rinką. Bet kokios dvišalės prekybos plieno produktais kliūtys turėtų būti kuo mažesnės ir taikomos tik laikantis PPO taisyklių, pagal kurias reglamentuojami tarifai, prekybos apsaugos priemonės, techniniai standartai, specialios muitinės ir muitų apmokėjimo procedūros ir kt.

4-233-585

Elena Băsescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea abrogării regulamentului privind aplicarea unor restricții asupra importurilor de anumite produse din oțel din Federația Rusă, deoarece păstrarea limitelor cantitative pentru aceste importuri încalcă normele OMC, luând în considerare faptul că Federația Rusă a devenit membru OMC în 2011. Consider că, odată cu aderarea Rusiei la OMC, schimburile comerciale dintre Rusia și Uniunea Europeană se vor îmbunătăți în mod semnificativ și vor evolua în conformitate cu dispozițiile existente în acordurile bilaterale. Astfel, UE va putea beneficia de un acces mai liber pe piața din Rusia, acest lucru ducând la creșterea numărului și valorii exporturilor. Mai mult, ca urmare a reducerii taxelor la export, competitivitatea se va îmbunătăți, iar consumatorii vor fi avantajați. Susțin necesitatea unei supravegheri mai atente, precum și eliminarea celorlalte bariere existente din calea comerțului dintre Rusia și UE.

4-233-625

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho espresso voto favorevole alla relazione del collega Sturdy in quanto, dopo l'ingresso della Russia nell'Organizzazione Mondiale del Commercio, l'UE non può più imporre limiti quantitativi alle importazioni di paesi OMC all'interno dell'Unione, come succedeva nel caso dell'acciaio proveniente dalla Russia. Inoltre, questo provvedimento potrebbe favorire i rapporti commerciali tra UE e Russia ed essere quindi molto positivo per il nostro Paese e le nostre imprese, in quanto il mercato russo è in rapida espansione e molto dinamico.

4-233-750

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Relația bilaterală dintre Uniunea Europeană și Federația Rusă are la bază valorile și principiile fundamentale ale democrației, drepturilor omului, legislației și economiei de piață, iar temeiul juridic al acesteia îl reprezintă Acordul de parteneriat și cooperare (APC). Acordul a intrat în vigoare în 1997, pentru o perioadă inițială de 10 ani, prelungită automat anual după 2007. Acesta stabilește principalele obiective comune, cadrul instituțional pentru contractele bilaterale și solicită activități și

dialog într-o serie de domenii. În completarea prevederilor APC, există o serie de acorduri sectoriale și internaționale, precum și alte mecanisme pentru cooperare. Prelucrarea oțelului și textilele sunt principalele sectoare acoperite prin acorduri comerciale bilaterale. Ultimul Acord privind oțelul stipula că va înceta dacă Rusia devine membră a Organizației Mondiale a Comerțului, acest lucru realizându-se la data de 16 decembrie 2011. Față de cele mai sus menționate, susțin poziția raportorului vizavi de acest proiect de rezoluție.

4-233-875

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted for this agreement repealing the quota set on importations of steel from the Russian Federation as, if left unaltered, it would put Member States at risk of legal actions from Russia as the quota limits would be a violation of WTO rules. Russia acceded to the World Trade Organization in December, meaning it has liberalised its market allowing greater exportation and importation globally. The initial item of legislation must be rewritten to avoid a failure on both sides to obey WTO rules.

4-233-906

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui prévoit l'abrogation du règlement (CE) n° 1342/2007 du Conseil relatif au commerce de certains produits sidérurgiques avec la Fédération de Russie. Je note que les quotas européens à l'importation de l'acier ne peuvent être maintenus après que la Russie soit devenue membre de l'OMC. J'espère que la libéralisation du commerce bilatéral des produits sidérurgiques permettra d'améliorer la compétitivité de la sidérurgie européenne. Je pense que l'abrogation de ce règlement pourrait permettre aux entreprises de l'Union européenne d'améliorer leur accès au marché russe.

4-233-937

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – As restrições à importação de aço da Rússia deixaram de fazer sentido depois de este país ter aderido à OMC. O levantamento destas restrições permitirá também o incremento das trocas comerciais com a Rússia, nomeadamente a exportação do aço e ferro europeus para aquele país. O eventual incumprimento das normas aplicáveis da OMC por qualquer das partes poderá ser solucionado através dos mecanismos de resolução de conflitos existentes na OMC. Por estas razões votei favoravelmente a presente proposta de resolução.

4-233-968

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Cette approbation prend acte de la récente adhésion de la Russie à l'OMC en décembre 2011. L'Union européenne doit maintenir et développer ses relations commerciales avec ce pays, celles-ci devant passer par un respect mutuel des engagements pris dans le cadre de cet accord. Cette décision ne doit pas pour autant nous empêcher de rester vigilants envers d'éventuels obstacles aux échanges qui pourraient être maintenus aussi bien en Russie qu'au sein de l'Union européenne.

4-234-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte, qui tire les conséquences de l'adhésion de la Russie à l'OMC. Conformément aux règles de cette organisation, il va en effet dans le sens d'une élimination totale des barrières commerciales, à laquelle devront désormais se conformer scrupuleusement l'Union européenne et la

Rússia. La réciprocité des avantages et des restrictions sera enfin de mise avec ce partenaire économique!

4-234-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório uma vez que propõe revogar as restrições às importações de determinados produtos siderúrgicos provenientes da Rússia. A atual aplicação das restrições deixa de fazer sentido uma vez que a Rússia aderiu à Organização Mundial do Comércio.

4-234-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A adesão da Rússia à Organização Mundial do Comércio implica a abolição do contingente pautal relativo às importações para a União Europeia de aço originário daquele país. A sua manutenção implicaria uma violação das regras da OMC por parte da União e deixá-la-ia sujeita a ações judiciais por parte da Rússia. Uma maior liberalização do acesso ao mercado russo pode beneficiar a União e deverá estender-se a outras áreas do comércio no quadro da OMC, que se julga ser o melhor meio para assegurar a vigência de um sistema multilateral de trocas.

4-234-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O acordo de parceria e cooperação (ACP) entra as Comunidades Europeias e seus Estados-Membros, por um lado, e a Rússia, por outro, entrou em vigor no dia 1 de dezembro de 1997 e levou ao estabelecimento de um Acordo sobre o comércio de determinados produtos siderúrgicos originários da Federação da Rússia, nos termos do Regulamento (CE) n.º 1342/2007 do Conselho. O presente relatório, da responsabilidade de Robert Sturdy, debruça-se sobre uma nova proposta de regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho no sentido de revogar o regulamento acima referido e relativo à gestão de certas restrições às importações de determinados produtos siderúrgicos importados da Federação da Rússia. Embora as importações de aço da Federação da Rússia para a UE sejam significativas, correspondendo a 24% das importações totais em matéria de produtos siderúrgicos, o ACP previa que, caso a Rússia aderisse à Organização Mundial do Comércio (OMC), teria de ser denunciado e o contingente abolido. Assim, sem colocar em causa o interesse no reforço das relações comerciais UE-Rússia, concordo com o relator no sentido de que *a OMC continua a ser o melhor garante de um sistema comercial multilateral baseado em normas*” e, por isso, votei favoravelmente.

4-235-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A União Europeia e a Federação da Rússia têm estabelecido, desde 2007, um Acordo sobre o comércio de determinados produtos siderúrgicos, relativo à gestão de certas restrições às importações de determinados produtos siderúrgicos originários da Rússia. No entanto, como a Rússia se tornou membro da OMC, em dezembro de 2011, a União Europeia perdeu o direito a aplicar o contingente supramencionado.

A manutenção deste regulamento e a consequente preservação do contingente para a importação de produtos siderúrgicos constituiria uma violação das normas da OMC e exporia a UE a ações judiciais por parte da Rússia. Assim, a UE tem que revogar o acordo atualmente em vigor. O relator afirma que a entrada da Federação da Rússia na OMC trará benefícios à UE porque esta passará a ter um acesso mais liberal ao mercado russo. Muito embora o relatório consista essencialmente numa adaptação técnica, a filosofia e a

orientação que lhes estão subjacentes são, assim, a da sujeição às regras da OMC e à visão do comércio internacional que a inspira, das quais discordamos.

4-235-062

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* – Dohoda o partnerstve a spolupráci, ktorou sa uzatvára partnerstvo medzi Európskymi spoločnosťami a ich členskými štátmi na jednej strane a Ruskom na strane druhej, nadobudla platnosť 1. decembra 1997. V rámci nej uzavrela Európska Únia s ruskou vládou v októbri 2007 dohodu o obchode s určitými výrobkami z ocele. Dohoda zaviedla kvóty na dovoz ocele z Ruskej federácie do EÚ. Po vstupe Ruska do mnohostranného obchodného systému WTO založeného na pravidlách môže EÚ očakávať, že získa výhody z liberálnejšieho prístupu na ruský trh. Akékoľvek pretrvávajúce prekážky pre dvojstranný obchod s výrobkami z ocele, ktoré by mohli naďalej platiť, by mali byť minimálne a mali by sa pohybovať iba v jasne stanovenom rozsahu pravidiel WTO, ktoré upravujú také otázky, ako sú clá, platné obchodné ochranné opatrenia, technické normy, osobitné colné/odbavovacie postupy atď. Považujem za opodstatnené preskúmať a odstrániť obchodné a investičné prekážky, ktoré by po vstupe Ruska do WTO mohli obojstranne pretrvávať. Zároveň som presvedčená, že by bolo ku prospechu oboch zainteresovaných strán, aby sa obchodné vzťahy medzi EÚ a Ruskom rozvíjali v plnom súlade so spoločne prijatými ustanoveniami platných dvojstranných dohôd.

4-235-093

Lorenzo Fontana (EFD), *per iscritto* . – Il Regolamento (CE) n. 1342/2007, relativo alla gestione di alcune restrizioni all'importazione di determinati prodotti di acciaio dalla Federazione Russa, contiene una clausola secondo cui le norme contenute nel Regolamento stesso vengono meno nel momento in cui la Russia entri a fare parte dell'Organizzazione Mondiale del Commercio. Essendo ciò avvenuto proprio nel dicembre scorso, si palesa la necessità di abrogare un Regolamento ormai obsoleto. A ciò si aggiunge la considerazione che l'Unione non ha diritto ad applicare contingenti all'importazione ad altri Paesi OMC, e che qualora lo facesse sarebbe sottoposta a sanzioni o ricorsi. Considerando, infine, che l'ingresso della Russia nell'OMC può rappresentare anche un'importante opportunità per le nostre imprese, il mio voto è stato favorevole.

4-235-101

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu* . – Balsavau už rezoliuciją dėl pasiūlymo dėl Europos Parlamento ir Tarybos reglamento, kuriuo panaikinamas Tarybos reglamentas (EB) Nr. 1342/2007 dėl tam tikrų apribojimų, taikomų tam tikrų plieno gaminių importui iš Rusijos Federacijos, administravimo. 2011 m. gruodžio 16 d. Rusijos Federacija tapo PPO nare ir nuo Rusijos įstojimo į PPO dienos ES neturi teisės toliau taikyti plieno importo kvotų. Rusijai pradėjus laikytis taisyklėmis pagrįstos PPO daugiašalės prekybos sistemos, galima tikėtis, kad ES galės laisviau patekti į Rusijos rinką. Europos Komisijos apskaičiavimais, papildomo eksporto geležies ir plieno sektoriuje vertė bus maždaug 107 mln. EUR per metus. Ji taip pat numato, kad dėl juodųjų metalų laužui taikomų eksporto mokesčių, kurie sumažės nuo 15 proc. šiuo metu iki 5 proc. praėjus penkeriems metams nuo įstojimo datos, ir dėl vietos pramonės vartotojams Rusijoje pritaikytų dujų kainų padidės ES plieno sektoriaus konkurencingumas.

4-235-109

Elisabeth Köstinger (PPE), *schriftlich*. – Ich habe für diesen Bericht gestimmt, da durch Russlands Beitritt zur WTO gewisse Anpassungen im Bereich des Stahlimports in die EU vorgenommen werden müssen, damit ein rechtlicher Rahmen gegeben ist und keine Nachteile für die europäische Wirtschaft entstehen. Zudem kann die EU von einem liberaleren Marktzugang zum russischen Markt profitieren und die Wettbewerbsfähigkeit des Stahlsektors der EU wird aufgrund der Verringerung der Exportzölle verbessert.

4-235-125

Sergej Kozlík (ALDE), *pisomne* – V roku 2010 bolo Rusko najväčším vývozcom ocele do EÚ s viac ako 6,5 milióna ton, čo predstavovalo 24 % dovozu ocele do EÚ. Vzhľadom na vstup Ruska do WTO 16. 12. 2011 však EÚ nemá už právo uplatňovať dovozné kvóty na dovoz ocele. Po vstupe Ruska do WTO sa očakáva, že EÚ získa výhody z voľnejšieho prístupu na ruský trh. Vývoz výrobkov zo železa a ocele do Ruska môže ročne vzrásť o zhruba 107 miliónov EUR. Rastu vývozu týchto výrobkov z EÚ do Ruska môže napomôcť aj zníženie vývozných ciel na železný šrot zo súčasnej sadzby 15 % na 5 % sadzbu, ktorá má byť zavedená do piatich rokov od vstupe Ruska do WTO. Preto som podporil zrušenie nariadenia Rady č.134/2007 o kvotácii dovozu ocele z Ruska.

4-235-250

David Martin (S&D), *in writing*. – I strongly believe that the WTO remains the best guarantor of a rules-based multilateral trading system and express the hope that both its new member - Russia - and the EU will live up to all their commitments within the WTO. I also wish to see the EU-Russia trade relationship develop in full compliance with jointly agreed provisions of existing bilaterally agreements. For these reasons I voted to give consent to the proposed repeal of Council Regulation (EC) No 1342/2007.

4-235-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Concordo sull'abrogazione del precedente regolamento in quanto la Russia è ora membro dell'Organizzazione mondiale del commercio. Concordo altresì con il relatore che auspica uno sviluppo dei rapporti commerciali tra l'UE e la Russia nel pieno rispetto delle disposizioni comunemente concordate degli accordi bilaterali esistenti. Il mio voto è favorevole.

4-236-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport avalise la levée des quotas d'importation de produits sidérurgiques russes en Europe. Ce faisant, il favorise les grands groupes comme Arcelor Mittal, qui délocalisent en Russie et ferment des hauts fourneaux en France et en Belgique. Aucune considération ni sociale ni écologique n'a évidemment prévalu à cette décision.

Je vote contre ce texte contraire à la planification écologique que je promeus et contre la relocalisation de la sidérurgie qu'il suppose.

4-236-250

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Com a adesão da Rússia ao sistema comercial multilateral baseado em normas da OMC, a UE pode vir a beneficiar de um acesso mais liberal ao mercado russo. O aumento das exportações adicionais poderão vir a ascender a

aproximadamente 107 milhões de euros por ano só no sector do ferro e do aço. A partir de agora, mesmo que subsistam eventuais obstáculos ao comércio bilateral de produtos siderúrgicos, estes serão mínimos e aplicáveis apenas no domínio exclusivo das normas da OMC que regem aspectos como tarifas, medidas de defesa comercial aplicáveis, normas técnicas, procedimentos aduaneiros específicos, etc. Com esta adesão, é necessário um maior controlo e a eliminação cuidadosa dos obstáculos ao comércio e ao investimento que ainda possam subsistir por parte da Rússia. É minha convicção que a OMC continua a ser o melhor garante de um sistema comercial multilateral baseado em normas; espero, assim, que tanto o seu novo membro, a Rússia, como a UE cumpram todos os seus compromissos no quadro da OMC. Gostaria também de ver a relação comercial UE-Rússia desenvolver-se, visando o pleno cumprimento das disposições acordadas conjuntamente em vários acordos bilaterais.

4-236-375

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – La UE y la Federación Rusa mantienen un acuerdo desde 2001 sobre el comercio de determinados productos siderúrgicos, relativo a la gestión de ciertas restricciones a las importaciones de determinados productos siderúrgicos rusos. Puesto que en diciembre de 2011 Rusia entró a formar parte de la OMC, la UE perdió el derecho a aplicar estas restricciones. Mantener este reglamento suponía una violación de las normas de la OMC, por eso la UE propone derogar el mismo. El informe señala que la entrada de Rusia en la OMC comportará beneficios para la UE puesto que ésta pasará a tener un acceso más libre al mercado ruso. Además, el levantamiento de las restricciones y la apertura total del mercado comportará en aumento de las deslocalizaciones puesto que los productos siderúrgicos producidos en Rusia serán más baratos en Europa. Por todo ello, he votado en contra.

4-236-500

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – As Russia became a member of the WTO in December last year, the EU no longer has the right to apply steel imports quotas on such products from Russia. This regulation brings EU legislation into line with Russia's WTO accession. The Commission estimates that this will be worth approximately EUR 107 million per year in exports and that the competitiveness of the EU steel sector will be increased due to the reduction of export duties. I support Russia's accession to the WTO and hope it will stand by the commitments it has given in that regard.

4-237-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Im Anschluss an das bestehende Partnerschafts- und Kooperationsabkommen mit Russland wurde im Oktober 2001 ein Abkommen über den Handel mit bestimmten Stahlerzeugnissen aus der Russischen Föderation abgeschlossen. Dabei wurden Kontingente für die Stahl-Einfuhr in die EU festgelegt. Mit dem Beitritt Russlands zur WTO hat die EU kein Recht mehr, diese Einfuhrkontingente anzuwenden, da ja die multilateralen Handelsregelungen Anwendung finden, mit denen Aspekte wie Zölle, anwendbare handelspolitische Schutzmaßnahmen, technische Standards, spezifische Zollabwicklungsverfahren usw. geregelt werden. Um den WTO-Regeln zu genügen, will die EU daher das Stahlabkommen EU-Russland aufheben. Im vorliegenden Fall erachte ich die WTO-Regeln für nicht sinnvoll. Aufgrund der zu erwartenden Auswirkungen auf die europäische Stahlindustrie – für deren Schutz die EU keine entsprechenden Maßnahmen gesetzt hat – habe ich aus Protest dagegen gestimmt.

4-237-187

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. – Die Russische Föderation wurde am 16. Dezember 2011 Mitglied der WTO. Trotz des WTO-Beitritts müssen aber unbedingt die geltenden Einfuhrkontingente der EU für Stahl aufrechterhalten bleiben. Um den WTO-Regeln zu genügen, will die EU jetzt aber das Stahlabkommen zwischen der EU und Russland aufheben. Die WTO-Regeln halte ich für nicht ausreichend. Die verbleibenden Hindernisse für den Handel und für Investitionen müssen noch einer sorgfältigen Überwachung unterzogen werden, zum Schutz der europäischen Stahlindustrie, da noch keine Schutzmaßnahmen seitens der EU getroffen wurden. Aus diesen Überlegungen heraus habe ich dagegen gestimmt.

4-237-250

Justas Vincas Paleckis (S&D), *in writing*. – The EU welcomes very much the fact Russian Federation has joined WTO. It is big step forward which means significant progress in Russia's move towards market economy and worldwide trade without barriers. WTO rules forbid protectionism and unfair trade practices (such as dumping, etc.) what makes the economy more open, liberal and competitive. I voted in favor of this report, because Russia's membership has even greater importance, since this country is finally moving a big and long awaited step towards liberal evolution. Russia's membership in WTO has big importance for the EU as Russian Federation is the largest EU trade partner in many sectors. EU respects its WTO free trade commitments and welcomes removal of existing import quotas for several steel products from Russian federation. As far as steel sector represents important part not only in EU import, but also export, we envisage bilateral benefits for EU-Russia trade system, significant growth and increase of competitiveness.

4-237-281

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – L'ingresso della Russia nell'Organizzazione Mondiale del Commercio impone all'UE di adeguarsi al nuovo scenario di mercato: l'apertura alla Federazione russa con conseguente limitazione delle restrizioni. Nello specifico, il testo in questione abroga i limiti quantitativi d'importazione nell'UE di acciaio, come previsto dall'accordo di partenariato e cooperazione del 1997. L'apertura in questo senso è sicuramente positiva e considerando che le regole da seguire saranno quelle imposte dall'OMC l'import - export dell'UE sarà in grado di migliorare.

4-237-296

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente proposta de resolução em que se levantam as restrições à importação de aço da Rússia uma vez que estas deixaram de fazer sentido depois da adesão da Rússia à OMC. O levantamento destas restrições permitirá também o incremento das trocas comerciais com a Rússia, nomeadamente a exportação do aço e ferro europeus para aquele país. O eventual incumprimento das normas aplicáveis da OMC por qualquer das partes poderá ser solucionado através dos mecanismos de resolução de conflitos existentes na OMC.

4-237-312

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – No âmbito do acordo de parceria e cooperação, celebrado em 1997, entre a Comunidade Europeia e a Federação da Rússia, foi concluído, no ano de 2007, o acordo sobre o comércio de determinados produtos siderúrgicos. Este acordo foi executado na UE sob a forma de Regulamento que, para além de determinar

um limite quantitativo para as importações de aço, vem também estabelecer a condição de que, caso a Federação da Rússia adira à OMC antes do termo de vigência do acordo, este teria que ser denunciado. Devido à adesão da Rússia ao sistema multilateral baseado em normas da OMC, a manutenção do Regulamento na legislação europeia e consequente preservação do contingente para a importação de produtos siderúrgicos constituiria uma violação das normas da OMC e exporia a UE a possíveis acções judiciais por parte da Rússia. No entanto, a UE pode esperar beneficiar de um acesso mais liberal ao mercado russo, o que estimularia a concorrência e subsequente diminuição dos preços para o consumidor. Por estas razões, votei em sentido favorável.

4-237-375

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. With the accession of Russia to the WTO in December 2011, the EU needs to align specific regulations it maintained bilaterally with the prevailing WTO law. One such regulation concerns quantitative limitations on imports of certain steel products, especially flat-rolled sheets, from Russia which have been in existence since 2007 (EC Regulation 1342/2007). Steel imports from Russia account for about 25 % of all EU steel imports, half of which are semi-finished products input into the EU steel industry. In turn, half of this half has so far been subject to import quotas (around 1.5 mio tonnes of steel). Quantitative restrictions were in place to protect the EU steel industry. The end of quantitative import restrictions will reshuffle the EU's steel-industry landscape somewhat, since Russian flat-rolled sheets are less expensive than sheets made in the EU. However, this will be compensated for by better access to steel scrap from Russia and lower tariffs for EU exports of finished steel products to Russia.

4-237-406

Matteo Salvini (EFD), *per iscritto*. – Il mio voto favorevole a questo provvedimento non è solo un atto dovuto. In effetti, le regole del WTO impongono all'Unione Europea di rimuovere le regole che impongono restrizioni all'importazione di prodotti da altri Membri dell'organizzazione mondiale del commercio. Dal momento che la Russia è entrata nel WTO, se non avessimo cominciato con il voto di oggi a rimuovere certe norme, saremmo andati incontro a sicure sanzioni commerciali che avrebbero danneggiato il nostro sistema produttivo e le nostre aziende.

4-237-437

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Dal momento che la Russia ha aderito al WTO lo scorso 16 dicembre 2011, l'UE non ha più alcun diritto di imporre le quote sulle importazioni di acciaio in base al regolamento (CE) n° 1342/2007 e quindi il perpetuarsi di tali contingenti costituirebbe una violazione delle norme dell'OMC ed esporrebbe l'Unione europea ad azioni legali da parte della Russia. Io ho votato favorevolmente a questo testo, siccome è molto probabile che con l'abrogazione del regolamento europeo, l'UE possa beneficiare di un accesso più liberalizzato al mercato russo nel settore siderurgico. Rimarranno ancora restrizioni minori alle importazioni bilaterali, ma queste non dovrebbero, a mio avviso, comportare ostacoli nell'ambito delle regole imposte dall'OMC. Si prevede che le esportazioni europee siderurgiche e metallurgiche potrebbero beneficiare di un aumento di circa 107 milioni di euro ogni anno, il che è a vantaggio delle nostre imprese che lavorano nel settore.

4-237-500

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – There will always exist trade and investment barriers between the Russian Federation and the European Union. The WTO is the best advocate of a rules-based multilateral trading system. The accession of Russia in the WTO can benefit the EU and this is the focus of this report to which I fully agree. Therefore I voted in favor of it. Its adoption will improve the trade relationship between the Russian Federation and the European Union to reach full compliance.

4-237-625

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Panie Przewodniczący, Szanowni Państwo! Federacja Rosyjska jest dla Unii Europejskiej poważnym partnerem handlowym. Ograniczenia w zakresie przywozu niektórych wyrobów stalowych z Rosji do tej pory wynikały z tego, iż Federacja Rosyjska pozostawała poza granicami Światowej Organizacji Handlu. Jak Państwo doskonale wiecie głównym zadaniem Światowej Organizacji Handlu jest liberalizacja handlu międzynarodowego w zakresie dóbr i usług, a także wspieranie handlu oraz rozstrzygnięcie ewentualnych sporów, które mogą pojawić się na tym polu. Państwa członkowskie należące do WTO muszą dostosować swoje wewnętrzne prawo do norm wyznaczonych przez Organizację. Przystąpienie Rosji do WTO pod koniec grudnia 2011 r. spowodowało, że Wspólnota Europejska nie może stosować kontyngentów na wyżej wymienione dobra. Liberalizacja handlu szczególnie w obecnym czasie, czasie kryzysu gospodarczego, z pewnością może pozytywnie wpłynąć nie tylko na stosunki UE-Rosja, ale także przyczyni się w pewnym stopniu (w dłuższej perspektywie) do polepszenia obopólnej sytuacji gospodarczej.

4-237-812

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Tendo a Rússia tornado-se membro da OMC, em dezembro de 2011, a União Europeia perdeu o direito a aplicar o Acordo sobre o comércio de determinados produtos siderúrgicos, relativo à gestão de certas restrições às importações de determinados produtos siderúrgicos originários da Rússia. A manutenção deste regulamento e a consequente preservação do contingente para a importação de produtos siderúrgicos constituiria uma violação das normas da OMC e exporia a UE a ações judiciais por parte da Rússia. Assim, a UE tem que revogar o acordo atualmente em vigor. Não concordamos com os princípios políticos que estão subjacentes ao relatório, nomeadamente a sujeição às regras da OMC e toda a filosofia de comércio internacional implícita.

4-238-000

Raccomandazione: Zbigniew Ziobro (A7-0087/2012)

4-238-125

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, pois partilho a opinião do relator, o qual considera que o texto do Conselho promove uma reforma positiva relativamente à forma como o JO é publicado, reforçando a segurança jurídica e providenciando um melhor acesso dos cidadãos aos atos jurídicos da União Europeia. Hoje em dia, praticamente todos os utilizadores consultam apenas a versão eletrónica dos atos jurídicos da UE. O facto de as versões eletrónicas dos atos jurídicos não serem juridicamente vinculativas é, em si, inaceitável e cria incerteza quanto ao conteúdo exato dos atos jurídicos da UE atualmente disponíveis na base de dados EUR-LEX. Além disso, consultar a versão

impressa do Jornal Oficial é um processo moroso e dispendioso e poucos utilizadores o fazem. A reforma reforçará, portanto, a segurança jurídica e diminuirá os custos de acesso para cidadãos e empresas. Todas essas reformas devem ser calorosamente acolhidas na UE. Uma União Europeia menos burocrática, mais facilitada e mais acessível só promoverá o progresso económico.

4-238-218

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu reglamento projektui. Oficialiojo leidinio elektroninės versijos skelbimą prilyginti galiojančiam Oficialiojo leidinio skelbimui yra sveikintina reforma, suteiksianti piliečiams daugiau galimybių gauti ES teisės aktus, padidinsianti teisinį tikrumą ir sumažinsianti prieigos išlaidas vartotojams ir verslui. Šiuo metu beveik visi naudojami tik elektroninio pavidalo ES teisės aktais, ir tai, kad jų elektroninės versijos nėra teisiškai privalomos, yra nepriimtina ir sukuria netikrumą dėl EUR-LEX duomenų bazėje esančių ES teisės aktų tikslaus turinio.

4-238-234

Elena Băsescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea acestei rezoluții, deoarece lărgirea accesului la legislația UE reprezintă un element important pentru a asigura transparența și comunicarea cu cetățenii. Considerarea ediției electronice a Jurnalului Oficial (JO) al Uniunii Europene drept versiunea oficială, autentică, actualizată și completă va avea drept consecință și o sporire a securității juridice. În același timp, această măsură va permite evitarea costurilor considerabile legate de publicarea versiunii tipărite a JO, reprezentând o economie binevenită pentru bugetul comunitar. Având în vedere contextul economic actual și dificultățile cu care se confruntă atât o serie de state membre, cât și cetățenii, este important ca instituțiile europene să elimine cheltuielile inutile sau care pot fi evitate, identificând modalități practice pentru a face economii. Publicarea electronică a JO al Uniunii Europene reprezintă un exemplu care ar trebui să fie urmat și de alte măsuri și inițiative similare.

4-238-250

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Jurnalul Oficial al Uniunii Europene este un periodic cu apariție zilnică în toate limbile oficiale ale UE și publică toate deciziile UE și propunerile de legi, în format scris și electronic. Hotărârea din 2007 a Curții de Justiție, care prevedea că nu pot fi invocate drepturile legale și nu se pot aplica obligațiile pe baza versiunii electronice a JO, conduce la suspiciuni cu privire la conținutul precis al actelor juridice ale UE disponibile în prezent în baza de date EUR-LEX. Consultarea edițiilor tipărite ale Jurnalului Oficial reprezintă un proces care consumă timp, este costisitor și, nu în ultimul rând, este folosit de foarte puțini utilizatori. Toate reformele care au ca scop sporirea securității juridice și scăderea cheltuielilor de acces pentru cetățeni și întreprinderi consider că sunt binevenite mai ales în această perioadă de criză economică ce afectează UE.

4-238-500

Vito Bonsignore (PPE), *per iscritto*. – Ricerche indipendenti dimostrano che il cosiddetto “digital divide” è, in larga parte, un problema superato in tutti i segmenti di età, ponderando istruzione e volume delle interazioni. Viviamo in un mondo con oltre 600 milioni di siti web e molta parte delle interazioni con il governo e le pubbliche amministrazioni è condotta ormai su internet. Secondo Eurostat, nel 2009 almeno il 65% delle imprese europee ha utilizzato modalità di e-government, percentuale che sale all’83% per le grandi società.

L'OCSE ha più volte indicato lo sviluppo dell'e-government come un asse principale per perfezionare processi di trasparenza e semplificazione. Imporre onerose procedure di consultazione su supporto cartaceo a una società che, ormai, vive, comunica e si informa sul digitale e ad esso affida snodi essenziali alla propria esistenza quotidiana, dai mercati finanziari alla telemedicina, appare come un retaggio superato, da correggere con urgenza, considerandone le diffuse ricadute negative, per esempio sull'economia e sull'impresa, in termini di incertezza del diritto e di conseguente freno agli investimenti, agli scambi e allo sviluppo. Pertanto approvo la raccomandazione e auspico che il nuovo regolamento del Consiglio entri rapidamente in vigore.

4-238-750

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – É fundamental que os cidadãos europeus tenham um acesso simples e fiável aos atos jurídicos da União Europeia. A versão eletrónica do Jornal Oficial permite esse tipo de acesso e é um instrumento crucial de informação da União Europeia. A consulta da versão impressa do Jornal Oficial é um processo moroso e dispendioso a que poucos utilizadores recorrem. A circunstância de as versões eletrónicas dos atos jurídicos não serem juridicamente vinculativas tem de ser ultrapassada pois cria incerteza quanto ao conteúdo exato dos atos jurídicos da EU. Votei favoravelmente esta proposta de resolução por a mesma contribuir para a segurança jurídica e a diminuição dos custos de acesso dos cidadãos e das empresas aos atos jurídicos da União Europeia.

4-238-812

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – L'integrazione europea passa anche attraverso il riconoscimento del ruolo svolto dalle istituzioni dell'Unione. A mio parere, le azioni promosse da queste istituzioni non godono di adeguata visibilità a livello nazionale. Ritengo perciò necessario uno sforzo per promuovere politiche di trasparenza, e rendere la documentazione ufficiale facilmente accessibile a tutti i cittadini europei. La pubblicazione in forma elettronica della Gazzetta Ufficiale è già una realtà, e rappresenta oggi la forma prevalente di consultazione. La Corte di Giustizia ha tuttavia chiarito che, in mancanza di una base giuridica, la pubblicazione su internet non gode di valore legale, e non possono dunque essere fatti valere diritti ed obblighi ad essa connessi. Il conferimento del valore legale alla versione elettronica della Gazzetta comporta un significativo aumento di trasparenza, perché sarà immediatamente e gratuitamente accessibile a tutti, e le informazioni in essa contenute saranno affidabili e vincolanti. Ritengo doveroso rendere le informazioni ufficiali accessibili al più vasto pubblico possibile, e ho perciò espresso parere favorevole alla relazione sulla pubblicazione in forma elettronica della Gazzetta Ufficiale dell'Unione Europea. Colgo inoltre l'occasione per sottolineare l'importanza dell'attuazione dell'agenda digitale indicata nella Strategia "Europa 2020", promuovendo l'accesso alla connessione internet ad alta velocità a tutti i cittadini europei.

4-238-875

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Par souci d'efficacité, l'administration doit passer à l'ère numérique. C'est le gage d'une administration rapide, accessible, et sûre pour tous les citoyens européens. C'est aussi un moyen de limiter le coût des démarches administratives. En approuvant le projet de règlement, le Parlement permet à l'édition en ligne du Journal officiel de l'Union européenne d'être une "source officielle et authentique". Cela facilitera les démarches des citoyens, et c'est pourquoi je me suis exprimée en faveur de ce rapport.

4-238-937

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – La version électronique du Journal officiel de l'Union européenne possédera dorénavant un caractère juridiquement contraignant. Il s'agit d'une avancée importante pour la démocratie européenne, qui consacre notre volonté de rendre visible les textes législatifs de l'Union, désormais accessibles au plus grand nombre. Cette innovation, qui simplifie le travail de l'UE, permet dans le même temps de réaliser des économies via la suppression du support papier, gage d'une plus grande efficacité dans la gestion des ressources financières.

4-239-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai apporté mon soutien à ce nouveau règlement, qui consacre l'édition électronique du Journal officiel comme seule version authentique du JO, en remplacement de la version papier. Ce texte favorise en effet un meilleur accès des citoyens au droit européen, en reconnaissant le rôle majeur joué aujourd'hui par les nouvelles technologies de l'information, dont l'internet, pour la diffusion du droit européen. La réduction des tirages papier du JO qui en résultera permettra en outre, à terme, de faire des économies et de réduire l'impact environnemental de l'activité des institutions européennes.

4-239-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente esta recomendação por considerar que o texto do Conselho pressupõe uma reforma positiva da forma como o Jornal Oficial da União Europeia é publicado, contribuindo para melhorar o acesso dos cidadãos Europeus à legislação da UE.

4-239-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A presente proposta pretende tornar a edição eletrónica do Jornal Oficial da UE (JO), enquanto versão oficial, autêntica, atualizada e completa. Estas alterações são de natureza meramente técnica e, na minha opinião, são de saudar. Conferir um caráter oficial e autêntico à edição eletrónica do JO providenciará um melhor acesso dos cidadãos aos atos legislativos da União Europeia, reforçando a segurança jurídica e diminuindo os custos de acesso para cidadãos e empresas, uma vez que a consulta em linha de uma edição oficial e autêntica será sempre gratuita.

4-239-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A transmissão de dados e a circulação de informação oficial através da internet e a consciencialização ambiental da necessidade de se reduzir o abate de árvores destinadas à indústria do papel levaram a que muitas empresas e organismos públicos reduzissem as suas comunicações em suporte de papel optando pela via eletrónica. Todavia, quanto à validade jurídica dessas notificações, foram várias as vozes que manifestaram as suas reservas devido à inexistência de legislação que o permitisse. Um acórdão de 2007 do Tribunal de Justiça Europeu declara que *os direitos não são oponíveis e que as obrigações não podem ser executadas com base na versão eletrónica do JO* (Jornal Oficial da União Europeia). Para ultrapassar este problema, a Comissão apresentou, no dia 4 de abril de 2011, uma proposta visando aumentar a segurança jurídica, alargando o acesso à legislação da UE e permitindo a utilização da edição eletrónica do JO, enquanto versão oficial, autêntica, atualizada e completa, por qualquer pessoa. Votei favoravelmente a presente proposta de regulamento do Conselho relativo à publicação eletrónica do JO da

UE, uma vez que as alterações são de natureza técnica, reforçam a segurança jurídica e permitem um melhor acesso dos cidadãos aos atos jurídicos da UE.

4-240-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório propõe que a edição eletrónica do Jornal Oficial (JO) da UE passe a ser a versão oficial, autêntica, atualizada e completa, por oposição à edição impressa que passará a ter valor jurídico apenas em casos excecionais e temporários de perturbação imprevisível da publicação eletrónica. A alteração regulamentar agora proposta reforça a segurança jurídica.

Hoje em dia, a maioria dos utilizadores consultam apenas a versão eletrónica dos atos jurídicos da UE. Como refere o relator, o facto de as versões eletrónicas dos atos jurídicos não serem juridicamente vinculativas é, em si, problemático e cria incerteza quanto ao conteúdo exato dos atos jurídicos da UE, atualmente disponíveis na base de dados EUR-LEX. Acresce que consultar a versão impressa do Jornal Oficial é um processo moroso e dispendioso, pelo que poucos utilizadores o fazem.

A proposta tem, além disso, uma inegável vantagem em termos ambientais. Sendo positiva, esta alteração não apaga a necessidade de continuar a melhorar o acesso de toda a população a documentação pública oficial relevante, tendo em conta as dificuldades e limitações que ainda persistem a este nível.

4-241-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* – Komisia predstavila daný návrh v apríli 2011 s cieľom zlepšiť právnu istotu rozšírením prístupu k právnym predpisom EÚ a umožniť každému spoľahnúť sa na elektronické vydanie Úradného vestníku (ÚV) Európskej únie ako na úradnú, autentickú, aktualizovanú a kompletnú verziu. Návrh preto stanovuje, že elektronické vydanie bude predstavovať platné vydanie ÚV, pričom vo výnimočných a časovo obmedzených prípadoch nečakaného prerušenia elektronického vydania by malo právnu hodnotu tlačené vydanie. Elektronické zverejňovanie ÚV bolo jednou z priorít maďarského predsedníctva od januára do júla 2011 vo vzťahu k významu prístupu verejnosti k právnym predpisom Únie. Avšak vzhľadom na výhrady Rady k postupom vnútroštátneho parlamentného preskúmania bola formálna žiadosť Rady o súhlas Európskeho parlamentu poslaná až 13. marca 2012. Text Rady poskytuje vítanú reformu spôsobu, ktorým sa zverejňuje ÚV, pretože zaručuje zvýšenie právnej istoty a lepší prístup občanov k právnym aktom Únie. V súčasnosti takmer každý používateľ konzultuje elektronickú verziu právnych aktov EÚ. Je neprijateľné, že elektronická verzia právnych aktov nie je právne záväzná. Konzultácia tlačených verzií úradného vestníka je časovo náročný a nákladný postup, ktorý vykonávajú iba niektorí používatelia. Reforma preto zvýši právnu istotu a zníži náklady prístupu občanov a podnikov. Zastávam názor, že všetky takéto reformy by mala EÚ privítať.

4-241-250

Lorenzo Fontana (EFD), *per iscritto*. – Ritengo che la presente relazione sia da appoggiare pienamente, in nome di quella trasparenza e vicinanza ai cittadini tanto richiesta alle Istituzioni Europee. Rendere vincolante anche la pubblicazione in formato elettronico della Gazzetta Ufficiale dell'Unione Europea, attribuendole valore autentico e la capacità di produrre effetti giuridici, garantirà un accesso più rapido ed economico alla stessa e promuoverà lo sviluppo di un mercato interno del digitale. Considerando, inoltre, che la

relazione non trascura gli aspetti relativi alla tutela della autenticità, integrità e inalterabilità della pubblicazione elettronica della Gazzetta Ufficiale, il mio voto è stato favorevole.

4-241-281

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. – I voted in favour of this report which improves accessibility for citizens to the EU's bodies and increases legal certainty.

4-241-312

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau rezoliucijai dėl Tarybos reglamento dėl Europos Sąjungos oficialiojo leidinio elektroninės versijos paskelbimo projektui. Kaip žinia, Komisija savo pasiūlymą pateikė 2011 m. balandžio 4 d. siekdama sutvirtinti teisinį tikrumą išplečiant galimybę susipažinti su ES teise ir sudaryti sąlygas kiekvienam asmeniui pasikliauti *Europos Sąjungos oficialiojo leidinio* (OL) elektroniniu leidimu kaip oficialia, autentiška, aktuali ir išsamia versija. Todėl pasiūlyme numatoma, kad elektroninės versijos paskelbimas prilygs galiojančiam Oficialiojo leidinio paskelbimui. Vis dėlto išskirtiniais ir trumpalaikiais nenumatyto elektroninės versijos paskelbimo sutrikimo atvejais spausdintinė versija turėtų teisinę galią.

4-241-375

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – L'introduzione della base giuridica equipollente per il valore legale dei documenti pubblicati nella Gazzetta ufficiale dell'Unione europea in formato elettronico, rappresenta un indiscusso passo avanti verso un'apertura delle istituzioni pubbliche ai propri cittadini. L'aver provveduto a colmare questa lacuna restituisce maggior significato alle altre iniziative intraprese dal Parlamento europeo per rendere il proprio funzionamento, e quello delle altre istituzioni europee, il più possibile trasparente per i cittadini dell'Unione. Ritengo che una base giuridica comune per i documenti legali della Gazzetta Ufficiale era necessaria per poter cogliere pienamente i cambiamenti sociali e tecnologici che si evolvono con sempre più velocità e chiedono pronte risposte alle istituzioni.

4-241-500

Petru Constantin Luhan (PPE), *în scris*. – Poate fi observat din evenimentele pe care le-am susținut că încurajez în totalitate folosirea tehnologiilor moderne, ținând cont, mai ales, de ritmul alert în care societatea se dezvoltă și nevoia de informare constantă pe care cetățenii UE o manifestă cu privire la deciziile luate în cadrul acestor instituții. Publicarea Jurnalului Oficial în variantă electronică este o propunere care vine într-un moment oportun și se pliază pe cerințele populației, întârzierea unei decizii de acest fel nu poate fi decât o eroare. Subliniez că nu doar accesul imediat la documente este important, ci și lipsa incertitudinilor cu privire la conținutul lor. Toți cei care consultă ediția electronică trebuie să fie siguri de autenticitatea informațiilor și veridicitatea lor. Astfel, aspectul pe care îl consider cel mai important din această propunere este legat de oferirea aceluiași caracter oficial textelor publicate în varianta electronică, ca și celor care au apărut până acum în varianta tipărită.

4-241-750

David Martin (S&D), *in writing*. – I consider that the Council text provides for a welcome reform of the way in which the OJ is published, as it provides for increased legal certainty and better access for citizens to legal acts of the European Union. Currently, almost everyone

consults only the electronic form of legal acts of the EU. The fact that electronic versions of legal acts are not legally binding is unacceptable in itself, and creates uncertainty as to the precise content of the legal acts of the EU currently available in the EUR-LEX database. Moreover, the consultation of paper versions of the Official Journal is a time-consuming, costly process, and is carried out by very few users. The reform will thus increase legal certainty and decrease access costs for citizens and businesses. All such reforms should be very welcome in the EU.

4-242-000

Clemente Mastella (PPE), *per iscritto*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, accogliamo con favore questo progetto di regolamento del Consiglio che ha l'obiettivo di rafforzare la certezza giuridica, rendendo più accessibile il diritto comunitario e consentendo a tutti i cittadini di fare affidamento sull'edizione elettronica della *Gazzetta ufficiale* dell'Unione europea (GU) quale versione facente fede, ufficiale, aggiornata e completa. La pubblicazione elettronica equivarrà, pertanto, giuridicamente ad una pubblicazione della GU avente valore legale. Soltanto in casi eccezionali e temporanei di interruzione imprevista della pubblicazione elettronica avrebbe valore legale l'edizione a stampa. Siamo convinti che questo regolamento consentirà un'opportuna riforma delle modalità di pubblicazione della GU, assicurando una maggiore certezza del diritto e un migliore accesso dei cittadini agli atti giuridici dell'Unione europea. La riforma permetterà, inoltre, di accrescere la certezza del diritto e di diminuire i costi di accesso per i cittadini e le imprese.

4-242-250

Marisa Matias (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta recomendação, ao permitir que qualquer pessoa utilize a edição eletrónica do Jornal Oficial da UE (JO), enquanto versão oficial, autêntica, atualizada e completa, reforça a segurança e a certeza jurídicas. Além disso promove um maior acesso à legislação, permitindo um melhor acesso dos cidadãos ao direito europeu e, conseqüentemente, à União Europeia em si, reforçando desse modo a cidadania europeia. Por tudo isto votei favoravelmente.

4-242-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – E' un dato di fatto che la quasi totalità delle persone consulta gli atti giuridici dell'Unione europea in formato elettronico. E' quindi opportuno che ci si adegui ai tempi. La pubblicazione della *Gazzetta ufficiale* in internet assicurerà una maggiore certezza del diritto e faciliterà l'accesso dei cittadini all'attività giuridica dell'Unione europea. Il mio voto è favorevole.

4-242-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Apoio totalmente este novo regulamento, pois reforça a segurança jurídica e providencia um melhor acesso dos cidadãos aos atos jurídicos da União Europeia, estabelecendo que a publicação eletrónica seja equivalente a uma publicação juridicamente válida do Jornal Oficial. Este texto promove de facto um melhor acesso do público à legislação europeia, reconhecendo o papel importante desempenhado hoje pelas novas tecnologias de informação, incluindo a Internet, para divulgação do direito europeu. Esta inovação introduz também economias assinaláveis, bem como reduz o impacto ambiental das atividades das instituições europeias.

4-242-625

Alajos Mészáros (PPE), *írásban* . – Az Európai Unió Hivatalos Lapja elektronikus verziójának hitelességéről szóló rendelet elfogadásával egy újabb lépést teszünk afelé, hogy közelebb hozzuk az uniós intézmények munkáját, ezen belül a jogalkotás eredményét, az uniós polgárokhoz. 2011-ben a magyar elnökség egyik prioritásaként indult el az a jogalkotási folyamat, amelynek parlamenti szakaszát ma lezártuk. A mai felgyorsult világban pénz, energia és idő spórolható meg azzal, ha megbízható elektronikus formában hozzáférhetőek a hivatalos szövegek, nem kivétel ez alól az uniós dokumentáció sem. Egyelőre az EU Hivatalos Lapjának papír-változata az a megjelenési forma, amely a hivatalos és hivatkozható bárki által, megnehezítve ezzel a hatóságok és a polgárok eljárásait. Az elektronikus változat csupán tájékoztató jellegű tartalommal rendelkezik. A jogalkotás eredménye iránt érdeklődő polgárok száma egyre növekszik, ezért is fontos, hogy a Hivatalos Lap elektronikus változatában közzétett szövegekre teljes mértékben támaszkodni tudjanak az azt olvasók. Mióta 1998-tól elektronikus változatban is elérhető az EU Hivatalos Lapja, évente számottevően csökkent a papír-előfizetések száma. Azzal, hogy hitelessé válik az elektronikus Hivatalos Lap, növekszik a jogbiztonság, átláthatóbbá válik az uniós intézmények munkája és számos, az uniós joggal dolgozó polgár élete válik egyszerűbbé, továbbá javul a közigazgatás hatékonysága. A jelentést annak néppárti árnyék-jelentéstevőjeként szavazatommal támogattam.

4-242-656

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito* . – Este informe propone que la versión electrónica del Diario Oficial (DO) de la UE pase a ser la versión oficial, la auténtica, actualizada y completa, en lugar de la versión impresa, que pasará a tener valor jurídico solo en casos excepcionales o temporales de perturbación imprevisible de la versión electrónica. Esta modificación propuesta en el informe refuerza la seguridad jurídica, además de tener un importante impacto positivo en el medio ambiente, por lo que he votado a favor del informe.

4-242-687

Alexander Mirsky (S&D), *in writing* . – The proposal suggests that electronic publication of the EU's Official Journal is consistent with actual publication of the Official Journal and that the electronic version is considered as the official, updated and full version. In exceptional cases and temporary unforeseen disruptions of the electronic issue, the printed version will have legal force.

4-242-718

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich* . – Das Amtsblatt der Europäischen Union ist ein täglich in allen Sprachen der EU erscheinendes Printprodukt, das als offizielles Veröffentlichungsblatt der EU zu sehen ist. Es besteht aus zwei zusammenhängenden Reihen (Reihe L "Rechtsvorschriften" und Reihe C "Mitteilungen und Bekanntmachungen") sowie einem Zusatz (Reihe S "Bekanntmachungen öffentlicher Aufträge"). Die Reihe C umfasst außerdem einen ausschließlich elektronischen Teil, das AB1. EC-Dokumente, die im Abl. erscheinen, werden nur elektronisch veröffentlicht. Ich habe mich meiner Stimme enthalten, da aus dem Bericht nicht klar hervorgeht, welche Verbesserung durch eine Änderung der Verordnung erreicht werden könnte.

4-242-726

Elisabeth Morin-Chartier (PPE), *par écrit*. – La proposition de la Commission européenne, qui renforce la sécurité juridique et améliore l'accès des citoyens aux actes juridiques de l'Union européenne, a été approuvée à une large majorité. L'édition électronique du Journal officiel (JO) constituera la version en bonne et due forme, officielle et authentique du JO. L'Union européenne doit être transparente, et faciliter l'accès des citoyens européens aux mesures législatives qu'elle adopte car l'Europe vous concerne directement.

4-242-734

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult*. – Andsin nõusoleku nõukogu määruse eelnõule, mille järgi tuleks anda õigusjõud elektroonilisele Euroopa Liidu Teatajale võrdselt selle trükiversiooniga. Täna teeb suurem osa Euroopa Liidu Teataja kasutajatest oma päringud selle elektroonilises keskkonnas (EUR-LEX) ning on kummaline, et kuigi meil on olemas online-andmebaas, mille kaudu on kõik Euroopa Liidu õigusaktid kättesaadavad, ei oma võrguversioonile viitamine õiguslikku alust. See tähendab, et kehtivate õigusaktide kohta peab infot otsima Euroopa Liidu Teataja paberversioonist, mis on aeganõudev, kulukas ning ajale jalgu jäänud variant. Selle määruse võimalikult kiire vastuvõtmine lihtsustab EL-i õigusaktides orienteerumist ning väldib otsimistöõ põhjendamatu dubleerimist.

4-242-742

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – Il libero accesso dei cittadini alle informazioni e la diffusione e pubblicazione delle normative europee sono alla base di questo progetto del Consiglio relativo alla pubblicazione elettronica della Gazzetta ufficiale dell'Unione europea. Accedere più agevolmente al diritto dell'UE renderà più facile la comprensione e la certezza del diritto comunitario per tutti i cittadini; inoltre, i testi pubblicati elettronicamente avranno valore legale e saranno consultabili in qualsiasi momento. Un'ottima idea per comunicare più velocemente e in maniera chiara ai cittadini europei l'operato delle istituzioni.

4-242-750

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), *γραφτώς*. – Το έλλειμμα της δημοκρατίας στην Ευρώπη σε μεγάλο βαθμό οφείλεται και στην μη επαρκή αξιοποίηση των δυνατοτήτων που προσφέρουν οι νέες τεχνολογίες και ακολούθως η ηλεκτρονική διακυβέρνηση. Παρ' όλα αυτά, για λόγους νομικής βάσης, η ηλεκτρονική δημοσίευση της επίσημης εφημερίδας της Ε.Ε. καθυστέρησε. Προκειμένου να ξεπεραστούν τα εμπόδια αυτά, ώστε όλοι οι πολίτες να έχουν άμεση πρόσβαση στις ευρωπαϊκές αποφάσεις, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο πρότεινε την αξιοποίηση της ρήτρας ευελιξίας (άρθρο 352 ΣΛΕΕ) ως ενδεδειγμένη απάντηση στα νομικά ερωτηματικά που προέκυψαν από αρκετά κράτη μέλη. Για το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, η ηλεκτρονική δημοσίευση των νομικών πράξεων της ΕΕ, που είναι επί του παρόντος διαθέσιμες στη βάση δεδομένων EUR-LEX, είναι βεβαίως παραπάνω από ευπρόσδεκτη και εμπεριέχει την πεποίθηση ότι η μεταρρύθμιση αυτή θα ενισχύσει τη νομική βεβαιότητα και θα μειώσει τις δαπάνες πρόσβασης για τους πολίτες και τις επιχειρήσεις. Για αυτούς τους λόγους υπερψήφισα την παρούσα έκθεση.

4-242-875

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A transparência é um valor fundamental para o sucesso do projeto europeu e para o envolvimento dos cidadãos nesta causa. Na verdade, é indispensável que os cidadãos europeus tenham um acesso rápido e fiável aos

atos jurídicos da União Europeia. A versão eletrónica do Jornal Oficial permite esse tipo de acesso e é um instrumento crucial de informação da União Europeia. Para se poder avançar neste processo importa ultrapassar o facto de as versões eletrónicas dos atos jurídicos não serem juridicamente vinculativas. Essa circunstância cria incerteza quanto ao conteúdo exato dos atos jurídicos da União Europeia. Votei favoravelmente esta proposta de resolução pelos factos apontados e por considerar que com este regulamento se pretende contribuir para a segurança jurídica e para a diminuição dos custos de acesso dos cidadãos e das empresas aos atos jurídicos da União Europeia.

4-243-000

Fiorello Provera (EFD), *per iscritto*. – Mi congratulo con il collega Ziobro per il suo lavoro su questo nuovo regolamento che prevede la pubblicazione elettronica della *Gazzetta ufficiale* dell'Unione europea, in modo da garantire un accesso più rapido e economico alle informazioni ufficiali. Se è vero che bisogna stabilire delle norme che assicurino l'autenticità, l'integrità e l'inalterabilità della pubblicazione elettronica della *Gazzetta Ufficiale*, è anche vero che nell'epoca di internet e della rivoluzione digitale non si può negare ai cittadini europei un accesso illimitato e in tutte le lingue ufficiali alle norme del diritto.

4-243-125

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Este relatório versa, essencialmente, sobre a proposta da Comissão dos Assuntos Jurídicos que pretende que a publicação eletrónica seja equivalente a uma publicação juridicamente válida do Jornal Oficial, sendo que apenas em casos excecionais e temporários de perturbação imprevisível da publicação eletrónica, poderá apenas a edição impressa ter valor jurídico. Cumpre salientar que o antecedente que deu azo à intenção de se proceder a esta alteração data de 2007, altura em que o TJ proferiu uma sentença que declara que os direitos não são oponíveis e que as obrigações não podem ser executadas com base na versão eletrónica do JO. Trata-se assim, de uma reforma positiva relativamente à forma como o JO é publicado, pois reforça a segurança jurídica e providencia um melhor acesso dos cidadãos aos atos jurídicos da União Europeia até porque, hoje em dia, praticamente todos os utilizadores consultam apenas a versão eletrónica dos atos jurídicos da UE. Além disso, consultar a versão impressa do Jornal Oficial é um processo moroso e dispendioso e poucos utilizadores o fazem. A reforma reforçará, portanto, a segurança jurídica e diminuirá os custos de acesso para cidadãos e empresas.

4-243-250

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. Consent should be given to this proposal for a Council regulation in order for it to enter into force as soon as possible. The Council text provides for a welcome reform of the way in which the Official Journal is published, as it provides for increased legal certainty and better access for citizens to legal acts of the EU.

4-243-500

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore di questo testo perché considero prioritario il rafforzamento della certezza giuridica rendendo più accessibile il diritto dell'UE e consentendo a tutti di fare affidamento sull'edizione elettronica della *Gazzetta ufficiale* dell'Unione europea. Considerando che attualmente la quasi totalità delle persone consulta gli atti giuridici dell'UE esclusivamente in formato elettronico, è inaccettabile che tale

versione non sia giuridicamente vincolante. Inoltre, la consultazione della versione cartacea della Gazzetta ufficiale è un processo lungo e costoso, effettuato da un numero molto ridotto di utenti. Ritengo dunque che la riforma possa permettere di accrescere la certezza del diritto e di diminuire i costi di accesso per i cittadini e le imprese.

4-243-750

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Occorre rafforzare la certezza giuridica rendendo più accessibile il diritto dell'Unione Europea, mettendo tutti nelle condizioni di fare affidamento sull'edizione elettronica della Gazzetta ufficiale dell'Unione europea quale versione facente fede, ufficiale, aggiornata e completa. Con questo voto si stabilisce il principio secondo il quale la pubblicazione elettronica equivarrà pertanto a una pubblicazione della Gazzetta ufficiale avente valore legale. Soltanto in casi eccezionali e temporanei di interruzione imprevista della pubblicazione elettronica avrebbe valore legale l'edizione a stampa. In questo modo si assicurerà una maggiore certezza del diritto e un migliore accesso dei cittadini agli atti giuridici dell'Unione europea. Attualmente la quasi totalità delle persone consulta gli atti giuridici dell'Unione europea esclusivamente in formato elettronico. Il fatto che la versione elettronica non sia giuridicamente vincolante è inaccettabile in sé ed è fonte di una incertezza da abbattere.

4-244-000

József Szájer (PPE), *írásban*. – Az Európai Unió Hivatalos Lapjának elektronikus kiadása már az elmúlt évben is – az uniós jogszabályokhoz való nyilvános hozzáférés fontossága miatt – a magyar elnökség prioritásai között szerepelt. Elfogadhatatlannak tartom, hogy a jogszabályok elektronikus változata nem bír jogilag kötelező erővel. Ez ugyanis jogbizonytalanságot szül az EUR-LEX adatbázisban jelenleg elérhető uniós jogszabályok pontos tartalmával kapcsolatban. Sajnálatos, hogy az eljárás jogalapja körüli viták miatt mindezidáig nem került az EP plénuma elé ez a jelentés. Vitathatatlan, hogy a digitalizálódott világ elvárásaihoz az Uniónak is alkalmazkodnia kell. Szavazatommal támogatom, hogy az elektronikus közzétételre vonatkozó javaslat a lehető legrövidebb időn belül hatályba léphessen.

4-244-125

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru raportul referitor la proiectul de regulament al Consiliului privind publicarea electronică a Jurnalului Oficial al Uniunii Europene. Propunerea de regulament prevede faptul că publicarea electronică va fi echivalentă cu publicarea conformă cerințelor legale a Jurnalului Oficial al Uniunii Europene (JO). În 2011, Comisia a adoptat propunerea de regulament cu scopul de a spori securitatea juridică prin lărgirea accesului la legislația UE și permițând tuturor să se bazeze pe ediția electronică a JO ca versiune oficială, autentică, actualizată și completă. Propunerea abordează, de asemenea, cerințele tehnice pe care trebuie să le respecte publicarea electronică pentru a echivala cu publicarea conformă și stabilește competențele Oficiului pentru Publicații al Uniunii Europene (OPOCE) în acest domeniu. Cu toate acestea, în cazuri excepționale și temporare de întreruperi neprevăzute ale publicării electronice, ediția tipărită va avea valoare juridică. Consider necesară creșterea securității juridice și îmbunătățirea accesului cetățenilor la actele juridice ale Uniunii Europene. În prezent, aproape toată lumea consultă doar forma electronică a actelor juridice ale UE. Consultarea edițiilor tipărite ale Jurnalului Oficial este un proces care consumă timp, este costisitor și este practicat de foarte puțini utilizatori.

4-244-250

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The "implied competence" theory is not used very often. On the other hand, the EU mainly uses the ordinary legislative procedure. The rapporteur states that there is no legal basis applicable (in the case of publications for the Union) which provides for the use of a specific decision-making procedure. He therefore, suggested the use of the "flexibility clause" as in Article 352 TFEU and therefore this report has to be supported. Its adoption will improve the electronic version of the OJ, as electronic versions of legal acts are not legally binding and will eliminate the paper versions of the OJ.

4-244-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório propõe alterações de natureza meramente técnica, de modo a que a edição electrónica do Jornal Oficial da UE passe a ser a versão oficial, autêntica, actualizada e completa, por oposição à edição impressa que passará a ter valor jurídico apenas em casos excepcionais e temporários de perturbação imprevisível da publicação electrónica. Este novo procedimento poderá ser positivo ao nível da garantia de um maior acesso do público à informação, neste caso, à legislação produzida pela UE.

4-245-000

Relazione: Cecilia Wikström (A7-0151/2012)

4-245-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, tendo em conta que, por carta de 7 de outubro de 2011, as autoridades romenas declararam que: dado que Vadim Tudor não foi detido, preso ou objeto de busca, não havendo necessidade de procurar obter o consentimento do Parlamento Europeu. Uma vez que os factos do caso não estão relacionados com votos ou opiniões políticas expressos no exercício das suas funções, e que Vadim Tudor não foi detido, preso ou objeto de busca, não se considera necessário solicitar o levantamento da sua imunidade.

4-245-625

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Je pense, comme l'ont souligné mes confrères, que les circonstances qui entourent les actes de Corneliu Vadim Tudor, sont « sans lien direct ou évident avec l'exercice des fonctions de monsieur Tudor en tant que membre du Parlement européen », et, par conséquent, j'ai décidé de ne pas défendre son immunité. Cette décision signifie que la procédure judiciaire peut se poursuivre.

4-245-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – I do not believe Corneliu Vadum Tudor should be granted the opportunity to seek parliamentary immunity regarding this case. The eviction of the România Mare party and the surrounding circumstances do indeed constitute, respectively, civil and criminal matters which do not have a direct, obvious connection with Mr Tudor's performance of his duties as a Member of the European Parliament. Mr Tudor's request relates to criminal proceedings in which he is accused of committing acts of violence and attempting to obstruct the execution of a legal decision in the context of the eviction of his party from its premises in Bucharest. Parliament would be setting a

dangerous precedent by allowing immunity in matters such as this, where resultant behaviour cannot be excused.

4-245-875

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O presente relatório, da responsabilidade de Cecilia Wilkström, versa sobre o pedido de defesa da imunidade e privilégios do eurodeputado Corneliu Vadim Tudor, apresentado em 14 de abril de 2011, na sequência de um processo que lhe foi movido pelo Ministério Público junto do Alto Tribunal de Cassação e de Justiça da Roménia. Corneliu Vadim Tudor é *acusado de desrespeito ao Tribunal, de comportamento contrário à moral pública e de perturbação da paz* em virtude de ter ameaçado um agente judicial e alguns funcionários da polícia quando estes procuravam executar uma decisão judicial no âmbito de um processo de despejo do partido Romania Mare das instalações que ocupava em Bucareste. A relatora considera que as circunstâncias que envolveram o despejo do partido Romania Mare se situam, exclusivamente, na esfera dos assuntos civis e penais, não tendo, por conseguinte, qualquer relação com o exercício das funções de membro do Parlamento Europeu, e que, nestes termos, não podem ser invocados os artigos 8.º e 9.º do Protocolo relativo aos Privilégios e Imunidades da União Europeia. Neste sentido, e tendo em conta o relatório da Comissão dos Assuntos Jurídicos, voto favoravelmente o relatório que recomenda não defender a imunidade e privilégios de Corneliu Vadim Tudor.

4-246-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* – Poslanec Európskeho parlamentu Corneliu Vadim Tudor požiadal o ochranu svojej parlamentnej imunity v súvislosti s konaním na Najvyššom kasačnom a odvolacom súde v Rumunsku. Jeho žiadosť sa vzťahuje na trestnoprávne konanie, v ktorom je obvinený z ohrozovania súdneho exekútora a niekoľkých policajných úradníkov a páchania násilných skutkov proti nim, urážania a všeobecne z pokusov o marenie výkonu súdneho rozhodnutia v súvislosti s vykázaním politickej strany Romania Mare z jej bukureštských priestorov dňa 4. januára 2011. Corneliu Vadim Tudor je v tomto trestnoprávnom konaní obvinený z opovrhovania súdom, neetického správania a narúšania pokoja. Vykázanie strany Romania Mare z jej priestorov a súvisiace okolnosti skutočne predstavujú občianskoprávnu a trestnoprávnu skutkovú podstatu, ktorá nemá jednoznačnú a priamu súvislosť s výkonom povinností pána Tudora ako poslanca Európskeho parlamentu. Poslanec však nevyužil príležitosť objasniť príslušnému výboru svoju žiadosť o ochranu jeho imunity, a i preto sa domnievam, že je na mieste, že sa Parlament rozhodol ďalej neochraňovať jeho imunitu a výsady.

4-246-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Resolution in which Parliament decides not to defend the immunity and privileges of Corneliu Vadim Tudor.

4-246-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A defesa da independência do mandato do Deputado Europeu é da competência do Parlamento Europeu e essa independência não pode ser posta em causa. De acordo com o artigo 8.º Protocolo relativo aos Privilégios e Imunidades da União Europeia, os membros do Parlamento Europeu não podem ser procurados, detidos ou perseguidos pelas opiniões ou votos emitidos no exercício das suas funções. No entanto, os factos do caso relacionam-se com processos penais em que o deputado é

acusado de haver ameaçado um agente judicial e alguns funcionários de polícia, de cometer atos de violência contra os mesmos, insultando-os e de uma forma geral tentando obstruir a execução de uma decisão judicial no contexto do despejo do partido Romania Mare das suas instalações em Bucareste, a 4 de janeiro de 2011. Nesses processos-crime Corneliu Vadim Tudor é acusado de desrespeito ao Tribunal, de comportamento contrário à moral pública e de perturbação da paz. O despejo do partido Romania Mare e as circunstâncias que o envolveram constituem, na verdade, assuntos respetivamente civis e penais que não têm uma conexão direta e óbvia com o exercício das funções de membro do Parlamento Europeu, pelo que votei favoravelmente a não defesa da imunidade de Corneliu Vadim Tudor.

4-246-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Corneliu Vadim Tudor, a Member of the European Parliament, is accused of threatening a bailiff and some police officers, committing acts of violence against them, insulting them and generally attempting to obstruct the execution of a legal decision in the context of the eviction of the România Mare party from its premises in Bucharest on 4 January 2011. As Mr Tudor did not avail himself of the opportunity to explain to the competent committee his request for the defence of his immunity, Parliament has decided not to defend the immunity and privileges of Corneliu Vadim Tudor. I voted against since I respect people who are ready to oppose the lawlessness of authorities. In general, I am against making immunity a matter of bargaining between Parliament and EU Member States.

4-246-875

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Foi solicitado ao Parlamento Europeu pelo eurodeputado Vadim Tudor a defesa da sua imunidade parlamentar no contexto do processo contra si instaurado pelo Ministério Público junto do Alto Tribunal de Cassação e de Justiça da Roménia. Considerando que as circunstâncias do processo em causa, o despejo do partido Romania Mare das suas instalações, são um assunto de direito civil e penal sem uma conexão direta e óbvia com o exercício das funções de membro do Parlamento Europeu, votei, seguindo o parecer da Comissão JURI, no sentido do levantamento da imunidade parlamentar de Vadim Tudor.

4-247-000

Relazione: Philip Bradbourn (A7-0094/2012)

4-247-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, que sublinha também a necessidade de uma obrigação de serviço público para os serviços aéreos que não sejam economicamente viáveis. Tal é extremamente importante no que respeita ao tratamento equitativo das Regiões Ultraperiféricas no contexto das Redes Transeuropeias de Transportes, que repetidamente são excluídas e mantidas no isolamento. No entanto, este relatório defende uma abordagem equilibrada para a revisão das orientações da aviação e adverte contra a *proliferação* de novo aeroportos regionais que poderia resultar num ónus económico para as regiões que optaram por ter um, sem possuir o tráfego suficiente para o alimentar. É necessária uma melhor integração dos aeroportos regionais existentes na rede intermodal europeia e na rede de transportes. Finalmente, as medidas de segurança mais rigorosas implementadas em aeroportos regionais devem ser cobertas por tributação

geral. Este relatório envia um sinal forte à Comissão no sentido de rever certos aspetos ligados à aviação regional na Europa, a fim de tornar os aeroportos regionais e os serviços que eles fornecem mais atraentes para os passageiros e serviços.

4-247-375

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – Condivido appieno alcuni principi espressi nella relazione del mio collega Bradbourn nell'aiutare gli aeroporti regionali, soprattutto quelli ubicati in aree remote o nelle isole, a svilupparsi e a rafforzare i collegamenti già esistenti evitando di diventare di dominio esclusivo delle compagnie *low-cost*. E' giusto procedere innanzitutto ad un'analisi dei costi-benefici in modo da definire un piano nazionale degli aeroporti ed in caso di necessità procedere alla costruzione di nuovi. Una buona pianificazione non può che apportare vantaggi e risposte alle esigenze sociali e territoriali, quindi alla creazione di nuovi posti di lavoro e servizi, migliorando la qualità della vita dei cittadini e anche delle imprese e ancor di più del turismo. Non dimentichiamo che il turismo è la terza maggiore attività socioeconomica dell'Ue, rappresentando il 10% del PIL e il 12% dell'occupazione. In linea peraltro con la Strategia sul futuro del turismo adottata lo scorso 27 settembre, questa relazione contribuisce in modo considerevole a stimolare la competitività del settore turistico e a consolidare l'immagine e la visibilità dell'Europa come meta turistica. Infine, mi sembra opportuno che anche gli aeroporti regionali vengano inclusi negli orientamenti della TEN-T alla pari delle reti di trasporto terrestri e che possano usufruire anch'essi dei finanziamenti privati e pubblici.

4-247-406

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Les aéroports régionaux en Europe sont trop souvent sous-estimés. Ils doivent impérativement être soutenus et mieux intégrés. Comme l'a souligné mon collègue Philip Bradbourn, « la Commission a tendance à négliger les chances que les aéroports régionaux représentent pour l'intégration et pour la prospérité de l'UE ». Vous connaissez déjà mon engagement pour le développement des régions européennes. Eh bien ces aéroports peuvent contribuer à la revitalisation des économies locales, ce dont l'Europe a cruellement besoin. A travers cette résolution, je demande une meilleure intégration des petits aéroports dans le réseau transeuropéen de transport, car ils permettent de rendre plus dynamiques les tissus régionaux et sont source de création d'emplois. Exploiter davantage les aéroports régionaux permettrait aussi de soulager les grands aéroports, en réduisant leur congestion. Par ailleurs, j'ai également pointé du doigt les pratiques des compagnies aériennes consistant à accumuler les frais au fur et à mesure de la réservation en ligne d'un billet, ce qui revient à tromper le consommateur tout en défavorisant les aéroports régionaux.

4-247-421

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu siūlymui akcentuoti regioninių oro uostų svarbą ir jų indėlį į ES transporto tinklą ir taip skatinti stiprios, konkurencingos ir ekonomiškai perspektyvios ES aviacijos erdvės kūrimą. Asmenų ir prekių judėjimas regionuose ir sklandesnis ES bendrosios rinkos veikimas yra labai svarbi ES ekonominio augimo varomoji jėga. Oro uostai atlieka svarbų vaidmenį didinant teritorinę, ekonominę ir socialinę sanglaudą valstybėse narėse sujungdami regionus. Tinkamos oro transporto jungtys padėtų regionams šalinti jiems būdingas geografines kliūtis ir padėtų vystant vietos ekonomiką ir turizmą, pritraukiant investuotojus. Pritariu raginimams, kad Komisija užtikrintų, kad būtų tinkamai taikomi ES ir nacionaliniai teisės aktai dėl oro vežėjų socialinių ir darbo sąlygų; taip pat pritariu, kad ateityje atliekamų tyrimų taikymo sritis turi būti

išplėsta įtraukiant regioninius oro uostus. Viena svarbiausių rekomendacijų laikau sektoriaus atstovų skatinamą plėtoti įvairiarūši transportą parduodant tęstinės kelionės bilietus, skirtus naudoti ir geležinkelių, ir oro transporto sektoriuose.

4-247-437

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – C'est par l'aménagement du territoire que nous pouvons renforcer la cohésion sociale et territoriale dans l'Union. Aussi je salue ce rapport qui rappelle l'importance capitale que joue l'aviation régionale dans le développement des régions européennes. Assurer un maillage serré du territoire, telle est notre ambition. Pour autant, ce rapport rappelle aussi qu'il faut faire attention à ne pas favoriser la prolifération d'aéroports régionaux, car cette tendance irait finalement à l'encontre des objectifs initiaux, tant en termes économiques (coûts trop élevés à supporter) qu'environnementaux, ou encore en termes de logiques territoriales (trafic insuffisant). Par ailleurs, ce rapport est aussi l'occasion de mettre le doigt sur certaines pratiques abusives des compagnies aériennes low cost. Les restrictions qu'elles appliquent aux bagages, par exemple, méritent d'être davantage encadrées, tout comme les frais ajoutés au prix initial du billet. Les consommateurs doivent bénéficier d'une haute qualité de service, quelles que soient les compagnies. Ce rapport va dans la bonne direction. A la Commission européenne maintenant de faire des aéroports régionaux des éléments clés d'un réseau de transport européen efficace, couvrant tout le territoire.

4-247-500

Phil Bennion (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of Philip Bradbourn's own-initiative report on regional airports and air services because it managed to strike a good balance between the important role regional aviation plays in regions' economic development, in terms of boosting competitiveness and promoting territorial cohesion within Europe, and the warning against proliferation of regional airports. However I strongly disagreed with paragraph 13 of this report in two respects. Commercial and retail activities can have perverse effects by cross-subsidising landing charges. This can leave the busiest airports being able to offer lower landing charges, thus making it more difficult for regional airports to compete. Moreover, restrictions on hand baggage granted by budget carriers are not a breach of competition law and conversely have stimulated competition.

4-247-750

Adam Bielan (ECR), *na piśmie*. – Panie Przewodniczący! Regionalne porty lotnicze stają się ważnym czynnikiem wzrostu gospodarczego, pobudzając do rozwoju obsługiwane przez siebie miasta i regiony. Dodatkowo rozszerzają szlaki komunikacyjne. Niestety dotychczasowa polityka Unii, skupiająca uwagę głównie na kluczowych węzłach komunikacyjnych, nie przynosiła profitów mniejszym ośrodkom. Zwiększenie opłacalności tych ostatnich, leży natomiast w interesie poszczególnych regionów. Podjęte w sprawozdaniu propozycje wzmocnienia efektywności unijnego obszaru lotniczego służyć będą rozwojowi regionalnemu. Przykładowo dla odciążenia ruchu i rozładowania tłoku w dużych portach, lotniska regionalne mogą okazać się bardzo skuteczne. Bardzo dobrym pomysłem, z wydatną korzyścią dla pasażerów, jest postulat rozwoju multimodalności za pośrednictwem wspólnych biletów na podróż koleją i samolotem. Poprzez skuteczne wyeliminowanie niektórych uciążliwych praktyk tanich przewoźników podniesiemy także komfort podróżnych. Lotnictwo regionalne może okazać się kluczowe dla realizacji swobodnego przemieszczania się obywateli, a także zwiększenia przepływu towarów i usług. Popieram rezolucję.

4-247-875

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Appoggio la risoluzione del collega Philip Bradbourn con la quale si chiede alla Commissione di porre maggiore attenzione nella legislazione dell'UE alla situazione degli "aeroporti regionali", la cui funzione è prevalentemente legata al territorio. E' necessario che essi vengano inclusi nella pianificazione della rete dei trasporti comunitaria al fine di offrir loro una maggiore accessibilità e di garantire un'equa assegnazione delle bande orarie a diversi vettori aerei, così da assicurare un'adeguata concorrenza che tuteli sia l'aeroporto stesso, sia il consumatore che ad esso si rivolge.

4-247-906

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Aeroporturile regionale sunt vitale pentru coeziunea teritorială și dezvoltarea socială și economică a UE. Consider că ele au capacitatea de a atrage instalarea de noi afaceri și oferă totodată numeroase oportunități turismului regional, ca și transportului specializat de mărfuri. O integrare a aeroporturilor regionale în TEN-T va crea oportunități pentru finanțările private în infrastructuri aeroportuare și va încuraja statele membre să facă investiții pentru conexiuni terestre integrate cu marile aeroporturi. Pentru ameliorarea calității generale a serviciilor, anumite practici ale liniilor aeriene low cost precum anumite taxe inevitabile la prețul principal al biletelor lor de avion sau impunerea unor reguli extrem de stricte cu privire la numărul și dimensiunea bagajelor de mână trebuiesc reglementate.

4-247-937

Vito Bonsignore (PPE), *per iscritto*. – La relazione si fa carico di problemi, prospettive e evoluzioni del mercato del trasporto aereo che presentano delicate implicazioni, soprattutto sotto il profilo della crescita economica e dei diritti dei consumatori, sulle quali è opportuno interrogarsi e intervenire con gli strumenti a nostra disposizione, sollecitando le competenti istanze territoriali a una riflessione in proprio. Rilevo in particolare quattro temi centrali: la coesione territoriale, che comporta delicati profili di diritti di cittadinanza e problemi di tenuta delle economie locali delle aree periferiche; le pratiche introdotte da alcune compagnie low-cost, derivate solo in parte dalle scarse marginalità caratteristiche di questo comparto, che sollecitano una riflessione sui diritti dei consumatori, specie in esito all'intervento del governo spagnolo; il ruolo degli aeroporti regionali per le economie di territorio, e rispetto a debolezze strutturali che li espongono alla leva delle posizioni dominanti; infine, e soprattutto, l'esigenza di integrare gli aeroporti regionali nella sfera di attenzione e di intervento del legislatore europeo, con un'attività di semplificazione e allineamento normativo e l'incentivo alla costruzione di sistemi e reti integrate che valorizzino aspetti di multimodalità. La relazione, che approvo e sottoscrivo, inaugura una visione più attenta al ruolo che il trasporto aereo esercita nelle nostre società.

4-247-944

John Bufton (EFD), *in writing*. – I abstained from this vote as, while the proposals amount to a sensible defence of regional airports from heavy-handed regulation, little is offered by way of a solution. The EU is prone to gearing legislation towards major air hubs while regional airports struggle to adapt to a litany of regulation from Brussels. In Wales we have one primary airport serving the country. It is not a major hub and is exactly the sort of airport that is adversely affected by over-bureaucracy that makes it harder for it to compete alongside other larger local airports across the border.

4-247-948

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai approuvé le rapport Bradbourn, qui entend développer l'attractivité des aéroports régionaux. Je me réjouis que ce texte reconnaisse le rôle moteur des infrastructures aéroportuaires dans la croissance et le développement régional. Il me semble important que la Commission tienne compte des spécificités des aéroports régionaux dans les propositions législatives relatives au secteur aérien. Deux aspects retiennent particulièrement mon attention: la nécessité de désengorger les principaux hubs aéroportuaires, et le besoin de favoriser l'interconnexion des espaces. Cet objectif rejoint la logique de la stratégie atlantique, sur laquelle je suis rapporteur.

4-247-952

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Votei Favoravelmente esta proposta de resolução por considerar que os aeroportos regionais europeus são elementos fundamentais para a criação de uma rede europeia de transportes eficiente e funcional, que facilite as trocas comerciais e garanta a mobilidade de um número cada vez maior de pessoas e por considerar que deve ser combatida a prática de algumas companhias aéreas de aplicar taxas indevidas que podem ameaçar a atividade dos aeroportos regionais.

4-247-968

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – A aviação regional pode desempenhar um papel crucial na concretização da livre circulação dentro da UE, proporcionando uma melhor conectividade para os cidadãos, as empresas e os produtos das diferentes regiões da UE, especialmente no caso das regiões mais remotas, com menores acessos, ou das regiões ultraperiféricas, contribuindo, assim, de forma significativa para a coesão territorial e o desenvolvimento social e económico dessas regiões. Especialmente numa altura de crise económica, se por um lado, é importante evitar uma proliferação de aeroportos regionais, que não responderia a critérios nem de eficácia, nem de sustentabilidade, por outro lado, é fundamental manter e reforçar as ligações existentes com as regiões afetadas por condições geográficas mais desfavoráveis, bem como promover melhores ligações entre os aeroportos regionais e as cidades vizinhas, o que poderá trazer benefícios claros para atenuar a sobrelotação dos aeroportos centrais. É fundamental que se adotem as medidas necessárias que permitam melhorar a eficiência operacional e económica dos aeroportos regionais, assim como melhorar as condições que são oferecidas aos passageiros que utilizam essas infraestruturas e serviços. Deverá ser adotada uma definição clara e concreta do conceito de aeroporto regional e estabelecer-se de uma forma clara e transparente os critérios para a obtenção de subvenções e de fundos públicos.

4-247-984

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – La libera circolazione delle persone all'interno dei confini dell'Unione è una delle quattro libertà fondamentali garantite ai cittadini europei. Affinché tale diritto sia garantito *de facto*, è necessario istituire una rete di trasporti capillare, che non si limiti alle grandi capitali. Il Parlamento ha dunque la responsabilità di correggere la direzione intrapresa dalla Commissione, troppo focalizzata sullo sviluppo degli aeroporti di snodo, e poco attenta alle potenzialità degli aeroporti regionali. Il pieno sviluppo di questi ultimi è infatti fondamentale sia per garantire la menzionata libertà di circolazione, sia per promuovere lo sviluppo economico delle aree dove tali aeroporti sorgono, poiché il loro potenziamento contribuirebbe inoltre ad alleviare il problema della congestione degli aeroporti di snodo, e di conseguenza a rendere il sistema di trasporti più sostenibile

anche da un punto di vista ambientale. Per i motivi elencati, ho dunque espresso il mio parere favorevole alla relazione sul futuro degli aeroporti regionali. Mi auguro infine che l'aeroporto di Malpensa venga potenziato e torni a svolgere la sua funzione di snodo internazionale, poiché la città di Milano, in quanto capitale economica del nostro Paese, e le sue imprese devono essere adeguatamente connesse con gli altri Stati membri.

4-247-992

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Ce rapport a le mérite de souligner de façon claire et efficace la plus-value des aéroports régionaux comme moteurs de croissance. Multimodalité, interconnexion, ces aéroports sont le cœur battant de l'activité économique des régions. Leur donner l'importance qu'ils méritent dans la législation européenne, c'est ce qu'ambitionne de faire ce rapport. Le Parlement, qui doit voter dans les semaines à venir sur le "paquet aéroport", transmet dès aujourd'hui un message fort à la Commission européenne.

4-248-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu l'adoption de ce texte, qui vise à attribuer un statut juridique particulier aux aéroports et aux services régionaux. Les institutions européennes ont enfin compris l'importance de soutenir nos aéroports régionaux, qui contribuent activement au renforcement du tissu économique local et à la promotion de nos territoires. On ne peut légiférer sans tenir compte des particularités de chaque aéroport et des attentes des citoyens. Nous lançons aussi un message fort à la Commission européenne en demandant l'inclusion de certains aéroports régionaux parmi les grands projets d'infrastructure qui pourront bénéficier d'un financement européen via le réseau transeuropéen des transports.

4-248-125

Anne Delvaux (PPE), *par écrit*. – Les aéroports et les services aériens régionaux ne sont pas seulement essentiels en tant que nœuds de transport, contribuant à faciliter le fonctionnement fluide du marché unique européen en transportant les citoyens et les marchandises entre les régions, mais ils ont aussi une fonction cruciale en tant que moteurs de la croissance économique. À cet égard, je me réjouis du vote de ce rapport, qui demande clairement un équilibre avec les aéroports internationaux et le renforcement du rôle des aéroports régionaux. A ce sujet, je tiens à souligner quelques demandes fortes du texte : amélioration de la connectivité avec les autres modes de transport; interdiction de la «règle du bagage unique», qui a une influence négative sur les activités commerciales des aéroports; amélioration de la mise en réseau des aéroports régionaux, qui doivent offrir une alternative en cas d'encombrements dans les plateformes de correspondances. L'efficacité, l'accessibilité et la rentabilité doivent être au premier plan des aéroports régionaux, ces derniers ne devant en aucun cas devenir le jouet de la politique locale.

4-247-996

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por considerar que os serviços aéreos regionais são essenciais para o bom funcionamento do mercado único, promovendo as cidades e regiões que servem. As recomendações propostas procuram melhorar a eficiência operacional e económica dos aeroportos e dos serviços aéreos regionais, que terão de ser considerados elementos fundamentais para a criação de uma rede europeia de transportes eficiente e funcional.

4-248-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O presente relatório pretende encontrar uma definição de aeroportos regionais, ajudas de Estado e apoios para as companhias aéreas, transparência de preços, restrições aplicáveis aos passageiros, como a regra de uma mala única por passageiro, que têm um impacto direto na concorrência e nas atividades comerciais na aviação regional. Acompanho o relator na opinião de que os aeroportos regionais europeus deverão de ser considerados elementos fundamentais para a criação de uma rede europeia de transportes eficiente e funcional desempenhando um papel fundamental para a coesão territorial, económica e social dos Estados e da UE.

4-248-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – Os aeroportos regionais, quando devidamente localizados, dotados de condições de segurança e de uma rede de conexões com outros meios de transporte, desempenham um papel fundamental na coesão territorial, económica e social no seio da União Europeia. Facilmente se compreende que nem todas as cidades podem dispor de um aeroporto. Todavia, há regiões, sobretudo as ultraperiféricas, periféricas e/ou insulares, onde estes aeroportos são o único meio de ligação efetiva entre essas regiões e o resto da Europa. A política da UE nesta matéria deve ser a de promover a oferta de serviços públicos rigorosos - privilegiando a segurança -, não permitir a proliferação de aeroportos regionais, acelerar a implementação do Sistema de Gestão do Tráfego Aéreo (SESAR) e da iniciativa Clean Sky e a aplicação da legislação sobre o Céu Único Europeu, criar um sistema intermodal que torne o mercado mais competitivo e promover o desenvolvimento regional. Votei favoravelmente este relatório uma vez que, no contexto da crise económica e dos esforços de consolidação orçamental que atravessamos, apela ao bom senso para que seja conseguido o equilíbrio entre as necessidades sociais e territoriais de uma determinada região e a necessidade de competitividade e equilíbrio financeiro de cada aeroporto.

4-248-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório reconhece a importância dos aeroportos e da aviação regionais para o desenvolvimento económico das regiões, especialmente (mas não exclusivamente) no caso das regiões ultraperiféricas. Reconhece também, até certo ponto, o papel das políticas públicas na promoção deste desenvolvimento. Mas logo defende também em seguida a supremacia do mercado, reduzindo a margem de manobra dos Estados e pondo mesmo em causa a sua intervenção e regulação - imprescindíveis na organização destes serviços e na sua articulação com uma lógica de interesse público e de promoção do desenvolvimento. A defesa do céu único europeu e da orientação de liberalização do sector que lhe subjaz são bem elucidativos. A apologia da sacrossanta livre concorrência e as limitações que daí decorrem à intervenção estatal têm várias referências ao longo do relatório. E até mesmo as questões de segurança são subjugadas ao princípio da livre concorrência - limitadas que são as medidas neste domínio ao respeito por este princípio (parágrafo 37). É uma visão com a qual não podemos pactuar, pelas razões que mencionámos durante o debate. Alguns reparos relativamente ao papel das companhias de aviação de baixo custo e algumas propostas positivas neste domínio, não apagam os aspectos mais negativos deste relatório.

4-249-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), písomne . – Regionálne letiská a letecké služby sú dôležité nielen ako prepravné uzly, ktoré prepravovaním ľudí a tovaru medzi regiónmi pomáhajú zabezpečiť hladké fungovanie jednotného trhu EÚ, ale aj ako zdroje hospodárskeho rastu. Spoločne rozširujú horizont tradičných obchodných trás a poskytujú významnú podporu mestám a regiónom, ktoré obsluhujú. Považujem za dôležité prijať také opatrenia, ktoré by pomohli zlepšiť prevádzkovú a ekonomickú efektívnosť letísk a leteckých služieb ako celku, ako aj zlepšiť skúsenosti cestujúcich, ktorí tieto zariadenia a služby využívajú. Je dôležité vytvoriť silný, konkurencieschopný a ekonomicky životaschopný letecký priestor. Európske letiská a letecké služby je potrebné považovať za kľúčové prvky pri vytváraní efektívnej a dobre fungujúcej dopravnej siete EÚ, ktorá zjednodušuje obchod a zaisťuje mobilitu väčšiemu počtu ľudí. Regionálna letecká doprava môže zohrávať dôležitú úlohu pri zabezpečovaní toho, aby sa voľný pohyb v EÚ stal realitou nielen pre ľudí žijúcich vo veľkých hlavných mestách, ale aj pre občanov EÚ žijúcich mimo týchto oblastí, a aby tieto mestá a regióny mali úžitok nielen z väčšej mobility, ale aj z vytvárania cestovného ruchu. Som presvedčená, že aj takýmto spôsobom je dôležité vynakladať úsilie na zaisťovanie prístupu k novým trhom a získavaniu väčších zahraničných hospodárskych investícií.

4-249-125

Lorenzo Fontana (EFD), per iscritto . – Gli aeroporti regionali stanno acquisendo un ruolo del tutto secondario nella legislazione dell'Unione nonostante le crescenti difficoltà che gli stessi stanno affrontando. Difficoltà causate dalla loro monopolizzazione ad opera delle compagnie low cost e dalle pratiche sleali poste in essere da queste ultime, oltre all'isolamento dal resto della rete di trasporti ed infrastrutture che costringe i passeggeri a cambiare più volte mezzo di trasporto prima di giungere all'aeroporto regionale. Tutto ciò si traduce nell'annullamento del vantaggio originariamente ricercato dal viaggiatore, portando inevitabilmente molti potenziali passeggeri a preferire il viaggio con compagnie di linea tramite i più grandi e funzionali aeroporti di snodo. Ritengo, perciò, che la presente relazione, volendo garantire un'adeguata concorrenza tra i vettori aerei ed una maggiore accessibilità a tali aeroporti, meriti tutto il mio appoggio. Per questi motivi, il mio voto è stato favorevole.

4-249-250

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), írásban . – Az Európai Unióban a régiók versenyképessége a regionális gazdasági növekedéssel áll összhangban. Azok a régiók, amelyek rendelkeznek mindazokkal a képességekkel, amelyeket egy repülőtér képes biztosítani, versenyképesebbek, nagyobb a tőkevonzó képességük. A regionális repülőtér ma már a befektetések számára kötelező "telephely feltétel", a korszerű logisztika nem tudja nélkülözni, s ezen felül az egyik leghatékonyabb területfejlesztési tényező is. Ahol nincsen, vagy nem megfelelően működik, ott nemigen számíthatnak ma már komoly befektetőre. A fapados légitársaságok elterjedésével is előtérbe került a kisebb repülőterek szerepe. Mivel ezen légifuvarozók az alacsonyabb költségekre koncentrálnak tevékenységük során, előszeretettel veszik igénybe, nagy zsúfolt repülőterek helyett a megfelelő infrastruktúrával ellátott kisebb repülőtereket. Innen transzfer segítségével jutják el az utasaikat a közeli nagyobb városokba. A módszer nyugat-európában bevált, és például hazámban, Debrecen városában is van már példa az ilyen együttműködésre. Összefoglalva, úgy hiszem, hogy az európai regionális repülőtereket és légi járatokat kulcsfontosságú tényezőnek kell

tekinteni egy olyan hatékony és jól működő uniós közlekedési hálózat létrehozásában, amely ösztönzi a kereskedelmet és nagyobb közönség számára biztosít mobilitást, ezért szavazatommal támogattam e jelentést

4-249-500

Pat the Cope Gallagher (ALDE), *in writing*. – I welcome the adoption of the Bradbourn Report on regional airports. The Report underlines the importance of regional airports to business, tourism and economic development. I fully support Paragraph 1 of the Report, which stresses that existing public service obligations should be maintained into the future.

4-249-750

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – Il trasporto aereo ha un'importanza fondamentale sia per quanto riguarda il trasporto sia in quanto generatore di crescita economica. Esiste tuttavia una tendenza da parte della Commissione Europea a sottovalutare gli impatti che alcune sue normative hanno sugli aeroporti regionali ed al tempo stesso concentrare quasi esclusivamente la propria attenzione sugli aeroporti principali. Si tratta di una tendenza che non ha giustificazione e che va a colpire aeroporti che già debbono affrontare gli ostacoli posti dall'impatto del traffico aereo sull'ambiente, dalla congestione e dalla concorrenza degli aeroporti maggiori. Con la presente relazione vengono sottoposte alla Commissione Europea queste problematiche e vengono presentate diverse proposte (spostamento di parte del traffico aereo sugli aeroporti regionali, inserimento di questi nella rete RTE-T, determinazione di una definizione comune a tutti di aeroporto regionale) per migliorare l'attuale situazione.

4-249-875

Catherine Grèze (Verts/ALE), *par écrit*. – J'ai voté contre ce rapport, car il plaide pour une attention spécifique et un appui financier pour les aéroports régionaux, sans aucune condition liée à la sécurité ou encore à l'environnement. Avant le vote en commission des transports, les Verts ont proposé de multiples amendements visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à améliorer la multimodalité (meilleure coordination avec le rail) ou à mieux faire coopérer les aéroports régionaux géographiquement proches mais situés dans des pays différents (transfrontaliers). Ces amendements ont tous été rejetés, ce qui ne m'a laissé d'autre choix que de voter contre le rapport.

4-249-937

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – Alors que la crise et les disparités entre les régions s'accroissent au sein de l'Union européenne, plus que jamais la cohésion territoriale doit être au cœur des politiques de l'Union. C'est ce principe essentiel que j'ai souhaité réaffirmer en apportant mon vote à ce rapport. En effet, les aéroports régionaux ont un rôle de premier plan à jouer dans le développement économique des régions les plus enclavées, en attirant notamment les entreprises, et en permettant le développement du tourisme. Par ailleurs, et alors que nous sommes en train de discuter de la révision des RTE-T, il convient, dans ce débat, d'accorder aux aéroports régionaux une place importante aux côtés des autres grands nœuds de transport européens. Cela m'apparaît essentiel pour parvenir à un maillage optimal du territoire européen.

4-250-000

Mathieu Grosch (PPE), *schriftlich*. – Ich befürworte zwar die Absicht, eine Entschließung zu den Regionalflughäfen zu erstellen, jedoch müsste diese dann kohärent sein und Lösungsansätze für die Regionalflughäfen zum Inhalt haben. Dies ist leider in dem zur Abstimmung stehenden Entschließungsantrag nicht gegeben, weshalb ich dieser Entschließung nicht zugestimmt habe.

Regionalflughäfen haben eine große Bedeutung für den territorialen Zusammenhalt und die wirtschaftliche und soziale Entwicklung in den Regionen. Sie sind als Verkehrsknotenpunkte wichtig und tragen zum Wirtschaftswachstum bei. Maßnahmen müssen besonders auf sie abgestimmt sein.

Es sollte zwar eine Definition von Regionalflughäfen erstellt werden, dabei sollten jedoch nicht, wie von dieser Entschließung gefordert, Flughäfen ausgeschlossen sein, deren Haupteinzugsgebiet über einer Hauptstadt liegen, da dies den Ausschluss vieler jetziger Regionalflughäfen vom Anwendungsbereich bedeuten würde.

Zudem spielt vor allem der Luftfrachtverkehr für Regionalflughäfen eine wesentliche Rolle. Dies ist in dieser Entschließung zu kurz gekommen, da sie sich bis auf einige Ausnahmen eher auf Passagieraufkommen und -belange bezieht.

Des Weiteren geht es nicht darum, wie in der Entschließung erwähnt, die Verbreitung von Regionalflughäfen an sich, sondern nur ineffiziente und vor allem unrentable Regionalflughäfen zu vermeiden. Bei der wirtschaftlichen Belastung muss dabei auf eine langfristige Rentabilität abgestellt werden, denn oftmals sind Regionalflughäfen zu Beginn nicht rentabel, können sich aber auf lange Sicht finanziell selbst tragen und damit einen erheblichen Mehrwert für die gesamte Region darstellen.

4-250-500

Jim Higgins (PPE), *i scríbhinn*. – Cuirim míle failta roimh an obair ata deants ag an tUasal Bradbourn insan turaisic seo. Ta seo fíor-thabhachtach go mbeadh strateis againn le haghaidh todchaid na haerfortanna reigiunach.

4-250-750

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Garantir l'avenir de nos aéroports régionaux est essentiel pour deux raisons évidentes: d'une part, ils constituent des nœuds de transport stratégiques qui permettent d'élargir les horizons des itinéraires commerciaux traditionnels et, d'autre part, ils contribuent au développement de nos territoires et au renforcement du tissu économique local. C'est pourquoi je me réjouis que le Parlement européen ait adopté à une forte majorité le rapport relatif aux aéroports régionaux et aux services aériens, qui vise à préciser le statut juridique particulier des aéroports régionaux, et à clarifier certains sujets sensibles tels que les aides d'Etat et les aides au démarrage pour les compagnies aériennes, la question de la transparence des prix, la règle "du bagage unique" et toute autre restriction ayant des répercussions sur la concurrence.

4-250-875

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. – I voted in favour of this report which rightly stresses the importance of air transport, particularly to outlying areas. A number of the Members of this House are opposed to the report on the basis that greater priority should be given to other forms of transport, such as rail. Whilst this may be a valid argument in

some parts of the EU, it ignores the geographical and demographic realities of other parts, such as the Highlands and Islands of Scotland.

4-250-937

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu* . – Pritariau rezoliucijai dėl regioninių oro uostų ir oro susisiekimo paslaugų ateities Europos Sąjungoje, kadangi regioniniai oro uostai ir oro susisiekimo paslaugos labai svarbu ne tik todėl, kad tai itin svarbūs transporto mazgai, užtikrinantys asmenų ir prekių judėjimą regionuose ir kartu sklandesnę ES bendrosios rinkos veikimą, bet ir todėl, kad tai savaime svarbiausia ekonomikos augimo varomoji jėga. Kartu jie išplečia tradicinių prekybos kelių ribas ir gerokai paskatina aptarnaujamų miestų ir regionų klestėjimą. Šios infrastruktūros ir paslaugos svarbios ne pagrindinėse miestų teritorijose gyvenantiems žmonėms ir visai ES. Europos Komisija, siūlydama teisės aktus aviacijos srityje, daugiausia dėmesio yra linkusi skirti pagrindiniams didiesiems oro uostams. Šiame pranešime siekiama atkurti pusiausvyrą ir atkreipti dėmesį į tai, kaip remiantis kai kuriais ES teisės aktais dažnai nors ir nesąmoningai, tačiau neproporcingai veikiami regioniniai oro uostai ir oro susisiekimo paslaugos. Be to, reikėtų ieškoti būdų pagerinti regioninių oro uostų ir oro susisiekimo paslaugų operatyvinių ir ekonominių veiksmingumą, taip pat užtikrinti geresnę keleivių, kurie naudojami šia infrastruktūra ir paslaugomis, patirtį.

4-251-000

Eija-Riitta Korhola (PPE), *kirjallinen* . – Kannatin alueellisia lentokenttiä koskevaa mietintöä, mutta haluaisin muistuttaa, että lainsäädännön koordinaatiota olisi tässäkin tapauksessa kaivattu. Me olemme heikentäneet oleellisesti alueellisten lentokenttien toimintaolosuhteita lentoliikenteen päästökaupan pelisäännöillä, joissa suosittiin isoja koneita ja keskeisiä reittejä. Lisäksi kyseinen päästökauppa on osa sitä yksipuolista ilmastopolitiikkaa, joka haittaa paitsi kilpailukykyämme myös ympäristöä luodessaan kilpailuhaittoja hyvin asiansa hoitaneille eurooppalaisille lentoyhtiöille. Nyt kun yksipuolisen ilmastopolitiikan heikkoudet on havaittu, tuskin tässä talossa enää sellainen lainsäädäntö menisi läpi. Valitettavasti EU:lta taitaa puuttua poliittinen nöyryys vetää takaisin epäonnistunutta lainsäädäntöä.

4-251-500

Sergej Kozlík (ALDE), *písomne* – Európske regionálne letiská a letecké služby treba pokladať za kľúčové prvky pri vytváraní efektívnej a dobre fungujúcej dopravnej siete EÚ, ktorá zjednodušuje obchod a zaisťuje mobilitu väčšiemu počtu ľudí. Regionálna letecká doprava môže zohrávať dôležitú úlohu pri zabezpečovaní toho, aby sa voľný pohyb v EÚ stal realitou nielen pre ľudí z veľkých miest, ale aj pre občanov žijúcich mimo týchto oblastí. Pre regióny prináša úžitok z vecnej mobility, podnecovania cestovného ruchu, ako i pri zaisťovaní prístupu k novým trhom a získavaní investícií. Preto podporujem túto iniciatívu ako i predložené odporúčania, cieľom ktorých je obnoviť rovnováhu a zlepšiť prevádzkovú a ekonomickú efektívnosť regionálnych letísk a leteckých služieb.

4-251-625

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto* . – Lo sviluppo e la crescita degli aeroporti regionali e periferici costituisce un'opportunità per l'incremento delle economie locali e delle zone attualmente meno sviluppate dell'Europa. Gli scali aeroportuali attualmente poco utilizzati e non sfruttati appieno sono diversi e un'azione che sia diretta a migliorarne l'efficacia è

più che auspicabile. L'economia dei territori, infatti, ne beneficerebbe inequivocabilmente, in particolare per quanto riguarda il settore turistico. Per poter operare in tal senso è però opportuno operare nella regolamentazione del mercato, soprattutto per quanto riguarda le compagnie low-cost, limitandone il potere decisionale attinente le tariffe e le limitazioni sul peso dei bagagli a mano. Con questa risoluzione chiediamo che il sostegno dell'Unione europea agli aeroporti regionali sia sempre più forte e prenda in ferma considerazione le opportunità economiche che questi rappresentano per i territori in cui operano.

4-251-750

David Martin (S&D), *in writing*. – I welcome this Report. I stress the importance of regional airports in the context of air transport and their important role in contributing to territorial, economic and social cohesion, both within the Member States and throughout the Union, by connecting regions; points out that existing public service obligations should be maintained, and that any such obligations agreed in the future should be justified by the need to guarantee the accessibility and territorial continuity of regions, such as the outermost regions, peripheral or island regions, and central areas not lying on the main transport routes, given that suitable air transport links would enable them to cope with their inherent geographical handicaps

4-252-000

Clemente Mastella (PPE), *per iscritto*. – Con questa relazione intendiamo sottolineare l'importante ruolo svolto dagli aeroporti regionali e dai relativi servizi aerei in quanto contribuiscono non solo a facilitare il buon funzionamento del mercato unico dell'Unione europea, trasportando persone e merci tra le regioni, ma sono capaci di produrre crescita economica di per sé, attraendo maggiori investimenti economici. Spesso, invece, a volte involontariamente, ma in modo fortemente sproporzionato, sono stati colpiti o esclusi da parte della legislazione comunitaria.

Invitiamo, dunque, la Commissione europea a prestare particolare attenzione agli aeroporti regionali e ai servizi aerei regionali poiché essi rischiano di essere estromessi dal mercato a fronte di un maggiore consolidamento tra grandi aeroporti, compagnie aeree e alleanze tra compagnie aeree. Un mercato non competitivo e monopolistico non solo sarebbe estremamente dannoso per l'aviazione regionale, ma anche per i cittadini europei, che si troverebbero di fronte ad una riduzione della scelta e all'aumento dei prezzi. Chiediamo, quindi, un maggiore impegno per lo sviluppo del SESAR e del Cielo unico europeo, in quanto il loro completamento potrebbe portare a grandi risparmi economici e ambientali determinati da una maggiore efficienza nonché permetterebbe ad alcuni piccoli aeroporti regionali di beneficiare di nuovi investimenti e tecnologie.

4-253-000

Iosif Matula (PPE), *în scris*. – Transportul aerian regional joacă un rol important în dezvoltarea regiunilor UE datorită numeroaselor avantaje economice și sociale, prin dezvoltarea economică și a turismului, creșterea mobilității cetățenilor și crearea de locuri de muncă.

Aeroporturile regionale sunt porți deschise pentru regiuni atât în cadrul UE, cât și în plan extern. Ele îmbunătățesc conectivitatea și accesul către regiunile UE, contribuind la creșterea gradului lor de atractivitate. În același timp, aeroporturile regionale pot contribui la descongestionarea traficului pe aeroporturile aglomerate.

Soluțiile intermodale de transport ajută la dezvoltarea tranzitului între aeroporturi. Comisia și autoritățile competente ar trebui să țină cont cu prioritate de aeroporturile regionale existente. Eficientizarea și dezvoltarea lor prin îmbunătățirea infrastructurii necesare ar aduce avantaje pe termen scurt și în ceea ce privește costurile de investiții.

Importanța diversificării aeroporturilor regionale constă în creșterea siguranței pasagerilor. Disponibilitatea unor aeroporturi alternative în cazul deteriorării condițiilor meteo sau în ceea ce privește siguranța decolărilor și aterizărilor trebuie să fie prioritatea autorităților aeroportuare în UE.

4-253-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Occorre evitare una inutile proliferazione di aeroporti regionali, Dobbiamo evitare la creazione di infrastrutture aeroportuali poi inutilizzate o utilizzate in modo inefficiente, che finirebbero per costituire un onere economico per le autorità responsabili. Sono d'accordo sulla necessità di incentivare invece il rafforzamento dei collegamenti esistenti, soprattutto nelle zone che presentano difficoltà geografiche. Il mio voto alla relazione sul futuro degli aeroporti regionali e dei servizi aerei nell'UE è favorevole.

4-254-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport indique à juste titre qu'il faut éviter la prolifération des aéroports régionaux. Il demande en outre que toute construction et tout élargissement d'un aéroport régional fasse l'objet d'une consultation locale et régionale, comme ce devrait par exemple être le cas pour Notre-Dame-des-Landes. Je le rejoins sur ce point.

Mais le texte promet aussi le transport de marchandises par voie aérienne. Il prône la libre concurrence entre les aéroports et explique qu'elle ne saurait être entravée, même pour des raisons de sécurité. Il demande encore que la réglementation européenne ne soit pas trop contraignante afin d'éviter que les compagnies ne délocalisent. Je ne peux apporter mon suffrage à un tel texte. Je vote contre.

4-254-250

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – É essencial criar um espaço de aviação europeu que seja forte, competitivo e economicamente viável, facilitando as trocas comerciais e garantindo a mobilidade de um número cada vez maior de pessoas, concretizando a livre circulação dentro da UE. Os aeroportos regionais constituem um forte contributo económico para as regiões onde se inserem, pelas vantagens decorrentes do aumento da mobilidade, do fomento do turismo, do acesso a novos mercados e da captação de mais investimento económico estrangeiro. Congratulo-me com a aprovação do presente relatório, tendo apresentado o meu voto favorável.

4-254-375

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de este informe porque exige poner freno a la proliferación de aeropuertos regionales que son innecesarios e ineficientes. En especial en España, esta práctica ha sido muy común; las administraciones públicas en los últimos años pusieron en marcha obras mastodónticas, creando aeropuertos regionales que ahora son aeropuertos fantasma, con el aumento del déficit público que ello ha comportado. Además, el texto insta a las autoridades nacionales a supervisar posibles

abusos comerciales y las condiciones laborales del personal aeroportuario. Efectivamente, el informe demanda que se garantice la aplicación correcta de la legislación europea y nacional en materia de condiciones sociales y laborales en las compañías aéreas, a fin de que el personal contratado en un aeropuerto regional no sea víctima de dumping social. Por todo ello, he votado a favor del informe.

4-254-500

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Regional aviation plays a key role in boosting the regions' competitiveness and promoting territorial cohesion within Europe, especially as far as the outermost and underdeveloped regions are concerned. There is a need for a public service obligation for air services which are not economically viable. However, a balanced approach to revision of the aviation guidelines is needed. The report warns against a 'proliferation' of new regional airports which could result in an economic burden for the regions opting to have one without having sufficient traffic to feed it. It will send a strong impulse to the Commission to revise certain aspects linked to regional aviation in Europe in order to make regional airports and the services they provide more attractive to passengers.

4-255-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Generell herrscht in der EU eine Tendenz zu Zentralisierung und Vernachlässigung der Infrastruktur etc. im ländlichen Raum, die sich auch im Bereich der Luftfahrt, etwa durch die Konzentration auf „Drehkreuzflughäfen“, manifestiert. Innerhalb der EU gibt es eine Vielzahl an Regionalflughäfen in unterschiedlichster Größe und mit einer Variation an angebotenen Dienstleistungen, Märkten im Einzugsgebiet und Luftverkehrsdiensten. Die Bedeutung regionaler Flughäfen und Luftverkehrsdienste als Verkehrsknotenpunkte, die einen wesentlichen Beitrag zum reibungslosen Transport innerhalb des EU-Binnenmarkts und zur Schaffung eines effizienteren EU-Luftverkehrsraums leisten, wird dabei unterschätzt, wenn diese unverhältnismäßig von EU-Rechtsvorschriften betroffen werden. Ich habe dies bei meinem Abstimmungsverhalten berücksichtigt.

4-255-250

James Nicholson (ECR), *in writing*. – I wholeheartedly welcome my colleague Mr Bradbourn's report on regional airports. This has received widespread support in Parliament, which is a testament to the importance of the issue. In regions such as my constituency of Northern Ireland, which could be deemed as being somewhat peripheral, the services provided by regional airports are of vital importance to individuals, businesses and the local economy in general. For me, the crucial point of this report is the call for regional airports to be given some protection and security in relation to their access to larger 'hub' airports. This crucial aspect of 'connectivity' can be put at risk if airlines decide to reallocate slots to more profitable routes. As another airline has recently decided to pull out of Belfast City Airport – resulting in a further reduction of air services for Northern Ireland – the issues raised in this report are very timely.

4-255-500

Rareș-Lucian Niculescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea raportului Bradbourn, în special datorită solicitării adresate Comisiei de a simplifica modalitățile de acces la ajutoare de stat pentru aeroporturile care au un trafic de sub 500000 de pasageri pe an.

De asemenea, susțin includerea unui număr mai important de aeroporturi regionale în rețeaua TEN-T. O astfel de măsură poate stimula creșterea economică în regiunile europene. În același timp, consider cel puțin discutabilă prevederea de la considerentul a), care exclude aplicarea măsurilor propuse la aeroporturile regionale care deserveșc în principal o capitală. Aceste aeroporturi trebuie să beneficieze de condiții similare, orice altă situație reprezentând o discriminare.

4-255-625

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. – Für die Schaffung eines effizienten und optimal funktionierenden EU-Verkehrsnetzes sind die europäischen Regionalflughäfen und dementsprechenden Luftverkehrsdienste von großer Bedeutung. Die Mobilität der immer öfter reisenden Menschen muss gesichert werden. Die Regionalluftfahrt kann eine entscheidende Rolle spielen und es ist sicherzustellen, dass die Mobilität in der EU nicht nur für Menschen in den Metropolen gegeben ist, sondern auch für alle Bürger, die außerhalb dieser europäischen Hauptstädte in abgelegenen Randgebieten und ländlichen Gemeinden wohnen. Auch diese leider oftmals vernachlässigten Regionen sollten in den Genuss der Vorteile größerer Mobilität kommen. Vorteile, die aus dem Tourismus und dem besserem Zugang zu neuen Märkten und in weiterer Folge zu stärkerem Zustrom an wirtschaftlichen Investitionen entstehen. Ich bin der Ansicht, dass wir, wenn wir unsere Regionalflughäfen besser in das gesamte Verkehrsnetz integrieren, die Wirtschaft zu weiteren Vorteilen für EU-Bürger animieren können. All diese Faktoren habe ich bei meiner Abstimmung berücksichtigt und in Erwägung gezogen.

4-255-687

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult*. – Toetasin seda raportit, pidades piirkondlike lennujaamade ja lennuteenuste arengut väga oluliseks, selleks et tagada inimeste vaba liikumine ning erinevate piirkondade ühtlasem majanduslik areng. Minu saarterohkes koduriigis Eestis on piirkondlike lennujaamade tähtsus äärmiselt oluline, seda enam, et lennuk on mitmel väikesaarel talveperioodil ainukeseks liiklemisvahendiks mandriga. Piirkondlikel lennujaamadadel on oluline roll ka sõlmlennujaamade liikluskoormuse vähendamisel. Selleks et väikelennujaamad oleksid jätkusuutlikud ning nende kasutegur suurem, tuleb tagada nende ühendus suuremate lennujaamadega ning panustada infrastruktuuri parendamisse.

4-255-718

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – Il tema dei trasporti aerei all'interno della politica comunitaria è argomento sempre più discusso in quanto, per la politica di coesione e sviluppo, l'UE ha bisogno di regolamentare i finanziamenti dedicati agli aeroporti. Questi vengono divisi in 2 tipologie, aeroporti regionali e hub: per quanto riguarda gli aeroporti regionali il testo votato sottolinea come le istituzioni europee siano troppo concentrate sugli aeroporti principali lasciando così alla mera gestione nazionale, finanziamenti e sicurezza della maggior parte degli aeroporti cosiddetti regionali. L'UE dovrebbe concentrarsi più sulla gestione dei finanziamenti per questi scali nazionali fondamentali per la coesione territoriale, economica e sociale.

4-255-750

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), *γραφτώς*. – Η παρούσα έκθεση ιδίας πρωτοβουλίας του ΕΚ, αν και μη δεσμευτική, είναι ιδιαίτερα σημαντική για την Ελλάδα και την υπερψήφισα. Οι περιφερειακοί αερολιμένες και οι αεροπορικές υπηρεσίες αποτελούν σημαντική αξία του εθνικού

μας τουριστικού προϊόντος αλλά και έχουν ιδιαίτερη σημασία για την εξυπηρέτηση των ελλήνων πολιτών δεδομένης της γεωμορφίας της χώρας. Με την παρούσα έκθεση το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο προτείνει ορισμένες συστάσεις αναφορικά με τις επιλογές πολιτικών, τις οποίες, εάν υιοθετούσε η Επιτροπή και τα κράτη μέλη, θα βελτίωναν την επιχειρησιακή και οικονομική αποτελεσματικότητα των περιφερειακών αερολιμένων και αεροπορικών υπηρεσιών. Μερικές από αυτές όπως ο ορισμός της έννοιας των περιφερειακών αεροδρομίων, η ανάδειξη τους σε σημαντικούς εταίρους των εθνικών αεροπορικών δικτύων και η ολοκλήρωση των έργων του Ενιαίου Ευρωπαϊκού Ουρανού αποτελούν σημεία σημαντικά για την περαιτέρω ανάπτυξη και ανάδειξη των ελληνικών περιφερειακών αερολιμένων. Η κυβέρνηση που θα προκύψει μετά τις εκλογικές διεργασίες στην Ελλάδα θα πρέπει να αξιοποιήσει την συγκεκριμένη έκθεση προς όφελος των εθνικών περιφερειακών αερολιμένων και υπηρεσιών.

4-255-875

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A União Europeia revolucionou os serviços aéreos possibilitando a utilização de aeroportos secundários para companhias aéreas de baixo custo possibilitando uma mobilidade sem precedentes no continente europeu. Com a presente proposta, tendo por base os mesmos objetivos de mobilidade, pretende-se legislar sobre a definição de aeroporto regional e impedir práticas abusivas, de cobrança de taxas indevidas, fundamentadas em qualificação distinta do aeroporto em causa. Estas taxas podem mesmo ameaçar a atividade dos aeroportos regionais. Na verdade, os aeroportos regionais europeus são fundamentais para a criação de uma rede europeia de transportes eficiente e funcional, que facilite as trocas comerciais e garanta a mobilidade de um número cada vez maior de pessoas. Por todos estes motivos votei favoravelmente a presente resolução.

4-256-000

Fiorello Provera (EFD), *per iscritto*. – La Commissione europea non dovrebbe sottovalutare l'importanza degli "aeroporti regionali", che si differenziano dagli "aeroporti di snodo" in quanto la loro funzione è principalmente legata al territorio in cui si trovano. Purtroppo questi aeroporti sono sempre più trascurati dalla legislazione europea e considerati secondari nelle recenti proposte sullo sviluppo della rete europea dei trasporti. Condivido la posizione del relatore per quanto riguarda la monopolizzazioni di molti aeroporti regionali da parte di singoli vettori aerei e l'isolamento degli stessi dalla rete di trasporti. Bisogna impedire pratiche sleali come la "regola del bagaglio unico" imposta dai vettori che riduce fino al 70% la spesa dei passeggeri negli aeroporti con conseguenze sulle economie del territorio legate agli aeroporti regionali.

4-256-125

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Os aeroportos e os serviços aéreos regionais não só são essenciais enquanto nós de transportes que facilitam o bom funcionamento do mercado único da EU, como também são fundamentais enquanto geradores de crescimento económico. Em conjunto, alargam os horizontes das rotas comerciais tradicionais e contribuem para impulsionar de forma significativa as cidades e regiões que servem. A aviação é um setor com margens reduzidas pelo que é essencial criarmos um espaço de aviação que seja forte, competitivo e economicamente viável. No entanto, para além dos entraves económicos, também temos pela frente obstáculos relacionados com o impacto da aviação no ambiente, nos congestionamentos e na própria segurança. Penso que os aeroportos regionais europeus devem ser considerados elementos fundamentais para a criação de uma rede europeia de transportes eficiente e funcional, que facilite as trocas

comerciais e garanta a mobilidade de um número cada vez maior de pessoas. Para além de poder desempenhar um papel crucial na concretização da livre circulação dentro da UE, assumirá um importante papel no fomento do turismo, no acesso a novos mercados e na captação de mais investimento económico estrangeiro.

4-256-250

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – Oggi in Parlamento è stata votata la relazione dell'On. Philip Bradbourn concernente l'importanza degli aeroporti regionali, motore di sviluppo per il turismo regionale e per il trasporto merci specializzato, cruciali per la coesione territoriale e la diversificazione economica dell'Unione, specialmente in regioni nelle quali mancano altri mezzi di trasporto. La crisi però ha fortemente colpito gli aeroporti regionali che risultano attualmente fuori mercato, situazione che porta ad un maggiore consolidamento tra i principali aeroporti e le compagnie aeree, con il risultato che c'è meno scelta e prezzi più elevati per i clienti. L'inclusione degli aeroporti regionali negli orientamenti della TEN-T potrebbe facilitare l'accesso ai finanziamenti privati e incoraggiare gli Stati membri a investire in migliori reti di trasporti terrestri, in particolare treni ad alta velocità. Tuttavia, per migliorare la qualità generale dei servizi è necessario affrontare alcune pratiche adottate dalle principali compagnie a basso costo, come le tasse di prenotazione eccessive e le restrizioni sul bagaglio a mano che scoraggiano i viaggiatori a acquistare prodotti in aeroporto.

4-256-312

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution, qui souligne que la politique européenne en matière de transport aérien n'accorde actuellement pas assez d'attention aux aéroports régionaux. Or ceux-ci disposent d'un vrai potentiel de croissance. Il faut accélérer les travaux sur l'initiative du "ciel unique européen", et mieux prendre en compte le rôle spécifique des aéroports régionaux dans nos réseaux de transports: source importante de développement social et économique des régions - surtout celles dans lesquelles d'autres formes de transport font défaut, ils représentent un pôle d'attraction pour de nouvelles entreprises, et peuvent constituer un vecteur d'augmentation du tourisme régional. Le rapport aborde également un point important pour la protection des consommateurs: celui de certaines pratiques des principales compagnies aériennes low-cost, à savoir les frais de réservation abusifs ou encore les restrictions de bagages à main, qui découragent les voyageurs d'acheter des biens dans les aéroports. En s'attaquant à la pratique dite du "bagage unique" - par l'établissement de plafonds communs concernant les restrictions de poids ou encore en plafonnant les frais imposés pour les excédents de bagages - , on stimulera le développement du commerce de détail des aéroports de régions, voire des régions elles-mêmes.

4-256-375

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – Against. In the framework of a Commission Communication on airport capacity, linked to the airports package, the British part of the ECR insisted in the Committee on Transport and Tourism (TRAN) on producing an own-initiative report on regional airports, i.e. to demand more support from the EU for regional airports. The report does indeed put the focus on more support for regional airports, such as considering them in the TEN-T Regulation, but not applying the EU's safety and security or environmental rules. It stresses the economic importance of these airports for the regions concerned, repeating the motto of 'growth and jobs'. We (Greens/EFA) tabled amendments on 2020 targets for CO2 emissions, connecting regional

airports as much as possible with rail therefore, with the intention of obtaining a modal shift towards rail. We also proposed more coordination, cooperation between trans-border airports in close proximity to each other and better insight in EU co-funding in their favour. Unfortunately our formulations were rejected by the TRAN Committee. No amendments being possible for the plenary vote, we were forced to vote against this report during the single vote in plenary (Rule 138).

4-256-437

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore di questo testo perché ritengo fondamentale un rafforzamento del ruolo degli aeroporti regionali nel facilitare il buon funzionamento del mercato unico dell'UE, trasportando persone e merci tra le regioni e nel generare crescita economica di per sé. Ritengo fermamente che gli aeroporti regionali europei e i servizi aerei debbano essere considerati elementi chiave nella creazione di una rete di trasporti europea efficiente che favorisca gli scambi e assicuri la mobilità a un numero maggiore di persone. Auspico infine che l'aviazione regionale possa assicurare ai cittadini dell'UE che vivono in queste aree il godimento dei benefici apportati non solo da una maggiore mobilità ma anche dal turismo che ne deriva, dall'accesso a nuovi mercati e dalla capacità di attrarre maggiori investimenti economici.

4-256-500

Vilja Savisaar-Toomast (ALDE), *kirjalikult*. – Lugupeetud juhataja, lugupeetud kolleegid! Toetasin tänasel hääletusel piirkondlike lennujaamade ja lennuteenuste tulevikku Euroopa Liidus käsitleva raporti vastuvõtmist, kuna tegemist on olulise eelnõuga nii regionaalsest, piirkondlikkust kui ka siseturu vaatenurgast vaadatuna. Piirkondlike lennujaamade majanduslik panus ühiskonda on suur ja seetõttu on oluline, et nendele oleks tagatud ligipääs mitte ainult õhusilla kaudu, vaid ka maad mööda ühistranspordiga.

Nõustun raportööriga, et Euroopa Liidu piirkondlikel lennujaamadest ja lennuteenustel on keskne roll tõhusa ja toimiva ELi transpordivõrgu loomisel, mis lihtsustab kauplemist ning tagab suurema arvu inimeste liikuvuse. Piirkondlikul lennundusel võib olla oluline osa selle tagamisel, et vaba liikumine ELis saaks tegelikkuseks mitte ainult suurtes pealinnades elavate inimeste, vaid ka nende ELi kodanike jaoks, kes elavad väljaspool neid piirkondi. Oluline on märkida, et need linnad ja piirkonnad ei saaks kasu ainuüksi suuremast liikuvuse võimalusest, vaid ka turismi arendamisest, võimaldades juurdepääsu uutele turgudele ning meelitades ligi rohkem majanduslikke siseinvesteeringuid.

4-256-750

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Attualmente in Europa non esiste una definizione di "aeroporto regionale": ci sono aeroporti principali e minori in base ai tipi di collegamenti forniti, al volume dei passeggeri e ai collegamenti con le principali città e gli aeroporti principali. Una volta stabiliti i criteri e i parametri entro cui definire gli aeroporti regionali, nell'ottica di una mobilità intermodale efficiente, questi ultimi possono contribuire notevolmente a un migliore accesso a regioni e imprese, favorire il turismo e lo sviluppo dei servizi ad esso collegati e diffondere prosperità economica. Con questo voto si porta l'attenzione sul modo in cui gli aeroporti regionali e i servizi aerei sono stati spesso involontariamente, ma in modo sproporzionato, colpiti da parte della legislazione dell'Unione europea. Occorre, infatti, migliorare l'efficienza operativa ed economica degli aeroporti regionali e dei servizi aerei, nonché migliorare l'esperienza dei passeggeri che utilizzano tali strutture e servizi.

4-256-875

Alf Svensson (PPE), *skriftlig* . – Europaparlamentet röstade nyligen för ett initiativbetänkande om framtiden för regionala flygplatser och flygtjänster i EU (2011/2196(INI)). Personligen valde jag att rösta emot betänkandet. Betänkandet lyfte fram de många positiva aspekter som finns med regionala flygplatser. Men i stället för att hjälpa dessa regionala flygplatser, som ofta trafikeras av lågprisbolag, föreslogs åtgärder som kraftigt begränsar dessa bolags konkurrenskraft. Genom en rad regleringar av handbagage, avgifter för frivillig betalning med kreditkort, möjlighet att anställa personal via bemanningsföretag, slår man undan benen för många lågprisbolag (punkterna 42–45 i betänkandet).

4-256-937

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris* . – Am votat pentru raportul privind viitorul aeroporturilor și al serviciilor aeriene regionale în UE, deoarece aeroporturile regionale contribuie la dezvoltarea economică, la revitalizarea industriei și la ocuparea forței de muncă în regiunile lor. Aeroporturile regionale cu o conectivitate de mare amploare cu statele terțe și trafic intraeuropean și care contribuie la caracterul multimodal al transportului în regiunea lor, precum și aeroporturile regionale care pot servi la decongestionarea traficului, ar trebui incluse în planificarea rețelei TEN-T. Suntem preocupați de regula bagajului unic și de alte restricții referitoare la bagajul de mână impuse de anumite companii aeriene. Astfel de practici duc la o slabă calitate a serviciilor pentru pasageri, reprezintă o încălcare a legii concurenței și o încălcare a obligației de transparență privind taxele aplicabile unui bilet. Solicităm Comisiei să adopte o abordare echilibrată cu ocazia revizuirii liniilor directe privind aviația pentru a crea condițiile unei dezvoltări viabile din punct de vedere social și economic a serviciilor aeriene regionale, având în vedere dezvoltarea infrastructurii necesare pentru a asigura intermodalitatea, asigurând, totodată, accesibilitatea acestor servicii pentru cetățenii Uniunii și luând în considerare principiile subsidiarității și proporționalității.

4-257-000

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. – I very much welcome today's vote on the future of regional airports! As a Catalan with an important 'regional' airport like Barcelona and other minor ones such as Lleida, Girona and Reus, I believe that the role of such airports should be recognised fully. However in these times of severe economic crisis, I would like to underscore the importance of cost-benefit analyses when constructing new regional airports in Spain, as public investments should display a certain relationship between the amounts of money spent and the number of passengers using these airports. I strongly believe that regional airports should not be tools to enhance public deficits and should be economically sustainable in the mid-term.

4-257-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório reconhece a importância dos aeroportos e da aviação regionais para o desenvolvimento económico das regiões, em vários territórios, e também nas regiões ultraperiféricas. Embora reconheça o papel das políticas públicas na promoção deste desenvolvimento, defende também em seguida a supremacia do mercado, reduzindo a margem de manobra dos Estados e pondo mesmo em causa a sua intervenção e regulação. Ao longo de todo o relatório é defendido o céu

único europeu e a orientação de liberalização do setor, abordagens de que discordamos profundamente.

4-258-000

Relazione: Christofer Fjellner (A7-0098/2012)

4-258-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, considerando que este texto lista quatro grandes áreas prioritárias nas quais a Comissão deve tomar novas iniciativas: monitorização dos instrumentos de engenharia financeira, melhoria da fiabilidade da cadeia de responsabilidade, pré-financiamento e mecanismos de sanções eficazes a nível da Política de Coesão. Tanto eu como os meus colegas do Grupo S&D consideramos necessário melhorar o controlo dos mecanismos de auditoria e incentivar os Estados-Membros a assumir maior responsabilidade no âmbito da gestão partilhada. Considero igualmente pertinente alinhar os diferentes mecanismos utilizados pelo Tribunal de Contas e pela Comissão para evitar erros.

4-258-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non la décharge pour l'exécution du budget pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire. Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des Institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. En ce qui concerne le budget 2010 de la Commission européenne, nous l'avons votée. Toutefois, nous demandons à la Commission européenne de diminuer le taux d'erreur, qui allait jusqu'à 7,7 % dans les domaines de la cohésion, de l'énergie et des transports.

4-258-343

Jean-Pierre Audy (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge à la Commission européenne sur la base du rapport de mon excellent collègue Christofer Fjellner, qui a accompli un travail immense dans des conditions difficiles. Je ne m'explique pas pourquoi la Cour des comptes européenne et les 27 cours des comptes nationales ne travaillent pas suffisamment ensemble. Concernant les comptes consolidés, il n'est pas normal de les présenter avec des capitaux propres négatifs et de ne pas comptabiliser la créance que l'Union européenne a sur les Etats membres au titre des pensions aux personnels dont la dette est, par ailleurs, provisionnée au passif.

4-258-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Komisija yra atsakinga už ES biudžeto vykdymą ir vadovavimą programoms, todėl labai svarbu, kad šiuo sunkiu ekonomikos ir finansų krizės metu Komisija rodytų pavyzdį užtikrindama gerą viešąjį valdymą. Geras viešasis valdymas yra būtinas veiksnys norint išsaugoti piliečių pasitikėjimą Europos Sąjunga. Besitęsianti finansų ir biudžeto krizė valstybėse narėse taip pat kelią riziką Sąjungos biudžetui ypač dėl finansinės rizikos, susijusios su valstybėms

narėms suteiktomis paskolomis. Pritariu Europos Parlamento raginimams, kad Komisija pateiktų veiksmų planą tokiems prioritetiniams veiksams vykdyti, kaip atidžiai stebėti finansų inžinerijos priemonės, pagerinti ir sustiprinti atskaitomybę, iš naujo apsvarstyti galimybę dažniau naudoti išankstinį finansavimą bei sukurti veiksmingą sankcijų mechanizmą sanglaudos politikos srityje.

4-258-500

Bastiaan Belder (EFD), *schriftelijk*. – Verslag Fjellner krijgt mijn steun niet. De Europese Rekenkamer constateert dat het aantal fouten over 2010 is toegenomen in het beleidsveld dat al jarenlang het hoogste foutenpercentage kent, namelijk de structuurfondsen, het zogenoemde cohesiebeleid. Het rapport van het Europees Parlement formuleert terecht verzoeken aan de Europese Commissie. Ik ben bijvoorbeeld blij dat mijn amendement is aangenomen dat vraagt om controle op het noodfonds ten aanzien van de wettigheid, de regelmatigheid en de doeltreffendheid van de uitgaven. Een gemiste kans daarentegen is dat de verlening van kwijting niet afhankelijk wordt gemaakt van voortgang bij de nationale verklaringen. Die zorgen ervoor dat de lidstaten zich bewuster zijn van hun verantwoordelijkheid voor zorgvuldige omgang met het EU-geld dat ze beheren. Dat zou bijdragen aan de verlaging van het foutenpercentage, omdat een substantieel deel van de fouten voorkomen of gecorrigeerd had kunnen worden als de lidstaten voldoende alert waren geweest. Het is wrang dat ministers van landen met problemen de uitnodiging afslaan van het Europees Parlement om te praten over verbetering. De goede verzoeken uit het rapport kunnen kortom pas worden afgedwongen bij de Europese Commissie door uitstel van kwijtingverlening. Ik betreur dat de begrotingscontrolecommissie die stap niet heeft willen zetten.

4-258-562

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – La Commission européenne, par la voix du commissaire Algirdas Šemeta, vient de faire preuve de bonne volonté en s'engageant enfin à davantage mettre en œuvre l'accord interinstitutionnel. Ce que nous demandions surtout était que la Commission publie les rapports annuels qu'envoient les Etats membres faisant état de leurs comptes. Il existe un règlement qui vise à améliorer l'accès du public aux documents des institutions de l'UE. C'est un combat, que nous menons au Parlement européen, pour davantage de transparence et une coopération plus étroite entre les institutions. C'est donc une bonne nouvelle que la Commission entende nos requêtes. Cependant, nous restons vigilants, et veillerons à l'amélioration concrète de la diffusion des documents, car cela fait trop longtemps que l'accord interinstitutionnel devrait être en vigueur, et que nous devrions avoir un réel aperçu de l'exécution du budget de l'UE.

4-258-625

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against this report as it is utterly inconceivable that Parliament should grant any discharge for even a part of the budget until the budget as a whole has been signed off by the Court of Auditors, something which has never to date happened without significant tweaking and deception.

4-258-687

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la décharge sur l'exécution budgétaire à la Commission. Je note cependant une augmentation du taux d'erreur pour les dépenses relevant de la politique de cohésion mais aussi de l'énergie ou du transport. Je suis totalement

d'accord avec le rapport pour renforcer la transparence et l'efficacité budgétaire. Je suis par ailleurs attaché à l'utilisation des différents mécanismes de contrôle afin de s'assurer de la bonne gestion par les Etats membres des fonds européens.

4-258-875

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Le Parlement a approuvé les dépenses budgétaires de la Commission européenne pour 2010 après avoir obtenu des engagements de transparence. Il faut mettre en place une meilleure gestion et des systèmes de contrôle plus efficaces. Les instances politiques nationales devront à l'avenir répondre de la manière dont les fonds européens ont été dépensés dans leur pays, en signant les déclarations de gestion nationales. La crise financière qui secoue actuellement l'Europe a également des conséquences sur le budget de l'UE. Nous ne pouvons tolérer ni scandale, ni mauvaise gestion des fonds.

4-259-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Bizottságra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A zárszámadási jelentés felhívja a figyelmet arra, hogy a kohéziós politika területén a becsült hibaarány 2010-ben 7,7%-ra nőtt, mely magasabb a 2009-es értéknél. A zárszámadási jelentés többek között kiemeli, hogy nagyobb hangsúlyt kell a későbbiekben fektetni a pénzügyi tervezési eszközök hatékonyabb ellenőrzésére. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött, a szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-259-062

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório uma vez que concede a quitação à Comissão pela execução do orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2010. É de extrema importância que a União se destaque como exemplo de boa gestão pública, elemento necessário para conservar a notação de triplo A, indispensável para garantir o compromisso dos 60 000 000 000 EUR de garantia a favor do Mecanismo Europeu de Estabilização Financeira.

4-259-093

Göran Färm (S&D), *skriftlig*. – För första gången sedan 2006 visade årsrapporten från EU:s revisionsrätt en ökning av andelen fel som begåtts vid implementeringen av EU:s budget – från 3,3 % (år 2009) till 3,7 %. Denna ökning är ytterst bekymrande och får inte tillåtas bli återkommande.

Det är Europeiska kommissionen som ytterst ansvarar för användningen av EU:s pengar. Ändå riktar sig revisionsrättens kritik inte främst mot kommissionen, utan mot medlemsstaterna. För ca 80 % av EU:s utgifter delas förvaltningen av pengarna mellan kommissionen och medlemsstaterna, och det är medlemsstaterna som här står för utbetalningarna. Det är även inom dessa utgiftsområden som felprocenten ökat mest under 2010. Därför anser vi att kommissionen bör beviljas ansvarsfrihet, och att medlemsstaterna i stället i rådet diskuterar åtgärder för att komma tillrätta med dessa fel.

4-259-125

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Apesar do parecer favorável do Tribunal de Contas, não posso deixar de considerar que, no que respeita aos pagamentos efetuados, é preocupante o aumento da taxa de erro verificada entre a execução de 2009 e a de 2010. Para além disso, é importante reforçar a necessidade de a Comissão apresentar um plano no sentido de (i) acompanhar de perto a utilização dos instrumentos de engenharia financeira; (ii) melhorar e reforçar a fiabilidade da cadeia de responsabilidade; (iii) reapreciar a utilização acrescida de pré-financiamentos; e (iv) criar um mecanismo de sanção eficaz no domínio da política de coesão, para que a Comissão possa assumir inteiramente a sua responsabilidade final e global pela execução do orçamento. Por fim, no contexto da crise económica e financeira que a União atravessa, é importante que as políticas orçamentais da UE levem em devida linha de conta a situação concreta dos Estados, sobretudo quando esta afeta não apenas os recursos próprios da União mas também os cofinanciamentos e a necessidade de apoio financeiro prestado ao abrigo dos Tratados e do FEEF (e do MEE).

4-259-187

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço, elaborado por Christofer Fjellner, versa sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia (UE) para o exercício de 2010, Secção III – Comissão e agências de execução. Nos termos do n.º 1 do artigo 17.º do Tratado da União Europeia, a Comissão executa o orçamento e gere os programas em articulação com os Estados-Membros e seguindo os princípios de boa gestão financeira. Tendo em conta a crise que atravessamos, entendo ser primordial que a UE se destaque como um exemplo no que respeita à boa gestão dos dinheiros públicos, condição sine qua non para a manutenção da notação de triplo A essencial à satisfação dos compromissos a favor do Mecanismo Europeu de Estabilização Financeira. Nestes termos, e tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e os pareceres das comissões interessadas, voto favoravelmente o relatório presente.

4-259-250

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – São vários os pontos deste relatório e da resolução anexa com os quais não concordamos. O relator lança suspeitas e acusações sobre os Estados-Membros, minoriza o seu papel na execução orçamental, desrespeita alguns princípios fundamentais de soberania destes Estados e defende um "policiamento" apertado da Comissão sobre os Estados-Membros. Em relação à gestão dos fundos comunitários - Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional, Fundo de Coesão, Fundo Social Europeu, energia e transportes, - o relatório salienta que tem havido um aumento da taxa de erro, sendo esta causada pela má gestão desses fundos por parte dos Estados-Membros. Sugere, assim, que a Comissão sancione os Estados-Membros em incumprimento, "através de diversos instrumentos". Esses instrumentos vão desde a interrupção e suspensão do pagamento dos fundos à defesa da necessidade de auditorias externas. Sublinha ainda que esses pagamentos só poderão ser retomados "se dados de auditoria adequados e suficientes recolhidos no local provarem que as deficiências foram remediadas". Ao mesmo tempo, não aprofunda, como podia e devia fazer, algumas das causas que motivam incumprimentos diversos.

4-259-281

Juozas Imbrasas (EFD), raštu . – Kaip žinia, patvirtindamas biudžeto įvykdymą EP pripažįsta, jog institucija ar agentūra tinkamai vykdė savo biudžetą. Šiandien akivaizdu, kad Europą ištiko sunki biudžeto ir finansų krizė, dėl kurios gali nukentėti pasitikėjimas Europos Sąjunga, ir itin svarbu, kad Sąjunga su Europos Komisija, vykdančia Sąjungos biudžetą, rodytų pavyzdį užtikrinamos gerą viešąjį valdymą. Daugiau kaip 90 proc. visų klaidų buvo nustatytos ne Komisijos, o valstybių narių valdžios institucijų ir galutinių naudos gavėjų lygmeniu. Pritariau Europos Komisijos biudžeto, kuris sudaro daugiau nei 80 proc. visų ES išlaidų, įvykdymo patvirtinimui. Tačiau manau, kad Europos Sąjungai, esant šiandieninei situacijai, labiau nei kada nors anksčiau reikia griežto, nepriklausomo ir veiksmingo išorės audito. Yra daug probleminių klausimų, į kuriuos Europos Sąjungos piliečiai privalo gauti atsakymus.

4-259-312

Kent Johansson, Marit Paulsen, Olle Schmidt och Cecilia Wikström (ALDE), skriftlig . – Vi anser att det oacceptabelt att inte samtliga medlemsstaters årliga sammanfattningar gjorts tillgängliga som del i budgetkontrollprocessen för kommissionens budget 2010. Det är i strid med det rådande interinstitutionella avtalet och det bidrar varken till ett öppet och transparent EU eller till stärkt förtroende för unionens institutioner bland EU-medborgarna. Därför hade vi ursprungligen avsett att rösta för ett uppskjutande av beslutet om ansvarsfrihet för kommissionens budget 2010.

Kort tid innan omröstningen kom dock kommissionär Semetas löfte om att samtliga dessa årliga sammanfattningar nu ska göras tillgängliga. Vi välkomnar beskedet men vill samtidigt understryka att det är ett beslut som borde ha kommit mycket tidigare i processen. Den utlovade publiceringen kommer allt för sent för att vi ska kunna stödja ett beviljande av ansvarsfrihet för kommissionen. I detta läge väljer vi därför att lägga ner vår röst i omröstningen om denna punkt.

4-259-375

David Martin (S&D), in writing . – While of course having doubts about some aspects of EU expenditure in 2010 I felt overall able to vote to give discharge to the Commission for the general budget.

4-259-500

Mario Mauro (PPE), per iscritto . – Per quanto concerne il scarico per l'esecuzione del bilancio generale dell'Unione europea per l'esercizio 2010, sezione III – Commissione e agenzie esecutive vorrei ribadire ciò che è stato espresso nel parere della Commissione affari esteri, per cui l'efficienza e l'efficacia dell'azione esterna dell'Unione potrebbero aumentare ulteriormente se il personale delle delegazioni dell'UE, indipendentemente dall'istituzione di origine, cooperasse strettamente e in modo flessibile. La Commissione e il vicepresidente/alto rappresentante non devono attendere a mettere in atto tutte le misure amministrative e regolamentari necessarie, al fine di facilitare e migliorare la cooperazione di tutto il personale dell'UE che lavora per la Commissione o il SEAE all'interno delle delegazioni dell'Unione.

4-259-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório que dá quitação ao orçamento geral da UE.

4-259-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The Commission bears ultimate responsibility for the execution of the EU budget. I think that here are the challenges of the budget execution within the shared management between the Commission and the Member States. The Commission and the Member States should work together to decrease the error rate in cohesion policy and other big spending areas of the EU budget by making their monitoring and control systems more effective.

4-259-781

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult*. – Hoolimata eri puudujääkidest 2010. aasta eelarve täitmisel toetasin selle raporti vastuvõtmist, mis osutas põhjalikult paljudele vajakajäämistele ning sisaldas vastavaid ettepanekuid olukorra parandamiseks. Pean kahetsusväärseks, et eri maksed on olnud olulisel määral vigadest mõjutatud ning järelvalve- ja kontrollisüsteemid on ainult osaliselt mõjusad. Samuti pole normaalne olukord, kus puudub piisav teave praeguste finantskorraldusvahendite kasutamise kohta, ning see puudutab kõiki poliitikavaldkondi. Naiste õiguste ja soolise võrdõiguslikkuse komisjoni liikmena pean oluliseks, et kontrollikoda hindaks eelarve täitmist võimaluse korral sooperspektiivi kaudu. Kahjuks ei sisalda see aastaaruanne kontrollikoja tähelepanekuid ega komisjoni vastuseid sooküsimusega seonduvate kulutuste kohta. Sooperspektiivi hõlmav eelarveaudit on eeltingimuseks soolise mõõtmega sooküsimustega seonduva eelarve koostamiseks ning loodetavasti arvestatakse sellega järgnevatel aastaruannete koostamisel.

4-259-796

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O novo capítulo 8 do Relatório Anual, intitulado *Orçamento da UE: obter resultados*, insere um novo paradigma que creio ser fundamental nas contas públicas europeias. Uma política assim direcionada, aliada a dados fidedignos, constitui a base de uma boa gestão. Considerando que a Europa se defronta com uma grave crise orçamental e financeira, que pode dar origem a uma crise de confiança na União, e que é de vital importância que a União se destaque como exemplo de boa gestão pública, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010, acompanhando as recomendações efetuadas pelo Parlamento Europeu.

4-259-937

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – La procedura di discarico del bilancio dell'Unione europea è un'importante possibilità di certificare che il denaro europeo venga speso nel pieno rispetto per i contribuenti. Dobbiamo garantire che in tempi di crisi

economica, in un momento in cui ogni Stato membro viene chiamato all'austerità economica, l'UE utilizzi le sue risorse con attenzione e riduca al minimo gli sprechi e le frodi. Questa mattina, oltre alla relazione sulle questioni orizzontali riguardanti la gestione finanziaria e il controllo delle agenzie, si è votato per 24 organismi decentrati. Per 21 agenzie, si è proposto di concedere il discarico e per 3 di rinviarlo: Agenzia europea per i medicinali a Londra (tra gli altri a causa del rifiuto di istituire un nuovo sistema di pagamento), l'Autorità europea per la Sicurezza Alimentare di Parma (a causa della necessità di drastici tagli di spesa per le riunioni del consiglio di amministrazione, nonché i conflitti di interessi del personale e dei membri del consiglio di amministrazione) e l'Agenzia europea per l'ambiente di Copenaghen (a causa di conflitti di interesse). Con il nostro voto chiediamo chiarezza per quelle agenzie a cui non sarà concesso, anche nel rispetto del denaro pubblico dei cittadini europei.

4-260-000

Relazione: Christofer Fjellner (A7-0102/2012)

4-260-750

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando que o Tribunal de Contas Europeu publica todos os anos mais de uma dúzia dos chamados *relatórios especiais* que se centram em questões de política muito específica sobre diversos tópicos. Na realização destes relatórios, o Tribunal utiliza a abordagem de auditoria de desempenho para analisar a eficácia de determinadas políticas e programas. As recomendações do Tribunal devem ser tomadas em conta pelo Conselho Europeu e pelo Parlamento durante o seu exercício de quitação.

4-260-718

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Tout budget présentant un pourcentage d'erreur supérieur à 2 % est considéré par la Cour des comptes européenne comme entaché d'erreur matérielle. J'ai cependant estimé que la Commission n'est pas seule responsable, les États membres ayant les instruments nécessaires pour déceler une partie des erreurs. La sanction systématique ne procède pas d'une démarche constructive ; j'ai préféré voter la décharge et donner les moyens à la Commission européenne de corriger les erreurs.

4-260-687

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą. Palankiai vertinu visas Audito Rūmų specialiąsias ataskaitas, kurios atskleidžia Komisijos darbo teigiamas puses, bet kartu ir problemas, su kuriomis Komisija susiduria įgyvendinama ES biudžetą ir vadovaudama ES programoms. Pritariu šiose ataskaitose pateiktoms Audito rūmų išvadoms ir rekomendacijos bei raginimams Komisijai ir valstybėms narėms pilnai atsižvelgti į šias rekomendacijas. Kaip S&D frakcijos narys, atsakingas už OLAF klausimo kuravimą biudžeto kontrolės komitete, norėčiau atkreipti ypatingą dėmesį į Audito Rūmų specialiąją ataskaitą Nr. 2/2011 „Tolėsni priemonės, atsižvelgiant į Specialiąją ataskaitą Nr. 1/2005 dėl Europos kovos su sukčiavimu tarnybos valdymo“. Didelį susirūpinimą kelia Audito rūmų pastabos, kad vidutinė bylos nagrinėjimo trukmė OLAF yra ilgesnė nei dveji metai, kas rodo, jog išlieka problemų, susijusių su OLAF valdymo sistema ir užduočių paskirstymu. OLAF ir Eurojustas 2008 m. pasirašė bendradarbiavimo susitarimą, kuriuo siekiama efektyviau kovoti su sukčiavimu, tačiau pagal OLAF perduotų bylų skaičių Eurojustui (2008 m. OLAF perdavė informaciją apie penkias, o 2009 m. – tik apie vieną bylą) tampa aišku, jog šių

dviejų tarnybų bendradarbiavimas nėra veiksmingas. Pritariu, jog būtina gerinti OLAF valdymo struktūrą bei trumpinti bylų nagrinėjimo laiką, kas leistų efektyviau kovoti su finansiniais nusikaltimais ir sukčiavimu visoje ES.

4-260-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione dunque per la concessione del discarico sulle Relazioni speciali della Corte dei conti nel contesto del discarico alla Commissione, in quanto l'analisi condotta dall'Onorevole collega Fjellner non emergono criticità rilevanti né punti controversi.

4-260-562

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against this report as it is utterly inconceivable that Parliament should grant any discharge for even a part of the budget until the budget as a whole has been signed off by the Court of Auditors, something which has never to date happened without significant tweaking and deception. I also believe that it is a disgrace that Parliament continues to waste money during a time of strict austerity on projects such as a visitor's centre, the House of European History, the LUX prize and other such awards designed to promote the EU's erroneous values which simply function as vehicles to push forward Brussels' agenda. As such it is using taxpayers' money to afford propaganda when hundreds of thousands of citizens in Europe are hostile to the machinations of the European Union in their home countries and suffering terribly as a result of the failed single currency project. It also brings about the subject of holding Parliamentary plenary in Strasbourg, which is not only a profligate waste of money but goes against the EU's purported carbon reduction values. The agreement to have Parliament in Strasbourg was to satiate calls from the then French Government, calls which are outdated and smack of preferentialism.

4-261-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Bizottságról készült 2010. évi számvevőszéki különjelentésekre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék felhívja az Európai Bizottságot arra, hogy hatékonyabban lépjen fel a tagállamokkal szemben és haladéktalanul csoportosítson át több tisztviselőt az állami támogatások ellenőrzésére. Arra ösztönzi a Bizottságot, hogy fontolja meg azt, hogy a pénzügyi válság sikeres kezeléséből levont tanulságokat fel tudja-e majd használni a „rendes” körülmények között folyó munka leegyszerűsítésére. Támogatom a Számvevőszék arra vonatkozó ajánlásait, hogy tovább kell erősíteni a Bizottság felügyeleti és koordinációs hatáskörei keretében tett intézkedéseit. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-261-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório por conceder quitação à Comissão Europeia para a execução do orçamento para o exercício de 2010. Os relatórios

especiais do Tribunal de Contas são de muita importância para o Parlamento no exercício da sua função de autoridade de quitação.

4-261-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Registo positivamente a apreciação feita pelo Tribunal de Contas nestes relatórios especiais, pois é através destes que podemos aceder de forma mais esclarecida a informações relativas à execução dos fundos, bem como à necessidade de proceder à reapreciação ou readaptação de programas e projetos. Todas as informações agora prestadas pelo Tribunal devem ser tidas em consideração pela União, nomeadamente pela Comissão, enquanto principal órgão de execução e gestão do orçamento da União.

4-261-312

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Christofer Fjellner, versa sobre a análise dos relatórios especiais do Tribunal de Contas no âmbito da quitação à Comissão relativa ao exercício de 2010. Anualmente, o Tribunal de Contas Europeu tem de apresentar ao Parlamento Europeu um relatório anual sobre o exercício financeiro. Os relatórios especiais do Tribunal de Contas fornecem ao PE informações sobre a execução de fundos habilitando este a exercer a sua função de autoridade de quitação. Após a análise do mesmo, concordo com o relator sobre a necessidade da Comissão de introduzir alterações nos procedimentos, de acordo com as propostas plasmadas nos relatórios, informando o Parlamento Europeu, de modo a garantir a certeza jurídica a todos os intervenientes nos relatórios. Nestes termos, e tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e os pareceres das Comissões interessadas, voto favoravelmente o presente relatório presente.

4-261-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už rezoliuciją dėl Audito Rūmų specialiųjų ataskaitų vykdant Komisijos 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimo procedūrą, kadangi pagal Europos Sąjungos sutarties 17 straipsnio 1 dalį Komisija vykdo biudžetą ir vadovauja programoms laikydamosi Sutarties dėl Europos Sąjungos veikimo 317 straipsnio nuostatų, bendradarbiaudama su valstybėmis narėmis savo pačios atsakomybe ir atsižvelgdama į patikimo finansų valdymo principą. Specialiosiose Audito Rūmų ataskaitose suteikiama informacija svarbiais klausimais, susijusiais su lėšų panaudojimu, kuri dėl to svarbi Parlamentui atliekant biudžeto įvykdymą tvirtinančios institucijos vaidmenį. Parlamento pastabos dėl Audito Rūmų specialiųjų ataskaitų sudaro neatskiriama minėtojo 2012 m. gegužės 10 d. sprendimo dėl Europos Sąjungos 2010 finansinių metų bendrojo biudžeto įvykdymo patvirtinimo, III skirsnis – Komisija dalį.

4-261-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report. I find unacceptable the way in which the Commission recurses to budget support within ENPI, treating it as the preferred aid modality in the three countries, without a detailed evaluation of the effectiveness of the available tools; stresses in this context that sector budget support is often related to a low visibility and occasional motivation by the governments, and is deeply concerned by the Court of Auditors' conclusion that the suitability of an area for sector budget support became an important factor for determining assistance in the 2007 annual action programmes; urges the Commission to follow the Court of Auditors' recommendation to choose sector budget support more selectively by considering all

available options in ENPI and to develop a more balanced deployment of the different tools; stresses the need to increase the access of NGOs and the private sector in the beneficiary countries to the assistance provided

4-261-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas de forma rigorosa pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. O Tribunal de Contas elaborou vários relatórios especiais para a comissão segundo os quais, de um modo geral, salvo raras exceções, e a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. Nesse sentido, voto favoravelmente este relatório.

4-261-625

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Court of Auditors publishes every year more than a dozen of the so-called ‘special reports’ that focus on very specific policy issues and topics. In producing these reports, the Court uses the performance audit approach to analyse the effectiveness of particular policies and programmes. The Court’s recommendations are taken into account by Parliament during its discharge exercise. More efficient work in this direction is necessary. I voted in favour.

4-261-656

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult*. – Toetasin seda raportit, nõustudes kontrollikoja eriaruannetega komisjoni 2010. aasta eelarve täitmise kohta. Pean sarnaselt kontrollikoja ettepanekule eriaruandes nr 7/2010 oluliseks viia läbi raamatupidamisarvestuse kontrollimise ja heakskiitmise menetluse reform, mis aitaks lühendada menetlust ja luua selge seose sissenõutud summade ning tegelikult eeskirjade vastaselt tehtud maksete vahel. Mis puudutab eriaruannet nr 14/2010 importliha ohutuse teemal, siis olen täiesti päri kontrollikoja soovitusel, kus komisjoni kutsutakse üles seadma eesmärgiks liikmesriikide erineva kohtlemise ehk diskrimineerimise kaotamine kolmandates riikides.

Näiteks kehtestas Vene Föderatsioon Euroopa Liidu liikmesriikide suhtes sigade ja muude loomade sisseveokeelu, mis puudutab sisuliselt vaid Eestit ja Lätit, kuna nimetatud riikide elusloomade eksport moodustab enamiku EL-i elusloomade ekspordist Venemaale. Toiduhügieenialaste nõuete väärtõlgendamine on alatu vahend muude poliitiliste eesmärkide saavutamiseks ning seda tuleks Euroopa kõrgemal tasemel taunida.

Eriaruandes 07/2011 pean oluliseks täpsemini suunatud maaelu arengukavade koostamist liikmesriikides, sest eesmärgiks tuleb seada nende reaalne täitmine, mitte nende koostamine lihtsalt selleks, et seda nõuab Euroopa bürokraatia.

4-261-671

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Os relatórios especiais do Tribunal de Contas fornecem informações sobre questões que o preocupam relacionadas com a execução dos fundos, que são, pois, úteis para o Parlamento no exercício da sua função de autoridade de quitação. Saliento o facto de o Organismo Europeu de Luta Antifraude (OLAF) utilizar mais os seus poderes de inquérito, por exemplo, através da realização de

verificações e entrevistas no local ou de uma concentração nos processos mais graves e complexos. Por esta razão em especial, mas com base nas recomendações apresentadas pelo Parlamento Europeu, e tendo por base a recomendação do Conselho e os referidos relatórios do Tribunal de Contas Europeu, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010.

4-262-000

Relazione: Boguslaw Liberadzki (A7-0120/2012)

4-262-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, que é especialmente focado na quitação para 2010, particularmente na execução orçamental para esse ano. Considerável detalhe foi adicionado sobre o financiamento dos prémios do Parlamento ao longo de três anos. Na TV Europarl, é importante evitar o esquema a ser fechado e retornar à chamada original do relator para uma análise custo-benefício em primeira instância. Finalmente é importante acolher a iniciativa de examinar possíveis reduções de custos no Parlamento, conforme solicitado na resolução sobre o orçamento de 2013. O Parlamento Europeu, enquanto instituição europeia representativa direta dos cidadãos europeus, tem o dever de economizar numa altura que os próprios cidadãos europeus sentem fortes constrangimentos económicos e financeiros.

4-262-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Nous, parlementaires, sommes tenus de voter ou non la décharge des autres institutions et agences de l'Union européenne. Nous devons également mener notre auto-critique et nous avons cette fois-ci avalisé nos propres comptes. Au sein de notre budget et à titre d'exemple, nous disposons d'EuroparlTV, la chaîne de télévision du Parlement lancée en 2008, qui malheureusement n'attire pas assez de citoyens européens. Nous avons aussi un budget dédié à l'accueil de dizaines de milliers de visiteurs (283 000 l'an dernier). Chaque député a la possibilité de parrainer 110 visiteurs par an. Vous pouvez consulter mon site internet www.sophieauconie.eu pour plus d'informations !

4-262-625

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos Parlamento biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Palankiai vertinu Audito Rūmų gana teigiamus įvertinimus ir pritariu visoms jo pateiktoms išvadoms ir rekomencijoms. Svarbu, kad Parlamentas tinkamai atsižvelgtų į Audito Rūmų rekomencijas, ypač tobulinant viešųjų pirkimų procedūras, iš naujo apsvarstant viešųjų pirkimų kontrolės priemones, kad būtų užtikrinamos konkurencingiausios siūlomų paslaugų ir prekių kainos bei efektyviai panaudojami ES mokesčių mokėtojų pinigai. Kaip ir praėjusiais metais pritariu, kad Parlamentas turėtų tik vieną darbo vietą toje pačioje vietoje kaip ir kitos Europos Sąjungos institucijos.

4-262-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against this report as it is utterly inconceivable that Parliament should grant any discharge for even a part of the budget until the budget as a whole has been signed off by the Court of Auditors, something which has never to date happened without significant tweaking and deception. I also believe that it is a disgrace that Parliament continues to waste money during a time of strict austerity on projects such as a visitor's centre, the House of European History, the LUX prize and other such awards

designed to promote the EU's erroneous values which simply function as vehicles to push forward Brussels' agenda. As such it is using taxpayers' money to afford propaganda when hundreds of thousands of citizens in Europe are hostile to the machinations of the European Union in their home countries and suffering terribly as a result of the failed single currency project. It also brings about the subject of holding Parliamentary plenary in Strasbourg, which is not only a profligate waste of money but goes against the EU's purported carbon reduction values. The agreement to have Parliament in Strasbourg was to satiate calls from the then French Government, calls which are outdated and smack of preferentialism.

4-262-875

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge du Parlement européen pour l'exercice 2010. Je partage l'avis du rapporteur quant à la nécessité de mieux affecter les crédits disponibles et d'éviter les dépenses inutiles. Je prends note des difficultés rencontrées par EuroparlTV. J'aimerais cependant rappeler combien il est important de disposer d'outils de communication adéquats pour tenir les citoyens informés des actions du Parlement européen.

4-263-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Parlamentre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék az ellenőrzések során az összes kifizetést lényeges hibáktól mentesnek találta, és nem tárt fel hiányosságot azon vizsgálat során sem, amikor a felügyeleti és ellenőrzési rendszerek költségvetési rendeletnek való megfelelését értékelte. Üdvözlendő, hogy a Belső Ellenőrzési Szolgálat a legmagasabb szinten megfelel a belső ellenőrzés szakmai gyakorlatára vonatkozó nemzetközi szabványoknak. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-263-312

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – La relazione allegata al discharge del bilancio del Parlamento Europeo rileva il mancato successo del progetto "Europarl TV" e, a fronte del basso numero di utenti diretti, invita il Segretariato Generale a presentare alla Commissione competente la proposta di chiusura del progetto. La relazione quantifica inoltre l'enorme spreco collegato al mantenimento della sede di Strasburgo del Parlamento Europeo, il cui costo nel 2010 è quantificabile in oltre cinquanta milioni di euro, mentre le stime del risparmio che deriverebbe dalla definizione di una sede unica si attestano intorno ai cento ottanta milioni. La relazione sottolinea inoltre che il Parlamento ha già espresso la sua posizione, dichiarandosi favorevole alla chiusura della sede di Strasburgo. Lo spreco di denaro pubblico non è mai tollerabile, ma risulta ancora più odioso in periodi di recessione come quello attuale, in cui gli Stati sono costretti a chiedere sacrifici ai propri contribuenti. Augurandomi che le Istituzioni competenti compiano uno sforzo per ridurre o eliminare questi e altri sprechi, ho espresso il mio parere favorevole alla relazione sul discharge 2010 del bilancio del Parlamento Europeo.

4-263-343

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Ce vote a été l’occasion de faire ressurgir le débat sur la localisation du siège du Parlement européen. Pourtant, cette situation renvoie à des références historiques ainsi qu’à des textes juridiques qui ne sauraient être remis en cause par des attaques bien souvent erronées sur les coûts ou les dommages de la dispersion des locaux du Parlement européen. La question de Strasbourg ou de Bruxelles ne se pose pas ici puisque selon les traités qui fondent historiquement notre Union, Strasbourg est la règle et Bruxelles l’exception.

4-263-359

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por conceder quitação ao Presidente do Parlamento Europeu pela execução do orçamento para o exercício de 2010. A entrada em vigor do Tratado de Lisboa aumentou as competências e o volume de trabalho do Parlamento, neste sentido, é de realçar o esforço desta instituição para superar os desafios orçamentais, adotando medidas concretas de melhoria da relação custo-eficácia.

4-263-375

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Gostaria de, desde já, saudar a conclusão do Tribunal de Contas segundo a qual os pagamentos não contêm erros materiais e o facto de não terem sido detetadas insuficiências materiais na avaliação da compatibilidade entre os sistemas de supervisão e controlo e as disposições do Regulamento Financeiro. O presente relatório faz uma análise exaustiva da situação orçamental do Parlamento, chamando a atenção para algumas questões importantes que urge rever no que se refere ao funcionamento do Parlamento, à segurança e à gestão de infraestruturas. Porém, chamo mais uma vez a atenção para o facto de o momento da quitação das contas não ser o momento para propor ou discutir medidas de natureza orçamental. Pelo contrário, entendo que o Parlamento Europeu deve iniciar uma reflexão aprofundada sobre o seu modelo de funcionamento e gestão, sem ceder à demagogia e conseguindo uma gestão eficaz, razoável e parcimoniosa dos recursos que lhe são alocados.

4-263-437

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Boguslaw Liberadzki, versa sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2010, Secção I – Parlamento Europeu. A auditoria que o Tribunal de Contas realizou às despesas administrativas em 2010 do PE concluiu que todas as instituições tinham cumprido, satisfatoriamente, os procedimentos de supervisão e de controlo exigidos pelo Regulamento Financeiro. Embora entenda que há necessidade de melhorar as regras de transparência, de modo a ser bem claro quais as instituições, singulares, coletivas ou públicas que beneficiam dos fundos da União Europeia, e considerando que o Secretário-Geral certificou, em 16 de junho de 2011, a execução correta do orçamento do PE e que foram respeitados os princípios de boa gestão financeira, votei favoravelmente o presente relatório.

4-263-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Na generalidade, o relator considera que existe uma garantia suficiente de que o orçamento do Parlamento Europeu tem sido implementado em conformidade com os princípios da boa gestão financeira. Não obstante, o relatório

faz algumas críticas específicas e algumas sugestões, que merecem o nosso acordo na generalidade, não obstante uma ou outra divergência pontual - que assinalámos durante as votações - e uma visão distinta sobre algumas das questões incluída na resolução. São de salientar as referências à poupança possível com uma maior racionalização das missões entre os três locais de trabalho (Bruxelas, Luxemburgo e Estrasburgo); os atrasos e o considerável aumento dos custos do novo Centro de Visitantes do PE; os custos e a falta de clareza associados ao projecto da Casa da História Europeia; custos relacionados com a agência de viagens. Refira-se que o relator propõe a abolição de prémios como o Lux, de cinema, referindo-se também ao fim do prémio Jornalismo, mas nada diz quanto ao futuro do prémio Sakharov - que é o prémio que tem um valor mais alto de despesas e que, desde 2009 teve um aumento de 352 348€.

4-263-625

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – Je me suis abstenue lors du vote sur la résolution qui accompagne la décharge sur l'exécution du budget 2010 du Parlement européen. En effet, si je soutiens les orientations générales contenues dans cette résolution, je m'oppose vivement à 2 amendements (amendements 6 et 15) clairement anti-Strasbourg qui ont été adoptés et intégrés dans cette résolution. Le débat et les attaques sur la localisation du siège du Parlement Européen ressurgissent de plus en plus régulièrement, et j'y suis très attentive. Certes, c'était longtemps une question de symbole. Mais c'est aujourd'hui, et avant tout, une question juridique et politique. Je reste fermement engagée dans ce combat permanent pour le maintien du siège du Parlement Européen au sein de notre belle capitale européenne. Par ailleurs, j'ai voté contre l'amendement n° 4 qui souhaitait voir disparaître le Prix LUX qui, décerné chaque année par le Parlement européen, récompense des films qui vont au cœur du débat public européen et illustrent l'universalité des valeurs européennes, la diversité culturelle et le processus d'intégration européenne.

4-263-750

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau sprendimui dėl Europos Sąjungos 2010 finansinių metų bendrojo biudžeto įvykdymo patvirtinimui, I skirsnis – Europos Parlamentas, kadangi atlikus Audito Rūmų auditą nustatyta, kad valdydamos 2010 m. administracines išlaidas visos institucijos patenkinamai taikė priežiūros ir kontrolės sistemas, kurių reikalaujama pagal Finansinį reglamentą, ir 93 proc. iš 58 audituotų mokėjimų nebuvo nustatyta esminių klaidų. 2011 m. birželio 16 d. Generalinis sekretorius pažymėjo, jog turi pagrįstą patvirtinimą, kad Parlamento biudžetas įvykdytas laikantis patikimo finansų valdymo principų ir kad įdiegtos kontrolės procedūros tinkamai užtikrina susijusių operacijų teisėtumą ir tvarkingumą.

4-264-000

Astrid Lulling (PPE), *par écrit*. – La résolution qui accompagne la décharge sur l'exécution du budget 2010 du Parlement européen contient à nouveau son lot de contradictions, d'erreurs ou d'idées saugrenues.

Aussi me suis-je opposée à ce texte, alors que je n'ai aucun problème à voter la décharge comme mes collègues.

Je ne comprends pas que notre service juridique ne déclare pas irrecevables certains amendements et aussi certains paragraphes qui n'ont rien à voir avec la décharge, par exemple le paragraphe 96, qui est en contradiction avec le paragraphe 95. Comment est-il

possible qu'une commission se moque royalement de l'avis du service juridique qui lui signale qu'un amendement est irrecevable?

Une des demandes les plus saugrenues est de solliciter l'avis de la Cour des comptes sur le régime des subventions allouées aux groupes de visiteurs.

En effet, le Bureau vient bien de modifier ce régime. Il n'y a aucun risque de paiements indus, car il s'agit de forfaits qui couvrent à peine les dépenses.

Je dois encore rectifier le paragraphe 68, dans lequel on observe le nombre relativement élevé de ressortissants luxembourgeois au sein du personnel, à savoir 2,3 %.

Ce chiffre est faux. Il y a en tout 117 fonctionnaires luxembourgeois sur 5 540 postes...

(Explication de vote écourtée en application de l'article 170 du règlement)

4-264-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which 'Notes the reply given by Parliament's Secretariat to the effect that the annual cost of Parliament's seat in Strasbourg stood at precisely EUR 51 500 000 in 2010, comprising EUR 33 500 000 in infrastructure costs and EUR 18 000 000 in operating costs for the 12 monthly part-sessions; points out that these official figures are far lower than the estimates previously put forward, which ranged from EUR 169 000 000 to EUR 203 000 000'.

4-264-625

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge au Parlement européen car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Je félicite le rapporteur pour son travail.

4-264-687

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I voted in favour of granting the European Parliament discharge in respect of the implementation of Parliament's budget for the financial year 2010. I supported amendments in favour of greater budget transparency and for the opportunity to make further savings by designating a single seat for Parliament.

4-264-718

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas de forma rigorosa pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório que dá quitação ao orçamento geral da UE.

4-264-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Bogusław Liberadzki focused the Discharge Report for 2010 as much as possible on the budget implementation for that year (previous

rapporteurs have tried to expand the scope of the discharge report far beyond budget implementation for the year in question, to include wider budget issues and call into question projects or initiatives agreed by the Bureau). A very good job, I voted in favour.

4-264-781

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Considerando que a auditoria do Tribunal de Contas concluiu que, no que se refere às despesas administrativas em 2010, todas as instituições aplicaram satisfatoriamente os sistemas de supervisão e de controlo exigidos pelo Regulamento Financeiro e que 93 % dos 58 pagamentos auditados não continham erros materiais e que, por outro lado, o Secretário-Geral do Parlamento Europeu, certificou, em 16 de junho de 2011, que está suficientemente seguro de que o orçamento do Parlamento Europeu foi executado de acordo com os princípios da boa gestão financeira e que o sistema de controlo fornece as garantias necessárias em termos de legalidade e regularidade das operações subjacentes, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010. De facto, dando quitação a uma instituição ou agência, o Parlamento Europeu declara que a mesma respeitou a regulamentação europeia na execução orçamental e dá por terminado o respetivo orçamento. Caso a aplicação não cumprisse as normas existentes, o Parlamento Europeu poderia recusar ou adiar a quitação orçamental, o que não aconteceu no presente caso em que se deu quitação às contas da UE para o exercício de 2010, Secção I – Parlamento Europeu.

4-265-000

Alf Svensson (PPE), *skriftlig*. – När EU efterfrågar budgetrestriktivitet och sparsamhet hos medlemsstaterna blir det inte trovärdigt att samtidigt låta miljoner euro gå till den flyttkarusell som fortgår mellan Bryssel och Strasbourg. Därför har jag röstat för ansvarsfrihet för genomförandet av parlamentets budget 2010 och för resolutionen i stort, men också röstat för de skrivningar som påpekar det orimliga i situationen. Det är också viktigt att påpeka att när det gäller flyttkarusellen är det inte parlamentet som blockerar. Avgörandet ligger hos rådet och de enskilda medlemsstaternas representanter där.

4-266-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Je suis pour un siège unique et pour que celui-ci soit, à terme, à Bruxelles. Je me suis abstenu sur cet amendement n° 6! S'il s'agit juste d'un sondage, pas de problème, je suis "pour" que tout soit centralisé à Bruxelles. Mais un vote est-il juste un sondage et cette question importantissime doit-elle être soulevée via un amendement? Je ne peux voter positivement sur cette question sans pouvoir voter sur les conséquences d'une telle décision. Cela reviendrait à acheter un chat dans un sac, "buying a pig in a poke". En effet, qu'en sera-t-il de la répartition des institutions consécutivement au transfert de Strasbourg vers Bruxelles ou du jeu de domino qui pourrait se révéler douloureux financièrement si de mauvaises décisions étaient prises. Je ne veux pas non plus que ce soit une catastrophe pour la Belgique ni pour quiconque. Il faut réfléchir en amont aux conséquences sur les emplois directs ou indirects, et pas en aval quand il est trop tard! Nous sommes ici dans le même cas de figure. Lorsque, dans le même vote, seront planifiées toutes les conséquences pour l'emploi, les conséquences pour Bruxelles et les réelles conséquences financières, nous pourrons alors avoir une vraie discussion et surtout un vrai vote.

4-267-000

Relazione: Martin Ehrenhauser (A7-0100/2012)

4-267-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando que a maior preocupação deve centrar-se na entrada dos Fundos Europeus de Desenvolvimento no Orçamento da União Europeia, pois, por não estarem integrados, não é possível analisar completamente, e, do mesmo modo, que as outras despesas. A mensagem deve ser o apelo à Comissão Europeia na integração do Orçamento destes fundos no Relatório de Quitação. O princípio de transparência nunca deve ser colocado na União Europeia, que pretende ser um bloco político promotor de uma democracia extremamente avançada e exemplo a nível mundial.

4-267-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 des 8e, 9e et 10e Fonds européens de développement. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-267-625

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau 8-ojo, 9-ojo ir 10-ojo Europos plėtos fondų biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Audito Rūmai nustatė, kad aštuntojo, devintojo ir dešimtojo EPF galutinėse metinėse ataskaitose nurodoma visais reikšmingais aspektais teisinga 2010 m. EPF finansinė padėtis ir kad ataskaitose dėl pajamų ir išpareigojimų reikšmingų klaidų nėra. Nerimą kelia darbuotojų trūkumo problema. Teigiamai vertinu tai, kad imtas platinti Finansų valdymo priemonių rinkinys, kuriuo projektus įgyvendinančioms organizacijoms suteikiama daugiau žinių apie finansų valdymą ir atitiktį taisyklėms. Kalbant apie Audito Rūmų specialiąją ataskaitą Nr. 11/2010, sutinku su audito išvadamis ir jose pateiktomis naudingomis rekomendacijomis. Manau, kad BPB yra labai vertinga pagalbos teikimo priemonė, galinti padidinti paramą gaunančių valstybių vyriausybių savarankiškumą ir atsakomybę.

4-268-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az nyolcadik, kilencedik és tizedik Európai Fejlesztési Alapra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Szükséges, hogy az Európai Bizottság további információkat szerezzen be az EFA nemzeti és regionális szintű végrehajtásával kapcsolatban és biztosítsa az Unió által támogatott valamennyi tengerentúli tevékenység jobb láthatóságát. Aggasztó viszont, hogy 2010-ben

ismételten csak részben voltak hatékonyak a felügyeleti és kontrollrendszerek az EFA-ból történő kifizetések biztosítása során, ezzel együtt a zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-268-062

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório que aprova a quitação do orçamento dos 8.º, 9.º e 10.º fundos europeus de desenvolvimento para o exercício de 2010. Estes Fundos são instrumentos financeiros da União em matéria de cooperação para o desenvolvimento com os países de África, das Caraíbas e do Pacífico. Os principais objetivos do acordo Cotonou com os países ACP e dos territórios ultramarinos (PTU) consistem em reduzir a pobreza e a integração gradual na economia mundial.

4-268-125

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Os Fundos Europeus de Desenvolvimento (FED) continuam a constituir o principal instrumento de que a União dispõe para efeitos de concessão de ajuda ao desenvolvimento aos ACP e, apesar dos pedidos reiterados deste Parlamento, continuam a não estar integrados no Orçamento da Comissão. Urge, por isso, que o mesmo seja integrado no orçamento da União de forma a permitir um reforço do controlo democrático, a responsabilização e a transparência do financiamento. É de notar que o Tribunal de Contas considera que são ainda muito frequentes os erros de codificação que embora não tenham tido uma influência significativa nas contas anuais de 2010, poderão afetar a fiabilidade dos dados de gestão financeira do EuropeAid. Por isso, a Comissão deverá continuar a desenvolver esforços para melhorar os sistemas de controlo e supervisão do EuropeAid no sentido da obtenção de resultados positivos em termos de responsabilidade, eficiência e eficácia.

4-268-187

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Martin Ehrenhauser, versa sobre a quitação pela execução do orçamento no que respeita ao oitavo, nono e décimo Fundo Europeu de Desenvolvimento (FED) para o exercício financeiro de 2010. O FED constitui o principal instrumento financeiro da União Europeia no que respeita à cooperação com os Estados de África, das Caraíbas e do Pacífico em termos de desenvolvimento. Saúdo a boa execução financeira do FED, especialmente no que respeita a pagamentos brutos e na taxa de autorizações próximo dos cinquenta por cento, mas não posso deixar de expressar a minha preocupação, tendo em conta o relatório do Tribunal de Contas, pela forma como se processaram os pagamentos de apoio orçamental no primeiro semestre de 2011. Nestes termos, tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e os pareceres das Comissões interessadas, voto favoravelmente o presente relatório.

4-268-250

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O relatório critica o facto do FED - o Fundo Europeu para o Desenvolvimento, o principal instrumento financeiro da UE em matéria de cooperação para o desenvolvimento - não estar integrado no orçamento da UE. O relator solicita à Comissão que proponha incluir o FED no orçamento da UE, durante a discussão

do próximo quadro financeiro plurianual - o que, para já, não sucede com a actual proposta da Comissão. Há muito que esta alteração vem sendo reivindicada, dotando a política de cooperação e de ajuda ao desenvolvimento da UE de meios mais robustos e previsíveis, para além de mais facilmente escrutináveis pelas instituições responsáveis pela aprovação do orçamento. Não acompanhamos todavia as referências feitas ao Serviço Europeu de Acção Externa, considerando que este deve "exercer plenamente o seu papel político participando activamente no desenvolvimento dos objectivos políticos dos países beneficiários (...)". Nem podemos aceitar os parágrafos que referem que "as relações comerciais estáveis e eficazes, de acordo com os princípios da OMC, são cruciais" para o desenvolvimento social e económico dos países em desenvolvimento, pedindo à Comissão que resolva os conflitos pendentes relativos aos acordos de parceria económica e de comércio livre entre a UE e a região ACP.

4-268-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už rezoliuciją su pastabomis, sudarančiomis neatskiriamą sprendimo dėl aštuntojo, devintojo ir dešimtojo Europos plėtros fondų 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimo dalį. Audito Rūmų nuomone, dar dažnai pasitaiko kodavimo klaidų. Atkreipiamas dėmesys, kad Audito Rūmai padarė išvadą, jog nors šios klaidos nedarė didelio poveikio 2010 m. metinėms ataskaitoms, jos gali daryti poveikį generalinio direktorato *EuropeAid* finansų valdymo duomenų patikimumui. Audito Rūmai nustatė, jog ataskaitose dėl pajamų ir išpareigojimų reikšmingų klaidų nėra, tačiau labai susirūpinęs dėl to, kad pernelyg dažnai pasitaiko kiekybiškai neįvertinamų klaidų, kurios daro poveikį išpareigojimams dėl atitikties konkursų taisyklėms ir nustatytiems teisiniams sutarčių pasirašymo terminams. Nerimą kelia tai, kad 2010 m. padaugėjo projektų, kurių rezultatai nepatenkinami (12,6 proc., palyginti su 11 proc. 2009 m.), ir tai, kad vis dar labai dažnai pasitaiko išpareigojimų klaidų projektuose, kuriems taikomas decentralizuotas valdymas.

4-268-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report which Parliament reconfirms its position of supporting EDF budgetisation; strongly believes that this is an indispensable step towards strengthening the democratic control, the accountability, and the transparency of funding and towards providing more coherence in Union policy concerning ACP countries; underlines that budgetisation would reduce transaction costs and would simplify reporting and accounting requirements by having only one set of administrative rules and decision-making structures instead of two; expects the Commission to ensure that the budgetisation is not made on the expenses of a loss of predictability of ACP funding.

4-268-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório que dá quitação ao 8.º, 9.º e 10.º Fundo Europeus de Desenvolvimento.

4-268-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The biggest concern of the S&D Group is that the European Development Funds do not come under the budget of the European Union and therefore cannot be fully scrutinised in the same way as other expenditure. I think that ‘budgetisation’ of the European Development Funds is necessary.

4-268-781

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Os relatórios do Tribunal de Contas Europeu sobre os Fundos Europeus de Desenvolvimento para o exercício financeiro de 2010 e a recomendação do Conselho concluem que as contas anuais definitivas dos 8.º, 9.º e 10.º FED refletem fielmente, em todos os seus aspetos significativos, a situação financeira dos FED em 31 de dezembro de 2010. Nestes termos, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010.

4-269-000

Relazione: Inès Ayala Sender (A7-0095/2012)

4-269-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, apesar da dificuldade de trabalhar neste dossiê, porque, uma vez mais, o Conselho recusou-se a fornecer qualquer informação em resposta a perguntas escritas. Estes centraram-se principalmente nas questões de transferências entre os orçamentos e na eventualidade de os fundos destinados a um único propósito terem sido utilizados para outros fins. O relatório do Tribunal de Contas criticou o Conselho por desvio de interpretação/tradução fundos para o projeto *Residence Palace* e a resposta do Conselho foi que este deixara esta prática. O Parlamento Europeu pretende que as várias instituições sejam especificadas individualmente nas negociações do Regulamento Financeiro, a fim de evitar essa ambiguidade no futuro e dar ao Parlamento um mandato firme quanto uma descarga separada para cada corpo. Inevitavelmente, o Conselho não está disposto a aceitar esta clarificação. O Parlamento Europeu escrutina a execução orçamental própria e quer chegar à posição em que há um processo equivalente para todas as instituições, para evitar gastos do Conselho. Serviços do Parlamento têm fornecido as informações exigidas pela comissão competente, permitindo que esta instituição possa tomar uma decisão informada sobre quitação orçamental. Queremos ser capazes de tomar uma decisão sobre a quitação do Conselho de forma consciente.

4-269-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire. Nous avons demandé au Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne de répondre à quelques questions

supplémentaires. La décharge doit être basée sur la « transparence et la responsabilité mutuelle ». Le report de l'adoption de la décharge a été voté, même si j'estimais pour ma part que la décharge aurait pu être accordée.

4-269-625

Jean-Pierre Audy (PPE), *par écrit*. – Je n'ai pas voté la proposition d'ajournement de la décharge au Conseil proposée par le rapport de ma collègue espagnole Inés Ayala Sender. Par erreur, je n'ai pas voté la décharge en commission du contrôle budgétaire. Mon intention, comme l'an dernier, était de le faire. J'observe que la Cour des comptes européenne n'a fait aucune observation sur la gestion du Conseil, et je regrette que ma proposition d'étude juridique sur le pouvoir du Parlement européen en termes de décharge au Conseil n'ait pas été retenue pour connaître, notamment, les conséquences sur la décharge de la création de l'Union européenne comme personnalité juridique par le traité de Lisbonne. Je trouve dérisoires ces débats entre le Conseil, qui estime que, contrairement aux autres institutions de l'Union, il n'est pas responsable de l'utilisation des fonds qui sont mis à sa disposition, et l'affirmation selon laquelle donner décharge à la Commission revient à donner décharge pour l'ensemble du budget de l'Union, y compris les parties du budget utilisées par le Conseil. Tous ces débats ne grandissent pas la commission du contrôle budgétaire. Je souhaite que les choses se clarifient rapidement.

4-269-687

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už tai, kad Tarybai nebūtų suteiktas 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimas. Neigiamai vertinu Tarybos atsisakymą dalyvauti oficialiuose Biudžeto kontrolės komiteto posėdžiuose, susijusiuose su biudžeto įvykdymo patvirtinimu. Be to, Taryba nepateikė raštu visų biudžeto įvykdymo patvirtinimui reikalingų dokumentų, įskaitant visą 2010 m. vidaus auditą bei metinės veiklos ataskaitas. ES institucijų veiklos finansinis skaidrumas yra labai svarbus, norint išsaugoti piliečių pasitikėjimą ES. Pritariu Europos Parlamento išsakytam raginimui Tarybos generaliniam sekretoriui kuo skubiau pateikti išsamius atsakymus į Europos Parlamento pranešime pateikiamus klausimus bei pateikti atitinkamus dokumentus, kad Biudžeto kontrolės komitetas galėtų svarstyti Tarybos 2010 m. biudžeto įvykdymą.

4-269-718

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – Le Parlement européen est l'autorité budgétaire de l'UE, à pied d'égalité avec le Conseil. Cette vérité est encore difficile à admettre pour certains: en ne votant pas l'octroi de la décharge budgétaire, nous voulons pousser le Conseil à davantage de transparence. Répondre au questionnaire que nous envoyons chaque année, venir aux réunions et auditions publiques, sont des gestes à même d'incarner les bons rapports interinstitutionnels que nous attendons du Conseil. La coopération n'est pas une évidence, alors que le Parlement européen fait preuve de responsabilité en votant tous les ans une décharge budgétaire pour chaque institution et pour chaque agence de l'UE - une action qui est loin d'être superflue, comme nous le voyons chaque année. Au Conseil d'entrer enfin complètement dans cette relation de coopération entre deux institutions se trouvant sur un pied d'égalité en matière budgétaire.

4-270-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás

keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének a Tanácsra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. 2010. évi éves jelentésében a Számvevőszék ellenőrzési munkája alapján megállapította, hogy a 2010. december 31-i fordulónappal záruló pénzügyi évet illetően az intézmények és szervek igazgatási és egyéb kiadásokkal kapcsolatos kifizetései összességükben lényegi hibától mentesek voltak. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. Azonban a Tanács több olyan, a zárszámadási eljárás lezárásához szükséges dokumentumot nem bocsátott a Parlament és a szakbizottság rendelkezésére, melyek nélkül nem lehet a 2010-es pénzügyi évet lezárni. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásának elhalasztásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadásának elhalasztását támogattam.

4-270-062

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório que aprova a quitação ao Conselho para a execução do orçamento geral para o exercício de 2010. Lamento, contudo, a recusa do Conselho em participar nas reuniões oficiais da Comissão do Controlo Orçamental relativas à quitação ao Conselho. Reitero a posição de que os contribuintes europeus têm o direito a que o orçamento da União seja sujeito a um controlo público rigoroso.

4-270-125

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Em nome da transparência e do rigor, necessários perante os cidadãos, não considero o Conselho exonerado da sua responsabilidade de prestar contas perante o público pelos fundos colocados à sua disposição. Nesse sentido, acompanho o relator na sua decisão de adiar a decisão sobre a quitação das contas do Conselho até que este forneça as informações e documentos solicitados pelo relator. Lamento, por fim, que uma vez mais se constate a persistente falta de cooperação do Conselho com este Parlamento no que respeita ao controlo da execução do seu orçamento.

4-270-187

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Inés Ayala Sender, versa sobre a quitação do orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2010, Secção II – Conselho. O Conselho da União Europeia é a instituição que tem como missão aprovar a legislação da União Europeia, coordenar as políticas económicas, assegurar a cooperação entre os tribunais e as forças policiais, assinar os acordos entre a UE e os países terceiros, aprovar o orçamento anual da UE e definir as políticas externas e de defesa. O Conselho, não obstante as suas competências, tem também obrigações, nomeadamente no que respeita à cooperação interinstitucional com o Parlamento Europeu, sobretudo quanto à supervisão da execução orçamental, e não se pode furtar a prestar os esclarecimentos solicitados pelos deputados. Nestes termos, tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e os pareceres das Comissões interessadas, voto favoravelmente o relatório presente que visa adiar a concessão de quitação ao Secretário-Geral do Conselho pela execução orçamental do Conselho para o exercício de 2010.

4-270-250

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A relatora propõe adiar a decisão de concessão de quitação ao orçamento do Conselho, tendo em conta a faculdade de utilizar os dois prazos do calendário de quitação, com o objetivo, no caso vertente, de explorar a possibilidade de um acordo com a presidência em exercício. Este adiamento tem como base a falta de transparência e de prestação de contas por parte do Conselho, o que motiva o diferente que há muito se arrasta entre as duas instituições - Parlamento e Conselho. Todo o relatório critica, assim, a posição do Conselho, que se escusa de enviar documentos relativos à execução orçamental, reunir ou responder às perguntas do Parlamento em relação a este assunto. Dessa forma, o Parlamento não tem conhecimento sobre as contas da Conselho - não obstante ter participação no processo de quitação. A relatora avança também com uma série de perguntas que pretende que o Conselho responda sobre questões administrativas (também relacionadas com o SEAE), das missões da PESC/PCSD, entre outras. Apoiámos este relatório.

4-270-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už dokumentą, kadangi atsižvelgdami į atlikto audito rezultatus 2010 m. ataskaitoje Audito Rūmai padarė išvadą, jog 2010 m. gruodžio 31 d. pasibaigusiais metais su institucijų ir įstaigų administracinėmis ir kitomis išlaidomis susijusiuose mokėjimuose nepadaryta reikšmingų klaidų. Pritariu nuostatai, kad reikia atlikti išsamų Taryboje taikomų stebėsenos ir kontrolės sistemų vertinimą, kuris būtų panašus į vertinimus, atliktus Teisingumo Teisme, Europos ombudsmeno biure ir Europos duomenų apsaugos priežiūros pareigūno biure rengiant Audito Rūmų 2010 finansinių metų ataskaitą. Europos mokesčių mokėtojai turi visas teises tikėtis, kad būtų atliekama viso Sąjungos biudžeto, įskaitant visas jos atskirų institucijų ir agentūrų nepriklausomai valdomas lėšas, visapusiška viešoji patikra. Yra neteisinga, kad Taryba mano, jog ji vienintelė iš Sąjungos institucijų nėra atskaitinga už tai, kaip naudoja jai skirtas lėšas.

4-270-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Resolution in which Parliament "Postpones its decision on granting the Secretary-General of the Council discharge for implementation of the Council's budget for the financial year 2010"

4-270-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du report de la décision de décharge 2010 sur le budget général de l'UE pour le Conseil, car j'estime que le Parlement n'a pas reçu les éléments nécessaires de la part du Conseil afin d'exercer correctement son rôle de contrôle sur cette institution.

4-270-812

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas de forma rigorosa pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. No entanto, no que respeita ao Conselho, existem algumas lacunas no relatório

do Tribunal de Contas que nos levam a adiar o processo de quitação do orçamento de 2010.

4-270-875

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Parliament scrutinises its own budget implementation and I support the idea of getting to the position where there is an equivalent process for the Council's spending. I voted in favour.

4-270-890

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A cooperação interinstitucional entre o Parlamento e o Conselho é da máxima importância em termos da supervisão da execução do orçamento da União. Nestes termos, subscrevo as recomendações apresentadas pelo Parlamento Europeu e reitero o pedido efetuado ao Conselho para que dê resposta ao questionário que lhe foi apresentado pelo Parlamento. Nestes termos, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim quitação às contas de 2010, Secção II – Conselho.

4-271-000

Relazione: Inès Ayala Sender (A7-0088/2012)

4-271-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, louvando a iniciativa do Tribunal de Justiça que, no fim de março de 2011, apresentou aos dois ramos da autoridade legislativa uma proposta de reforma do seu Estatuto (a reforma prevê, nomeadamente, a nomeação de 12 juízes adicionais no Tribunal e esta iniciativa deverá ser conduzida com a melhor relação custo/benefício de implementação possível). Desejo que as medidas estruturais possam ser aprovadas no início de 2012, com vista à sua aplicação, logo que possível, durante o mesmo ano. Considero que o relatório anual de atividades deva apresentar igualmente um quadro exaustivo do conjunto dos recursos humanos de que o Tribunal de Justiça dispõe, com a sua repartição por categorias, graus, sexo, participação na formação profissional e nacionalidade. No entanto, enalteço desde já a exaustividade da informação relativa à gestão do seu pessoal constante do relatório anual de atividades e com as respostas dadas pelo Tribunal de Justiça às perguntas complementares do Parlamento a este propósito.

4-271-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 de la Cour de justice. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-271-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Teisingumo Teismo 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Palankiai vertinu Audito Rūmų išvadą, kad su administracinėmis ir kitomis išlaidomis susijusiuose mokėjimuose nebuvo aptikta reikšmingų klaidų. Pritariau Audito Rūmų susirūpinimui dėl itin padidėjusio pradėtų bylų skaičiaus (2010 m. pradėta 631 nauja byla), nors baigtų nagrinėti bylų skaičius išlieka nepakitęs.

4-271-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione e dunque per la concessione del discarico alla Corte di Giustizia in quanto dalla relazione dell'onorevole collega non sono emerse criticità né punti controversi.

4-272-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Bíróságra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A 2010-es évre vonatkozó éves jelentésében a Számvevőszék nem emelt kifogást a Bíróság 2010-es gazdálkodásával kapcsolatban. A Számvevőszék az ellenőrzési munkája alapján úgy vélte, hogy a 2010. december 31-i fordulónappal véget érő pénzügyi évet illetően az intézmények és szervek igazgatási és egyéb kiadásokkal kapcsolatos kifizetései összességükben lényegi hibától mentesek voltak, a legvalószínűbb hibaarány az igazgatási kiadások területén általában 0,4% volt. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-272-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Relatório Inés Ayala Sender sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2010, Secção IV – Tribunal de Justiça [COM(2011)0473 - C7-0259/2011 - 2011/2204(DEC)] Comissão do Controlo Orçamental Votei favoravelmente este relatório que aprova a quitação ao Tribunal de Justiça para a execução do orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2010. Apoio a iniciativa do Tribunal de Justiça por ter apresentado uma proposta de reforma do seu Estatuto, que irá conduzir a uma melhor relação custo/benefício.

4-272-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com o facto de o Tribunal de Contas ter concluído, com base nos seus trabalhos de auditoria, que os pagamentos relativos ao exercício encerrado em 31 de dezembro de 2010, respeitantes a despesas administrativas e outras despesas das instituições e organismos, estão, no seu conjunto, isentos de erros significativos, declarando ainda que *não tem observações a formular sobre o Tribunal de Justiça*.

4-272-312

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço, elaborado por Inés Ayala Sender, versa sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia

para o exercício de 2010, Secção IV – Tribunal de Justiça. Compete ao Tribunal de Justiça garantir que a legislação aprovada pelo Parlamento Europeu seja aplicada da mesma maneira em todos os Estados-Membros. Além disso, resolve não só os litígios entre os governos nacionais e as instituições europeias, mas também os conflitos entre empresas, particulares e organizações que se sintam prejudicados por uma instituição europeia. A execução orçamental do Tribunal de Justiça não apresenta falhas. Por isso, e tendo em conta o parecer da Comissão de Controlo Orçamental, voto favoravelmente o relatório presente, no sentido de ser dada quitação ao Secretário do Tribunal de Justiça pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-272-343

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A relatora propõe dar quitação ao Tribunal de Justiça pela execução do orçamento para o exercício financeiro de 2010, o que se traduz no reconhecimento de que este comité respeitou a regulamentação europeia na execução orçamental e dá por terminado o respetivo orçamento. O Tribunal de Contas fez o seu relatório e constatou que não existem erros significativos. Há um aspeto que merece todavia ser destacado e que consta da resolução aprovada: é patente o forte aumento do número de processos que chegam ao Tribunal de Justiça. Em 2010 foram 631. Esta evolução suscita-nos uma imprescindível reflexão sobre a evolução do próprio processo de integração. A cavalgada sobre as soberanias nacionais tem expressão em múltiplas esferas, e também na esfera jurídica. O novo (velho na ideologia que o inspira) Tratado para a Estabilidade, Coordenação e Governação da União Económica e Monetária é sintomático do ataque à soberania das instituições nacionais, também no plano jurídico, pelas inusitadas competências que atribui ao Tribunal de Justiça, o que poderá acentuar ainda mais a evolução mencionada pela relatora. Um caminho inaceitável que rejeitamos e combateremos.

4-272-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau balsuodamas, nes Europos Sąjungos Teisingumo Teismo sekretoriui patvirtinama, kad Teisingumo Teismo 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas. Teisingumo Teismo biudžetas yra tik administracinis, t. y. 75 proc. biudžeto skiriama institucijų žmogiškiesiems ištekliams, o 25 proc. yra pastatų, kilnojamojo turto, įrangos ir įvairios su veikla susijusios išlaidos. Galima pasidžiaugti, kad savo metinėje veiklos ataskaitoje Teisingumo Teismas pateikė išsamią informaciją apie personalo valdymą ir kad jis pateikė atsakymus į papildomus Parlamento klausimus šioje srityje. Padaryta pažanga yra vertinama teigiamai.

4-272-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report in which Parliament " Grants the Registrar of the Court of Justice discharge for implementation of its budget for the financial year 2010"

4-272-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções,

a avaliar pelas fiscalizações que conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório do Tribunal de Justiça.

4-272-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – I think that the European Court of Justice should be granted budget discharge.

4-272-781

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Em 2010, a taxa de execução das dotações de autorização do Tribunal de Justiça da UE foi de 97,9 %. Para além deste indicador, é de destacar o cumprimento das recomendações que foram efetuadas em anos anteriores em prol da transparência. Saliento ainda o desenvolvimento da aplicação *e-Curia*, que permite a entrega e a notificação das peças processuais por via eletrónica e faço votos para que mais Estados-Membros possam aderir a este sistema. Nestes termos, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim quitação às contas do exercício de 2010, Secção IV – Tribunal de Justiça.

4-273-000

Relazione: Inès Ayala Sender (A7-0091/2012)

4-273-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando que o projeto do futuro Regulamento Financeiro prevê que as agências poderão designar, após consulta do Tribunal de Contas, um auditor externo independente que verificará se a execução do orçamento da agência corresponde às disposições do Regulamento Financeiro. Declaro igualmente o meu louvor à iniciativa do Tribunal de Contas, que lançou, em 2011, um projeto-piloto com a Fundação Europeia para a Melhoria das Condições de Vida e de Trabalho (EUROFOUND). No entanto, é preferível para este efeito que, futuramente, se possa evitar mal-entendidos como o que se gerou no caso do relatório em curso sobre a quitação das agências, devido à disparidade entre as expectativas expressas pelo responsável do Tribunal de Contas no início do exercício e o resultado final apresentado ao Parlamento. Exorto o Tribunal de Contas a proceder a uma avaliação aprofundada dos sistemas de supervisão e de controlo do Conselho antes do fim de 2012, tal como referido na resolução de quitação do Parlamento de 2009 (n.º 8).

4-273-625

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'étais en faveur de la décharge sur l'exécution du budget de la Cour des comptes. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-273-687

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Palankiai vertinu tai, kad Audito Rūmai patikslino savo narių elgesio kodeksą, kuriame numatoma, kad narių finansinių interesų deklaracijos turi būti skelbiamos internete. Labai svarbu, kad po pertvarkos Audito Rūmai 500 000 EUR sumažino metines apsaugos paslaugų išlaidas, užtikrindami veiksmingesnį paslaugų teikimą ir geresnę rizikos kontrolę.

4-274-000

Anne Delvaux (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour ce rapport et je me suis également prononcée en faveur d'un amendement qui invite la Cour des comptes à rédiger un rapport spécial sur l'exécution du budget du Parlement eu égard à l'efficacité, à l'efficacite et aux économies, et à indiquer dans quels domaines la bonne gestion financière pourrait être encore améliorée.

4-275-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Számvevőszékre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A jelentés megállapítja, hogy a Számvevőszék tevékenységének hatékonyabbá tételéhez a tisztviselők minél nagyobb arányának kellene kizárólag ellenőrzési feladatokat végeznie. Az ellenőrök elsősorban azt vizsgálták, hogy megfelelően tartják-e nyilván és teszik-e közzé, illetve jogszerűen és szabályszerűen hajtják-e végre a pénzügyi műveleteket, és hogy ezen műveletek során érvényesülnek-e a gazdaságosság, a hatékonyság és az eredményesség elvei. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-275-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório uma vez que concede a quitação ao Tribunal de Contas para a execução do orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2010. Solicita-se, contudo, um melhoramento da síntese sobre o número e o tipo de auditorias internas efetuadas, e também que futuras auditorias tomem em consideração os indicadores de desempenho e os objetivos definidos.

4-275-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com a análise levada a cabo por uma consultora externa na qual se afirma que as demonstrações financeiras do Tribunal de Contas Europeu dão uma imagem fiel e verdadeira da sua situação financeira, bem como a existência de uma correta utilização dos fundos para os fins a que se destinavam.

4-275-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em análise, elaborado por Inés Ayala Sender, versa sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2010, Secção V – Tribunal de Contas. O Tribunal de Contas, criado em

1975 e com sede no Luxemburgo, tem como missão controlar as finanças da UE, ou seja, verificar como os dinheiros públicos são utilizados. A auditoria externa realizada às demonstrações financeiras do Tribunal de Contas em 2010 verificou que as mesmas *dão uma imagem fiel e verdadeira da situação financeira do tribunal de Contas em dezembro de 2010*. Embora concorde com as recomendações da relatora, no sentido de que seria interessante que as futuras auditorias também analisassem os indicadores de desempenho e os objetivos, entendendo que a execução orçamental do Tribunal de Contas não apresenta falhas. Por isso, e tendo em conta o parecer da Comissão de Controlo Orçamental, voto favoravelmente o presente relatório, no sentido de ser dada quitação ao Secretário-Geral do Tribunal de Contas pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-275-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos Sąjungos 2010 finansinių metų bendrojo biudžeto (V skirsnis – Audito Rūmai) įvykdymo patvirtinimą, nes Audito Rūmų generaliniam sekretoriui patvirtinama, kad Audito Rūmų 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas. Džiaugiuosi Audito Rūmų veiksmis, kurių, Parlamentui paprašius, jie ėmėsi siekdami pagerinti savo vaidmenį ir daryti platesnio masto ir didesnę poveikį, kad jų nuomonės ir ataskaitos būtų veiksmingesnės ir naudingesnės, o jų sistemos ir procedūros – patikimesnės, ir kad taip būtų stiprinama abiejų institucijų sąveika.

4-275-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I am relieved that Parliament is able to grant discharge to the Secretary-General of the Court of Auditors for the implementation of the Court of Auditors' budget for the financial year 2010.

4-275-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O Tribunal de Contas, enquanto principal responsável pela fiscalização de todas as instituições europeias, tem também de ser fiscalizado. Salienta-se que a auditoria efetuada por uma entidade externa se revelou amplamente positiva. O relatório de auditoria interna foi também ele positivo, tendo a maioria das suas recomendações sido aceites e antecipadamente aplicadas em vários planos de ação. Daí o meu sentido de voto.

4-275-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – There were some amendments tabled criticising the European Court of Auditors (ECA) for its failure to carry out certain tasks in respect of the agencies. I do not think that the discharge report for the ECA is the right place to raise these questions. I voted in favour of granting budget discharge to the ECA.

4-275-781

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A auditoria das demonstrações financeiras do Tribunal de Contas em 2010 foi efetuada por um auditor externo, porém, acompanho o pedido da relatora para que no próximo exercício essa auditoria abranja também os indicadores de desempenho e os objetivos. Por estes motivos, e sublinhando o facto de o número de lugares atribuídos para as tarefas de auditoria no Tribunal de Contas ter aumentado 6%, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim quitação às contas de 2010, Secção V – Tribunal de Contas.

4-276-000

Relazione: Inès Ayala Sender (A7-0092/2012)

4-276-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, manifestando a minha satisfação pelos resultados apresentados no relatório de avaliação intercalar sobre o funcionamento do acordo de cooperação administrativa entre o Comité das Regiões e o CESE. Considero que a criação de serviços conjuntos permitiu economias orçamentais aos dois Comités e é desejável que os Comités apliquem as recomendações nos setores do pessoal (maior harmonização das regras), serviços sociais e médicos, bem como nos serviços internos. Termino ao afirmar a necessidade de uma maior compatibilidade entre as rubricas orçamentais prioritárias dos dois Comités o que conduzirá a um aumento das economias e a um reforço suplementar da cooperação interinstitucional.

4-276-625

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 du Comité économique et social. C'est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-276-687

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Ekonomikos ir socialinių reikalų komiteto (toliau – EESRK) biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Palankiai vertinu Audito Rūmų rekomendacijas kuo labiau apriboti savo biudžeto didinimą ateinančiais metais ir naują bei tęsiamą veiklą finansuoti visų pirma panaudojant sutaupytas lėšas. Pritariau raginimui skubiai atlikti visų veiklos sričių peržiūrą, kad būtų užtikrintas visų išlaidų naudingumas, ir ypač atsižvelgti į Audito Rūmų pastabas dėl kelionių išlaidų kompensavimo EESRK nariams bei dėl ribotų viešųjų pirkimų procedūrų.

4-277-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének a Gazdasági és Szociális Bizottságra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Éves jelentésében a Számvevőszék ellenőrzési munkája megállapította, hogy a 2010-es pénzügyi évben a Gazdasági és Szociális Bizottság az intézmények és szervezetek igazgatási és egyéb kiadásokkal kapcsolatos kifizetései összességükben lényegi hibától mentesek voltak, a legvalószínűbb hibaarány az igazgatási kiadások területén általában 0,4% volt. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es

számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-277-062

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por conceder quitação ao Secretário-Geral do Comité Económico e Social Europeu (CESE) pela execução do orçamento para o exercício de 2010. À imagem do que tem feito o Parlamento, o CESE deve envidar esforços adicionais na sua gestão para limitar o aumento do seu orçamento nos próximos anos ao mínimo imprescindível.

4-277-125

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A execução orçamental do CES em 2010 foi de 98% e o Tribunal de Contas conclui que, no seu conjunto, os pagamentos do exercício encerrado em 31 de dezembro de 2010 relativos as despesas administrativas e outras das instituições e organismos não contêm erros significativos. O CES deve, contudo, proceder, com urgência, a um exame global das suas despesas em todos os domínios de atividade, para assegurar que todas as despesas se justifiquem quanto à rentabilidade e identificar as eventuais economias suscetíveis de reduzir a pressão sobre o orçamento, atendendo à atual situação.

4-277-187

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Inés Ayala Sender, versa sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia (UE) para o exercício de 2010, Secção VI – Comité Económico e Social. Comité Económico e Social Europeu (CESE) é uma assembleia consultiva, constituída por representantes das entidades patronais, trabalhadores e grupos de interesses (sindicatos), que tem como missão dar pareceres ao Conselho, à Comissão e ao Parlamento Europeu. Emite, anualmente, cerca de 170 pareceres. Embora concorde com as recomendações da relatora no sentido de melhorar a qualidade do resumo respeitante às atividades do serviço de auditoria interna, congratulo-me com a elevada taxa de execução orçamental e saúdo a decisão do CESE, em 24 de abril de 2012, de levar a efeito uma avaliação do seu trabalho, considerando que a execução orçamental do CESE não apresenta falhas. Por isso e tendo em conta o parecer da Comissão de Controlo Orçamental, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Secretário-Geral do Comité Económico e Social Europeu pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-277-250

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Com este relatório o Parlamento dá quitação ao secretário-geral do Comité Económico e Social Europeu (CESE) pela execução do orçamento para o exercício de 2010, o que se traduz no reconhecimento de que este comité respeitou a regulamentação europeia na execução orçamental e dá por terminado o respectivo orçamento. Na resolução que acompanha este acto refere-se que a taxa de execução das dotações orçamentais de 2009 foi de 98%, sendo que 70% para pessoal e 30% para despesas de funcionamento, imobiliário, mobiliário e equipamento. O Tribunal de Contas fez o seu relatório e constatou que não existem erros significativos. Por outro lado a mesa do CESE decidiu reformar o sistema de reembolso das despesas, onde estão incluídas as de viagem dos seus membros, cujo reembolso passará a ser feito exclusivamente com base nas despesas reais, visto estarem surpreendidos com o elevado número de voos de longa distância dos mesmos. O relatório considera preocupante o "facto de 12,3% do serviço de interpretação

solicitado ter sido anulado”. Devido aos aspectos ambíguos referidos abstivemo-nos na decisão de dar a quitação, contudo votámos favoravelmente à resolução que expõe as preocupações e sugestões para o melhoramento das actividades e desempenho deste comité.

4-277-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Susilaikiau balsuodamas, kadangi EESRK yra raginamas kuo labiau apriboti savo biudžeto didinimą ateinančiais metais ir naują bei tęsiamą veiklą finansuoti visų pirma panaudojant sutaupytas lėšas. Taip pat pabrėžiama, kad EESRK skubiai turi atlikti išsamią visų veiklos sričių išlaidų peržiūrą, kad būtų užtikrintas visų išlaidų naudingumas, siekiant nustatyti sutaupytas lėšas, kurias panaudojus bus sumažinta našta biudžetui šiuo griežto taupymo laikotarpiu. Nuostabą kelia ir didelis EESRK narių skrydžių, kurių pateiktos sąskaitos faktūros, skaičius 2010 m. ir ilgų arba vidutinio ilgumo skrydžių atstumai (vidurkis 2 000 km). Todėl yra raginama EESRK pateikti išsamų visų skrydžių, kurių pateiktos 2010 m. sąskaitos faktūros, sąrašą ir nurodyti išvykimo oro uostą, sustojimus kelyje, paskirties vietą, skrydžio trukmę ir išlaidas, kurios tenka Europos mokesčių mokėtojams.

4-277-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report which “Notes with satisfaction that the EESC Bureau decided, on 6 December 2011, to undertake a reform of the system for reimbursing expenses to members, including reimbursement of transport tickets on the basis of real costs only, which brings the daily allowances and travel allowances into line with those paid by Parliament and provides for allowances to compensate for the time spent by members in performance of their duties and for the related administrative costs, taking into account the fact that EESC members do not receive any form of remuneration or pension from the EU budget”

4-277-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções e a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. Vai nesse sentido o meu voto favorável relativamente ao relatório do Comité Económico e Social.

4-277-625

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Economic and Social Committee has made good progress in improving its systems of payments to Members for their attendance at sessions in Brussels, and the common services arrangement with the Committee of the Regions offers efficiencies when compared to having two totally separate administrations. I believe that the outstanding investigations will soon be concluded and that these matters will be fully clarified by the time of the next discharge exercise. I voted in favour.

4-277-656

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O Comité Económico e Social Europeu (CESE) teve em 2010 uma taxa de execução das suas dotações de 98 %. O Tribunal de Contas, no seu relatório anual, com base nos seus trabalhos de auditoria, considerou que, no seu conjunto, os pagamentos do exercício encerrado em 31 de Dezembro de 2010 relativos às despesas administrativas não continham erros significativos. Tendo por base estes dados e a recomendação do Conselho, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010, Secção VI – Comité Económico e Social Europeu.

4-277-875

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Com este relatório, o Parlamento dá quitação ao Secretário-Geral do Comité Económico e Social Europeu (CESE) pela execução do orçamento do Comité para o exercício de 2010, o que se traduz no reconhecimento de que este respeitou a regulamentação europeia na execução orçamental e dá por terminado o respetivo orçamento. Na resolução que acompanha este ato refere-se que a taxa de execução das dotações orçamentais de 2009 foi de 98%, das quais 70% para pessoal e 30% para despesas de funcionamento, imobiliário, mobiliário e equipamento. O Tribunal de Contas fez o seu relatório e constatou que não existem erros significativos. Por outro lado, a Mesa do CESE decidiu reformar o sistema de reembolso das despesas, onde estão incluídas as despesas de viagem dos seus membros, cujo reembolso passará a ser feito exclusivamente com base nas despesas reais, visto estarem surpreendidos com o elevado número de voos de longa distância dos mesmos. O relatório considera preocupante o *facto de 12,3% do serviço de interpretação solicitado ter sido anulado*. Devido aos aspetos ambíguos referidos, abstivemo-nos na decisão de dar quitação. No entanto, votámos favoravelmente a resolução que coloca preocupações e sugestões para a melhoria das atividades e desempenho do Comité.

4-278-000

Relazione: Inès Ayala Sender (A7-0090/2012)

4-278-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, manifestando a minha satisfação pelos resultados apresentados no relatório de avaliação intercalar sobre o funcionamento do acordo de cooperação administrativa entre o Comité das Regiões e o CESE. Considero que a criação de serviços conjuntos permitiu economias orçamentais aos dois Comités e é desejável que estes apliquem as recomendações nos setores do pessoal (maior harmonização das regras), serviços sociais e médicos, bem como nos serviços internos. Termino afirmando a necessidade de uma maior compatibilidade entre as rubricas orçamentais prioritárias dos dois Comités, o que conduzirá a um aumento das economias e a um reforço suplementar da cooperação interinstitucional.

4-278-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 du Comité des régions. C'est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre

une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-278-625

Zigmantas Balčytis (S&D), raštu . – Pritariau Regionų komiteto 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Teigiamai vertinu Audito rūmų išvadą, kad 2010 m. mokėjimuose, susijusiuose su institucijų ir įstaigų administracinėmis ir kitomis išlaidomis, neaptikta reikšmingų klaidų. Pritariau Europos Parlamento rekomendacijai iki visiško minimumo riboti būsimų biudžetų didinimą ir naują ar plečiamą veiklą visų pirma finansuoti iš sutaupytų lėšų.

4-279-000

Tamás Deutsch (PPE), írásban . – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének a Régiók Bizottságára vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék 2010-es éves jelentésében hibákat tárt fel egy állandó munkatárs felvétele és egy tolmácsolási szolgáltatásra vonatkozó közbeszerzés során. A Régiók Bizottsága a feltárt hibákra vonatkozó kérdésekre kielégítő magyarázatokkal szolgált, valamint az ilyen hibák jövőbeli elkerülése érdekében azonnali lépéseket tett. Fontos, hogy az átláthatóság megerősítése érdekében valamennyi intézmény tagjainak pénzügyi érdekeltségéről szóló nyilatkozatot kell elérhetővé tenni az interneten, és ezt rendszeresen frissíteni kell. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-279-125

Edite Estrela (S&D), por escrito. – Votei favoravelmente o relatório que aprova a quitação pela execução do orçamento do Comité das Regiões para o exercício de 2010. Merece destaque e aprovação a decisão da Mesa do CdR, de, em nome da transparência, disponibilizar na Internet as declarações de interesses financeiros dos membros de todas as instituições.

4-279-250

Diogo Feio (PPE), por escrito. – Em 2010, o Tribunal de Contas detetou erros relativamente ao recrutamento de um funcionário e à adjudicação de contratos para o serviço de interpretação, os quais o CdR veio justificar à Comissão de Controlo Orçamental de forma considerada satisfatória pela relatora. Saúdo o excelente desempenho e a elevada qualidade que continuam a caracterizar os relatórios anuais de atividades do Comité das Regiões. É importante, porém, que o CdR continue na senda da implementação do seu plano de melhoria dos controlos internos, para permitir uma execução orçamental mais eficaz.

4-279-312

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Inés Ayala Sender, versa sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia (UE) para o exercício de 2010, Secção VII – Comité das Regiões (CdR). O Comité das Regiões, sediado em Bruxelas, é um órgão consultivo do Conselho, da Comissão e do Parlamento Europeu que representa as autoridades locais e regionais da UE e que deve ser consultado sobre as matérias relativas à administração local e regional, tais como: o emprego, o ambiente, a educação e a saúde pública. Congratulo-me pelo facto de o Comité das Regiões e o Comité Económico e Social Europeu terem obtido o certificado EMAS (Sistema Comunitário de Ecogestão e Auditoria), em 27 de dezembro de 2011, uma prova da eficiência do seu desempenho, e felicito o CdR pelo seu plano de melhoria, elaborado na sequência do processo de autoavaliação da gestão da sua organização. Tendo em conta o parecer da Comissão de Controlo Orçamental e porque considero que a execução orçamental do Comité das Regiões não apresenta falhas, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Secretário-Geral do Comité das Regiões pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-279-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už sprendimą dėl Europos Sąjungos 2010 finansinių metų bendrojo biudžeto įvykdymo patvirtinimo, VII skirsnis – Regionų komitetas, nes Regionų komiteto generaliniam sekretoriui patvirtinama, kad Regionų komiteto 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas.

4-279-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report and am pleased to note that, in response to the call made in Parliament's resolution of 10 May 2011 on discharge for the financial year 2009, the CoR has strengthened its budgetary procedure, which now comprises four stages: preparation by the CoR's administration, assessment of the preliminary draft by the Committee for Financial and Administrative Affairs (CAFA), decision by the CoR Bureau and Plenary Assembly on the draft budget, and a mid-term review of implementation.

4-279-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções e a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. Vai nesse sentido o meu voto favorável relativamente ao relatório do Comité das Regiões.

4-279-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – I am in favour of granting the Committee of the Regions budget discharge.

4-279-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O Comité das Regiões elaborou um plano de melhoria no seguimento da autoavaliação da gestão da sua organização (CAF(7) : Estrutura Comum de Avaliação), que visa, entre outras coisas, estudar o possível aumento da eficiência, incluindo em termos de eventual redução das despesas de viagem, que oferece, em relação aos mecanismos políticos do Comité das Regiões com o recurso a videoconferências. Estas e outras medidas a par da recomendação favorável do Conselho e os relatórios do Tribunal de Contas Europeu motivaram a minha aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010, Secção VII – Comité das Regiões.

4-280-000

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. – As a democrat, I have always said that more transparency means better democracy. I voted in favour of these amendments and this discharge because they tend in that direction. The Committee of the Regions has a long way to go, so it is our duty to protect it and give it more political power as an Institution, strengthening its role as a third chamber to represent the European regions effectively at the heart of Europe. This will, at the same time, improve our policy making by promoting a 'bottom up' approach.

4-281-000

Relazione: Inès Ayala Sender (A7-0089/2012)

4-281-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, manifestando o meu apreço pelo facto de o Provedor haver fixado indicadores-chave de rendimento no plano de ação para 2010, bem como um painel de avaliação, que tornam mensuráveis os esforços do serviço, graças ao sistema de avaliação comparativa ("benchmarking"). Congratulo-me ainda pelos progressos realizados ao longo do ano. Recordo que o relatório anual relativo às atividades do Provedor em 2010 foi recentemente objeto de um relatório de iniciativa que o Parlamento aprovou em 27 de outubro de 2011. Por conseguinte, o Parlamento Europeu não pretende aditar observações suplementares. O PE pretende ainda que o relatório anual sobre as atividades do Provedor em 2011 contenha, se for caso disso, um capítulo sobre o seguimento da resolução de quitação do Parlamento e forneça igualmente um quadro exaustivo do conjunto de recursos humanos de que o Provedor dispõe, repartido por categoria, grau, sexo, participação na formação profissional e nacionalidade.

4-281-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 du Médiateur européen. C'est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-281-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos ombudsmeno 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Palankiai vertinu Audito Rūmų gana teigiamus įvertinimus ir pritariu visoms jo pateiktoms išvadoms ir rekomendacijoms. Svarbu, kad Ombudsmenas tinkamai atsižvelgtų į Audito Rūmų rekomendacijas bei parengtų nuostatas dėl laikinųjų darbuotojų įdarbinimo procedūrų, stengtųsi padidinti tyrimų, kurie užbaigiami per trumpesnę laikotarpį kaip metai, skaičių ir proporcinę dalį.

4-281-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della Relazione e dunque per la concessione del discarico alla Sezione del Bilancio per l'esercizio 2010 concernente il Mediatore Europeo, in quanto dall'analisi condotta dall'onorevole collega Sender non emergono criticità rilevanti né punti controversi.

4-282-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az európai ombusmanra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A 2010-es évről szóló éves jelentésében a Számvevőszék azt állapította meg, hogy nem emel kifogást az európai ombudsman 2010. évi pénzügyi évre vonatkozóan. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-282-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova a quitação pela execução do orçamento do Provedor de Justiça Europeu para o exercício de 2010. Devemos congratular-nos com os progressos realizados pelo Provedor de Justiça, que fixou indicadores-chave de rendimento no plano de ação para 2010, tendo ainda criado um painel de avaliação, que tornam mensuráveis os esforços do serviço graças a um sistema de avaliação comparativa.

4-282-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com as conclusões da auditoria do Tribunal de Contas constantes do seu relatório anual, as quais nada têm a assinalar quanto ao Provedor de Justiça Europeu.

4-282-312

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço, elaborado por Inés Ayala Sender, versa sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia (UE) para o exercício de 2010, Secção VIII – Provedor de Justiça Europeu. O Provedor de Justiça Europeu, cujo gabinete é totalmente independente de qualquer governo ou entidade, tem por missão investigar as queixas contra as instituições, órgãos, serviços e agências europeias quando estas desrespeitem a lei ou os seus princípios orientadores. O Tribunal

de Contas, no seu relatório de 2010, não encontrou qualquer observação a fazer ao Provedor de Justiça Europeu; entendo, assim, que a execução orçamental do Provedor de Justiça não apresenta falhas. Para conseguinte, muito deve ter contribuído a auditoria interna realizada em 2010 na sequência das observações feitas em 2009. Por isso e tendo em conta o parecer da Comissão de Controlo Orçamental, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Provedor de Justiça Europeu pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-282-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu.* – Balsavau už Europos Sąjungos 2010 m. finansinių metų bendrojo biudžeto (VIII skirsnis – Europos ombudsmenas) įvykdymo patvirtinimą, nes Europos ombudsmenui patvirtinama, kad Ombudsmeno 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir Audito Rūmai savo 2010 m. metinėje ataskaitoje konstatavo, kad „Audito Rūmai pastabų dėl Europos ombudsmeno neturi.“

4-282-500

David Martin (S&D), *in writing.* – I voted for this Report in which Parliament welcomes the fact that the Ombudsman included key performance indicators in the 2010 action plan, together with a scoreboard, thus enabling performance to be measured using a benchmarking system; welcomes the progress made throughout the year.

4-282-531

Nuno Melo (PPE), *por escrito.* – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções e a avaliar pelas fiscalizações que conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. Vai nesse sentido o meu voto favorável relativamente ao relatório do Provedor de Justiça Europeu.

4-282-562

Alexander Mirsky (S&D), *in writing.* – I am in favour of granting budget discharge to the European Ombudsman.

4-282-593

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito.* – Tendo em conta as observações feitas em 2009, o Provedor de Justiça Europeu submeteu-se a uma auditoria que concluiu que o sistema de gestão e de controlo era eficaz, sob condição de execução de algumas ações concretas. Por outro lado, no seu relatório anual de 2010, o Tribunal de Contas constatou não ter qualquer observação a fazer relativamente ao Provedor de Justiça Europeu. Nestes termos, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010, Secção VIII – Provedor de Justiça Europeu.

4-282-875

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris.* – Am votat pentru raportul privind descărcarea de gestiune 2010: Bugetul general al UE, Ombudsmanul European. Salut faptul că

Ombudsmanul a stabilit indicatori-cheie de performanță în planul de acțiune pentru 2010, precum și un tabel centralizator care permite, pe baza unui sistem de valori de referință, măsurarea activității Ombudsmanului. Raportul anual privind activitățile Ombudsmanului în 2011 trebuie să conțină un capitol privind măsurile întreprinse pe baza rezoluției de descărcare de gestiune adoptată de Parlamentul European și un tabel exhaustiv al tuturor resurselor umane de care dispune Ombudsmanul European, prezentate în funcție de categorie, grad, sex, participarea la cursuri de formare profesională și cetățenie. Subliniez importanța creșterii în continuare a numărului și a proporției anchetelor încheiate în mai puțin de un an, precum și creșterea numărului și a proporției cazurilor în raport cu care decizia de admisibilitate să fie luată în termen de o lună. Aceste măsuri vor contribui la creșterea încrederii cetățenilor europeni în Ombudsmanul European. Salut auditul realizat de Serviciul de Audit Intern în 2010, care a ținut seama de observațiile formulate în 2009 și care a ajuns la concluzia că sistemul de gestiune și de control este eficace, sub rezerva implementării măsurilor convenite.

4-283-000

Relazione: Inès Ayala Sender (A7-0093/2012)

4-283-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, começando por me congratular com a conclusão do Tribunal de Contas de que, na sua globalidade, as contas relativas a pagamentos e outras despesas da Autoridade Europeia para Protecção de Dados (AEPD) referentes ao exercício encerrado em 31 de dezembro de 2010 não contêm qualquer erro material e de que os sistemas de supervisão e controlo das despesas administrativas, e outras, foram eficientes para assegurar a regularidade dos pagamentos. É importante não esquecer o parecer do Tribunal de Contas relativo à organização de um concurso interno, assim como a resposta da AEPD. Os concursos organizados pelo Serviço Europeu de Seleção de Pessoal devem continuar a ser a norma em matéria de recrutamento de pessoal e solicita à AEPD que reforce o planeamento dos seus recursos humanos, a fim de evitar a repetição de situações semelhantes no futuro. As medidas que foram tomadas devem ser apoiadas para a monitorização atempada dos documentos comprovativos da situação individual dos elementos do pessoal da AEPD para efeitos de benefícios sociais.

4-283-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 du Contrôleur européen de la protection des données. C'est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire. Au Parlement européen, nous votons cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010.

4-283-343

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos duomenų apsaugos priežiūros pareigūno (toliau – EDAPP) 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Labai svarbu, kad

Audito Rūmai 2010 m. mokėjimuose nenustatė reikšmingų klaidų. Pritariu raginimams, kad EDAPP pagrįstų savo biudžetą tikrais savo poreikiais ir stengtųsi geriau įvykdyti biudžetą. Atsižvelgiant į 2010 m. įvykdytus išsamius darbuotojų struktūros pokyčius, EDAPP raginamas informuoti Europos Parlamentą apie naujo personalo darbo rezultatus.

4-283-500

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – A existência de um regime jurídico claro e coerente para a proteção de dados pessoais é fundamental para assegurar que cada indivíduo possa ver os seus direitos e liberdades fundamentais respeitados, nomeadamente o seu direito à privacidade, em todo o território da UE. A Autoridade Europeia para a Proteção de Dados é o órgão independente, dotado de poderes de supervisão, que tem como objetivo primordial assegurar que as instituições e os órgãos comunitários respeitem o direito à privacidade e à proteção de dados sempre que procedem ao tratamento de dados pessoais e desenvolvem novas políticas. Na prática, as atividades desta Autoridade podem dividir-se em três vertentes principais: supervisão, consulta e cooperação, pelo que é essencial que possa dispor dos meios suficientes para desempenhar da forma mais adequada o seu mandato. Apoiei este relatório, com base nas conclusões do Tribunal de Contas de que as contas relativas a pagamentos e outras despesas da Autoridade Europeia para a Proteção de Dados referentes ao exercício encerrado em 31 de dezembro de 2010, na sua globalidade, não contêm qualquer erro material e de que os sistemas de supervisão e controlo das despesas administrativas e outras foram eficientes para assegurar a regularidade dos pagamentos.

4-284-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Adatvédelmi Biztosra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapítása szerint a 2010. december 31-én véget érő pénzügyi évben az Európai Adatvédelmi Biztos igazgatási és egyéb kiadásainak jogcímén teljesített kifizetések általánosságban nem tartalmaztak lényeges hibát, és az igazgatási és egyéb kiadásokra vonatkozó felügyeleti és ellenőrzési mechanizmusok eredményesen biztosították a kifizetések szabályszerűségét. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-284-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório uma vez que concede a quitação pela execução do orçamento geral para o exercício de 2010 à Autoridade Europeia para a Proteção de Dados. Considero que a quitação pela execução do orçamento da AEPD deve continuar a basear-se no seu desempenho ao longo do ano. Solicita-se que a AEPD apresente o seguimento dado às recomendações do Parlamento no seu relatório anual de atividades.

4-284-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com as conclusões da auditoria do Tribunal de Contas, que refere, no seu relatório anual, que a auditoria não encontrou erros materiais. Acompanho o relatório na sugestão de que a AEPD prepare orçamentos anuais correspondentes às suas necessidades (já que, em 2010, só 75% do Título 1 foram utilizados) e se empenhe, de futuro, numa melhor execução orçamental.

4-284-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – Devido às autoestradas da informação, os dados pessoais e profissionais dos cidadãos circulam vertiginosamente nos corredores da Internet. A Autoridade Europeia para a Proteção de Dados (AEPD), criada em 2001, visa garantir que todas as instituições e órgãos da União Europeia (UE) respeitam o direito à privacidade das pessoas quando utilizam os seus dados pessoais. O relatório em apreciação, elaborado por Inés Ayala Sender, versa sobre a quitação pela execução do orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2010, Secção IX – Autoridade Europeia para a Proteção de Dados. O Tribunal de Contas, no seu relatório de 2010, concluiu que os pagamentos do exercício fechado em 31 de dezembro de 2010 estavam isentos de erros. Também as recomendações do Tribunal de Contas e da Comissão relativas ao exercício de 2009 tinham sido aplicadas. Na sequência dessas recomendações, verificaram-se várias melhorias, nomeadamente no que respeita à contratação de pessoal. Por isso e tendo em conta o parecer da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão das Liberdades Cívicas, da Justiça e dos Assuntos Internos, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação à AEPD pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-284-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos Sąjungos 2010 finansinių metų bendrojo biudžeto (IX skirsnis – Europos duomenų apsaugos priežiūros pareigūnas) įvykdymo patvirtinimą, nes Europos duomenų apsaugos priežiūros pareigūnui patvirtinama, kad 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir Audito Rūmai, atsižvelgdami į atlikto audito rezultatus, padarė išvadą, kad 2010 m. gruodžio 31 d. pasibaigusiu metų mokėjimuose, susijusiuose su institucijų ir įstaigų administracinėmis ir kitomis išlaidomis, nepadaryta reikšmingų klaidų.

4-284-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report in which Parliament "Grants the European Data Protection Supervisor discharge in respect of the implementation of the budget for the financial year 2010"

4-284-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções e a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os

objetivos propostos. Vai nesse sentido o meu voto favorável relativamente ao relatório da Autoridade Europeia para a Proteção de Dados.

4-284-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Data Protection Supervisor did a good job and I am in favour of granting him budget discharge.

4-284-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Tendo por base a recomendação do Conselho e os relatórios do Tribunal de Contas Europeu, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Autoridade Europeia para a Proteção de Dados.

4-284-875

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru raportul referitor la descărcarea de gestiune pentru execuția bugetului general al Uniunii Europene aferent exercițiului financiar 2010, secțiunea IX – Autoritatea Europeană pentru Protecția Datelor. Salut faptul că, pe baza activităților sale de audit, Curtea de Conturi estimează că, per ansamblu, plățile pentru cheltuielile administrative și pentru alte cheltuieli ale instituțiilor și ale organelor, aferente anului 2010, nu au fost afectate de erori semnificative, indicele de eroare în sectorul „cheltuieli administrative” fiind estimat la 0,4%. De asemenea, salut faptul că Autoritatea Europeană pentru Protecția Datelor a corectat în 2010 și 2011 erorile menționate în declarația de asigurare pentru 2009 și a implementat instrumentele care contribuie la îmbunătățirea gestiunii indemnizațiilor. Datorită modificărilor profunde aduse în 2010 modului de organizare a personalului, solicităm o informare cu privire la rezultatele noii organigrame. În acest sens, Autoritatea Europeană pentru Protecția Datelor trebuie să prezinte în raportul său anual de activitate modul în care sunt îndeplinite recomandările Parlamentului. Solicităm ca raportul anual de activitate pentru anul 2011 să conțină și un tabel exhaustiv al tuturor resurselor umane de care dispune Autoritatea Europeană pentru Protecția Datelor, prezentate în funcție de categorie, grad, sex, participarea la cursuri de formare profesională și cetățenie.

4-285-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0103/2012)

4-285-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, congratulando-me com o facto de o Tribunal de Contas ter podido obter garantias razoáveis de que as contas anuais relativas ao exercício de 2010 de todas as Agências que operam no Espaço de Liberdade, Segurança e Justiça são fiáveis em todos os seus aspetos materiais e de que as operações subjacentes são legais e regulares. No entanto, lamento que a maioria dessas Agências tenha elevados níveis de transição de dotações e que algumas Agências ainda tenham tido uma taxa elevada de lugares vagos em 2010.

A Comissão, no âmbito da revisão da Decisão 2009/371/JAI, deve examinar a possibilidade de fundir a Academia Europeia de Polícia com o Serviço Europeu de Polícia, no intuito de melhorar a afetação de recursos e reduzir os custos de funcionamento administrativo.

4-285-625

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votons cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 en ce qui concerne la performance, la gestion financière et le contrôle des agences. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-285-687

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą. 2010 m. ES išlaidos decentralizuotoms agentūroms sudarė daugiau nei 620 mln. eurų, todėl labai svarbu, kad šios agentūros užtikrintų savo išlaidų veiksmingumą bei jų naudojimo skaidrumą. Audito Rūmai savi išvadose pabrėžia, kad agentūroms kyla problemų siekiant laiku panaudoti savo biudžeto lėšas ir kad lėšos skiriamos projektams, kurie nesusiję su konkrečiais finansiniais metais. Pritariu Europos Parlamento raginimui, kad Komisija turi kuo skubiau įgyvendinti Audito Rūmų rekomendaciją dėl nulinės bazės biudžeto taikymo rengiant agentūrų biudžetą ir kad ateityje kiekvienos agentūros biudžetas būtų nustatomas ne atsižvelgiant į buvusias sumas, o į kiekvienos agentūros individualius poreikius.

4-286-000

Anne Delvaux (PPE), *par écrit*. – Je me félicite du vote de ce rapport car la décharge sur l'exécution du budget de l'Union européenne permet de s'assurer que le budget est utilisé à bon escient vis-à-vis des contribuables. En période de crise économique, alors que l'austérité s'impose aux États membres, nous devons tout particulièrement veiller à ce que l'Union emploie ses moyens financiers avec prudence afin de limiter le plus possible les gaspillages et les fraudes.

4-287-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az ügynökségek teljesítményére, pénzgazdálkodására és ellenőrzésére vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-287-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova a quitação pela execução do orçamento geral para 24 Agências da União Europeia. Estas Agências realizam tarefas específicas de caráter técnico, científico ou administrativo e são órgãos

descentralizados da UE, vitais para execução dos objetivos e resultados das políticas da União. Congratulo-me com o facto de o Tribunal de Contas ter podido obter garantias razoáveis de que as contas anuais relativas ao exercício de 2010 de todas as Agências, que operam no Espaço de Liberdade, Segurança e Justiça, são fiáveis em todos os seus aspetos materiais e de que as operações subjacentes são legais e regulares.

4-287-375

Göran Färm (S&D), *skriftlig*. – EU:s utgifter måste förvaltas på ett korrekt och transparent sätt. Det är därför oerhört viktigt att EU:s myndigheter och deras verksamhet kontrolleras av Europeiska revisionsrätten och av Europaparlamentet genom ansvarsfrihetsprocessen. Vi anser emellertid att föredragandens linje är alltför kritisk och fokuserar för mycket på detaljer snarare än de övergripande och viktiga frågorna för att implementera de beslut som tas på europeisk nivå. Vi stöder myndigheterna då de kan hjälpa oss att göra vår mat säkrare, vår miljö renare och våra flygplan och flygningar säkrare. Föredragandens kritik handlar dessutom i stora delar om förhållanden som redan åtgärdats samt förhållanden som myndigheterna inte själva styr över. Det är viktigt att myndigheternas oberoende värnas, men när myndigheten inte kan göra mer än det som redan gjorts i de enskilda fallen blir det fel att ta dessa som intäkt för att inte bevilja ansvarsfrihet. Vi anser att åtgärdandet och uppföljningen av eventuella fel är tillräckliga och att myndigheterna därför bör beviljas ansvarsfrihet.

4-287-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – As Agências da União Europeia dispõem de uma enorme importância no quadro da sua arquitectura institucional e operacional. A sua saúde financeira deve ser, por isso, uma preocupação constante por parte dos decisores políticos que não devem conformar-se com os modelos de gestão e controlo preexistentes mas procurar melhorá-los sempre que tal se afigure possível. A transparência na acção e nos gastos, eficácia na gestão de meios e de pessoal, e a prestação de contas devem ser elementos essenciais e incontornáveis neste processo de melhoramento e exigência constantes que se deseja dinâmico e eficiente.

4-287-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em análise, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento das Agências da União Europeia para o exercício de 2010: desempenho, gestão financeira e controlo das Agências da UE. A União Europeia, com o objetivo de apoiar os Estados-Membros e os seus cidadãos, criou agências especializadas e descentralizadas para responderem à dimensão territorial da Europa e fazer face às novas competências técnicas, científicas e jurídicas. O número de Agências da UE aumentou exponencialmente, passando de 3, em 2000, para 24, em 2011, e os seus custos quase duplicaram de 2007 para 2010. Saúdo a criação e o trabalho realizado pelo Grupo de Trabalho Interinstitucional relativo às Agências cujo objetivo é rever o seu papel, posição, estrutura, funcionamento, supervisão e gestão. Concordo com a relatora na medida em que, nos tempos de crise que vivemos, precisamos de ter a certeza que os quase 1.700 milhões de euros que as Agências custam anualmente são absolutamente necessários e se justificam com a melhoria da qualidade de vida dos cidadãos da UE.

4-287-875

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório tece críticas à forma como são geridas algumas das Agência da União Europeia e aborda desde as notícias de conflitos de interesses em algumas Agências até ao aumento substancial do seu orçamento. Uma das principais críticas centra-se no pedido feito pelo Parlamento Europeu ao Tribunal de Contas de apresentação e um relatório especial sobre a análise comparativa de custos das Agências da UE, que ainda não foi atendido. A fim de realizar uma melhor gestão dos recursos orçamentais, pede-se à Comissão que cesse o aumento dos orçamentos das Agências, considerando mesmo a redução da contribuição proveniente do orçamento da UE. Concordando, na generalidade, com alguns dos reparos e críticas feitos pela relatora, não aceitamos que a reclamada redução do orçamento seja feita indistinta e independentemente do âmbito das Agências em causa. Concretamente, não acompanhamos a posição de que a redução seja feita, "em especial", nas Agências cuja atividade principal é a investigação – proposta cujo objetivo não estará desligado da intenção de deixar estas instituições (que não deveriam prosseguir outras finalidades que não as de indiscutível interesse público) ainda mais dependentes dos interesses privados.

4-288-125

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – Szavazatommal támogattam az Európai Unió ügynökségeinek 2010-es pénzügyi évre szóló költségvetéséről szóló mentesítését, hiszen meggyőződésem, hogy ezen ügynökségek alapvetően takarékosan gazdálkodtak, és bár ezen ügynökségek nagy részénél jelentős átvitelekre került sor; mégis erőforrásaikat jól kihasználva, a közös politikák elősegítése érdekében fejtették ki tevékenységüket a 2010-es évben. A szakbizottságban elfogadott jelentésben egyértelműen szétválaszthatóak voltak a pénzügyi teljesítményre, az emberei erőforrásra, a belső-, és a külső ellenőrzésre fordított kiadások, melyek elengedhetetlenül fontosak annak érdekében, hogy az Unió szakmai munkáját segítő szervezetek működése minden európai polgár számára átlátható legyen.

4-288-187

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už rezoliuciją dėl Europos Sąjungos agentūrų 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimo. Europos Sąjungos agentūrų veikla, finansų valdymas ir kontrolė. Dėl per pastaruosius keletą metų Tarybos priimtų sprendimų dėl agentūrų steigimo ir lėšų paskirstymo patiriamos didžiulės išlaidos ir neveiksmingai veikia minėtos agentūros, nes jas steigiant nėra galvojama apie jų veiksmingumą, *inter alia*, dėl to jos steigiamos atokiai ir brangiai atsieinančiose vietovėse. Ypač šiuo krizės laikotarpiu reikia greitai ir rimtai išnagrinėti agentūrų papildomos naudos klausimą, kad būtų išvengta nebūtinų ir visiškai nereikalingų išlaidų ir būtų galima tinkamai tenkinti tikrus Sąjungos ir jos piliečių poreikius, reaguoti į nerimą keliančius klausimus ir abejones dėl pasitikėjimo mūsų institucijomis. Sąjunga ir jos valstybės narės negali prašyti, kad Sąjungos piliečiai taupyty, jei jos pačios to nedaro. Sąjungos institucijos, įskaitant agentūras, turi sąžiningai taupyti, kartu reikalaujant, kad taupyty ir piliečiai, kurie yra mokesčių mokėtojai, prisidedantys prie Sąjungos biudžeto.

4-288-250

Monica Luisa Macovei (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the report '2010 discharge: performance, financial management and control of EU agencies', despite amendments which partially watered down the criticism in my report, in particular the one referring to the way the European Court of Auditors fulfilled its duties as external auditing body for

the Agencies. In my view, Agencies need to reduce their running costs and follow a zero-based budgeting approach when drawing up their budgets: each Agency budget must be based on its real current needs and not on its needs established years ago. It is also time for the Commission to carry out an evaluation in order to detect occurrences of unnecessary or overlapping activities and to analyse the merger of some of the Agencies. EU Agencies should publish on their websites the lists of all contracts awarded over the last three years as well as the list of the Management Board members together with their declaration of interests and curriculum vitae. The same should be done for all persons in management positions in the Agencies and for all experts and scientific guests. Conflicts of interest have proved to be a serious concern in several Agencies.

4-288-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report in which Parliament "Notes that some Agencies have difficulties in spending their budgets in a timely manner and that funds are committed against projects unrelated to the financial year; is irritated by the fact that significant amounts of budget are allocated in the end of the financial year; considers this as a possible sign that Union funds are, in some cases, used unnecessarily; calls on the Court of Auditors and especially the Agencies themselves to provide additional information and justification in the cases of CEDEFOP, CPVO, EFSA, EMSA, ENISA, ERA, EUROJUST and FRA that have spent more than 25 % of their budgets in the final two months of 2010, as well as on the cases of CEPOL, CPVO, FRONTEX and again EMSA that exhibit continuously high percentages of carry-forwards which have to be cancelled"

4-288-382

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções e a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. Devem, no entanto, as Agências da UE fazer os possíveis para reduzir os custos administrativos, nomeadamente com a partilha dos mesmos.

4-288-390

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The agencies of the European Union have a vital importance in terms of delivering the goals and results of EU policies. The agencies represent less than 1 % of the EU budget. I support the agencies as they help make our food safer, our environment cleaner and our planes and flights safer and more secure. This is clearly of benefit to EU citizens.

4-288-398

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Acompanho o pedido feito à Comissão para que forneça anualmente à autoridade de quitação informações consolidadas sobre o total dos financiamentos anuais por Agência, tal como no caso da elaboração do orçamento geral da União. Tendo por base esta recomendação e os relatórios do Tribunal de Contas Europeu, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia

dando assim quitação às contas de 2010 relativas ao desempenho, gestão financeira e controlo das Agências da União Europeia.

4-288-500

Francisco Sosa Wagner (NI), *por escrito*. – En la enmienda 14D, me abstengo porque se mezclan demasiados asuntos de forma que estoy de acuerdo con la "fusión" de agencias pero no con los recortes en investigación. En las enmiendas 44D, 47D, 12D, voto a favor porque esto puede afectar negativamente a las agencias instaladas en algunos países, como es el caso de España.

4-289-000

Alf Svensson (PPE), *skriftlig*. – Ett av de områden där EU-samarbetet har möjlighet att skapa ett tydligt mervärde för medlemsstaterna och alla deras invånare är samarbetet kring forskning. Dyra och resurskrävande projekt som är svåra och kostnadskrävande för enskilda stater att genomföra blir billigare för medlemsstaten och genomförbara om man samarbetar på europeisk nivå. Därför har jag röstat för resolutionen som ger ansvarsfrihet för genomförandet, den ekonomiska förvaltningen och kontrollen av EU:s myndigheter i stort, men vänt mig emot de skrivningar som vill lägga ned eller skära ner specifikt på forskningen inom det europeiska samarbetet.

4-290-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0125/2012)

4-290-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, embora saliente que das 12 recomendações *muito importantes* do Serviço de Auditoria Interna (SAI) o Centro rejeitou a recomendação relativa à comunicação de informações financeiras. Deve solicitar-se ao Centro que informe a autoridade de quitação acerca dos motivos desta decisão.

4-290-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 du Centre de traduction des organes de l'Union. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-290-593

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos Sąjungos įstaigų vertimo centro biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Sutinku su Audito Rūmų rekomendacijomis, jog vertimo centras turėtų imtis priemonių savo biudžeto perviršiui, kuris auga kiekvienais metais, sustabdyti (2009 m. šis perviršis sudarė 24 mln. eurų). ES šiuo finansinės krizės laikotarpiu

turėtų nebedidinti agentūrų biudžetų ir netgi svarstyti galimybę sumažinti ES įnašą į agentūrų biudžetus.

4-290-625

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho inteso sostenere la concessione del Discarico a favore del Centro di traduzione degli organismi dell'Unione Europea, in quanto dalla Relazione dell'onorevole collega Macovei non sono emerse criticità né punti controversi.

4-291-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Unió Szerveinek Fordítóközpontjára vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy kellő mértékben megbizonyosodott arról, hogy az Európai Unió Szerveinek Fordítóközpontja a 2010-es pénzügyi évre megbízható éves beszámolót nyújtott be és az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Fontos, hogy a Fordítóközpont továbbfejlessze a teljesítményértékelési képességét a teljesítményellenőrzés SMART mutatóinak alkalmazásával. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem állapítottak meg. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-291-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que concede quitação à Diretora do Centro de Tradução dos Organismos da União Europeia pela execução do orçamento do Centro para o exercício de 2010, uma vez que o Tribunal de Contas declarou ter obtido garantias suficientes de que as contas anuais do Centro de Tradução dos Organismos da União Europeia relativas ao exercício de 2010 são fiáveis e de que as operações subjacentes são legais e regulares.

4-291-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A tradução é um dos instrumentos sem os quais o multilinguismo e a igualdade de acesso às instituições europeias por parte dos cidadãos não seriam assegurados. O Centro de Tradução dos Organismos da União Europeia desempenha essa importante função face às agências especializadas e descentralizadas da União Europeia e tem vindo a aumentar os seus serviços. Espero que continue a dispor dos meios que lhe permitam desenvolver a sua missão e que a cumpra no respeito pelos seus orçamentos e pelas regras de boa gestão.

4-291-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento do Centro de Tradução dos Organismos da União Europeia para o exercício de 2010. O Centro de Tradução dos Organismos da União Europeia (CdT), criado em 1994 e com sede no Luxemburgo, tem como missão prestar os serviços de tradução necessários ao

funcionamento das várias agências da UE. Além disso, participa ativamente nos trabalhos do Comité Interinstitucional da Tradução e da Interpretação. O Tribunal de Contas afirmou que possuía garantias suficientes de que as contas anuais do CdT relativas ao exercício de 2010 era fiáveis e que as operações subjacentes eram legais e rigorosas. Por isso e tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e não obstante as recomendações da relatora, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação à Diretora do Centro de Tradução dos Organismos da UE pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-291-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos Sąjungos įstaigų vertimo centro 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos Sąjungos įstaigų vertimo centro direktoriui patvirtinama, kad Centro 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos Sąjungos įstaigų vertimo centro 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog Europos Sąjungos įstaigų vertimo centro 2010 finansinių metų metinės finansinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos.

4-291-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report in which Parliament "Grants the Director of the Translation Centre for the Bodies of the European Union discharge in respect of the implementation of the Centre's budget for the financial year 2010"

4-291-781

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções e a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. Vai nesse sentido o meu voto favorável relativamente ao relatório do Centro de Tradução dos Organismos da União Europeia.

4-291-796

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The Translation Centre plays an important role in the work of the bodies of the European Union. Therefore I voted in favour.

4-291-804

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Tendo em consideração que o Tribunal de Contas declarou ter obtido garantias suficientes de que as contas anuais do Centro de Tradução dos Organismos da União Europeia relativas ao exercício de 2010 são fiáveis e de que as operações subjacentes são legais e regulares, votei favoravelmente a aprovação das contas do Centro de Tradução dos Organismos da União Europeia apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim quitação às contas referentes ao exercício de 2010.

4-292-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0129/2012)

4-292-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, salientando as conclusões do RAC em que indica que o plano de auditoria da CAI para 2010 previa várias auditorias ex-post e auditorias de procedimentos de adjudicação de contratos, nomeadamente para fins de estudo dos procedimentos de adjudicação de contratos e de concessão de subvenções. De notar ainda, que na sequência de uma auditoria da CAI sobre os procedimentos de concessão de subvenções, o Centro procedeu à recuperação de montantes pagos a beneficiários nacionais de subvenções num total de 23 647,67 euros. Manifesto preocupação pelo facto de a CAI ter deixado o Centro em 31 de agosto de 2010, considerando que os relatórios da CAI poderiam melhorar ainda mais as medidas de controlo interno em matéria de procedimentos de adjudicação de contratos e de concessão de subvenções. Concordo, no entanto, com as observações do Centro, segundo as quais as funções da CAI são presentemente desempenhadas por contratantes externos (por exemplo, uma auditoria do software financeiro do Centro (FIBUS) foi contratada e concluída em 2011), ou por grupos de projeto internos.

4-292-375

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 du Centre européen pour la formation professionnelle. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-292-437

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos profesinio mokymo plėtros centro biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariu raginimams, kad centras pagrįstų savo biudžetą realiais poreikiais ir kad tinkamai išnaudotų skirtus asignavimus, nes jų perkėlimas į kitus metus pažeidžia metinio periodiškumo principą. Palankiai vertinu 2010 m. CEDEFOP iniciatyvą naudoti įdarbinimui skirtą internetinę priemonę „RECON – Recruitment Online“, dėl kurios centro įdarbinimo procedūra taps greitesnė, veiksmingesnė ir skaidresnė, ir raginčiau visas agentūras taikyti šią procedūrą.

4-292-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della Proposta di Risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio del Centro Europeo per lo sviluppo della formazione professionale per l'esercizio 2010. Dall'analisi contenuta nella relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatti emerse criticità né punti controversi.

4-293-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Szakképzés-fejlesztési Központra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy az általa lefolytatott ellenőrzések során kellő mértékben megbizonyosodott arról, hogy az Európai Szakképzés-fejlesztési Központ 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Fontos, hogy a központ hatékonyabban alkalmazza a célhoz kötöttség és az átláthatóság költségvetési elveit. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-293-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório por aprovar o encerramento das contas do Centro Europeu para o Desenvolvimento da Formação para o exercício de 2010. Observo com satisfação que o Centro tenha disponibilizado como solicitado pela autoridade de quitação os diagramas de Gantt. Estes diagramas definem, de forma concisa, o tempo despendido por cada membro do pessoal num projeto e incentivam uma abordagem orientada para a obtenção de resultados.

4-293-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A crise sentida em toda a Europa torna ainda mais patente a necessidade de persistirmos na formação contínua dos trabalhadores e de adequarmos as suas competências às exigências de um mercado de trabalho cada vez mais globalizado e competitivo. O Centro Europeu para o Desenvolvimento da Formação Profissional assume um papel relevante nesse esforço comum devendo ser, por isso, apoiado e dotado de meios adequados à prossecução dos seus fins. Registo a fiabilidade e regularidade das suas contas.

4-293-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento do Centro Europeu para o Desenvolvimento da Formação Profissional para o exercício de 2010. O Centro Europeu para o Desenvolvimento da Formação Profissional (Cedefop) é uma agência que tem por objetivo promover e desenvolver o ensino e a formação profissional na UE, fornecendo informações e análises sobre as políticas, investigação e práticas na área do ensino e formação profissional. O Tribunal de Contas, no seu relatório, confirma que as contas anuais do Cedefop refletem fielmente a real situação financeira do Centro em 31 de dezembro de 2010 e que as contas estão em conformidade com os regulamentos financeiros. Por isso e tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão do Emprego e dos Assuntos Sociais, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor do Cedefop pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-293-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos profesinio mokymo plėtros centro 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos profesinio mokymo plėtros centro direktoriui patvirtinama, kad Centro 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos profesinio mokymo plėtros centro 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikrinimas, jog Europos profesinio mokymo plėtros centro 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos.

4-293-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report in which Parliament "Welcomes the fact that the Centre was able to assure the discharge authority that it effectively applied the principle of transparency by regularly reporting to its Governing Board on all transfers between budget lines throughout the year; notes, in particular, that as of 20 September 2011 five transfers of commitment appropriations (of a maximum of EUR 35 000) had been made by the Centre between budget lines and that the Governing Board was regularly informed of those transfers; calls nevertheless on Centre to reduce as much as possible those transfers in order also to apply the principle of specification"

4-293-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge au Centre européen pour la formation professionnelle car la Cour des comptes européenne n'a émis aucune réserve sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-293-781

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório do Centro Europeu para o Desenvolvimento da Formação Profissional (Cedefop).

4-293-796

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Centre for the Development of Vocational Training is very important for implementation of the EU's social policy. I voted in favour.

4-293-800

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – É de destacar o bom desempenho da Agência Europeia dos Produtos Químicos em termos de aplicação da legislação da União relativa aos produtos químicos. As demais observações que acompanham a decisão de quitação são de natureza transversal pelo que, tendo por base a recomendação do Conselho e os relatórios do Tribunal de Contas Europeu, votei favoravelmente a aprovação das contas

apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Agência Europeia dos Produtos Químicos.

4-294-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0119/2012)

4-294-750

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, realçando as conclusões do relatório final sobre a avaliação externa quinquenal da Academia que concluiu que há argumentos convincentes a favor de uma mudança da Academia. Congratulo ainda a Decisão 24/2011/GB do Conselho de Administração da Academia, de 15 de junho de 2011, que suprime os comités existentes a partir de 1 de janeiro de 2012, reduzindo assim a sobreposição vertical entre diferentes estruturas. Saliento a necessidade da resposta da Academia referente ao seu Regulamento Interno que foi alterado no sentido de limitar o número de reuniões regulares do CA a uma por presidência e de restringir a dimensão das delegações nacionais, uma vez que os Estados-Membros são instados a enviar um máximo de dois delegados a cada reunião;

4-294-718

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 du Collège européen de police (CEPOL). La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-294-702

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos policijos koledžo (toliau – CEPOL) 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Rūpestį kelia tai, kad CEPOL nuolat perkelia didelę dalį asignavimų, kas pažeidžia metinio periodiškumo principą. Audito Rūmai nustatė, jog 2010 m. asignavimai buvo panaudoti padengti 2009 m. išlaidas. Pritariu Europos Parlamento išsakytam raginimui CEPOL imtis priemonių, kad panašūs trūkumai nepasikartotų ateityje bei imtis veiksmingų priemonių geriau programuojant biudžetą ir stebint jo vykdymą.

4-294-687

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho inteso sostenere la concessione del Discarico a favore dell'Accademia europea di polizia, in quanto dalla relazione dell'onorevole collega Macovei non sono emerse criticità né punti controversi.

4-294-500

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – A cooperação policial é fundamental para que se possa proporcionar aos cidadãos europeus um elevado nível de segurança dentro do E.L.S.J. A criação da Academia, em 2001, teve como objetivo apoiar o desenvolvimento duma

abordagem europeia em relação aos principais problemas que se colocam no âmbito da luta contra a criminalidade transfronteiriça, na sua prevenção e na manutenção da ordem e da segurança pública, proporcionando uma formação e um desenvolvimento contínuo dos serviços de polícia, criando normas de qualidade comuns para os seus métodos e critérios de ação, de modo a garantir um nível mínimo de formação dos serviços responsáveis pela aplicação da lei em toda a UE. Tanto a Academia, como a Europol, passaram a ser organismos comunitários, tendo ambos domínios de intervenção análogos e atividades complementares, pelo que poderá ser pertinente analisar quais serão os prós e os contras de uma possível fusão entre as duas Agências. Esta discussão deverá ter lugar no âmbito da Comissão com competências nesta área - LIBE - com base numa avaliação de impacto, de forma a poder ser tomada uma decisão consubstanciada e que sirva da melhor forma o interesse dos nossos cidadãos. Este tipo de decisão não poderá nunca ser avançada, à revelia, no âmbito de um processo de quitação.

4-295-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Rendőrakadémiára vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Az Európai Parlament jóváhagyta az Európai Rendőrakadémia 2010-es pénzügyi évre vonatkozó elszámolásának lezárását. Bár a Számvevőszék az akadémia éves beszámolójának alapjául szolgáló műveleteket jogszerűnek és szabályosnak ítélte, azt is kiemelte, hogy a tanfolyamok és szemináriumok szervezésének költségeire vonatkozóan az ilyen tevékenységekkel kapcsolatos költségtérítési igények jóváhagyására használt eljárásából hiányzott a következetesség. Különösen az alátámasztó dokumentumok hiánya vet fel kérdéseket bizonyos esetekben. Fontos, hogy az Akadémia ezeket a hiányosságokat mihamarabb pótolja, és a jövőben ne forduljanak elő hasonló mulasztások. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-295-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que concede a quitação ao diretor da Academia Europeia de Polícia pela execução do orçamento da Academia para o exercício de 2010. Solicita-se ao Tribunal de Contas e ao SAI que ofereçam garantias ao Parlamento quanto às melhorias efetivas da Academia, relativamente a consumo orçamental e a uma otimização da execução do orçamento de 2011, e indiquem que todos os instrumentos de programação e de acompanhamento estão operacionais.

4-295-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Num contexto de globalização também da atividade criminosa, mostra-se acertada a tentativa de reforçar a cooperação entre instituições de formação policial. Para além da troca de experiências e de intercâmbio de informações, este contacto mais direto que se deseja pode contribuir para criar um relacionamento mais estreito entre os efetivos de cada corpo policial e assim agilizar a sua capacidade de resposta conjunta e atempada aos inúmeros desafios que se lhe colocam. A fusão com a Europol

poderá contribuir para melhorar o cumprimento destes objetivos, reduzir duplicações e concentrar esforços e meios num mesmo esforço de combate à criminalidade. Aguardo a avaliação feita pela Comissão acerca desta eventualidade.

4-295-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento da Academia Europeia de Polícia para o exercício de 2010. A Academia Europeia de Polícia (CEPOL) congrega ao altos funcionários dos serviços de polícia de toda a Europa e visa promover a cooperação transfronteiriça na luta contra a criminalidade e na manutenção da ordem e segurança públicas. O desempenho da CEPOL tem sido alvo de várias críticas em relação à quitação das contas dos anos anteriores, chegando a ser recusada, por uma vez, a quitação às contas de 2009. Partilho da ideia de que as despesas da Academia são elevadas em relação às suas atividades, pelo que é necessário dar continuidade à sua reestruturação. Por isso e tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão das Liberdades Cívicas, da Justiça e dos Assuntos Internos, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor da Academia Europeia de Polícia pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-295-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos policijos koledžo 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos policijos koledžo direktoriui patvirtinama, kad Koledžo 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos policijos koledžo 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Pirmą kartą nuo tada, kai Koledžas tapo agentūra, Audito Rūmai ataskaitoje dėl Koledžo 2010 finansinių metų metinių finansinių ataskaitų pateikė besąlyginę nuomonę dėl sąskaitų patikimumo ir pagal jas atliktų operacijų teisėtumo ir tvarkingumo. Audito Rūmai ataskaitoje dėl Koledžo 2010–2014 m. daugiamečio veiksmų plano patvirtino, kad Koledžas daro pažangą atsižvelgdamas į šią planą nustatytus tikslus.

4-295-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report which notes the College's claim that the financial year 2010 was characterised by a lack of sufficient financial resources with a cut of EUR 1 000 000 in the Union contribution to the College's budget; is surprised by this view, particularly in this time of crisis, as good management ensures correct and cost-efficient spending of the budget available and considering that 31,6 % of the College's 2010 budget was carried over to 2011.

4-295-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge au Collège européen de police car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes. De plus, je me félicite du bon fonctionnement de l'agence depuis l'arrivée du nouveau directeur.

4-295-765

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Academia Europeia da Polícia (CEPOL).

4-295-781

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the implementation of the budget of the European Police College for the financial year 2010.

4-295-796

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Considerando que o Tribunal de Contas, no seu relatório sobre as contas anuais da Academia para o exercício de 2010, afirmou, pela primeira vez, que, desde que a Academia se tornou uma agência, emitiu uma opinião sem reservas relativamente à fiabilidade das contas, assim como sobre a legalidade e a regularidade das operações subjacentes votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da CEPOL.

4-296-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0130/2012)

4-296-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, considerando necessário que a Agência adote as medidas necessárias relativamente às questões de acesso ao ABAC, por parte dos gestores orçamentais delegados (GOD), aos atrasos nos pagamentos, à política para o tratamento das exceções e estabelecimento de um Registo Central de Exceções. É necessário todavia, que a Agência informe a autoridade de quitação sobre as medidas adotadas e os resultados obtidos. Deste modo, é pertinente que esta Agência adote imediatamente medidas em relação às rubricas mencionadas infra e informe a autoridade de quitação sobre as medidas adotadas, nomeadamente sobre a implementação de um sistema de gestão de riscos e à introdução de análises regulares do SCI.

4-296-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence communautaire de contrôle des pêches. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-296-593

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu.* – Pritariau Bendrijos žuvininkystės kontrolės agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariau Europos Parlamento išsakytiems raginimams Agentūrai tobulinti savo metinę darbo programą, į ją įtraukiant konkrečius ir įvertinamus tikslus, peržiūrėti savo vidaus kontrolės sistemą ir persvarstyti visas savo veikos administracines procedūras bei padidinti skaidrumą vykdant įdarbinimo procedūras.

4-296-625

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto.* – Ho inteso sostenere la concessione del discarico a favore della Agenzia comunitaria di controllo della pesca, in quanto dalla relazione dell'onorevole collega Macovei non sono emerse criticità né punti controversi.

4-297-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban.* – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének a Közösségi Halászati Ellenőrző Hivatalra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy kellő mértékű bizonyosságot szerzett arról, hogy a Közösségi Halászati Ellenőrző Hivatal 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Fontos felhívni a hivatal figyelmét, hogy szükséges tovább javítania az éves munkaprogram hatékonyságát oly módon, hogy konkrét és mérhető célokat jelöl ki, mind szakpolitikai, mind pedig operatív szinten, másrészt a számvevőszéki jelentés SMART-mutatók kidolgozását is szükségesnek tartja. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-297-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito.* – Votei a favor do relatório que aprova a quitação ao Diretor Executivo da Agência Comunitária de Controlo das Pescas pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010. É de realçar a importância das atribuições da Agência Comunitária de Controlo das Pescas e congratulo-me com o desempenho eficiente das mesmas, Solicita-se contudo ao Tribunal de Contas que continue a examinar os procedimentos de recrutamento e de contratação pública da Agência.

4-297-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito.* – Sendo originário de um país com uma história intimamente ligada ao mar e, conseqüentemente, à pesca, compreendo a necessidade de a União Europeia dispor de uma Agência Comunitária de Controlo das Pescas que, entre outras competências, coordene a luta contra a pesca ilegal, que põe em causa a sustentabilidade desta actividade, o emprego dos pescadores que cumprem as regras de captura, transporte e acondicionamento do pescado e os próprios ecossistemas marítimos. A União Europeia precisa de uma Agência Comunitária de Controlo das Pescas bem apetrechada de meios e de pessoal e gerida de modo cada vez mais transparente e eficaz.

4-297-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência Comunitária de Controlo das Pescas (ACCP) para o exercício de 2010. A ACCP, sediada em Vigo, Galiza – Espanha, criada em 2005, tem como objetivo reforçar a uniformidade e a aplicação da legislação da UE. Para isso, providenciará que todos os Estados-Membros apliquem da mesma forma as regras da Política Comum de Pescas. Compete-lhe, ainda, a formação de inspetores de acordo com as novas técnicas e metodologias inspetivas. Embora a agência disponha de mecanismos de controlo, como o Serviço de Auditoria Interna e o Sistema de Controlo Interno, tal como recomendado aquando da aprovação da quitação de 2009, concordo com a relatora no sentido de ser necessário melhorar o seu Programa de Trabalho Anual através da inclusão de objetivos específicos facilmente mensuráveis. Por isso, e tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão das Pescas, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor Executivo da Agência Comunitária de Controlo das Pescas pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-297-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Bendrijos žuvininkystės kontrolės agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Bendrijos žuvininkystės kontrolės agentūros direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Bendrijos žuvininkystės kontrolės agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog Bendrijos žuvininkystės kontrolės agentūros 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos.

4-297-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report which encourages the Agency to increase transparency in its recruitment procedures; notes that the Court of Auditors stated weaknesses in this respect; acknowledges in particular that with regard to staff selection procedures, neither the thresholds that candidates had to meet in order to be invited to the selection interview nor those necessary to be put on the reserve list were fixed in advance.

4-297-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence communautaire de contrôle des pêches car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-297-765

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em

causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Comunitária de Controlo das Pescas.

4-297-781

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – I support the Fisheries Control Agency since it makes our food safer and the environment cleaner. I voted in favour.

4-297-796

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Realço a importância das atribuições da Agência e congratulo-me com o desempenho eficiente e eficaz das mesmas, que a Comissão das Pescas do Parlamento Europeu teve ocasião de observar durante a visita à Agência, em junho de 2010, e que irá inspecionar novamente na próxima visita em 2012. Nestes pressupostos e tendo por base a recomendação do Conselho e os relatórios do Tribunal de Contas Europeu, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Agência Comunitária de Controlo de Pescas.

4-298-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0124/2012)

4-298-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, salientado que reconheço que diversas recomendações *muito importantes* do Serviço de Auditoria Interna (SAI), que tinham por objetivo a redução de importantes riscos para a Agência, se encontram ainda pendentes e em curso de reapreciação pelo IAS. Neste sentido, é necessário a Agência tomar medidas quanto à documentação de suas avaliações de risco após os programas anuais de inspeção e as visitas de inspeção, melhorar a monitorização e a transmissão de informações sobre deficiências significativas que suscitem preocupações de segurança e acompanhar e monitorizar as suas observações após as visitas de inspeção.

4-298-375

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence européenne de sécurité aérienne. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-298-437

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos aviacijos saugos agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Audito Rūmai savo išvadose pažymėjo, jog esama darbuotojų atrankos procedūrų trūkumų, dėl kurių kyla pavojus įdarbinimo skaidrumui, todėl Agentūra turi imtis priemonių, kad šie trūkumai būtų pašalinti. Europos Parlamentas

pateikė nemažai raginimų Agentūrai, pvz., sudarant veikos biudžetą susieti darbo programą ir finansines prognozes, pagerinti veikos stebėseną ir ataskaitų teikimą, prie kiekvienų metų biudžeto pridėti ataskaitą dėl nepanaudotų asignavimų, perkeltų iš ankstesnių metų, kurioje būtų paaiškinta, kodėl minėtosios lėšos nebuvo panaudotos bei kaip ir kada jos bus panaudotos.

4-298-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della Proposta di Risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio del Centro Europeo per l'Agenzia europea della sicurezza aerea per l'esercizio 2010. Dall'analisi contenuta nella relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-299-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Repülésbiztonsági Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy a vizsgálatok során kellő mértékben megbizonyosodott arról, hogy az Európai Repülésbiztonsági Ügynökség 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Kiemelendő, hogy az ügynökségnek maradéktalanul végre kell hajtania az operatív költségvetés szerkezetének tevékenységalapúvá alakítását annak érdekében, hogy az egyértelmű kapcsolatot teremtsen a munkaterv és a pénzügyi előrejelzések között, valamint erősítenie kell a teljesítmény-ellenőrzést és a teljesítményről való beszámolást. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-299-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova a quitação ao Diretor Executivo da Agência Europeia para a Segurança da Aviação pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010. Solicita-se que continue a melhorar o controlo do desempenho e a transmissão de informações. É importante que a Agência defina objetivos SMART e indicadores RACER no âmbito da sua programação, tal como fez no Programa de Trabalho Anual e no RAA (Relatório Anual de Atividades) desde 2008.

4-299-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O 11 de setembro de 2001 colocou em causa as medidas de segurança empregadas pela aviação civil e tornou patente até que ponto esta se encontrava exposta às agendas mais radicais e mais destrutoras do planeta e a necessidade de adotar medidas eficazes de defesa e proteção dos passageiros, tripulantes e material aeronáutico. A Agência Europeia para a Segurança da Aviação tem, por isso, uma missão da mais elevada importância agravada pelo crescente tráfego aéreo e pela cada vez maior circulação de pessoas e bens. Face ao número diminuto de produtores de aviões e material

aeronáutico, justifica-se uma particular preocupação europeia com a necessidade de acautelar os conflitos de interesses, de preservar a imparcialidade das decisões tomadas, de assegurar as melhores práticas de certificação e de ter presentes os principais interesses em causa.

4-299-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em análise, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência Europeia para a Segurança da Aviação para o exercício de 2010. A Agência Europeia para a Segurança da Aviação (AESA), criada em 2002, tem como objetivo criar e manter um nível elevado e uniforme de segurança em toda a Europa no que respeita à aviação civil. Além disso, assume competências em matéria de certificação de produtos aeronáuticos e seus fabricantes. O Tribunal de Contas, no seu relatório sobre as contas da AESA relativas ao exercício de 2010, considerou que as mesmas eram fiáveis e as operações subjacentes legais e regulares. Concordo, todavia, com a relatora no sentido de ser necessário melhorar as avaliações de risco, a monitorização e a transmissão de informações sobre deficiências e o acompanhamento após as visitas de inspeção. Assim, e tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão dos Transportes e do Turismo, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor Executivo da Agência Europeia para a Segurança da Aviação pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-299-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos aviacijos saugos agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos aviacijos saugos agentūros direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos aviacijos saugos agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog Europos aviacijos saugos agentūros (toliau – Agentūra) 2010 finansinių metų metinės finansinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos.

4-299-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this Report which recalls that two-thirds of the Agency's budget comes from fees and charges paid by the industry, one third comes from Union subsidies, and the initial Union contribution to the Agency for 2010 amounted to EUR 32 879 000; notes however that EUR 1 318 000, coming from the recovery of surplus, was added to that amount which, as a result, makes a total Union contribution of EUR 34 197 000.

4-299-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge de l'Agence européenne de sécurité aérienne car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-299-781

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Europeia para a Segurança da Aviação.

4-299-796

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Aviation Safety Agency helps to maintain a high level of aviation safety. I voted in favour.

4-299-804

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Acompanho as preocupações da relatora que é da opinião que a política de conflito de interesses da Agência deve prever em que medida e quais as condições em que um empregado da Agência pode estar envolvido na certificação de um avião no qual tenha trabalhado antes de entrar para a Agência. Destacando esta recomendação, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Agência Europeia para a Segurança da Aviação.

4-299-937

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru acordarea descărcării pentru execuția bugetului Agenției Europene de Siguranță a Aviației (AESA) aferent exercițiului financiar 2010, deoarece Agenția joacă un rol important pentru stabilirea și menținerea unui nivel ridicat și uniform de siguranță a aviației civile în Europa. În 2010, Agenția a dispus de 34 200 000 EUR din bugetul Uniunii Europene. Bugetul Agenției a fost majorat cu 61 % între 2007 și 2010, de la 85 200 000 EUR la 137 200 000 EUR și efectivul de personal a crescut de la 333 la 524 de persoane. Regretăm faptul că Curtea de Conturi a constatat nereguli în cadrul procedurilor de recrutare și de achiziții. Solicităm Comisiei să asigure aplicarea corespunzătoare a reglementărilor Uniunii de către Agenție și subliniem importanța transparenței în procedurile de achiziții publice și de recrutare. De asemenea, Curtea de Conturi a declarat că a obținut asigurări rezonabile cu privire la fiabilitatea conturilor anuale ale Agenției Europene de Siguranță a Aviației aferente exercițiului financiar 2010 și cu privire la legalitatea și regularitatea operațiunilor subiacente.

4-299-968

Dominique Vlasto (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la décharge sur l'exécution du budget 2010 de l'Agence européenne de sécurité aérienne (AESA), les dépenses ayant été validées à la fois par la Cour des comptes et par la commission du contrôle budgétaire. En revanche, je m'inquiète des critiques émises au sujet des méthodes de l'agence au moment de considérer les offres dans le cadre de passations de marchés. L'UE, qui est toujours stricte envers nos entreprises et les Etats membres pour faire respecter le principe d'une concurrence libre et non faussée, doit impérativement montrer l'exemple en la matière. On ne saurait tolérer une quelconque forme de discrimination ou de traitement préférentiel.

Aussi j'espère sincèrement que le rapport de la Cour des comptes incitera la Commission à demander des explications à l'AESA, qui je le rappelle est soumise aux règles communautaires de passation de marchés publics.

4-300-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0123/2012)

4-300-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, constatando que, segundo o RGOF, foi realizada uma revisão da aplicação do sistema de controlo interno. Contudo, manifesto a minha preocupação quanto ao facto de duas das normas não terem sido ainda implementadas, nomeadamente a continuidade das atividades e a avaliação das atividades, sendo que outras quatro foram apenas parcialmente realizadas. Considero assim necessário que o Centro tome imediatamente medidas a este respeito e informe a autoridade de quitação sobre o estado de aplicação das referidas normas.

4-300-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (CEPCM). La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-300-625

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos ligų prevencijos ir kontrolės centro (toliau – ECDC) 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Audito Rūmai savo rekomendacijoje pažymi, kad ECDC turi išspręsti aukšto asignavimų perkėlimo į kitą laikotarpį klausimą, nes tai turi neigiamos įtakos biudžeto vykdymui. Atsižvelgiant į tai, kad ECDC biudžetas 2010 m. buvo padidintas 17,5 %, Centras turėtų tinkamiau išnaudoti jam skirtus asignavimus. Pritariu, kad daugiau dėmesio reikia skirti įsisavinimo pajėgumams ir raginimui agentūrai sumažinti metinį biudžetą, jeigu ji nesiims tinkamų veiksmų siekiant išspręsti šią problemą.

4-301-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Betegségmegelőzési és Járványvédelmi Központra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni.

Az Európai Parlament jóváhagyja az Európai Betegségmegelőzési és Járványvédelmi Központ 2010-es pénzügyi évre vonatkozó elszámolásának lezárását. A Számvevőszék

megállapította, hogy az általa lefolytatott pénzügyi vizsgálatok során kellő mértékben megbizonyosodott arról, hogy az Európai Betegségmegelőzési és Járványvédelmi Központ 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályosak voltak. Az ügynökségnek megoldást kell találnia az átcsoportosítások magas szintjére, mivel azok negatív hatással vannak a költségvetés végrehajtására, és nem egyeztethetőek össze az évenkéntiség elvével. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-301-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório relativo à *Quitação 2010: Centro Europeu de Prevenção e Controlo das Doenças (ECDC)*, porque considero que esta agência desempenha um papel importante na supervisão de doenças à escala europeia e na avaliação e divulgação dos riscos para a saúde pública na Europa.

4-301-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A rapidez e facilidade de circulação de que atualmente goza parte da população mundial acarreta um risco acrescido de identificar atempadamente, conter adequadamente e combater eficazmente doenças contagiosas. Este facto insofismável demonstra à sociedade o valor que pode assumir a prevenção e controlo das mesmas num espaço como o da União Europeia em que as fronteiras terrestres internas foram abolidas. A possibilidade da difusão das doenças por ação criminosa não é de ignorar e reforça a necessidade de uma vigilância epidemiológica permanente. Ao Centro Europeu de Prevenção e Controlo das Doenças encontra-se cometida uma missão de particular delicadeza e importância que exige a maior transparência e rigor, também orçamentais e de gestão dos recursos humanos.

4-301-312

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço, elaborado por Monica Luisa Macovei, debruça-se sobre a quitação pela execução do orçamento do Centro Europeu de Prevenção e Controlo das Doenças para o exercício de 2010. O Centro Europeu de Prevenção e Controlo das Doenças (CEPCD), criado no ano de 2004, tem por objetivo contribuir para o *reforço dos meios de defesa da Europa face às doenças infecciosas, como a influenza, o SRAS e o VIH/SIDA*. O seu trabalho é efetuado em articulação com os serviços públicos de proteção da saúde dos Estados-Membros. O Tribunal de Contas, no seu relatório sobre as contas do CEPCD relativas ao exercício de 2010, considerou que as mesmas eram fiáveis e as operações subjacentes legais e regulares. Concordo, todavia, com a relatora no sentido de que o CEPCD deve cumprir as recomendações que lhe foram feitas aquando da concessão da Quitação relativa ao ano de 2009. Assim, tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão do Ambiente, da Saúde Pública e da Segurança Alimentar, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor do CEPCD pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-301-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos ligų prevencijos ir kontrolės centro 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos ligų prevencijos ir

kontrolės centro direktoriui patvirtinama, kad Centro 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos ligų prevencijos ir kontrolės centro 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog Europos ligų prevencijos ir kontrolės centro 2010 finansinių metų metinės finansinės ataskaitos patikimos, o ataskaitose atspindimos operacijos yra teisėtos ir tvarkingos.

4-301-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted to approve the closure of the accounts of the European Centre for Disease Prevention and Control for the financial year 2010.

4-301-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge au Centre européen de prévention et de contrôle des maladies car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-301-781

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório do Centro Europeu de Prevenção e Controlo das Doenças (ECDC).

4-301-796

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The mission of the European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) is to identify, assess and communicate current and emerging threats to human health posed by infectious diseases. I think the ECDC is functioning efficiently; therefore, I voted in favour.

4-301-804

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O Centro é um órgão importante da União para o reforço e desenvolvimento da supervisão de doenças à escala europeia e para a avaliação e divulgação dos riscos presentes e futuros para a saúde humana decorrentes de doenças infecciosas, bem como para a concentração dos conhecimentos em matéria de saúde na Europa. Acompanho as recomendações para a melhoria dos serviços prestados e para maior eficácia e transparência da sua atuação. Por estes motivos e tendo por base a recomendação do Conselho e os relatórios do Tribunal de Contas Europeu, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 do ECDC.

4-302-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0126/2012)

4-302-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, salientando que, no fim de 2010, foram aprovadas duas importantes datas-limite para o REACH e o Regulamento relativo à Classificação, Rotulagem e Embalagem. É de salientar ainda o facto da Agência ter sido bem sucedida na gestão da receção e processamento de 25 000 dossiers de registo relativos a 4 300 substâncias químicas que são habitualmente utilizadas na Europa ou que apresentam o mais elevado nível de perigo, e de mais de três milhões de notificações respeitantes a 100 000 substâncias que se encontram classificadas e cuja rotulagem é necessária para proteger o utilizador. Saúdo ainda as iniciativas da Agência para reforçar a atenção dada ao cliente e os procedimentos de *feedback* e manifesto especialmente a minha satisfação com o facto de a Agência ter dedicado uma atenção particular às atividades de comunicação, tais como dias consagrados às partes interessadas, publicações ou assistência aos utilizadores.

4-302-375

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Au Parlement européen, nous votions cette semaine pour accorder ou non la décharge aux budgets des institutions européennes et des agences européennes au titre de l'année 2010. J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence européenne des produits chimiques. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-302-437

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos cheminių medžiagų agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Europos Parlamentas savo pranešime išvelgia nemažai agentūros valdymo trūkumų ir ragina, kad jie būtų ištaisyti. Pritariau raginimams tobulinti Agentūros kontrolės sistemą, sugriežtinti finansines procedūras, pateikti veiksmų planus ir rizikos vertinimus. Atsižvelgiant į nustatytus trūkumus svarbu, kad agentūra toliau tobulintų savo viešųjų pirkimų ir biudžeto vykdymo planavimą bei stebėseną, geriau planuotų su žmogiškaisiais ištekliais susijusią veiklą ir projektus bei užtikrintų nuoseklesnį bylų tvarkymą.

4-302-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio dell'Agenzia europea delle sostanze chimiche per l'esercizio 2010. Dall'analisi contenuta nella relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatti emerse criticità né punti controversi.

4-303-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban* . – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Vegyianyag-ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy kellő mértékben megbizonyosodott arról, hogy az Európai Vegyianyag-ügynökség 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámoló megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. A jelentés felszólítja az ügynökséget, hogy tájékoztassa a mentesítésért felelős hatóságot arról, hogy a pénzügyi folyamatai, a munkafolyamatai, a cselekvési tervek és a kockázatelemzések megerősítésén keresztül milyen lépéseket tesz kontrollrendszere javítása érdekében. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-303-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório relativo à *Quitação 2010: Agência Europeia dos Produtos Químicos*, uma vez que esta agência exerce funções importantes em termos da aplicação da legislação da União relativa aos produtos químicos.

4-303-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O impacto que as decisões da Agência Europeia dos Produtos Químicos podem ter na vida dos cidadãos e das empresas são motivo bastante para, sobre ela, recair um escrutínio rigoroso acerca do modo como gere o seu orçamento e como regula e se protege de conflitos de interesses. A segurança das populações e do ambiente exigem esse rigor e recomendam particular atenção.

4-303-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência Europeia dos Produtos Químicos (ECHA) para o exercício de 2010. A ECHA, criada em 2007 e com sede em Helsínquia, tem por objetivo garantir a qualidade de vida dos cidadãos europeus através da aplicação dos regulamentos da UE sobre os produtos químicos, nomeadamente, ajudando as empresas a cumprir a legislação, fornecendo informação e promovendo a utilização segura destes produtos. O Tribunal de Contas, no seu relatório sobre as contas do ECHA relativas ao exercício de 2010, considerou que as mesmas eram fiáveis e as operações subjacentes legais e regulares. Concorro, todavia, com a relatora no sentido de que o ECHA deve cumprir as recomendações que lhe foram feitas aquando da concessão da quitação relativa ao ano de 2009. Assim, tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão do Ambiente, da Saúde Pública e da Segurança Alimentar, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor do ECHA pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-303-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos cheminių medžiagų agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos cheminių medžiagų agentūros vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos cheminių medžiagų agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikrinimas, jog Europos cheminių medžiagų agentūros 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos.

4-303-468

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which notes that around the end of 2010, two important deadlines for REACH and the Classification, Labelling and Packaging Regulation passed, and welcomes, therefore, the fact that the Agency successfully managed to handle the reception and processing of 25 000 registration dossiers on 4 300 chemical substances that are either commonly used in Europe or are the most hazardous and of over 3 million notifications for over 100 000 substances that are classified and have to be labelled to protect the user.

4-303-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence européenne des produits chimiques car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-303-531

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Europeia dos produtos Químicos.

4-303-562

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Chemicals Agency (ECHA) is the driving force among regulatory authorities in implementing the EU's groundbreaking chemicals legislation for the benefit of human health and the environment, as well as for innovation and competitiveness. The ECHA helps companies to comply with legislation, advances the safe use of chemicals, provides information on chemicals and addresses chemicals of concern. I voted in favour.

4-304-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0105/2012)

4-304-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, reconhecendo que em 2010, o SAI realizou uma auditoria ao sistema de planeamento e gestão (MPS) / acompanhamento das atividades, cujo objetivo foi avaliar e oferecer garantias sobre a adequação do planeamento e monitorização das atividades da Agência. É pertinente notar que o SAI formulou oito recomendações, seis das quais foram classificadas como *importantes* e duas como *desejáveis*. Deste modo cabe à Agência promover orientações para os objetivos e indicadores mensuráveis no planeamento de projetos e na monitorização do progresso, proceder à alocação de custos a projetos, promover uma gestão do projeto mais eficaz e procedimentos de controlo e verificação de novos dados introduzidos nos MPS. Para além disso, a Agência deve adotar imediatamente medidas adicionais para suprir as deficiências detetadas pelo SAI nas suas auditorias anteriores em matéria de gestão da qualidade e gestão das subvenções, para desenvolver e usar a lista de verificação QA/QC para o Relatório de Inventário GHG, planear, descrever e documentar verificações de qualidade importantes, assegurar a supervisão de controlos de qualidade, antecipar problemas de continuidade das atividades, realizar controlos no local e verificação de subvenções e monitorizar e proceder ao acompanhamento da implementação das subvenções.

4-304-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Membre de la commission parlementaire environnement, santé publique et sécurité alimentaire, j'ai plaidé pour l'octroi de la décharge à l'Agence européenne pour l'environnement qui effectue un travail formidable. Une majorité de mes collègues a cependant demandé un report du vote afin d'investiguer de possibles conflits d'intérêts affectant le fonctionnement de l'Agence. La directrice exécutive de l'agence ayant également été membre du comité consultatif international de l'ONG Earthwatch (une organisation internationale de défense de l'environnement), le Parlement européen va prendre le temps de vérifier plus en détails les comptes de l'Agence et lance un signal : les conflits d'intérêts, s'ils sont avérés et peuvent avoir un impact sur le fonctionnement des agences, ne seront pas tolérés.

4-304-593

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Nepritariau pasiūlymui atidėti sprendimą dėl Europos aplinkos agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimo. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Pritariau, kad Europos Parlamento pranešime yra pateikiamos svarbių rekomendacijų Agentūrai, pvz., kaip tobulinti komunikacijos metodus, padidinti Agentūros skaidrumą ir visuomenės susidomėjimą jos darbu, užtikrinti, kad būtų efektyviai panaudojamas biudžetas, pašalinti nustatytus įdarbinimo procedūrų trūkumus, priimti veiksnių planą bei interneto svetainėje paskelbti interesų deklaraciją siekiant galimų interesų konfliktų prevencijos. Tačiau nepritariau, kad dėl šių minimų trūkumų būtų atidedamas EP 2010 m. Agentūros biudžeto įvykdymo patvirtinimas, kadangi panašūs trūkumai buvo nustatyti nemažai kitų agentūrų, kurioms Europos Parlamentas patvirtino biudžeto įvykdymą bei paragino ištaisyti nustatytus trūkumus.

4-304-625

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté pour le report de l'octroi de la décharge budgétaire à l'agence européenne de l'environnement, comme je l'ai fait pour l'agence des médicaments et l'EFSA. Les décharges de ces trois agences ont été reportées, et je m'en félicite. Par ces votes, nous utilisons à 100% notre pouvoir d'autorité budgétaire. Il s'agit de pointer les manquements qui existent dans ces agences. Pour ce qui est de l'agence de l'environnement, des éléments caractérisant l'existence de conflits d'intérêts, de même que des problèmes de gestion interne - notamment en termes de gestion des dépenses-, m'ont conduit à voter le report de la décharge. Nous avons maintenant jusqu'au mois d'octobre pour juger des engagements que prendront les responsables de ces trois agences pour rationaliser leur fonctionnement et justifier de la manière la plus transparente l'utilisation de leur budget.

4-305-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Környezetvédelmi Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A zárszámadási jelentés kiemeli, hogy az Európai Környezetvédelmi Ügynökséggel kapcsolatos legfőbb problémát az jelenti, hogy az ügynökség 2010-es gazdálkodása kapcsán több közbeszerzési eljárási hiba is előfordult. A jelentés felhívja a figyelmet arra, hogy az ügynökségnél a közelmúltban több összeférhetlenségi ügyre is fény derült, ezek tisztázásáig a mentesítés megadását a szakbizottság nem javasolta. A szakbizottság március végi ülésén a zárszámadás megadásának elhalasztásáról döntött, megítélése alapján az ügynökség 2010. évi gazdálkodására vonatkozóan további kérdések tisztázására van szükség ahhoz, hogy a zárszámadást az ügynökség megkapja. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadásának elhalasztását támogattam.

4-305-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório relativo à *Quitação 2010: Agência Europeia do Ambiente*, porque considero que esta agência desempenha um papel fundamental para garantir um elevado nível de proteção ambiental na UE.

4-305-187

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A proteção do meio ambiente é uma proteção contemporânea que há muito deixou de ser exclusiva de uma determinada ideologia ou de uma família política. Hoje esta preocupação com a conservação da natureza é comum à maioria das sociedades desenvolvidas e reflete até que ponto estas se confrontam com a necessidade de adequar o seu crescimento à sua sustentabilidade. Direito coletivo e fundamental de terceira geração, o ambiente é merecedor dessa unanimidade de propósito protetor, ainda que muitas dúvidas e caminhos alternativos subsistam quanto às medidas adequadas a tomar nos casos e territórios concretos. À Agência Europeia do Ambiente cabe o encargo de aconselhar quanto às melhores decisões a tomar e incumbe-lhe ser capaz de realizar avaliações independentes não estando sujeita a nenhuma agenda reivindicativa em particular. Exige-se-lhe, por isso, para além de rigor orçamental, particular cautela

quanto às situações de conflitos de interesses e a rejeição de militantismos contraproducentes.

4-305-202

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em análise, elaborado por Monica Luisa Macovei, debruça-se sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência Europeia do Ambiente, AEA, para o exercício de 2010. A AEA, criada em 1993, integra, atualmente, 32 membros: os 27 Estados-Membros da União Europeia e, ainda, a Noruega, a Suíça, o Liechtenstein, a Islândia e a Turquia. O seu objetivo é ajudar a “UE e os governos nacionais a tomarem decisões esclarecidas em matéria do ambiente”. O Tribunal de Contas, no seu relatório sobre as contas da AEA, considerou que “obteve uma garantia razoável de que as contas anuais do exercício de 2010 eram fiáveis e que as operações subjacentes eram legais e regulares. Saúdo os elevados níveis de execução orçamental em termos de dotações autorizadas (100%) e das dotações de pagamento (90,75%) e, embora compreenda a necessidade de melhorar o seu desempenho, nomeadamente na inclusão de objetivos e indicadores mensuráveis, voto contra o presente relatório, pois entendo que, tal como em relação a outras agências, também devia ser dada quitação ao Diretor Executivo da AEA pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010, de acordo com o parecer da Comissão do Ambiente, da Saúde Pública e da Segurança Alimentar.

4-305-218

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Apoiamos a posição da relatora de adiar a quitação à Agência Europeia do Ambiente (AEA) para o exercício financeiro de 2010. Consideramos que os conflitos de interesse em que se encontram envolvidos altos funcionários da Agência, assim como as incertezas sobre o real valor dos relatórios produzidos pela Agência, deverão ser esclarecidos. Este conflitos prendem-se com a acumulação de funções de direção em organizações com projetos financiados pela AEA. Apoiamos também o pedido para que haja maior transparência no que se refere à prevenção e à luta contra os conflitos de interesses. Algumas das propostas feitas pela relatora encaminham-se nesse sentido, como a de que sejam publicadas no sítio da internet da AEA as declarações de interesses dos seus altos funcionários.

4-305-250

Catherine Grèze (Verts/ALE), *par écrit*. – Certes, l'Agence européenne pour l'environnement n'a pas les mêmes compétences ou fonctions que certaines autres agences dont le report de décharge budgétaire a été demandé. Elle a pour mission de fournir des informations fiables et indépendantes sur l'environnement. A partir du moment où il y a un doute en terme de transparence de certains financements ou de conflits d'intérêts, j'estime qu'on doit prendre le temps de tirer au clair ces doutes, c'est pourquoi j'ai voté en faveur du report de la décharge.

4-305-312

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už tai, kad būtų atidėtas sprendimas, kuriuo Europos aplinkos agentūros vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir atidedamas Europos aplinkos agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymas, nes laukiama esminių atsakymų į pateiktas kritines pastabas bei prašymus, taip pat dar laukiama informacijos apie atitinkamus veiksmus.

4-305-375

Kent Johansson, Marit Paulsen, Olle Schmidt och Cecilia Wikström (ALDE), *skriftlig*. – Föredraganden har gjort ett gediget arbete och lyfter fram viktiga aspekter av arbetet och styrningen av Europeiska läkemedelsmyndigheten (EMA) respektive Europeiska miljöbyrån (EEA). Vad gäller föredragandens kritik av möjliga intressekonflikter anser vi dock att EMA respektive EEA har gett fullgoda svar på Europaparlamentets frågor. Vi stöder därför den liberala gruppens förslag att båda dessa europeiska myndigheter beviljas ansvarsfrihet.

4-305-500

Monica Luisa Macovei (PPE), *in writing*. – The report on the 2010 discharge for the European Environment Agency provided for postponement of the discharge. I certainly voted for the postponement of the discharge, which I proposed as rapporteur. I have serious concerns towards this Agency with regards to conflict of interest, public procurement, transparency and the way it spends the EU taxpayers' money. In 2010, the Agency built a green façade that lasted only 5 months but cost more than 294 000 euro and yet no public tender was made. The Agency will also spend 250 000 EUR for media monitoring in the next 4 years. This is excessive, unjustified and disregards the taxpayers' money. Conflicts of interest are a major problem in the Agency. In 2010, while the EEA Executive Director was a member of the International Board of Directors of Earthwatch, 29 staff members of the Agency, including the Executive Director, went for up to 10 days of research on different biodiversity projects in the Caribbean or Mediterranean managed by Earthwatch to whom the Agency paid a total of EUR 33 791,28. Moreover, WorldWatch Institute Europe used the EEA premises for its own activities without paying any rent.

4-305-625

David Martin (S&D), *in writing*. – I welcome Parliament's call in this resolution encouraging the Agency to continue its efforts to further develop its communication methods in order to attract more media coverage for its findings and thus feed public debate and broaden the scope of the environmental information available to the public on important environmental issues, such as climate change, biodiversity and the management of natural resources.

4-305-640

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. Neste caso concreto, o Tribunal de Contas apresenta algumas dúvidas quanto ao desempenho da Agência Europeia do Ambiente. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao adiamento da quitação pela execução do orçamento desta Agência.

4-305-656

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The task of the European Environment Agency is to provide sound, independent information on the environment for those involved in

developing, adopting, implementing and evaluating environmental policy, and also the general public.

4-305-671

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Saliento os conflitos de interesses apontados na resolução do Parlamento Europeu e faço votos para que as dúvidas apresentadas sejam saneadas. Com base nestes pressupostos, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando, assim, quitação às contas de 2010 da Agência Europeia do Ambiente.

4-305-750

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – Abstention. In this case, some clarifications needed to be made, so I voted in favour of postponing the discharge in order to have a bit more information.

4-306-000

Alf Svensson (PPE), *skriftlig*. – Felmarginalen gällande användningen av EU-medel inom sammanhållningsfonden och energi/transport fonderna ökade 2010 med 7,7 %. Brister i förfarandet vid offentliga upphandlingar stod för en stor del av detta. Gemensamma medel som inte används till det de är avsedda för är ett problem. När det gäller förvaltandet av gemensamma medel måste EU-institutionerna själva föregå med gott exempel, framförallt idag, i ljuset av vad en ekonomisk misshushållning har lett till i stora delar av Europa. Därför valde jag att rösta för ett uppskjutande av ansvarsfriheten för genomförandet av budgeten för Europeiska miljöbyrå 2010. Föredraganden har visat på ett antal punkter där det brustit; intressekonflikt hos verkställande direktören som kan ha påverkat byråns arbete avsevärt, upphandling av tjänster som inte gått rätt till och felaktig användning av EU-medel. Här tål också påpekas att det är ett uppskjutande av ansvarsfrihet det gäller. Miljöbyrå har visat hörsamhet på många punkter och kvalitén på de stödjande forskningsrapporter som tas fram är god. Därför är en förlängd tidsfrist vad som behövs för att man ska kunna komma rätta med oegentligheter och förklara sig för Europaparlamentet.

4-307-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0106/2012)

4-308-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, tendo em conta que ainda é necessário implementar seis recomendações *muito importantes* do SAI e que três destas recomendações já foram adiadas por mais 12 meses. De salientar, nomeadamente, que estes atrasos dizem respeito aos seguintes aspetos: gestão de segurança da informação, processo de renovação de contratos e transparência do processo de decisão e política de classificação e arquivo; por conseguinte, o presente relatório solicita à Autoridade que solucione estas insuficiências com a maior celeridade e informe as autoridades de quitação sobre os resultados obtidos.

4-308-437

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Membre de la commission parlementaire environnement, santé publique et sécurité alimentaire, j'ai plaidé pour l'octroi de la décharge à l'EFSA, l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Très engagée au Parlement européen

sur les dossiers relatifs à la sécurité alimentaire, je me suis rendue à l'EFSA pour mieux comprendre le fonctionnement de l'Agence, discuter de ses avis scientifiques et évoquer la question de sa gestion financière. J'ai pu constater la qualité des travaux menés par cette Agence. Une majorité de mes collègues a cependant demandé un report du vote afin d'investiguer de possibles conflits d'intérêts affectant le fonctionnement de celle-ci. Le report laisse maintenant le temps au Parlement européen de vérifier plus en détails les comptes de l'Agence.

4-308-406

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Nepritariau siūlymui atidėti sprendimą dėl Europos maisto saugos tarnybos 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimo. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikrinimas, jog 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Pritariu, kad Europos Parlamento pranešime yra pateikiama svarbių rekomendacijų Agentūrai, pvz., kaip pagerinti savo biudžeto valdymą, siekiant sumažinti dideles perkeltų asignavimų sumas, atkreipti dėmesį į darbuotojų atrankos procedūrų trūkumus ir pradėti apklausą dėl galimų žymiausių mokslininkų, valdybos ir komisijos narių interesų konfliktų. Tačiau nepritariu, kad dėl šių minimų trūkumų būtų atidedamas EP 2010 m. Agentūros biudžeto įvykdymo patvirtinimas, nes panašūs trūkumai buvo nustatyti nemažai kitų agentūrų, kurių biudžeto įvykdymą Europos Parlamentas patvirtino bei paragino ištaisyti nustatytus trūkumus.

4-308-375

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – Signe qui ne trompe pas: le jour où nous votons la décharge de l'EFSA, la présidente du conseil d'administration de l'agence démissionne. Motif: elle avait accepté un poste dans un lobby industriel, ce qui n'était pas compatible avec sa fonction à l'agence européenne. Dans cette agence, malheureusement, il ne s'agit pas du seul cas avéré de conflit d'intérêts: certains dirigeants ont par exemple rejoint des entreprises pro-OGM après avoir quitté l'EFSA ou, à l'inverse, sont aujourd'hui aux responsabilités à l'EFSA alors qu'ils faisaient partie de lobbies pro-OGM. Ces conflits d'intérêts doivent cesser! Des agences que nous pensons indépendantes, et qui ont été créées pour fournir des avis et donner des autorisations en toute impartialité, ne doivent pas être sous la coupe de certains intérêts industriels. Aujourd'hui, au Parlement, nous avons en majorité dit "stop", et nous attendons le rapport de la cour des comptes en juin prochain avant de nous prononcer de nouveau en octobre sur la décharge budgétaire des agences en cause.

4-308-125

Françoise Castex (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur des amendements dénonçant les risques de conflit d'intérêt au sein des agences européennes et proposant de se prémunir contre ce type de pratiques à l'avenir. J'ai également fait le choix de m'abstenir sur le vote final concernant les cas de l'Autorité de sécurité pour les aliments, de l'Agence européenne des médicaments, et de l'Agence pour l'environnement. Soucieux de ne pas entraver la bonne exécution des programmes importants actuellement menés, les socialistes français n'ont pas souhaité aller au-delà de l'abstention. L'objectif est de faire la lumière sur des pratiques qui pourraient être contraire aux objectifs initiaux des agences.

4-308-000

Anne Delvaux (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a décidé de ne pas accorder sa décharge budgétaire à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), dont les coûts sont jugés excessifs et pour laquelle des conflits d'intérêts ont été avérés. Membre de la commission parlementaire Environnement et santé publique, j'ai moi-même pu constater combien l'EFSA était, à juste titre, sous les feux de l'actualité, avec la démission de la présidente de son conseil d'administration, Mme Diana Banati, qui a pris la direction d'un important lobby de l'industrie agroalimentaire. Ce passage a suscité de nombreuses critiques, d'autant plus que les liens de Mme Banati avec l'industrie sont connus de longue date. Interrogée jeudi sur le sujet, la Commission européenne a "regretté que Mme Banati passe directement" de l'agence de sécurité alimentaire au lobby. Bien que ce passage ne soit "pas illégal en tant que tel", il va tout de même à l'encontre de l'esprit d'indépendance de l'agence! Le vote d'aujourd'hui au Parlement est donc un signal très important pour affirmer que les conflits d'intérêts avec l'industrie ne sont pas/plus acceptables!

4-309-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Élelmiszerbiztonsági Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A zárszámadási jelentés felhívja a figyelmet arra, hogy az ügynökségnél a közelmúltban több összeférhetlenségi ügyre derült fény, ezek tisztázása, továbbá az ügynökség hatékonyabb és takarékosabb gazdálkodásának előmozdítása érdekében a mentesítés megadását a szakbizottság egyelőre nem javasolta. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásának elhalasztásáról döntött, megítélése alapján az ügynökség 2010. évi gazdálkodására vonatkozóan további kérdések tisztázására van szükség ahhoz, hogy a zárszámadást az ügynökség megkapja. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadásának elhalasztását támogattam.

4-309-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório relativo à *Quitação 2010: Autoridade Europeia para a Segurança dos Alimentos*, porque considero que esta agência desenvolve uma atividade vital para reforçar a segurança alimentar na UE. Importa, por outro lado, reconhecer os esforços envidados no sentido de dar resposta a questões de potencial conflito de interesses.

4-309-156

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em análise, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento da Autoridade Europeia para a Segurança dos Alimentos (AESA) para o exercício de 2010. A EFSA foi criada com o objetivo de melhorar a segurança dos alimentos em toda a União Europeia, garantindo um elevado nível de proteção aos consumidores, de modo a que estes tenham confiança nos produtos alimentares da Europa. Intervém, pois, em toda a cadeia alimentar, desde a segurança dos alimentos para os animais destinados ao consumo humano à proteção das plantas e à fitossanidade. O Tribunal de Contas, no seu relatório sobre as contas da EFSA, considerou que obteve uma garantia razoável de que as contas anuais do exercício de 2010

eram fiáveis e que as operações subjacentes eram legais e regulares. Assim, apesar do relatório da Comissão de Controlo Orçamental e do parecer da Comissão do Ambiente, da Saúde Pública e da Segurança Alimentar, e tendo em conta as recomendações do Provedor de Justiça, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser adiada a quitação ao Diretor Executivo da AESA pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-309-187

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Apoiamos a posição da relatora de adiar a quitação à Agência Europeia para a Segurança dos Alimentos (AESA) para o exercício financeiro de 2010. Consideramos que a denúncia de possíveis conflitos de interesses e em especial um "caso porta giratória", que o Provedor de Justiça Europeu mencionou no seu relatório anual, são suficientes para que se peça um adiamento da quitação, até que estes casos sejam cabalmente esclarecidos. O relatório "realça que o Provedor da Justiça conclui que a Autoridade não havia realizado uma avaliação completa do alegado eventual conflito de interesses e solicitou à Autoridade o melhoramento da aplicação das suas regras e procedimentos em futuros casos de *porta giratória*; além disso, sublinha que o Provedor da Justiça também indicou que as negociações por parte de um membro do pessoal em funções relativamente a um trabalho futuro que possam representar situações de *porta giratória* constituirão, por si só, um conflito de interesses e recomendou que a Autoridade reforçasse as suas regras e procedimentos em conformidade; solicita à Autoridade que informe a autoridade de quitação sobre as medidas concretas adotadas e respetivos prazos, no sentido de tratar adequadamente as conclusões do Provedor de Justiça. Por estas razões, votámos favoravelmente a resolução.

4-309-218

Catherine Grèze (Verts/ALE), *par écrit*. – J'ai voté contre la décharge budgétaire en faveur de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), car il est inacceptable qu'une agence de l'UE soit sujette aux conflits d'intérêts. L'EFSA est l'agence en charge de la santé des citoyens, elle ne peut pas avoir de liens avec les intérêts privés. Par son vote, le Parlement européen vient d'obliger la Commission à s'engager pour que des mesures rapides et obligatoires soient prises pour assurer l'indépendance et la transparence de l'EFSA, qui a besoin d'une réforme en profondeur.

4-309-234

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už tai, kad būtų atidėtas sprendimo, kuriuo Europos maisto saugos tarnybos vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad Tarnybos 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, priėmimas ir atidėtas Europos maisto saugos tarnybos 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymas, nes vis dar reikia įgyvendinti šešias labai svarbias VAT rekomendacijas ir trys iš jų jau buvo atidėliojamos daugiau nei 12 mėnesių. Šis atidėliojimas susijęs su informacijos saugumo valdymu, sutarčių atnaujinimo procesu, skaidrumu priimant sprendimus ir dokumentų rinkimo bei apdorojimo politika, todėl Tarnyba raginama nedelsiant panaikinti šiuos trūkumus ir pranešti biudžeto įvykdymą tvirtinančioms institucijoms apie pasiektus rezultatus. Taip pat manau, kad gaminių vertinimas turėtų būti paremtas ne tik pramonės atstovų duomenimis, bet turėtų būti tinkamai atsižvelgiama ir į nepriklausomą mokslinę literatūrą, paskelbtą recenzuojamuose žurnaluose. Ypač atsargiai turi būti vertinama pramonės atstovų įtaka rengiant gaires ir vertinimo metodologiją, kurioms vadovaujantis neturėtų būti teikiama pirmenybė pramonės finansuojamiems tyrimams hipotetiniu pagrindu ir kurios turėtų būti parengtos atvirai, skaidriai ir išlaikant pusiausvyrą. Tarnyba, priimdama nepriklausomus sprendimus ir

atsižvelgdama į visus atitinkamus duomenis ir informaciją, dėmesį taip pat turėtų sutelkti į viešąjį interesą.

4-309-250

Monica Luisa Macovei (PPE), *in writing*. – The report on the 2010 discharge for the European Food Safety Authority provided for postponement of the discharge. I certainly voted in favour of this report, as rapporteur and the one who proposed the postponement of the discharge. The costs of the Agency's Management Board are excessive although it is composed of only 15 members. In 2010, each meeting cost on average 92 630 euro, which represents an amount of 6 175 euro per member. The decisions of the Agency are repeatedly challenged over cases of conflict of interest involving members of the Management Board and members of the experts' panels which come from or go to the food industry, or even are in both places at the same time. For instance, in September 2010 the Chair of the Management Board was reported to be a member of the Board of Directors of the International Life Science Institute (ILSI) - Europe, a food lobby group, from where she stepped down in October 2010, only to accept a professional position at ILSI on 8 May 2012. A thorough screening of the declarations of interest submitted by the Agency's staff, experts and members of the Management Board must be undertaken.

4-309-312

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted to give discharge to the European Food Safety Agency while noting that Parliament '[f]inds it unacceptable that while the Management Board of the Authority consists of only 15 members, each meeting costs on average EUR 92 630, which represents an amount of EUR 6 175 per member; underlines that this amount is nearly three times higher than the second most expensive Management Board of a decentralised agency; is of the opinion that the Management Board meetings costs are excessive and should be reduced drastically; calls on the Authority and its Management Board to remedy the situation immediately and to inform the discharge authority of the measures undertaken by 30 June 2012'.

4-309-375

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge pour l'EFSA. Ainsi, je regrette profondément que la décharge ait été reportée en octobre car les conditions ne sont pas réunies. En effet, la Cour des comptes européenne n'a émis aucune réserve quant à la fiabilité des comptes et à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes pour l'EFSA. Le service d'audit interne quant à lui, ne mentionne aucune recommandation "critique", qui constituerait le niveau le plus inquiétant des recommandations de l'IAS. Par ailleurs, je ne pense pas que l'approche du rapporteur qui mentionne dans son rapport "des conflits d'intérêts présumés" soit pertinente. L'agence a mis en place des règles afin de prévenir les éventuels conflits d'intérêts, mais celle-ci a également besoin de l'expertise d'agents qui ont travaillé dans le privé. Les cas d'experts ayant auparavant eu une expérience dans le privé ne signifie pas qu'ils n'exercent pas leurs nouvelles fonctions de manière objective. Il faudrait prouver que ce ne soit pas le cas avant de condamner l'agence de la sorte. Or, ces éléments n'apparaissent pas dans le rapport.

4-309-406

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – Our rapporteur recommended postponing the granting of discharge to the European Food Safety Agency in respect of the

implementation of the Agency's budget for the financial year 2010 because of 'conflicts of interest' issues. I do not think that such matters, especially those that are current, should be addressed in a report addressing discharge for 2010. For these reasons I do not believe that there are sufficient grounds for this postponement and therefore, I voted in favour of granting discharge to the Agency.

4-309-413

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. Neste caso concreto o Tribunal de Contas apresenta algumas dúvidas quanto ao desempenho da Autoridade Europeia para a Segurança dos Alimentos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao adiamento da quitação pela execução do orçamento desta Agência.

4-309-421

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Food Safety Agency (EFSA) is the keystone of European Union (EU) risk assessment regarding food and feed safety. In close collaboration with national authorities and in open consultation with its stakeholders, EFSA provides independent scientific advice and clear communication on existing and emerging risks.

4-309-437

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – In relazione alla votazione sulla decisione del Parlamento europeo sul discharge per l'esecuzione del bilancio dell'Autorità europea per la sicurezza alimentare per l'esercizio 2010, mi devo discostare in parte dalle indicazioni di voto di alcuni miei colleghi del PPE. Ritengo, infatti, che il ruolo che ricopre l'Agenzia europea per la sicurezza alimentare sia importantissimo per la salute dei consumatori e che il suo operato non debba in nessun modo essere messo a rischio da eventuali conflitti di interesse che possono sorgere nel caso in cui l'indipendenza dei suoi membri sia messa in discussione. Non posso quindi votare a favore dell'emendamento alla proposta di risoluzione con il quale si sopprime la richiesta all'Autorità europea per la sicurezza di alimentare di considerare fonte di conflitto di interessi la partecipazione dei membri appartenenti al consiglio di amministrazione, ai gruppi di esperti e ai gruppi di lavoro oppure del personale, nel presente o nel recente passato, ad attività dell'International Life Service Institute nell'ambito di task force e comitati scientifici oppure in qualità di presidenti di conferenza. L'indipendenza dei membri dell'Autorità è un requisito fondamentale perché essi possano agire avendo come solo scopo la tutela della salute dei cittadini, europei e non europei.

4-309-500

Rareș-Lucian Niculescu (PPE), *în scris*. – Am votat pentru amânarea descărcării bugetare pentru Agenția Europeană de Mediu, Agenția Europeană pentru Medicamente și Agenția Europeană pentru Siguranță Alimentară, ca urmare a semnalelor de alarmă în ceea ce

privește posibilele conflicte de interese și, în special, în legătura cu cheltuielile exagerate imputate acestora. Amânarea descărcării de gestiune nu este o soluție pentru aceste probleme, însă cred că poate reprezenta punctul de pornire a unei analize riguroase a modului de funcționare, a cheltuielilor și a utilității agențiilor menționate, precum și a altor agenții, extrem de numeroase la nivelul Uniunii Europene.

4-309-562

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Atentas as deficiências apontadas no que se refere à gestão de segurança da informação, processo de renovação de contratos e transparência do processo de decisão e política de classificação e arquivo acompanho o pedido feito à Autoridade, para que solucione estas insuficiências com a maior celeridade e informe as autoridades de quitação sobre os resultados obtidos. Nestes termos, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim, quitação às contas de 2010 da Autoridade Europeia para a Segurança dos Alimentos.

4-310-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0132/2012)

4-310-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, sublinhando ser necessário preencher todas as vagas que sejam indispensáveis para um funcionamento eficaz do Instituto e para o cumprimento dos objetivos definidos. A meu ver, são de lamentar os atrasos e o cancelamento de uma série de concursos, como consequência, em primeiro lugar, do facto de o Instituto apenas ter atingido a independência financeira e administrativa no final do segundo trimestre de 2010 e, em segundo lugar, da insuficiência de apoio qualificado à unidade operacional do Instituto. Por essas razões, a maioria das autorizações orçamentais tiveram de transitar para o ano de 2011, conforme o Relatório Anual das Atividades do Instituto. Recordo ainda que o Tribunal de Contas salientara que o Instituto é da maior importância para a promoção da igualdade de género na União Europeia. Deste modo, os próximos relatórios devem conter pormenores sobre eventuais obstáculos que tenham impossibilitado as atividades do Instituto no decorrer do processo orçamental.

4-310-625

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – En tant que Présidente de l'association Femmes au Centre, je considère que les travaux de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes sont incontournables. J'ai voté la décharge du budget 2010 de cet institut. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-310-750

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau prieš Europos lyčių lygybės instituto 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimą. Nepritariau siūlymui, kad siekiant išvengti veiklos dubliavimo ir sumažinti pridėtines išlaidas būtų svarstomas Europos lyčių lygybės instituto

ir ES pagrindinių teisių agentūros sujungimas. Kadangi buvo pritarta siūlymui sujungti šias dvi agentūras, balsavau ir prieš viso Agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimą. Manau, jog svarbu, kad ES laikytųsi išipareigojimo, jog kiekvienoje valstybėje narėje būtų bent viena ES agentūra, todėl nepritariu siūlymui, kad Lietuva prarastų Agentūrą. Visiškai pritariu Europos Parlamento siūlymams, jog būtina taupyti ir efektyviau naudoti ES biudžeto lėšas tačiau tai galima padaryti ir kitais būdais, pvz., optimizuojant viešųjų pirkimų procedūras, efektyviau paskirstant ir naudojant žmogiškuosius išteklius bei skatinant didesnę išlaidų racionalumą ir našumą.

4-311-000

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He votado a favor del informe sobre la aprobación de la gestión presupuestaria del Instituto Europeo de la Igualdad de Género. Pero he votado también en contra de examinar la fusión del Instituto con la Agencia de los Derechos Fundamentales de la UE, porque considero que un liderazgo europeo para construir la igualdad requiere reforzar el trabajo del Instituto de modo que este pueda seguir impulsando medidas transversales en todos los ámbitos europeos e internacionales

4-312-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének a Nemek Közötti Egyenlőség Európai Intézetére vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy kellő bizonyosságot szerzett arról, hogy az intézet által a 2010-es pénzügyi évre benyújtott éves beszámoló megbízható, és az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. A Számvevőszék megerősítette, hogy az intézet költségvetésére vonatkozó éves beszámoló minden lényegi szempontból megbízható, és valós képet nyújt az intézet 2010. december 31-i pénzügyi helyzetéről, továbbá az intézet 2010-es pénzügyi évre vonatkozó műveletei és pénzáramlásai megfelelnek a költségvetési rendelet előírásainak. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-313-000

Leonidas Donskis (ALDE), *raštu*. – Balsavau už trijų frakcijų pateiktą šios rezoliucijos pakeitimą, kuris panaikintų raginimą sujungti Europos lyčių lygybės institutą su ES pagrindinių teisių agentūra. Manau, kad Institutą, kaip atskirą agentūrą, Lietuvoje svarbu išlaikyti dėl dviejų priežasčių. Visų pirma, lyčių lygybė yra svarbus politinis ir moralinis siužetas Europos Sąjungoje. Jis nusipelno ypatingo dėmesio. Kyla grėsmė, kad sujungus šias dvi institucijas ši tema tiesiog dings tarp kitų žmogaus teisių problemų. Antra, svarbu, kad šis Institutas liktų būtent Lietuvoje. Mūsų palyginti jauni demokratijai ir konservatyviai visuomenei reikia, kad Europos Sąjunga akcentuotų lyčių lygybę per savo agentūros darbą Vilniuje. Esu įsitikinęs, kad šiuo metu nereikia trukdyti dirbti Institutui, kuris tik neseniai pradėjo funkcionuoti visa jėga, todėl dar nespėjo efektyviai pademonstruoti visų savo galimybių.

4-313-062

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por aprovar o encerramento das contas do Instituto Europeu para a Igualdade de Género relativas ao exercício de 2010. Apesar do meu voto favorável à concessão de quitação, gostaria de clarificar que não apoio uma eventual fusão deste Instituto com a Agência dos Direitos Fundamentais da União Europeia, com a justificação de redução de custos. O trabalho realizado pelo Instituto é recente e tem um potencial enorme para a promoção da igualdade de género na União Europeia, pelo que é necessário manter o seu funcionamento autónomo.

4-313-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A igualdade social e jurídica entre os sexos, que, sendo diferentes, são complementares é essencial para uma sociedade equilibrada. Os esforços tendentes a alcançar este objetivo são meritórios e devem merecer acompanhamento por parte da União Europeia. Registo que o Instituto ainda não comunicou os resultados da avaliação *ex ante* que encomendou à autoridade de quitação.

4-313-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A igualdade entre homens e mulheres tem revelado progressos significativos nos últimos tempos, sendo considerado um direito fundamental. O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento do Instituto Europeu para a Igualdade de Género (IEIG) para o exercício de 2010. O IEIG é uma agência europeia cujo objetivo é apoiar os Estados-Membros e as instituições europeias na promoção da igualdade entre homens e mulheres. Para isso, recolhe e analisa dados, desenvolve metodologias e promove a partilha de boas práticas. Sendo o ano de 2010 o primeiro do funcionamento do IEIG, saúdo o facto de o Tribunal de Contas, no seu relatório sobre as contas do IEIG, ter declarado legais e regulares todas as transações financeiras, e espero que continue a melhorar o seu desempenho, apesar das dificuldades que a UE atravessa. Assim, tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão dos Direitos da Mulher e da Igualdade de Género, voto favoravelmente o relatório presente, no sentido de ser dada quitação ao Diretor do Instituto Europeu para a Igualdade de Género pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-313-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Em períodos de crise, como aquele que os povos vivem actualmente, é fundamental que se defendam os direitos conquistados pelos trabalhadores e os povos. Esses direitos devem mesmo ser reforçados, como único caminho que, pela via do progresso e da justiça social, garantindo uma justa distribuição da riqueza pelos que a criam, é capaz de superar situação pantanosa a que a crise do sistema capitalista nos trouxe. A igualdade entre mulheres e homens é um elemento e objectivo essencial desta luta. Infelizmente ainda bem longe de ser alcançado. O caminho a seguir deve ser o de combate às desigualdades e de reforço das condições em que esse combate se desenvolve, em todas as frentes. Por isso discordamos da proposta, feita pela relatora, de fusão ou extinção do Instituto Europeu para a Igualdade de Género. É necessário sim que sejam reforçadas as condições de trabalho nesta frente, nomeadamente no que se refere ao recrutamento de pessoal qualificado, que lhe garantam o cabal funcionamento e prossecução dos princípios para os quais foi criado.

4-313-562

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – Pozitív szavazatommal támogattam a jelentést, amely a nemek közötti egyenlőség előmozdításnak kérdésével, azon belül is a Nemek Közötti Egyenlőség Európai Intézetének költségvetésével foglalkozik. Továbbá szavazatommal a mellett tettem le a voksomat, hogy ezen fent nevezett intézmény és az Európai Unió Alapjogi Ügynökségének összevonására ne kerülhessen sor, mert úgy gondolom, hogy mivel külön politikát szentelünk a nemek közötti egyenlőségnek, és a férfiak és a nők közötti különbségekből adódó hatások vizsgálatának, ezt a kérdést nem lehet tisztán költségvetési szempontból vizsgálni, vagyis az ezzel foglalkozó szervezet működését külön költségvetésben is fel kell tüntetnünk. Csak ily módon lesz lehetőség a nemek közötti egyenlőséggel kapcsolatos kiadások hatásainak feltárására és különösen annak felmérésére, hogy a férfiak és a nők arányos mértékben részesülnek-e a kiadásokból. Ugyanakkor azzal egyetérték, hogy hangsúlyosabban kell az ellenőrzést megjeleníteni.

4-313-625

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution and share the view that a merger between the European Institute for Gender Equality and the European Union Agency for Fundamental Rights should be considered in order to avoid duplication and reduce overhead costs.

4-313-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-313-781

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório do Instituto Europeu para a Igualdade de Género.

4-313-796

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Institute for Gender Equality is an EU agency which supports the EU and its Member States in their efforts to promote gender equality, to fight discrimination based on sex and to raise awareness about gender equality issues. Its tasks are to collect and analyse comparable data on gender issues, to develop methodological tools, in particular for the integration of the gender dimension in all policy areas, to facilitate the exchange of best practices and dialogue among stakeholders, and to raise awareness among EU citizens. The work of this institute is very important, therefore I voted in favour.

4-313-804

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult* . – Andsin oma heakskiidu Euroopa Soolise Võrdõiguslikkuse Instituudi 2010. aasta eelarve täitmisele. Instituut loodi aastal 2006 ning see sai iseseisvaks alles 2010. aasta juunis, mis tähendab seda, et ainult pool kõne all olevast eelarveaastast on asutus olnud iseseisev ning seda tuleb arvesse võtta, kui jutt käib Euroopa Soolise Võrdõiguslikkuse Instituudi jätkusuutlikkusest.

Erinevalt oma fraktsioonist otsustasin toetada Euroopa Soolise Võrdõiguslikkuse Instituudi jätkamist iseseisvana ning ei poolda selle liitmist kulude vähendamise eesmärgil ühegi teise institutsiooniga. Aastal 2006 pidasime instituudi loomist vajalikuks ning on ennatlik teha otsuseid asutuse töö tõhususe või eesmärkide täitmise kohta, kui alles aastal 2010 lõpetati viimased asutamisprotseduurid ning veel on täitmata mitmed instituudi tööks olulised ametikohad. Soolise Võrdõiguslikkuse Instituut ja selle töö on oluline soolise võrdõiguslikkuse küsimustega tegelemisel Euroopa tasandil ning me ei tohiks asutuse väljakujunemisele teha mingisuguseid piiranguid ja takistusi.

4-313-808

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O Instituto Europeu para a Igualdade de Género adquiriu autonomia administrativa e financeira em 15 de junho de 2010. Numa altura de crise económica e de austeridade, é vital que o Instituto seja económico nos seus gastos, sem comprometer o bom desempenho da sua importante missão. A primeira auditoria do Serviço de Auditoria Interna será realizada em 2012. Com este enquadramento e tendo por base a recomendação do Conselho e os relatórios do Tribunal de Contas Europeu, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando, assim, quitação às contas de 2010 do Instituto Europeu para a Igualdade de Género.

4-313-937

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Em períodos de crise, como aquele que os povos vivem atualmente, não só é fundamental que se defendam os direitos conquistados pelos trabalhadores, como é também urgente que se reforcem: só o caminho do progresso e da justiça social poderá pôr cobro à situação pantanosa que o sistema capitalista nos trouxe. Neste contexto, a igualdade entre mulheres e homens é um objetivo que urge atingir, mas que, infelizmente, está ainda bastante longe de o ser. O caminho a seguir deve ser o do combate a essas desigualdades e do reforço das condições em que esse combate se desenvolve, em todas as frentes. Por isso, somos contra a proposta de fusão ou extinção do Instituto Europeu para a Igualdade de Género e a favor de que sejam reforçadas as condições, nomeadamente no que se refere ao recrutamento de pessoal qualificado, que lhe permitam o funcionamento a que é destinado.

4-314-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0107/2012)

4-314-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, tomando em consideração, em primeiro lugar, que, o Conselho de Administração adotou restrições às atividades profissionais subsequentes do antigo Diretor Executivo, após protestos públicos, apoiados pelo Parlamento Europeu, contra a sua decisão, de janeiro de 2011, no sentido de autorizar sem restrições as novas atividades profissionais do antigo Diretor Executivo.

Recordo que a comissão parlamentar procedeu a uma troca de pontos de vista, em julho de 2011, com o Diretor Executivo designado, durante a qual a questão foi de novo abordada, a fim de evitar a repetição do problema no futuro. Lamento que no seu relatório de acompanhamento de setembro de 2010, o Serviço de Auditoria Interna tenha continuado a considerar inadequada a avaliação da independência dos peritos, e é exigível que o Diretor Executivo da Agência publique uma lista de todos os medicamentos autorizados em causa e que preste informação sobre a forma como a Agência tenciona retificar esses procedimentos.

4-314-625

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto* . – In merito al discarico di bilancio dell'EMA condivido i rilievi che sono stati presentati nei confronti della precedente amministrazione. Al tempo stesso vorrei anche sottolineare che la nuova gestione della struttura ha, in pochi mesi, preso importanti decisioni per una sana e corretta disciplina dell'Agenzia. È stato completato un piano d'azione relativo agli appalti pubblici che sarà formalmente adottato dal Consiglio d'amministrazione nel corso della prossima riunione di giugno. Inoltre, nell'aprile 2012 è stata adottata una nuova revisione della politica sulla gestione dei conflitti di interesse dei membri dei suoi Comitati scientifici e degli esperti, assieme ad una procedura di disciplina per l'abuso di fiducia per i membri dei comitati e per gli esperti. Sarà importante monitorare con attenzione l'implementazione ed i risultati concreti della nuova Direzione dell'Agenzia, a cui devono andare tutto il nostro supporto e la nostra fiducia per continuare l'opera di rinnovamento e risanamento di cui l'Agenzia aveva bisogno.

4-314-656

Sophie Auconie (PPE), *par écrit* . – Membre de la commission parlementaire environnement, santé publique et sécurité alimentaire, j'ai plaidé pour l'octroi de la décharge à l'Agence européenne des médicaments. Une majorité de mes collègues a cependant demandé un report du vote afin d'investiguer de possibles conflits d'intérêts affectant le fonctionnement de l'agence. Le report laisse maintenant le temps au Parlement européen de vérifier plus en détails les comptes de l'Agence.

4-314-671

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu* . – Nepritariau atidėti sprendimą dėl Europos vaistų agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimo. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Pritariu, kad Europos Parlamento pranešime yra pateikiamos svarbios rekomendacijos Agentūrai, pvz., imtis veiksmų nustatytiems viešųjų pirkimų procedūrų trūkumams ištaisyti, patvirtinti ar visiškai įgyvendinti visus veiksmus, nurodytus audito ataskaitose, įskaitant ir 2010 m. ataskaitą, centralizuotai kontroliuoti ir koordinuoti, kaip plėtojama ekspertų vertinimo metodika, bei efektyviai išspręsti galimus interesų konfliktus. Tačiau nepritariu, kad dėl šių minimų trūkumų būtų atidedamas EP 2010 m. Agentūros biudžeto įvykdymo patvirtinimas, nes panašūs trūkumai buvo nustatyti nemažai kitų agentūrų, kurių biudžeto įvykdymą Europos Parlamentas patvirtino bei paragino ištaisyti nustatytus trūkumus.

4-314-687

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit* . – Comme pour l'EFSA, dans le cas de l'Agence européenne des médicaments, j'ai jugé qu'il était important de ne pas octroyer la décharge

budgétaire, et ce pour jouer pleinement notre rôle d'autorité budgétaire et pour mettre la lumière sur des cas de conflits d'intérêts dans ces deux agences, essentielles pour les Européens puisqu'elles visent à accorder des autorisations de mise sur le marché à des produits destinés à la consommation. La plus grande vigilance et une exigence de complète impartialité sont donc requises. Puisque la politique relative aux conflits d'intérêts vient seulement d'être adoptée en avril 2012, il est judicieux de reporter le vote de la décharge au mois d'octobre, pour que nous ayons le temps de d'évaluer la teneur des engagements pris.

4-315-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban* . – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Gyógyszerügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A zárszámadási jelentés kiemeli, hogy az Európai Gyógyszerügynökséggel kapcsolatos legfőbb probléma az, hogy a tavalyi mentesítési eljárás során a fennálló problémák megoldására létrehozott akciótervet a Gyógyszerügynökség igazgatótanácsa még nem hagyta jóvá. A jelentés felhívja a figyelmet arra, hogy az ügynökségnél a közelmúltban több összeférhetlenségi ügyre is fény derült, ezek tisztázásáig a mentesítés megadását a szakbizottság nem javasolta. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásának elhalasztásáról döntött, megítélése alapján az ügynökség 2010. évi gazdálkodására vonatkozóan további kérdések tisztázására van szükség ahhoz, hogy a zárszámadást az ügynökség megkapja. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadásának elhalasztását támogattam.

4-315-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório relativo à *Quitação 2010: Autoridade Europeia de Medicamentos*, porque considero que esta agência desenvolve uma atividade vital para reforçar a segurança e eficácia dos medicamentos na UE. Importa, por outro lado, reconhecer os esforços envidados no sentido de dar resposta a questões do potencial conflito de interesses.

4-315-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Tal como em anos anteriores, voltam a surgir várias questões em torno do normal funcionamento da Agência Europeia de Medicamentos, nomeadamente quanto à existência de possíveis situações de conflitos de interesse e quanto à legalidade e regularidade das operações subjacentes. Deste modo, felicito e acompanho a relatora na sua decisão de adiamento da quitação, e reitero que é perentório que todas as instituições e agências da União sigam, e respeitem, os mesmos princípios de boa gestão e transparência.

4-315-625

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em análise, elaborado por Monica Luisa Macovei, debruça-se sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência Europeia de Medicamentos (EMA) para o exercício de 2010. A EMA, criada em 1993, mas cuja entrada em funcionamento só se verificou em 1995, tem por objetivo proteger e promover a saúde pública e animal, através da avaliação e supervisão dos medicamentos

para uso humano e/ou veterinário. Nenhum medicamento pode ser comercializado sem o parecer favorável desta Agência. O relatório do Tribunal de Contas, não obstante ter formulado algumas observações sobre as transições, contratos em matéria de tecnologias de informação e sistema de pagamento, considerou que as contas da EMA relativas ao exercício de 2010 são *fiáveis, legais e regulares*. Assim, tendo em conta o parecer da Comissão do Ambiente, da Saúde Pública e da Segurança Alimentar, voto contra o presente relatório, pois entendo que, tal como em relação a outras agências, também deveria ser dada quitação ao Diretor Executivo da EMA pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-315-750

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Apoiamos a posição da relatora de adiar a quitação à Agência Europeia de Medicamentos (AEM) para o exercício financeiro de 2010. Esta posição resulta, à semelhança do que sucede com outras agências, dos conflitos de interesse dentro da Agência. A resolução insta a Agência a reforçar os seus processos de recrutamento e a assegurar que a sua documentação seja gerida corretamente, a melhorar a documentação dos processos de recrutamento de agentes contratuais, melhorando o processo de seleção. Insta também a AEM a informar o Parlamento Europeu *sobre a forma como garante a integral aplicação dos procedimentos relativos ao envolvimento dos peritos até que os Memorandos de Entendimento sobre a independência da avaliação científica sejam assinados por todas as autoridades nacionais competentes*. Votámos favoravelmente esta resolução.

4-315-875

Catherine Grèze (Verts/ALE), *par écrit*. – Suite aux nombreuses pressions des Verts, l'Agence européenne des médicaments (EMA) a finalement mis en place une nouvelle procédure pour éviter les conflits d'intérêts en son sein. Je m'en félicite. J'ai néanmoins voté contre la décharge budgétaire en faveur de l'EMA, car il est hors de question de donner quitus de la gestion à l'agence tant qu'elle n'aura pas prouvé qu'elle applique dans les faits ce qu'elle propose sur le papier. Il est fondamental que l'Union européenne fasse tout son possible pour mettre en place une totale transparence dans l'attribution de marchés publics, les conflits d'intérêts ou encore les violations systématiques de procédures internes importantes.

4-315-937

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už tai, kad būtų atidėtas sprendimo, kuriuo Europos vaistų agentūros vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, priėmimas ir Europos vaistų agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymas. Audito Rūmų nuomone, agentūros 2010 m. sąskaitos patikimos, teisėtos ir tvarkingos, tačiau Audito Rūmai pateikė pastabų dėl perkėlimų, IT sutarčių ir nacionalinių valdžios institucijų suteiktų paslaugų apmokėjimo sistemos.

4-316-000

Jan Kozłowski (PPE), *na piśmie*. – Głosowałem za odroczeniem udzielenia absolutorium Europejskiej Agencji Środowiska oraz Europejskiej Agencji Leków, ponieważ jak na to zwróciła uwagę sprawozdawczyni, pani Macovei, w obydwu tych Agencjach mamy do czynienia z problemem konfliktu interesów. Zgadzam się z poglądem posłanki Macovei, że konflikt taki negatywnie wpływa na poziom zaufania Europejczyków do instytucji oraz budzi obawy podatników. Uważam, że szczególnie w obecnej trudnej sytuacji Unia Europejska nie może pozwolić sobie na takie ryzyko. Z tego samego powodu agencje

powinny ze szczególnym zaangażowaniem podejść do kwestii poprawy efektywności wydatków i przejrzystości zarządzania finansowego. Mam nadzieję, że do 30 czerwca wszystkim agencjom uda się przedsięwziąć odpowiednie kroki w celu uwzględnienia przedstawionych dziś uwag.

4-316-500

Monica Luisa Macovei (PPE), *in writing*. – The report on the 2010 discharge for the European Medicines Agency provided for postponement of the discharge. I certainly voted in favour of this report as rapporteur and the one who proposed the postponement of the discharge. During the 2009 discharge procedure, the European Parliament requested a multi-annual procurement plan from EMA, which has not yet been adopted. Moreover, the Management Board refused a new payment system for the Agency, hence the Management Board accepts and takes direct responsibility for very important risks, such as non-compliance with legislative requirements, the potential financial impact of the current remuneration system as well as reputation. Serious weaknesses in terms of conflict of interests also remain. Its approach on the scrutiny of declarations of interest is based on trust rather than on verification of the experts' declaration of interest published by the relevant national agencies. A genuine mechanism enabling proper scrutiny of the declarations of interest recently adopted by the Agency must be implemented and show concrete results. The CV of its experts should be made available on its website. Consumers and at the same time taxpayers should be aware of who, how and why drugs are recommended and used by citizens.

4-316-625

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which '[n]otes weaknesses in the Agency's system for validating creditor claims in respect of IT contractors; takes note of the Agency's statement that the weaknesses noted by the Court of Auditors related to a human error and were corrected, that it has strengthened its ex-ante operational and financial control of invoices and that no further weaknesses have been detected; invites the Court of Auditors to verify and inform Parliament in this respect'.

4-316-656

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. Neste caso concreto, o Tribunal de Contas apresenta algumas dúvidas quanto ao desempenho da Agência Europeia de Medicamentos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao adiamento da quitação pela execução do orçamento desta Agência.

4-316-671

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Medicines Agency is a decentralised agency of the European Union, located in London. The Agency is responsible for the scientific evaluation of medicines developed by pharmaceutical companies for use in the European Union.

4-316-679

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Saliendo os conflitos de interesses registados e tomo nota da disponibilidade da Agência para publicar as declarações de interesses dos peritos que participam na avaliação de medicamentos; lamento, contudo, o facto de muitos desses peritos ainda não terem publicado as suas declarações de interesses. Neste contexto, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando, assim, quitação às contas de 2010 da Agência Europeia de Medicamentos.

4-316-687

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Ao dar quitação a uma instituição ou agência, o Parlamento Europeu declara que a mesma respeitou a regulamentação europeia na execução orçamental e dá por terminado o respectivo orçamento. Se, pelo contrário, a instituição não cumpriu as normas existentes, o Parlamento Europeu pode recusar ou adiar a quitação orçamental. Os deputados ao Parlamento Europeu, após recomendação do Conselho, decidem com base nos relatórios do Tribunal de Contas Europeu, sendo que o Parlamento Europeu pode apresentar recomendações à Comissão Europeia, para que tome medidas num certo e determinado sentido. Nesta situação em concreto, votei em sentido favorável a decisão de adiar a concessão da quitação ao Diretor Executivo da Agência Europeia de Medicamentos pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010.

4-317-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0134/2012)

4-317-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, tomando em conta a recomendação do Observatório que destaca a importância de que este consolide a sua gestão financeira, reconheça que as questões relativas às drogas devem ser adequadamente representadas no próximo Quadro Financeiro Plurianual (2014-2020). No entanto, regozijo-me com a difusão via web enquanto parte eficiente e com uma boa relação de custo-benefício da estratégia global de comunicação do Observatório e das suas atividades de informação. O Observatório deveria propor maior apoio à Rede Europeia de Informação sobre as Drogas e a Toxicodependência. Dadas as dificuldades económicas que a Europa terá que ultrapassar, devem exigir-se uma flexibilidade renovada, medidas organizacionais inovadoras e uma melhor coordenação entre as instituições da União, agências e autoridades nacionais.

4-317-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-317-593

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu* . – Pritariau Europos narkotikų ir narkomanijos stebėsenos centro 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariau Europos Parlamento rekomendacijoms, kad būtų pagerintas Agentūros veiklos programavimas, siekiant sumažinti perkėlimų į kitą laikotarpį lygį, užtikrinti nuoseklų darbuotojų vertinimo procedūros įgyvendinimą, sustiprinti savo finansų valdymą bei kuo skubiau įgyvendinti vidaus audito tarnybos rekomendacijas, ypač dėl dotacijų valdymo ir pasirengimo persikelti.

4-317-625

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto* . – Ho inteso sostenere la concessione del discarico a favore dell'Ossercatorio delle droghe e delle tossicodipendenze, in quanto dalla relazione dell'onorevole collega Macovei non sono emerse criticità né punti controversi.

4-318-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban* . – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének a Kábítószer és Kábítószer-függőség Európai Megfigyelőközpontjára vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Az Európai Parlament jóváhagyta a Kábítószer és a Kábítószer-függőség Európai Megfigyelőközpontja 2010-es pénzügyi évre vonatkozó elszámolásainak lezárását. A Számvevőszék kijelentette, hogy bizonyosságot szerzett a 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámoló megbízhatóságáról, valamint arról, hogy az alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Szükséges, hogy a megfigyelőközpont továbbra is biztosítsa az alkalmazottak értékelésére vonatkozóan jóváhagyott eljárás egységes végrehajtását, és haladéktalanul hajtsa végre a Belső Ellenőrzési Szolgálat 9 kiemelt fontosságú ajánlását és tájékoztassa a mentesítésért felelős hatóságot az elért eredményekről. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-318-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito* . – Votei a favor do relatório que aprova a quitação do orçamento geral ao Diretor do Observatório para o exercício de 2010. Verifica-se uma melhoria da cooperação entre o Observatório e o projeto europeu para o estudo do álcool e outras substâncias em meio escolar. A observação consumo de álcool e tabaco e de outros comportamentos viciantes não relacionados com substâncias deverá ser incluída e tornada prioritária na próxima estratégia da União de luta contra a droga.

4-318-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito* . – Este observatório tem uma função relevantíssima no contexto europeu: compete-lhe fornecer informações objetivas, fiáveis e comparáveis, que permitam à União Europeia e aos Estados-Membros ter uma perspetiva abrangente do fenómeno da toxicodependência e das suas consequências. O rigor na informação justifica igual rigor nas contas. Reitero os meus votos de que o Observatório não deixe de executar

com verdade e precisão a missão que lhe foi confiada e que o faça no respeito dos melhores critérios de gestão orçamental.

4-318-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento do Observatório Europeu da Droga e da Toxicodependência (EMCDDA) para o exercício de 2010. O EMCDDA, cuja sede se situa em Lisboa, tem por objetivo fornecer aos políticos informações que lhes permitam tomar as melhores decisões. A sua missão é reunir, analisar e tratar dados objetivos e fiáveis sobre o fenómeno da droga e da toxicodependência a nível europeu. O relatório do Tribunal de Contas, não obstante ter formulado algumas observações, declarou ter obtido uma ‘garantia razoável’ de que as contas eram *fiáveis e de que as operações subjacentes são legais e regulares*. Todavia, o parecer da Comissão das Liberdades Cívicas, da Justiça e dos Assuntos Internos aponta para a necessidade de o EMCDDA consolidar a sua gestão financeira e melhorar a sua articulação com o Programa Europeu para o Estudo do Alcool e Outras Substâncias em Meio Escolar. Assim, tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental, voto favoravelmente o presente relatório no sentido de ser dada quitação ao Diretor do Observatório Europeu da Droga e da Toxicodependência pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-318-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos narkotikų ir narkomanijos stebėsenos centro 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos narkotikų ir narkomanijos stebėsenos centro direktoriui patvirtinama, kad Centro 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos narkotikų ir narkomanijos stebėsenos centro 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos, tačiau Centras turi sustiprinti savo finansų valdymą. Su narkotikais susiję klausimai turi būti deramai atspindėti naujojoje daugiametėje finansinėje programoje (2014–2020 m.). Centrai vis dar reikia įgyvendinti penkias labai svarbias rekomendacijas, gautas atlikus Vidaus audito tarnybos auditus dėl dotacijų valdymo (2009 m.) ir dėl pasirengimo persikelti (2008 m.). Trijų labai svarbių rekomendacijų įgyvendinimas atidėtas vėlesniam, negu nurodyta pradiniam Centre veiksmų plane, laikui. 2010 m. pabaigoje Centras įgyvendino dar vieną rekomendaciją ir dabar laukiama tolesnių Vidaus audito tarnybos veiksmų siekiant patvirtinti veiksmingą rekomendacijos įgyvendinimą. Centras nedelsiant turi imtis veiksmų siekiant ištaisyti padėtį ir informuoti biudžeto įvykdymą tvirtinančią instituciją apie taikomas priemones.

4-318-468

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report on discharge for the European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction, which welcomes the improved cooperation between the Centre and the European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs (ESPAD) and believes that the monitoring of alcohol, tobacco and other addictive behaviours which are unrelated to substances should be included as a priority in the next Drugs Strategy of the Union.

4-318-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-318-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório do Observatório Europeu da Droga e da Toxicodependência.

4-318-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction exists to provide the EU and its Member States with a factual overview of European drug problems and a solid evidence base to support the drugs debate. Today it offers policymakers the data they need for drawing up informed drug laws and strategies. It also helps professionals and practitioners working in the field pinpoint best practice and new areas of research.

4-318-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Com o alerta para o cumprimento das recomendações feitas em relatórios de quitação precedentes e na expectativa de que os esclarecimentos pedidos sejam prestados à autoridade de quitação votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando, assim, quitação às contas de 2010 do Observatório Europeu da Droga e Toxicodependência.

4-319-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0137/2012)

4-319-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, verificando que a Agência tem ainda que aplicar 15 recomendações *muito importantes* feitas pelo Serviço de Auditoria Interna. Manifesto, no entanto, a minha preocupação face ao atraso de 6 a 12 meses na aplicação de 8 destas recomendações e à rejeição de uma recomendação. As primeiras 11 recomendações *muito importantes* têm por objeto o processo de tomada de decisões jurídicas e financeiras, a gestão dos recursos humanos e as normas de controlo interno. Uma vez que a recomendação rejeitada diz respeito à responsabilidade em relação à avaliação do desempenho do contabilista, a Agência deve explicar à autoridade de quitação as razões que levaram a esta rejeição, e convida a Agência a dar seguimento às recomendações em atraso.

4-319-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit* . – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence européenne pour la sécurité maritime. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-319-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu* . – Pritariau Europos jūrų saugumo agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Susirūpinimą kelia, tai, kad EMSA nuolat perkelia didelę dalį asignavimų ir kad agentūros viešųjų pirkimų procedūros nėra skaidrios. EMSA neturint pagrindžiamųjų duomenų finansavimo sprendimui dėl planuojamų veiklos viešųjų pirkimų priimti gali kilti pavojus šio Agentūros sprendimo teisėtumui. Pritariu raginimams, kad agentūra į savo metinę darbo programą (MDP) įtrauktų aiškią informaciją apie bendrą biudžeto paketą, numatytą viešiesiems pirkimams, ir orientacinį numatytų sutarčių skaičių ir rūšis. Be to, svarbu, kad Agentūra kuo skubiau įgyvendintų 15 labai svarbių Vidaus audito tarnybos rekomendacijų, iš kurių 8 įgyvendinimas vėlavo 6–12 mėn., o viena buvo atmesta.

4-319-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto* . – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio del Centro Europeo per l'Agenzia europea per la sicurezza marittima per l'esercizio 2010. Dall'analisi contenuta nella relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-320-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban* . – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Tengerbiztonsági Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy vizsgálataiban során kellő mértékű bizonyosságot szerzett arról, hogy az Európai Tengerbiztonsági Ügynökség 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. A jelentés felszólítja az ügynökséget a közbeszerzési eljárások megfelelő alkalmazására, ugyanakkor üdvözlendő, hogy az ügynökség a 2009-es éves tevékenységi jelentésében egy külön mellékletet szerepeltet a tárgyalásos eljárásokról a költségvetési hatóság tájékoztatására. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-320-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório, que aprova a quitação ao Diretor da Agência Europeia da Segurança Marítima pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010. Esta empresa tem numerosas tarefas, designadamente, assegurar um nível elevado, uniforme e eficaz de segurança marítima e de prevenção da poluição causada pelos navios da Comunidade.

4-320-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Esta Agência, sediada em Lisboa, desempenha um papel de extrema importância que merece todo o meu apoio. A segurança do espaço marítimo europeu é, e continuará a ser, uma responsabilidade de extrema importância para a União e para a segurança dos seus cidadãos. Assim, felicito e acompanho o relator nas suas recomendações e espero que a Agência continue a desenvolver esforços para respeitar na íntegra todas as recomendações aqui emitidas, bem como as dos anos anteriores.

4-320-281

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência Europeia da Segurança Marítima (EMSA) para o exercício de 2010. A EMSA, criada em 2002 e sediada em Lisboa, tem como missão prestar apoio e aconselhamento técnico à União Europeia (UE) e aos Estados-Membros no que respeita à elaboração e aplicação da legislação nas áreas seguintes: segurança marítima, proteção do transporte marítimo e prevenção e resposta a derrames de poluição por navios. O relatório do Tribunal de Contas, não obstante ter formulado algumas observações, declarou ter obtido uma ‘garantia razoável’ de que as contas eram *fiáveis e de que as operações subjacentes são legais e regulares*. Congratulo-me pelo facto de o Tribunal de Contas já não criticar a gestão orçamental e financeira da EMSA, como ocorrera no passado, e insto a Agência a continuar a melhorar o seu desempenho, gestão financeira e controlo, tal como recomendado aquando da quitação relativa a 2009. Tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental e o parecer da Comissão dos Transportes e do Turismo, voto favoravelmente o presente relatório no sentido de ser dada quitação ao Diretor da EMSA pela execução orçamental relativa 2010.

4-320-312

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už rezoliuciją su pastabomis, sudarančiomis neatskiriamą sprendimo dėl Europos jūrų saugumo agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimo dalį, nes Agentūra turi tinkamai taikyti viešųjų pirkimų procedūras ir užtikrinti, kad jos metinėje darbo programoje būtų pateikiami tinkami suplanuoti viešųjų pirkimų duomenys. Jei finansinis sprendimas dėl suplanuotos viešųjų pirkimų veiklos nėra tinkamai pagrįstas pagrindiniais duomenimis, gali kilti klausimas dėl Agentūros sprendimo teisėtumo. Agentūra dar tebeturi įgyvendinti 15 „labai svarbių“ Vidaus audito tarnybos rekomendacijų. 8 rekomendacijų įgyvendinimas vėlavo 6–12 mėnesių, o viena rekomendacija atmesta. 11 pirmų „labai svarbių“ rekomendacijų susijusios su teisinių ir finansinių sprendimų priėmimo procesu, žmogiškųjų išteklių valdymu ir vidaus kontrolės standartais, o atmesta rekomendacija susijusi su atsakomybe už apskaitos pareigūno pareigų vykdymo įvertinimą. Agentūra raginama paaiškinti biudžeto įvykdymą tvirtinančiai institucijai šio atmetimo priežastis ir imtis veiksmų dėl vėluojamų įgyvendinti rekomendacijų.

4-320-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Executive Director of the European Maritime Safety Agency discharge in respect of the implementation of the Agency's budget for the financial year 2010.

4-320-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence européenne pour la sécurité maritime car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-320-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Europeia da Segurança Marítima.

4-320-656

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The objectives of the European Maritime Safety Agency are addressed through a matrix of mainly preventive, but also reactive, tasks in a number of key areas. Firstly, the Agency has been tasked with assisting the Commission in monitoring the implementation of EU legislation relating, among others, to ship construction and planned maintenance, ship inspection and the reception of ship waste in EU ports, certification of marine equipment, ship security, the training of seafarers in non-EU countries and Port State Control. Secondly, the Agency operates, maintains and develops maritime information capabilities at EU level. Significant examples are the SafeSeaNet vessel-tracking system, for EU-wide tracking of vessels and their cargoes, and the EU LRIT Cooperative Data Centre, to identify and track EU flagged vessels worldwide.

4-320-671

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Considerando que o Tribunal de Contas afirmou ter obtido uma garantia razoável de que as contas anuais da Agência Europeia da Segurança Marítima relativas ao exercício de 2010 são fiáveis e as operações subjacentes são legais e regulares e tendo por base a recomendação do Conselho, votei, favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando, assim, quitação às contas de 2010 da Agência Europeia da Segurança Marítima.

4-320-812

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Agenția Europeană pentru Siguranță Maritimă (EMSA) oferă asistență tehnică și sprijin Uniunii Europene și statelor membre în elaborarea și punerea în aplicare a legislației UE în materie de siguranță maritimă, poluare asociată transportului naval și securitate maritimă. Printre responsabilitățile sale se numără și

prevenirea și reacția în cazul deversărilor de petrol, monitorizarea navelor și identificarea și urmărirea navelor la distanță mare. Având în vedere noile atribuții acordate Agenției prin modificarea Regulamentului(CE) nr.1406/2002 de instituire a Agenției, solicităm Comisiei o creștere a resurselor acordate acesteia. Solicităm Agenției să asigure o bună gestionare a resurselor pentru îndeplinirea în mod adecvat a noilor atribuții care îi revin în temeiul respectivului regulament. Atragem atenția Agenției asupra Rezoluției Parlamentului European din mai 2011 referitoare la descărcarea de gestiune pentru 2009 privind performanțele, gestiunea financiară și controlul agențiilor UE și îi solicităm Agenției să se conformeze recomandărilor acestei rezoluții. În cadrul rezoluției, Parlamentul a solicitat Agenției următoarele: realizarea unei diagrame Gantt ca parte a programării pentru fiecare dintre activitățile sale operaționale; realizarea unei comparații între operațiunile realizate în exercițiul care face obiectul descărcării de gestiune și cele realizate în exercițiul precedent; îmbunătățirea planificării și monitorizării în vederea reducerii numărului de transferuri bugetare; aplicarea corectă a procedurilor de achiziții publice.

4-320-875

Dominique Vlasto (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la décharge sur l'exécution du budget 2010 de l'Agence européenne de sécurité maritime (AESM), les dépenses ayant été validées par la Cour des comptes. Créée à la suite du naufrage de l'Erika, l'Agence, qui dispose de moyens pour prévenir toute cause de pollution et pour lutter contre leurs effets désastreux pour l'environnement et la santé humaine, est un pilier de la protection de nos mers. A l'heure où nous renégocions son mandat, je souhaite que nous soyons vigilants pour que son action soit, dans le futur, à la fois utile et efficace, et qu'elle reste ainsi un outil à forte valeur ajoutée européenne. Il faut notamment être réaliste et ne demander à l'Agence que ce qu'elle peut faire, particulièrement dans un contexte de restrictions budgétaires. Pour ma part, j'estime que ces nouvelles missions doivent correspondre à son cœur de métier, qui est de préserver la sécurité et la sûreté, ainsi que l'environnement des zones maritimes communautaires. Aussi je soutiens l'idée d'une mission de prévention et de lutte contre les pollutions causées par les plateformes offshore et insiste sur l'importance que toute extension de ses missions ait pour corollaire une extension de ses moyens financiers et matériels.

4-321-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0136/2012)

4-321-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, tomando em conta que, em 2010, o SAI efetuou uma auditoria ao *planeamento: objetivos dos intervenientes e operações* para avaliar e disponibilizar uma garantia suficiente em relação à adequação e eficácia do sistema de controlo interno, relacionado com o contributo e necessidades dos intervenientes e a eficácia da afetação de recursos relativamente às prioridades em atividades operacionais. Declaro, neste sentido, a importância destas *recomendações muito importantes* dizerem respeito ao desenvolvimento de um mapa das expectativas dos intervenientes, ao envolvimento dos intervenientes no planeamento dos projetos e à melhoria da gestão das relações dos intervenientes através de uma ferramenta TI apropriada.

4-321-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-321-625

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos tinklų ir informacijos apsaugos agentūros (toliau – ENISA) 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Susirūpinimą kelia Audito Rūmų išvada, kad į kitus metus perkelti asignavimai sudarė 19 proc. viso agentūros biudžeto. Be to, nuo praėjusių metų nepadaryta jokia pažanga siekiant susigrąžinti 45 tūkst. eurų sumą, kurią Agentūra sumokėjo priimančiosios valstybės narės mokesčių inspekcijai. Pritariu Europos Parlamento rekomendacijoms, kad daugiau dėmesio reikia skirti įsisavinimo pajėgumams, spręsti personalo atrankos procedūrų trūkumus, didinti veiklos skaidrumą, įskaitant sąmatų bei atsakingų asmenų veiklos skaidrumą.

4-322-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Hálózat- és Információbiztonsági Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék az általa lefolytatott vizsgálatok alapján kellő bizonyosságot szerzett arról, hogy az Európai Hálózat- és Információbiztonsági Ügynökség 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Szükség van arra, hogy az ügynökség vezesse be a teljes körű leltár rendszerét és biztosítsa a könyvelési adatok helyességét, valamint javítsa a becslések és a felelős személyek átláthatóságát. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött.

4-322-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova a quitação ao Diretor Executivo da Agência Europeia para a Segurança das Redes e da Informação pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010. Esta empresa visa o reforço da capacidade da União Europeia (UE), para a segurança das redes e da informação (ENISA) dos países da UE e do setor das empresas, no que diz respeito à prevenção, resposta e gestão de problemas ligados à segurança das redes e da informação.

4-322-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Com os níveis de utilização da internet a aumentarem cada vez mais no mundo, torna-se proeminente o papel desta agência. Dedicada à cibersegurança e ao acesso a informação fidedigna por parte dos seus milhões de utilizadores, esta agência tem assumido um papel cada vez mais fulcral na União e nos Estados Membros. Deste modo, felicito e acompanho a relatora, e faço votos para que a União Europeia continue a liderar em matéria de cibersegurança e privacidade.

4-322-281

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência Europeia para a Segurança das Redes e da Informação (ENISA) para o exercício de 2010. A ENISA, sedeadada na ilha de Creta, tem por missão garantir um elevado nível de segurança das redes e da informação na União Europeia (UE). Num mundo globalizado e na era digital, a segurança nos sistemas de transmissão de dados é fundamental para que pessoas e empresas não se sintam prejudicados nas suas atividades. O relatório do Tribunal de Contas declara ter obtido uma *garantia suficiente* de que as contas eram *fiáveis e de que as operações subjacentes são legais e regulares*. Não obstante o facto de ser reconhecido o trabalho de implementação e consolidação de procedimentos e controlos internos, há, ainda, muito a melhorar neste campo. Assim, tendo em conta o relatório da Comissão de Controlo Orçamental, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor da Agência Europeia para a Segurança das Redes e da Informação pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-322-312

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos tinklų ir informacijos apsaugos agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos tinklų ir informacijos apsaugos agentūros vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama, kad būtų uždarytos Europos tinklų ir informacijos apsaugos agentūros 2010 finansinių metų sąskaitos. Audito Rūmai pranešė, jog jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, kad Europos tinklų ir informacijos apsaugos agentūros 2010 finansinių metų metinės finansinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos teisėtos ir tvarkingos. Agentūroje padidėjusi rizika, susijusi su jos planavimu, apskaita, biudžeto vykdymu, IT plėtra ir valdymu, veiklos tęstinumu, suinteresuotųjų šalių santykiais, išorės ryšiais, taip pat poveikio vertinimu ir analize, todėl Agentūra turi nedelsiant nustatyti priemones, reikalingas su minėtaisiais klausimais susijusiai rizikai sumažinti. Agentūra įgyvendino keturias labai svarbias rekomendacijas, susijusias su 2009 m. viešųjų pirkimų auditu.

4-322-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report but am concerned that, once again, the Court of Auditors reported 52 % of carryovers from the Agency's operational budget (Title III), expresses concern that this situation indicates delays in the implementation of the Agency's activities that are financed from Title III, and is at odds with the budgetary principle of annuality, and once more urges the Agency to inform the discharge authority of the action taken by the Agency to address this deficiency.

4-322-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-322-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Europeia para a Segurança das Redes e da Informação.

4-322-656

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Network and Information Security Agency is the EU's response to the cyber-security issues of the European Union. As such, it is the 'pace-setter' for information security in Europe, and a centre of expertise.

4-322-671

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Com o aviso para o cumprimento das recomendações feitas em relatórios de quitação precedentes e na expectativa de que os esclarecimentos pedidos sejam prestados à autoridade de quitação votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Agência Europeia para a Segurança das Redes e da Informação.

4-322-875

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru descărcarea de gestiune pentru Agenția Europeană pentru Securitatea Rețelelor Informatice și a Datelor (ENISA). Misiunea Agenției este de a asigura un nivel ridicat de securitate a rețelelor informatice și a datelor în UE, prin sprijinirea autorităților naționale și a instituțiilor UE, în calitate de expert în materie de securitatea rețelelor informatice și a datelor. Agenția are totodată și rolul de forum pentru schimbul de bune practici, facilitând contactele între instituțiile UE, autoritățile naționale și întreprinderile europene din domeniul ICT. Curtea de Conturi a declarat că a obținut asigurări rezonabile cu privire la fiabilitatea conturilor anuale ale Agenției aferente exercițiului financiar 2010 și cu privire la legalitatea și regularitatea operațiunilor subiacente. Salutăm faptul că Agenția și-a îmbunătățit transparența, atât referitor la estimările bugetare, cât și în ceea ce privește atribuirea responsabilităților pentru proiecte și și-a consolidat procedura de autorizare a achizițiilor publice la nivelul deciziilor privind finanțarea și al programului de lucru. Având în vedere atât importanța Agenției, propunerea de modificare a regulamentului de înființare a ENISA, care acordă noi atribuții Agenției, cât și opiniile Curții de Conturi din anii precedenți, solicităm Agenției ca ponderea principală, atât în ceea ce privește personalul, cât și cheltuielile Agenției, să revină acțiunilor specifice securității rețelelor informatice și a datelor.

4-323-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0118/2012)

4-323-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, registando, com base na informação da Agência, que o Serviço de Auditoria Interna (SAI) realizou uma auditoria aos processos de planeamento e orçamentação em 2010 a fim de que o sistema de controlo interno da Agência ofereça garantias razoáveis relativamente aos processos de planeamento e orçamentação; constata que as recomendações do SAI dizem respeito ao planeamento estratégico, à coerência e precisão do mapa previsional das receitas e das despesas, ao Programa Anual de Trabalho como uma decisão de financiamento e à estratégia de médio prazo no domínio da informática. É neste sentido pertinente que a Agência adote as medidas necessárias para aplicar as recomendações do SAI. Deste modo, considero que cabe à Agência aplicar as recomendações do SAI relativas à auditoria no domínio da gestão dos recursos humanos realizada pelo SAI em 2009.

4-323-375

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence ferroviaire européenne. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-323-437

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos geležinkelių agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Susirūpinimą kelia tai, kad Europos geležinkelio agentūra (ERA) didelį asignavimų skaičių perkelia kitiems metams taip pažeisdama metinio periodiškumo principą. Agentūros biudžetas 2010 m. padidėjo 14,9%, todėl didelė perkeltų arba panaikintų asignavimų dalis reiškia, kad agentūra nesugeba valdyti labai padidėjusio biudžeto. Be to, 2010 m. pasitaikė viešųjų pirkimų atšaukimo ir atidėjimo atvejų, taip pat pasikartojančių mokėjimų vykdymo vėlavimo atvejų ir esminių darbo programos pakeitimų. Pritariu Europos Parlamento rekomendacijoms kuo skubiau spręsti asignavimų perkėlimo problemą, užtikrinti efektyvias viešųjų pirkimų procedūras, sukurti bendrą priėmimo į darbą tvarką, parengti daugiametį veikos planą su užduotimis ir pagrindiniai veiklos rodikliais bei įgyvendinti kitas Audito Rūmų ir Europos Parlamento pateiktas rekomendacijas.

4-323-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio dell'Agenzia Ferroviaria europea. Dall'analisi contenuta nella relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-324-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Vasúti Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Az Európai Számvevőszék megállapította, hogy vizsgálatai során elegendő bizonyosságot szerzett arról, hogy a 2010-es pénzügyi évre vonatkozó, az ügynökség által benyújtott éves beszámoló megbízható, és hogy az annak alapját jelentő ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Ugyanakkor fontos kiemelni, hogy az ügynökségnek nagyobb hangsúlyt kell fektetnie az előirányzatok egyik évről egy következő évre történő átvitelének problémájának kezelésére, továbbá a kifizetések folyósítását jellemző rendszeres késésekre, valamint a munkaprogram év közben történő jelentős változtatásaira. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-324-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova a quitação do orçamento geral ao Diretor Executivo da Agência Ferroviária Europeia pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010. O relatório convida a Agência a criar um plano plurianual, que traduza os objetivos de longo prazo em tarefas plurianuais, o que forneceria aos interessados uma melhor informação sobre os objetivos/atividades, as prioridades estratégicas e a afetação de recursos. De observar também o facto de que a Agência está a exercer as suas atividades em dois locais de trabalho, o que implica custos adicionais.

4-324-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O setor ferroviário europeu ressent-se da incompatibilidade das regras técnicas e de segurança nacionais que constituem uma séria desvantagem para o seu desenvolvimento. Compete à Agência reduzir esse fosso e estabelecer objetivos comuns de segurança. Este é um setor que continua a ser extremamente importante na União Europeia, nomeadamente nos países mais periféricos, e que deve ser aproveitado e melhorado, para que possa contribuir com o seu papel em matéria de exportações. Deste modo, felicito e acompanho a relatora, e reitero que é essencial que a Agência siga, e respeite, os mesmos princípios de boa gestão e transparência exigidos a todas as Instituições da União.

4-324-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreciação, elaborado por Monica Luisa Macovei, versa sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência Ferroviária Europeia (ERA) para o exercício de 2010. A ERA, sediada em Lille – França, tem por missão cooperar com o setor ferroviário, com o objetivo de desenvolver técnicas e medidas de segurança que harmonizem os sistemas ferroviários europeus, sejam economicamente viáveis, aumentem a segurança e permitam que os comboios circulem entre os Estados-Membros sem terem de parar nas fronteiras. O relatório do Tribunal de

Contas declara ter obtido *garantias suficientes* de que as contas eram *fiáveis e de que as operações subjacentes são legais e regulares*. Congratulo-me com o facto das críticas à contabilidade e orçamento formuladas pelo Tribunal de Contas relativamente ao exercício de 2009 terem sido sanadas. Compreendemos que, face à crise financeira, é muito importante otimizar a utilização das dotações orçamentais, sendo, pois, preciso definir como prioridades as necessidades verdadeiras. Assim, tendo em conta o relatório da Comissão do Controlo Orçamental e o parecer da Comissão dos Transportes e do Turismo, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor da ERA pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-324-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už rezoliuciją su pastabomis, sudarančiomis neatskiriamą sprendimo dėl Europos geležinkelio agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimo dalį, kadangi finansų krizės laikotarpiu itin svarbu optimaliai naudoti biudžeto išteklius. Be to, Komisija ir Agentūra raginamos išanalizuoti ir nustatyti tikruosius Agentūros biudžeto poreikius, kad Agentūra galėtų vykdyti visas jai patikėtas užduotis.

4-324-468

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Executive Director of the European Railway Agency discharge in respect of the implementation of the Agency's budget for the financial year 2010.

4-324-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence ferroviaire européenne car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-324-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Ferroviária Europeia.

4-324-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The construction of a safe, modern integrated railway network is one of the EU's major priorities. Railways must become more competitive and offer high-quality, end-to-end services without being restricted by national borders. I voted in favour.

4-324-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Saliendo o facto de a Agência Ferroviária Europeia exercer as suas atividades em dois locais (Lille e Valenciennes), o que expõe a Agência a custos suplementares. Esta observação é feita desde 2006, e até à presente data o Conselho nada fez para alterar a Decisão 2004/97/CE, de 13 de Dezembro de 2003, que obriga a Agência a ter duas sedes. Com esta nota, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim quitação às contas de 2010 da Agência Ferroviária Europeia.

4-324-812

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru descărcarea de gestiune pentru execuția bugetului Agenției Europene a Căilor Ferate aferent exercițiului financiar 2010. Agenția contribuie la integrarea sistemelor feroviare europene prin întărirea siguranței transportului feroviar și asigurând posibilitatea de traversare fără oprire a frontierelor statelor membre ale UE. În colaborare cu sectorul feroviar, autoritățile naționale, instituțiile UE și cu alte organisme, Agenția lucrează la elaborarea unor standarde tehnice și măsuri și obiective de siguranță comune și viabile din punct de vedere economic. De asemenea, Agenția emite rapoarte referitoare la siguranța feroviară în UE și coordonează eforturile de concepere a unor norme uniforme de semnalizare în întreaga Europă. În condițiile crizei financiare, optimizarea utilizării resurselor bugetare este foarte importantă. Îndemnăm Comisia și Agenția să analizeze și să stabilească nevoile bugetare reale pentru îndeplinirea tuturor atribuțiilor ce îi revin Agenției. Reamintim faptul că Agenția a reportat deja fonduri importante din exercițiul financiar 2008, respectiv 2009, în exercițiul următor. Considerăm că aceste încălcări grave ale principiului bugetar al anualității nu mai pot fi acceptate în viitor și că, în cazul unei noi încălcări a principiului bugetar respectiv, ar trebui să se refuze data viitoare acordarea descărcării de gestiune. În acest sens, solicităm Agenției să ia fără întârziere măsurile de remediere necesare.

4-324-875

Dominique Vlasto (PPE), *par écrit*. – Les comptes et les dépenses de l'Agence ferroviaire européenne (AFE) pour 2010 ayant été jugés fiables et légaux par la Cour des comptes, j'ai donné, par mon vote, décharge au directeur de l'agence. Si la légalité des dépenses est avérée, et si je partage parfaitement l'objectif de l'AFE de renforcer le niveau d'interopérabilité des systèmes ferroviaires européens, j'estime, en revanche, qu'il n'est pas normal qu'elle transfère d'une année à l'autre des sommes considérables qui lui sont allouées strictement pour l'exécution d'un budget annuel. L'agence a reporté plus de 5 millions d'euros de l'exercice 2010 à l'exercice 2011 et avait déjà procédé ainsi de 2008 à 2009. Cette pratique, qui va à l'encontre du principe d'annuité budgétaire, ne saurait devenir une habitude et ne sera, d'ailleurs, plus tolérée en cette période où la dépense publique doit être rationalisée et exemplaire! L'AFE doit impérativement prendre en considération les critiques de notre assemblée, déjà formulées en 2010, sous peine de s'exposer à une sanction de l'autorité budgétaire que nous sommes.

4-325-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0135/2012)

4-325-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, tomando em conta que o Serviço de Auditoria Interna (SAI) efetuou uma auditoria na área do planeamento e controlo em 2010, registando, em particular, que o SAI fez oito recomendações, uma das quais foi classificada como *muito importante* e aborda a necessidade de a Fundação definir claramente e descrever a utilidade da sua abordagem em matéria de planeamento anual. Deste modo, recomendo à Fundação que procure apresentar relatórios rentáveis, relevantes para o Conselho Diretivo da Fundação e os principais interessados, que lhes permitam verificar o desempenho da Fundação, e que apliquem as restantes recomendações feitas pelo SAI nas auditorias precedentes.

4-325-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de la Fondation européenne pour la formation. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-325-593

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos mokymo fondo 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariau Europos Parlamento rekomendacijoms, kad Agentūra laikytųsi didesnio tikslumo rengiant biudžeto procedūras siekiant išvengti nemažo biudžeto lėšų perkėlimo atvejų skaičiaus, o prireikus atlikti lėšų perkėlimą – gauti valdybos sutikimą, kaip reikalauja pagal Fondo finansinį reglamentą. Fondas taip pat turėtų laikytis įsipareigojimų pateikti mokėjimo terminų suvestinę, siekiant įgyvendinti biudžetinius įsipareigojimus, prisiimtus ankstesniais finansiniais metais.

4-325-625

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho inteso sostenere la concessione del Discarico a favore della Fondazione europea per la Formazione, in quanto dalla relazione dell'onorevole collega Macovei non sono emerse criticità né punti controversi.

4-326-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Képzési Alapítványra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy kellő mértékben megbizonyosodott arról, hogy a 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámoló megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Fontos, hogy az alapítvány szigorúbban határozza meg a

költségvetési eljárásait annak érdekében, hogy a pénzügyi év során kevesebb átcsoportosításra kerüljön sor, valamint tegyen eleget arra vonatkozó kötelezettségének, hogy összefoglaló kimutatást készít a korábbi pénzügyi években tett költségvetési kötelezettségvállalások teljesítéséhez szükséges kifizetések ütemtervéről. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-326-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por aprovar o encerramento das contas da Fundação Europeia para a Formação relativas ao exercício de 2010, tendo em conta que o Tribunal de Contas afirma ter obtido uma garantia razoável de que as contas são fiáveis e de que as operações subjacentes são legais e regulares.

4-326-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A Fundação Europeia para a Formação (FEF) tem por objetivo contribuir para o desenvolvimento dos sistemas de formação profissional, reforçando a cooperação no domínio da formação profissional e assegurando a coordenação da ajuda. As atividades da FEF abrangem os países candidatos à adesão à União Europeia, países dos Balcãs Ocidentais, países da Europa Oriental e da Ásia Central e países parceiros mediterrânicos. Felicito e acompanho a relatora nas suas conclusões e recordo que as questões relacionadas com a formação profissional envolvendo países terceiros justificam as cautelas quanto ao rigor na aplicação das verbas disponíveis.

4-326-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A educação e a formação são duas componentes do processo de aprendizagem que garantem o desenvolvimento de um país e o bem-estar da sua população. O relatório em análise, elaborado por Monica Luisa Macovei, debruça-se sobre a quitação pela execução do orçamento da Fundação Europeia para a Formação (ETF) para o exercício de 2010. Com sede em Torino – Itália, a ETF tem por missão ajudar os Estados-Membros a modernizarem os seus sistemas de educação e formação de modo a melhorarem a qualificação dos seus cidadãos. O relatório do Tribunal de Contas declara legais e regulares as operações subjacentes às contas anuais da ETF relativas a 2010. No entanto, ainda não verificou se as mesmas refletem fielmente a situação financeira real da ETF em 31 de dezembro de 2010, nem se as operações e os fluxos de tesouraria cumprem as disposições do regulamento financeiro da ETF. Todavia, tendo em conta o relatório da Comissão do Controlo Orçamental e o parecer da Comissão do Emprego e dos Assuntos Sociais, voto favoravelmente o relatório presente no sentido de ser dada quitação ao Diretor da ERA pela execução do seu orçamento relativo ao ano de 2010.

4-326-437

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos mokymo fondo 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos mokymo fondo direktoriui patvirtinama, kad Fondo 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos mokymo fondo 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra

patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Tačiau jie ragina Fondą sutelkti dėmesį į veiksmingą ataskaitų teikimą, susijusį su Fondo valdyba ir svarbiausiais suinteresuotaisiais subjektais, suteikiant jiems galimybę tikrinti Fondo veiklą. Be to, Fondas raginamas įgyvendinti ir kitas VAT ankstesnių auditų rekomendacijas. Remiantis Fondo metine veiklos ataskaita pripažįstama, kad jis įgyvendino 16 persvarstytų veiksmingo valdymo standartų, nustatytų pagal vidaus kontrolės standartų sistemą.

4-326-468

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Director of the European Training Foundation discharge in respect of the implementation of the Foundation's budget for the financial year 2010.

4-326-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à la Fondation européenne pour la formation car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-326-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Fundação Europeia para a Formação.

4-326-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The mission of the European Training Foundation is to help transitioning and developing countries harness the potential of their human capital through the reform of education, training and labour market systems in the context of the EU's external relations policy.

4-326-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O Serviço de Auditoria Interna (SAI) da UE efectuou uma auditoria na área do planeamento e controlo em 2010 à Fundação Europeia para a Formação e fez oito recomendações, uma das quais foi classificada como «muito importante» em que aborda a necessidade de a Fundação definir claramente e descrever a utilidade da sua abordagem em matéria de planeamento anual. Com esta observação e na expectativa de que a recomendação seja cumprida, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Fundação Europeia para a Formação.

4-327-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0117/2012)

4-327-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, congratulando a iniciativa da Agência de fornecer automaticamente à autoridade de quitação o relatório anual de auditoria interna do Serviço de Auditoria Interna (SAI) relativo à Agência, bem como pelo facto de a Agência de que o SAI se encarregou de fazer um seguimento das recomendações abertas das auditorias passadas e principalmente por, em relação ao acompanhamento das recomendações anteriores do SAI, o auditor interno ter confirmado que todas as recomendações muito importantes foram devidamente implementadas e encerradas, exceto a que dizia respeito à validação dos sistemas de contabilidade, que foi classificada como *importante* devido à sua implementação parcial, considerando deste modo necessário que a Agência implemente plenamente estas duas recomendações e informe a autoridade de quitação sobre as medidas tomadas.

4-327-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-327-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Europos saugos ir sveikatos darbe agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariau Europos Parlamento raginimams, kad Agentūra pagrįstų savo biudžetą savo realiais poreikiais ir kad tinkamai išnaudotų jai skirtus asignavimus. Palankiai vertinu tai, kad savo 2010 m. MVA Europos saugos ir sveikatos darbe agentūra išsamiai išvardijo duomenis, palygindama vienus metus su kitais, kad galėtume veiksmingiau įvertinti agentūros veiklą. Manau, kad tokią praktiką turėtų taikyti ir kitos agentūros. Pritariau raginimams, jog Agentūra turėtų kuo greičiau įgyvendinti VAT atlikto audito rekomendacijas.

4-327-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio del Centro Europeo per l'Agenzia europea per la sicurezza e la salute sul lavoro per l'esercizio 2010. Dall'analisi contenuta nella relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-328-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai

Unió általános költségvetésének az Európai Munkahelyi Biztonsági és Egészségvédelmi Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy a 2010. évi pénzügyi beszámoló megfelel az ügynökség 2010. december 31-i tényleges pénzügyi helyzetének, és a tárgyévben lezajlott műveletek és pénzáramlások összhangban vannak az ügynökség pénzügyi szabályzatával. Az ügynökség 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolóját a Számvevőszék jogszerűnek és szabályszerűnek ítélte. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-328-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por conceder quitação ao Diretor da Agência Europeia para a Segurança e a Saúde no Trabalho pela execução do orçamento para o exercício de 2010. Realço o esforço envidado por esta Agência com a apresentação de dados comparativos anuais, que permitem que a autoridade de quitação avalie de modo mais eficaz o desempenho desta instituição. Trata-se de uma boa prática que deve ser seguida por outras agências.

4-328-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Esta Agência é responsável por fornecer às instâncias comunitárias, aos Estados-Membros e aos meios interessados informações de carácter técnico, científico e económico, úteis no domínio da segurança e da saúde no trabalho. Estas informações são essenciais para permitir aquilatar quais as condições de segurança e saúde no trabalho na União e quais são as melhores práticas que, neste domínio, vigoram no espaço europeu. Felicito e acompanho a relatora nas suas conclusões e destaco a importância desta agência no actual momento em que vivemos.

4-328-312

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos saugos ir sveikatos darbe agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos darbuotojų saugos ir sveikatos agentūros direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Europos darbuotojų saugos ir sveikatos agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, jog jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, kad 2010 finansinių metų metinės finansinės ataskaitos patikimos, o visos atliktos operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Palankiai vertinama Agentūros iniciatyva biudžeto įvykdymą tvirtinančiai institucijai automatiškai pateikti Vidaus audito tarnybos (VAT) parengtą metinę Agentūros vidaus audito ataskaitą. Tai galėtų būti skaidrumo užtikrinimo rodiklis ir sektinas pažangios praktikos pavyzdys kitoms agentūroms. VAT audito ataskaitos dažnai padeda toliau tobulinti procesus ir priemones, kurie mažina ar valdo Agentūros riziką.

4-328-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which grants the Director of the European Agency for Safety and Health at Work discharge in respect of the implementation of the Agency's budget for the financial year. 2010.

4-328-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-328-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Europeia para a Segurança e a Saúde no Trabalho.

4-328-656

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Agency for Safety and Health at Work is committed to making Europe a safer, healthier and more productive place to work. It promotes a culture of risk prevention to improve working conditions in Europe. I am in favour of granting budget discharge to this Agency.

4-328-671

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Os dados detalhados da Agência Europeia para a Segurança e a Saúde no Trabalho comparam um ano com o outro de modo a permitir que a autoridade de quitação avalie de modo mais eficaz o desempenho da Agência, uma boa prática que deve ser seguida pelas outras agências. Com esta observação votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Agência Europeia para a Segurança e a Saúde no Trabalho.

4-329-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0131/2012)

4-329-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, tomando conta do facto de o Tribunal de Contas, no seu relatório respeitante ao exercício de 2010, ter destacado a não conformidade do Estatuto da Agência com o artigo 54.º do Tratado que institui a Comunidade Europeia da Energia Atómica, que a Agência não recebeu qualquer subvenção para financiar as suas atividades e que a Comissão suportou todos os custos incorridos pela Agência para executar o seu orçamento. Recordo que esta situação se mantém desde a criação da Agência em 2008. Considero que a solução da incoerência deriva da ausência de um orçamento autónomo, o que se deve ao facto de a Agência se encontrar integrada na Comissão, situação que é contrária ao Estatuto da Agência.

4-329-375

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-329-437

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau Euratomo tiekimo agentūros 2010 m. biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Šios Agentūros situacija lyginant su kitomis ES agentūromis yra išskirtinė, nes ši Agentūra nuo jos įsteigimo 2008 m. negavo jokių subsidijų, skirtų jos veiklos išlaidoms padengti, ir visas išlaidas, kurias Agentūra turėjo vykdydama savo biudžetą, padengė Komisija. Agentūra neturi atskiro biudžeto ir ji faktiškai yra integruota į Komisiją, nors ši padėtis prieštarauja jos statutui. Todėl teigiamai vertinu nutarimą į Europos Sąjungos 2012 m. bendrąjį biudžetą įrašyti specialią biudžeto eilutę, skirtą šiai Agentūrai, ir jos veiklai skirti 98 tūkst. eurų iš Europos Sąjungos bendrojo biudžeto.

4-329-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio dell'Agenzia di approvvigionamento di Euratom. Dall'analisi contenuta nella relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-330-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Euratom Ellátási Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy kellő mértékben megbizonyosodott arról, hogy az ügynökség 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. A Számvevőszék a 2010-es pénzügyi évre vonatkozó jelentésében felhívta a figyelmet, hogy az ügynökség alapszabálya továbbra sincs összhangban az Európai Atomenergia-közösséget létrehozó szerződés 54. cikkével. Az ügynökség 2010-ben semmilyen támogatásban nem részesült működése finanszírozásához, valamint a költségvetésének végrehajtása során az ügynökségnél felmerülő összes kiadást a Bizottság fedezte. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-330-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que concede a quitação ao Diretor-Geral da Agência de Aprovisionamento da Euratom pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010. Um dos objetivos principais do Tratado Euratom é o de garantir que todos a todos os Estados-Membros da UE um aprovisionamento equitativo de minérios e combustíveis nucleares (matérias-primas e materiais cindíveis especiais).

4-330-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A Comunidade Europeia da Energia Atómica (Euratom) intervém nos domínios ligados à energia atómica, nomeadamente a investigação, a elaboração de normas de segurança e a utilização pacífica da energia nuclear. Através da criação desta agência, a Euratom visou assegurar um aprovisionamento regular e equitativo de minérios, matérias-primas e materiais cindíveis especiais na União Europeia. Felicito e acompanho a relatora nas suas conclusões e entendo ser essencial manter a actividade da Euratom.

4-330-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Euratomo tiekimo agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Euratomo tiekimo agentūros generaliniam direktoriui patvirtinama, kad Agentūra įvykdė 2010 finansinių metų biudžetą, ir pritariama Euratomo tiekimo agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog Agentūros 2010 finansinių metų metinės finansinės ataskaitos patikimos, o ataskaitose atspindimos operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. 2010 m. Agentūra negavo jokių subsidijų, skirtų jos veiklos išlaidoms padengti, Komisija padengė visas šias išlaidas, kurias Agentūra turėjo vykdydama savo biudžetą. Dėl to, kad agentūra neturi atskiro biudžeto, ji faktiškai yra integruota į Komisiją ir ši padėtis prieštarauja jos statutui. Siekiant išspręsti šią padėtį pasiektas susitarimas į Europos Sąjungos 2012 m. bendrąjį biudžetą įrašyti specialią biudžeto eilutę, skirtą šiai Agentūrai.

4-330-437

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which grants the Director-General of the Euratom Supply Agency discharge in respect of the implementation of the Agency's budget for the financial year 2010.

4-330-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence d'approvisionnement d'Euratom car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-330-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções,

a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Agência de Aprovisionamento da Euratom.

4-330-656

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The Euratom Supply Agency aims to provide a wide range of information on nuclear market developments, as well as making reports on the EU market, average prices, total supply and demand, etc., available to the public.

4-330-671

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Fazendo notar a necessidade de cumprimento das recomendações incluídas em relatórios de quitação anteriores, tal como consta do anexo da resolução do PE que contém as observações que constituem parte integrante da decisão sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência de Aprovisionamento da Euratom para o exercício de 2010, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Agência de Aprovisionamento da EURATOM.

4-331-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0116/2012)

4-331-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, iniciando por congratular a iniciativa da Agência de fornecer automaticamente à autoridade de quitação o relatório anual de auditoria interna do Serviço de Auditoria Interna (SAI) relativo à Agência, o que tal constitui uma indicação de transparência, bem como uma melhor prática a seguir por todas as outras agências. Contudo há trabalho a fazer nas sete recomendações, sendo que nenhuma destas foi classificada como *crítica*, mas duas foram consideradas *muito importantes* e estavam relacionadas com a documentação do acordo a celebrar a nível dos serviços e a adoção e implementação de uma política de segurança.

4-331-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-331-593

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Kalbant apie žmogiškuosius išteklius, pritariu raginimui agentūrai imtis reikiamų priemonių, kad padidintų savo įdarbinimo procedūrų teisėtumą, skaidrumą ir objektyvumą. Rūpestį kelia Audito Rūmų išvados dėl didelių finansų tvarkymo spragų. Pritariu raginimui, kad agentūra

teiktų visiškai išsamią informaciją apie savo finansinę padėtį. Manau, kad Komisija turėtų stengtis nebedidinti agentūros biudžeto šiuo finansinės krizės metu.

4-331-625

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho inteso sostenere la concessione del discarico a favore della Fondazione europea per il miglioramento delle condizioni di vita e di lavoro, in quanto dalla relazione dell'onorevole collega Macovei non sono emerse criticità né punti controversi.

4-332-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Alapítvány az Élet- és Munkakörülmények Javításáért elnevezésű szervezetre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Az alapítvány fő tevékenysége, hogy hozzájáruljon a jobb élet- és munkakörülmények megteremtéséhez a Közösség területén. A számvevőszéki ellenőrzések során az intézmény megbizonyosodott arról, hogy a 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámoló megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Fontos szorgalmazni azt, hogy az alapítvány a munkaerő-felvételi eljárásainak átláthatósága érdekében igazolja a munkaerő kiválasztására vonatkozó döntéseinek hátterét. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött.

4-332-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por conceder quitação ao Diretor da Fundação Europeia para a Melhoria das Condições de Vida e de Trabalho pela execução do orçamento para o exercício de 2010. Realço, no entanto, a necessidade de a Agência prestar informações adicionais e detalhadas à autoridade de quitação sobre o orçamento retificativo apresentado no final de 2010, que aumentou significativamente o orçamento para o exercício desse ano.

4-332-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A Fundação Europeia para a Melhoria das Condições de Vida e de Trabalho (EUROFOUND) é um órgão tripartido da União, instituído em 1975 no intuito de contribuir para a planificação e o estabelecimento de melhores condições de vida e de trabalho na Europa. Mais em concreto, avalia e analisa as condições de vida e de trabalho, dá pareceres autorizados e conselhos aos responsáveis e principais agentes da política social, contribui para a melhoria da qualidade de vida e informa sobre as evoluções e as tendências, em especial as que provoquem mudanças.

4-332-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos gyvenimo ir darbo sąlygų gerinimo fondo 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos gyvenimo ir darbo sąlygų gerinimo fondo direktoriui patvirtinama, kad Fondo 2010 finansinių metų

biudžetas įvykdytas, ir pritariama Europos gyvenimo ir darbo sąlygų gerinimo fondo 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog 2010 finansinių metų metinės finansinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Taip pat palankiai vertinamos Fondo pastangos stiprinti kontrolės priemones siekiant gerinti savo tyrimų kokybę.

4-332-437

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which emphasises that the Foundation's main activity involves contributing to the establishment of better living and working conditions by increasing and disseminating knowledge relevant to this subject through networks and surveys. It also observes that 68 % of the Foundation's staff are allocated to these operative activities while the rest of the staff are allocated to administrative tasks. The report considers it of high importance, therefore, for the discharge authority to assess the efficiency and the effectiveness of the surveys' management process in the Foundation.

4-332-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-332-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Europeia para a Melhorias das Condições de Vida e de Trabalho.

4-332-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Eurofound's role is to provide information, advice and expertise – on living and working conditions, industrial relations and managing change in Europe – for key actors in the field of EU social policy on the basis of comparative information, research and analysis.

4-332-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Com a nota da necessidade de cumprimento das recomendações incluídas em relatórios de quitação anteriores, tal como consta do anexo da resolução do PE que contém as observações que constituem parte integrante da decisão sobre a quitação pela execução do orçamento da Fundação Europeia para a Melhoria das Condições de Vida e de Trabalho para o exercício de 2010, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da referida Fundação.

4-333-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0128/2012)

4-333-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, lamentando, em primeiro lugar, o facto de o comité de avaliação não ter aplicado as ponderações publicadas nas especificações de concursos, embora seja positiva a informação prestada pela Agência de que foram tomadas medidas que incluem a apresentação ao Diretor Administrativo de documentação completa sobre a avaliação substancial e comercial relativamente a cada procedimento, antes de os contratos serem adjudicados. Há que notar ainda o progresso feito na taxa de lugares vagos da Agência, que foi reduzida para 13% até ao fim de 2010, em comparação com 24% no fim de 2009.

4-333-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 d'Eurojust. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-333-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Nerimą kelia tai, kad didelė Eurojusto 2010 m. dalis asignavimų buvo perkelta į kitus metus, ir tai pažeidžia metinio periodiškumo principą. Agentūros biudžetas padidėjo daugiau nei 20 %. Paprastai didelė perkeltų arba panaikintų asignavimų dalis reiškia, kad agentūra nesugeba valdyti labai padidėjusio biudžeto. Pritariu, kad daugiau dėmesio reikia skirti įsisavinimo pajėgumams ir raginimui agentūrai sumažinti metinį biudžetą, jeigu ji nesiima struktūrinių veiksmų siekiant išspręsti šią problemą. Manau, kad agentūra turėtų nepamiršti būtinybės rimtai atsižvelgti į VAT bei Audito Rūmų rekomendacijas ir imtis būtinų priemonių savo trūkumams šalinti.

4-333-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio di Eurojust. Dall'analisi della relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-334-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Eurojustra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Az Európai Parlament jóváhagyja az Eurojust 2010-es pénzügyi évre vonatkozó elszámolásainak lezárását, a Számvevőszék

megállapította, hogy megfelelő bizonyosságot szerzett arról, hogy az intézmény 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. A zárszámadási jelentés megállapította, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során jelentős hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-334-187

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova o encerramento das contas da Eurojust relativas ao exercício de 2010. Felicito a Unidade de Orçamento, Finanças e Adjudicação de Contratos da Agência, que introduziu um método melhorado de formação e análise financeiras a nível da unidade. Os chefes de unidade recebem agora todas as informações sobre as despesas e autorizações por rubrica orçamental, as quais serão publicadas mensal e trimestralmente, estabelecendo-se comparações com o orçamento do exercício em curso e do exercício precedente, por mês e de modo cumulativo. A implementação desta metodologia conduzirá a uma melhor gestão orçamental e financeira.

4-334-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A Eurojust é um organismo da União Europeia destinado a colaborar com investigadores e delegados do Ministério Público, em toda a UE, e a trabalhar em conjunto na luta contra a criminalidade transfronteiriça. Desempenha um papel fulcral no intercâmbio de informação e nos processos de extradição. Felicito e acompanho a relatora nas suas conclusões e destaco a importância e sensibilidade das matérias com que a Eurojust lida que justificam que a mesma seja dotada de meios que lhe permitam prosseguir-las eficazmente.

4-334-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Eurojusto 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Eurojusto administracijos direktoriui patvirtinama, kad Eurojusto 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas ir pritariama Eurojusto 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikrinimas, jog Eurojusto 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Tačiau vis dar neįgyvendinta 12 „labai svarbių“ Vidaus audito tarnybos (VAT) rekomendacijų, įskaitant dvi, kurias Agentūra pranešė įgyvendinusi, ir ragina VAT paaiškinti, kokia yra dabartinė padėtis dėl rekomendacijų įgyvendinimo.

4-334-437

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which grants the Administrative Director of Eurojust discharge in respect of the implementation of Eurojust's budget for the financial year 2010.

4-334-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à Eurojust car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-334-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório do EUROJUST.

4-334-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Eurojust is an agency of the European Union (EU) dealing with judicial co-operation in criminal matters. Its task is to stimulate and improve the coordination of investigations and prosecutions among the competent judicial authorities of the EU Member States when they deal with serious cross-border crime and organised crime.

4-334-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Observando que 12 recomendações *muito importantes* do Serviço de Auditoria Interna da UE continuam por cumprir, duas das quais, segundo a Agência, foram postas em prática, faço o apelo ao Serviço de Auditoria Interna para que clarifique o estado atual de implementação das recomendações pela Agência. Com esta observação votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim quitação às contas de 2010 do Eurojust.

4-335-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0111/2012)

4-335-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, ressaltando que o Serviço de Auditoria Interna (SAI) realizou uma auditoria à implementação das Normas de Controlo Interno para avaliar o estado da sua execução, nomeadamente no que diz respeito aos domínios de missão e valores, recursos humanos, processo de planeamento e gestão do risco, atividades de operações e controlos, relatórios de informação e financeiros, avaliação e auditoria, sendo de recomendar a implementação das medidas necessárias citadas nas recomendações do SAI.

4-335-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 d'Europol. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-335-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Nerimą kelia per dideli perkeliamų asignavimų skaičiai. Labai svarbu, kad Europolas nustatytų tokį biudžetą, kokio jam iš tikrųjų reikia, nes asignavimų perkėlimas į kitus metus pažeidžia metinio periodiškumo principą. Ši problema iškilo dėl biuro persikėlimo į naujas patalpas. Pritariu raginimui, kad agentūra turi užtikrinti MDP, atitinkamų procedūrų ir gairių nuoseklumą, taip pat įtraukti į jį planuojamą veiklą, susijusią su viešaisiais pirkimais.

4-335-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio di Europol. Dall'analisi della relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-336-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Europolra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Az Európai Parlament jóváhagyta az Európai Rendőrségi Hivatal 2010-es pénzügyi évre vonatkozó elszámolása lezárását. A Számvevőszék megbizonyosodott arról, hogy az Európai Rendőrségi Hivatal éves beszámolója minden szempontból híven tükrözi a hivatal 2010-es pénzügyi évi helyzetét, és hogy a beszámoló alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött, a szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-336-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova o encerramento das contas do Serviço Europeu de Polícia relativas ao exercício de 2010. Congratulo-me com o facto de o Programa Anual de Trabalho do Serviço estar em linha com a sua Estratégia para 2010-2014 e conter os principais indicadores de desempenho, os riscos e os recursos críticos atribuídos a cada objetivo anual.

4-336-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O Serviço Europeu de Polícia (EUROPOL) desempenha um papel de extrema importância, não apenas na União, mas no mundo. Recentemente houve aumento dos encargos devido à transferência de sede, que será devidamente tido em consideração para o ano de 2012. Felicito e acompanho a relatora nas suas conclusões e destaco a importância de que a EUROPOL seja dotada de meios que lhe permitam realizar os fins a que se propõe.

4-336-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos policijos biuro 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos policijos biuro direktoriui patvirtinama,

kad Biuro 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama Europos policijos biuro 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir ataskaitose atspindimos operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Paraginus biudžeto įvykdymą tvirtinančiai institucijai, 2010 finansinių metų galutinės metinės ataskaitos buvo paskelbtos Biuro tinklalapyje 2012 m. vasario 17 d. Tačiau 2010 finansinių metų galutinės metinės ataskaitos turėjo būti nedelsiant paskelbtos jas priėmus 2011 m. rugsėjo 13 d. Taigi Biuras taip turi ir daryti ateityje, kad būtų padidintas jo skaidrumas. Biuro metinė darbo programa suderinta su jo 2010–2014 m. strategija ir į šią programą įtraukti pagrindiniai veiklos rodikliai, kritinė rizika ir kiekvienam metų tikslui pasiekti skiriami išteklių.

4-336-437

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Director of the European Police Office discharge in respect of the implementation of the Office's budget for the financial year 2010.

4-336-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à Europol car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-336-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório do EUROPOL.

4-336-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Europol is the European law enforcement agency. Its job is to make Europe safer by assisting the Member States of the European Union in their fight against serious international crime and terrorism.

4-336-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Considerando as complementaridades entre a Academia Europeia de Polícia e o Serviço Europeu de Polícia, bem como as potenciais sinergias, acompanho o apelo feito à Comissão para preparar uma avaliação de impacto global relativamente a uma fusão potencial destas duas agências, apresentando os custos e os benefícios até março de 2013. Com este pressuposto, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da EUROPOL.

4-337-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0122/2012)

4-337-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, reconhecendo que o Serviço de Auditoria Interna (SAI) realizou uma auditoria à implementação das Normas de Controlo Interno para avaliar o estado da sua execução, nomeadamente no que diz respeito aos domínios de missão e valores, recursos humanos, processo de planeamento e gestão do risco, atividades de operações e controlos, relatórios de informação e financeiros, avaliação e auditoria. De acordo com esta auditoria saliento a necessidade de serem implementadas as recomendações importantes que se prendem com a separação de funções, controlo ex-post, exceções a processos, planos de continuidade de atividades e de continuidade de operações, a fim de se promover maior transparência em todos os organismos da União Europeia.

4-337-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire. .

4-337-593

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Kalbant apie žmogiškuosius išteklius apgailestauju, kad agentūra 2010 m. vis dar turėjo didelį laisvų darbo vietų skaičių; pritariu raginimui, kad agentūra imtųsi visų reikiamų priemonių siekiant, kad ši padėtis nepasikartotų. Centro biudžetas 2010 m. buvo padidintas 17,44 %. Paprastai didelė perkeltų arba panaikintų asignavimų dalis reiškia, kad agentūra nesugeba valdyti padidėjusio biudžeto. Pritariu, kad daugiau dėmesio reikia skirti įsisavinimo pajėgumams ir raginimui agentūrai sumažinti metinį biudžetą, jeigu ji nesiima struktūrinių veiksmų siekiant išspręsti šią problemą.

4-337-625

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho inteso sostenere la concessione del discarico a favore dell'Agenzia europea per i diritti fondamentali, in quanto dalla relazione dell'onorevole collega Macovei non sono emerse criticità né punti controversi.

4-338-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Unió Alapjogi Ügynökségére vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy az ellenőrzések során kellő bizonyosságot szerzett arról, hogy az

Európai Unió Alapjogi Ügynökségének 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Fontos, hogy az ügynökség a Parlament ajánlásával összhangban javítsa a költségvetési és munkaerő-felvételi tervezését a költségvetési és személyzeti előrejelzés közötti összhang hiányának kezelése érdekében. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-338-062

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova a quitação do orçamento geral ao Diretor da Agência da União Europeia dos Direitos Fundamentais pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010. É de felicitar o desenvolvimento de programas informáticos de gestão de projetos, os quais constituem uma ferramenta informática eficaz e que, de acordo com a auditoria do SAI, terão sido considerados um exemplo de boas práticas. Louvo a iniciativa da Agência de associar o programa MATRIX ao ABAC, o sistema orçamental, para disponibilizar informações relativas à execução das dotações para autorizações e para pagamentos.

4-338-125

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O objetivo da agência consiste em proporcionar às instituições da União Europeia e aos Estados-Membros assistência e competências no domínio dos direitos fundamentais e apoiá-los na adoção de medidas e na definição de ações apropriadas. O Relatório Anual de Atividades nota que a Agência aprovou um código de conduta administrativa que, juntamente com o Estatuto dos Funcionários, visa assegurar uma conduta de boa ética, evitar conflitos de interesses, impedir atos fraudulentos e incentivar a comunicação de irregularidades; regista, além disso, a adoção de medidas específicas destinadas à sensibilização e prevenção de conflitos de interesses (declarações) durante os processos de recrutamento e junto dos júris dos concursos de adjudicação de contratos. Assinalo, por isso, com satisfação que, para continuar a reforçar esse controlo interno, a Agência deve melhorar a aplicação das regras relativas à denúncia de irregularidades e à proteção dos autores das denúncias e que essa melhoria deverá concretizar-se em 2012.

4-338-187

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos Sąjungos pagrindinių teisių agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos Sąjungos pagrindinių teisių agentūros direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama Europos Sąjungos pagrindinių teisių agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog Europos Sąjungos pagrindinių teisių agentūros 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas atliktos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Remiantis metinės veiklos ataskaita pripažįstama, kad Agentūra priėmė geros administracinės elgsenos kodeksą, kurio tikslas, kartu su Tarnybos nuostatais, – užtikrinti etišką elgesį, vengti interesų konfliktų, užkirsti kelią sukčiavimui ir skatinti pranešti apie pažeidimus. Be to, pažymima, kad įdarbinimo procedūrų metu ir parenkant viešųjų pirkimų atrankos komisijų personalą imamas konkrečių informuotumo didinimo ir interesų konfliktų vengimo priemonių (pvz., deklaracijų teikimas). Siekdama dar labiau stiprinti

vidaus kontrolę, Agentūra stengiasi geriau taikyti apie pažeidimus pranešantiems darbuotojams skirtas taisykles ir geriau apsaugoti šiuos darbuotojus, o planuojami patobulinimai bus įgyvendinami 2012 m.

4-338-218

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which grants the Director of the European Union Agency for Fundamental Rights discharge in respect of the implementation of the Agency's budget for the financial year 2010.

4-338-250

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-338-312

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Agência dos Direitos Fundamentais da União Europeia.

4-338-343

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Union Agency for Fundamental Rights (FRA) helps to ensure that the fundamental rights of people living in the EU are protected. It does this by collecting evidence about the fundamental rights situation across the European Union and providing advice, based on evidence, on how to improve that situation. The FRA also informs people about their fundamental rights. In doing so, it helps to make fundamental rights a reality for everyone in the European Union. I voted in favour.

4-338-359

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Nuo 2008 m. piratavimo jūroje problema nuolat auga – išpuolių daugėja kasmet, gerėja piratų naudojamų ginkluotės technologinis lygis, išpuolių koordinavimas, auga reikalaujamų išpirkų dydis. Pažymėtina, kad, be tarptautinės bendruomenės pastangų ir ES ATALANTA misijos, ši problema greičiausiai būtų dar labiau išplitusi ir nekontroliuojama. Tokie pavyzdžiai, kai į piratų rankas patenka laivai, gabenantys karinę techniką, ypač kelia nerimą. Piratavimas apsunkina tarptautinę prekybą, kelia pavojų strateginių ir aplinkai pavojingų krovinių gabenimui, didina išlaidas (vien laivų draudimo išlaidos išaugo dešimteriopai), gali sukelti ekologines katastrofas (pvz., naftos išsiliejimą iš laivų), gilina šalių ir regionų destabilizaciją, stabdo vystymąsi, o, svarbiausia, nuolat pareikalauja nekaltų žmonių gyvybių. Piratavimas negali būti pateisinamas jokiais priežastimis, ši veikla yra tarptautinis nusikaltimas ir galėtų

būti priilyginama teroristinei veiklai. Balsavau už rezoliuciją, nes manau, kad kova su piratavimu jūroje turi būti toliau stiprinama.

4-338-367

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Sublinhando o facto de a Agência ter aprovado um código de conduta administrativa que, juntamente com o Estatuto dos Funcionários, visa assegurar uma conduta de boa ética, evitar conflitos de interesses, impedir atos fraudulentos e incentivar a comunicação de irregularidades, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Agência dos Direitos Fundamentais da União Europeia.

4-338-500

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – Oggi in parlamento si è votata una proposta di risoluzione riguardante un tema molto sensibile di questi ultimi anni: la pirateria marittima. Il Parlamento europeo, vista la risoluzione 1816 del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite del 2 giugno 1968 e vista la convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982, ha voluto evidenziare il suo disappunto verso gli Stati membri che hanno, per l'operazione UE NAVFOR ATALANTA, ridotto il numero delle navi da 8 ad appena 2-3 all'inizio del 2012 ed invita pertanto gli Stati membri a "mettere a disposizione maggiori risorse navali per garantire il successo della missione". Il Parlamento ha inoltre formalmente richiesto all'Alto rappresentante UE per la politica estera Catherine Ashton e ai governi nazionali di trovare urgentemente una soluzione per liberare i 191 marinai ancora in ostaggio e di assicurare il rilascio delle 7 navi dirottate. Spero che attraverso questa votazione si sia dato un segnale forte e deciso, attraverso il quale Stati Membri e gli organi europei competenti riescano a trovare soluzioni più idonee ad una problematica che colpisce, soprattutto in questi ultimi anni le imbarcazioni e i civili provenienti da tutto il mondo.

4-339-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0133/2012)

4-339-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, sublinhando que o SAI acompanhou a aplicação das recomendações que formulou em 2010, denotando, nomeadamente, que todas essas recomendações estão ainda a ser executadas. Chamo, no entanto, a atenção para as suas recomendações incluídas em relatórios de quitação anteriores, tal como previsto no anexo da presente resolução, sendo de salientar a importância da resolução da Decisão de quitação de natureza horizontal para a sua resolução de 2012 sobre desempenho, gestão financeira e o controlo das agências.

4-339-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence européenne pour la gestion de la coordination opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (FRONTEX). La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre

autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-339-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Neigiamai vertinu tai, kad FRONTEX sukaupytų lėšų santykis perkeltų asignavimų atžvilgiu 2010 m. buvo mažiau kaip 50 %, nepateikus pagrindimo, tai pažeidžia metinio periodiškumo principą. Centras turėtų tinkamiau išnaudoti jai skirtus asignavimus. Pritariu, kad daugiau dėmesio reikia skirti įsisavinimo pajėgumams ir raginimui agentūrai sumažinti metinį biudžetą, jeigu ji nesiima struktūrinių veiksmų siekiant išspręsti šią problemą. Apmaudu, kad agentūra dalyvauja dviejuose ginčiuose, susijusiuose su viešųjų konkursų procedūromis. Pritariu raginimui didinti savo vidinės kontrolės sistemos veiksmingumą, kad būtų nustatytos nuolatinės klaidos, keliančios grėsmę agentūros operacijų teisėtumui ir tvarkingumui, ir kad jų būtų išvengta.

4-339-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio dell'agenzia europea per la gestione della cooperazione operativa alle frontiere esterne degli Stati membri dell'Unione Europea Frontex. Dall'analisi della relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-340-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai Unió Tagállamai Külső Határain Való Operatív Együttműködési Igazgatásért Felelős Európai Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék kijelentette, hogy az ellenőrzések során bizonyosságot szerzett a 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámoló megbízhatóságáról, valamint arról, hogy az alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Az ügynökség elvégezte a költségvetési becslések és visszatérítési igények alapjául szolgáló REM-ívek felülvizsgálatát. A támogatások kedvezményezetttek általi felhasználása kapcsán fontos, hogy az ügynökség helyszíni látogatásokat tegyen, és ezek során végezzen el utólagos ellenőrzéseket. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-340-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório que aprova a quitação do orçamento geral ao Diretor Executivo da Agência Europeia de Gestão da Cooperação Operacional nas Fronteiras Externas dos Estados-Membros da União. A Agência deve continuar a introduzir coerência no planeamento estratégico e anual das suas operações,

uma vez que os objetivos do Programa de Trabalho Anual (PTA) para 2010 não estão articulados de forma clara com os do Programa Plurianual 2010-2013 relativos a 2010.

4-340-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A Agência FRONTEX tem por função coordenar a cooperação operacional entre os Estados-Membros no domínio da gestão das fronteiras externas, apoiar na formação dos guardas de fronteiras nacionais, incluindo a definição de normas de formação comuns. Observa-se que, apesar de o orçamento da Agência ter subido em 2010, o valor líquido atribuído às atividades operacionais diminuiu, mas o número de horas de trabalho operacionais aumentou 27 %. Nota-se ainda os esforços da Agência para melhorar o acompanhamento do orçamento operacional. A crescente pressão migratória sobre as fronteiras da União e a necessidade de coordenação entre Estados-Membros justifica amplamente que se dote a Agência dos meios adequados ao cumprimento das funções que lhe foram confiadas.

4-340-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A luta por uma outra Europa, de paz, de cooperação e de solidariedade entre os povos, espaço de progresso, de justiça social e de bem-estar, é também uma luta pela defesa da dignidade humana. De todos, e também dos imigrantes. O PCP esteve, está e estará sempre na primeira linha de combate à visão repressiva e criminalizadora da imigração, vigente na UE, de que o FRONTEX é expressão. Tal como é expressão maior desta visão a chamada "directiva do retorno" ou da "vergonha", como também ficou conhecida, porque criminaliza os imigrantes e suas famílias. Urge denunciar e condenar o FRONTEX, um dos pilares centrais desta visão securitária e exploradora da política de imigração da UE. Urge exigir a ratificação da Convenção Internacional da ONU sobre a Protecção dos Direitos de todos os Trabalhadores Migrantes e Membros de suas Famílias. Como forma de protesto, votámos contra este relatório.

4-340-625

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos operatyvaus bendradarbiavimo prie Europos Sąjungos valstybių narių išorės sienų valdymo agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos operatyvaus bendradarbiavimo prie Europos Sąjungos valstybių narių išorės sienų valdymo agentūros vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama Europos operatyvaus bendradarbiavimo prie Europos Sąjungos valstybių narių išorės sienų valdymo agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, jog jiems pateiktas pagrįstas patikrinimas, kad 2010 finansinių metų metinės finansinės ataskaitos patikimos, o ataskaitose atspindimos operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Tačiau Agentūra raginama toliau gerinti savo veiklos strateginio ir metinio planavimo nuoseklumą. Metinės darbo programos tikslai 2010 m. nėra aiškiai susiję su 2010 m. tikslais, numatytais 2007–2013 m. daugiamečiame plane. Primenama Agentūrai, kad nesant aiškios įvairių planavimo dokumentų sąsajos ir jų nuoseklumo gali būti daroma neigiama įtaka strateginio plano įgyvendinimui.

4-340-687

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which grants the Executive Director of the European Agency for the Management of Operational Cooperation at the

External Borders of the Member States of the European Union discharge in respect of the implementation of the Agency's budget for the financial year 2010.

4-340-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'agence FRONTEX car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-340-781

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas de forma rigorosa pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Agência Europeia de Gestão da Cooperação Operacional nas Fronteiras Externas do Estados-Membros da União Europeia (Frontex).

4-340-796

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders of the Member States of the European Union (FRONTEX) coordinates operational cooperation between Member States in the field of external border management, assists Member States in their training of national border guards, including the establishment of common training standards, carries out risk analyses, follows up development of research relevant to the control and surveillance of external borders, assists Member States in circumstances requiring increased technical and operational assistance at external borders, and provides Member States with the necessary support in organising joint return operations.

4-340-804

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Reiterando o apelo à Agência Europeia de Gestão da Cooperação Operacional nas Fronteiras Externas dos Estados-Membros da União Europeia (FRONTEX) para que continue a introduzir coerência no planeamento estratégico e anual das suas operações, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim quitação às contas de 2010 da Agência Europeia de Gestão da Cooperação Operacional nas Fronteiras Externas dos Estados-Membros da União Europeia.

4-341-000

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – La Cour des comptes européenne a estimé que la gestion des comptes de l'agence Frontex était fiable, mais l'agence a encore une fois procédé à de nombreux reports budgétaires en raison de la non-utilisation d'une partie des fonds qui lui avaient été alloués auparavant. Cela ne l'empêche pas une fois encore de demander et d'obtenir des augmentations de son budget. Certes, le mandat de Frontex

a été révisé en 2011, étendant ses compétences et son pouvoir mais essentiellement pour ce qui concerne le refoulement de migrants. On attend toujours la nomination d'un responsable des droits de l'homme demandé par le Parlement européen pour que Frontex assure avec autant d'efficacité ses obligations en matière de droits fondamentaux. Ce vote ne concernait que la décharge relative à la gestion du budget de l'agence et non le budget lui-même. J'ai donc, à l'instar de mon groupe, choisi de m'abstenir pour ne cautionner en aucune manière des pratiques qui nous paraissent toujours aussi contestables mais qui relèvent plus du mandat de l'agence que de la gestion de ses comptes. Le Médiateur européen a annoncé le 14 mars l'ouverture d'une enquête sur le respect des obligations de l'agence en matière de droits fondamentaux. Nous attendons ses conclusions.

4-341-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A luta por uma outra Europa, de paz, cooperação e de solidariedade entre os povos é também uma luta pela defesa da dignidade humana dos imigrantes. O PCP esteve, está e estará sempre na primeira linha de combate à visão repressiva, imperialista e federalista da União Europeia, nomeadamente nesta área, sobretudo depois da diretiva do retorno ou da vergonha, que criminaliza os imigrantes e as suas famílias. Urge denunciar e condenar o FRONTEX, um dos pilares centrais da criminalizadora, securitária e exploradora política de imigração da UE, e exigir a ratificação da Convenção Internacional da ONU sobre a Proteção dos Direitos de todos os Trabalhadores Migrantes e Membros das suas Famílias.

4-342-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0127/2012)

4-342-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, ressaltando que é necessário que a Agência assegure que todos os objetivos constantes no Programa Plurianual sejam transpostos adequada e claramente para o PTA. Sublinho ainda que o SAI continua a precisar de rever a implementação pela Agência, de sete recomendações *muito importantes* das auditorias prévias do SAI; observa, em particular, que essas recomendações abrangem a auditoria de 2009 sobre a gestão das subvenções, a auditoria de acompanhamento de 2008 sobre os sistemas de controlo interno e, nomeadamente, a dotação em pessoal adequada para alcançar os seus objetivos e a auditoria de 2007 sobre sistemas de controlo interno e, nomeadamente, a revisão do processo de registo e a devida descrição completa da função, e a comunicação ao pessoal.

4-342-375

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Agence du GNSS européen. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-342-437

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Svarbu agentūrai priminti, kad ji privalo rimtai atsižvelgti į Audito Rūmų rekomendacijas ir imtis būtinų priemonių savo trūkumams šalinti. Teigiama vertinu GNSS biudžeto sumažinimą.

4-342-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione del Parlamento europeo recante le osservazioni che costituiscono parte integrante della decisione sul discarico per l'esecuzione del Bilancio dell'Autorità di Vigilanza del GNSS europeo. Dall'analisi contenuta nella relazione dell'onorevole collega Macovei non sono infatte emerse criticità né punti controversi.

4-343-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Európai GNSS Ügynökségre vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Számvevőszék megállapítása alapján az ellenőrzések során kellő mértékben megbizonyosodtak arról, hogy az ügynökség 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámolója megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek voltak. Az ügynökség 2011-ben megtette a személyzeti felvételi eljárásokkal kapcsolatos átláthatóság, egyenlő bánásmód és hatékonyság biztosításához szükséges, az Európai Parlament által előírt intézkedéseket. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és a vizsgálat során nagyobb hiányosságokat nem tapasztaltak. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-343-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório que aprova a quitação ao Diretor executivo da Agência do GNSS Europeu pela execução do orçamento da Agência para o exercício de 2010. A Agência foi criada para garantir a segurança de acreditação, operar o centro de segurança Galileo e contribuir para a preparação da comercialização dos sistemas e já adotou, ao longo de 2011, as medidas exigidas pelo Parlamento para garantir a transparência, a igualdade de tratamento e a eficácia nos processos de seleção.

4-343-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A agência do sistema mundial de navegação por satélite europeu (GNSS) pretende assegurar a gestão dos interesses públicos relativos aos programas europeus de radionavegação por satélite e agir na qualidade de entidade reguladora desses programas. O rol de competências reforça a exigência de que esta deve relacionar a sua atuação e os seus gastos com o orçamento que lhe foi atribuído e que o deve seguir no respeito das regras da respetiva execução.

4-343-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos GNSS agentūros 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos GNSS agentūros vykdomajam

direktoriui patvirtinama, kad Agentūros 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama Europos GNSS agentūros 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Tačiau Agentūra raginama ištaisyti Audito Rūmų nustatytus trūkumus, susijusius su dotacijų teikimo pagal Septintosios bendrosios mokslinių tyrimų programos antrą kvietimą teikti pasiūlymus, susijusius su projektu „Galileo“, kurių biudžetas sudarė 26 000 000 EUR, vertinimo procedūra. Visų pirma pripažįstamos Audito Rūmų pastabos, kad nebuvo nustatyti pareiškėjų finansinio pajėgumo vertinimo kriterijai ir kad, nors didžiausias kompensavimo lygis buvo nustatomas atsižvelgiant į pareiškėjo statusą, Agentūra šio statuso netikrino. Agentūra yra raginama ištaisyti Audito Rūmų nustatytus trūkumus, susijusius su dviem susitarimais dėl dotacijų pagal Šeštosios bendrosios mokslinių tyrimų programos trečią kvietimą teikti pasiūlymus. Visų pirma pažymima, kad naudos gavėjų pateiktos išlaidų deklaracijos buvo pagrįstos ne tikrosiomis išlaidomis, o standartiniais nustatytais dydžiais. Tai nesuderinama su Sąjungos finansiniams įnašams taikomu ne pelno principu ir kad Agentūra turėtų nedelsiant ištaisyti šią padėtį.

4-343-437

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which grants the Executive Director of the European GNSS Agency discharge in respect of the implementation of the Agency's budget for the financial year 2010.

4-343-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Agence du GNSS européen car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-343-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas de forma rigorosa pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Agência do GNSS Europeu.

4-343-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The objective of the Agency is to ensure that essential public interests are properly defended and represented in connection with the European Union's satellite navigation programmes (Galileo and EGNOS). The aim of Galileo is to provide a modern European alternative to the established GPS system of the United States of America. The Agency is responsible for managing and monitoring the use of the programme's funds. It will help the Commission deal with any matters relating to satellite radio-navigation.

4-343-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Constatando a necessidade de cumprimento das recomendações incluídas em relatórios de quitação anteriores, tal como consta do anexo da resolução do PE que contém as observações que constituem parte integrante da decisão sobre a quitação pela execução do orçamento da Agência do GNSS Europeu para o exercício de 2010, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando assim quitação às contas de 2010 da referida Agência.

4-344-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0109/2012)

4-344-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, recordando que as empresas comuns são parcerias público-privadas e que, por conseguinte, os interesses públicos e privados estão interligados. Deste modo, sou da opinião que, em tais circunstâncias, a probabilidade de ocorrência de conflitos de interesses não deve ser ignorada, mas sim abordada de forma apropriada. Deste modo, deve ser exigido às empresas comuns que informem a autoridade de quitação sobre os mecanismos de verificação existentes nas suas estruturas que permitam uma gestão e uma prevenção adequadas de conflitos de interesses. Deve ser pedido ao Tribunal de Contas que apresente ao Parlamento, dentro de um prazo razoável, um relatório especial sobre a mais-valia da instituição das empresas comuns para a execução eficiente dos programas de investigação, desenvolvimento tecnológico e demonstração da União.

4-344-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 d'Artemis - Systèmes informatiques embarqués. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-344-625

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariu raginimams, kad įmonė pagrįstų savo biudžetą savo realiais poreikiais ir kad tinkamai išnaudotų jai skirtus asignavimus, nes jų perkėlimas į kitus metus pažeidžia metinio periodiškumo principą. Svarbu, kad būtų pakeista įvertinimo ir atrankos tvarka tam, kad remiamų projektų rinkinys geriau atitiktų strateginius ES tikslus, susijusius su programa. ARTEMIS turėtų visapusiškai įgyvendinti savo vidaus kontrolės ir finansinės informacijos sistemas ir išspręsti nemokamo valstybių naudojimosi problemą. Pritariu raginimui, kas įmonė kuo skubiau sudarytų susitarimą su Belgija dėl priėmimo, numatyto Reglamente (EB) Nr. 74/2008.

4-345-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban* . – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az ARTEMIS-re vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A mentesítési jelentés hangsúlyozza, hogy a közös vállalkozásnak létre kell hoznia egy olyan eljárást, melynek során a tagsággal nem rendelkező kedvezményezett országok az uniós hozzájárulásuk bizonyos részét befizetik a közös vállalkozás költségvetésébe. Továbbá az értékelési és a kiválasztási eljárásokat úgy kell módosítani, hogy a támogatott projektek jobban illeszkedjenek a program európai stratégiai céljaihoz. A jelentés kiemeli továbbá azt, hogy a közös vállalkozások a köz- és magánszféra közötti partnerségek keretében valósulnak meg, nagyon fontos az, hogy az összeférhetlenségi ügyekkel megfelelően foglalkozzanak. Elengedhetetlen, hogy a közös vállalkozások, köztük az ARTEMIS megfelelően tájékoztassák a mentesítésért felelős hatóságot a szervezetükön belül létező olyan ellenőrzési mechanizmusokról, amelyek lehetővé teszik az összeférhetlenségek megfelelő kezelését és megelőzését. A zárszámadási jelentés felhívja a figyelmet arra, hogy a beágyazott számítástechnikai rendszerek pénzügyi állapotát érintő átfogó vizsgálat komolyabb hibákat nem tárt fel. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-345-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório que aprova a quitação ao Diretor Executivo da Empresa Comum ARTEMIS pela execução do orçamento para o exercício de 2010. Esta empresa foi criada para um desempenho eficiente no campo da investigação, intitulada "agenda de investigação", para o desenvolvimento de tecnologias essenciais no domínio dos sistemas informáticos em diferentes áreas de aplicação, a fim de reforçar a competitividade e a sustentabilidade da Europa e permitir a emergência de novos mercados.

4-345-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A Empresa Comum ARTEMIS implementa a iniciativa tecnológica conjunta (ITC) no domínio dos sistemas informáticos incorporados. Esta parceria público-privada destina-se essencialmente a apoiar o cofinanciamento de iniciativas de investigação a nível europeu, bem como melhorar a cooperação entre os diferentes operadores do setor. Corroboro a solicitação do relator à Comissão no sentido de fornecer anualmente à autoridade de quitação informações consolidadas sobre o financiamento anual total, proveniente do orçamento geral da União, para cada empresa comum, a fim de assegurar transparência e clareza no que diz respeito à utilização dos fundos da União e restaurar a confiança dos contribuintes europeus.

4-345-312

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu* . – Balsavau už ARTEMIS 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes bendrosios įmonės ARTEMIS vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama bendrosios įmonės ARTEMIS 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, jog jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, kad 2010 finansinių metų metinės

ataskaitos patikimos ir jose nurodytos finansinės operacijos teisėtos ir tvarkingos. Pažymėtina tai, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžetas nebuvo patvirtintas iki ankstesnių metų pabaigos. Atsižvelgiant į bendrosios įmonės atsakymą, kad 2010 m. biudžetas buvo patvirtintas 2011 m. sausio mėn. dėl to, kad biudžeto dalis, skirta veiklos išlaidoms, priklauso nuo valstybių narių įsipareigojimų asignavimų, ir dėl to, kad daugelio valstybių narių įsipareigojimų asignavimų suma gali būti užtikrinta tik patvirtinus jų nacionalinius biudžetus. Todėl bendroji įmonė ir lėšas skiriančios valstybės narės raginamos susitarti dėl atitinkamų jų įsipareigojimų atskleidimo tvarkaraščio ir praktinė tvarkos, kad būtų galima laiku patvirtinti bendrosios įmonės biudžetą, ir šiuo klausimu informuoti biudžeto įvykdymo patvirtinimo instituciją. Bendrosios įmonės 2010 m. biudžeto struktūra ir pristatymas neatitinka bendrosios įmonės finansinių taisyklių nuostatų. Audito Rūmai raginami patikinti biudžeto įvykdymo patvirtinimo instituciją, kad bendrosios įmonės biudžeto struktūra ir pristatymas dabar visiškai atitinka jos finansines taisykles.

4-345-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Executive Director of the ARTEMIS Joint Undertaking discharge in respect of the implementation of the Joint Undertaking's budget for the financial year 2010.

4-345-468

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à "Artemis - Systèmes informatiques embarqués" car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette entreprise commune apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-345-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções e a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório do ARTEMIS - Sistemas informáticos incorporados.

4-345-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – ARTEMIS aims to tackle the research and structural challenges facing European industry by defining and implementing a coherent research agenda for embedded computing systems.

4-345-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Acompanho o pedido feito ao Tribunal de Contas para transmitir à autoridade de quitação o seguimento dado às observações formuladas em relação a cada uma das empresas comuns, entre as quais a Artemis. Neste contexto, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da ARTEMIS: Sistemas Informáticos Incorporados.

4-346-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0115/2012)

4-346-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, sublinhando que a Comissão Europeia criou até agora sete empresas comuns ao abrigo do artigo 187.º do Tratado sobre o Funcionamento da União Europeia. Constatado que as seis empresas comuns (IMI, ARTEMIS, ENIAC, CLEAN SKY, FCH e ITER-F4E) estão inseridas na área da investigação, na dependência da DG RTD e da DG INFSO da Comissão, e que a outra, incumbida do desenvolvimento do novo sistema de gestão de tráfego aéreo (SESAR), no domínio dos transportes é supervisionada pela DG MOVE. A contribuição total da União considerada necessária para as empresas comuns, durante o seu período de existência ascende a 11 489 000 000 de euros. É importante que o Tribunal de Contas informe a autoridade de quitação sobre o acompanhamento das observações relativas a cada uma das empresas comuns, incluídas nos respetivos relatórios sobre as contas anuais referentes ao exercício de 2011.

4-346-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de Clean Sky - Aéronautique et environnement. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-346-625

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Nerimą kelia tai, kad įmonės 2010 m. biudžeto struktūra ir pristatymas neatitiko reikalavimų, įrašytų jos steigimo Reglamente (EB) Nr. 71/2008, ir tai, kad 2010 m. pabaigoje įmonė vis dar nebuvo baigusi rengti vidaus procedūrų, susijusių su mokslinių tyrimų rezultatų apsauga, naudojimu ir skleidimu, taikymo priežiūra. Pritariu raginimams, kad įmonė kuo skubiau imtųsi spręsti šias problemas. Pritariu raginimui, kas įmonė kuo skubiau sudarytų susitarimą su Belgija dėl priėmimo, numatyto Reglamente (EB) Nr. 74/2008.

4-347-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének a Tiszta Égbolt közös vállalkozásra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A zárszámadási jelentés üdvözlí, hogy a közös vállalkozás egy átfogó stratégiai belső ellenőrzési tervet fogadott el a 2010–2012-es időszakra vonatkozóan; a jelentéstevő hiányolja azonban, hogy bizonyos kulcsfontosságú folyamatok – mint a költségigénylések előzetes vizsgálata és az utólagos ellenőrzések – a tervek szerint csak 2011-ben kezdődtek el. A zárszámadási jelentés megállapította, hogy az aeronautikai és környezetvédelmi projekteket érintő pénzügyi és

szabályszerűségi átvilágítás komolyabb hiányosságokat nem tárt fel. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-347-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório que aprova a quitação ao Diretor Executivo da Empresa Comum Clean Sky pela execução do orçamento para o exercício de 2010. A Clean Sky foi criada para acelerar o desenvolvimento, a avaliação e a demonstração de tecnologias limpas de transporte aéreo na União. Verificam-se, no entanto, algumas insuficiências nomeadamente na acumulação de atrasos significativos em comparação com os planos iniciais, assim como a falta de preparação tanto a nível administrativo como técnico.

4-347-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A criação da Empresa Comum Clean Sky ficou a dever-se à necessidade sentida de promover o desenvolvimento, a validação e a demonstração de tecnologias limpas de transporte aéreo na União Europeia, visando pô-las em prática assim que possível. Saúdo, por isso, o facto de a Empresa Comum ter adoptado um plano exaustivo e estratégico de auditoria interna para o período 2010-2012.

4-347-312

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už bendrosios įmonės „Švarus dangus“ 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes bendrosios įmonės „Švarus dangus“ vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama bendrosios įmonės „Švarus dangus“ 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikrinimas, jog bendrosios įmonės 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas vykdytos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Atkreiptinas dėmesys į tai, kad bendrosios įmonės 2010 m. biudžeto struktūra ir pristatymas neatitiko reikalavimų, įrašytų jos steigimo Reglamente (EB) Nr. 71/2008, ir finansinių taisyklių. Iš bendrosios įmonės pateiktos informacijos suprantama, kad 2011 m. biudžete biudžeto struktūra ir pristatymas pakeisti. Audito Rūmai raginami patikinti biudžeto įvykdymo patvirtinimo instituciją, kad bendrosios įmonės biudžeto struktūra ir pristatymas dabar visiškai atitinka steigimo Reglamentą (EB) Nr. 71/2008 ir jo finansines taisykles.

4-347-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Executive Director of the Clean Sky Joint Undertaking discharge in respect of the implementation of the Joint Undertaking's budget for the financial year 2010.

4-347-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à "Clean Sky - Aéronautique et environnement" car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette entreprise commune apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-347-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções e a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. Vai nesse sentido o meu voto favorável relativamente ao relatório CLEAN SKY - Aeronáutica e Ambiente.

4-347-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Clean Sky is the most ambitious aeronautical research programme ever launched in Europe. Its mission is to develop breakthrough technologies to increase significantly the environmental performances of airplanes and air transport, resulting in less noisy and more fuel-efficient aircraft, hence bringing a key contribution to achieving the Single European Sky environmental objectives.

4-347-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Com o apelo de que a CLEAN SKY - Aeronáutica e Ambiente implemente as medidas necessárias à conclusão do seu sistema de controlos internos e de informação financeira, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Clean Sky.

4-348-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0112/2012)

4-348-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, recordando uma vez mais neste Plenário que as Empresas Comuns são parcerias público-privadas e que, conseqüentemente, os interesses públicos e privados estão interligados. Sou da opinião de que, nestas circunstâncias, a probabilidade de ocorrência de conflitos de interesses não deve ser descartada e sim abordada de forma apropriada. Deste modo, as Empresas Comuns devem passar a informar a autoridade de quitação sobre os mecanismos de verificação existentes nas suas respetivas estruturas, de modo a permitirem uma gestão adequada e a prevenção de conflitos de interesses. Neste sentido, cabe ao Tribunal de Contas a fornecer à autoridade de quitação informação de acompanhamento às observações que fez a cada uma das Empresas Comuns nos seus respetivos relatórios das contas anuais relativas ao exercício de 2011.

4-348-281

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Entreprise commune ENIAC. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels

et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-348-312

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariau raginimams, kad įmonė pagrįstų savo biudžetą savo realiais poreikiais ir kad tinkamai išnaudotų jai skirtus asignavimus. Svarbu, kad įmonė, gavusi finansinį savarankiškumą tik 2010 m. pabaigoje, baigtų kurti savo vidaus kontrolės ir finansinio informavimo sistemas. Pritariau raginimui, kas įmonė kuo skubiau sudarytų susitarimą su Belgija dėl priėmimo, numatyto Reglamente (EB) Nr. 74/2008.

4-348-406

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório que aprova a quitação ao Diretor Executivo da Empresa Comum ENIAC pela execução do orçamento para o exercício de 2010. Esta empresa foi criada com o objetivo de definir e executar uma *agenda de investigação* para o desenvolvimento de competências essenciais no domínio da nanoelectrónica transversais às diferentes áreas de aplicação.

4-348-437

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A Empresa Comum ENIAC foi constituída em 20 de dezembro de 2007, por um período de 10 anos, com o objetivo de definir e executar uma *agenda de investigação* para o desenvolvimento de competências essenciais no domínio da nanoelectrónica transversais às diferentes áreas de aplicação. Esta empresa adquiriu autonomia financeira em Julho de 2010. A ENIAC recebeu um parecer com reservas do Tribunal de Contas sobre a fiabilidade das contas, com o fundamento de que a Empresa Comum não incluiu nas contas – como exigido pela regra contabilística n.º 16 da CE, *Apresentação da informação orçamental nas contas anuais* – a conta de resultados da execução orçamental e a sua reconciliação com a conta de resultados económicos. As duas entidades considerarem datas diferentes para o início do funcionamento autónomo da Empresa Comum, o que deverá ser reconciliado.

4-348-452

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už bendrosios įmonės ENIAC 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes bendrosios įmonės ENIAC vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama bendrosios įmonės ENIAC 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai savo ataskaitose dėl bendrosios įmonės 2010 finansinių metų metinių ataskaitų nurodė, kad jie gavo pagrįstą patikinimą, jog pagrindinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Tačiau bendroji įmonė gavo Audito Rūmų sąlyginę nuomonę dėl ataskaitų patikimumo, nes ji į savo ataskaitas neįtraukė biudžeto rezultatų ataskaitos ir jos sutikrinimo su ekonominės veiklos rezultatų ataskaita, kaip reikalaujama pagal 16 EB apskaitos taisyklę „Informacijos apie biudžetą pateikimas metinėse finansinėse ataskaitose“.

4-348-468

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Executive Director of the ENIAC Joint Undertaking discharge in respect of the implementation of the Joint Undertaking's budget for the financial year 2010.

4-348-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Entreprise commune ENIAC car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette entreprise commune apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-348-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Empresa Comum ENIAC.

4-348-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The task of the ENIAC Joint Undertaking is to coordinate European research in nanoelectronics by organising calls for proposals and managing the execution of research projects. I support the work of the Agency, therefore I voted in favour.

4-348-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A Empresa Comum ENIAC foi constituída em 20 de dezembro de 2007, por um período de 10 anos, com o objetivo de definir e executar uma *agenda de investigação* para o desenvolvimento de competências essenciais no domínio da nanoeletrónica transversais às diferentes áreas de aplicação. Acompanho o pedido feito pelo Parlamento Europeu ao Tribunal de Contas para apresentar, dentro de um prazo razoável, um relatório especial sobre o valor acrescentado do estabelecimento das empresas comuns para a execução eficiente dos programas de investigação. Nestes termos, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Empresa Comum ENIAC.

4-350-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0110/2012)

4-350-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, recordando uma vez mais neste Plenário, que as Empresas Comuns são parcerias público-privadas e que, consequentemente, os interesses públicos e privados estão interligados. Sou da opinião que, nestas circunstâncias, a probabilidade de ocorrência de conflitos de interesses não deve ser descartada e sim abordada de forma apropriada. Deste modo, as Empresas Comuns devem passar a informar a autoridade de quitação sobre os mecanismos de verificação existentes nas suas respetivas estruturas, de modo a permitirem uma gestão adequada e a prevenção de conflitos de interesses. Neste sentido, cabe ao Tribunal de Contas a fornecer à autoridade de quitação informação de acompanhamento às observações que fez a cada

uma das Empresas Comuns nos seus respetivos relatórios das contas anuais relativas ao exercício de 2011.

4-350-437

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge sur l'exécution du budget 2010 de l'Entreprise commune "Piles à combustible et Hydrogène" (PCH). La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-350-531

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariau raginimams, kad įmonė pagrįstų savo biudžetą savo realiais poreikiais ir kad tinkamai išnaudotų jai skirtus asignavimus, nes jų perkėlimas į kitus metus pažeidžia metinio periodiškumo principą. Svarbu, kad įmonė informuotų apie priimtas priemones šioms problemoms spręsti ir užtikrintų geresnį biudžeto vykdymą. Pritariau, kad įmonė turėtų pateikti ataskaitą apie dabartinę padėtį, susijusią su projektais, atsižvelgiant į sutarčių sudarymą ir mokėjimą, ir nepakeistų įmonės finansinės taisyklės, kaip nurodyta Komisijos vidaus auditoriaus.

4-349-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az ENIAC közös vállalkozásra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A közös vállalkozásnak törekednie kell arra, hogy ösztönözze a kedvezményezettet a stratégiaileg fontos projektek meghatározására, illetve azon nemzeti programok azonosítása, amelyek hatékonyabb megvalósítását tenné lehetővé, amennyiben európai szinten kezelnék őket. A mentesítési jelentés kiemeli továbbá, hogy szükséges van további nemzeti támogató szervezetek bevonására. A zárszámadási jelentés felhívja a figyelmet arra, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott és nagyobb hiányosságokat nem állapított meg. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-349-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório que concede a quitação ao Diretor Executivo da Empresa Comum PCH pela execução do orçamento para o exercício de 2010. Esta empresa (PHC) foi criada com o intuito de visar o desenvolvimento de aplicações de mercado, facilitando, assim, os esforços industriais complementares no sentido de um rápido desenvolvimento das pilhas de combustível e das tecnologias do hidrogénio.

4-349-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Segundo o parecer do Tribunal de Contas, a Empresa Comum dispõe de um nível adequado de governação e prática informáticas para as suas dimensões e funções. Contudo, a formalização de políticas e procedimentos no âmbito do ciclo de planeamento informático estratégico, a classificação de dados segundo os requisitos de confidencialidade e integridade, o plano de continuidade das atividades e o plano de retoma de atividades na sequência de catástrofe registam atrasos. Subscrevo portanto a solicitação à Empresa comum que corrija a situação e apresente à autoridade de quitação um relatório atualizado sobre a matéria.

4-349-750

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Kuro elementų ir vandenilio bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes KEV bendrosios įmonės direktoriui patvirtinama, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama KEV bendrosios įmonės 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog bendrosios įmonės 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas vykdytos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos.

4-349-875

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Executive Director of the Fuel Cells and Hydrogen Joint Undertaking discharge in respect of the implementation of the Joint Undertaking's budget for the financial year 2010.

4-350-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Entreprise commune "Piles à combustible et Hydrogène" (PCH) car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette entreprise commune apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-350-515

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir com os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir com os objetivos propostos. É nesse sentido, o voto favorável relativamente ao relatório da Empresa Comum *Pilhas de Combustível e Hidrogénio*.

4-350-538

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The Fuel Cells and Hydrogen Joint Undertaking (FCH JU) is a unique public private partnership supporting research, technological development and demonstration (RTD) activities in fuel cell and hydrogen energy technologies in Europe. Its aim is to accelerate the market introduction of these technologies,

realising their potential as an instrument in achieving a carbon-lean energy system. I am in favour.

4-350-550

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A Empresa Comum *Pilhas de Combustível e Hidrogénio* (PCH) só gozou de autonomia financeira a partir de novembro de 2010, havendo ainda muitas falhas na sua organização e para melhor transparência, já detetadas, a suprir. Com este alerta, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia dando assim quitação às contas de 2010 da Empresa Comum *Pilhas de Combustível e Hidrogénio* (PCH).

4-351-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0108/2012)

4-351-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, recordando uma vez mais neste Plenário, que as Empresas Comuns são parcerias público-privadas e que, conseqüentemente, os interesses públicos e privados estão interligados. Sou da opinião que, nestas circunstâncias, a probabilidade de ocorrência de conflitos de interesses não deve ser descartada e sim abordada de forma apropriada. Deste modo, as Empresas Comuns devem passar a informar a autoridade de quitação sobre os mecanismos de verificação existentes nas suas respetivas estruturas, de modo a permitirem uma gestão adequada e a prevenção de conflitos de interesses. Neste sentido, cabe ao Tribunal de Contas a fornecer à autoridade de quitação informação de acompanhamento às observações que fez a cada uma das Empresas Comuns nos seus respetivos relatórios das contas anuais relativas ao exercício de 2011

4-351-625

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Initiative technologique conjointe en matière de médicaments innovants (IMI). La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-351-687

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariu raginimams, kad įmonė pagrįstų savo biudžetą savo realiais poreikiais ir kad tinkamai išnaudotų jai skirtus asignavimus, nes jų perkėlimas į kitus metus pažeidžia metinio periodiškumo principą. Labai svarbu, kad NVI įmonė, pradėjusi savo veiklą 2009 m., visapusiškai įgyvendintų savo vidaus kontrolės ir finansinės informacijos sistemas.

4-352-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás

keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az Innovatív gyógyszerek kutatására irányuló kezdeményezést megvalósító közös vállalkozásra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. Az közös vállalkozás gazdálkodása kapcsán a zárszámadási jelentés kiemelte, hogy a belső irányítási struktúrák működése még nem optimális, továbbra is hiányoznak a proaktív kommunikációs tevékenységek, és nem használják ki kellő mértékben a rendelkezésre álló humánerőforrás-kapacitást. A közös vállalkozás kapcsán ki kell emelni azt, hogy az összeférhetlenségek megelőzése érdekében több végrehajtási intézkedést vezettek be az operatív folyamatok tekintetében. A közös vállalkozás tevékenységeiben érintett valamennyi személynek meg kell felelnie az előre lefektetett szabályoknak. A zárszámadási jelentés továbbá felszólítja a közös vállalkozást, hogy dolgozzon ki olyan cselekvési tervet, amely konkrét intézkedéseket és határidőket tartalmaz az összeférhetlenségek megelőzése és az átláthatóság megerősítése érdekében, és a későbbiekben bocsássa azt a mentesítésért felelős hatóság rendelkezésére. A zárszámadási jelentés felhívja a figyelmet arra, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és nagyobb hiányosságokat nem állapított meg az innovatív gyógyszerek kutatására irányuló kezdeményezés területén. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-352-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório que aprova a quitação ao Diretor executivo da Empresa Comum para a execução da iniciativa tecnológica conjunta sobre medicamentos inovadores pela execução do orçamento da Empresa Comum para o exercício de 2010. Esta empresa foi criada para a execução de uma iniciativa tecnológica conjunta sobre medicamentos inovadores, com o objetivo de melhorar significativamente a eficácia e a eficiência do processo de desenvolvimento de fármacos de modo a que o setor farmacêutico produza, a longo prazo, medicamentos inovadores mais eficazes e mais seguros.

4-352-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A empresa comum destina-se a melhorar a eficácia e eficiência do processo de desenvolvimento de fármacos para que o sector farmacêutico produza medicamentos inovadores mais eficazes e mais seguros. Assim, a empresa comum tem como objectivos contribuir para a execução do 7.º Programa-Quadro e apoiar a investigação e o desenvolvimento farmacêuticos nos Estados-Membros e nos países associados ao 7.º Programa-Quadro. Esta empresa incentiva a participação das pequenas e médias empresas nas suas actividades e a cooperação entre o sector privado e o mundo universitário.

4-352-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už bendrosios įmonės, įsteigtos siekiant įgyvendinti jungtinę naujoviškų vaistų technologijų iniciatyvą, 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes bendrosios įmonės, įsteigtos siekiant įgyvendinti jungtinę naujoviškų vaistų technologijų iniciatyvą, vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama bendrosios įmonės, įsteigtos siekiant įgyvendinti jungtinę naujoviškų vaistų technologijų iniciatyvą, 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, jog jiems pateiktas

pagrįstas patikinimas, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir jose nurodytos operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Susirūpinimą kelia tai, kad bendrosios įmonės nariai negalėjo reikiamu laiku nustatyti mokslinių prioritetų ir susitarti, kurie iš jų turėtų būti įtraukti į metinį įgyvendinimo planą, dėl to iki 2010 m. spalio 22 d. atidėta 2010 m. kasmečio kvietimo teikti paraiškas pradžia.

4-352-437

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Executive Director of the Joint Undertaking for the implementation of the Joint Technology Initiative on Innovative Medicines discharge in respect of the implementation of the Joint Undertaking's budget for the financial year 2010.

4-352-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Initiative technologique conjointe en matière de médicaments innovants (IMI) car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette entreprise commune apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-352-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Iniciativa sobre Medicamentos Inovadores (IMI).

4-352-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The Innovative Medicines Initiative (IMI) is Europe's largest public-private initiative aiming to speed up the development of better and safer medicines for patients. IMI supports collaborative research projects and builds networks of industrial and academic experts in order to boost pharmaceutical innovation in Europe. IMI is a joint undertaking between the European Union and the pharmaceutical industry association EFPIA.

4-352-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Com um alerta para que a Iniciativa sobre Medicamentos Inovadores (IMI) comunique à autoridade de quitação as medidas adotadas e os respetivos prazos de implementação e para que tome em consideração as recomendações da avaliação intercalar e mantenha a autoridade informada sobre os progressos realizados, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando, assim, quitação às contas de 2010 desta Empresa Comum.

4-353-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0113/2012)

4-353-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, recordando uma vez mais neste Plenário, que as Empresas Comuns são parcerias público-privadas e que, conseqüentemente, os interesses públicos e privados estão interligados. Sou da opinião que, nestas circunstâncias, a probabilidade de ocorrência de conflitos de interesses não deve ser descartada mas, sim, abordada de forma apropriada. Deste modo, as Empresas Comuns devem passar a informar a autoridade de quitação sobre os mecanismos de verificação existentes nas suas respectivas estruturas, de modo a permitirem uma gestão adequada e a prevenção de conflitos de interesses. Neste sentido, cabe ao Tribunal de Contas fornecer à autoridade de quitação informação de acompanhamento das observações que fez a cada uma das Empresas Comuns nos seus respectivos relatórios sobre as contas anuais relativas ao exercício de 2011.

4-353-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-353-625

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariu raginimams, kad įmonė pagrįstų savo biudžetą savo realiais poreikiais ir kad tinkamai išnaudotų jai skirtus asignavimus, nes jų perkėlimas į kitus metus pažeidžia metinio periodiškumo principą. Pritariu raginimams, kad ITER, pradėjusi savo veiklą gana neseniai, visapusiškai įgyvendintų savo vidaus kontrolės ir finansinės informacijos sistemas ir patvirtintų verslo procesus, kurie užtikrintų finansinę informaciją apskaitos sistemoms.

4-354-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének a Fúzióenergia-fejlesztési és ITER Európai Közös Vállalkozásra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A Számvevőszék megállapította, hogy megbizonyosodott arról, hogy a 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves beszámoló megbízható, és hogy az annak alapjául szolgáló ügyletek jogszerűek és szabályszerűek. A zárszámadási jelentés felhívja a figyelmet arra, hogy a pénzügyi átvilágítás rendben lezajlott, és nagyobb hiányosságokat nem állapított meg a vizsgált területeken. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött, a szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-354-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Esta empresa comum contribui para o trabalho da Euratom, para a Organização Internacional de Energia de Fusão ITER, com vista a uma concretização rápida da energia de fusão, bem como para elaborar e coordenar um programa de atividades em preparação da construção de um reator de fusão de demonstração (DEMO) e das instalações conexas, nomeadamente a Instalação Internacional de Irradiação de Materiais de Fusão (IFMIF). Subscrevo a apreensão do relator pelo facto de que, dos nove procedimentos de adjudicação de contratos auditados, três receberam apenas uma proposta. A apreensão refere-se, nomeadamente, às subvenções, onde o número médio de propostas recebidas foi apenas de uma por concurso. Por isso, vejo com agrado que se tenha pedido à Empresa Comum para criar um plano de ação com medidas e prazos concretos, no sentido de otimizar a concorrência e respeitar o princípio da proposta economicamente mais vantajosa nas fases de elaboração, publicação, avaliação e gestão dos contratos relativos aos concursos.

4-354-312

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už Europos ITER įgyvendinimo ir branduolių sintezės energetikos vystymo bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes Europos ITER įgyvendinimo ir branduolių sintezės energetikos vystymo bendrosios įmonės direktoriui patvirtinama, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama Europos ITER įgyvendinimo ir branduolių sintezės energetikos vystymo bendrosios įmonės 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, kad jiems pateiktas pagrįstas patikinimas, jog 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas vykdytos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos. Audito Rūmai taip pat atkreipė dėmesį į reikalavimą iš esmės padidinti ITER projektui numatytus išteklius, palyginti su apytikre bendrų išteklių 2007–2014 m. laikotarpiu suma.

4-354-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Director of the European Joint Undertaking for ITER and the Development of Fusion Energy discharge in respect of the implementation of the Joint Undertaking's budget for the financial year 2010.

4-354-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório sobre a Empresa Comum para a ITER e Desenvolvimento da Energia de Fusão.

4-354-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Fusion for Energy (F4E) is the European Union's Joint Undertaking for ITER and the Development of Fusion Energy. The organisation was created under the Euratom Treaty by a decision of the Council of the European Union in

order to meet three objectives. F4E is responsible for providing Europe's contribution to ITER, the world's largest scientific partnership that aims to demonstrate fusion as a viable and sustainable source of energy. ITER brings together seven parties that represent half of the world's population – the EU, Russia, Japan, China, India, South Korea and the United States. F4E also supports fusion research and development initiatives through the Broader Approach Agreement, signed with Japan – a fusion energy partnership which will last for 10 years.

4-354-609

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Alertando para o facto de os sistemas de controlo interno da Empresa Comum ainda não terem sido completamente elaborados e aplicados conforme exigido pelo seu Regulamento Financeiro, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando, assim, quitação às contas de 2010 da Empresa Comum para o ITER e o Desenvolvimento da Energia de Fusão.

4-355-000

Relazione: Monica Louisa Macovei (A7-0114/2012)

4-355-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, recordando uma vez mais neste plenário, que as Empresas Comuns são parcerias público-privadas e que, conseqüentemente, os interesses públicos e privados estão interligados. Sou da opinião que, nestas circunstâncias, a probabilidade de ocorrência de conflitos de interesses não deve ser descartada, mas, sim, abordada de forma apropriada. Deste modo, as Empresas Comuns devem passar a informar a autoridade de quitação sobre os mecanismos de verificação existentes nas suas respectivas estruturas, de modo a permitirem uma gestão adequada e a prevenção de conflitos de interesses. Neste sentido, cabe ao Tribunal de Contas fornecer à autoridade de quitação informação de acompanhamento das observações que fez a cada uma das Empresas Comuns nos seus respetivos relatórios das contas anuais relativas ao exercício de 2011.

4-355-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté la décharge du budget 2010 de l'Entreprise commune SESAR. La décharge est le contrôle final du budget pour une année donnée. Après l'audit et la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil de l'Union européenne d'émettre une recommandation et ensuite, à nous, parlementaires, de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution du budget de l'Union pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée entre autres sur un examen des comptes annuels et sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La décharge constitue donc le volet politique du contrôle externe de l'exécution budgétaire.

4-355-625

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau biudžeto įvykdymo patvirtinimui. Pritariau raginimams, kad įmonė įtrauktų veiklos programos valdymo sistemas į finansinės atskaitomybės sistemas, naudojamas Komisijos. Svarbu, kad Komisija ir valstybės narės veiksmingiau taikytų reglamentus dėl Bendro Europos dangaus siekiant padidinti investicijų į SESAR projektą veiksmingumą. Džiaugiuosi geru įmonės išipareigojimų ir mokėjimų asignavimų panaudojimo lygiu.

4-356-000

Tamás Deutsch (PPE), írásban . – Az Európai Számvevőszék 2010-es pénzügyi évre vonatkozó éves jelentésének bemutatását követően a 2010. évi zárszámadási eljárás keretében az Európai Parlament Költségvetési Ellenőrző Bizottsága elvégezte az Európai Unió általános költségvetésének az SESAR közös vállalkozásra vonatkozó pénzügyi ellenőrzését. A szakbizottság elsődleges feladata a közösségi költségvetés végrehajtásának szabályosságát és hatékonyságát biztosítani, ellenőrizni. A jelentés üdvözli, hogy a Számvevőszék a SESAR közös vállalkozás 2010-es pénzügyi évre vonatkozó beszámolóját megbízhatónak találta, és az annak alapjául szolgáló pénzügyi műveleteket minden lényegi szempontból jogszerűnek és szabályszerűnek ítélte. A jelentéstevő ösztönzi a Bizottságot és a tagállamokat, hogy a SESAR projektre fordított beruházások hatékonyságának növelése érdekében erősítsék az egységes európai égboltra vonatkozó rendeletek alkalmazásának hatékonyságát. A zárszámadási jelentés megállapítja, hogy a közös vállalkozást érintő pénzügyi és szabályszerűségi átvilágítás komolyabb hiányosságokat nem tárt fel. A szakbizottság március végi ülésén a mentesítés megadásáról, a 2010-es számlák lezárásáról döntött. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is a mentesítés megadását támogattam.

4-356-125

Edite Estrela (S&D), por escrito. – Votei a favor deste relatório que aprova a quitação ao Diretor Executivo da Empresa Comum SESAR pela execução do orçamento para o exercício de 2010. Esta Empresa Comum foi constituída em fevereiro de 2007, a fim de gerir as atividades do projeto SESAR (Single European Sky Air Traffic Management Research), programa de investigação relativo à gestão do tráfego aéreo no Céu Único Europeu.

4-356-250

Diogo Feio (PPE), por escrito. – Esta empresa comum visa assegurar a modernização do sistema de gestão do tráfego aéreo europeu, devendo congregar os esforços de investigação e desenvolvimento da Comunidade, no âmbito do projeto SESAR (sistema europeu de gestão do tráfego aéreo de nova geração). A segurança dos cidadãos que crescentemente recorrem aos serviços das companhias de aviação, bem como dos funcionários destas justificam um empenhamento particular na busca das melhores soluções de gestão deste tipo de tráfego, bem como o acompanhamento e comparação das metodologias já aplicadas nos diversos Estados-Membros, com vista à adoção conjunta de melhores práticas e de soluções seguras, económicas e inovadoras. Reconheço, portanto, a importância de a Comissão Europeia e os Estados-Membros melhorarem a eficácia da aplicação dos regulamentos relativos ao Céu Único Europeu, a fim de aumentar a eficácia dos investimentos no projeto SESAR.

4-356-312

Juozas Imbrasas (EFD), raštu. – Balsavau už bendrosios įmonės SESAR 2010 finansinių metų biudžeto įvykdymo patvirtinimą, nes bendrosios įmonės SESAR vykdomajam direktoriui patvirtinama, kad bendrosios įmonės 2010 finansinių metų biudžetas įvykdytas, ir pritariama bendrosios įmonės SESAR 2010 finansinių metų sąskaitų uždarymui. Audito Rūmai pranešė, jog jiems pateikti pagrįsti patikinimai, kad 2010 finansinių metų metinės ataskaitos yra patikimos ir pagal jas vykdytos finansinės operacijos yra teisėtos ir tvarkingos.

4-356-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which grants the Executive Director of the SESAR Joint Undertaking discharge in respect of the implementation of the Joint Undertaking's budget for the financial year 2010.

4-356-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge à l'Entreprise commune SESAR car la Cour des comptes européenne n'a pas émis de réserve ni sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette entreprise commune apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-356-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Todas as instituições europeias que dependem do orçamento da União Europeia têm que ser fiscalizadas, de forma rigorosa, pelo Tribunal de Contas e por todas as entidades com essa função. É necessário aferir se os fundos comunitários estão a ser bem utilizados, se essas instituições estão a cumprir os objetivos delineados e se não existe desperdício de recursos. De um modo geral, salvo raras exceções, a avaliar pelas fiscalizações que são conhecidas, podemos afirmar que as instituições em causa estão a utilizar de forma correta os fundos disponibilizados e a cumprir os objetivos propostos. É nesse sentido o voto favorável relativamente ao relatório da Empresa Comum SESAR.

4-356-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The mission of the SESAR Joint Undertaking is to develop a modernised air traffic management system for Europe. This future system will ensure the safety and fluidity of air transport over the next thirty years, will make flying more environmentally friendly and reduce the costs of air traffic management.

4-356-601

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Apelando a que o sistema de gestão do programa operacional da Empresa Comum seja integrado nos sistemas de comunicação de informações financeiras para melhor transparência e fiscalização da atividade, votei favoravelmente a aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia, dando, assim, quitação às contas de 2010 da Empresa Comum SESAR, empresa constituída para gerir o programa de investigação relativo à gestão do tráfego aéreo no Céu Único Europeu.

4-356-812

Dominique Vlasto (PPE), *par écrit*. – L'entreprise commune SESAR, en charge de la modernisation de la gestion du trafic aérien, a présenté un bilan financier satisfaisant pour l'année 2010. C'est donc sans réserve que j'ai voté en faveur de cette décharge, qui confirme la légalité et l'opportunité de ses dépenses. Les financements SESAR visent pour l'essentiel à développer un système européen intégrant des nouvelles technologies, des modes d'organisation et des composants industriels inédits pour gérer le trafic aérien. Cela nous permettra à long terme de réduire les trajets des avions dans l'espace aérien européen, de faire face au manque de capacité des aéroports et d'assurer la sécurité et la fluidité du trafic, qui devrait plus que doubler dans les 20 prochaines années. SESAR vise, en fait, à relever les futurs défis d'un secteur essentiel pour l'économie et de la cohésion européenne:

réduction des émissions de CO₂, renchérissement du prix des carburants, saturation des aéroports. Je place donc un grand espoir dans ce partenariat entre Eurocontrol et l'UE, qui permet de rationaliser et de coordonner les efforts de recherche, et invite cette entreprise commune à mobiliser ses excédents de 57 millions d'euros, afin de concrétiser dans les meilleurs délais le Ciel unique européen.

4-356-875

Relazioni: A7-0089/2012; A7-0090/2012; A7 0093/2012; A7-103/2012; A7-0125/2012

4-291-750

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'octroi de la décharge au Centre de traduction des organes de l'Union car la Cour des comptes européenne n'a émis aucune réserve sur la fiabilité des comptes ni sur la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes. Par ailleurs, j'estime que cette agence apporte une grande valeur ajoutée au travail des institutions européennes.

4-356-937

Geoffrey Van Orden (ECR), *in writing*. – I was unable to be present for the votes on some Discharge Reports. Had I been there, I would have voted against all of them. The scrutiny, evaluation and audit reporting on these budgets is unsatisfactory and therefore controls on waste, fraud, excess and ineffectiveness are inadequate. The EU budget needs to be reduced and the contributions of countries such as the UK, the second largest net contributor to the EU budget even after the 'rebate', should be cut.

4-356-968

Relazioni: Christofer Fjellner (A7-0098/2012, A7-0102/2012), Boguslaw Liberadzki (A7-0120/2012), Martin Ehrenhauser (A7-0100/2012), Inès Ayala Sender (A7-0095/2012, A7-0088/2012, A7-0091/2012, A7-0092/2012, A7-0090/2012, A7-0089/2012, A7-0093/2012), Monica Louisa Macovei (A7-0103/2012, A7-0125/2012, A7-0129/2012, A7-0119/2012, A7-0130/2012, A7-0124/2012, A7-0123/2012, A7-0126/2012, A7-0105/2012, A7-0106/2012, A7-0132/2012, A7-0107/2012, A7-0134/2012, A7-0137/2012, A7-0136/2012, A7-0118/2012, A7-0135/2012, A7-0117/2012, A7-0131/2012, A7-0116/2012, A7-0128/2012, A7-0111/2012, A7-0122/2012, A7-0133/2012, A7-0127/2012, A7-0109/2012, A7-0115/2012, A7-0112/2012, A7-0110/2012, A7-0108/2012, A7-0113/2012, A7-0114/2012).

4-258-750

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Ao dar quitação a uma instituição ou agência, o Parlamento Europeu declara que a mesma respeitou a regulamentação europeia na execução orçamental e dá por terminado o respetivo orçamento. Se, pelo contrário, a aplicação não cumpriu as normas existentes, o Parlamento Europeu pode recusar ou adiar a quitação orçamental. Os deputados ao Parlamento Europeu, após recomendação do Conselho, decidem com base nos relatórios do Tribunal de Contas Europeu, sendo que o Parlamento Europeu pode apresentar recomendações à Comissão Europeia para que tome medidas em determinadas questões. Relativamente à quitação das contas de 2010, o meu voto é favorável à aprovação das contas apresentadas pela Comissão Europeia.

4-258-812

Relazioni: Christofer Fjellner (A7-0098/2012, A7-0102/2012), Boguslaw Liberadzki (A7-0120/2012), Martin Ehrenhauser (A7-0100/2012), Inès Ayala Sender (A7-0095/2012, A7-0088/2012, A7-0091/2012, A7-0092/2012, A7-0090/2012, A7-0089/2012, A7-0093/2012), Monica Louisa Macovei (A7-0103/2012, A7-0125/2012, A7-0129/2012, A7-0119/2012, A7-0130/2012, A7-0124/2012, A7-0123/2012, A7-0126/2012, A7-0105/2012, A7-0106/2012, A7-0132/2012, A7-0134/2012, A7-0137/2012, A7-0136/2012, A7-0118/2012, A7-0135/2012, A7-0117/2012, A7-0131/2012, A7-0116/2012, A7-0128/2012, A7-0111/2012, A7-0122/2012, A7-0133/2012, A7-0127/2012, A7-0109/2012, A7-0115/2012, A7-0112/2012, A7-0110/2012, A7-0108/2012, A7-0113/2012, A7-0114/2012).

4-259-812

Paulo Rangel (PPE), *por escrito.* – Ao dar quitação a uma instituição ou agência, o Parlamento Europeu declara que a mesma respeitou a regulamentação europeia na execução orçamental e dá por terminado o respectivo orçamento. Se, pelo contrário, a instituição não cumpriu as normas existentes, o Parlamento Europeu pode recusar ou adiar a quitação orçamental. Os deputados ao Parlamento Europeu, após recomendação do Conselho, decidem com base nos relatórios do Tribunal de Contas Europeu, sendo que o Parlamento Europeu pode apresentar recomendações à Comissão Europeia para que tome medidas num certo e determinado sentido. Nesta situação em concreto, votei em sentido favorável.

4-259-843

Relazioni: Christofer Fjellner (A7-0098/2012, A7-0102/2012), Boguslaw Liberadzki (A7-0120/2012), Martin Ehrenhauser (A7-0100/2012), Inès Ayala Sender (A7-0095/2012, A7-0088/2012, A7-0091/2012, A7-0092/2012, A7-0090/2012, A7-0089/2012, A7-0093/2012), Monica Louisa Macovei (A7-0103/2012, A7-0125/2012, A7-0129/2012, A7-0119/2012, A7-0130/2012, A7-0124/2012, A7-0123/2012, A7-0126/2012, A7-0106/2012, A7-0132/2012, A7-0107/2012, A7-0134/2012, A7-0137/2012, A7-0136/2012, A7-0118/2012, A7-0135/2012, A7-0117/2012, A7-0131/2012, A7-0116/2012, A7-0128/2012, A7-0111/2012, A7-0122/2012, A7-0133/2012, A7-0127/2012, A7-0109/2012, A7-0115/2012, A7-0112/2012, A7-0110/2012, A7-0108/2012, A7-0113/2012, A7-0114/2012).

4-259-875

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing.* – In favour. Discharge is the final approval of the EU budget for a given year (following the audit and finalisation of the annual accounts). It is granted by Parliament on a recommendation from the Council. Discharge equates to approval of how the Commission implemented the budget in that financial year and the closure of that budget. The decision is based on a review of the annual accounts, the Court of Auditors' Annual Report (including its official statement of assurance) and the Commission's responses (answering specific questions and providing further information requested). Discharge is the political element of the external control of budget implementation, as it represents oversight by Parliament and the Council of the EU.

4-357-000

Relazione: : Zigmantas Balčytis (A7-0121/2012)

4-357-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, salientado a necessidade de a Comissão informar o Parlamento sobre outros indicadores, fontes ou métodos - com exceção dos autores de denúncias ou informadores - que pode utilizar para determinar em que áreas dos fundos ou receitas da UE. Cabe à Comissão avaliar se os casos investigados de fraude, resultantes de denúncias ou informações, correspondem às áreas em que se calcula que haja possibilidade de um nível elevado de fraude com base em critérios independentes ou em indicadores. Caso contrário, solicito à Comissão que analise outros métodos de abertura de investigações em áreas onde a suspeita de fraude esteja oculta ao abrigo das *leis do silêncio criminal*, que impedem a fuga de informação através de autores de denúncias e informadores. Sou da opinião que os Estados-Membros não estão a conseguir fornecer dados em tempo oportuno ou que os dados que fornecem não são exatos nem podem ser comparados, o que torna impossível avaliar objetivamente a verdadeira escala de fraude nos Estados-Membros. O Parlamento Europeu, a Comissão e o OLAF não podem desempenhar as suas funções no que diz respeito à avaliação da situação e à apresentação de outras propostas.

4-357-750

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – Criza financiară cu care se confruntă Uniunea Europeană necesită luarea unor măsuri speciale pentru a asigura protecția adecvată a intereselor financiare ale Uniunii. Consider că o punere în aplicare mai riguroasă a politicii fiscale are potențialul de a scoate Europa din criză, în special prin reducerea dimensiunii economiei subterane a UE, estimată la circa o cincime din PIB-ul oficial. Am votat în favoarea acestui raport.

4-357-875

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Le rapport annuel sur la protection des intérêts financiers de l'Union européenne et la lutte contre la fraude contient les informations les plus récentes au sujet d'irrégularités et de soupçons de fraude rapportés par les États membres. Le rapport de cette année accorde une attention particulière au risque de double financement dans le domaine de la politique de cohésion. Le rapport estime que cette situation n'est pas satisfaisante, et j'ai voté pour que la Commission européenne et les États membres informent le Parlement européen de toutes les irrégularités et fraudes constatées. Le contrôle de la gestion des fonds européens est impératif, ils sont un outil précieux que je m'attèle à défendre au quotidien au Parlement européen et dans ma circonscription.

4-357-937

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Džiaugiuosi, kad mano kolegos europarlamentarai pritarė mano parengtam pranešimui dėl kovos su sukčiavimu Europos Sąjungoje. Komisijos pateiktas duomenimis, dėl sukčiavimo ES per metus netenkama per 120 mlrd. eurų, tačiau tikrasis sukčiavimo mastas ES iš tiesų nėra žinomas, kadangi nėra patikimų duomenų. Galima drąsiai teigti, kad iki šiol nuo 1989 m., kai Komisija pradėjo teikti metines ataskaitas Europos Parlamentui ir Tarybai, nei Komisija, nei už kovą su sukčiavimu atsakinga institucija OLAF neturi patikimų duomenų iš valstybių narių apie realius sukčiavimo mastus. Tai pripažįsta ir pati Komisija, savo metinėje ataskaitoje teigdama, jog jos pateikti duomenys

metinėje ataskaitoje turi būtų vertinami atsargiai. Manau, kad tokia situacija turi būti keičiama iš esmės. Parlamento priimtame pranešime viena iš pagrindinių nuostatų yra ta, kad Komisija turi priiimti visapusišką atsakomybę už neteisėtai išmokėtų ES lėšų susigražinimą bei už teisingų, reikiamų ir palyginamų duomenų surinkimą iš valstybių narių, o tai sudarytų sąlygas mums ateityje turėti tikslius ir teisingus duomenis, kurie leistų objektyviai įvertinti sukčiavimo apimtis valstybėse narėse bei efektyviau kovoti su neteisėtu ES lėšų panaudojimu.

4-358-000

Zuzana Brzobohatá (S&D), *písemně*. – S ohledem na současnou globální krizi podporuji přijetí opatření na ochranu finančních zájmů EU, ale i ostatních členských zemí EU. V současné době členské státy provádějí velmi úspornou politiku, která v mnohých případech narušuje celkový ekonomický růst. V této souvislosti se domnívám, že je třeba se zaměřit zejména na šedou ekonomiku, která představuje podle odhadů 20 % HDP. Domnívám se, že pokud by se podařilo zdanit tuto šedou ekonomiku, bylo by možné získat dodatečné prostředky pro konsolidaci rozpočtů a zajištění ekonomického růstu. Vzhledem k provázanosti ekonomik EU považuji za důležitou spolupráci členských zemí EU v hledání cest na omezení šedé ekonomiky.

4-358-500

John Bufton (EFD), *in writing*. – I abstained from this vote as while I concur that fraud regarding Member State usage of funding must be tackled, it raises a number of concerns. In certain instances, what Brussels deems to be 'irregularities' are punitive measures that simply return funding back to Brussels based upon an illogical and unjust rationale, and indeed funding that I believe should not necessarily exist in the first place. Most often necessary data from the Member States is not collected making it impossible to establish the actual scale of fraud. There is also a high incidence of fraud within the EU institutions. As a Member of Parliament who opposes the majority of the EU's functions I do not endorse many of the funds and regulations to which such anti-fraud measures are attached.

4-358-750

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – En ces temps de crise, il faut repenser notre façon de contrôler les dépenses de l'UE. Le Parlement européen a décidé de se pencher sur le rapport 2010 de la Commission sur la lutte contre la fraude, ce qui lui donne l'occasion de proposer des mesures concrètes de bonne gestion. Plus particulièrement, il encourage la mise en œuvre de mesures spéciales, avec le développement du gouvernement électronique et de données statistiques fiables pour améliorer la transparence et lutter contre la fraude. J'ai donc voté en faveur de ce rapport.

4-359-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu l'adoption de ce rapport, qui présente les soupçons de fraude et les irrégularités observées dans les actions menées par l'Union européenne. J'ai notamment été interpellée par l'augmentation des irrégularités dans une large majorité de secteurs d'intervention de l'Union, et par les risques de double financement dans la politique de cohésion. Je souhaite que la Commission et les États membres tiennent compte de nos recommandations et prennent leurs responsabilités pour que le Parlement soit pleinement informé de toutes les irrégularités et fraudes avérées. Nous devons mieux

contrôler la gestion des fonds publics européens, auxquels contribuent tous nos concitoyens, de manière directe ou indirecte.

4-360-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – A 2010-es zárszámadás keretében készül el az Európai Unió pénzügyi érdekeinek védelméről, a csalás elleni küzdelemről szóló éves jelentés. Az indítvány árnyékjelentéstevőjeként támogatom az előadót, mely megfelelően mutatja be az Európai Bizottság, az OLAF és a tagállamok által a 2010-es évben tett erőfeszítéseket, melyeket a közösség pénzügyi érdekeinek védelmében és a közösségi források szabályos felhasználásának erősítése céljából tettek. A jelentés megfelelően mutatja be azokat a területeket is, ahol további lépések megtételére van szükség, illetve az eddigi intézkedések nem vezettek eredményre. A feltárt szabálytalanságok száma 2010-re majdnem minden költségvetési területen növekedett, kivételt egyedül az előcsatlakozási alapok és a hagyományos saját források képeztek. A teljes költségvetés kiadási oldalára vetítve az olyan szabálytalanságok aránya, melyek csalási esetekre vezethetőek vissza, 0,13%-ról 0,34%-ra nőtt. 2009-ben még csak 180 millió eurót tett ki a csalási esetek száma, míg 2010-ben ez az összeg 478 millió euróra emelkedett. A bejelentett szabálytalanságok leggyakrabban a végrehajtási szakaszban fordulnak elő, a legnagyobb értékben pedig a kiválasztási és beszerzési szakaszban. A közbeszerzési rendszer átláthatóbbá, rugalmasabbá tétele rengeteg hibát megelőzhetne. A Bizottságnak kötelessége végrehajtani a közbeszerzési rendszer reformját. A szakbizottsági szavazáson és a plenáris szavazáson is támogattam a jelentés megszavazását.

4-360-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório anual de 2010 sobre a proteção dos interesses financeiros da UE – Luta contra a fraude, uma vez que alerta a Comissão para irregularidades e casos de suspeita de fraude. O relatório insta a Comissão a exercer o direito de iniciativa legislativa, obrigando os Estados-Membros a comunicarem toda a informação sobre o nível de irregularidades, para que se possa determinar com fiabilidade a escala de fraude nos diferentes países.

4-360-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A fraude é um comportamento irregular voluntário que constitui uma infração penal, e uma irregularidade significa o incumprimento de uma regra. Deve, por isso, ser duramente penalizada de modo a limitar ao máximo a sua ocorrência. Considero grave que se constate que, em 2010, as comunicações de irregularidades aumentaram em todos os setores, com exceção dos fundos de pré-adesão e os recursos próprios tradicionais. O relatório diz que, em 2010, o impacto financeiro das irregularidades na área das despesas aumentou e atingiu 1,8 mil milhões de euros. Quer isto dizer que continuam a existir fundos mal gastos e mal geridos, e devem, por isso, ser tomadas medidas no sentido de responsabilizar mais os Estados-Membros pelas irregularidades e de melhorar os mecanismos de prevenção e a deteção de irregularidades. Estes são dados preocupantes que carecem de medidas corretivas e punitivas urgentes e eficazes, como a suspensão imediata dos pagamentos nos casos de fraude e a aplicação de sanções eficazes em casos de utilização indevida de fundos.

4-360-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço, elaborado por Zigmantas Balčytis, aborda a proteção dos interesses financeiros da União Europeia – Luta contra a fraude - Relatório anual de 2010, mais concretamente o tópico *risco de duplo financiamento na política de coesão*, conforme acordado, previamente, entre a Comissão e os Estados-Membros (EM). Segundo o relatório, durante o ano de 2010, *as comunicações de irregularidades aumentaram em todos os setores, com exceção dos fundos de pré-adesão e os recursos próprios tradicionais*. Não obstante a implementação de um Sistema de Gestão de Irregularidades (SGI) gerido pelo Organismo Europeu de Luta Antifraude (OLAF), há alguns Estados-Membros que não atualizam os seus dados, o que reduz a eficácia deste sistema. Torna-se, pois, necessário que a Comissão adote as medidas que se impõem, se necessário uma iniciativa legislativa, para que seja possível conhecer, em tempo útil, o nível de irregularidades e de fraudes nos Estados-Membros. Porque os relatórios anuais da Comissão não se podem basear em dados imprecisos, votei favoravelmente este relatório.

4-361-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O relatório regista que, em 2010, o impacto financeiro global das irregularidades detetadas pelos sistemas de controlo ascenderam a 2193 milhões de euros, o que representa um aumento em relação a 2009. De acordo com o TCE, os sistemas de controlo são apenas parcialmente eficazes em assegurar a regularidade do pagamento.

O TCE entende que, na maioria dos casos, as autoridades dos Estados-Membros tinham informações suficientes para ter detetado e corrigido, pelo menos, alguns dos erros antes de os pagamentos serem feitos. Portanto, há condições para melhorias. A principal crítica do relator centra-se na falta de dados estatísticos de confiança sobre a dimensão da fraude e corrupção, o mesmo sucedendo relativamente à evasão fiscal e aduaneira e ao uso indevido de fundos comunitários pelo crime organizado (dados que, por diversas vezes o Parlamento Europeu solicitou à Comissão).

Tal significa que a Comissão é incapaz de avaliar a dimensão real das irregularidades e fraudes existentes na UE, para além de confundir umas e outras. Apesar dos aspetos positivos que o relatório contém, algumas questões são insuficientemente abordadas e algumas das soluções preconizadas carecem de maior contextualização e de alguma precaução. Não apoiámos as propostas relativas à suspensão dos pagamentos e à aplicação de sanções aos Estados-Membros.

4-362-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* – Rovnako ako v predchádzajúcich rokoch správa s názvom Ochrana finančných záujmov Európskej únie – Boj proti podvodom – Výročná správa 2010 obsahuje najnovšie informácie o nezrovnalostiach a podozreniach z podvodu, ktoré oznámili členské štáty. Správa skúma osobitnú tému, na ktorej sa Komisia a členské štáty vopred dohodli, konkrétne riziko dvojitého financovania v politike súdržnosti. V roku 2010 sa zvýšil počet oznámení nezrovnalostí vo všetkých odvetviach okrem predvstupových fondov a tradičných vlastných zdrojov. Európsky parlament vyzval Komisiu, aby prijala všetky nevyhnutné opatrenia a takisto presadila právo na legislatívnu iniciatívu s cieľom zabezpečiť, aby členské štáty dodržiavali svoje povinnosti týkajúce sa oznamovania a aby bolo možné získať údaje o nezrovnalostiach a podvodoch v členských štátoch na spoľahlivej a porovnateľnej úrovni. Aktuálnu situáciu považujem za

neuspokojivú, pretože ak sa výročné správy Komisie zakladajú na nepresných údajoch, ktoré nie je možné porovnať, podnecuje to otázky o ich celkovom účele. Domnievam sa, že je nevyhnutné, aby Komisia prijala úplnú zodpovednosť a požadovala od členských štátov, aby včas poskytli všetky nevyhnutné údaje s cieľom určiť skutočný rozsah podvodov v členských štátoch.

4-362-125

Lorenzo Fontana (EFD), *per iscritto*. – La relazione annuale 2010 della Corte dei Conti europea va accolta, a mio parere, con favore, evidenziando essa diversi punti critici, quali, ad esempio, la necessità di dati statistici attendibili sull'entità della frode e della corruzione, dell'evasione fiscale e doganale e della criminalità organizzata che fanno un uso improprio dei fondi dell'Unione. Dati fondamentali, ma finora forniti in modo impreciso, impedendo alla Commissione di stimare effettivamente l'entità delle irregolarità e delle frodi; dati che devono essere precisi, in quanto costituiscono la base per l'elaborazione di nuove strategie per la lotta a questo tipo di fenomeni. Per questi motivi, il mio voto è stato favorevole.

4-362-250

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – E jelentés előző évekhez hasonlóan a tagállamok által bejelentett szabálytalanságokra és feltételezhető csalásokra vonatkozó legújabb információkat tartalmazza. A jelentés egy különleges, a Bizottság és a tagállamok által előzetesen egyeztetett témát is megvizsgál, nevezetesen a kettős finanszírozás kockázatát a kohéziós politikában. Meglátásom szerint a jelenlegi szabályozásban nem mindig áll rendelkezésre megfelelő és elégséges eszköz ahhoz, hogy megállapítsák és megelőzzék az uniós pénzekkel való visszaélést, gondolva itt például a tagállamok a kérdést érintő eltérő szabályozására, különös tekintettel a csalás szankcionálására. Ilyen akadályt képez az eljárásokra, a bűncselekményekre és a büntetésekre vonatkozó, tagállamonként eltérő szabályozás is, ami hátráltatja a csalás elleni tagállamközi vizsgálatokat és a büntetőeljárásokat. A tagállamok szabályozásának összehangolása érdekében továbbra is szükségesnek tartanám egy egységes jogszabályi háttér kialakítását. Kérdés azonban, hogy a tagállami hatáskörben lévő részletszabályok, tekintettel a tagállami különbségekre ténylegesen egységesíthetőek e és legfőképpen, hogy ahhoz az adott tagállamok mennyiben járulnak hozzá. Úgy vélem, hogy a jelentéstevő megállapításai helytállóak, a Bizottság éves jelentései pontatlan és összehasonlításra alkalmatlan adatokon alapulnak, ez általánosságban kérdéseket vet fel a jelentések céljával kapcsolatban. Pozitív szavazatommal támogattam a jelentést.

4-362-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau balsuodamas, nes didelė dalis ES lėšų ir toliau išleidžiama netinkamai, o Komisija raginama imtis ryžtingų veiksmų, kad būtų susigrąžinta daugiau neteislingai išmokėtų lėšų, užtikrinta, kad valstybės narės prisiimtų didesnę atsakomybę už nuostolius, susijusius su pažeidimais, kurie dar turi būti išieškoti, gerinama pažeidimų ir sukčiavimo atvejų prevencija ir jų nustatymas, o netinkamo ES lėšų panaudojimo atvejais nedelsiant stabdomi mokėjimai ir taikomos veiksmingos sankcijos. Pritariu ir nuostatai, kad būtina toliau stiprinti OLAF nepriklausomumą, veiksmingumą ir efektyvumą, o Komisija turi prisiimti visapusišką atsakomybę už neteisėtai išmokėtų lėšų susigrąžinimą.

4-362-437

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – La tematica dell’illegalità in campo economico e finanziario non accenna a perdere il proprio criterio di attualità e importanza. Le frodi finanziarie sono diffuse in molti paesi dell’Unione europea e, in alcuni casi, nel 2010 è stato etichettato come “sospetta frode” il 90% dei casi segnalati dall’Ue. Ma la pratica illegale inerente alle operazioni finanziarie riguarda anche l’utilizzo dei fondi europei, spesso gestiti male, in maniera inefficace e con forti zone d’ombra da parte delle amministrazioni regionali degli Stati membri. Sul tema mi sono speso più volte per sollecitare le istituzioni nazionali a provvedere per risolvere il problema. Adoperarsi con maggiori controlli sulle transazioni è sicuramente un buon punto di partenza, ma non basta: occorre estendere una vera e propria educazione alla legalità e a forme di pagamento che vadano sempre più verso l’utilizzo della moneta elettronica.

4-362-500

Monica Luisa Macovei (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the report to acknowledge the need to consolidate the fight against fraud, corruption, and economic crime. In April, the European Parliament’s Special Committee on Organised Crime, Corruption and Money Laundering held its constitutive meeting; this is a good step forward, but its results will depend on finding concrete examples to argue for changes in law and practice. Many challenges remain. Member States should be made more accountable for the amount in irregularities that remain to be recovered; the Commission and the Member States should apply uniform systems of procurement, define and implement clear conditions for participation in public procurement, as well as transparency in criteria and decision-making on public procurement. We also need one-stop transparency: we need a single website that publishes all the beneficiaries of EU funds on the basis of standard categories of information to be supplied by all the Member States in at least one working language of the Union. Otherwise we will be lost in a lot of diverse information in diverse languages that fails to provide an overall picture and cannot offer real transparency.

4-362-750

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which reiterates that it is necessary to continue to strengthen the independence, effectiveness and efficiency of OLAF.

4-363-000

Clemente Mastella (PPE), *per iscritto*. – Con questa relazione intendiamo confermare il nostro forte impegno per la tutela degli interessi finanziari dell’Unione europea individuando tutti i possibili casi di irregolarità e di frodi sospette segnalati dagli Stati membri, in particolar modo quelli connessi al rischio di doppio finanziamento nell’ambito della politica di coesione.

Le segnalazioni di irregolarità nel 2010 sono decisamente aumentate in tutti i settori, ad eccezione dei settori dei fondi di preadesione e delle risorse proprie tradizionali. Incoraggiamo, ancora una volta, la Commissione europea ad adoperarsi al fine di adottare i provvedimenti necessari nonché ad esercitare il diritto d’iniziativa legislativa per far sì che gli Stati membri tengano fede ai loro obblighi di segnalazione e si possano così ottenere dati attendibili e confrontabili sui livelli di irregolarità e delle frodi negli Stati membri. Spesso, infatti, le relazioni annuali della Commissione si basano su dati imprecisi che non possono essere opportunamente confrontati e ciò finisce col mettere in discussione le finalità stesse delle relazioni. La Commissione, secondo noi, deve assumersi la piena

responsabilità di chiedere agli Stati membri di fornire tutti i dati necessari con puntualità e di consentire di stabilire la portata reale delle frodi al bilancio comunitario.

4-363-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – La crisi economico-finanziaria globale e, in particolar modo, la crisi dell'area dell'euro, richiedono l'adozione di misure speciali che assicurino la tutela adeguata degli interessi finanziari dell'UE in termini di entrate, i quali sono direttamente correlati agli interessi finanziari degli Stati membri. Concordo con il relatore sul fatto che sia la Commissione che deve assumersi la piena responsabilità di chiedere agli Stati membri di fornire tutti i dati necessari con puntualità e di consentire di stabilire la portata reale della frode negli Stati membri. Il mio voto è favorevole.

4-363-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O presente relatório sobre a proteção dos interesses financeiros da União Europeia - Luta contra a fraude - Relatório anual de 2010 contém as informações mais recentes sobre as irregularidades e os casos de suspeita de fraude comunicados pelos Estados-Membros. O relatório analisa um tópico específico, acordado antecipadamente entre a Comissão e os Estados-Membros, a saber, o risco de duplo financiamento na política de coesão. É muito importante que os dados fornecidos pelos Estados-Membros sejam fiáveis e que garantam que a luta contra a fraude na utilização dos fundos comunitários seja cada vez mais eficaz, pois trata-se de salvaguardar o dinheiro de todos os cidadãos europeus.

4-363-593

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – This is an increasingly important area in the current financial climate. The rapporteur is correctly putting the emphasis on the need for efficient revenue collection in the fight against fraud domain. I completely support MEP Mr Balčytis.

4-363-625

Justas Vincas Paleckis (S&D), *in writing*. – The European Union functions on principles of cooperation and consensus. Our common welfare depends on good coordination of 27 Member States. It is extremely complicated task which necessitates fair contributions of all participants of the process. The whole world is witness of difficult situation in which EU was put because of frauds of some governments of the Member States. This situation gives us even more responsibility: we have not only to overcome our difficulties, but to improve our cooperation processes. Good reporting is one of integral part of this task. Commission's Annual Report 2010 on the Protection of the European Union's financial interests argues that not all Member States honor their reporting obligations. I support the Rapporteur in his call to the Commission to demand all necessary data from the Member States. I voted in favor of this report because I agree that the EU governments should promote effective use of reporting tools in order to improve Commission's EU development monitoring and facilitate European decision-making.

4-363-750

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), *γραφτώς*. – Με άνω του 1% του ευρωπαϊκού ΑΕΠ να χάνεται κάθε χρόνο εξαιτίας της απάτης σε μια ιδιαίτερα δύσκολη οικονομική περίοδο, η λήψη μέτρων για την καταπολέμηση της διαφθοράς και της απάτης στην Ευρώπη είναι επιτακτική. Η προστασία

των οικονομικών συμφερόντων της Ευρωπαϊκής Ένωσης προϋποθέτει όμως και αυξημένη συνεργασία μεταξύ των κρατών μελών. Είναι γεγονός ότι οι αναφορές παρατυπιών αυξήθηκαν σε όλους τους τομείς κατά το 2011, ωστόσο, περαιτέρω βελτιώσεις στο σύστημα διαχείρισης παρατυπιών (ΣΔΠ) είναι αναγκαίες. Άλλωστε, καθ' ομολογία της ίδιας της Επιτροπής, «τα στοιχεία των ετήσιων εκθέσεων της πρέπει να ερμηνεύονται με προσοχή διότι τα πραγματικά επίπεδα παρατυπιών ούτε είναι γνωστά ούτε έχουν εκτιμηθεί, και επομένως δεν παρέχονται». Η καθόλου ικανοποιητική αυτή διαπίστωση καθιστά σαφές πως η Επιτροπή και τα κράτη μέλη δεν έχουν εξαντλήσει τις πολιτικές και τα μέτρα εκείνα που θα οδηγήσουν στον περιορισμό της απάτης στην Ευρώπη. Με την παρούσα έκθεση, την οποία και υπερψήφισα, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο καλεί και αναμένει συγκεκριμένες προτάσεις, δράσεις και πρωτοβουλίες τόσο από την Επιτροπή όσο και από τα κράτη μέλη προς την κατεύθυνση της καταπολέμησης της διαφθοράς και της απάτης.

4-363-757

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A luta contra a fraude é fundamental para garantir a correta gestão e utilização de todos os fundos comunitários e da integralidade do orçamento comunitário. Existe trabalho feito, mas ainda há um longo caminho a percorrer. Votei favoravelmente o presente relatório relativo à proteção dos interesses financeiros da UE - Luta contra a fraude - Relatório anual 2010 porque nele se indicam novas vias de combate à fraude e se apela à Comissão Europeia para incrementar esta luta.

4-363-765

Phil Prendergast (S&D), *in writing*. – I supported the resolution on fraud in the EU. We need more rigorous fiscal policy in order to reduce the size of the EU's shadow economy, which is currently estimated as one fifth of GDP. Europe must step up its efforts to provide transparency on public finances in order to combat fraud and corruption, thereby safeguarding public finances. Member States must lower their thresholds for compulsory non-cash payments. Documented electronic transactions make it harder to commit fraud. We need full implementation of the Irregularities Management System (IMS) by Member States to improve their compliance and speed in reporting irregularities. We must apply newly developed techniques to measure corruption and fraud in order to provide an accurate assessment of the extent of the misuse of EU funds and embezzlement of EU revenues. We must have proper collection of VAT and excise duties. Improved collection systems need to be of utmost priority for Member States, as fraud affects both the EU's and Member States' budgets. In this regard I welcome the setting up of the EP's special committee to deal with organised crime, corruption and money laundering within the EU.

4-363-781

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – O presente relatório contém as informações mais recentes sobre as irregularidades e os casos de suspeita de fraude comunicados pelos Estados-Membros. Houve, em 2010, um incremento da comunicação de irregularidades em todos os setores, com exceção dos fundos de pré-adesão e os recursos próprios tradicionais. O facto de o Sistema de Gestão de Irregularidades (SGI) não estar a ser utilizado por todos os Estados-Membros levou a que o Parlamento Europeu incitasse a Comissão a tomar todas as medidas necessárias, a fim de que os Estados-Membros honrem as suas obrigações de comunicação de informações e para que seja possível obter dados sobre o nível de irregularidades e de fraudes nos Estados-Membros que sejam fiáveis e comparáveis. Por considerar que é essencial que sejam disponibilizados todos os dados necessários em

tempo oportuno, por forma a permitir a determinação da verdadeira escala de fraude nos Estados-Membros, votei em sentido favorável.

4-363-812

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. Parliament wants to stress that the global financial crisis, and in particular the euro-area crisis, which the EU is now facing, call for special measures to be put in place in order to ensure adequate protection of EU financial interests in terms of revenue, which is directly linked to the financial interests of the Member States. Parliament is of the opinion that a more rigorous implementation of fiscal policy has the potential to lead Europe out of the crisis, in particular by decreasing the size of the EU's shadow economy, estimated to be at around one fifth of the official GDP.

4-363-843

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – La relazione annuale 2010 sulla tutela degli interessi finanziari dell'Unione europea presenta le informazioni più recenti in tema di irregolarità e casi di frode sospetta segnalati dagli Stati membri. La relazione esamina il rischio di doppio finanziamento nell'ambito della politica di coesione. La situazione generale non è soddisfacente: il fatto che le relazioni annuali della Commissione si basino su dati imprecisi che non possono essere confrontati mette in discussione le finalità stesse delle relazioni. Questi dati, quindi, vanno presi con le dovute cautele, non essendo totalmente affidabili. Con questo voto, infatti, si punta a fare chiarezza in materia per riuscire a stabilire la portata reale della frode negli Stati membri.

4-363-851

Γεώργιος Σταυρακάκης (S&D), *γραφτώς*. – Θα ήθελα να ευχαριστήσω τον εισηγητή για την εξαιρετική έκθεσή του. Ο ρόλος μας ως Κοινοβουλίου είναι η λογοδοσία προς τους πολίτες και η βεβαίωση ότι τα χρήματα των φορολογουμένων χρησιμοποιούνται με διαφάνεια και αποτελεσματικότητα. Η υποχρέωση αυτή γίνεται ακόμα εντονότερη στο πλαίσιο της τρέχουσας οικονομικής και χρηματοπιστωτικής κρίσης, όπου η πίεση στα δημόσια οικονομικά ποτέ δεν ήταν μεγαλύτερη. Η αποτελεσματική και σωστή χρήση του δημόσιου χρήματος είναι πιο σημαντική από ποτέ. Το μεγαλύτερο πρόβλημα που κατέγραψε η Ετήσια Έκθεση της Επιτροπής και που τόνισε και ο ίδιος ο εισηγητής στην έκθεση του είναι η έλλειψη συνοχής μεταξύ των Κρατών Μελών στην καταγραφή και την κοινοποίηση των παρατυπιών ή των υπονοιών για απάτη. Αυτό έχει ως αποτέλεσμα να είναι αδύνατη η αντικειμενική αξιολόγηση της πραγματικής κλίμακας της απάτης στα Κράτη Μέλη, ενώ το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, η Επιτροπή και η OLAF αδυνατούν να εκτελέσουν τα καθήκοντά τους σχετικά με την αξιολόγηση της κατάστασης και την υποβολή περαιτέρω προτάσεων. Αυτή η κατάσταση δεν πρέπει να συνεχιστεί και η Επιτροπή πρέπει να αναλάβει πλήρη ευθύνη για την ανάκτηση των εσφαλμένα καταβληθέντων κονδυλίων και για τη συγκέντρωση των απαιτούμενων ομοιογενών συγκρίσιμων στοιχείων από όλα τα Κράτη Μέλη.

4-363-859

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru raportul referitor la protecția intereselor financiare ale Uniunii Europene – combaterea fraudei – Raport anual pentru 2010. În 2010, impactul financiar al neregulilor survenite în domeniul cheltuielilor din fonduri europene a crescut, ridicându-se la 1,8 miliarde de euro, comparativ cu 1,4 miliarde de euro în 2009. De asemenea, impactul financiar în domeniul veniturilor este mai mare: 393 de milioane de euro, comparativ cu 357 de milioane de euro în 2009. Conform

statisticilor pentru anul 2010, circa 70% din totalul rapoartelor referitoare la nereguli au fost legate de politica de coeziune. Solicităm Comisiei și statelor membre să conceapă, să implementeze și să evalueze în mod periodic sisteme uniforme de achiziții pentru a combate fraude și corupția, pentru a defini și implementa condiții clare pentru participarea la achizițiile publice. Este necesară implementarea unor sisteme de revizuire a deciziilor în materie de achiziții publice la nivel național, pentru a asigura transparența și răspunderea în domeniul finanțelor publice și pentru a adopta și implementa sisteme de management al riscului și de control intern. Solicităm Comisiei date statistice fiabile referitoare la amploarea fraudei și corupției, în special a fraudei fiscale și vamale, precum și la activitățile de criminalitate organizată legate de utilizarea nejudicioasă a fondurilor UE.

4-363-875

Janusz Władysław Zemke (S&D), *na piśmie*. – Parlament European, co roku ocenia prawidłowość dochodów i wydatków Unii Europejskiej. Sprawozdanie za rok 2010 wskazuje niestety, że parametry te się pogarszają. W 2010 roku ogólny wpływ finansowy nieprawidłowości wyniósł 2 193 mln EUR w porównaniu z 1 757 mln EUR w poprzednim roku. Niepokojące jest zmniejszanie się dochodów zwłaszcza w wyniku strat podatku VAT, które wynoszą średnio 12% oraz strat celnych. Moim zdaniem trzeba temu skutecznie przeciwdziałać, gdyż pomniejsza to realną pulę środków, jaką mogą wydawać państwa Unii. Opowiadam się za tym by budżet Unii rósł, zaś wydatki powinny być kierowane głównie na wyrównywanie poziomu cywilizacyjnego. Jest to szczególnie ważne dla takich krajów jak Polska, która co prawda coraz szybciej się rozwija, ale nadal potrzebuje wielu wysiłków i środków by dorównać do średniego poziomu unijnego. Chcę, zatem podkreślić, że tolerowanie nieprawidłowości w tworzeniu wspólnych dochodów unijnych jest w efekcie niekorzystne dla krajów, które wstąpiły w ostatnich latach do Unii.

4-364-000

Relazione: Angelika Niebler (A7-0149/2012)

4-364-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Tendo em conta que o Grupo Consultivo dos Serviços Jurídicos do Parlamento Europeu, do Conselho e da Comissão concluiu, no seu parecer, que a proposta em apreço não contém alterações de fundo para além das nela identificadas como tal e que, no que respeita à codificação das disposições inalteradas dos atos precedentes, juntamente com as alterações introduzidas, a proposta se cinge à codificação pura e simples dos atos existentes, sem alterações substantivas, aprovo o presente relatório, tomando em consideração as recomendações feitas por este grupo.

4-364-375

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – Considerando che il mercato unico dovrebbe essere uno spazio che tutela in primo luogo il consumatore e non gli interessi delle grandi aziende, appoggio le nuove misure sostenute nell'accordo perché mi sembra giunto finalmente il momento di eliminare le barriere alla libera concorrenza e aprire il mercato a nuovi operatori. Sono ingiustificabili, nonché un controsenso con l'era digitale in cui viviamo e con la libera circolazione, le elevate tariffe attualmente applicate ai dispositivi mobili, le quali rappresentano un costo rilevante per gli utenti e soprattutto per le PMI. Finalmente dal prossimo 1° luglio con le nuove regole le tariffe di roaming diminuiranno drasticamente e gli utenti potranno viaggiare all'interno dei confini europei liberi di scegliere

e acquistare differenti servizi da diversi operatori disponendo di informazioni chiare e trasparenti.

4-364-437

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Jusqu'à présent, les tarifs de téléphonie mobile à l'étranger étaient nettement supérieurs aux prix des communications nationales. C'est donc à une majorité écrasante que le texte d'Angelika Niebler a été approuvé. Ce texte illustre combien l'Europe s'attache à faciliter votre quotidien de consommateur. Après d'âpres négociations, le règlement « roaming » va imposer aux opérateurs de téléphonie mobile en Europe de pratiquer les mêmes prix, plus bas que ceux actuellement pratiqués, et ce, dès le mois de juillet. Le texte introduit pour la première fois des solutions structurelles qui permettront notamment aux consommateurs de choisir librement un autre opérateur pour les services d'itinérance, indépendamment de leur opérateur national. Le texte prévoit l'application temporaire de nouveaux plafonds tarifaires de détail et de gros pour les appels vocaux, les textes messages et surtout le transfert des données. « Nous avons maintenant une solution d'avenir. Injecter de la concurrence sur les marchés du roaming permettra, pour la première fois, de protéger les consommateurs de manière structurelle et durable. Parce que la concurrence est le meilleur moyen de garantir des bas prix sur du long terme », a déclaré la commissaire en charge de la Stratégie numérique, Neelie Kroes.

4-364-468

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu šiam pranešimui. Mažas tarptinklinio ryšio paslaugų naudojimas ES neatitinka Europos ekonomikos poreikių ir yra nesuderinamas su skaitmeninės Europos bendrosios rinkos idėja. Norint mažinti dažnai aukštas tarptinklinio ryšio duomenų kainas, labai svarbu skatinti konkurenciją tarp operatorių ir taip juos skatinti klientams siūlyti patrauklesnes kainas. Labai svarbu sumažinti dabartines viršutines didmeninių ir mažmeninių kainų už skambučių bei SMS žinučių paslaugas ribas bei nustatyti viršutinę mažmeninių kainų ribą. Dabar galiojantis Reglamentas dėl tarptinklinio ryšio per viešuosius judriojo telefono ryšio tinklus Bendrijoje nustos veikti jau ši birželį, todėl pritariu jo naujai redakcijai ir joje išdėstytiems pasiūlymams. Sutinku su Parlamento siūlomomis žemesnėmis kainomis, atitinkamai: • 24 euro centus už minutę už vartotojo skambutį, • 10 centų už priimtą skambutį, • 10 centų už tekstinę žinutę nusiuntimą, • 50 centų už megabaitą parsisiunčiant duomenis ir naršant internete užsienyje.

4-364-500

Ivo Belet (PPE), *schriftelijk*. – We hebben vandaag de nieuwe roamingplafonds goedgekeurd. Dat is goed nieuws voor wie deze zomer naar het buitenland vertrekt. Vanaf 1 juli zullen niet alleen de tarieven voor sms'en en bellen verder dalen, ook wie met zijn smartphone of laptop wil surfen in het buitenland, hoeft zich geen zorgen meer te maken dat hij of zij na de vakantie met een astronomisch hoge gsm-rekening wordt geconfronteerd. In een Europa zonder grenzen is er geen plaats voor tarieven die zodanig verschillen in binnen- en buitenland. Hopelijk zullen de structurele maatregelen waartoe we vandaag beslissen, leiden tot klantvriendelijke pakketten, zodat we binnenkort geen prijsplafonds meer hoeven op te leggen.

4-365-000

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He votado a favor de este informe para que haya una regulación más clara del coste de los servicios de Internet y de las llamadas

de teléfono móvil entre distintos países de la UE. La nueva normativa también permitirá a los clientes contratar una compañía diferente a su operador habitual para los servicios de itinerancia en el extranjero, conservando el mismo número y sin penalizaciones. Creo que es un paso en la buena dirección de lo que tienen que ser las políticas europeas que, a fin de cuentas, afectan al día a día de los ciudadanos.

4-365-500

Vito Bonsignore (PPE), *per iscritto*. – La relazione affronta un problema centrale in tema di diritti del consumatore e di libertà di comunicazione e circolazione di informazioni e notizie e pertanto incontra il mio parere favorevole. L'applicazione di tariffe esorbitanti per servizi di roaming internazionale, in un clima di scarsa trasparenza e informazione sui costi, si deve probabilmente al fatto che il mercato dei *devices* si è sviluppato in maniera molto rapida rispetto all'evoluzione del sistema degli operatori e soprattutto alla maturazione di una moderna cultura d'impresa. Ben venga pertanto l'istituto dell'Eurotariffa, non soltanto come misura di tutela dei diritti dei consumatori, ma soprattutto come parametro di riferimento e come incentivo al mercato. Il conseguimento dell'obiettivo politico dell'allineamento tariffario del roaming entro il 2015, stabilito nell'agenda digitale europea, appare difficile senza robuste misure di incentivo e di accompagnamento. In questo senso, e in una visione liberale e di mercato, giocheranno un ruolo trainante la maggiore informazione e la libertà, garantita ai consumatori, di scegliere tra più operatori – grazie anche all'introduzione della facoltà per gli operatori di telefonia mobile di accedere all'ingrosso dei servizi di roaming, arricchendo così il mercato nel segno della concorrenza e della competizione.

4-365-531

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – Je me réjouis de l'adoption du rapport Niebler qui demande l'instauration de plafonds tarifaires sur l'itinérance pour les communications mobiles. Je note que le rapport abaisse les plafonds initialement proposés par la Commission. C'est une très bonne nouvelle pour les utilisateurs européens jusqu'alors pénalisés lors de leurs déplacements à l'étranger. Deux points retiennent particulièrement mon attention: l'idée de faire appliquer le règlement sur l'itinérance à l'extérieur de l'Union européenne afin d'étendre la protection des utilisateurs européens, et la possibilité de souscrire à partir de 2014 un contrat d'itinérance distinct du contrat national de téléphonie mobile. Ces deux mesures vont dans le sens d'une amélioration de la situation des utilisateurs.

4-365-562

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore dell'ottima relazione della collega Niebler in merito al roaming sulle reti pubbliche di telecomunicazioni mobili, perché credo che le soluzioni in essa prospettate possano avere un concreto ed immediato effetto positivo sulla vita quotidiana dei cittadini europei e sul rafforzamento del libero mercato. In particolare, diminuiranno le difficoltà per tutti coloro che si spostano all'interno dell'Unione europea, che incontreranno meno difficoltà nell'utilizzo della telefonia mobile, si tratti di chiamate, invio di messaggi o di navigazione in internet. Sono altresì convinto che quanto proposto nella relazione potrà efficacemente contribuire allo sviluppo di un mercato digitale europeo competitivo, rendendo più facile l'accesso al mercato all'ingrosso per operatori nuovi ed alternativi. Un particolare apprezzamento va inoltre alla scelta di abbassare le tariffe ulteriormente rispetto alla diminuzione già proposta dalla Commissione europea, decisione che va sicuramente a vantaggio dei consumatori finali, nel senso di

correggere alcune distorsioni ed incongruenze nel mercato che si erano venute a creare nel tempo.

4-365-577

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Apesar de continuar a crescer a bom ritmo, o mercado da itinerância continua a denotar muito pouca concorrência. O custo excessivo das tarifas de itinerância não beneficia os consumidores nem a economia europeia. Votei favoravelmente a presente proposta de resolução por ela, além de formular medidas estruturais tendentes a solucionar o problema referido, introduzir pela primeira vez um limite máximo para preços retalhistas de serviços móveis de dados.

4-365-593

Françoise Castex (S&D), *par écrit*. – J'ai voté pour le texte de compromis, négocié avec le Conseil, sur le règlement «roaming», qui permettra aux Européens d'utiliser leur téléphone portable à l'étranger en bénéficiant de tarifs moins élevés. Nous, socialistes, avons exigé la suppression de ces frontières artificielles au sein du marché intérieur, parce qu'elles sont contraires à l'esprit même du projet européen et de ses pères fondateurs. Voilà pourquoi nous avons demandé à la Commission d'agir rapidement afin de rendre la fin du roaming effective dès 2016. Outre l'application des tarifs d'itinérance mobile plus bas que ceux actuellement pratiqués dès le mois de juillet, le texte introduit pour la première fois des solutions structurelles qui permettront notamment aux consommateurs de choisir librement un autre opérateur pour les services d'itinérance, indépendamment de leur opérateur national. Et ce, dès le mois de juillet 2014.

4-365-625

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – La proposta in questione mira ad aumentare il livello di concorrenza nel segmento roaming della telefonia mobile tramite la cosiddetta soluzione strutturale: l'utente potrà sottoscrivere un contratto separato esclusivamente per le tariffe di roaming, mantenendo un unico numero telefonico ed un'unica SIM. Essendo convinta che la soluzione proposta contribuirà ad instaurare un regime più concorrenziale nel settore, ho dunque espresso il mio parere favorevole a questa relazione. Mi rammarico tuttavia della mancata adozione dell'emendamento che avrebbe impedito alle compagnie telefoniche di addebitare i costi di roaming all'utente per le chiamate effettuate entro un'area di dieci chilometri dal confine della Nazione dove è stato stipulato il contratto telefonico. Questa modifica avrebbe evitato l'ingiusta applicazione dei costi di roaming per le chiamate effettuate nei Comuni di confine con Paesi esteri, e avrebbe inoltre alleviato i costi delle utenze per i lavoratori transfrontalieri, ad esempio i cittadini residenti in Italia ma occupati presso imprese svizzere vicine al confine italiano.

4-365-687

Anna Maria Corazza Bildt (PPE), *skriftlig*. – Vi moderater och kristdemokrater i Europaparlamentet röstade idag för en förordning om samtal, sms och dataroaming. Vi tror inte att prisregleringar på konsumentnivå löser roamingmarknadens strukturella problem eftersom en reglering motverkar en prisbildning under det reglerade priset. Vi välkomnar därför att den nya förordningen innehåller marknadsmekanismer som kan öka konkurrensen på roamingmarknaden och därmed skapa lägre priser för konsumenter. Särskilt välkomnar vi förslaget om så kallad "lokal break out" som innebär att konsumenten

ges möjlighet att koppla upp sig direkt via lokala nätverk när man är utomlands, utan att behöva dataroama via sin hemmaleverantör.

4-365-750

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Nous nous sommes prononcés en faveur d'un rapport qui rend concrète pour l'ensemble des consommateurs européens l'idée d'une Europe qui les protège. L'abaissement des plafonds tarifaires des appels, des SMS et de l'internet mobile sera immédiat et progressif. De plus, les consommateurs pourront en bénéficier dès cet été. Je suis très satisfaite des progrès que promet d'apporter cette nouvelle régulation sur le marché de la téléphonie mobile.

4-366-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte, qui améliore le contrôle des consommateurs européens sur leur facture de téléphonie mobile lorsqu'ils voyagent à l'étranger. Le Parlement européen fixe notamment un plafond maximal des prix pour les données, les appels ou les SMS échangés depuis l'étranger, dans le but de réduire le coût élevé des communications mobiles effectuées hors du territoire national. Il garantit également une meilleure information des citoyens, qui pourront désormais faire leurs choix pour ces communications en toute connaissance de cause. En adoptant ces mesures, le Parlement européen s'est engagé pour créer une concurrence sur le marché de la téléphonie mobile et ainsi mettre fin dès le 1er juillet 2012 aux surcoûts injustement perçus par les opérateurs téléphoniques.

4-367-000

Anne Delvaux (PPE), *par écrit*. – Jusqu'à présent, les tarifs de téléphonie mobile à l'étranger étaient nettement supérieurs aux prix des communications nationales. Parfois, on assistait ni plus ni moins à de véritables escroqueries! Le nouveau règlement de l'Union européenne, adopté aujourd'hui, vient mettre un terme à cette tarification qui était totalement inéquitable. Il instaure en effet de nouveaux plafonds pour les appels vocaux, les SMS et, pour la première fois, les téléchargements de données. Cette diminution des plafonds est prévue en trois étapes: à titre d'exemple, un SMS coûtera 9 centimes le 1er juillet 2012, 7 centimes en 2013 et 5 centimes en 2014. C'est donc une très bonne nouvelle pour les utilisateurs. Les nouveaux plafonds entreront en vigueur à compter du 1er juillet 2012 et éviteront ainsi aux consommateurs de trouver des factures de téléphone portable très fâcheuses à leur retour du congé estival!

4-368-000

Ioan Enciu (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report on 'roaming on public mobile communications networks within the Union' because the text makes for better discipline in the mobile communication market in the EU. It was necessary to find an agreement at first reading as the previous regulation was about to expire and that would have left Europe's mobile communication market without this discipline for the whole summer period. In particular, the regulation provides for cuts in the price caps for roaming on voice calls and text messages. But the most significant improvement achieved concerns data services. Thanks to the fundamental contribution of the S&D Group, citizens will enjoy significant price reductions when using internet services from abroad. I would reiterate, however, that our final goal must be the creation of a roaming-free Europe, in

which no artificial borders will prevent citizens from communicating with one another freely and cheaply, even when they travel or live in other European States.

4-368-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório que propõe reduzir os preços de roaming das redes móveis da União. O objetivo da legislação é criar um mercado único de comunicações sem diferenças de preços entre os domésticos e os de roaming.

4-368-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – De há vários anos a esta parte o telemóvel transformou-se num meio de comunicação fundamental e insubstituível para milhões de cidadãos. Hoje, além de assegurar chamadas e sms, o telemóvel é também um meio preferencial para o acesso à internet e a serviços de dados. Porém, pese embora a mobilidade geográfica e a livre circulação de pessoas e de trabalhadores assegurada pelos Tratados, a maioria dos cidadãos continua a desligar os seus telemóveis quando está no estrangeiro para não ter que pagar os custos da itinerância (roaming). O custo excessivo do roaming e a consequente utilização reduzida dos telemóveis fora do país de origem não beneficiam os consumidores europeus nem a economia europeia. Por isso mesmo, é urgente que sejam adotadas medidas para que baixem os preços do roaming. Nesse sentido, voto favoravelmente este relatório e felicito a relatora pelo trabalho levado a cabo.

4-368-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – As tecnologias da informação tomaram conta do nosso dia-a-dia. Basta observarmos os transeuntes numa rua movimentada de qualquer capital europeia ou assistirmos à entrada e/ou saída dos estudantes das escolas. Jovens e menos jovens não passam sem o seu telemóvel, o seu ipad, os seus smartphones, pens, tablets, etc. As transferências de dados são uma constante e o mercado encontra-se em permanente evolução. É fundamental que os cidadãos europeus, quer em casa, quer quando viajam, possam aceder a estes serviços de uma forma rápida e a preços competitivos. Atualmente, o custo relativo à transmissão de dados, sobretudo quando mudamos de Estado-Membro, torna-se quase proibitivo. Estamos numa Europa sem fronteiras a construir um mercado único. É fundamental que este mercado também se aplique às novas tecnologias da informação. Todos teremos a ganhar: consumidores e empresas. Saúdo a criação de um Regulamento de Itinerância que vai limitar as tarifas dos operadores fora do seu Estados-Membros, possibilitando a contratação de operadores estrangeiros, com poupanças significativas no custo do roaming. Votei favoravelmente este relatório, elaborado pela colega Angelika Niebler, porque considero que as recomendações apresentadas promoverão a mobilidade no espaço europeu, beneficiarão os consumidores e farão com que as empresas sejam mais competitivas.

4-368-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Valorizamos inquestionavelmente a intenção de redução do preço das comunicações móveis pelos serviços de itinerância, o chamado "roaming", cujo custo atinge hoje valores muito elevados e injustificados. Existem porém nesta proposta de regulamento outros aspectos, que não podem ser minimizados face a este desiderato. A liberalização preconizada para o sector, com a concretização do mercado interno neste domínio, irá inevitavelmente gerar a concentração da oferta em alguns grandes

operadores transnacionais. As consequências desta concentração monopolista são conhecidas noutros sectores e, também aqui, antecipáveis: concertação de preços e mesmo aumento dos preços em estádios mais avançados do processo; pressão sobre as condições laborais dos trabalhadores do sector. Manifestamos também alguma preocupação com a evolução da utilização do espectro radioeléctrico, um bem público de grande importância, limitado, cuja ocupação crescente (e domínio por parte de interesses privados) carece de uma avaliação de impactos a vários níveis, que tem sido descurada.

4-368-750

Carlo Fidanza (PPE), *per iscritto*. – Accolgo con favore la proposta relativa al roaming sulle reti pubbliche di comunicazione mobili all'interno dell'Unione Europea della collega Niebler. Oggi col forte aumento della mobilità all'interno dell'Unione e allo stesso tempo con gli sviluppi considerevoli nel settore delle telecomunicazioni non possiamo chiedere ai cittadini di farsi carico di spese eccessivamente elevate, in particolare nel "roaming dati". Sono d'accordo quindi con l'ulteriore abbassamento delle tariffe di roaming, tariffe che garantiscono piena trasparenza e tutela dei consumatori. Ritengo che queste nuove misure, in vigore dal 1 luglio del 2012 e che entreranno a pieno regime dal 1° luglio 2014 con la possibilità per i clienti di scegliere un operatore diverso dal loro operatore nazionale per i servizi di roaming, incoraggeranno un numero maggiore di operatori a competere riducendo ulteriormente le tariffe.

4-369-000

Christofer Fjellner, Gunnar Hökmark och Anna Ibrisagic (PPE), *skriftlig*. – Vi moderater och kristdemokrater i Europaparlamentet röstade idag för en förordning om samtal, sms och dataroaming. Vi tror inte att prisregleringar på konsumentnivå löser roamingmarknadens strukturella problem eftersom en dylik reglering motverkar en prisbildning under det reglerade priset. Vi välkomnar därför att den nya förordningen innehåller marknadsmekanismer som kan öka konkurrensen på roamingmarknaden och därmed skapa lägre priser för konsumenter. Särskilt välkomnar vi förslaget om så kallad lokal break-out, som innebär att konsumenten ges möjlighet att koppla upp sig direkt via lokala nätverk när man är utomlands, utan att behöva dataroama via sin hemmaleverantör.

4-370-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *pisomne*. – Komisia v minulosti mobilných operátorov opakovane vyzývala, aby znížili neprimerane vysoké poplatky za roaming v mobilnej komunikácii. Výzvy však ostali bez odozvy a Európska únia sa v záujme ochrany spotrebiteľov rozhodla zasiahnuť pomocou cenovej regulácie. Predkladaná reforma má za cieľ znížiť ceny medzinárodných hovorov z mobilných sietí na úroveň vnútroštátnych taríf. Zdravá konkurencia sa zatiaľ nerozvinula a zákazníci naďalej platia ceny, ktoré sú neprimerane vysoké. V správe o vývoji na trhu roamingových služieb sa uvádza, že súčasné poplatky (okrem špecifických taríf) nie sú dostatočne flexibilné na to, aby užívatelia neplatili neprimerane vysoké ceny vzhľadom na konkurenčné národné tarify. Domnievam sa, že navrhované znižovanie maximálnych poplatkov je v rámci postupného odstraňovania akýchkoľvek špecifických poplatkov za roaming krok správnym smerom. Elektronické komunikácie sú službou všeobecného politického záujmu. Musia byť univerzálne prístupné a dostupné za primerané ceny. I preto sa vyslovujem za všetky opatrenia zamerané na odstránenie neprimeraných cien pri uskutočňovaní roamingových hovorov.

4-370-250

Lorenzo Fontana (EFD), *per iscritto*. – Accolgo con grande favore la volontà, espressa nella presente relazione, di agevolare i cittadini che si spostano all'interno dell'Unione, permettendo loro di utilizzare il proprio numero di cellulare nazionale per telefonare, mandare SMS o navigare in Internet a prezzi più convenienti di quelli attualmente in vigore. Tutto ciò, infatti, non favorisce soltanto i viaggiatori, ma contribuisce anche allo sviluppo di un mercato digitale europeo competitivo, facilitando l'accesso al mercato all'ingrosso per i nuovi operatori alternativi. Per questi motivi, il mio voto è stato favorevole.

4-370-500

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – Az európai digitális menetrend kapcsán a Bizottság célul tűzte ki azt, hogy a barangolási és a hazai díjak közötti különbség 2015-re szinte nullára csökkenjen. E cél megvalósításához úgy lehet közelebb kerülni, ha olyan megoldást találunk, amely a kijelölt határidőn túlmenően is garantálja a versenyt, valamint a roamingpiac hatékony működését. A szélessávú hálózatok terjesztésére irányuló erőfeszítések egyúttal a roamingszolgáltatásokat helyettesítő eszközök elterjedését is támogathatják. Az új rendelet (a roaming III.) is szabályozza a roamingdíjakat a hívások és az SMS-ek tekintetében, és egy fontos új elemet vezet be: a lakossági adatroaming-szolgáltatások esetében alkalmazandó euro-adattarifát. A javaslat a verseny fokozása céljából több strukturális intézkedést is bevezet, megtartva ugyanakkor a maximált árakat annak érdekében, hogy az ügyfeleknek „biztonsági hálót” nyújtson arra az időszakra, amíg a verseny maga csökkenti az árakat. Hangsúlyozandó, hogy 2014. július 1-jétől az ügyfeleknek lehetőségük lesz a nemzeti roamingszolgáltatási szerződéstől elkülönülő mobilroaming-szerződést kötni. Ez javítani fogja a roamingpiaci versenyhelyzetet, és ez a fejlődés egy lehetséges iránya. Összegzésként tehát elmondható, hogy a jelentés rendkívül időszerű, s egyértelműen az Unió polgárainak érdeke, így szavazatommal támogattam.

4-370-750

Nathalie Griesbeck et Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – Alors que trois européens sur quatre utilisent leur téléphone portable lorsqu'ils voyagent, nombreux sont ceux qui ont connu un "choc de facture". La concurrence dans le secteur de l'itinérance mobile à l'intérieur de l'Union est encore peu développée, ce qui entraîne des prix très élevés pour les consommateurs. Je me réjouis qu'un accord ait été trouvé en première lecture sur un texte qui, j'en suis convaincu, apporte des solutions efficaces pour améliorer la situation sur le marché de l'itinérance mobile pour les consommateurs européens. D'une part, le découplage des activités de fourniture de service de téléphonie mobile sur le territoire national de celles en itinérance améliorera la concurrence: ainsi, un consommateur pourra choisir s'il souhaite ou non garder le même fournisseur pour ses communications lorsqu'il voyage, et bénéficiera de tarifs plus avantageux. D'autre part, la limitation progressive, d'ici 2014, des prix maximums autorisés pour la facturation des appels, SMS et volumes de données consultées, profitera largement aux consommateurs. En outre, les consommateurs bénéficieront de nombreuses mesures améliorant la transparence : informations sur les prix pour l'itinérance en dehors de l'UE, informations sur la consommation accumulée exprimée dans l'unité ou la monnaie de facturation, plafonds de sauvegardes (50 euros par défaut).

4-371-000

Mathieu Grosch (PPE), *schriftlich*. – Ich begrüße diesen Bericht vor allen aus zwei Gründen.

Erstens ist dieses erneute Herabsetzen der Tarifobergrenzen unbedingt notwendig, da die Preise der Anbieter noch immer nicht weit genug gesunken sind und der Wettbewerb noch immer verhindert wird. Die Verhinderung von Monopolen im Roamingmarkt und der erleichterte Zugang zu den Netzen für kleinere Anbieter wird EU-Bürgern faire Preise ermöglichen und den einheitlichen Binnenmarkt weiter fördern.

Zweitens wird endlich das Problem des unfreiwilligen Roamings angegangen, welches vor allem in Grenzgebieten vorkommt, wenn das Mobilfunksignal des heimischen Anbieters zu schwach ist und deshalb auf das ausländische Signal zurückgegriffen wird. Grenzbewohner staunen nicht schlecht, wenn sie dann ihre Rechnung erhalten und Gebühren für Roaming berechnet wurden, obwohl sie ihr Heimatland gar nicht verlassen haben – damit muss schnellstmöglich Schluss sein, und dieser Bericht ist ein erster Schritt in diese Richtung.

4-371-500

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – Après trois ans d'une réforme qui n'a pas permis de réduire suffisamment la facture pour les consommateurs ayant recours aux services d'itinérance, nous pouvons aujourd'hui nous réjouir de la baisse sensible des tarifs du roaming dans les prochains mois, et ce dès cet été. Les Socialistes se sont particulièrement engagés dans ce combat. Le temps est venu de mettre en œuvre des réformes structurelles, plutôt que de réguler les prix éternellement. Notre objectif, à terme, doit être celui de gommer totalement les différences de prix entre l'itinérance et les communications nationales dans les prochaines années. Malgré l'engagement des socialistes, une majorité n'a pu être trouvée, mais c'est dans ce sens que nous devons à l'avenir orienter nos réformes. Il n'est en effet plus acceptable que les opérateurs facturent le téléchargement mobile de données à des tarifs prohibitifs qui ont pour effet de provoquer la désagréable surprise de factures extrêmement salées, faute de transparence dans les tarifs de ces services. Je salue enfin la proposition visant à permettre aux clients d'acheter des services d'itinérance d'un autre opérateur que celui qui leur fournit les services nationaux. Enfin une saine concurrence qui devrait servir l'intérêt du consommateur !

4-372-000

Mikael Gustafsson (GUE/NGL), *skriftlig*. – Jag har röstat för betänkandet. Betänkandet vill gå längre än kommissionen och föreslår ett lägre pristak för roamingsamtalstjänster. Det är ett steg i rätt riktning, även om jag personligen anser att taket skulle kunna vara ännu lägre. I betänkandet finns också förslag om viss ökad insyn och bättre konsumentskydd. Här kunde man också gå betydligt längre för att säkra konsumentintresset, men då det trots allt är steg i rätt riktning röstar jag för betänkandet.

4-373-000

Małgorzata Handzlik (PPE), *na piśmie*. – Stale wzrasta liczba osób, które w trakcie pobytów zagranicznych nawiązują połączenia, wysyłają wiadomości tekstowe czy przeglądają strony internetowe. Niestety, ceny za tego typu usługi są bardzo wysokie, a konkurencja na tym rynku jest wciąż znikoma. Tak wysokie taryfy roamingowe nie służą ani konsumentom, ani europejskiej gospodarce. W moim przekonaniu możliwość

wykonywania połączeń czy przesył danych po korzystnych cenach są silnie związane z mobilnością. Chcąc większej mobilności obywateli w Unii Europejskiej, musimy zapewnić, że korzystanie z telefonu komórkowego nie będzie utrudniane zawyżonymi opłatami. Niestety z obawy o zbyt wysoki rachunek wciąż wielu Europejczyków wyjeżdżając do innego państwa członkowskiego wyłącza swój telefon. Tymczasem, telekomunikacja powinna stanowić część rynku wewnętrznego, jednak o takim rynku będziemy mogli mówić dopiero, gdy taryfy krajowe zostaną zrównane z taryfami roamingowymi.

Opowiadam się za konsekwentnym obniżaniem taryf roamingowych i ten cel w najbliższych latach będzie stopniowo osiągnięty. Dzisiaj Parlament przyjął stawki roamingowe, które są dużo niższe niż te zaproponowane przez Komisję Europejską. Cieszy mnie, że Parlament podszedł ambitniej do tego tematu, dzięki rozporządzeniu w przyjętej dzisiaj formie w większym stopniu uwzględniono ochronę konsumentów, a także wprowadzono środki mające pobudzić konkurencję.

4-373-250

Jim Higgins (PPE), *in writing*. – I very much welcome the adoption of this report which, for the first time, will cap the amount consumers are charged for using mobile Internet while roaming within the EU.

4-373-375

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Les prix des communications mobiles vont bientôt baisser. C'est en tout cas la décision qui a été actée par le Parlement européen jeudi 10 mai et je m'en réjouis. Le rapport sur l'itinérance pour les téléphones mobiles prévoit en effet un certain nombre de mesures en faveur du consommateur et des opérateurs "virtuels" qui se voyaient jusqu'ici limiter l'accès aux réseaux détenus par d'autres opérateurs. Parmi les principales mesures, on retiendra la baisse des plafonds tarifaires pour les appels, les SMS et les données en itinérance. Dès 2012, le prix à la minute d'un appel sortant sera de 29 centimes au lieu de 35, de 8 centimes pour les appels entrants au lieu de 11 actuellement et de 9 centimes au lieu de 15 pour les SMS. Le téléchargement d'un mégaoctet sera fixé à 70 centimes alors qu'il n'existait pas de plafond jusqu'ici. Les consommateurs qui se trouvent dans des régions frontalières et qui subissent des frais d'itinérance involontaires devront être informés par leur fournisseur afin d'éviter ce désagrément. Lorsqu'un utilisateur voyagera à l'étranger, il pourra avoir accès aux services locaux de données afin de choisir l'offre la plus avantageuse parmi les différents fournisseurs locaux comme pour l'accès au wifi.

4-373-437

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. – I supported this report, just as I have supported past reports on this issue. Mobile phone companies have shown themselves unwilling or incapable of delivering fair charges to consumers so legislative intervention is necessary. This report will benefit thousands of consumers and businesses across Europe.

4-373-468

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už tarptinklinį ryšį per viešuosius judriojo ryšio tinklus Europos Sąjungoje, kadangi dauguma europiečių užsienyje savo judriojo ryšio paslaugas išjungia bijodami grįžę gauti didžiules sąskaitas, nes užsienyje pasinaudojus judriojo ryšio paslaugomis neretai taip ir nutinka. Tik 19 proc. (tai yra mažuma) judriojo ryšių paslaugų naudotojų, užsienyje mobiliuoju telefonu naršančių tinkle, mano, kad

tarptinklinio ryšio duomenų perdavimo kainos priimtinos. Komisijos duomenimis, šiuo metu vidutinė kaina už megabaitą yra daugiau kaip 2 EUR, o kraštutiniiais atvejais ji siekia net 12 EUR. Ši ydinga padėtis pirmiausia sietina su tuo, kad tarptinklinio ryšio rinkoje, kaip ir anksčiau, per maža konkurencija. Per dideli tarptinklinio ryšio tarifai, o kartu per mažas tarptinklinio ryšio paslaugų naudojimas ES neatitinka nei Europos vartotojų, nei Europos ekonomikos poreikių. Tokia tendencija nesuderinama su pagrindine skaitmeninės Europos bendrosios rinkos idėja. Todėl šiuo pasiūlymu dėl reglamento siekiama ištaisyti padėtį. Dar 2010 m. Europos skaitmeninėje darbotvarkėje Komisija išskėlė tikslą iki 2015 m. plačiai suvienodinti tarptinklinio ryšio ir savo šalyje teikiamų judriojo ryšio paslaugų tarifus. Be numatytų struktūrinių priemonių, reikia dėti ir daugiau pastangų skaidrumui užtikrinti. Pirmiausia reikalinga suprantama informacija apie naujas galimybes ir tarifus, kurie dėl atsiejimo priemonės atsiranda klientams. Ateityje tarptinklinio ryšio sutartys būtų sudaromos ir surašomos aiškiai ir nesudėtingai.

4-373-484

Krišjānis Kariņš (PPE), rakstiski. – Es Eiropas Parlamenta plenārsesijā atbalstīju likumprojektu par priekšlikumu regulai par viesabonēšanu publiskajos mobilo sakaru tīklos Savienībā. Uzskatu, ka līdz šim viesabonēšanas pakalpojumi ES dalībvalstīs ir bijuši pārāk dārgi, tomēr to izmantošana mūsdienās, kad cilvēki aizvien vairāk ceļo uz citām ES dalībvalstīm, ir ārkārtīgi svarīga. Būtu nepieciešams, lai ikviens šos pakalpojumus varētu izmantot, neuztraucoties par pārmērīgi lielām izmaksām. Līdz šim, piemēram, datu ielādei viesabonēšanā vispār nav bijuši cenu griesti, bet jaunie noteikumi paredz, ka, sākot jau ar 2012. gada 1. jūliju, tādi ir jāievieš, bet līdz 2014. gadam ir paredzēts pakāpeniski samazināt cenu griestus viesabonēšanā datiem (par 1 MB) un telefonsarunām (par 1 min.) līdz EUR 0,05 (bez PVN), bet īsziņām (par 1 SMS) līdz EUR 0,02 (bez PVN). Turklāt uzskatu, ka jaunie noteikumi būs arī izdevīgi operatoriem, jo tiks veicināta konkurence, kas tiks panākta ar to, ka klienti varēs iegādāties vietējos un viesabonēšanas pakalpojumus no dažādiem operatoriem, saglabājot to pašu numuru un bez papildus maksas.

4-373-500

Sergej Kozlík (ALDE), písomne – Vysoké ceny roamingu sú dôsledkom nedostatočnej hospodárskej súťaže na trhu s roamingom, ktorú zapríčiňujú štrukturálne problémy trhu. Pokiaľ sa nenájde riešenie v efektívnych štrukturálnych opatreniach, je potrebné reagovať dočasnou cenovou reguláciou. Horné hranice cien by však zároveň mali ponechať novým prevádzkovateľom dostatočný priestor na vstup na trh, a tým na posilnenie hospodárskej súťaže. Nové nariadenie zavádza nový prvok: dátový euro tarifu za maloobchodné dátové roamingové služby. Ďalej od 1. 7. 2014 zavádza možnosť pre zákazníkov podpísať zmluvu o poskytovaní mobilných roamingových službách, ktorá bude oddelená od vnútroštátnych mobilných služieb. Regulácia bude pokračovať minimálne do 1. 6. 2016 a text nariadenia som podporil.

4-373-750

Giovanni La Via (PPE), per iscritto. – Ho espresso voto favorevole alla relazione della on. Niebler perché sono convinto che il mercato della telefonia mobile abbia bisogno di riforme strutturali che garantiscano la tutela dei diritti del consumatore e, al contempo, consentano di ampliare la concorrenza nel mercato del roaming così da poter abbattere i costi delle tariffe. Tra le misure previste, quella concernente l'introduzione dei massimali tariffari va nella direzione proposta e prosegue nel solco tracciato di un impegno a snellire il mercato unico europeo e renderlo competitivo rispetto ai rapporti commerciali con i

paesi extra UE. Considerando la crescita esponenziale dei servizi roaming, l'approvazione della presente risoluzione è un atto significativo che prende in seria considerazione le esigenze dei consumatori e dei cittadini europei.

4-373-875

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for these new EU-wide laws which will further slash roaming fees in time for summer. As well as action on call charges, these new rules are designed to bring down the costs of data roaming. Texts will fall to 7p, calls will fall to 20p per minute and data costs will be capped with 1MB costing 40p. These new rules help end the rip-off culture that has existed for too long and helps British consumers out in these tough times. The new rules will take effect on 1 July this year.

4-374-000

Clemente Mastella (PPE), *per iscritto*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, accogliamo con favore questa relazione, perché da anni riteniamo che nel mercato del roaming telefonico la concorrenza sia ancora scarsa, a diretto danno dei nostri cittadini consumatori.

Le tariffe di roaming continuano ad essere eccessivamente elevate, nonostante i nostri provvedimenti del 2007, e ciò comporta un conseguente modesto utilizzo dei relativi servizi nell'UE in netto contrasto con i principi fondamentali di un ambizioso mercato interno digitale europeo. Già nella sua Agenda digitale europea del 2010 la Commissione si era posta l'obiettivo di allineare in larga misura, entro il 2015, le tariffe nazionali e di roaming dei servizi di telefonia mobile.

Per aumentare la concorrenza, la proposta di regolamento della Commissione oggi votata prevede ora, oltre ai massimali tariffari già esistenti, l'introduzione di misure strutturali che riteniamo opportune, in grado di contribuire a tutelare in modo adeguato i consumatori. Riteniamo, tuttavia, che siano necessari ulteriori sforzi in materia di trasparenza: informazioni più comprensibili sulle nuove opportunità e tariffe di cui potranno usufruire i clienti in conseguenza delle misure di scorporo e massimali di roaming di dati al dettaglio più ambiziosi di quelli proposti in questo caso dalla Commissione.

4-374-250

Marisa Matias (GUE/NGL), *por escrito*. – Votei a favor deste relatório porque, sendo defensora do fim do roaming no interior da União Europeia, ou seja, da eliminação da diferença entre as tarifas domésticas e as tarifas de itinerância nas comunicações móveis, no interesse dos consumidores que vêm sendo vítimas de políticas tarifárias especulativas e sem fundamento técnico, não posso deixar de apoiar qualquer passo que vá no sentido de atenuar aquelas diferenças, reduzindo os preços faturados aos clientes que usam os seus equipamentos de comunicação em deslocamentos fora do país onde estabeleceram o seu contrato de fornecimento de serviços. O uso generalizado de equipamentos de comunicações móveis, nomeadamente com acesso à Internet, é uma marca positiva dos nossos tempos que não deve ser travada pela exploração comercial abusiva dos prestadores desses serviços.

4-374-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il mio voto alla Relazione della collega Niebler è favorevole. La domanda di servizi roaming cresce in maniera esponenziale. Tuttavia i prezzi elevati dei servizi di dati in roaming scoraggiano i clienti dall'uso di servizi di dati mobili

quando sono in viaggio all'interno dell'Unione europea. Concordo quindi sul fatto che non dovrebbero sussistere ostacoli all'uso di servizi alternativi di dati in roaming, forniti direttamente su una rete ospitante, in maniera temporanea o definitiva, indipendentemente dai contratti o dagli accordi di roaming in vigore con i fornitori nazionali e senza oneri addizionali addebitati da questi ultimi.

4-375-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Sous prétexte d'abaisser les prix des services d'itinérance, ce rapport organise la dérégulation totale du marché de la téléphonie mobile. Une fois de plus, on fait le choix d'intensifier la concurrence de manière dogmatique sans qu'aucun bilan des avantages et des méfaits de la concurrence déjà à l'œuvre ait été réalisé. Je vote contre.

4-376-000

Alajos Mészáros (PPE), *írásban*. – Az Európai Unió területén polgárok milliói használják mobiltelefonjaikat a mindennapi kommunikációjuk során. E felhasználók száma szinte napról napra emelkedik, megkönnyítve ezzel a kapcsolattartás feltételeit. A legtöbb európai azonban külföldi tartózkodása során inkább kikapcsolja a mobilszolgáltatásokat, hogy megkímélje magát a szolgáltatók által kiküldött magas számláktól. Ez a visszás helyzet elsősorban a barangolási piacon továbbra is túlságosan gyenge versenyhelyzetre vezethető vissza. A túlzott barangolási díjak és az ebből adódó barangolási szolgáltatások EU-n belüli csekély igénybevétele nem szolgálja sem az európai fogyasztók, sem az európai gazdaság érdekeit. A jelenlegi állapot nem egyeztethető össze a digitális európai belső piac alap gondolatával sem. A most elfogadott rendelet ebből igyekszik kiutat találni, ezért is támogattam szavazatommal én is ezt a javaslatot.

4-376-250

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – L'intérêt du règlement Roaming (3) est de poursuivre le plafonnement des prix d'itinérance, de faciliter l'accès sur le marché de gros de nouveaux opérateurs alternatifs, de permettre aux consommateurs de choisir librement un autre opérateur pour les services d'itinérance indépendamment de leur opérateur national à partir de 2014. Avec le progrès des nouvelles technologies, les communications depuis notre téléphone portable se font partout. Dans une Europe sans frontière, il faut éviter toute surprise de redevance excessive au citoyen. Ce dernier doit pouvoir utiliser son portable, avec l'opérateur de son choix, dans un autre État membre que celui de sa résidence. À terme, l'objectif de ce processus structurel est d'arriver à des prix d'itinérance naturellement bas grâce à une véritable concurrence entre opérateurs.

4-376-375

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – It is necessary to make it possible for users of mobile services in the EU to pay the minimum price for conversations they have and text messages they send while staying outside their home country. Today, many phone operators collude and rob users of mobile networks impudently. I voted in favour.

4-376-500

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – Negli ultimi anni é notevolmente aumentato il numero di persone che si sposta frequentemente attraverso i diversi Paesi d'Europa, per le ragioni più svariate. Uno dei maggiori fastidi cui queste persone vanno incontro é

sicuramente rappresentato dal costo astronomico per l'utilizzo della telefonia mobile all'estero. Negli ultimi anni la situazione é andata via via migliorando, e il testo che abbiamo approvato oggi prosegue su questa giusta direzione. Le misure previste dal regolamento approvato prevederanno infatti un sensibile calo dei prezzi di chiamate, sms e traffico dati in roaming; inoltre il mercato dovrà aprirsi alla presenza di più operatori, in maniera tale da consentire una reale concorrenza e diminuire così il monopolio delle poche compagnie telefoniche che offrono attualmente i servizi di roaming. Iniziative come queste prese a livello europeo sono sicuramente utili e apprezzabili, con ripercussioni favorevoli per tutti i cittadini e consumatori, e senza arrecare alcun danno di sorta. E' su azioni come queste che dovrebbe concentrarsi l'Unione europea, dimostrandosi cioè di una qualche utilità, e per le quali potrà quindi avere, come in questo caso, il nostro pieno e deciso supporto.

4-376-750

Elisabeth Morin-Chartier (PPE), *par écrit*. – Par mon vote en faveur de ce rapport, j'affirme que l'Europe est au service des citoyens. Jusqu'à présent, les tarifs d'itinérance étaient bien supérieurs aux prix des communications nationales, sans raison valable. Le nouveau règlement de l'Union européenne met un terme à cette tarification inéquitable en imposant des plafonds et en permettant aux consommateurs de choisir un opérateur différent de leur opérateur national pour les services d'itinérance. Ce règlement représente une belle avancée pour les citoyens européens qui contrôleront désormais davantage leur facture de téléphonie mobile.

4-377-000

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Keliavimas – neatsiejama europiečių gyvenimo dalis. Todėl natūralu, kad užsienyje norime gauti tas pačias paslaugas ir tomis pačiomis sąlygomis, kaip gauname jas savo valstybėje, ir kad nesijaustume diskriminuojami, lyginant su šalies, kurioje keliaujame, gyventojais. Viena sričių, kuriose būtina ir toliau mažinti atskirtį – mokesčiai už tarptinklinį ryšį ir duomenų perdavimą. Šis sprendimas ne tik padeda keliaujantiems europiečiams, bet ir yra vienas iš pavyzdžių, kaip Europos Parlamentas realiai prisideda prie vieningos Europos kūrimo.

4-377-500

Katarína Nevedřalová (S&D), *písomne*. – Vážení kolegovia. Internet sa postupne stáva súčasťou života každého človeka. Záujem a, bohužiaľ, v mnohých prípadoch aj nutnosť byť stále online, nech ste kdekoľvek, neustále rastie. Roamingové poplatky v Európskej únii, v rámci jej jednotného trhu, považujem za nadbytočnú finančnú záťaž pre spotrebiteľov. Profitujú z toho iba veľké spoločnosti, ktoré tieto mobilné služby sprostredkujú. Aj napriek tomu, že sa nám stále nepodarilo roamingové poplatky úplne zrušiť, skupina S&D zaznamenala významné úspechy v rámci znižovania roamingu pre hovory, správy SMS a dáta. Obzvlášť dátový roaming spôsoboval výrazné problémy jeho používateľom. Neustále sa stretávame s prípadmi, keď neúmyselné aktivovanie takejto služby spôsobí používateľovi veľké dlžoby v mobilných spoločnostiach. Preto považujem vyriešenie týchto problémov férovým regulovaním cien roamingových služieb za mimoriadne dôležité. Do roku 2014 by spotrebiteľia mali platiť za roamingové služby o 65 % menej, ale pevne verím, že sa nám jedného dňa podarí zrušiť tieto poplatky úplne.

4-377-562

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. – Pünktlich zu Beginn der Feriensaison werden ab Juli die Roaming-Gebühren sinken! Fürs Internet z.B.: 70 Cent pro Megabyte, ab 2014 50 Cent. Smartphones und Tablets können sodann genutzt werden, ohne eine Kostenlawine befürchten zu müssen. Besonders erfreulich sind die Pläne für "mehr Wettbewerb im Mobilfunkmarkt": Ab 2014 können sich die Kunden den günstigsten Anbieter aussuchen und Roamingdienste separat dazubuchen! Und zwar auch bei einem ausländischen Anbieter! Jedes Mal, wenn man eine Grenze überquert, wechselt dann das Handy automatisch ins Netz des gewählten Anbieters. Die Rufnummer bleibt dabei gleich. Roaming-Gebühren sind der einzige Bereich in der EU, wo, alleine durch das Überschreiten der Grenze, Kosten anfallen! Wenn ich an das Lohn- und Sozialdumping durch die osteuropäische Arbeitsmarktöffnung denke, dann hat der Binnenmarkt nicht immer nur Gutes gebracht! Hier haben wir endlich einmal eine wirklich sinnvolle Maßnahme! Daher habe ich positiv abgestimmt.

4-377-593

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult*. – Isikute vaba liikumine on üks Euroopa Liidu põhivabadustest. Enamgi veel, oleme võtnud eesmärgiks teha reisimine ja ümberasumine liidu piires inimeste jaoks võimalikult mugavaks ning vähendada sellega kaasnevat põhjendamatu kulud. Üks sellistest on mobiilsidekulu, mis on vähese konkurentsi tingimustes endiselt ebaproportsionaalselt suur. Lisaks kõnede roaming-tasudele on probleemiks saanud ka andmesidetariifid, mis käivad suurele hulgale reisivatest inimestest üle jõu, ning ebapiisava informatsiooni või inimliku eksituse tõttu tekkinud suured arved. Kõne all oleva määruse uuesti sõnastatud versioon püüab neid vajakajäämisi parandada ning kehtestab ühtlased tingimused nii rändlustariifidele kui näiteks tarbija informeerimisele Euroopa Liidus. Leian, et hinnad ja tingimused rändlusele üldkasutatavates mobiilsidevõrkudes tuleb hoida mõistlikena, sest nii saavutame ühtsema ning konkurentsivõimelisema Euroopa siseturu ning kaitseme tarbijat. Mainitud põhjustel andsin raportile oma poolthääl.

4-377-609

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione della collega Niebler perché faccio parte di quegli utenti della telefonia mobile che, utilizzando i servizi telefonici fuori dal mio Paese, ritengono di spendere eccessivamente rispetto alle tariffe nazionali. L'analisi della Commissione relativa alla proposta di un regolamento per il roaming sulle reti pubbliche per la comunicazione mobile nell'UE mostra come i prezzi o i rischi di incorrere in costi elevati siano dovuti alla bassa concorrenza in questo mercato. Gli operatori di telefonia mobile non sono molto numerosi e questo permette loro di mantenere i costi degli utenti molto più alti di quanto sarebbero in caso di maggiore concorrenza. Per questo l'UE oltre che definire dei massimali tariffari applicabili per le chiamate internazionali in entrata e in uscita e per gli sms, intende fare delle riforme strutturali del sistema che aprano le reti roaming internazionali agli operatori di altri Stati, grazie a tariffe all'ingrosso regolamentate.

4-377-625

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), *γραπτώς*. – Το κόστος και οι χρεώσεις της περιαγωγής σε δημόσια δίκτυα κινητών επικοινωνιών εντός της Ένωσης αποτελούν ζήτημα πολυσυζητημένο στην Ελλάδα όπως και στην υπόλοιπη Ευρώπη. Είναι γεγονός πως, κατά καιρούς, οι χρεώσεις για τις υπηρεσίες αυτές εμφάνισαν απόκλιση από το ευρωπαϊκό νομοθετικό πλαίσιο. Για

παράδειγμα, πέρα από τον ορισμό των πάγιων τιμών σε συνομιλίες και γραπτά μηνύματα, προκειμένου να αποφεύγονται οι «φουσκωμένοι λογαριασμοί», ισχύει ως κανόνας το όριο διακοπής των 50 ευρώ για όλους τους καταναλωτές που δεν έχουν ήδη επιλέξει διαφορετικό όριο διακοπής. Παρ'όλα αυτά, ορισμένες εταιρείες εξακολουθούν να μην προσφέρουν στους καταναλωτές ενδεδειγμένες χρεώσεις αλλά και να μην συμμορφώνονται με το κοινοτικό δίκαιο. Σε κάθε περίπτωση, οι υπερβολικές χρεώσεις περιαγωγής και η συνακόλουθη περιορισμένη χρήση των υπηρεσιών περιαγωγής εντός της ΕΕ δεν ωφελούν ούτε τους ευρωπαίους πολίτες ούτε την ευρωπαϊκή οικονομία. Η παρούσα πρόταση κανονισμού έχει συνεπώς ως σκοπό να αντιμετωπίσει αυτές τις στρεβλώσεις και για τον λόγο αυτό την υπερψήφισα.

4-377-687

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente proposta de resolução em que se apresentam medidas tendentes a solucionar o custo excessivo das tarifas de itinerância e se introduz pela primeira vez um limite máximo para preços retalhistas de serviços móveis de dados. De facto, apesar de continuar a crescer a bom ritmo, o mercado da itinerância continua a denotar muito pouca concorrência e o custo excessivo das tarifas de itinerância não beneficia nem os consumidores nem a economia europeia.

4-377-750

Alojz Peterle (PPE), *pisno*. – Z velikim veseljem podpiram to uredbo, ki predvideva nadaljnje znižanje cen gostovanja na področju čezmejnih telekomunikacijskih storitev. Ta uredba ne pomeni samo pozornosti do uporabnikov in še posebej do njihovega počitniškega proračuna, pomeni tudi prispevek k več konkurenčnosti.

4-377-875

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – O presente relatório, relativo à itinerância nas redes de comunicações móveis públicas da União, contém medidas que vão ao encontro dos anseios legítimos dos nossos cidadãos. A questão central desta proposta de regulamento é a imposição de limites às tarifas de telemóvel cobradas aos consumidores europeus quando em roaming. Trata-se do primeiro passo de um caminho cujo objetivo final é terminar com o roaming no Espaço Europeu a partir de 2016. Um outro aspeto essencial tem a ver com a qualidade da informação prestada aos consumidores. Já a partir do verão, as operadoras passam a ser obrigadas a informar os consumidores dos preços praticados quando estes viajam também para fora da União Europeia. Além disso, o consumidor poderá, se assim entender, ter dois contratos: um para os serviços no território nacional e outro para os serviços no estrangeiro, mantendo o mesmo número de telemóvel e tendo apenas uma fatura. Por último, preconiza-se uma maior facilidade de entrada de operadores no mercado, o que significa aumento da concorrência que, por sua vez, estimulará melhores serviços e melhores preços para o consumidor. Pelo exposto, o meu voto foi em sentido favorável.

4-378-000

Frédérique Ries (ALDE), *par écrit*. – Vote sur "l'itinérance téléphonique" ce midi, et d'excellentes nouvelles pour le portefeuille des consommateurs, qui verront une nouvelle fois baisser leurs tarifs de téléphonie mobile à l'étranger. Les tarifs dits d'itinérance (roaming) ne constituant pas un critère dominant dans le choix de tel ou tel opérateur par les consommateurs, les opérateurs s'en donnent à cœur joie et pratiquent des tarifs souvent

prohibitifs, particulièrement en Belgique... C'est la raison qui justifie pleinement l'intervention du secteur public pour plafonner ces montants dans les limites du raisonnable pour les appels vocaux et les SMS, mais aussi pour le transfert de données (data roaming). À titre d'exemple, les tarifs maximaux des SMS à l'étranger seront divisés par 5 en cinq ans, passant de 0,29 euro avant 2009 à 0,11 euro en 2009 pour atteindre progressivement le plafond de 0,06 euro en 2014, soit moins que le coût d'un SMS pour un utilisateur en Belgique! Le transfert de données sera quant à lui plafonné à 0,70 euro en juillet 2012, 0,45 euro en juillet 2013 et... 0,20 euro en juillet 2014! L'occasion de rappeler que les tarifs de téléphonie mobile en Belgique sont les plus élevés d'Europe et de rappeler la nécessité pour le gouvernement de remédier rapidement à cette anomalie...

4-378-250

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – Oggi durante la sessione plenaria di Bruxelles si è votata la relazione dell'on. Bradbourn. Il costo di utilizzo di telefoni cellulari, smartphone e tablet quando si viaggia all'interno dell'UE diminuirà drasticamente a partire dal 1° luglio di quest'anno, in base a un accordo con il Consiglio approvato oggi. Le nuove regole permetteranno inoltre ai clienti di acquistare servizi roaming da operatori diversi dai loro operatori nazionali e aprire il mercato a nuovi concorrenti, per aumentare la concorrenza e ridurre i prezzi. La proposta entrerà in vigore il 1° luglio 2012, sostituendo il regolamento del 2007, che scade il 30 giugno 2012. Durante le vacanze estive, i nostri cittadini saranno in grado di beneficiare di tariffe più favorevoli. Il Parlamento ha avuto successo nella sua richiesta di un abbassamento dei prezzi del roaming per i consumatori, e in particolare dei servizi di dati. Inoltre, a partire dal luglio 2014, i consumatori saranno in grado di scegliere un operatore diverso dal loro operatore nazionale per i servizi di roaming. Le nuove regole contribuiranno ad aprire il mercato a nuovi operatori, aumentando così la concorrenza.

4-378-375

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The objective of reducing the difference between national and roaming tariffs, which was included in the Commission's Benchmarking Framework 2011-2015, endorsed by the i2010 High Level Group in November 2009, and included in the Commission Communication 'A Digital Agenda for Europe', should also remain the goal of this regulation. The planned separate sale of roaming services and domestic services should increase competition, and therefore lower the prices for customers and create an internal market for roaming services in the Union with no significant differentiation between national and roaming tariffs. Union-wide roaming services can stimulate the development of an internal telecommunications market in the Union.

4-378-500

Vilja Savisaar-Toomast (ALDE), *kirjalikult*. – Lugupeetud juhataja, lugupeetud kolleegid! Mobiiltelefoni kasutamine on muutunud tänapäeval niisama tavaliseks ja vajalikuks kui söömine ja joomine. Samuti on muutunud telefonide kasutamise otstarve – lisaks helistamisele kasutatakse mobiiltelefone SMSide saatmiseks ja vastuvõtmiseks või veebilehitsemiseks või GPSi kasutamiseks. Nii kasutajate kui teenuste arv kasvab päevast päeva. Kuigi viimastel aastatel on mobiilside rändlustasudele rohkem tähelepanu pööratud, siis kahjuks esineb ikka veel ebamõistlikult kõrgeid kulusid kõne- ja sõnumiteenuste kasutamisel, eriti andmeside edastamisel, kus hinnad võivad erineda sadades kordades. On hea meel tervitada käesolevat raportit kui Euroopa siseturu edasiarendajat. Kui inimesed saavad vabalt liikuda ühest liikmesriigist teise, siis peavad nad saama seal ka vabalt ja

mõistlike hindadega suhelda ning erinevaid mobiilsideteenuseid tarbida. Seetõttu toetasin selle raporti vastuvõtmist ja jään ootama soodsamaid mobiilsideteenuste hindasid.

4-379-000

Andreas Schwab (PPE), *schriftlich*. – Bereits im Juni 2007 hat das Europäische Parlament eine erste Verordnung zum Roaming in deutschen Mobilfunknetzen erlassen. Damit haben wir den Binnenmarkt bei Mobilfunkdienstleistungen in positiver Weise gestärkt. Insbesondere haben wir die hohen Preise für Roaming stark gesenkt. Der Zwischenbericht der Kommission vom Juli 2011 hat indes gezeigt, dass den Verbrauchern aber noch immer nicht wirklich Tarife angeboten werden, die unter den Höchstpreisen liegen. Aus diesem Grund wollen wir den Wettbewerb stärken und die strukturellen Probleme auf dem Mobilfunkmarkt angehen.

Die Einigung im Trilog hat nun wirklich gute Ergebnisse geliefert, die für die Verbraucher und für die Marktteilnehmer gewissermaßen Anreize für mehr Wettbewerb – und damit langfristig niedrigere Preise – liefern.

Vor allem für Bewohner der Grenzregionen ist hervorzuheben, dass „unfreiwilliges Roaming“ kurzfristig dadurch erschwert wird, dass die Nutzer informiert werden, wie sie dieses „teure Vergnügen“ umgehen können und ohne Roaming telefonieren können.

Hier bleibt darauf hinzuweisen, dass dies unbürokratisch ablaufen muss und auch Rückforderungen unkompliziert möglich sein müssen.

Ich werde das genau beobachten und werde alle negativen Elemente, die sich mit der Zeit möglicherweise ergeben können, in den Überprüfungsbericht einbringen, der bis 2016 von der EU-Kommission vorgelegt werden muss.

4-379-003

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Le spese di telefono cellulare all'estero (roaming) sono state per molto tempo molto più alte di quelle per le chiamate nazionali. Il nuovo regolamento UE, per il quale abbiamo espresso il nostro voto favorevole questa mattina, pone fine a tali pratiche tariffarie sleali. Questa è una vittoria per questo Parlamento, che si è sempre battuto a favore del cittadino affinché il regime di spesa per le telefonate all'estero fosse ridotto per evitare gli abusi delle grandi compagnie telefoniche. Molti i punti positivi di questo testo, primo fra tutti che dal 1° luglio 2012, il regolamento si applicherà anche nel caso in cui i consumatori europei si spostino all'estero al di fuori del territorio dell'UE. Altra grande novità è che dal 1° luglio 2014, i consumatori avranno la possibilità di firmare per un contratto più conveniente sul roaming mobile, separato dal loro contratto per i servizi mobili nazionali, mantenendo lo stesso numero. Insomma, un ottimo accordo in prima lettura a seguito di tre triloghi con il Consiglio, nel quale i cittadini europei possono constatare il nuovo peso del Parlamento Europeo dopo Lisbona nelle decisioni che influiscono positivamente la loro vita quotidiana.

4-379-002

Monika Smolková (S&D), *písomne* – Nariadenie o roamingu aj s pozmeňujúcimi návrhmi som podporila, pretože zavádza štrukturálne opatrenia, ktoré podporujú hospodársku súťaž. V čase finančnej a hospodárskej krízy najviac prosperujúcimi subjektmi sú mobilní operátori. Ich masívna dennodenná reklamná kampaň láka ľudí na nákup ich služieb mnohokrát bez toho, aby zverejnili ceny za jednotlivé položky, ale služby ponúkajú

v balíčkoch, kde spotrebiteľ nemá možnosť porovnania cien za jednotlivé služby. Mobilné telefóny a prenos dát sa stáli nevyhnutnou potrebou každodenného života ľudí. Preto zníženie cien za prenos dát a ceny roamingových služieb určite privítajú všetci užívatelia. Schválené rozhodnutie vytvorilo tiež možnosti výberu pre spotrebiteľov medzi jednotlivými operátormi mobilných služieb.

4-379-500

József Szájer (PPE), *írásban* . – A szabályozás közös megközelítést hoz létre annak biztosítása érdekében, hogy a nyilvános mobilhírközlő hálózatok felhasználói az Unión belüli utazásaik során a nemzeti tarifákhoz képest ne fizessenek túlságosan magas árat az Unión belüli roaming szolgáltatásokért. A roaming díjak sajnos még mindig indokolatlanul magasabbak a belföldi áraknál, valamint a költségek és az árak közötti kapcsolat továbbra is messze van attól, amilyen valódi versenykörülmények között lenne. A magas díjak gátolják a mobilkészülékek használatát az Unión belüli határon átnyúló utazások során. A működőképes belső piac és a fogyasztók védelmének biztosítása érdekében méltányos roaming díjakat kell garantálnunk a szabadságra vagy munkavégzési céllal utazó uniós polgároknak. Álláspontom szerint mihamarabb el kell érniünk, hogy teljesen megszűnjön a nemzeti és a roaming tarifák közötti különbségtétel. A javaslat komoly előrelépés ezen cél felé, mert csökkenti a más tagállamok területén bonyolított telefonhívások és sms-ek árát és versenyeri kényszeríti a piaci szereplőket adatroaming esetén is.

4-380-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit* . – À l'heure des communications sans frontières, ces surcoûts imposés aux consommateurs européens devenaient totalement injustifiés. Le citoyen qui part en vacances en Europe ne devra plus casser sa tirelire pour payer sa facture de téléphone à son retour. Tout bonus également pour tous les citoyens frontaliers. Et pour que le confort soit optimal, le consommateur pourra profiter de ce service sans devoir changer de numéro. Enfin, pour éviter les mauvaises surprises aux consommateurs, les opérateurs auront l'obligation d'envoyer un message à l'utilisateur avec l'ensemble des coûts du pays où il arrive, et ce où qu'il soit dans le monde. Aujourd'hui, le citoyen européen paie trop cher ses communications. Mon objectif final est que le consommateur paie enfin un juste prix. D'ici 2016, une étude sera faite pour analyser le comportement des opérateurs à la suite de cette nouvelle réglementation. Si nous constatons que la grille des prix est encore exagérée ou que la différence entre le niveau national et le niveau européen est trop grande, nous réintroduirons une nouvelle procédure de modification. Cela faisait trop longtemps qu'une vraie concurrence, profitable aux consommateurs, était aux abonnés absents! Le Parlement européen vient à la rescousse.

4-381-000

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing* . – I have always stuck to the premise that less regulation and better regulation should be our goal when we legislate. Roaming has been a very sensitive issue for many years now, and the prices have been too high for our citizens. Given the importance of having a strong single market to boost the economy, roaming charges should be based on market prices. I voted 'yes' to better regulation and better protection for users, as well as the fair charges that service providers deserve.

4-381-500

Rafał Trzaskowski (PPE), *na piśmie*. – Przyjęcie sprawozdania to dobra wiadomość dla konsumentów w całej Unii. Dzięki PE znacznie obniżone zostaną stawki za roaming już nie tylko za rozmowy i wysyłanie wiadomości, ale także po raz pierwszy za przesył danych.

4-382-000

Joachim Zeller (PPE), *schriftlich*. – Ich habe für den Bericht gestimmt. Augenscheinlich haben es die Kräfte des Marktes nicht vermocht, im Rahmen des wirtschaftlichen Wettbewerbs zu fairen Preisen in der grenzüberschreitenden Telefonie zu kommen. Deshalb ist es richtig, daß das Europäische Parlament hier eingreift und Obergrenzen bei den Roaminggebühren festlegt. Es soll allerdings nur ein Schritt in die richtige Richtung sein, damit Wettbewerb auch in diesem Bereich greift und zu signifikanten Preissenkungen führt, vielleicht sogar Roaminggebühren gänzlich überflüssig macht. Der Zeitpunkt für die jetzige Entscheidung ist richtig gewählt: vor Beginn der Sommer-Reisesaison.

4-382-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Sendo importante a redução do preço das comunicações móveis pelos serviços de itinerância que esta proposta de regulamento também visa, ele escamoteia questões de soberania, económicas e de saúde pública para as quais queremos chamar a atenção: - Podendo ter um impacto inicial positivo pela via do abaixamento regulamentado dos preços dos serviços de itinerância, a concretização do mercado interno da UE neste domínio irá gerar a concentração da oferta em alguns monopólios transnacionais do sector, conduzindo ao desemprego de muitos trabalhadores e ao aumento dos preços, como o evidencia a concretização do mercado interno noutros domínios; - De forma crescente, monopoliza-se o espaço do espectro, comprometido ou reservado para fins comerciais, com apenas algumas ressalvas; o espaço público está morto, um número cada vez mais reduzido de empresas privadas domina este bem público e recurso natural de soberania partilhada entre países; - O espectro vai sendo preenchido mas o impacto ambiental e na saúde pública dessa ocupação não é devidamente avaliado nem se impõem regras, apesar dos alertas feitos por muitos estudos; a urgência da multiplicação de aplicações técnicas e a sua rápida comercialização pelos monopólios do sector sobrepe-se à salvaguarda da saúde pública, o que poderá acarretar consequências desastrosas para os povos e para a vida do Planeta.

4-383-000

Relazione: Dan Jørgensen (A7-0015/2012)

4-383-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Tendo em conta que o que o Grupo Consultivo dos Serviços Jurídicos do Parlamento Europeu, do Conselho e da Comissão concluiu, no seu parecer, que a proposta em apreço não contém alterações de fundo para além das nela identificadas como tal e que, no que respeita à codificação das disposições inalteradas dos atos precedentes, juntamente com as alterações introduzidas, a proposta se cinge à codificação pura e simples dos atos existentes, sem alterações substantivas, aprovo o presente relatório tomando em consideração as recomendações feitas por este grupo.

4-383-750

Alfredo Antoniozzi (PPE), *per iscritto*. – L'Unione Europea riveste un ruolo cruciale in materia di politica ambientale a livello Europeo. Con la firma del regolamento (CE) n. 689/2008, stipulando la convenzione di Rotterdam, l'UE si è posta l'obiettivo di incentivare ed aumentare lo scambio di informazioni sulle sostanze chimiche commercializzate tra le parti della convenzione ed inoltre di attuare la procedura di previo assenso informato (PIC). Questa garantisce, ai paesi esportatori di sostanze chimiche, di ottenere formalmente il consenso dai paesi importatori prima che l'esportazione possa avere luogo. La proposta del collega Jørgensen vuole porre un limite alle deroghe che vengono solitamente adottate in opposizione alla procedura PIC, cercando quindi di difendere il significato originario della Convenzione. Di notevole utilità inoltre sarà l'intervento congiunto tra Commissione e Agenzie Nazionali competenti. Tale sinergia porterà sicuramente ad una documentazione più accurata e attendibile circa i possibili impatti sulla salute umana o sull'ambiente derivanti dell'utilizzo di sostanze chimiche pericolose nel paese importatore o in un altro paese esportatore.

4-383-812

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Les exportations et importations de produits chimiques dangereux nécessitent un contrôle minutieux. Ce rapport apporte cette nécessaire sécurité juridique et environnementale. Les principaux éléments de la proposition apportent désormais davantage de clarté pour les exportateurs, tout en n'entraînant aucune charge administrative supplémentaire. Au sein de mon groupe politique, nous souhaitons néanmoins apporter quelques modifications au rapport de Dan Jørgensen. Or, il a consenti à d'importantes concessions en faveur de ce que nous défendons. L'objectif principal de mon groupe politique a dès lors été atteint. Il prévoit que les produits chimiques provenant de l'Union européenne et respectant toutes les normes juridiques européennes en matière d'environnement et de santé ne soient pas interdits sur les marchés mondiaux, ni remplacés par des produits chimiques respectant des normes moins élevées. De cette manière, l'Union européenne peut désormais exporter ses produits chimiques, mais également ses normes juridiques.

4-383-875

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu šiam pranešimui. Palankiai vertinu naują Komisijos parengto reglamento redakciją. Svarbu patikslinti kai kurias apibrėžtis ir suderinti reglamentą su naujais teisės aktais bei įtraukti ECHA į reglamento įgyvendinimą. Būtų logiška naudotis įkurta Europos cheminių medžiagų agentūra, kuri galėtų perimti didelę dalį atsakomybės už šio reglamento įgyvendinimą. Nesutikčiau su IPS procedūros taisyklių keitimu. IPS procedūra taikoma cheminėms medžiagoms, apimančioms pesticidus ir pramonines chemines medžiagas, kurie yra uždrausti arba griežtai apriboti dėl poveikio sveikatai ar aplinkai. ES turėtų būti labai atsargi eksportuodama šias chemines medžiagas į trečiąsias šalis, kad tai nebūtų daroma prieš šių šalių valią. Nemanau, kad ES siekis užtikrinti pavojingų cheminių medžiagų gamintojų, kuriems sunku parduoti šias medžiagas ES viduje, pilną, turėtų būti svarbesnis už ES išipareigojimą saugoti žmonių sveikatą ir aplinką.

4-383-937

Elena Băsescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea acestei rezoluții, deoarece aduce o claritate juridică suplimentară în privința produselor chimice, asigurând, în același timp, o implicare sporită a Agenției Europene pentru Produse Chimice în aplicarea regulamentului

privind exportul și importul de produse chimice periculoase. Apreciez că s-a ajuns la un bun echilibru în ceea ce privește procedura de consimțământ prealabil în cunoștință de cauză. În condițiile în care, în prezent, 30% din exporturile de substanțe chimice nu pot fi realizate din cauza lipsei de răspuns din partea țărilor importatoare, consider că modificările propuse de PE vor fi benefice pentru prezența produselor chimice de proveniență europeană pe piețele mondiale, evitând blocajele nejustificate din partea țărilor terțe. În același timp, se va asigura o promovare sporită a standardelor înalte ale Uniunii Europene în materie de sănătate publică și mediu, evitându-se înlocuirea produselor cu unele care răspund unor norme mai scăzute în domeniile menționate. Subliniez, totodată, importanța aplicării măsurilor în materie de clasificare, ambalare și etichetare a produselor chimice, în conformitate cu amendamentul 14 din propunerea Parlamentului European.

4-384-000

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ho sostenuto la relazione del collega Jørgensen. La trasparenza in materia di commercializzazione e dunque esportazione delle sostanze chimiche tra le parti della convenzione di Rotterdam, attuata nell'UE con il regolamento (CE) n. 689/2008, rappresenta una priorità politica e di buon senso che va sempre difese in nome della sicurezza di tutti i cittadini europei.

4-384-250

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą, nes Europos Sąjungoje yra įgyvendinama Roterdamo konvencija, kurios tikslas – skatinti keitimąsi informacija apie chemines medžiagas, kuriomis tarpusavyje prekiauja Konvencijos šalys, ir taip pat įgyvendinti sutikimo, apie kurį pranešama iš anksto (IPS), procedūrą, kai Konvencijos šalis eksportuoja į Konvenciją įtrauktas chemines medžiagas į kitą Konvencijos šalį. IPS procedūra padeda užtikrinti, kad chemines medžiagas eksportuojančios šalys prieš eksportuodamos gautų oficialų importuojančių šalių pritarimą. Europos Sąjunga šiandien priimama nauja reglamento redakcija siekia daugiau negu numatyta pagal Roterdamo konvenciją, kadangi į reglamentą įtraukta daugiau cheminių medžiagų negu jų pateikta Roterdamo konvencijoje. Nauja IPS reglamento redakcija reikalinga tam, kad patikslintų ir suderintų reglamentą su neseniai patvirtintais teisės aktais cheminių medžiagų srityje, pakeistų nuostatas, susijusias su atstovavimu Sąjungai už jos ribų, palengvintų eksporto ir importo sąlygas ir taikytų griežtesnes priemones už šių sąlygų netinkamą įgyvendinimą.

4-384-500

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Chimicalele joacă un rol esențial în societatea zilelor noastre. Le folosim în fiecare zi, de la medicamente, la mașini și de la materiale de construcții, la jucării. Industria chimicalelor din Uniunea Europeană este a treia industrie în lume ca mărime, generând direct deșeuri de substanțe și preparate chimice periculoase. Regulamentul privind exportul și importul de produse chimice periculoase are ca obiectiv promovarea responsabilităților și eforturilor comune de cooperare în domeniul transportului internațional de produse chimice ce prezintă un risc în vederea protejării sănătății umane și a mediului de daunele potențiale. Regulament se aplică tuturor produselor chimice exportate către alte părți la convenție sau alte țări, cu excepția cazului în care dispozițiile respective intră în conflict cu vreo cerință specifică a părților sau țărilor respective, fiind respectate prevederile Regulamentului privind clasificarea, ambalarea și etichetarea produselor chimice periculoase. În materie de legislație referitoare la mediu, UE este un lider la nivel mondial și consider că este de datoria noastră să ne menținem această poziție.

4-384-750

John Bufton (EFD), *in writing* . – I voted against this as I am keen to protect the UK chemicals industry from over-regulation. The Chemical Industries Association has stated that unless bold steps are taken, many companies may seek to move manufacturing plants from Europe. In the current economic climate it is my belief that more needs to be done to promote growth and investment and create incentives for manufacturing plants to be based in Europe. This means cutting the red tape that stifles development and seeking cost-effective solutions. In one of the worst recessions for generations, the chemicals industry has still driven more than GBP 1 billion into capital expenditure and spent more than GBP 5 billion on research and development, accounting for a third of the overall UK investment. The industry employs over half a million people and puts GBP 70 million a day into the UK economy, a grand total of GBP 17 billion a year. It is therefore essential that the industry is protected and concerns are heeded.

4-384-812

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito* . – Votei favoravelmente a presente proposta de resolução por considerar que a UE deverá continuar a ser líder no que diz respeito à legislação ambiental e por concordar com o facto de as derrogações ao procedimento PIC deverem ser limitadas, já que é da responsabilidade da UE garantir que os produtos químicos que exporta não causem danos desnecessários aos seres humanos ou ao ambiente.

4-384-875

Lara Comi (PPE), *per iscritto* . – Questo Regolamento fornisce una chiara base giuridica alle imprese che commerciano con Paesi esteri nel settore dei prodotti chimici, contribuisce perciò a fare chiarezza riguardo alle sostanze commerciabili all'interno dei confini dell'Unione, e alle condizioni di etichettatura per l'esportazione degli stessi. La proposta in questione contribuisce dunque alla sicurezza all'interno dei confini dell'UE senza aggiungere oneri per le imprese esportatrici del settore né aggravare il compito delle autorità competenti. Per quanto riguarda le sostanze che, pur non essendo bandite, necessitano di autorizzazione da parte del Paese di destinazione, grazie a questo Regolamento sarà ora possibile esportare tali sostanze verso i Paesi che non hanno provveduto a fornire una risposta entro i termini previsti se esistono prove dell'utilizzo delle stesse sostanze nel Paese di destinazione per un periodo di almeno cinque anni. Nonostante gli sforzi dalla Commissione infatti, circa il 30% delle richieste effettuate in passato non ha ricevuto risposta, impedendo di fatto il commercio di prodotti chimici non proibiti. Ritenendo che questo Regolamento rappresenti il giusto compromesso tra le esigenze di sicurezza dei cittadini e il consolidamento del mercato unico europeo, ho ritenuto di esprimere parere favorevole alla relazione sul commercio di prodotti chimici pericolosi.

4-385-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit* . – J'ai voté en faveur de ce texte, qui encadre le commerce des produits chimiques dangereux, afin de garantir la sécurité des personnes et la protection de l'environnement. Ce rapport impose en particulier le consentement préalable des pays importateurs pour le commerce de ces produits dangereux, y compris lorsque ces pays ne font pas partie de l'Union européenne. L'adoption d'une telle réglementation par le Parlement respecte nos engagements internationaux dans le cadre de la convention de Rotterdam, et dépasse d'ailleurs ses exigences, au service d'une meilleure protection de nos concitoyens.

4-386-000

Ioan Enciu (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the draft European Parliament legislative resolution on the proposal for a regulation concerning the export and import of dangerous chemicals. I did so because I believe that this report contains a balanced analysis of the role that the EU has to play in protecting human health and the environment, both within and outside Europe. The EU, deeming health and environmental protection to be of fundamental importance for its citizens, has decided to extend the list of prohibited chemicals established by the international Rotterdam Convention. I welcome the rapporteur's suggestion to oppose allowing exporters to trade the listed products when they have not received a response within 60 days from the importing countries, because this would create an exception that would be potentially harmful to the health and to the environment of those countries with weaker administrations. This goes against the purposes of the EU, and the Rotterdam Convention as well. It is important that that the EU carefully limits its derogations regarding the export of dangerous chemicals, since I believe it is our responsibility to ensure that the products we export do not have negative effects in other countries.

4-386-125

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório sobre *Exportações e importações de produtos químicos perigosos*, porque considero que o acordo alcançado com o Conselho introduz disposições importantes para a proteção da saúde humana e do ambiente, ao aplicar o procedimento de prévia informação e consentimento, previsto na Convenção de Roterdão.

4-386-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A Comissão propôs uma reformulação do regulamento que aplica a Convenção de Roterdão, relativo ao intercâmbio de informações sobre os produtos químicos comercializados (Regulamento PIC). O principal objetivo pretendido é o de permitir que as substâncias químicas produzidas na União Europeia, as quais cumprem todas as normas legislativas da UE em matéria de ambiente e saúde, não sejam impedidas de entrar nos mercados mundiais, sendo substituídas por produtos químicos com padrões mais baixos de qualidade. Ao fazer isso, a União Europeia assegura não apenas a exportação dos seus produtos químicos, protegendo a indústria química europeia, mas também um elevado grau de proteção ambiental.

4-386-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O Regulamento (CE) n.º 689/2008 (Regulamento PIC) aplica a Convenção de Roterdão na União Europeia indo, contudo, para além desta na medida em que abrange um maior número de produtos químicos. Para além disso, o Regulamento aplica o procedimento PIC a todos os países que importam os produtos químicos enumerados a partir da UE e não apenas aos países que são parte na Convenção. Apoio o envolvimento da Agência Europeia de Produtos Químicos (ECHA) na aplicação do Regulamento de forma a assumir a maior parte da responsabilidade em matéria de implementação do mesmo. Os produtos químicos enumerados nas partes 2 e 3 do anexo I do Regulamento PIC são proibidos ou altamente restringidos na UE porque comportam, frequentemente, riscos para o ambiente e/ou para saúde humana. É importante ter um cuidado especial na exportação destes produtos químicos para países terceiros garantindo que não o fazemos contra a sua vontade. Assim, concordo com o relator na

limitação das derrogações ao procedimento PIC, já que é da responsabilidade da UE garantir que os produtos químicos que exportamos não causam danos desnecessários nos seres humanos ou no ambiente.

4-386-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O relatório parece-nos globalmente positivo e por essa razão o apoiámos. O Regulamento PIC aplica a Convenção de Roterdão na UE, promove o intercâmbio de informações sobre os produtos químicos comercializados e aplica o procedimento de prévia informação e consentimento quando há exportação de produtos químicos abrangidos pela Convenção. Assim, o mecanismo garante que os países exportadores de produtos químicos obtenham formalmente o consentimento dos países importadores antes da realização das exportações. A proposta da Comissão, apoiada pelo Parlamento, clarifica algumas definições envolvendo a agência europeia dos produtos químicos na sua aplicação. Assim, acautela-se que os fabricantes de produtos químicos proibidos ou restringidos na UE, que normalmente optam pela exportação, nomeadamente para países de legislação mais permeável, só o possam fazer mediante a certificação formal que, ao exportarem estes produtos, os países terceiros que os recebem não estejam contra a sua recepção, dado que certos produtos químicos compreendem um risco para a saúde pública e para o ambiente, questão central deste regulamento.

4-387-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Účelom Rotterdamského dohovoru, ktorý sa vykonáva v Európskej únii, je podporovať výmenu informácií o chemikáliách, s ktorými sa obchoduje medzi stranami dohovoru, a tiež zaviesť postup udeľovania predbežného súhlasu, keď strana dohovoru vyváža chemikálie inej strane dohovoru. Bolo dôležité, aby sa zmenili pravidlá udeľovania predbežného súhlasu, aby bolo jednoduchšie pre vývozcov chemických látok vyvážať v prípadoch, keď neprichádza žiadna odpoveď. Podľa vyjadrení Komisie, ak nejaká krajina nereaguje na žiadosti o vývoz, mohlo by to byť preto, že orgány v tejto krajine necítia potrebu reagovať na požiadavky týkajúce sa chemikálií, ktoré nie sú uvedené v Rotterdamskom dohovore, ale len v právnych predpisoch EÚ. Je však tiež možné, že krajina má slabšiu štátnu správu, a preto nie je schopná reagovať včas. Som toho názoru, že v takýchto prípadoch sa javí ako veľmi problematické, aby sa umožnil vývoz nebezpečných chemikálií do týchto krajín. Ak ich správa nie je schopná reagovať na žiadosť o vývoz, je nepravdepodobné, že je schopná chrániť občanov alebo životné prostredie pred nebezpečnými chemikáliami. Európska únia je lídrom v oblasti environmentálnych právnych predpisov a mala by ním i ostať. Som presvedčená, že je zodpovednosťou Únie zabezpečiť, aby chemikálie, ktoré vyvážame, nespôsobili zbytočné poškodenie zdravia ľudí alebo životného prostredia.

4-387-125

Jim Higgins (PPE), *in writing*. – I supported this report. This report represents a compromise and the best available deal for Ireland and the EU under difficult circumstances. I would like to take this opportunity to thank Mairead McGuinness who acted as shadow rapporteur for the EPP group. I am concerned that, under the current text, chemicals whose use is allowed for specific uses in the EU cannot be exported for the same verified uses in third countries. This is something that I feel needs to be resolved during the second reading. We need to ensure that we strike the right balance between environmental/health aspects on the one hand and trade/competitiveness aspects on the other.

4-387-187

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už pasiūlymą dėl Europos Parlamento ir Tarybos reglamento dėl pavojingų medžiagų eksporto ir importo, nes remiantis Reglamentu Nr. 689/2008/EB (IPS reglamentas) Europos Sąjungoje įgyvendinama Roterdamo konvencija. Roterdamo konvencijos tikslas – skatinti keitimąsi informacija apie chemines medžiagas, kuriomis tarpusavyje prekiauja Konvencijos šalys, ir taip pat įgyvendinti sutikimo, apie kurį pranešama iš anksto (IPS), procedūrą, kai Konvencijos šalis eksportuoja į Konvenciją įtrauktas chemines medžiagas į kitą Konvencijos šalį. Tai priemonė, kurią taikant užtikrinama, kad chemines medžiagas eksportuojančios šalys prieš eksportuodamos gautų oficialų importuojančių šalių pritarimą. Ši procedūra taikoma cheminėms medžiagoms, išvardytoms Roterdamo konvencijos III priede, aprėpiančiame pesticidus ir pramonines chemines medžiagas, kurie yra uždrausti arba kurių taikymą Konvencijos šalys yra griežtai apribojusios dėl poveikio sveikatai ar aplinkai, ir apie kurias pranešama Konvencijos šalims siekiant šiems medžiagoms pritaikyti IPS procedūrą. Vadovaudamasi Reglamentu Nr. 689/2008/EB, ES siekia daugiau negu numatyta pagal Roterdamo konvenciją, kadangi į šį reglamentą įtraukta daugiau cheminių medžiagų negu jų pateikta Roterdamo konvencijoje. Be to, pagal reglamentą IPS procedūra taikoma visoms šalims, kurios importuoja išvardytąsias chemines medžiagas iš ES, o ne tik Konvencijos šalims.

4-387-250

Petru Constantin Luhan (PPE), *în scris*. – Se cere o notă de precauție în cazul transferului comercial a substanțelor chimice între țări, deoarece acestea presupun riscuri la adresa mediului, dar și a populației. Însă propunerea Comisiei de a modifica regulamentul PIC (Prior Informed Consent) nu va face altceva decât să le dea oportunitatea producătorilor de substanțe interzise sau restricționate de UE de a-și vinde marfa în țări care au o legislație clară în cazul acestor tranzacții. Nu putem permite și nu sunt de acord ca neștiința guvernelor tuturor țărilor care se confruntă cu această situație să pună în pericol sănătatea cetățenilor. Singurul punct, din această propunere, pe care îl salut este clarificarea definițiilor din Regulament și implicarea ECHA (European Chemicals Agency) în aplicarea lui, însă consider absolut necesară limitarea derogărilor de la procedura PIC permise de Comisie, pentru a fi astfel în concordanță cu datoria Uniunii Europene de a contribui la crearea unor relații de parteneriat corecte și avantajoase pentru toate părțile, statele participante.

4-387-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution. Exchange of information, shared responsibility and cooperative efforts between the Union and the Member States and third countries should be promoted with a view to ensuring sound management of chemicals, whether or not those third countries are parties to the Convention. In particular, technical assistance to developing countries and countries with economies in transition should be provided directly by the Commission and the Member States, or indirectly via support for projects by non-governmental organisations, especially assistance seeking to enable those countries to implement the Convention, thereby contributing to the prevention of harmful effects of chemicals on human health and the environment.

4-387-437

Marisa Matias (GUE/NGL), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório por considerar que, em relação à proposta da Comissão, dispõe de melhores disposições para proteger a saúde pública, o ambiente e a própria economia. Considero que não devemos facilitar a

exportação de produtos químicos proibidos ou altamente restringidos na União Europeia para países terceiros. Não podia assim concordar com o alargamento da possibilidade de derrogações nesta matéria. A não resposta a um pedido de exportação destes produtos pode dever-se a vários fatores, nomeadamente uma administração ineficiente, debilidade económica ou considerar que a lei geral abrange o caso. A ausência de resposta não pode ser assim ser tida como aceitação da importação desses químicos. O papel da UE não deve ser o de facilitar a exportação de químicos proibidos em território europeu para países como legislação ou administração seja mais permeável. A UE deve estar empenhada em salvaguardar a saúde pública e o ambiente e não os lucros dos fabricantes europeus de químicos proibidos na UE.

4-387-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Sono stati apportati emendamenti a mio avviso molto incisivi. Concordo infatti sull'opportunità di promuovere lo scambio di informazioni, la condivisione delle responsabilità e la cooperazione tra l'Unione e gli Stati membri e i paesi terzi ai fini di una corretta gestione delle sostanze chimiche. Tutto questo anche se i paesi terzi non sono parte della convenzione. Inoltre, l'assistenza tecnica ai paesi in via di sviluppo e a quelli con economie in transizione deve essere prestata direttamente dalla Commissione e dagli Stati membri, oppure indirettamente tramite un sostegno ai progetti realizzati da organizzazioni non governative. Il mio voto è favorevole.

4-387-625

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – To achieve and make possible a first reading agreement on this recast proposal the rapporteur made substantive concessions by agreeing to this compromise text, which is a major departure from his original text. This was the best and only agreement possible and with that in mind I vote in favour to secure the first reading agreement.

4-387-750

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório que regula o comércio de produtos químicos perigosos, pois este preocupa-se em garantir a segurança dos cidadãos e a proteção do ambiente. Este relatório vem trazer alterações, tais como o facto de exigir o consentimento prévio dos países importadores ao comércio destes produtos perigosos, mesmo quando estes países não fazem parte da União Europeia. Com a adoção deste regulamento ficam salvaguardadas as obrigações internacionais assumidas pelo Parlamento Europeu ao abrigo da Convenção de Roterdão.

4-387-875

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Regulation (EC) No 689/2008, known as the PIC (prior informed consent) Regulation, covers the export and import of dangerous chemicals and implements the Rotterdam Convention for the EU. I am in favour.

4-388-000

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Europos Sąjunga šiuo metu yra pasaulio lyderė aplinkosaugos srityje. Tikiuosi, kad išlaikysime šias pozicijas ir toliau. Todėl pritardama pranešėjui, kad būtina paprastinti administracines procedūras transportuojant chemines medžiagas ir suderinti jas su tarptautiniais susitarimais, noriu akcentuoti, kad tai turi būti daroma taip, kad nebūtų padaryta nė menkiausio poveikio aplinkai.

4-388-500

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – Il regolamento (CE) n. 689/2008 attua nell'Unione europea la convenzione di Rotterdam che promuove lo scambio di informazioni sulle sostanze chimiche commercializzate tra le parti e inserisce la procedura di previo assenso informato. In tal modo chi vuole esportare le sostanze chimiche elencate nella convenzione deve ricevere l'assenso da parte del paese importatore. Il regolamento va anche oltre la convenzione stessa perché comprende un numero superiore di sostanze chimiche e applica la procedura del consenso informato a tutti i paesi che importano dalla UE, anche terzi. La Commissione propone di aumentare le possibilità di deroga alla procedura del previo assenso informato rispetto ai paesi terzi, consentendo pertanto a determinate condizioni di esportare una sostanza anche senza aver ricevuto l'assenso. Alcune di queste sostanze possono tuttavia essere davvero nocive per la salute e per l'ambiente. Considero pertanto troppo pericoloso applicare in questo caso la proposta della Commissione e mi dichiaro a favore della relazione del collega Jørgensen, che ha espresso il suo dissenso. La UE dovrebbe continuare a svolgere un ruolo guida in materia di legislazione ambientale, garantendo la salute dei cittadini e dell'ambiente.

4-389-000

Justas Vincas Paleckis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą, kadangi sutinku su pranešėjo pateiktais Europos Komisijos pasiūlymo dėl pavojingų medžiagų eksporto ir importo reglamento pakeitimais. Pavojingos cheminės medžiagos neturėtų būti eksportuojamos į kitas šalis, jeigu nėra gautas priimančiosios šalies sutikimas. Patirtis rodo, kad krovinių priimančiosios šalys neatsako į užklausą, nes nemato būtinybės atsakyti į prašymus dėl cheminių medžiagų, kurios įtrauktos tik į ES teisės aktus, bet ne į Roterdamo konvenciją. Balsavau už pranešimą, nes sutinku su pranešėju ir nepritariu Europos Komisijos siūlomoms pavojingų cheminių medžiagų eksporto palengvinimams. Kviečiu nekeisti Roterdamo konvencijos reguliavimo, kurio svarbiausias tikslas yra apsaugoti žmonių sveikatą ir aplinką.

4-389-125

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – É da responsabilidade da UE garantir que os produtos químicos que exporta não causam danos desnecessários nos seres humanos ou no ambiente. Por esse facto, e por considerar que a UE deverá continuar a ser líder no que diz respeito à legislação ambiental, votei favoravelmente a presente proposta de resolução.

4-389-250

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – O presente relatório versa sobre a reformulação do Regulamento (CE) n.º 689/2008 (Regulamento PIC) relativo à exportação e importação de produtos químicos perigosos. Apesar deste regulamento ter surgido na sequência da Convenção de Roterdão, é verdade que o seu âmbito de aplicação vai para além desta, na medida em que abrange um maior número de produtos químicos. A Comissão propôs agora uma reformulação deste regulamento que visa, em concreto, a clarificação de certas definições, a conformação do Regulamento com legislação recentemente adotada em matéria de produtos químicos, um maior envolvimento da Agência Europeia dos Produtos Químicos (ECHA) na aplicação do Regulamento, bem como a alteração das regras do procedimento de prévia informação e consentimento, para facilitar aos exportadores a exportação de produtos químicos previstos no Regulamento PIC nos casos em que não é

obtida qualquer resposta. De salientar que temos de nos manter cautelosos relativamente à possibilidade de aplicar derrogações ao procedimento PIC no que concerne às exportações de produtos químicos considerados nocivos ou perigosos para países terceiros, uma vez que é da responsabilidade da UE garantir que os produtos químicos que exportamos não causem danos nos seres humanos ou no ambiente. Votei, assim, a favor do presente relatório.

4-389-500

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing* . – In favour. The key points in the Commission proposal are: a) to widen the conditions under which exports can proceed in the absence of a reply from the importing country (chemical has been used in the importing country in the last five years and no regulatory action has been taken); b) to give the Commission exclusive competence for external representation in accordance with the Lisbon Treaty; c) to involve the European Chemical Agency (ECHA) in certain administrative tasks. Point a) was suggested in response to complaints from EU traders concerned that they could not proceed with exports due to lack of prior informed consent (PIC), even when this lack of PIC was allegedly due to the administrative incapacity/unwillingness of the importing country to react, even though the substances were often not banned/restricted in the importing country. As Greens/EFA, we tried to get rid of the wider conditions and to introduce further safeguards in case exports proceed without PIC.

4-390-000

Daciana Octavia Sârbu (S&D), *in writing* . – I would like to thank our colleagues for their hard work on this dossier and to congratulate them on their successful negotiations with the Member States. As well as transposing the Rotterdam Convention into EU law, this agreement reflects Parliament's additional concerns about the trade in dangerous chemicals. We are determined that the EU does not become complicit in the export of dangerous chemicals to countries which have not fully considered their impact and which may lack the capacity to use, store and dispose of them safely. I welcome the guarantees that this agreement provides, particularly with regard to those chemicals which are carcinogenic, mutagenic, or toxic for reproduction.

4-390-125

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto* . – L'Unione europea svolge un ruolo guida in materia di legislazione ambientale, e dovrebbe continuare a svolgerlo. E' responsabilità dell'Unione, infatti, garantire che le sostanze chimiche che esportiamo non provochino danni inutili alla salute umana o all'ambiente. Attualmente la procedura di previo assenso informato, nel settore delle esportazioni e delle importazioni di sostanze chimiche pericolose, è un meccanismo che garantisce ai paesi che esportano le sostanze di ottenere formalmente il consenso dai paesi importatori prima che l'esportazione possa avere luogo. Con questo voto si va a confermare e a rafforzare le precedenti disposizioni in materia senza alcun stravolgimento. Uno degli obiettivi preposti, infatti, è far sì che i produttori di sostanze chimiche, vietate o soggette a rigorose restrizioni nell'Unione Europea, abbiano difficoltà a venderle in Europa.

4-390-250

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit* . – J'ai voté pour le rapport Jørgensen sur la révision de la législation européenne sur l'exportation et l'importation de produits

chimiques dangereux. Celle-ci met en œuvre la Convention de Rotterdam dans l'Union, elle encadre le commerce de ces produits grâce à l'échange d'information entre les parties à la Convention et à l'application de la procédure préalable de consentement informé (PIC), c'est-à-dire à l'obtention par les pays exportateurs du consentement formel des pays importateurs pour procéder à l'exportation. La Commission a proposé de réviser la législation notamment pour clarifier certaines définitions, associer l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), mais surtout parce que la législation européenne couvrant davantage de substances chimiques que la Convention, cette dernière prévoyait de faciliter l'exportation de produits en l'absence de réponse du pays importateur par l'extension des possibilités de dérogation à la procédure PIC des substances faisant l'objet soit d'une interdiction, soit de restrictions sévères dans l'Union, à cause des risques qu'ils représentent pour la santé humaine ou l'environnement. Le rapport continue d'encadrer les possibilités de dérogation et s'oppose à la possibilité d'exporter des produits contre le gré des importateurs. Le rapport limite aussi les prérogatives de l'ECHA en préservant les prérogatives des États membres dans le contrôle du commerce des substances chimiques dangereuses.

4-390-500

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The rapporteur stresses the importance of limiting derogations from the PIC-procedure because it is the role of the EU to ensure that the chemicals exported do not cause negative consequences, either to humans or to the environment, and therefore this report has to be supported. Its adoption will improve the sharing of information on dangerous chemicals, including how to store, transport, use and dispose of these chemicals safely.

4-391-000

Relazione: Carlo Casini (A7-0072/2012)

4-391-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, com as respetivas alterações, considerando que, tendo em vista as disposições do Tratado de Lisboa que conferem maior democracia nos processos institucionais europeus através do reforço do papel institucional do Parlamento Europeu, única instituição europeia alvo de sufrágio universal direto, é necessário que, no que se refere aos atos delegados da Comissão Europeia estes passem a ser alvo de escrutínio do Parlamento Europeu, a fim de introduzir uma maior transparência democrática no sistema institucional da União Europeia.

4-391-625

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne a profondément modifié certaines procédures législatives, notamment en faveur du Parlement européen. La procédure de comitologie a donc été adaptée pour répondre aux nouveaux pouvoirs du Parlement européen. C'était le système utilisé par les États membres pour contrôler la Commission européenne quand celle-ci adopte des mesures d'exécution dans le cadre de la législation communautaire. Mais depuis l'entrée en vigueur du nouveau Traité, cette procédure a été transformée en un système prévoyant l'adoption d'actes délégués et d'actes d'exécutions. J'ai approuvé la modification des nouveaux articles 87bis et 88, qui déterminent la procédure à suivre dans le cas le plus général.

4-391-687

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu šiam pranešimui. Sutinku su iš dalies keičiamais Europos Parlamento darbo tvarkos taisyklių 87 ir 88 straipsniais.

4-391-750

Elena Băsescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea modificării articolelor 87a și 88 din Regulamentul de procedură al Parlamentului European, deoarece, în acest mod, se vor clarifica modalitățile de adoptare rapidă a actelor delegate, precum și a actelor de punere în aplicare. Cele 2 noi articole sunt importante, întrucât stabilesc procedura de urmat în cazul unei comisii competente. Având în vedere că intrarea în vigoare a Tratatului de la Lisabona a transformat în mod substanțial procedura de comitologie, consider binevenit noul articol 87a, ce prevede procedura de urmat în cazul în care Comisia transmite Parlamentului un act delegat, precum și noul articol 88, ce are în vedere modalitățile de exercitare a competențelor de punere în aplicare. De asemenea, consider că introducerea unui nou articol 88a, ce prevede dispozițiile specifice referitoare la procedurile cu comisii asociate sau reuniuni comune, este necesară, întrucât el completează dispozițiile prevăzute în cele 2 articole precedente.

4-392-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – Bien que l'élaboration d'actes délégués et d'actes d'exécution par la Commission soit nécessaire pour assurer la mise en œuvre et l'application effective des décisions adoptées par le Conseil et le Parlement Européen, ce dernier doit disposer d'un droit de regard sur ces actes, dans le cadre de son rôle de contrôle de la Commission. Ce sera pleinement le cas avec ce texte, qui détermine la procédure à suivre, et auquel j'ai donc apporté mon soutien. Il est essentiel que l'Union agisse dans l'unique intérêt de ses citoyens et que ces derniers aient un droit de regard sur toutes les étapes législatives.

4-392-250

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço, da autoria de Carlo Casini, versa sobre a proposta de alteração dos artigos 87.º-A (atos delegados) e 88.º (atos de execução) do Regimento do Parlamento Europeu, criados com a aprovação do Tratado de Lisboa, que alterou profundamente o processo de comitologia. O artigo 291.º do Tratado sobre o Funcionamento da União Europeia (TFUE) prevê a adoção de medidas de controlo das competências executivas da Comissão por parte dos Estados-Membros. Assim, na sequência da adaptação do Regimento e do pedido do Presidente do PE no sentido de ser necessário clarificar as modalidades de aprovação rápida de um ato delegado ou de um ato de execução, torna-se urgente agilizar os procedimentos de codecisão. Voto favoravelmente as propostas de alteração aos artigos 87.º-A e 88.º do Regimento do PE, nomeadamente que, nestes atos, o procedimento a seguir seja o de uma comissão competente sem comissões associadas ou conjuntamente responsáveis.

4-392-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A entrada em vigor do Tratado de Lisboa trouxe uma mudança no procedimento de Comitologia, transformando-o num novo sistema de adopção dos Actos Delegados e Actos de Execução (Artigo 290 e 291 do TFUE). A implementação do artigo 290º foi objecto de um acordo não vinculativo entre as instituições da UE. O entendimento comum sobre o artigo 291º do TFUE prevê a adopção de um

regulamento que estabelece "previamente as regras e os princípios gerais relativos aos mecanismos de controlo por parte dos Estados-Membros do exercício pela Comissão de competências de execução". O relatório sugere mudanças na regra da Comitologia. O novo artigo 87º, em combinação com o artigo 88º revisto, estabelece o procedimento padrão a ser seguido. O relator propõe a criação de um procedimento que defina mais claramente as regras para os casos que necessitam de uma rápida aprovação de um Acto Delegado ou a sua implementação - o que é positivo. Outro elemento positivo desta proposta é a possibilidade de um grupo político ou 40 deputados poderem contestar a decisão da comissão competente quanto à matéria de fundo. É importante a existência de um controlo acrescido das competências de execução da Comissão. Assim seria fundamental que o mesmo possa ser exercido também pelos Paramentos Nacionais.

4-393-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* . – Nadobudnutie platnosti Lisabonskej zmluvy výrazne zmenilo komitologický postup. Úprava rokovacieho poriadku v dôsledku zmien vyplývajúcich z nadobudnutia platnosti Lisabonskej zmluvy okrem iného umožňuje vyhovieť žiadosti predsedu Európskeho parlamentu, aby sa zaviedol postup, ktorým sa objasnia podmienky rýchleho schválenia delegovaného aktu alebo vykonávacieho aktu. Nový článok 87a – podobne ako nový článok 88 – ustanovuje postup, ktorý sa uplatňuje vo väčšine prípadov, a to postup gestorského výboru bez účasti pridružených výborov alebo výborov so spoločnou pôsobnosťou. V prípade článku 87a (delegované akty) bolo potrebné vymedziť postup, ktorý Parlamentu umožňuje, aby pred uplynutím lehoty stanovenej v základnom legislatívnom akte vyhlásil, že nemá v úmysle vzniesť námietku proti delegovanému aktu, ako je ustanovené v odseku 11 spoločnej dohody; a to najmä preto, aby toto rozhodnutie získalo určitú právnu istotu. Pri článku 88 (vykonávacie akty), v prípade, že sa nové ustanovenia budú uplatňovať priamo na legislatívne akty prijaté po nadobudnutí účinnosti nového nariadenia č. 182/2011, bude počas harmonizácie platných právnych predpisov ešte stále v platnosti určitý počet legislatívnych aktov, v prípade ktorých sa bude regulačný postup s kontrolou naďalej riadiť článkom 5a rozhodnutia 1999/468/ES. Preto je potrebné, aby účinky článku 5a tohto rozhodnutia ostali v platnosti v prípade základných aktov, ktoré na tento článok odkazujú.

4-393-500

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *in writing* . – Generally speaking Comitology procedure refers to the mandate of the European Commission to execute its implementing powers delegated to it by the legislative branch (the European Parliament and the Council). This delegation of power is now based on Article 290 TFEU. The entry into force of the Lisbon Treaty changed the comitology procedure, turning it into a new system for adopting delegated acts and implementing acts. The new Rule 87a, in combination with the new Rule 88, lays down the standard procedure to be followed where consideration of the proposed delegated act or implementing act by a committee responsible, are involved, this without being associated committees or committees jointly responsible. The procedure applicable in cases involving associated committees or committees jointly responsible is laid down in a new Rule 88a. The revision of the Rules of Procedure is welcomed for it allows for the rapid approval of a delegated act or implementing act; it provided more flexibility in the process, all while strengthening the democratic principles of separation of power. For these reasons I voted in favour of the report.

4-393-625

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which sets out a new procedure for adopting delegated acts and implementing acts. The aim is to have a procedure which sets out more clearly the arrangements for their rapid approval.

4-393-750

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Della Relazione Casini, che avrà il mio voto favorevole, credo sia molto importante sottolineare l'ottimo lavoro di chiarificazione rispetto alle competenze delle Commissioni. L'adattamento del regolamento necessitato da tali modifiche derivanti dall'entrata in vigore del trattato di Lisbona è stato effettuato in maniera corretta e senz'altro permetterà di soddisfare la richiesta del Presidente del Parlamento europeo volta a prevedere una procedura che chiarisca le modalità di approvazione rapida di un atto delegato o di un atto di esecuzione.

4-393-781

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente à alteração dos artigos 87.º-A e 88º do Regimento do Parlamento Europeu, que prevêem um procedimento que clarifica as modalidades de aprovação de um acto delegado ou de um acto de execução, tornando mais eficiente e célere o procedimento em causa.

4-393-796

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The change in the comitology procedure due to the Lisbon Treaty enables a new procedure for adopting delegated acts and implementing acts. The aim is to have a procedure which sets out more clearly the arrangements for their rapid approval. There is no precise and clear interaction of bodies. The report is amorphous. I abstained.

4-393-804

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A entrada em vigor do Tratado de Lisboa alterou profundamente o processo de comitologia, transformando-o num novo sistema que prevê a adopção de actos delegados e de actos de execução. Votei favoravelmente a presente alteração dos artigos 87.º-A e 88.º do Regimento do Parlamento Europeu que adapta o regimento a esta nova realidade. Saliento, dessas alterações, o novo artigo 87-A que vem suprir a lacuna existente criando disposições específicas aplicáveis aos processos de comissões associadas ou de reuniões conjuntas.

4-393-812

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – O presente relatório tem por objeto a adaptação do Regimento ao novo sistema introduzido pelo Tratado de Lisboa em matéria de exercício de competências de execução, o qual assenta hoje, nos termos do disposto nos artigos 290.º e 291.º do TFUE, na adoção de atos delegados e de atos de execução. Mais concretamente, em causa estava a necessidade, já identificada pelo Presidente do Parlamento Europeu, de se prever um procedimento que clarificasse as modalidades de aprovação rápida de um ato delegado ou de um ato de execução (seja para os casos em que há uma só comissão competente, seja no quadro dos processos de comissões associadas ou de reuniões conjuntas das comissões), adaptando ainda, neste último caso, o Regimento ao disposto no recente Regulamento (UE) n.º 182/2011 do Parlamento Europeu e do Conselho, de 16 de Fevereiro de 2011, que estabelece as regras e os princípios gerais relativos aos

mecanismos de controlo pelos Estados-Membros do exercício das competências de execução pela Comissão. Votei em sentido favorável.

4-393-875

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. As regards delegated acts, the new rules provide for changes in the procedures to be followed and deadlines to be met by the committees involved (including in cases where Rules 50 and 51 applied for the adoption of the legislative act) and/or by the groups when tabling motions for resolutions to object to delegated acts, revoke a delegation of powers (the two possibilities laid down in Article 290 TFEU) or on the contrary, and in exceptional cases (notably in cases of urgency), give rapid approval prior to the deadlines. As regards implementing acts, the new rules need to take into account transitional provisions governing revision of the existing basic acts based on Articles 3, 4 or 5 of the old Comitology Decision. This means that during the time needed to bring the existing legislation in line, a number of legislative acts will continue to be covered by the old procedure. For the Greens/EFA, this ensures proper procedures within Parliament so that both all the committees involved and the groups can effectively exercise the new rights for Parliament deriving from the Lisbon Treaty.

4-393-906

Rafał Trzaskowski (PPE), *na piśmie*. – Zmiany w Regulaminie PE były niezbędne ze względu na rewolucyjne zmiany, jakie w procedurze z udziałem komitologii przyniósł Traktat z Lizbony.

4-393-921

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The rapporteur argues that regulatory measures with scrutiny should become delegated acts when the existing legislation is adapted. It seems more appropriate to retain terminology which makes a clear distinction between implementing acts under Article 291 TFEU and measures which, for a transitional period, are still covered by the regulatory procedure with scrutiny. Specific provisions govern procedures with associated committees or joint committee meetings (Rule 88a): the incorporation of the new Rule 88a reflects the need to take account of cases in which the basic act was adopted under the procedure provided for in Rule 50 or 51 of the Rules of Procedure. This new rule, which lays down the procedure to be followed in such cases, thus supplements the provisions of the preceding rules.

4-393-937

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A entrada em vigor do Tratado de Lisboa trouxe uma mudança no procedimento de Comitologia, transformando-o num novo sistema de adoção dos Atos Delegados e Atos de Execução (Artigo 290 e 291 do TFUE). A implementação do artigo 290º foi objeto de um acordo não vinculativo entre as instituições da UE. O entendimento comum sobre o artigo 291º do TFUE prevê a adoção de um regulamento que estabelece *previamente as regras e os princípios gerais relativos aos mecanismos de controlo por parte dos Estados-Membros do exercício pela Comissão de competências de execução*. O relatório Casini sugere mudanças na regra da Comitologia. O novo artigo 87º, em combinação com o artigo 88º revisto, estabelece o procedimento padrão a ser seguido. O relator propõe a criação de um procedimento que defina mais claramente as regras para os casos que necessitam de uma rápida aprovação de um Acto Delegado ou a

sua implementação. O elemento mais positivo desta proposta constitui na possibilidade de um grupo (ou 40 deputados) poder contestar a decisão da comissão competente quanto à matéria de fundo. O que é contraditório neste processo é que o PE ganha este poder à conta do Conselho Europeu e dos Parlamentos Nacionais que têm o poder de controlar a ação dos Governos.

4-394-000

Relazione: Cecilia Wikström (A7-0152/2012)

4-394-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, considerando que se acredita ainda que, a fim de promover o bem público da redução dos litígios, da promoção do acesso à justiça, de assegurar o funcionamento correto do mercado interno e de garantir um equilíbrio adequado entre a liberdade de expressão e o direito à vida privada, a Comissão deveria efetuar extensas consultas com as partes interessadas, incluindo jornalistas, os meios de comunicação e advogados e juízes especializados, tendo em vista propor a criação de um centro para a resolução voluntária de litígios transfronteiriços decorrentes de violações da vida privada e dos direitos de personalidade, incluindo a difamação, através de uma resolução alternativa de litígios (RAL). Penso que esta seria uma abordagem muito mais progressista e do século XXI da resolução de tais litígios e facilitaria a evolução para uma cultura de justiça mais moderna e favorável à mediação.

4-394-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu siūlymui į Roma II reglamentą įtraukti nuostata, kuria būtų reglamentuojama nesutartinėms prievolėms, atsirandančioms dėl privatumo ir su asmeniu susijusių teisių pažeidimų, įskaitant garbės ir orumo įžeidimą, taikytina teisė.

4-394-437

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – Je me réjouis de l'adoption de ce rapport qui apporte les nécessaires modifications aux obligations non contractuelles résultant d'une violation au droit à la vie privée et aux droits de la personnalité. Je souligne le bon équilibre entre la liberté d'expression et le respect de la vie privée. Je partage l'avis du rapporteur quant à la nécessité d'adapter la législation en vigueur afin d'étendre le champ d'application de la loi aux différents contenus publiés sur internet. Ce rapport permet également de mieux déterminer quelle loi est applicable en cas de litige transfrontalier.

4-394-468

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Votei Favoravelmente a presente proposta de resolução, contendo recomendações à Comissão sobre a alteração do Regulamento (CE) n.º 864/2007 relativo à lei aplicável às obrigações extra-contrauais (Roma II), por concordar com os considerandos em que se apoiam e por as mesmas serem consensuais.

4-394-500

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – No caso de uma pessoa considerar que os seus direitos foram violados através de um conteúdo colocado em linha num sítio web da internet, deverá ser-lhe dada a possibilidade de intentar uma ação de responsabilidade civil, de forma a poder ser ressarcido pelos danos causados. Porém, o Regulamento Roma II não contém

disposições relativas à determinação da lei aplicável às violações da vida privada e dos direitos de personalidade. Esta lacuna tem contribuído para o surgimento de controvérsias no contexto do *turismo de difamação*, em que o queixoso opta por uma jurisdição que lhe permita um resultado mais favorável - *forum shopping*. Apoio, assim, esta iniciativa que solicita à Comissão que apresente as propostas necessárias para corrigir esta situação. Considero, igualmente, importante a proposta para a criação de um centro para a resolução voluntária de litígios transfronteiriços decorrentes de violações da vida privada e dos direitos de personalidade, incluindo a difamação. Este deverá ser mais um passo para a prossecução de um verdadeiro espaço europeu de justiça, o qual deverá ter sempre em conta a promoção do acesso à justiça, assegurar o funcionamento correto do mercado interno e garantir um equilíbrio adequado entre a liberdade de expressão e o direito à vida privada.

4-395-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J’ai voté en faveur de ce rapport, qui vise à clarifier la situation sur le droit national applicable pour les atteintes à la vie privée et aux droits de la personne. Il convenait en effet de garantir la sécurité juridique sur cette question, alors que les plaignants en diffamation jouaient de la concurrence entre les tribunaux nationaux pour choisir les plus susceptibles de leur donner gain de cause. Le développement de ce “tourisme de la diffamation” menaçait en retour la liberté d’expression. Protéger davantage nos concitoyens de l’Union dans le respect des droits de chacun, voilà l’intérêt européen!

4-395-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente as recomendações feitas à Comissão relativamente às obrigações extracontratuais (Roma II). O relatório solicita à Comissão que acrescente ao Regulamento Roma II uma disposição, que regule a lei aplicável a uma obrigação extracontratual derivada da violação da privacidade e dos direitos de personalidade, incluindo difamação.

4-395-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Considerando que o Regulamento Roma II não contém uma disposição relativa à determinação da lei aplicável às violações da vida privada e dos direitos de personalidade, é importante que este seja alterado no sentido de aditar uma disposição que regule o direito aplicável a uma obrigação extracontratual decorrente de violações da vida privada e dos direitos de personalidade, incluindo a difamação. Acompanho, por isso mesmo, a relatora.

4-395-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – Nos últimos anos, a mobilidade dos cidadãos europeus tem aumentado exponencialmente, quer pela sua longevidade, quer pelo alargamento da União Europeia a Leste. A par deste aumento da mobilidade, também os dados de cada um de nós conhecem cada vez menos fronteiras. A Internet, nomeadamente por meio das redes sociais, coloca os nossos dados pessoais, profissionais e sociais à distância de um clique. Se esta situação representa uma facilidade para os meios de comunicação social, que podem invadir, sem abandonar o seu posto de trabalho, a privacidade de muita gente, torna, contudo, os cidadãos muito mais vulneráveis. Na realidade, cada vez são mais os casos de difamação a nível internacional e torna-se imperioso especificar a legislação a aplicar. O relatório em análise contém recomendações à Comissão sobre a alteração do Regulamento (CE) n.º 864/2007, relativo à lei aplicável às obrigações extracontratuais

(Roma II). Embora compreenda que estas alterações possam ter um impacto negativo na liberdade de expressão, votei favoravelmente, porque tem de existir um equilíbrio entre o direito à reserva da vida privada e o direito à informação. Além disso, congratulo-me com a proposta de criação de um sistema alternativo para a resolução de litígios por acordo mútuo.

4-396-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório propõe uma adenda ao Regulamento relativo à lei aplicável às obrigações extracontratuais (Roma II), que basicamente procura clarificar qual é a legislação aplicável em casos de infração aos direitos de personalidade, através de conteúdo colocado em linha ou impresso, caso a pessoa que considere que os seus direitos foram violados opte por intentar uma ação de responsabilidade civil.

A questão alegada para esta necessidade é a facilidade hoje existente, por parte do queixoso, de optar por intentar a ação por difamação na jurisdição que se considere mais suscetível de produzir um resultado favorável, o chamado *turismo de difamação*. Esta adenda define regras mais claras como, por exemplo, que a lei aplicável seja a lei do país onde se tenha verificado o elemento mais significativo do dano, a lei do país onde (no caso de publicação impressa) a publicação é principalmente emitida. O direito irrenunciável e intransmissível de que todo o indivíduo tem de controlar o uso do seu corpo, nome, imagem, privacidade, etc., deve ser protegido e garantido.

Refira-se que a adenda também contém um considerando que diz que *o presente regulamento em nada obsta a que os Estados-Membros apliquem as suas regras constitucionais relativas à liberdade de imprensa...*

(Declaração encurtada por força do artigo 170.º do Regimento)

4-397-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* – Je mimoriadne dôležité, aby existovali dostupné opravné prostriedky v prípade zneužitia slobody, najmä ak je ním poškodený súkromný život a dobré meno jednotlivcov. Každý členský štát by mal zabezpečiť, aby takéto opravné prostriedky boli účinné v prípade porušovania takýchto práv. Zároveň by sa členské štáty mali snažiť zabezpečiť, aby neúmerne vysoké súdne náklady nevedli v praxi k zamedzeniu prístupu žalobcov k spravodlivosti. Každý štát musí podľa vlastného uváženia stanoviť primeranú rovnováhu medzi právom na rešpektovanie súkromného života a právom na slobodu prejavu. Uvedené práva sú zaručené Európskym dohovorom o ochrane ľudských práv a základných slobôd. S cieľom podporovať verejné prostriedky znižovaním počtu súdnych sporov, presadzovať prístup k spravodlivosti, zaručiť riadne fungovanie vnútorného trhu a zabezpečiť náležitú rovnováhu medzi slobodou prejavu a právom na súkromný život sa domnievam, že by Komisia mala uskutočniť rozsiahle konzultácie so zainteresovanými stranami vrátane novinárov, médií a špecializovaných právnikov a sudcov. To všetko v snahe následne navrhnúť vytvorenie centra pre dobrovoľné riešenie cezhraničných sporov týkajúcich sa narušenia súkromia a práv na ochranu osobnosti vrátane ohovárania, a to prostredníctvom alternatívneho riešenia sporov. Myslím, že toto by bolo významným krokom na ceste k modernejšej justičnej kultúre naklonenej mediácii.

4-398-000

Anna Ibrisagic (PPE), *skriftlig*. – Moderaterna avstod idag från att rösta i frågan om ändring av förordningen om tillämplig lag för utomobligatoriska förpliktelser. Vi anser att lagvalsreglerna på detta område inte ska få komma i konflikt med den svenska tryckfrihetsförordningen och yttrandefrihetsgrundlagen. Det framlagda förslaget kan leda till sådana konflikter när svensk domstol ska tillämpa utländsk lag. Om detta innebär att nuvarande undantag inte kvarstår bör lagstiftningen mycket tydligt ge företräde till konstitutionella bestämmelser i det enskilda landet såsom den svenska tryckfrihetsförordningen och yttrandefrihetsgrundlagen.

4-398-250

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau dokumentui, nes Komisijos prašoma pagal Sutarties dėl Europos Sąjungos veikimo 81 straipsnio 2 dalies c punktą pateikti Parlamentui pasiūlymą, kuriuo siekiama į reglamentą „Roma II“ įtraukti nuostatą, kuria būtų reglamentuojama nesutartinėms prievolėms, atsirandančioms dėl privatumo ir su asmeniu susijusių teisių pažeidimų, įskaitant garbės ir orumo įžeidimą, taikytina teisė, atsižvelgiant į pridedamas išsamias rekomendacijas. Taip pat Komisijos prašoma pagal Sutarties dėl Europos Sąjungos veikimo 81 straipsnio 2 dalies d punktą pateikti Parlamentui pasiūlymą įsteigti savanoriško tarpvalstybinių ginčų, kylančių dėl privatumo ir su asmeniu susijusių teisių pažeidimų, įskaitant garbės ir orumo įžeidimą, sprendimo, pasitelkiant alternatyvų ginčų sprendimo būdą, centrą. Manoma, kad prašomas pateikti pasiūlymas neturės finansinių padarinių.

4-398-375

David Martin (S&D), *in writing*. – Press and media freedom are hallmarks of a democratic society and legal remedies must be available when that freedom is abused, particularly to the detriment of people’s private lives and reputation. Each Member State should ensure that such remedies exist and are effective in cases of infringements of such rights. Member States should strive to ensure that prohibitively high legal costs do not result in any claimant being denied access to justice in practice. The cost of legal proceedings can also be ruinous for the media.

4-398-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il mio voto alla relazione Wikstrom è favorevole. Concordo in particolare sulla necessità, al fine di promuovere i vantaggi per la collettività di ridurre i costi della controversia, agevolare l’accesso alla giustizia, assicurare il corretto funzionamento del mercato interno e garantire un equilibrio appropriato fra la libertà di espressione e il diritto alla vita privata, che la Commissione conduca ampie consultazioni con le parti interessate, tra cui giornalisti, mezzi di informazione e avvocati e giudici specializzati, allo scopo di proporre la creazione di un centro per la risoluzione volontaria delle controversie transfrontaliere derivanti da violazioni della vita privata e dei diritti della personalità.

4-398-562

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório que contém recomendações à Comissão sobre a alteração do Regulamento (CE) n.º 864/2007, relativo à lei aplicável às obrigações extracontratuais (Roma II), designadamente no âmbito da introdução de direitos fundamentais como a liberdade de expressão nos meios de

comunicação, o direito à privacidade e outros direitos de personalidade. Sem uma adoção clara destes princípios fundamentais, os pilares de uma sociedade democrática deixam de existir. Numa sociedade democrática, devem estar disponíveis remédios jurídicos e vias legais, quando haja abuso dessas liberdades, devendo cada Estado-Membro garantir que tais remédios existam e sejam eficazes em caso de violação.

4-398-625

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – Este informe propone un añadido al Reglamento relativo a la ley aplicable a las obligaciones extracontractuales (Roma II), que básicamente intenta clarificar cuál es la legislación aplicable en casos de infracción de los derechos de la personalidad, en caso de que una persona que considere que sus derechos han sido violados por algo publicado, impreso o por internet, opte por una acción por la vía de la responsabilidad civil. Esta modificación es necesaria puesto que hoy en día existe demasiada facilidad por parte de los demandantes para poner en marcha acciones por difamación en la jurisdicción que, al mismo tiempo, les parece más susceptible de obtener un resultado favorable, dando lugar al fenómeno conocido como "turismo de difamación". Con esta modificación del Reglamento, se definen más claramente las reglas, como por ejemplo la ley aplicable de uno u otro país en función de la publicación de material impreso. He votado a favor de este informe.

4-398-687

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Trop facilement, par le biais des nouvelles technologies, la diffamation traverse les frontières. Dès lors, quelle loi appliquer? De quel pays? Il est important d'établir des règles claires au sein de l'Union afin de trouver un équilibre entre liberté d'expression et droit à la vie privée. La création d'une instance unique permettra de décider quel pays est compétent en cas de litige international. Dans un monde hyper-connecté, dans un monde où l'impact de l'information est décuplé, il était nécessaire que l'UE se dote d'une telle instance. Le respect du droit à la vie privée et du droit à l'image des personnalités, au sein de l'Union européenne doit être garanti. Les libertés et les droits fondamentaux doivent s'exercer dans le respect des valeurs démocratiques.

4-398-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The report provides an answer to widespread concerns over an increase in libel tourism (claimants choosing the most favourable jurisdictions for their suit). I agree with the proposal to ask the Commission to consider for its future working programme a conflict of laws solution for privacy and rights relating to personality, which should be integrated into the Rome II Regulation. It builds on Parliament's position of 6 July 2005, which was rejected in the Council.

4-399-000

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Skaitmeninės technologijos leidžia būnant bet kuriame pasaulyje krašte internete skelbti viešai prieinamą informaciją. Problema iškyla tuomet, kai tokia informacija žeidžia asmens garbę ir orumą ir yra šmeižiančio pobūdžio. Todėl būtina numatyti nuostatas dėl teisės pasirinkimo, taikytinas tokiais atvejais. Pritariu pranešime siūlomai Reglamento nuostatai, pagal kurią nustatoma galimybė pasirinkti teisę atvejais, susijusiais su privatumo ir su asmeniu susijusių teisių pažeidimais.

4-399-125

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. – Die Rom II Verordnung legt für außervertragliche Schuldverhältnisse fest, welches Recht gelten soll, - wenn mehr als ein Mitgliedstaat involviert ist. Dazu gehört zum Beispiel die Produkthaftung oder die culpa in contrahendo. Grundsätzlich sieht die Verordnung vor, dass entweder das Recht des Staates gilt in dem der Schaden eintritt, oder in welchem die geschädigte Person sich gewöhnlich aufhält. Bis dato gilt Rom II aber nicht für Fälle im Zusammenhang mit dem Schutz der Privatsphäre und der Meinungsfreiheit. Durch die verstärkte Nutzung des Internets kommt es aber genau hier zu zahlreichen grenzüberschreitenden Sachverhalten. Rom II stellt grundsätzlich keine Harmonisierung des materiellen Rechts dar: Die Verordnung enthält Kollisionsnormen, die es ermöglichen, das anzuwendende Recht zu ermitteln. Eine materielle Harmonisierung wäre abzulehnen, weil die Mitgliedstaaten oft eine unterschiedliche Abwägung zwischen den Rechtsgütern Privatsphäre und Meinungsfreiheit anstellen. Diese Abwägung muss im Sinne des Subsidiaritätsprinzips respektiert werden. Dementsprechend habe ich abgestimmt.

4-399-140

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult*. – Toetasin seda raportit ja selles välja toodud soovitusi muuta määrust (EÜ) nr 864/2007, nii et sellele lisataks säte eraelu puutumatuses ja isikuõigustest tulenevate õiguste kohta – õigus kohaldada muu hulgas laimamisest tulenevale lepinguvälisele võlasuhtele selle riigi õigust, kus ilmnevad kahju kõige olulisemad asjaolud. See on vajalik, et vältida täna toimuvat nn laimaturismi, kus kannatanud pool otsib menetluspaigaks riigi, kus ta kõige tõenäolisemalt saab soodsaima tulemuse (näiteks suurema hüvitise näol) ning seab avaldaja poole ebaõiglasesse olukorda. Teine raportis sisalduv ettepanek kirjeldatud probleemse olukorra lahendamiseks on luua taoliste piiriüleste eraelu puutumatuses ja isikuõiguste rikkumisest (sealhulgas ka laimamisest) tulenevate vaidluste lahendamiseks eraldi institutsioon – vaidluste kohtuvälise lahendamise keskus, mis lisaks laimaturismi ennetamisele aitaks kaitsta võrdselt kannatanuga ka avaldaja õigusi.

4-399-156

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – As recomendações formuladas no presente relatório à intenção da Comissão Europeia são consensuais. Por concordar também com os considerandos em que se baseiam as referidas recomendações, votei favoravelmente a presente proposta de resolução, que contém recomendações à Comissão sobre a alteração do Regulamento (CE) n.º 864/2007, relativo à lei aplicável às obrigações extracontratuais (Roma II).

4-399-187

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Este relatório contém algumas recomendações à Comissão sobre a alteração do Regulamento (CE) n.º 864/2007, relativo à lei aplicável às obrigações extracontratuais (Roma II). Estão especialmente em causa as infrações aos direitos de personalidade através de conteúdo colocado em linha num sítio web. Desta forma, a pessoa que considere que os seus direitos foram violados tem a opção de intentar uma ação de responsabilidade civil relativamente a todos os danos causados, quer perante os tribunais do Estado-Membro em que o editor desse conteúdo se encontre estabelecido, quer perante os tribunais do Estado-Membro em que se encontre o centro dos seus interesses. Pretende-se, desta forma, aditar ao Regulamento Roma II uma disposição que

reja o direito aplicável a uma obrigação extracontratual decorrente de violações da vida privada e dos direitos de personalidade, incluindo a difamação.

4-399-250

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The Rome II Regulation currently lacks a provision for determining the law applicable to violations of privacy and rights relating to personality. In this context, the report calls on the Commission to submit: a) a proposal designed to add a provision to the Rome II Regulation to govern the law applicable to a non-contractual obligation arising out of violations of privacy and rights relating to personality, including defamation; and b) a proposal for the creation of a centre for the voluntary settlement of cross-border disputes arising out of violations of privacy and rights relating to personality, including defamation, by way of alternative dispute resolution.

4-399-375

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore di questa relazione perché sono a favore delle raccomandazioni sulla legge applicabile agli obblighi non contrattuali, come previsto dal regolamento Roma II. Il principio fondamentale verrà completato quindi da una clausola di prevedibilità. In una società democratica come la nostra il diritto alla vita privata è un diritto fondamentale e sacrosanto. Quando la libertà personale viene violata bisogna poter ricorrere in giustizia. L'obiettivo è garantire sia la libertà di espressione sia il diritto alla privacy, facendo in modo di mantenere un equilibrio tra le due priorità.

4-399-437

József Szájer (PPE), *írásban*. – Korábban a hagyományos média csupán kevesek szócsove volt. Mostanra - a technológia fejlődése következtében - az internet térnyerésével a személyiségi jogsértések elkövetésének újfajta módozatai jelentek meg. Az elektronikus médiában megsokszorozódtak a véleménynyilvánítási szabadság határait súroló, gyakran azokat átlépő megnyilvánulások. A rágalmozások nemzetközi ügyé váltak. Sajnos a szerződésen kívüli kötelmi viszonyokra vonatkozó (Róma II) rendelet elfogadásakor a személyiségi jogok védelmét kizárták annak tárgyi hatálya alól. Álláspontom szerint az átláthatóság és a kiszámíthatóság érdekében egységesíteni kell a deliktuális jogra vonatkozó kollíziós jogi normákat. Bár a tagállamoknak joguk van saját belátások szerint meghatározni az egyes alapjogok közötti egyensúlyt, elérkezett az ideje annak, hogy a jogbiztonság érdekében közösségi szinten is világossá tegyük a magánélet és a személyiségi jogok megsértéséből eredő kárkötelmekre alkalmazandó jogot.

4-399-484

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru recomandarea adresată Comisiei privind modificarea Regulamentului (CE) nr. 864/2007 privind legea aplicabilă obligațiilor necontractuale (Roma II). Consider că trebuie să existe căi juridice de atac atunci când este încălcată libertatea persoanelor, în special în detrimentul vieții private și a reputației lor. Fiecare stat membru trebuie să se asigure că aceste căi de atac există și că ele sunt eficiente în cazul încălcării acestor drepturi. Regulamentul Roma II nu prevede stabilirea legii aplicabile în cazul încălcării dreptului la viața privată și a drepturilor legate de personalitate. Astfel, solicităm Comisiei să prezinte o propunere prin care să se adauge la Regulamentul Roma II o dispoziție de stabilire a legii aplicabile obligațiilor necontractuale care decurg

din încălcarea dreptului la viața privată și a drepturilor legate de personalitate, între care și calomnia. În vederea promovării beneficiilor publice aduse de diminuarea numărului litigiilor, îmbunătățirea accesului la justiție, asigurarea funcționării adecvate a pieței interne și garantarea unui echilibru adecvat între libertatea de exprimare și dreptul la viața privată, Comisia ar trebui să propună înființarea unui centru pentru soluționarea amiabilă a litigiilor transfrontaliere cauzate de încălcarea dreptului la viața privată și a drepturilor legate de personalitate, inclusiv calomnia, printr-o modalitate alternativă de soluționare a litigiilor.

4-399-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório propõe uma adenda ao Regulamento n.º 864/2007, procurando clarificar qual a legislação aplicável em casos de infracção dos direitos de personalidade (o direito irrenunciável e intransmissível de que todo o indivíduo tem de controlar o uso do seu corpo, nome, imagem, privacidade, entre outros) através de conteúdo colocado online ou impresso, caso a pessoa que considere que os seus direitos foram violados opte por intentar uma acção de responsabilidade civil. Esta necessidade é justificada pela facilidade existente por parte do queixoso em optar por intentar a acção por difamação na jurisdição que se considere mais susceptível de produzir um resultado favorável, o chamado "turismo de difamação". Esta adenda define regras mais claras como, por exemplo, que a lei aplicável, em caso de queixa judicial, seja a lei do país onde se tenha verificado o elemento mais significativo do dano, a lei do país onde (no caso de publicação impressa) a publicação seja emitida com mais exemplares e onde terá mais impactos. O conteúdo do relatório pode ajudar à clarificação de procedimentos judiciais nestes casos, sendo que, simultaneamente, salvaguarda as leis próprias de cada Estado-Membro.

4-400-000

Relazione: Niccolò Rinaldi (A7-0104/2012)

4-400-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, convicto de que as iniciativas comerciais da Comissão necessitam de ser apoiadas por uma presença mais forte de autoridades comerciais da UE no terreno e, ao mesmo tempo, lamento o facto de a Delegação da UE apenas ter um funcionário para os assuntos comerciais na Tunísia e não ter qualquer presença na Jordânia, apesar dos exercícios de definição do âmbito dos ACLGA levados a efeito com esses países. A UE tem que coordenar cabalmente as suas atividades de apoio ao comércio, investimento e financiamento na região para garantir o máximo impacto positivo, sendo preocupante o facto de o número significativo de atores, tanto a nível interno e no seio da UE, como nos próprios países parceiros, e de outros atores externos, poder conduzir ao desperdício ou à duplicação de esforços, devido à falta de coordenação. Termino por afirmar que, sem uma coordenação mais estreita entre os instrumentos de financiamento da Política Europeia de Vizinhança (PEV), tais como a Facilidade de Investimento da Política de Vizinhança e as diferentes instituições financeiras da UE e internacionais e regionais na região, incluindo o BEI, o BERD e o Banco Mundial, não conseguiremos garantir um máximo de eficácia e de coerência.

4-401-000

Pino Arlacchi (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution because it states that the Arab Spring has offered the EU the opportunity to match its commercial and foreign policy

interests with its core value of human rights. The Lisbon Treaty defines international trade as one of the three arms of the EU's external action and requires coherence between foreign affairs and international development policies. It is in the highest interests of the European Union to adopt a strategy that is flexible, mutually beneficial, and based on support for democratic transition. In addition, I believe that the call for the reconsideration of the public external debt of the countries in North Africa and the Middle East to be of fundamental importance. That debt was built by the dictatorial regimes, mostly through the personal enrichment of the political elite and the purchasing of arms, which were often used to oppress their own populations.

4-401-062

Sophie Auconie (PPE), *par écrit* . – Depuis les événements du Printemps arabe, l'Union européenne s'efforce de promouvoir la stabilité et la démocratie dans les pays voisins de la rive méditerranéenne. Pour les soutenir dans leurs transitions, nous estimons qu'il est indispensable d'accroître nos échanges commerciaux en se concentrant sur les petites et moyennes entreprises. Comme l'a souligné le rapporteur Niccolò Rinaldi, cette stratégie commerciale pourrait permettre de créer des emplois et contribuer au démantèlement des oligarchies. Notre coopération doit impérativement passer par un soutien financier aux petites et moyennes entreprises via la Banque européenne de reconstruction et de développement et la Banque européenne d'investissement. Nous devons également promouvoir les échanges culturels et éducatifs dans le cadre des programmes Erasmus et Da Vinci Euromed. Ainsi, nous transmettons nos valeurs de démocratie en créant un véritable espace de libre-échange euro-méditerranéen !

4-401-093

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu* . – Arabų pavasaris suteikė galimybę aktyvesnio ekonominio bendradarbiavimo vystymuisi tarp ES bei Viduržemio jūros regiono šalių. Visiškai pritariu butinybei priimti abipusiškai naudingą, atsakingą ir lanksčią bendradarbiavimo strategiją, grindžiamą demokratiniais principais. Labai svarbu, kad ES naudotųsi proga parengti abipusiškai naudingus prekybos prekėmis ir paslaugomis susitarimus, taip skatinant ekonomikos ir prekybos liberalizavimo procesą bei demokratinių reformų Viduržemio jūros regiono šalyse įtvirtinimą. Taip pat pritariu siūlymui stiprinti ES, kaip investuotojos Viduržemio jūros regiono valstybėse, vaidmenį. Siekiant šio tikslo reikėtų EIB suteikti platesnius įgaliojimus teikti papildomas investicijas Europos ir Viduržemio jūros regiono valstybių mažosioms ir vidutinėms įmonėms. Labai svarbu naikinti esamas prekių ir žemės ūkio produktų tarifų kliūtis, plėsti prekybos susitarimų taikymo sritį ir t. t. Viena iš reikšmingų prekybos ir bendradarbiavimo paskatų būtų vizų režimo supaprastinimas.

4-401-125

Malika Benarab-Attou (Verts/ALE), *par écrit* . – L'orientation du rapport soutient la politique de la Commission européenne dans une approche libérale. Les ALEAC entraînent un démantèlement tarifaire et une ouverture des marchés à même de fragiliser ces économies émergentes. Les aspects sociaux, environnementaux, éducatifs et culturels ne sont pas suffisamment présents contrairement aux aspirations des peuples. Par ailleurs, les ALEAC relèvent d'un processus long avec des critères lourds, notamment l'obligation d'alignement sur la réglementation du marché intérieur européen. De plus, ces nombreuses exigences ne sont pas liées à la perspective d'une intégration dans l'Union européenne comme cela a pu l'être pour les pays de l'Europe de l'Est. Devons-nous rappeler l'échec de l'Union pour

la Méditerranée? L'approche de ces accords se focalise sur des relations bilatérales, négligeant ainsi un soutien à l'intégration régionale de ces pays. Au contraire, elle les met dans un système de concurrence pour être les "champions" qui répondent aux critères de ces Accords les uns par rapport aux autres. À l'heure où les Européens débattent de la possibilité d'un certain protectionnisme européen, nous exigeons le contraire de nos partenaires du Sud. Cela est-il bien cohérent ? Et équitable ? Je ne le crois pas d'où mon vote contre ce rapport, bien que ce dernier comporte certains aspects positifs.

4-401-250

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto* . – Nonostante alcuni passaggi positivi, nel complesso non condivido l'impostazione del relatore e ho espresso voto negativo alla relazione. In particolare, trovo alcune valutazioni sulla Primavera Araba troppo ottimistiche e non condivido la proposta di agevolare il rilascio dei visti con il pretesto di agevolare la mobilità degli uomini di affari. Inoltre, sono stati determinanti per il mio voto negativo alla relazione due aspetti: la mancanza di riferimenti favorevoli agli interessi delle imprese europee e la volontà di giungere a una zona di libero scambio euromediterranea che avrebbe conseguenze molto negative per le nostre imprese.

4-401-375

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu* . – Balsavau už šį pranešimą, nes vienintelis būdas užtikrinti nuolatinį Europos stabilumą, saugumą ir ekonominę plėtrą bei pažangą yra plėtoti gerus santykius su kaimyninėmis šalimis, siekiant sukurti Sąjungos vertybėmis grindžiamą gerovės ir geros kaimynystės erdvę. Lisabonos sutartyje tarptautinė prekyba apibrėžta kaip viena iš trijų ES išorės veikslių atšakų ir reikalaujama, kad ji ir kitos politikos kryptys – užsienio reikalų ir tarptautinio vystymosi – derėtų. Nors prekyba visuomet buvo stiprioji kaimynystės politikos dalis, esama nuomonių, kad Europos Sąjunga turėtų būti aktyvesnė padėdama vykdyti politinei ir ekonominei pertvarkai kaimyninėse šalyse. Po Arabų pavasario regioninės institucijos neprižiūri ekonominio ir politinio Šiaurės Afrikos šalių atkūrimo – nėra jokios konkrečios Europos ir Viduržemio jūros regiono finansų institucijos. Dar daugiau, iki šiol pietinių Viduržemio jūros regiono šalių ekonomiką valdė nedemokratiniai vadovai, vadovaudamiesi kelių žmonių interesais ir dažnai nepaisydami pažeidžiamiausių žmonių grupių poreikių. Europos Sąjunga turi išimtinę kompetenciją prekybos ir investicijų politikos srityje, kuri suteikia galimybę pareikšti veiksmingą atsaką į neramumus ir prisidėti prie ekonominės ir socialinės pažangos pietinėse Viduržemio jūros regiono šalyse. Todėl Europos Sąjungai labai svarbu siekti didelių tikslų ekonominio bendradarbiavimo srityje ir priimti abipusiškai naudingą, atsakingą ir lanksčią strategiją, grindžiamą parama demokratinės pertvarkos procesui ir žmogaus teisių gynimui.

4-401-500

Vito Bonsignore (PPE), *per iscritto* . – Esprimo parere favorevole alla relazione, sottolineandone il carattere strategico e organico e l'attenta articolazione delle linee d'azione politica, in relazione agli strumenti attualmente disponibili. Muovendo da un'analisi onesta degli errori che nel passato hanno impedito un'azione incisiva di stabilizzazione dell'area, a vantaggio di visioni tattiche funzionali a politiche bilaterali e di sfera, riconosce l'esigenza di rilanciare la creazione dell'area di libero scambio, come espressione dell'azione politica esterna dell'UE, di coinvolgere BEI e BERS (con l'estensione del mandato), di promuovere ALS globali, di sostenere la costruzione di ordinamenti e quadri giuridici, amministrativi, finanziari e civili, funzionali a un ambiente favorevole all'impresa e all'irrobustimento di quella classe media che è il fattore imprescindibile nella difficile equazione dello sviluppo

verso modelli di democrazia compiuta e stabile. Anche il delicato nodo, relativo alla dubbia correlazione automatica tra economie libere e diritti civili, viene affrontato con coraggio attraverso la dottrina del “*more for more*”, che assicurerà una politica di assistenza più mirata e fondata su una regolare e attenta verifica dei risultati.

4-401-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against this report as I do not believe it is the prerogative of the EU to act as a mediator in international affairs and set terms for democratic transitions and trade deals, etc. As part of the international community, Britain as a sovereign country and member of NATO and the UN has opportunity to cast its opinion in such matters. However, the EU is a democratically bankrupt supranational organisation that I believe is on the cusp of witnessing its own revolutionary spring as elections across Europe demonstrate growing distaste for austerity-led policies to protect the single currency. It is thus laughable that the EU should demand support for the transition to democracy in the Arab Spring countries when it has shown little willingness over the past few decades to host open and fair referenda and tackle the democratic deficit of its own triumvirate system.

4-401-812

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore di questa proposta di risoluzione, in quanto cerca di dare un contributo concreto alle relazioni tra UE e i tutti Paesi che si affacciano al Mare Nostrum, alla luce delle mutate condizioni conseguenza delle rivoluzioni della primavera araba. Da un lato, la proposta chiama l'UE ad agire con sempre maggiore impegno per incentivare il commercio internazionale e con esso tutte le imprese europee che vogliono investire al di fuori dei confini comunitari, contribuendo all'istituzione di un mercato euro-mediterraneo libero e inclusivo. Dall'altro, il testo guarda a quei Paesi che dopo la primavera araba hanno iniziato un percorso verso la democrazia per cercare di far capire a questi popoli che lo sviluppo economico è possibile ed è il primo passo verso una prospettiva di vita migliore. Il mio supporto a questa iniziativa è dato infine dal fatto che ritengo che questa non sia soltanto una strategia commerciale fine a se stessa, ma l'inizio di una serie di iniziative che UE e Paesi del Sud del Mediterraneo dovranno essere in grado di proseguire e coordinare con sempre maggiore forza, capacità e incisività per quanto riguarda la democrazia, lo sviluppo e il benessere di tutti i cittadini coinvolti.

4-401-843

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução por considerar que Primavera Árabe – a maior transformação política na vizinhança da Europa desde a queda do Muro de Berlim – constitui uma oportunidade para a União Europeia alinhar a sua política externa e os seus interesses comerciais com os seus valores fundamentais no que diz respeito aos direitos humanos, à democracia e à sociedade livre e que a presente resolução vai ao encontro deste desiderato.

4-401-875

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – La primavera araba ha suscitato enormi aspettative di crescita democratica ed economica per i Paesi dell'area meridionale del Mediterraneo. Questi due fenomeni non potranno che rafforzarsi a vicenda, generando un circolo virtuoso dal quale anche l'Europa potrà trarre beneficio. L'Unione Europea ha dunque il dovere di cogliere quest'occasione per promuovere lo sviluppo nei Paesi interessati. Una crescita

economica e democratica dei Paesi vicini ai confini dell'Unione è infatti vantaggiosa, oltre che per i Paesi stessi, anche per tutti gli Stati membri. Stabilendo rapporti commerciali con questi Paesi le imprese europee, soprattutto quelle italiane per ovvie ragioni geografiche, avrebbero un'occasione per riprendersi dall'attuale contingenza economica. Anche i problemi legati alle migrazioni sarebbero alleviati. In questo contesto è fondamentale il ruolo svolto dalla BEI, che ha la responsabilità di promuovere lo sviluppo delle PMI nell'area. È inoltre necessario promuovere l'integrazione territoriale della zona per sviluppare il commercio interno alla stessa, attualmente molto limitato. Ho dunque espresso parere favorevole alla relazione sulla strategia commerciale e d'investimento per il Mediterraneo meridionale.

4-401-937

George Sabin Cutaș (S&D), *în scris*. – Am votat în favoarea raportului privind strategia comercială și de investiții a Uniunii Europene în sudul bazinului mediteranean în urma revoluțiilor din lumea arabă. Prin intermediul acestui raport, Uniunea Europeană oferă un semnal puternic de susținere a aspirațiilor democratice exprimate de popoarele din sudul Mediteranei. Totodată, aș dori să atrag atenția asupra faptului că anumite state membre ale UE nu și-au ratificat încă amendamentele la Acordul privind Banca Europeană pentru Reconstrucție și Dezvoltare. Având în vedere experiența pe care banca a dobândit-o în estul și sudul Europei și utilitatea pe care aceasta ar putea-o avea și în sudul Mediteranei, consider că este nevoie de ratificarea urgentă de către toate statele membre ale UE a deciziei de extindere a mandatului BERD către sudul bazinului mediteranean.

4-402-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu l'adoption de ce texte, qui détermine les priorités à suivre pour coopérer avec nos voisins méditerranéens et les aider à se reconstruire et à se mettre sur la voie d'un véritable développement économique et social qui profite à tous. Les révolutions du Printemps arabe ont en effet offert à l'Union européenne une occasion unique pour mettre en accord ses intérêts en matière de politique étrangère et commerciale avec ses valeurs démocratiques fondamentales. C'est pourquoi j'apporte mon soutien à l'approche de la Commission, qui souhaite que les avancées politiques et démocratiques en cours aillent de pair avec une plus grande ouverture de l'économie et des échanges.

4-402-500

Anne Delvaux (PPE), *par écrit*. – Je me réjouis du vote de la résolution qui a trait à la stratégie commerciale de l'UE avec les pays de la rive sud de la Méditerranée. Le texte est très équilibré et constitue une bonne analyse en profondeur de la situation actuelle à la suite du printemps arabe. Il offre, je pense, de belles perspectives à moyen et à long terme. Car au-delà d'une simple stratégie commerciale, il s'agit de développer nos échanges avec nos voisins et de les orienter de manière à ce que l'UE se pose en soutien de la transition démocratique de ces pays. Il est primordial que nous jouions un rôle à ce niveau, afin que les populations puissent connaître une amélioration sensible de leurs droits et de leurs conditions de vie.

C'est pourquoi il me semblait tout de même important d'attirer l'attention de la commission INTA sur certains aspects comme par exemple l'implication plus marquée de la société civile aux prochains partenariats qui se créeront. Il serait judicieux également que la BCE soutienne plus fortement le développement de PME dans les pays du sud de la Méditerranée.

Ces dernières devraient être au cœur de leur croissance. Enfin je terminerai par un point qui me semble fondamental : la mobilité et les échanges des étudiants des deux rives. Il conviendrait d'adopter d'importants programmes les promouvant, car l'avenir de nos pays passe par une plus grande compréhension l'un de l'autre.

4-403-000

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – A Berlieni fal leomlása óta az arab tavasz tekinthető a legjelentősebb politikai átalakulásnak az európai szomszédságban. Ez a folyamat remek lehetőséget ad arra, hogy összehangoljuk az EU kereskedelmi és külpolitikai érdekeit az emberi jogok, a demokrácia és a szabad társadalom alapvető értékeivel.

Tudvalevő, hogy az EU kizárólagos hatáskörrel rendelkezik a kereskedelem- és a beruházáspolitikára, ami lehetővé teszi az Unió számára, hogy hatékonyan reagáljon a zavargásokra. A dél-mediterrán országok civil társadalmi körében olyan vélekedés alakult ki, miszerint az EU-nak kezdeményezőbbnek kellene lennie a térség politikai és gazdasági átalakulásának elősegítésében. Mivel a 2008-as gazdasági válság közvetlenül érintette a dél-mediterrán országok gazdaságainak hajtóerejét biztosító fő ágazatokat, és mivel az arab tavasz során Tunéziában, Egyiptomban, Szíriában és Líbiában lezajlott források tovább fokozták ezen országok gazdasági hanyatlását, szükségesnek találom a kapcsolatok megerősítését a befektetési lehetőségek megteremtése szempontjából. Ennek a stratégiának a többi politikai területtel való teljes körű együttműködés keretében kell megvalósulnia. Az Európai Beruházási Bank (EBB) az Euromediterrán Beruházási és Partnerségi Pénzügyi Eszközön (FEMIP) keresztül fontos szerepet játszik a dél-mediterrán régió kis- és középvállalkozásainak (kkv-k) támogatásában. E vállalkozásoknak szükségük van a nélkülözhetetlen beruházásokra, hogy olyan módon hajtsanak végre innovációt és szerkezetátalakítást, amely lehetővé tenné számukra, hogy kihasználják az EU belső piacában rejlő lehetőségeket. Öröndetesnek tartom az EBRD mandátumának legújabb kibővítését is, és remélem, hogy a bank kelet-európai tapasztalatainak meglesz a gyümölcse a déli szomszédságban.

4-404-000

Ioan Enciu (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report on the EU Trade and Investment Strategy for the Southern Mediterranean following the Arab Spring revolutions, because I believe that a determined EU strategy for the development of economic and trade relations with these neighbouring countries is fundamental. Since international trade is one of the exclusive competencies of the EU, given the importance of the Euro-Mediterranean strategy resulting from the Barcelona Process and in view of Article 8 of the Treaty on European Union which states that the EU must develop a special relationship with neighbouring countries with the aim of establishing an area of prosperity and good neighbourliness, I believe that the European Union has both the legal competence and the political responsibility to trigger a serious engagement in the area. I very much welcome the introduction of the 'more-for-more' principle, since it can represent a very effective tool to enable tailor-made and bottom-up strategies, which are fundamental for tackling the different economic and societal demands of the different southern Mediterranean countries (SMCs), while also ensuring that funding schemes, shaped according to the political and economic ambitions of SMCs, are sufficiently effective.

4-404-500

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por defender uma nova estratégia comercial e de investimento da UE para o Mediterrâneo Meridional, tendo em conta as alterações socioeconómicas provocadas pelas revoluções da primavera Árabe. A política de comércio e investimento é uma competência exclusiva da UE que deve fornecer instrumentos inovadores para alcançar os objetivos de democracia, prosperidade, estabilidade e paz na região.

4-404-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A denominada Primavera Árabe foi uma *lufada de ar fresco* que varreu a maioria dos países da margem sul do Mediterrâneo. A sociedade civil, imbuída de uma ânsia de liberdade e de justiça social, levou avante uma revolução que depôs vários regimes totalitários. Todavia, em alguns países, começamos a assistir a laivos de intolerância religiosa por parte da maioria islâmica em desrespeito pelos direitos, liberdades e garantias consagrados na Declaração dos Direitos do Homem da ONU. É intolerável assistirmos a uma discriminação negativa dos cristãos por parte das maiorias islâmicas quando antes viviam lado a lado. O presente relatório versa sobre a estratégia comercial e de investimento da União Europeia (UE) para o Mediterrâneo Meridional na sequência das revoluções da Primavera Árabe. Embora as negociações com Marrocos não tenham avançado tanto quanto seria desejável, a verdade é que, em dezembro último, foi aprovado um memorando ACP com os países da margem sul do Mediterrâneo, tendo por objetivo a sua integração no mercado único. A UE deve continuar a apoiar estes países, nomeadamente no que respeita à implementação do processo democrático, ao fomento do empreendedorismo e à mobilidade dos estudantes. Mas também deve exigir respeito absoluto pelos direitos humanos.

4-405-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O relatório tem como objetivo abordar os desafios para as políticas de comércio e de investimento da UE na sequência dos movimentos democráticos no Oriente Médio e Norte da África. O relator caracteriza os movimentos como um *acontecimento sem paralelo histórico* e logo como *uma oportunidade de abrir as economias da região e criar uma verdadeira economia de mercado*, independentemente de ser essa ou não a escolha dos povos em questão.

O relatório faz leves críticas ao papel da UE e seus Estados-Membros por manter relações com as ditaduras das regiões durante décadas (ditaduras, sim, mas *economias de mercado* também, de acordo com os critérios vigentes). O relatório aponta a fragilidade (social, económica, bem como democrática) da situação nos diferentes países, mas ao mesmo tempo, explica que a *UE é o maior mercado de consumidores do mundo, ao qual só deveria ser concedido acesso se os países parceiros estiverem seriamente empenhados na abertura bilateral de mercados*. Defende-se a ideia de que os Acordos de Comércio Livre Globais e Aprofundados são o caminho correto para o desenvolvimento social e económico daquelas regiões. A visão neoliberal da apologia do livre comércio inspira todo o relatório. Obviamente, votámos contra.

4-406-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Arabská jar je od pádu Berlínskeho múru najväčšou politickou zmenou v rámci európskeho susedstva, ktorá poskytla EÚ príležitosť zladit' svoje obchodné záujmy a záujmy v oblasti zahraničnej politiky so svojimi hlavnými

hodnotami, ako sú ľudské práva, demokracia a slobodná spoločnosť. Únia má výlučné právomoci v obchodnej a investičnej politike a to je určujúci nástroj, ktorý jej umožňuje zabezpečiť účinnú reakciu na prevraty a prispieť k hospodárskemu pokroku v krajinách južného Stredozemia. Považujem za dôležité, aby plne koordinovala svoj obchod, investície a financovanie podporných činností v regióne s cieľom dosiahnuť maximálny pozitívny vplyv. Vzhľadom na významný počet aktérov v rámci EÚ, napr. viaceré generálne riaditeľstvá Komisie, členské štáty a Európska investičná banka, externých aktérov, ako sú samotné partnerské krajiny, Európska banka pre obnovu a rozvoj, Svetová banka, Medzinárodný menový fond, Islamská rozvojová banka, Africká rozvojová banka a dokonca skupina štátov G8, je mimoriadne dôležité, aby bola zabezpečená súčinnosť medzi opatreniami na zabránenie „zdvojnásobeniu“ činností. Arabská jar je výzvou pre EÚ i na odhodlanejšie úsilie pri liberalizácii obchodu a vytvorenie investičných príležitostí. Túto stratégiu je potrebné uskutočňovať v plnej spolupráci s ostatnými politickými oblasťami s cieľom vytvoriť vzdelávacie príležitosti pre podnikateľov, podporiť účasť na programoch EÚ a zjednodušiť prístup k vízam.

4-406-125

Lorenzo Fontana (EFD), *per iscritto*. – La presente relazione è un documento dal forte contenuto politico. Presenta, a mio avviso, considerazioni troppo precoci ed ottimistiche sulla valutazione di quanto accaduto in alcuni Paesi dell'area coinvolta, trascurando le preoccupazioni relative all'escalation della violenza e dell'integralismo religioso. Si tratta, inoltre, di una relazione della Commissione Commercio Internazionale: dovrebbe perciò considerare, in primo luogo, i legittimi interessi delle imprese europee, non l'assistenza a Paesi terzi. Per questi motivi, il mio voto è stato contrario.

4-406-250

Catherine Grèze (Verts/ALE), *par écrit*. – D'un côté ce rapport va dans le sens de plus d'avancées en ce qui concerne notamment les droits de l'Homme et l'implication de la société civile; d'un autre côté il ne soutient malheureusement pas une plus grande indépendance régionale indispensable face aux relations commerciales biaisées avec l'Union européenne. Devant ce constat, je ne pouvais que m'abstenir.

4-406-500

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui appelle l'Union européenne à soutenir de manière proactive les transitions démocratiques en Afrique du Nord, par le biais du commerce. Ce rapport insiste notamment sur la nécessité de mener à leur terme les accords commerciaux préexistants et à les développer davantage dans une logique dynamique adaptée aux particularités de chaque pays. C'est enfin l'occasion de donner une orientation plus franche aux programmes de l'Union, en favorisant la production agricole biologique et le commerce équitable, en encadrant le commerce des armes, en apportant une aide technique générale et en soutenant les PME.

4-406-750

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a réitéré son soutien au processus de développement économique et de démocratisation des pays de la rive Sud de la Méditerranée en adoptant un rapport qui définit la stratégie de l'UE autour de deux axes: le commerce et l'investissement. Ce rapport équilibré et adopté à une vaste majorité introduit des propositions ambitieuses en faveur du renforcement des relations

euro-méditerranéennes: l'approche "plus pour plus" qui établit un lien entre la dimension politique et la dimension économique, la participation active de la société civile, le soutien aux PME, notamment par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement (BEI), la promotion du programme européen de voisinage pour le développement agricole et rural et l'intégration régionale. Le développement d'une relation privilégiée avec nos partenaires du pourtour méditerranéen est essentiel à la prospérité de cette zone, à l'approfondissement d'un partenariat économique et à une véritable coopération politique. C'est pourquoi je me félicite de l'adoption de ce rapport qui témoigne d'un large consensus au sein du Parlement sur ce sujet.

4-406-875

Elisabeth Köstinger (PPE), *schriftlich*. – Dieser Bericht, welcher Handelsentwicklungen im Mittelmeerraum thematisiert, stellt eine ausgewogene und gut fundierte Analyse der aktuellen Lage in Anbetracht der jüngsten Ereignisse in dieser Region der Welt dar. Auf dem Weg zur Freihandelszone Europa-Mittelmeer, stellt der darin vertretene neue Ansatz „mehr für mehr“, eine Verknüpfung zwischen den politischen Fortschritten auf dem Weg zu einer umfassenden Demokratisierung und der Liberalisierung der Wirtschafts- und Handelsbereiche her. Ich habe für den Bericht gestimmt, da Handel und Investitionen zwei starke Säulen beim Ausbau der Beziehungen zwischen der EU und den Ländern des südlichen Mittelmeerraumes bilden. Handel und Investition stellen eine wirksame Reaktion auf die neuen Herausforderungen in dieser Region dar und werden zum wirtschaftlichen und demokratischen Fortschritt in den betreffenden Ländern beitragen.

4-407-000

Petru Constantin Luhan (PPE), *în scris*. – Primăvara arabă a reprezentat un eveniment marcant și a fost instigat atât de aspirațiile de libertate ale oamenilor, cât și de dorința îmbunătățirii nivelului de trai.

În momentul de față, neliniștea din această regiune persistă și este, în mod evident, legată de punctele slabe din economiile locale. Acestea se caracterizează printr-o distribuție inegală a avuției, prin reforme economice insuficiente, prin capacitatea redusă de creare de locuri de muncă și printr-un nivel redus al integrării comerciale regionale.

Consider că aceste țări trebuie să își revigoreze economiile pentru a obține o creștere economică sustenabilă și favorabilă incluziunii și, pentru aceasta, este nevoie de un sprijin mult mai consistent și mai corect din partea UE pentru dezvoltarea economică reală în beneficiul tuturor locuitorilor. De asemenea, aceste state trebuie să fie încurajate să creeze un cadru legislativ solid, care să favorizeze afacerile și antreprenorialul, oferind un rol important întreprinderilor mici și mijlocii, care au un rol esențial în crearea de locuri de muncă.

4-407-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which stresses that, while country-specific commercial strategies should be welcomed, these agreements should not be to the detriment of regional integration. It also regrets that South-South trade remains very limited and notes, in this regard, that in 2009 only 6 % of SMC imports originated in other southern Mediterranean countries (SMCs), compared to 40 % from the EU. The resolution encourages the new democratically elected governments to be more open than their predecessors towards trading with neighbouring countries.

4-408-000

Clemente Mastella (PPE), *per iscritto*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Unione europea, soprattutto dopo i recenti avvenimenti della cosiddetta "primavera araba", dovrebbe poter svolgere un ruolo molto più ambizioso con i paesi del Sud del Mediterraneo, in particolare nell'ambito dell'economia, dell'imprenditorialità e del commercio, allo scopo di offrire opportunità di scambio tra le comunità sociali e imprenditoriali, conquistando finalmente una *leadership* anche di tipo politico.

Siamo convinti della necessità di coordinare interamente le attività europee nell'ambito del commercio, degli investimenti e del sostegno finanziario nella regione al fine di ottenere il massimo impatto positivo. Tale strategia dovrebbe essere eseguita in piena cooperazione con altri settori politici al fine di creare opportunità di formazione per gli imprenditori, promuovere la partecipazione ai programmi dell'UE e facilitare la procedura per il rilascio dei visti. Accogliamo, dunque, con favore il principio "*more for more*" (maggiori aiuti a fronte di un maggiore impegno) introdotto dalla Commissione e riteniamo che i risultati raggiunti nell'ambito delle riforme democratiche e delle libertà individuali debbano essere seguiti da un processo di liberalizzazione anche nell'ambito economico e commerciale, al fine di smantellare le oligarchie che tradizionalmente detenevano il potere.

4-408-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Come da parere della Commissione affari esteri del 17 febbraio scorso vorrei sottolineare l'importanza della tolleranza e dello sviluppo economico che sono aspetti essenziali per la stabilità politica e sociale a lungo termine e per un miglioramento dello standard di vita nei paesi interessati. Credo sia importante inoltre che i paesi in transizione democratica garantiscano il pieno rispetto di tutti i diritti fondamentali, compresi la libertà di espressione, il diritto di riunione pacifica, la libertà di associazione e la libertà di religione, di coscienza e di pensiero per tutti i cittadini, uomini e donne, inclusi i membri delle comunità cristiane copte.

4-409-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport offre pour seul horizon aux révolutions arabes la mise en place de la zone de libre-échange que l'Union européenne avait "pacté" avec les régimes renversés. Il prétend que c'est là l'aspiration des peuples arabes.

Ceux qui votent pour ce texte méprisent la lutte des peuples arabes pour une vie meilleure.

Pour ma part, je vote contre.

4-409-250

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A Primavera Árabe constitui a maior transformação política na Vizinhança Europeia desde a queda do Muro de Berlim e proporciona à UE a oportunidade de alinhar a sua política externa e os seus interesses comerciais com os seus valores fundamentais no que diz respeito aos direitos humanos, à democracia e à sociedade livre. A Primavera Árabe constitui uma oportunidade única para o estabelecimento de um compromisso sério e para a UE mostrar liderança política. Só nos obriga a manter um esforço mais determinado no sentido da liberalização das trocas comerciais e da criação de oportunidades de investimento. Esta estratégia deve ser plenamente articulada com as políticas prosseguidas noutros domínios de intervenção, de modo a criar oportunidades

de formação para empresários, promover a participação em programas da UE e facilitar o acesso aos vistos.

4-409-375

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – El alma del informe refleja el enfoque liberal de la UE: caracteriza a los alzamientos en la región como "una oportunidad para abrir las economías de la región y crear una verdadera economía de mercado". El informe también saluda la apertura de negociaciones de Zonas de Libre Comercio más profundas y globales con Egipto, Jordania, Marruecos y Túnez, así como el papel del Banco Europeo de Inversiones (BEI) y del Banco Europeo de Reconstrucción y Desarrollo, que han jugado un papel (el BEI todavía lo hace) en los procesos privatizadores en esos países. Precisamente por el espíritu y las reivindicaciones de la primavera árabe, por el papel que ha jugado la UE en la región, siendo cómplice de las dictaduras, por la fragilidad de algunos Estados del norte de África todavía, he votado en contra por entender que las recetas que se están proponiendo van a dinamitar la prosperidad y la estabilidad de la región. Y porque la UE está aprovechando la debilidad de algunos de estos Estados para imponer el libre comercio.

4-409-437

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The Arab Spring has given the EU a unique opportunity for renewed engagement with the countries of the southern Mediterranean. This report examines how the EU can live up its promises following the changes in the southern neighbourhood. Furthermore, it looks at greater commercial engagement balanced alongside human rights, democracy, sustainable development and corporate social responsibility. A very important report, I voted in favour.

4-409-500

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – E' innegabile che gli eventi della scorsa primavera abbiano profondamente mutato l'aspetto di tutti questi Paesi che si affacciano sulla sponda meridionale del Mediterraneo; si é trattato di uscire da regimi in carica da diverse decine di anni, e dominati spesso dalla presenza di un leader carismatico. Si deve quindi vedere di buon occhio un cambiamento che porti maggiore democrazia e partecipazione, ma stando bene attenti a come vengono gestite le diverse situazioni. Un po' ovunque, dove sono state organizzate delle elezioni più o meno "libere", i partiti di ispirazione integralista religiosa musulmana hanno ottenuto pesanti successi, condizionando quindi poi di conseguenza il clima politico e sociale. Mi pare quindi forse un po' troppo azzardato intraprendere già oggi iniziative così importanti con questi Paesi, che non offrono ancora le necessarie garanzie, soprattutto in termini di stabilità socio-economica. L'Europa ha sbagliato a comportarsi in maniera a volte servile con i vecchi leader, ma non vorrei che oggi sbagliasse un'altra volta lanciandosi in entusiastiche aperture, soprattutto commerciali, di cui non vorrei ci dovessimo pentire a breve. Per questi motivi ho quindi deciso di votare contro a questa relazione.

4-409-625

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Balsavau už rezoliuciją, nes manau, kad prekyba yra labai efektyvus su užsienio politika ir vystomąja pagalba tiesiogiai susijęs ES instrumentas ir kad ES turi kuo skubiau atsiliiepti į susijusių šalių pilietinių visuomenių lūkesčius padidinti savo aktyvią paramą pažangiosioms reformoms. Prekybos susitarimai ir tarpusavio prekybos tarp šalių skatinimas yra puikus būdas be tiesioginio kišimosi

esmingai paskatinti reformų pažangą. Vienas iš svarbesnių prekybos dialogo su šiomis šalimis tikslų turėtų būti ekonomikos diversifikavimas ir jaunimo bei moterų užimtumo skatinimas, korupcijos mažinimas ir skaidrumas. Taip pat manau, kad aktyviai vystant ES prekybinius santykius su arabų valstybėmis nederėtų išaldyti abipusiškai naudingų ES ir Izraelio – ES Viduržemio jūros partnerio – prekybos ryšių.

4-409-750

Rareș-Lucian Niculescu (PPE), *în scris*. – Uniunea Europeană are datoria de a sprijini continuarea și aprofundarea reformelor demarate în statele din lumea arabă, în urma „Primăverii” care a marcat anul 2011. Acest sprijin trebuie să includă măsuri asociate cu politica de comerț a Uniunii. Cu toate acestea, insist asupra necesității de a impune agricultorilor din aceste state, care doresc să exporte în statele UE, obligația de a respecta aceleași standarde de siguranță alimentară, mediu, bunăstare animală care sunt impuse agricultorilor europeni. Orice produs care ajunge pe mesele consumatorilor europeni trebuie să respecte aceste standarde, care sunt cele mai înalte din lume, fiind în același timp extrem de costisitoare.

4-409-875

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – La primavera araba rappresenta la più grande opportunità offerta all'UE per ampliare il suo mercato e creare sviluppo nei Paesi a sud del Mediterraneo in un'atmosfera civile senza precedenti. Ma l'UE ha bisogno di una strategia adeguata per gli investimenti, per l'allargamento al commercio, per l'apertura del mercato con la creazione di una zona di libero scambio euromediterranea; già da tempo discussa ma mai messa in pratica. Purtroppo, la politica estera dell'UE stenta ancora molto e non è in grado di prendere decisioni forti e comuni, ma il futuro sembra comunque migliorare i margini di manovra verso una buona politica d'integrazione e di scambio con i Paesi della primavera araba seguendo il principio di maggiori aiuti a fronte di un maggior impegno, in cui ci si impegni per un'apertura bilaterale dei mercati a vantaggio dei cittadini e a beneficio delle riforme economico-sociali di questi Paesi.

4-409-937

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório, pois considero que a Primavera Árabe é um acontecimento histórico sem paralelo, instigado pelas aspirações dos povos à liberdade, aos direitos democráticos e à melhoria das suas condições de vida. Considero muito positivas as eleições justas e transparentes que tiveram lugar em diversos países da África do Norte, acompanhadas por reformas económicas, jurídicas e sociais que permitem perspetivar a unidade desses países através da construção de instituições democráticas e pluralistas, criando deste modo as bases para uma maior estabilidade e desenvolvimento. Não pude, no entanto, deixar de refletir, através do meu voto, a rejeição do ponto 15 do texto de relatório, pois considero que a margem para as negociações agrícolas entre a UE e este conjunto de países deve ser devidamente ponderada, sob pena de haver um excesso de entusiasmo político por parte da UE que penalize de forma exagerada os produtores agrícolas europeus.

4-410-000

Fiorello Provera (EFD), *per iscritto*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la relazione del collega Rinaldi è un documento molto ambizioso, che ci permette di riflettere sugli effetti, ma anche sulle cause della cosiddetta "primavera araba". A differenza del relatore,

tuttavia, ritengo che la visione sostenuta sia troppo ottimista e che molte delle misure proposte siano più affini al settore della cooperazione allo sviluppo che a quello del commercio internazionale.

La crescente instabilità e le tendenze politiche più estremiste che si esprimono con sempre più forza in paesi come l'Egitto e la Libia mi impediscono di condividere il generale sentimento di fiducia sulla cosiddetta "primavera araba" e il parallelismo – a mio avviso prematuro – con la caduta del muro di Berlino. Il principio del "more for more" dovrebbe essere il cardine della politica europea nei confronti dei paesi del Mediterraneo e qualsiasi aumento dei contributi europei dovrebbe essere condizionato a vere riforme per realizzare una democrazia profonda in questi paesi. Solo allora sarà possibile discutere di eventuali revisioni delle barriere tariffarie.

4-410-031

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – A Primavera Árabe constitui a maior transformação política na Vizinhança Europeia desde a queda do Muro de Berlim e proporcionou à UE a oportunidade de alinhar a sua política externa e os seus interesses comerciais. Desta forma, os resultados obtidos relativamente a reformas democráticas e liberdades individuais deveriam refletir-se num processo idêntico de libertação a nível económico. É neste campo que a UE terá um importante papel a desempenhar, desde que sejam assumidos e concretizados os compromissos adequados em matéria política, social e ambiental pelos países a sul do Mediterrâneo (PSM). Algumas propostas que constam deste relatório dizem respeito tanto ao BEI como ao BERD. O primeiro revela-se essencial no auxílio às PME, através da concessão de microcrédito. Por sua vez, o segundo deve aproveitar a experiência adquirida na Europa de Leste para dar o seu contributo. A criação da Zona de Comércio Livre Euromed, bem como a facilitação dos conhecimentos e dos contactos diretos através do intercâmbio tanto de estudantes, como de comunidades empresariais europeias e os PSM também fazem parte do conjunto de objetivos a alcançar. Uma vez que se trata de uma oportunidade singular para a UE mostrar a sua liderança política, votei favoravelmente o presente relatório.

4-410-062

Jean Roatta (PPE), *par écrit*. – Le Printemps arabe constitue une révolution sans précédent dans le monde méditerranéen. Ces révolutions ont redéfini les relations du Sud de la Méditerranée avec l'Union européenne, construisant un nouveau partenariat commercial, fondé sur des valeurs fondamentales telles que les droits de l'Homme et la démocratie. Ainsi, la solidité de ce partenariat doit passer par les acquis d'une zone de libre-échange, d'une intégration régionale et d'une stratégie commerciale. Se présente alors une occasion unique de coopérer dans les domaines de l'emploi, de la croissance, de renforcer l'intégration régionale et la présence de l'Union européenne à travers ses activités commerciales, d'investissement et de financement. Le rapport vient dès lors réaffirmer le commerce comme pilier solide de la politique européenne de voisinage, et comme moyen d'associer les PME en en faisant un outil de démocratisation économique supplémentaire.

4-410-125

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – Abstention. The Greens have a rather critical stance to the FTA policy in principle. In the Mediterranean, the Sustainability Impact Assessment (SIA) commissioned by DG Trade for the EuroMed FTA project has – along with problems of the environmental carrying capacity of the basin – indicated increased

social hardships in the short to medium term, which could be detrimental to the democratic aspirations of its people. However, the Greens accept that in the EU's neighbourhood, countries will need to be aligned to the EU economy. In this sense, a reasonably timed DCFTA approach might be the right way ahead. This is surely true for the devastated economies of the eastern neighbours.

4-410-250

Oreste Rossi (EFD), *per iscritto*. – Il testo di relazione è un documento dal forte contenuto politico che racchiude una serie di considerazioni molto lontane dalla realtà, troppo ottimistica sulla valutazione della primavera araba, la più grande trasformazione politica avvenuta dopo la caduta del Muro di Berlino. Il relatore critica fortemente la debolezza dell'Unione sullo scacchiere Nord Africano ma omette di ricordare che l'assenza e i forti limiti dell'Alto rappresentante non valgono solo per quell'area ma sono prerogative che mettono in risalto la carenza di una politica estera europea. Sono contrario al testo di relazione in quanto presenta alcune criticità come l'invito ad aumentare i finanziamenti e gli aiuti della banca europea per gli investimenti, specialmente per le PMI del Mediterraneo meridionale; la proposta di agevolare il rilascio dei visti come per la Turchia a vantaggio degli uomini d'affari. Vista la scarsa aderenza della relazione al tema della politica commerciale comune a tutela delle nostre imprese esprimo il mio voto contrario.

4-410-375

Matteo Salvini (EFD), *per iscritto*. – Il mio voto nei confronti di questa relazione mi vede fermamente contrario. Capisco la posizione del relatore, ma non aderisco al suo giudizio entusiasticamente positivo nei confronti degli esiti della cosiddetta primavera araba; non condivido l'invito alla creazione di una zona di libero scambio con i Paesi del Nord Africa che creerebbe seri danni al nostro settore produttivo tessile e agricolo, già oggi gravato da una crisi senza precedenti. Non condivido, infine, il tono generale della Relazione che è incentrata esclusivamente sulla tutela e sulla promozione degli interessi della controparte ed evita completamente di citare e difendere i legittimi interessi commerciali europei. Sembra una relazione della Commissione Sviluppo e non della Commissione Commercio Internazionale!

4-410-500

Edward Scicluna (S&D), *in writing*. – The collapse of a series of autocratic governments in North Africa during the Arab Spring radically changes the outlook for the EU's trade and investment with our neighbours across the Mediterranean, and underlines the need for a revised strategy. In particular, I support the report's references to the role of the European Bank for Reconstruction and Development. The Arab Spring countries do not share the desire of the former Eastern bloc to become EU members, but they do demand political and economic reforms which the EU and the EBRD can help them with. While it is important that this Parliament and the Council of Ministers ratify the amendments to the EBRD agreement so that the bank can become fully operational in the region and increase the funding available for EBRD investment, one should not sideline the long-term request of the countries bordering the north and south for a Mediterranean Investment Bank which would be owned and managed by them. This is important both for ourselves and North African countries. There are thousands of small businesses in the south Mediterranean who are crying out for access to investment tailored to their specific needs.

4-410-562

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto* . – Se nel complesso la relazione che abbiamo votato mi vede favorevole, nell'idea che l'UE e gli Stati membri debbano compiere maggiori sforzi per sostenere la transizione verso la democrazia nei paesi della Primavera araba, ho invece votato contro due paragrafi in cui si fa riferimento alla promozione di relazioni commerciali che potrebbero danneggiare il settore agricolo europeo. E' ancora recente il caso che ha fatto polemica sull'accordo di partenariato tra l'UE ed il Marocco nel settore di alcuni prodotti agricoli. Tale accordo prevede un aumento delle merci scambiate a tassi doganali bassi. Il rischio di un ulteriore voto positivo al testo in questione potrebbe difatti costituire la base per nuovi accordi che a lungo termine si rivelerebbero dannosi per i nostri agricoltori o per altri settori.

4-410-593

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris* . – Am votat pentru raportul privind strategia comercială și de investiții a UE în sudul bazinului mediteranean în urma revoluțiilor din lumea arabă. O strategie comercială de succes pentru regiune trebuie să consolideze rolul IMM-urilor care asigură până la 30 % din ocuparea forței de muncă în anumite țări. Sunt necesare eforturi mai susținute în ceea ce privește reducerea numărului ridicat de IMM-uri neînregistrate care funcționează pe „piața neagră”. Potrivit studiilor, proporția muncii ilegale (excluzând agricultura) în cadrul anumitor țări sud-mediteraneene se ridică la 70 %. Regret faptul că IMM-urile și cooperativele au un acces limitat la investiții și insist asupra necesității de a le furniza acestora un acces adecvat la finanțare prin oferirea de microcredite fiabile, accesibile și ușor de utilizat și prin programe de contragarantii ale Băncii Europene de Investiții (BEI). În acest sens, salut recenta extindere a mandatului BERD. Facilitarea vizelor rămâne o problemă pentru numeroși reprezentanți ai IMM-urilor din țările sud-mediteraneene, care intenționează să întreprindă vizite la instituțiile UE pentru a participa la reuniuni sau sesiuni de formare, sau din alte motive de natură comercială. UE are responsabilitatea de a prelua inițiativa în ceea ce privește facilitarea procesului de tranziție a regiunii înspre democrație și de integrare economică, având la bază o piață liberă și echitabilă.

4-410-625

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit* . – Le Parlement européen a voté aujourd'hui un rapport sur le commerce et l'investissement de l'Union européenne avec le sud de la Méditerranée. Un rapport de plus de l'Union européenne qui ne tire toujours pas les leçons des revendications exprimées par les citoyens lors de ce qu'il est convenu d'appeler les Printemps arabes. Dans ce rapport, les relations entre les deux rives de la Méditerranée restent principalement des relations économiques fondées sur le libre commerce. Niccolo Rinaldi (rapporteur de ce texte, libéral) ose même dire que "le Commerce (..) facilite un partage plus équitable des richesses". Et il ajoute que certains pays de la Méditerranée "jouissent de grandes quantités d'atouts et de ressources naturelles". Encore faut-il se demander qui les exploite ? Et l'UE est davantage soucieuse de protéger les intérêts de ses grandes entreprises que de voir les richesses de ces pays bénéficier aux populations qui ont d'abord et avant tout fait la Révolution pour des raisons sociales. La GUE-NGL a réussi à faire intégrer dans ce rapport le nécessaire réexamen de la dette au regard de la dette odieuse. Pour autant je n'ai pu voter ce rapport profondément opposé à la vision des relations internationales que je défends.

4-410-718

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The rapporteur stresses the necessity of appropriate political, social and environmental commitments by the third countries, dialogue among minorities, religious groups and political parties, promotion of local know-how, guaranteeing equivalent social, environmental and phytosanitary standards, and highlights the importance of compliance with international labour law. Therefore, the role of civil society has to be taken into more consideration as an engine of democracy and economic prosperity. This report supports the creation of even deeper and more comprehensive free trade agreements and economic relations for the southern Mediterranean area, the empowering pilot programmes for agricultural, rural and regional development, the empowering of education, especially for women, the use of EU money by SMEs in southern Mediterranean countries and many more strategies. It had, therefore, to be supported.

4-410-750

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório afirma que a União Europeia estará agora em muito melhores condições para desenvolver a sua política externa e os seus acordos comerciais com os países do sul do Mediterrâneo, argumentando que após as revoltas populares, estes países aproximam-se agora de ideais democráticos, segundo o relator. Mas é bom lembrar que a natureza dos anteriores regimes não incomodou a UE até então, nem tão pouco os seus governos que estabeleceram com estes profundas relações. Convém lembrar que o Partido de Ben-Ali foi, até ao momento de ser deposto pela luta das do povo tunisino, membro da Internacional Socialista. Segundo a Comissão Europeia, o relatório defende o conceito "mais por mais", ou seja, que as reformas democráticas e liberdades individuais deveriam reflectir-se num processo dito de "libertação" a nível económico e das trocas comerciais, através da consolidação da zona de comércio livre euromediterrânica. Defende, assim, o recurso aos famigerados Acordos de Livre Comércio, os quais provaram até aos dias de hoje que apenas significam a perda da soberania dos povos, a apropriação por multinacionais dos recursos naturais e da biodiversidade, o aumento da dependência externa dos países terceiros e o desastre em sectores produtivos de alguns Estados-Membros, particularmente aqueles que como Portugal têm uma situação económica mais frágil.

4-411-000

Brevetti per processi biologici essenziali (B7-0228/2012)

4-411-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, começando por reconhecer o importante papel desempenhado pelo IEP no apoio à inovação, à competitividade e ao crescimento económico na Europa e que as patentes favorecem a difusão de informações técnicas preciosas e constituem um importante instrumento para a transferência de tecnologias. No entanto, é necessário a Comissão em coordenação com os Estados – Membros tratar, no seu próximo relatório, a questão das repercussões potenciais da concessão de patentes a métodos de obtenção de vegetais e do respetivo impacto no setor da obtenção de vegetais, na agricultura, na indústria alimentar e na segurança alimentar.

4-411-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Je suis intimement convaincue de la nécessité d'avoir un système de brevets harmonisés au niveau européen, parce que c'est un outil incontournable pour le transfert des technologies. Cependant, j'ai voté en faveur de ce rapport qui prévoit de protéger les obtenteurs européens contre une protection excessive par le brevet. Nous avons pour la plupart reconnu que « lorsque les brevets apportent une protection trop large, celle-ci est susceptible de faire obstacle à l'innovation et au progrès et de porter préjudice aux petits et moyens obtenteurs en leur bloquant l'accès aux ressources génétiques animales et végétales ».

4-411-593

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu šiam pasiūlymui dėl rezoliucijos. Palankiai vertinu Apeliacinės tarybos sprendimą, kuriame teisingai išaiškinta Direktyvoje 98/44 naudojama sąvoka „iš esmės biologiniai augalų (ar gyvūnų) išvedimo būdai“, pagal kurią šie procesai turi būti laikomi nepatentabiliais. Sutinku, kad intelektinės nuosavybės teisės yra svarbios skatinant naujų augalų veislių plėtrą ir yra būtinos siekiant skatinti ekonomikos augimą ir inovacijas. Tačiau pernelyg didelė patentinė apsauga, ypač veisimo srityje, stabdo inovacijas ir pažangą ir kenkia mažiems ir vidutiniams selekcininkams, nesudarant jiems galimybių gauti gyvūnų ir augalų genetinių išteklių.

4-411-625

Philippe Boulland (PPE), *par écrit*. – Ce jeudi 10 mai, j'ai voté en faveur de la résolution "Brevetage des procédés essentiellement biologiques". La question de la brevetabilité est une question sensible car elle met en exergue, d'une part, la nécessité d'une protection renforcée et adaptée des innovations européennes, et d'autre part, l'exigence de soutien aux entreprises européennes via la stimulation de la recherche. Par ailleurs, il est important de fixer des limites claires en accord avec nos principes éthiques : nous ne pouvons autoriser les brevets sur la vie. C'est pourquoi, lors de ce vote, le Parlement s'est opposé, dans une large majorité, à la brevetabilité des plantes et animaux obtenus par des procédés de sélection traditionnels. Ce vote entérine notre volonté de lutter contre l'appropriation du vivant. Il est donc nécessaire de poursuivre notre action dans la dynamique suivante : il faut protéger la propriété intellectuelle sans limiter l'accès à ces espèces, préserver la biotechnologie agricole sans freiner l'innovation européenne.

4-411-750

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Os direitos de propriedade intelectual são essenciais para estimular o desenvolvimento de novas variedades vegetais e as inovações associadas aos vegetais e que constituem uma condição prévia necessária para impulsionar o crescimento e a inovação, bem como para ajudar as empresas europeias, em particular, as pequenas e médias empresas (PME) a enfrentarem a crise económica e a concorrência a nível mundial.

4-411-875

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A proposta de resolução em apreço, apresentada na sequência de uma declaração da Comissão nos termos do n.º 2 do artigo 110.º do Regimento, debruça-se sobre a concessão de patentes relativas a processos biológicos essenciais. Todos os anos são apresentadas cerca de oitocentas candidaturas a patentes, o que, em poucos anos, representa milhares. Apesar de existirem disposições para o registo de patentes, necessitamos de uma maior clareza jurídica nesta matéria. É

óbvio que as patentes devem ser protegidas, uma vez que esse registo defende o criador, encoraja a investigação e estimula a economia. Todavia, nem tudo o que respeita à manipulação genética deve ser permitido. Os produtos naturais, como plantas e animais, não devem poder ser patenteados e apenas devem ser autorizados cruzamentos por métodos tradicionais. É o futuro do Planeta que está em causa. Precisamos de um clima de honestidade, pois a vida não pode ser patenteada. Votei favoravelmente este relatório porque defendo uma maior transparência no processo – as empresas não podem falsear dados, nem usar truques – e que apenas seja permitido o registo de algo que seja novo e relevante para a Humanidade.

4-412-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Não acompanhamos inteiramente algumas das considerações feitas na resolução relativamente aos direitos de propriedade intelectual, assim como a referência ao IEP e o seu enquadramento no campo da competitividade. Mas globalmente esta resolução é positiva, contendo mesmo importantes clarificações. Ela visa impedir os abusos das regras de patenteamento de seres vivos e processos envolvendo o melhoramento de seres vivos ou suas partes.

A defesa da impossibilidade de patenteamento de processos agrícolas, como o melhoramento de espécies e das novas variedades criadas, é de grande importância, procurando garantir que os agricultores podem continuar a usar processos seculares de melhoramento e ter acesso a seus produtos sem ficar na dependência de multinacionais. É necessário assegurar a livre circulação de informação científica e impedir a obtenção de lucros desproporcionados à conta dos processos biológicos ou fruto da sua manipulação. É também positiva a exclusão da possibilidade dos processos essencialmente biológicos serem patenteados, tal como os resultados desses processos, apelando à reflexão sobre as consequências do patenteamento. A resolução relembra a falta, da responsabilidade da Comissão, de relatórios sobre a *evolução e implicações dos direitos de patentes no domínio da biotecnologia e da engenharia genética*, cuja frequência é definida na Diretiva 98/44/CE como anual...

(Declaração encurtada por força do artigo 170.º do Regimento)

4-413-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Práva duševného vlastníctva majú význam pre podporu rozvoja nových odrôd rastlín a inovácií súvisiacich s rastlinami a sú nevyhnutným predpokladom na podporu rastu a inovácií a pomoc európskym podnikom, predovšetkým malým a stredným podnikom, aby mohli čeliť hospodárskej kríze a celosvetovej konkurencii. Najmä v oblasti pestovania a chovu môže nadmerne rozsiahla patentová ochrana brzdiť inovácie a pokrok a poškodzovať malých a stredných pestovateľov a chovateľov tým, že im znemožní prístup k živočíšnym a rastlinným genetickým zdrojom. Šľachtenie rastlín predstavuje základný predpoklad pre zabezpečenie dodávok potravín a do istej miery aj dodávok energie. Konvenčné metódy šľachtenia majú zásadný význam pre moderné pestovanie rastlín a chov zvierat. Základnou zásadou medzinárodného systému práva odrôd rastlín je to, že držiteľ práv k odrodám rastlín nesmie brániť ďalším osobám v užívaní chránenej odrody pre ďalšie šľachtenie. Považujem za dôležité, aby podobná výsada existovala v rámci patentového práva v celej Európskej únii, keďže patenty podporujú šírenie cenných odborných informácií a sú významným nástrojom pre prenos technológií.

4-413-250

Catherine Grèze (Verts/ALE), *par écrit*. – En votant en faveur d'une telle résolution, le Parlement européen envoie un message déterminant à la Commission européenne et à l'Office européen des brevets (OEB), faisant écho aux revendications citoyennes : nous voulons mettre un terme à l'appropriation du vivant ! La Commission se doit de faire respecter le droit européen et l'OEB est appelé à respecter la législation européenne interdisant les brevets sur les semences conventionnelles. La menace de concentration des ressources agro-génétiques mondiales dans les mains de quelques firmes semencières et agrochimiques entraîne des conséquences dramatiques pour nos agriculteurs mais aussi, au-delà de l'Europe, pour ceux des pays en développement. Alors que 90% du patrimoine biologique mondial est détenu par les pays en développement, 97% des brevets sont détenus par les pays industrialisés. Les peuples autochtones et les plus démunis sont aussi les victimes oubliées des multinationales. Le Groupe des Verts au PE restera extrêmement vigilant quant aux futures modifications du système des brevets, totalement inadapté, qu'il est indispensable de réformer.

4-413-375

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už šį dokumentą, kadangi intelektinės nuosavybės teisės yra svarbios skatinant naujų augalų veislių ir su augalais susijusių inovacijų plėtrą ir yra būtina sąlyga siekiant skatinti ekonomikos augimą ir inovacijas ir padėti Europos verslui, visų pirma mažosioms ir vidutinėms įmonėms, veikti ekonomikos krizės ir pasaulinės konkurencijos sąlygomis. Pernelyg didelė patentinė apsauga, ypač veisimo srityje, gali stabdyti inovacijas ir pažangą ir kenkti mažiems ir vidutiniams selekcininkams, nesudarant jiems galimybių gauti gyvūnų ir augalų genetinių išteklių. Augalų veislių išvedimas yra būtina sąlyga siekiant užtikrinti maisto tiekimo saugumą ir tam tikra prasme – energijos tiekimo saugumą. Tradiciniai veisimo metodai ypač svarbūs moderniam augalų ir gyvūnų veislių išvedimui. Todėl Komisija raginama savo būsimoje ataskaitoje išnagrinėti galimas patentų išdavimo augalų veisimo metodams pasekmes ir jų poveikį veislininkystės pramonei, žemės ūkiui, maisto pramonei ir apsirūpinimo maistu saugumui. Komisija ir valstybės narės turi užtikrinti, kad ES savo patentų teisėje ir toliau taikytų selekcininkams numatytą visuotinę išimtį augalų ir gyvūnų veislių išvedimui.

4-413-500

Elisabeth Köstinger (PPE), *schriftlich*. – Ich habe für diesen Antrag gestimmt, da es sehr wichtig ist die Nicht-Patentierbarkeit von biologischen Zuchtverfahren in der Landwirtschaft zu erhalten. Unseren Landwirten und Züchtern muss auch weiterhin die Vielfalt der genetischen Ressourcen der landwirtschaftlichen Nutztiere und Nutzpflanzen uneingeschränkt zur Verfügung stehen. Somit möchte ich mich ausdrücklich gegen eine Patentierbarkeit von biologischen Verfahren zur Züchtung von Pflanzen oder Tieren sowie von Zuchtmaterial, das bei der konventionellen Zucht eingesetzt wird, aussprechen und unterstütze, dass die EU in ihrem Patentrecht für Pflanzen- und Tierzucht nach wie vor eine umfassende Züchteraussnahme anwendet, die EU-weit gültig ist. Ein Patentschutz auf derartige biologisch essentielle Prozesse wäre unethisch und würde insbesondere im Bereich der Züchtung Innovation und Fortschritt behindern und Züchtern zum Nachteil gereichen.

4-414-000

George Lyon (ALDE), *in writing*. – Today, I voted against the motion for a resolution on bio-patents. Together with my Liberal colleagues, I considered that this issue should

have been debated in a broader context as part of an in-depth analysis of the current legislation and the recent decisions of the EPO. The postponement of today's vote we requested was unfortunately rejected. It would have allowed time to reach a genuine political balance between the rights of plant breeders and the right of those who hold patents on innovative breeding processes such as smart breeding. The approved resolution presents the debate as a settled matter and a mere clarification of current practice. This is not the case. I am committed to defend the breeders' exemption principle under the Plant Variety Rights Directive. However, this cannot be a full blown exemption infringing the rights of the original right holder. A distinction must be made between free access to conventional breeding material for research and respect of the patent holder's right through licensing when new varieties are commercialised and still contain the patented trait. This resolution literally removes all incentives for smart breeding developments and risks hampering innovation in an area where Europe is a frontrunner.

4-414-125

Marisa Matias (GUE/NGL), *por escrito*. – Considero que os processos biológicos essenciais são património natural, património da Humanidade, pelo que nunca poderão ser patenteados ou declarados direitos de propriedade privada sobre os mesmos. A resolução tem como principal determinação excluir da patenteabilidade vários destes processos, nomeadamente processos essencialmente biológicos de obtenção de vegetais (ou de animais) assim como os produtos derivados da reprodução convencional e todos os métodos convencionais de reprodução, incluindo a reprodução que utiliza marcadores e tecnologias reprodutivas avançadas (reprodução SMART ou de precisão), bem como o material genético utilizado para a reprodução convencional. Por este motivo votei favoravelmente. Devo contudo acrescentar que considero que as patentes são muitas vezes um bloqueio à transferência de tecnologia.

4-414-250

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il mio voto alla risoluzione congiunta è favorevole. Sono d'accordo in particolare modo sull'invito espresso all'UEB ad escludere dalla brevettabilità i prodotti derivati dalla riproduzione convenzionale e tutti i metodi convenzionali di riproduzione, tra cui la riproduzione che impiega marcatori e tecnologie riproduttive avanzate (selezione SMART o di precisione) e il materiale riproduttivo utilizzato nei metodi convenzionali di selezione.

4-414-312

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I supported the oral amendment that called for a delay in today's vote, to allow Members time to scrutinise and debate the issue. The oral amendment was not approved. The failure to debate this motion for a resolution, to debate the matter of the patenting of essential biological processes and also these aspects of European patent law more broadly, meant that I was unable to support the text. I therefore abstained on the final vote of this motion for a resolution.

4-414-375

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Considerando que os direitos de propriedade intelectual são essenciais para estimular o crescimento e a inovação e que a proteção concedida por patentes que seja demasiado ampla é suscetível de constituir um obstáculo à inovação e

ao progresso, expressei o meu voto positivo quanto à proposta de resolução do Parlamento Europeu sobre a concessão de patentes relativas a processos biológicos essenciais.

4-414-406

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – A pesar de no estar completamente de acuerdo con algunas consideraciones que se hacen en el informe al respecto de los derechos de propiedad, he votado a favor del mismo puesto que considero que, en general, la Resolución es positiva, ya que intenta impedir los abusos de las reglas de las patentes en referencia a los seres vivos y a los procedimientos biológicos. La defensa de la imposibilidad de patentar los procesos agrícolas da garantía a los agricultores para poder seguir usando procesos agrícolas sin ser dependientes de las multinacionales. Es necesario garantizar la libre circulación de la información científica e impedir la obtención de lucros desproporcionados a cuenta de los procedimientos biológicos.

4-414-437

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – In the resolution Parliament acknowledges the important role of the European Patent Office in supporting innovation competitiveness and economic growth in Europe. I voted in favour.

4-414-500

Rareș-Lucian Niculescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea proiectului de rezoluție, acesta fiind indispensabil pentru a impulsiona clarificarea unei situații periculoase de incertitudine juridică, cu potențial impact asupra activității fermierilor și, de asemenea, de natură să determine preocupări în rândul opiniei publice. Complexitatea problemei face necesară o amplă dezbateră ulterioară, pentru că soluțiile la care face apel rezoluția sunt necesare, dar nu suficiente. Parlamentul trebuie să dea un semnal puternic în această privință, pentru că nimeni nu poate deține un brevet asupra naturii. Cu toate acestea, nici actuala dezbateră și nici cele viitoare nu trebuie să se transforme într-o bătălie împotriva companiilor implicate în munca de cercetare, iar drepturile de proprietate intelectuală întemeiate pe argumente solide nu trebuie puse sub semnul întrebării.

4-414-625

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução por considerar que os direitos de propriedade intelectual são essenciais para estimular o desenvolvimento de novas variedades vegetais e as inovações associadas aos vegetais. Na verdade, tal reconhecimento é uma condição prévia necessária para impulsionar o crescimento e a inovação.

4-414-750

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Está aqui em causa uma proposta de resolução sobre a concessão de patentes relativas a processos biológicos essenciais. Os direitos de propriedade intelectual são essenciais para estimular o desenvolvimento de novas variedades vegetais e inovações associadas aos mesmos. Além disso, constituem condição prévia necessária para impulsionar o crescimento e a inovação, bem como para ajudar as empresas europeias a enfrentarem a crise económica e a concorrência a nível mundial. No entanto, uma proteção por patentes que seja demasiado ampla é suscetível de constituir um obstáculo à inovação e ao progresso e de prejudicar os pequenos e médios criadores pecuários, bloqueando o acesso aos recursos genéticos animais e vegetais. De forma a tratar de forma

diferente o que é diferente, entendo que podem ser concedidas patentes no setor da engenharia genética, mas que se impõe salvaguardar a proibição de patentes relativas a variedades vegetais e raças animais, considerando que a obtenção de vegetais é essencial à segurança do aprovisionamento alimentar e, em certa medida, do aprovisionamento energético. Pelo exposto, votei em sentido favorável.

4-415-000

Frédérique Ries (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté comme 191 députés européens contre la résolution sur le brevetage des procédés essentiellement biologiques. En effet, derrière ce jargon juridique se cache un des combats les plus importants du moment: quelle place est-elle donnée à la liberté thérapeutique dans une société ouverte et moderne? On est d'ailleurs en droit de s'interroger sur les motivations des signataires de la résolution qui ont mené celle-ci jusqu'en plénière "quasi clandestinement", alors que serait en jeu le seul respect légitime pour la variété des espèces, en l'occurrence le brocoli et la tomate... Ces revendications sympathiques cachent mal un combat d'une tout autre ampleur: l'avenir de la recherche scientifique en Europe. La coalition contre nature chrétienne-démocrate - socialistes et Verts s'est d'ailleurs démasquée avec l'adoption d'amendements qui glorifient la décision très préoccupante des juges européens du 18 octobre 2011 excluant toute possibilité de brevetabilité sur l'embryon humain, et ce même lorsque ces cellules sont utilisées pour traiter des maladies neurologiques. Ce retour en force de l'obscurantisme scientifique a de quoi inquiéter. Les libéraux, progressistes et humanistes doivent dès aujourd'hui se coaliser pour faire triompher, dans le 8e programme Recherche, l'éthique de l'espoir, celle qu'exige une majorité de patients et de chercheurs.

4-415-250

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The main objectives of our group were: 1) to protect farmers and breeders from the burden of paying fees to patent holders or being prevented from breeding activities by patent holders who have been granted patent protection when this should have been excluded; and 2) to draw attention to the need to follow closely the European Patent Office's practice in granting patents, as the Office too often appears biased in favour of patent applicants in its interpretation – also – of Directive 98/44.

4-415-375

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto favorevole per questa proposta di risoluzione che ribadisce il principio di non brevettabilità di procedimenti essenzialmente biologici di produzione di vegetali o di animali e di tutti i prodotti derivati dalla riproduzione convenzionale. La Commissione aveva fatto ricorso contro il rilascio di brevetti da parte dell'Ufficio Europeo Brevetti per pomodori e broccoli. Ritengo che i diritti di proprietà intellettuale siano fondamentali e, nel caso in questione, vitali al fine di stimolare lo sviluppo di nuove varietà vegetali e d'innovazioni connesse alle piante. Il brevetto permette specialmente alle piccole e medie imprese di dare impulso alla crescita e all'innovazione e di aiutare le imprese europee a far fronte alla crisi economica e alla concorrenza mondiale.

4-415-500

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. – I have voted in favour of this resolution for several reasons. First of all because I think it is fundamental to ensure that plant and

animal varieties and essentially biological processes for the production of plants or animals shall not be patentable. Secondly, I am satisfied to see that patenting processes that come from genetic engineering are protected. Thirdly, I see that the Resolution includes provisions to ensure that patenting doesn't hamper innovation and further research. In this sense, giving support to exclude breeding processes from being patentable is a step in the right direction.

4-415-625

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – J'ai voté pour cette proposition de résolution relative au brevetage des procédés biologiques. Les députés veulent protéger les obtenteurs européens contre une protection excessive par le brevet, qui pourrait entraver l'innovation, restreindre la diversité biologique et animale. C'est un sujet important en raison de ses nombreuses conséquences notamment sur l'agriculture, l'industrie et la sécurité alimentaire ainsi que des risques de privatisation et de brevetabilité du vivant. Un certain nombre d'amendements "pro-OGM" ont heureusement été rejetés par le Parlement européen et je me félicite également que l'Office européen des brevets (OEB) exclue dorénavant de la brevetabilité les procédés considérés issus de croisements naturels. La résolution propose également d'étendre l'exclusion de brevetabilité à une série de dérivés et de sources génétiques afin d'éviter le contournement des exclusions. Avec le vote de ce texte, le Parlement européen va donc dans la bonne direction visant à interdire toute commercialisation du vivant. Les effets positifs peuvent être multiples et les conséquences nombreuses notamment pour la biodiversité et nous pouvons aller encore plus loin.

4-415-750

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução visa impedir os abusos das regras de patenteamento de seres vivos e processos que envolvem o melhoramento de seres vivos ou suas partes. A defesa da impossibilidade de patenteamento de processos agrícolas, como o melhoramento de espécies e das novas variedades criadas, é de grande importância, procurando garantir que os agricultores podem continuar a usar processos seculares de melhoramento e ter acesso aos seus produtos, sem ficarem na dependência de multinacionais. É imprescindível assegurar a livre circulação de informação científica e impedir a obtenção de lucros desproporcionados à conta dos processos biológicos ou fruto da sua manipulação.

4-416-000

Pirateria marittima (B7-0226/2012)

4-416-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, sublinhando a importância da estreita cooperação com a OMI em matéria de reforço das capacidades navais com o trabalho realizado em prol da conclusão de uma Parceria Estratégica UE-OMI para combater a pirataria em toda a região do Corno de África. Considero, ainda, que o recurso a guardas armados privados constitui uma medida que não poderá substituir a necessária solução global para a ameaça multifacetada que a pirataria representa.

4-417-250

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – Il trasporto marittimo è uno dei cardini della crescita economica e della prosperità del nostro continente. Inoltre, oltre l'80% del

commercio mondiale avviene via mare. Oggi, la pirateria costituisce una minaccia alla sicurezza internazionale e alla stabilità regionale. Contrastare le cause profonde di tale fenomeno rappresenta una priorità dell'Unione. Con il voto di oggi il Parlamento europeo ha ricordato quanto la nostra Istituzione sia impegnata a combattere tale fenomeno ed ha ribadito con forza che in base al diritto internazionale, in alto mare si applica sempre alle navi e al personale militare a bordo - dunque anche nel caso di interventi di lotta alla pirateria - la giurisdizione nazionale dello Stato di bandiera e nessuna autorità diversa da quella dello Stato di bandiera può ordinare provvedimenti di arresto o di blocco di una nave, neanche se si tratta di misure investigative. È un principio cardine del diritto internazionale marittimo, ma che troppo spesso non viene rispettato. È questo il caso dei due marò italiani che ancora oggi sono ingiustamente detenuti nelle carceri indiane nonostante prestassero servizio su una nave battente bandiera italiana che si trovava in acque internazionali. Chiediamo ancora una volta all'India il rispetto di tali norme.

4-417-187

Χαράλαμπος Αγγουράκης (GUE/NGL), γραπτώς . – Η ευρωκοινοβουλευτική ομάδα του ΚΚΕ καταμήφισε την κοινή πρόταση ψηφίσματος των συντηρητικών, φιλελεύθερων και σοσιαλδημοκρατικών πολιτικών ομάδων σχετικά με την "θάλασσα πειρατεία", γιατί στο όνομα της αντιμετώπισης της κλιμακώνει τις ιμπεριαλιστικές επεμβάσεις των ΕΕ-ΗΠΑ-NATO από το Κέρασ της Αφρικής μέχρι τον Ινδικό Ωκεανό για τον έλεγχο των πλουτοπαραγωγικών πηγών και την εκμετάλλευση των λαών. Το ψήφισμα καλεί την ΕΕ να ισχυροποιήσει την στρατιωτική και ναυτική παρουσία της στην ευρύτερη περιοχή με την ενίσχυση της δύναμης "EUNAVFOR ATALANTA" σε συντονισμό με το NATO. Προτείνεται ακόμα η ενίσχυση της παρουσίας ενόπλων τμημάτων στα πλοία και η προώθηση νέων γενικών επιτελείων του ευρωστρατού και του ευρωστόλου στην περιοχή. Νομιμοποιούνται οι χερσαίες επεμβάσεις ενώ προωθείται ο διαμελισμός της Σομαλίας. Ζητά την στρατικοποίηση του Ευρωπαϊκού Οργανισμού για την Ασφάλεια στην Θάλασσα και άλλων οργανισμών για την υποστήριξη των ναυτικών πολεμικών επιχειρήσεων της ΕΕ και του NATO αυξάνοντας τους κινδύνους για τους ναυτεργάτες και τους λαούς. Είναι επιτακτική ανάγκη οι λαοί να δυναμώσουν την πάλη για την αποδέσμευση από την ΕΕ και το NATO και τις άλλες ιμπεριαλιστικές ενώσεις, για την κατάκτηση της λαϊκής εξουσίας στις χώρες τους.

4-417-000

Pino Arlacchi (S&D), *in writing* . – I support this resolution because piracy continues to spread in the Indian Ocean, particularly off the coasts of Somalia. In that country, one of the causes of piracy is political instability. Indeed, I believe that an effective approach to countering maritime piracy must include a broader strategy to lift Somalia and the whole region of the Horn of Africa out of poverty and state failure. For this reason, I am particularly concerned about the deteriorating humanitarian situation in the region. The international community should increase its provision of aid assistance and prevent any further worsening of the situation. In addition, third countries and those EU Member States that have not yet done so must transpose into their national law all the provisions laid down by the UN Convention on the Law of the Sea and the UN Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigation.

4-417-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit* . – Le problème de la piraterie maritime est devenu un véritable fléau. La tournure que prennent les choses dans la Corne de l'Afrique n'est plus acceptable et c'est la raison pour laquelle nous avons demandé à la Haute représentante de

l'Union européenne Catherine Ashton d'agir d'urgence pour obtenir la libération de près de 200 marins actuellement gardés en otage par des pirates. Mais cet appel ne doit pas nous faire oublier qu'il est indispensable de traiter le problème en s'attaquant aux causes profondes que sont la pauvreté dans la Corne de l'Afrique, et les défaillances de la Somalie.

4-417-218

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu šiam pasiūlymui dėl rezoliucijos. Jūrų transportas yra svarbus ES ekonomikos klestėjimo veiksnys. Jūrų piratavimas kelia grėsmę tarptautiniam saugumui ir regioniniam stabilumui ir ES turi prisidėti prie tarptautinės laivybos saugumo ir kovos su piratavimu. Labai palankiai vertinu operacijos ATALANTA indėlį į laivybos saugumą prie Somalio krantų, apsaugant Pasaulio maisto programos pagalbą Somaliui gabenančius laivus. Taip pat teigiamai vertinu Užsienio reikalų tarybos sprendimą pradėti projektą „EUCAP Nestor“, kurio tikslas – stiprinti aštuonių Somalio pusiasalio ir vakarų Indijos vandenyno šalių jūrinius ir teisėsaugos pajėgumus ir suteikti mokymus pakrantės policijos pajėgas ir teisėjus. Manau, kad mokymai yra vienas iš itin svarbių jūrinių pajėgumų stiprinimo aspektų. Labai svarbi Komisijos pasiūlyta papildoma 100 mln. EUR ES finansinė pagalba Afrikos Sąjungos misijai Somalyje (AMISOM). Pritariu raginimams, kad valstybės narės padėtų skatinti taiką, ekonominių vystymąsi ir kurti stabilų demokratinį režimą Somalyje.

4-417-125

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Astăzi, între 80 - 90% din comerțul mondial are loc pe mare. Costul anual al pirateriei pentru economia globală variază între 7 și 12 miliarde de dolari, iar câștigurile piratilor în 2011 au fost estimate la 238 de milioane de dolari. Atacurile piratilor din Marea Arabiei, Golful Aden și Oceanul Indian au crescut de la 20 în 2006 la 219 în 2011, iar aria piratilor s-a extins acum la 1 300 mile nautice de coasta somaleză. Golful Aden reprezintă una dintre cele mai importante căi maritime, prin care se transportă aproximativ 12% din petrolul mondial. Apele teritoriale somaleze și țărmul adiacent sunt în mare parte neguverdate, permițând pirateriei să se dezvolte în voie și să afecteze domeniul maritim internațional. Această combinație de activitate ilegală și lipsa legii reprezintă un teren fertil pentru nivele înalte de instabilitate, crimă organizată și alte amenințări transnaționale.

4-417-500

Vito Bonsignore (PPE), *per iscritto*. – Autori quali W. Bernstein e Niall Ferguson spiegano come il grande commercio internazionale sia tornato a organizzarsi su rotte marittime: pertanto la pirateria va considerata una minaccia diretta al cuore delle nostre società, al pari del terrorismo. Secondo il centro studi CSIS, ogni anno la pirateria costa all'economia globale da 7 a 12 miliardi di USD, con profitti stimati in circa 250 milioni di USD soltanto dal traffico di ostaggi. Una minaccia di questa natura, che sfida la legalità internazionale e la stabilità globale, innestandosi e prosperando parassitariamente su regioni colpite dal fallimento governativo e dalla penetrazione di organizzazioni terroriste o criminali, richiede una risposta ferma e misurata, come quella sollecitata dalla risoluzione comune, che sostengo con convinzione. E' urgente rafforzare il quadro di cooperazione internazionale, in quanto la violenza di queste bande criminali sta innescando risposte individuali, da parte di Stati sovrani e di operatori privati, in uno scenario di scoordinamento legale e organizzativo che rischia di vanificare sforzi e investimenti profusi nella lotta alla pirateria e di moltiplicare le crisi derivanti da interpretazioni divergenti dei protocolli operativi e

degli istituti del diritto internazionale, come quella che interessa i due fanti di marina italiani tuttora detenuti in India.

4-417-625

Philippe Boulland (PPE), *par écrit*. – Jeudi 10 mai, j'ai voté en faveur de la résolution sur la Piraterie maritime. Si le sujet a disparu de l'actualité, cela ne signifie pas que le phénomène s'est éteint. Bien au contraire, en 2011, l'Océan indien, et en particulier les côtes somaliennes, sont en proie à une recrudescence des actes de piraterie. Depuis 2008, bien que le Parlement ait fait de la lutte contre la piraterie une priorité, cette dernière demeure un commerce prospère de 12 milliards de dollars par an. Alimenté par l'argent des rançons et du détournement de l'aide internationale, le commerce de la piraterie doit être au plus vite mis en déroute. Il constitue également une menace pour la stabilité régionale et le transport maritime. Cette résolution réaffirme notre volonté d'améliorer la sûreté maritime et la coordination des moyens militaires dans cette région en proie à la défaillance de ses institutions. En ce sens, nous avons décidé de prolonger le mandat du programme Atalante de deux ans. Il serait, par ailleurs, contre-productif de négliger l'aspect social de notre action dans cette région nommée "la corne de la faim", considérant que ces comportements criminels sont en partie les symptômes de la pauvreté et de la violence.

4-417-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – I believe it is utterly inappropriate for the EU as a supranational European organisation to be policing the coast off Africa. Piracy is a major problem and impacts around the world. Recent high profile cases involving British tourists have brought the issue under the media spotlight, and it is of utmost importance that the international community cooperate to prevent this damaging illegal industry that was responsible for 15 deaths last year alone. Yet it is not just policing that will combat the threat of piracy. The international community also needs to examine the root causes of the proliferation of this criminality. The EU has contributed to the increasing incidence of piracy in East African seas by over-fishing African waters under unjust trade deals. EU trawlers indiscriminately dredge oceans around the world for fish, leaving native communities, many of which are under-mechanised and wholly dependent upon fishing for self-sufficiency, unable to harvest the sort of catch they need to earn a decent living. The international community should look into the foreign exploitation of East African waters as a primary cause of the increase of piracy. The reason the EU wishes to police East African coasts is to protect their own commercial interests.

4-417-875

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – Je me réjouis de l'adoption de cette résolution sur la piraterie maritime et du consensus qu'elle a suscité parmi les différents groupes politiques. En effet, je pense que la situation en Somalie exige que l'Union européenne réaffirme son engagement dans l'opération Atalante. Je partage également l'avis du rapporteur quant à la nécessité de mener des actions terrestres en complément des opérations maritimes. Il me semble important de participer à la constitution d'un État somalien fort, capable d'offrir à sa population des perspectives d'avenir.

4-418-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution qui rappelle notre soutien à l'opération Atalanta, qui œuvre actuellement dans la Corne de l'Afrique

pour protéger nos navires des attaques de pirates. L'Union européenne doit faire preuve de fermeté afin que cessent ces attaques d'un autre temps qui terrorisent nos marins qui opèrent dans la zone. Cette opération lancée sous l'impulsion du Président Sarkozy en 2008 montre l'utilité de relever ensemble les défis d'une telle envergure sur des terrains extérieurs. Elle est un réel succès et nous pouvons d'ailleurs nous féliciter de l'élaboration d'une véritable stratégie européenne pour la Corne de l'Afrique. En agissant dans cette zone, l'Union européenne lance un message fort au reste du monde: toute attaque contre un citoyen européen, y compris au delà de nos frontières, ne restera pas impunie.

4-418-125

Anne Delvaux (PPE), *par écrit*. – La situation en Somalie, tant sécuritaire qu'alimentaire, en fait l'un des pays où les conditions de vie pour la population sont les plus rudes au monde. Les actes de piraterie, dus en partie à cette situation, se sont multipliés ces dernières années dans cet important passage de navigation mondial. L'opération européenne Atalanta s'est vue récemment prolongée par le Conseil qui a également élargi son champ d'action. Je pense qu'il ne peut y avoir de règlement militaire à la crise en Somalie et à la piraterie dans les eaux de la Corne de l'Afrique / Somalie. Avec le Parlement européen je demande donc, via cette résolution, au Conseil et à la Commission de revoir leur stratégie politique sur la Somalie et de mettre un terme à l'opération EU NAVFOR Atalanta, celle-ci ne pouvant être considérée comme un succès étant donné le nombre croissant d'attaques. Je demande donc plutôt à la Commission et au Conseil de soutenir les efforts déployés par les Nations unies en faveur du processus de réconciliation entre les parties engagées dans la guerre civile en Somalie. Il est également indispensable de garantir l'accès des zones touchées à l'aide humanitaire, le plus important étant d'améliorer la situation humanitaire de la population.

4-418-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente esta resolução por instar a Alta Representante da UE a envidar mais esforços para conseguir a libertação dos mais de duzentos reféns que estão atualmente mantidos em cativeiro, vítimas de pirataria marítima na costa da Somália e na zona ocidental do Oceano Índico. A União deve contribuir ativamente para a criação de um tribunal internacional especializado na luta contra a pirataria marítima.

4-418-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A proposta de resolução comum em análise, apresentada nos termos dos n.ºs 2 e 4 do artigo 110.º do Regimento em substituição das propostas de resolução dos Grupos seguintes: ALDE, ECR, S&D e PPE, versa sobre a pirataria marítima. O transporte de mercadorias por via marítima continua a ser o mais utilizado em todo o Planeta. Todavia, nos últimos anos, assistimos a um fenómeno que nos faz recuar aos séculos XVI e XVII, ao tempo dos Descobrimentos: a pirataria. A pirataria foi, ao longo de séculos, um dos principais riscos do mar e continua a representar perigo e insegurança para muitas embarcações que sulcam os oceanos. Todos nos recordamos dos recentes fenómenos de pirataria ao largo da Somália. A União Europeia tem tomado medidas e participado em ações que visam impedir este fenómeno que podemos apelidar de terrorismo marítimo. Votei favoravelmente este relatório porque, além de recomendar aos Estados a proteção das suas frotas, procura atacar o problema na sua origem, ou seja, nos portos de onde partem os piratas, promovendo o desenvolvimento económico dessas

regiões, uma vez que se trata de comunidades muito pobres e com um índice elevado de emigração.

4-418-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Com esta resolução, a maioria deste parlamento reitera inaceitáveis posições militaristas e de aberta ingerência. A resolução apoia a prorrogação e o reforço da operação da UE EUNAVFOR ATALANTA e “uma coordenação reforçada” com a operação da NATO, para combate à pirataria. Mas escamoteia as reais causas deste fenómeno. Escamoteia as responsabilidades que vários países europeus, os EUA e a NATO têm nos graves problemas que enfrentam as populações da Somália e de outros países da região, e que estão na génese da chamada pirataria. Sabemos bem que o interesse que a região desperta. Ela é rica em recursos naturais, nomeadamente no domínio das pescas, e importante para o comércio internacional - o Corno de África e o Golfo de Áden ligam o Canal de Suez ao Oceano Índico, ou seja, a rota mais rápida entre a Ásia e a Europa. A solução para os problemas da região passa pelo respeito da soberania da Somália sobre os seus recursos e a sua ZEE. Pela retirada imediata da missão da UE e da NATO. Pela ruptura com as políticas ditas de ajustamento estrutural, do FMI e Banco Mundial, que a partir dos anos 90 levaram ao colapso da frágil economia do país, pondo em causa a sua soberania e segurança alimentares.

4-419-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *pisomne* – Námorná doprava bola jedným z kľúčových odrazových mostíkov hospodárskeho rastu a prosperity v Európe počas celej jej histórie. Viac ako 80 % svetového obchodu prebieha na mori. Pirátstvo však ohrozuje medzinárodnú bezpečnosť a regionálnu stabilitu a boj proti pirátstvu a jeho hlavným príčinám je preto prioritou opatrení EÚ. Pirátstvo na otvorenom mori stále nie je vyriešené. Stáva sa rastúcou hrozbou pre ľudský život a bezpečnosť námorníkov a ďalších osôb, ako aj pre regionálny rozvoj a stabilitu, morské prostredie, svetový obchod, všetky formy námornej dopravy a prepravy vrátane rybárskych plavidiel a tiež pre poskytovanie humanitárnej pomoci. Piráti neustále rozvíjajú svoju taktiku a metódy a rozšírili územie, na ktorom operujú, používaním väčších unesených lodí. Domnievam sa, že snaha o formálnejšiu koordináciu komplexnej stratégie proti pirátstvu medzi rôznymi zúčastnenými stranami v EÚ by bola opodstatnená. Prípadne by bolo vhodné zriadiť oficiálnu operačnú skupinu, napríklad pod záštitou Európskej služby pre vonkajšiu činnosť, ktorá by zahŕňala všetky zúčastnené orgány. Takáto koncepcia akčnej skupiny EÚ by sa presadzovala v rámci Bezpečnostnej rady Organizácie Spojených národov so zreteľom na vytvorenie globálnej akčnej skupiny, ktorá by úzko spolupracovala s Medzinárodnou námornou organizáciou.

4-419-125

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – Encore et toujours, les pirates de la corne de l’Afrique repartent à l’assaut des cargos qui passent au large de leurs côtes. La piraterie dans le golfe d’Aden et dans l’océan Indien ne recule donc pas, les incidents y sont même plus nombreux et plus violents. Dans le même temps, plus de 190 marins sont encore retenus en otage et la pauvreté est toujours plus présente dans cette région du globe. J’ai donc voté en faveur de cette résolution qui demande un renforcement des moyens militaires, mais aussi à ce que des solutions soient apportées pour traiter à la base les causes de la piraterie. Accentuer la présence militaire est évidemment indispensable, mais il est impératif de coupler cela à un renforcement de l’aide humanitaire. Rappelons-le, la piraterie et la violence dans la corne de l’Afrique se nourrissent avant tout de l’extrême pauvreté qui y règne.

4-419-250

Jim Higgins (PPE), *in writing*. – This is a very important issue affecting many of Europe's seafarers, and I am glad the matter is being raised again by Parliament so that we push forward with more effective solutions for this issue.

4-419-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which '[s]tresses that further piracy with impunity is an obstacle to deterrence; deplores the fact that despite EU transfer agreements with third countries (Kenya, Seychelles, Mauritius), bilateral repatriation agreements for convicted pirates between Seychelles and the Somali regions of Puntland and Somaliland, and the various international legal frameworks, many pirates and other criminals are still not arrested or, when arrested, are often released due to a lack of solid legal evidence or a lack of political will to prosecute them; notes, too, that some EU Member States have inadequate criminal-law safeguards against piracy on the high seas'.

4-419-500

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il persistere dell'impunità per la pirateria contrasta con l'esigenza di un deterrente. Nonostante gli accordi di trasferimento dell'Unione europea con paesi terzi (Kenya, Seychelles, Maurizio) e gli accordi bilaterali di rimpatrio dei pirati condannati fra le Seychelles, il Puntland e il Somaliland, molti pirati e altri criminali non siano stati ancora arrestati o che, dopo l'arresto, siano stati spesso rilasciati per mancanza di solide prove legali o l'assenza di volontà politica di incriminarli. Chiediamo per questo che siano adottate misure immediate ed efficaci per processare e punire le persone sospettate di aver commesso atti di pirateria .

4-419-750

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A pirataria representa uma ameaça à segurança internacional e à estabilidade regional, devendo ser encarada como um crime organizado internacional, mas também como um problema económico, visto que ameaça as rotas marítimas comerciais internacionais e tem um impacto negativo considerável no comércio internacional. Neste sentido, congratulo-me com a presente proposta de resolução, na qual expressei o meu voto favorável, sublinhando a necessidade de serem tomadas medidas imediatas e eficazes para reprimir e punir as pessoas suspeitas de atos de pirataria, bem como que os países terceiros e os Estados-Membros da UE transponham para o respetivo direito interno todas as disposições da Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar e da Convenção das Nações Unidas para a Supressão de Atos Ilícitos contra a Segurança da Navegação Marítima, a fim de combater a impunidade dos piratas.

4-419-875

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de la solución al problema de la piratería en el cuerno de África, que no puede ser una solución militar. Rechazo cualquier posible misión en el marco de la Política Europea de Seguridad y Defensa (PESD) en Somalia o en la región. El Consejo y la Comisión deberían revisar su estrategia política sobre Somalia y poner fin a la operación EU NAVFOR-Atalanta, pues puede considerarse un fracaso a la vista del número cada vez mayor de ataques y actos violentos. La Comisión y el Consejo deberían adoptar una visión de conjunto respecto a la situación de Somalia y, lo más importante, deberían centrarse en la necesidad de abordar la situación humanitaria sobre el terreno y erradicar las causas reales del desastre que está provocando el sufrimiento

de millones de somalíes, entre otras, la extrema pobreza, la pesca ilegal y la sobrepesca en las aguas somalíes.

4-419-937

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – With the threat of piracy in the Indian Ocean, particularly in the Horn of Africa, a continued major danger to regional development and stability, world trade, maritime transport and shipping including fishing vessels, the resolution calls for better coordination on the issue and for the following in particular: measures to address the root causes of the problem, and to achieve the liberation of seafarers held hostage by pirates, as well as a harmonised EU approach to the use of certified armed personnel on board; plans for the future of the EU-NAVFOR Atalanta mission, especially considering that the number of naval assets operating in the mission has decreased; actions at international level (UN, IMO) to improve cooperation in the fight against maritime piracy; and traceability and confiscation of ransoms paid and placed in bank accounts in EU Member States and action to convince third countries to take equivalent measures so that ransoms from piracy can no longer be placed in third-country bank accounts. In that sense the report coincides with my position. I am in favour.

4-419-968

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult*. – Somaalia merepiraatluse küsimust ei saa lahendada ainult sõjaliste vahenditega, seetõttu toetasin ka seda resolutsiooni, milles pöörati tähelepanu küsimusele poliitilise lahenduse leidmisele läbi Aafrika Sarve piirkonna ühiskonna ülesehitamise toetamise. Hea meel on tõdeda, et EL on maailma suurim arenguabi andja Somaaliale, olles eraldanud 215,4 miljonit eurot ajavahemikus 2008-2013, tugevdades sellega Somaalia nõrka keskvoimu ning aidates oluliselt kaasa püsiva lahenduse leidmisele riigi stabiilsuse probleemile. Sellest hoolimata pean oluliseks ka ELi sõjalise missiooni pikendamist, et tagada igal aastal ohtlikke meresõidupiirkondi läbiva 10 000 Euroopa laeva turvalisus.

4-420-000

Justas Vincas Paleckis (S&D), *raštu*. – Piratavimas jūroje, ypač ties Somalio krantais, kelią grėsmę Europos Sąjungos laivams ir įguloms. Praėjusiais metais ties Afrikos Kyšuliu Indijos vandenyne įvykdyta 300 piratų išpuolių, užimti 25 laivai, žuvo 11 žmonių. Šiais metais – jau 35 atvejai. Smerkiame piratų agresiją, keliančią grėsmę jūreivių gyvybėms, skausmą jų šeimoms, nuostolius Europos Sąjungai ir jos įmonėms. Balsavau už šia rezoliuciją, nes pritariu, kad piratavimo fenomeną sustabdytų tik plataus pobūdžio priemonės – visapusiško persitvarkymo procesai Somalyje. Tik užtikrinus įstatymų viršenybės įgyvendinimą, gerą administracinį valdymą ir gerovės augimą šioje šalyje būtų pakirstos piratavimo šaknys – tiek jūroje, tiek šalies viduje. Šiandien ES yra didžiausia pagalbos Somaliui donorė – skiriama 415 milijonų eurų vystomosios pagalbos. Dar dešimtys milijonų skirti papildomai vien humanitarinei pagalbai. Visos šios lėšos skirtos darbo vietoms kurti ir infrastruktūrai plėsti, ypač kaimo vietovėse. ES taip pat palaiko saugumo pajėgų kūrimą. ES turėtų toliau tęsti ir misiją „Atalanta“, nes valstybės partnerės – Rusija, Kinija ir Indija – šiuo atveju noriau bendradarbiauja su ES nei su NATO.

4-420-250

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), *γραφπώς*. – Το ζήτημα της θαλάσσιας πειρατείας, ιδίως στην περιοχή της Σομαλίας, έχει απασχολήσει και έχει επιφέρει πλήγμα και στον ελληνικό

εμπορικό ναυτικό στόλο. Με το παρόν κοινό ψήφισμα, το οποίο και υπερψήφισα, επαναλαμβάνεται η σοβαρή ανησυχία του ΕΚ σχετικά με τη συνεχιζόμενη και αυξανόμενη απειλή που συνιστούν η θαλάσσια πειρατεία και ένοπλη ληστεία για την διεθνή ναυσιπλοΐα και καλείται η Ύπατη Εκπρόσωπος και τα κράτη μέλη να εξετάσουν επείγοντως τρόπους για την ελευθέρωση των 191 ναυτικών που αυτή τη στιγμή κρατούνται όμηροι. Είναι σαφές πως η ατιμωρησία και η αδυναμία σύλληψης εκείνων που ασκούν πρακτικές που συνιστούν πειρατεία εκθέτουν την διεθνή κοινότητα και ενθαρρύνουν την διαιώνιση των πρακτικών αυτών. Για αυτό το λόγο, το ΕΚ ζητεί τη λήψη άμεσων και αποτελεσματικών μέτρων για τη δίωξη εκείνων που έχουν υποπέσει σε πράξεις πειρατείας, καλεί τις τρίτες χώρες και όσα κράτη μέλη της ΕΕ δεν έχουν ακόμη μεταφέρει στο εσωτερικό τους δικαιο όλες τις διατάξεις της Σύμβασης του ΟΗΕ για το Δίκαιο της Θάλασσας και της Σύμβασης του ΟΗΕ για την Καταστολή των Παράνομων Πράξεων Κατά της Ασφάλειας της Ναυσιπλοΐας να το πράξουν άμεσα και καλεί το Συμβούλιο και την Επιτροπή να εξετάζουν δυνατότητες δημιουργίας ειδικευμένων αντιπειρατικών δικαστηρίων, στις χώρες της περιοχής, για την επιτόπια δικαστική δίωξη των πειρατών.

4-420-281

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A pirataria marítima é hoje um fenómeno cada vez mais amplo e frequente, mais organizado e lucrativo, mais audaz e violento, a que nenhuma embarcação parece estar imune, desde barcos de pesca e navios mercantes a iates e cruzeiros. A segurança e liberdade de pessoas são seriamente afetadas, todas as atividades marítimas e a economia sofrem avultados prejuízos. Em 2009, a Comissão sistematizou uma intervenção articulada a dois níveis: prevenção, dissuasão e repressão, e ainda combate das causas que motivam a pirataria. A Comissão deve estender a sua ação militar para além de 2012 e intensificar a sua ação diplomática para obter uma efetiva colaboração dos países terceiros em que os piratas se albergam. Os Estados-Membros terão de se empenhar no plano da investigação criminal e no plano jurídico, sobretudo no que se refere ao estabelecimento de condições para o julgamento dos piratas. Por todos estes motivos votei favoravelmente a presente resolução e espero que ações concertadas da Comissão, dos Estados-Membros e de outros países e regiões do mundo possam restaurar a segurança nos mares, a qual, no que se reporta às pescas, tanto afeta frotas industriais como pequenas embarcações locais, afetando a economia da União Europeia.

4-420-296

Phil Prendergast (S&D), *in writing*. – I supported the resolution on maritime piracy which requires a coordinated response. The fight against piracy will not be won solely by military means but through promotion of peace, development and state-building. I welcome the decision to extend the EU's counter-piracy operation for two years to protect vessels of the World Food Programme. I welcome the commitment of an additional EUR 175 million through the European Development Fund (EDF) to provide lasting solutions to the root causes of piracy, namely poverty and state failure, and to support development projects for sustainable economic growth. We must liberate those currently being held hostage by pirates and secure the release of the seven hijacked vessels. We need enhanced coordination between the EU and other international actors to achieve a comprehensive approach to fight piracy. We need more effective measures to punish those suspected of acts of piracy. EU Member States need to put into national law all the provisions laid down by the UN Convention on the Law of the Sea and the UN Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigations. Member States need to investigate and confiscate money which is paid as ransom to pirates, in order to identify and dismantle organised crime networks.

4-420-312

Jean Roatta (PPE), *par écrit*. – Cette proposition de résolution sur la piraterie maritime vient indéniablement renforcer la politique maritime intégrée de l'Union européenne. En effet, le transport maritime est un vecteur important de la croissance économique européenne, et même au-delà, puisque plus des trois quarts du commerce mondial s'effectuent par voie maritime. C'est donc dans l'intérêt de l'Union européenne elle-même que le facteur sécurité doit être intégré à la politique maritime commune. L'actualité a montré ces dernières années une recrudescence des actes criminels en mer. C'est dans des zones ciblées, souvent concentrées en Mer Rouge et par lesquelles transitent de nombreux navires de transport et de commerce européens et internationaux, que l'on retrouve le plus grand nombre d'actes de piraterie maritimes, pour la plupart restés impunis. C'est pourquoi cette proposition de résolution est indispensable car elle vient relancer la demande urgente de mesures immédiates et effectives contre cette impunité, et appelle à la nécessité d'une coordination stratégique entre l'Union européenne et les pays tiers.

4-420-375

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – Against. Although not surprisingly, many of our amendments were defeated so we had no other choice than to vote against the text of the resolution, which is too focused on a purely military approach to the situation.

4-420-437

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – La risoluzione che abbiamo discusso stamane è stata sottoscritta da quasi tutti i Gruppi politici, il che dimostra come il problema sia stato affrontato in maniera trasversale. Il testo ci ricorda che sono circa 200 i marittimi attualmente tenuti in ostaggio da pirati che continuano a dirottare imbarcazioni con aiuti umanitari, mercantili e pescherecci per ottenere un riscatto. Gli attacchi si verificano soprattutto al largo della costa somala e nella zona ovest dell'Oceano indiano, come ci ricordano anche le forze dell'ONU attualmente impegnate sul luogo. Con questa risoluzione chiediamo a viva voce all'Alto Rappresentante dell'UE di ottenere la liberazione degli ostaggi e delle navi e di sostenere l'istituzione di un Tribunale internazionale contro la pirateria. La lotta contro la pirateria può essere vinta solo se l'Unione affronterà le cause alla radice di tale fenomeno, ossia la povertà estrema e il fallimento dello Stato nella regione.

4-420-468

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru Rezoluția Parlamentului European referitoare la pirateria maritimă. Transportul maritim a reprezentat unul din elementele de bază ale dezvoltării economice și prosperității în Europa pe parcursul istoriei sale, iar peste 80 % din comerțul mondial se realizează pe cale maritimă. Din păcate, pirateria reprezintă o amenințare la adresa securității internaționale și a stabilității regionale și, prin urmare, UE are un interes real de a contribui la securitatea maritimă internațională și la combaterea pirateriei și a cauzelor sale profunde. Întrucât 10 000 de nave europene traversează anual zone maritime periculoase, pirateria constituie atât o problemă legată de viața și siguranța persoanelor, cât și o problemă economică, întrucât pune în pericol rutele maritime comerciale internaționale, având un impact negativ semnificativ asupra comerțului internațional. Solicităm măsuri imediate și eficiente pentru aducerea în fața justiției și pedepsirea persoanelor suspectate de acte de piraterie maritimă. Îndemnăm țările terțe și statele membre ale UE care nu au făcut încă acest lucru să transpună în legislațiile

lor naționale toate prevederile stabilite de Convenția ONU privind dreptul mării și de Convenția ONU pentru reprimarea actelor ilicite împotriva siguranței navigației maritime.

4-420-500

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. – We all agree that there should be a free and safe circulation in national and international Maritime Routes, a premise that is not being respected by piracy in different parts of the world. As a democrat, I welcome the EU's efforts to fight against piracy, and I am specially satisfied because we are doing steps forwards to solve this situation from its main cause: piracy exists because of there is poverty in many countries. That is why the EU authorities have increased its provision of humanitarian assistance to people in need in these countries, in order to provide the local population with alternative livelihoods through which they can properly sustain themselves. For all these reasons I will support this joint motion for a resolution.

4-420-625

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – J'ai voté contre la proposition de résolution commune sur la piraterie maritime estimant que celle-ci ne tient pas compte des éléments socio-économiques qui permettent d'expliquer cet état de fait et que l'action internationale mise en place n'est pas la bonne réponse. Une intervention militaire n'est pas une solution, les fonds européens de développement ne doivent donc pas être utilisés à cette fin. Dans ce raisonnement, l'opération EU NAVFOR Atalanta doit être considérée comme un échec. J'affirme que l'amélioration de la situation passe par une amélioration des conditions de vie de la population, tenue dans un étau entre la guerre civile et les désastres écologiques et économiques. Les intérêts économiques européens ne doivent pas être ceux qui dominent la prise de décision. La piraterie est le résultat de la pauvreté et de l'absence de politiques de coopération dignes de ce nom pour y remédier. C'est donc d'un revirement complet des politiques internationales des pays riches dont les pays du sud ont besoin. Tant que cela ne changera pas, misère, famine et conflits resteront le lot quotidien des pays du sud.

4-420-687

Dominique Vlasto (PPE), *par écrit*. – Je me félicite de l'adoption de cette résolution, qui rappelle que la lutte contre les pirates en mer s'impose avant tout pour des raisons évidentes de protection de vies humaines. Nous ne pouvons décemment pas livrer à leur propre sort nos armateurs et marins, qui œuvrent chaque jour aux échanges commerciaux et à la croissance mondiale, ni les populations locales, qui vivent de la pêche et ne peuvent plus sortir en mer. Tant pour les communautés locales que la communauté internationale, on voit bien l'urgence qu'il y a à mobiliser un arsenal juridique et militaire complet, pour combattre des pirates qui utilisent des armes de plus en plus lourdes et arraisonnent les bateaux de plus en plus loin des côtes. C'est en tout cas le souhait clairement exprimé par notre assemblée et que j'ai mis en avant lors de la rédaction de ce texte. J'espère désormais que Madame Ashton saura insister auprès des États pour qu'ils augmentent les moyens militaires d'Atalanta et qu'ils appliquent pleinement la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, pour mettre un terme à une impunité inadmissible des pirates.

4-420-750

Jarosław Leszek Wałęsa (PPE), *in writing*. – I have voted in favor of the resolution on Maritime Piracy (2011/2962(RSP)) in an effort to continue the protection of all sea barring

vessels and the men and women that work at sea. I strongly believe that this resolution can implement the appropriate measures to insure safer waters as well as hamper, if not stop, the actions of the so called pirates. Many of our member states rely heavily on shipping, be it for imports or exports, or employment, either as a ship's crew or, the vastly important fishing industry. Therefore, we must demonstrate our willingness to do what is necessary to protect against this horrific practice. It is important that we continue, and even increase, our participation with the current actions being taken by the U.N., NATO, the U.S. and others. It can be said that we as a democratic Union will not lay down to the terrorists of the seas as it infringes upon the ideas which are greatly valued by us. The protection of our citizens and those of our allies is of the utmost importance and cannot, and will not, be undermined by these perpetrators.

4-420-812

Zbigniew Ziobro (EFD), *na piśmie*. – W 2010 roku somalijscy piraci otrzymali łącznie około 238 milionów okupu, zaatakowali przy tym ponad 4,5 tysiąca statków. Ich działania wprowadziły w ostatnich latach znaczne utrudnienia w handlu, szczególnie ropą i jej pochodnymi. Zwiększyły się również koszty ubezpieczeń morskich, które armatorzy przerzucili na klientów. Co gorsza zasięg przeprowadzanych ataków zwiększa się z roku na rok. Piraci docierają do wybrzeży Indii, atakują na wodach Zatoki Bengalskiej oraz Indonezji. Sprawa wymaga podjęcia stanowczych działań militarnych i pomocowych. Jeśli chodzi o pierwsze, UE nie powinna się aktywnie angażować w akcje militarne, pozostawiając pole do działania dla bardziej doświadczonych organizacji, szczególnie NATO. Sojusz zawsze był silnym powiernikiem interesów militarnych Europy i tak też powinno pozostać. Nasze wysiłki muszą skoncentrować się na przeznaczeniu środków pozwalających wesprzeć odbudowę pogrążonej w chaosie Somalii oraz ławic ryb, które poławiali rybacy z Rogu Afryki.

4-420-875

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução apoia a prorrogação e o reforço do mandato da operação da UE EUNAVFOR ATALANTA e "uma coordenação reforçada" com a operação da NATO, escamoteando as causas e as responsabilidades próprias da UE, dos EUA e da NATO nos graves problemas que enfrentam as populações da Somália e de outros países da região. A maioria do PE reitera posições militaristas e ingerencistas, para promover o domínio do grande capital e das grandes potências da UE sobre as riquezas naturais da região, nomeadamente no domínio das pescas, e sobre uma das regiões mais importantes para o comércio internacional (o Corno de África e o Golfo de Áden ligam o Canal de Suez ao Oceano Índico, ou seja, é a rota mais rápida entre a Ásia e os países europeus). Defendemos a soberania da Somália, incluindo sobre a sua ZEE, e uma solução política pacífica para o conflito interno, livre de qualquer ingerência externa. Defendemos a retirada imediata da missão da UE e da NATO que Portugal também integra. Defendemos o direito dos povos à sua soberania e segurança alimentares, rejeitando a chamada liberalização do comércio no quadro da OMC ou de outros instrumentos como os EPA, e as políticas de ajustamento estrutural impostas pelo FMI e Banco Mundial.

14. Correzioni e intenzioni di voto: vedasi processo verbale

15. Decisioni concernenti taluni documenti: vedasi processo verbale

16. Dichiarazioni scritte inserite nel registro (articolo 123 del regolamento): vedasi processo verbale

17. Trasmissione dei testi approvati nel corso della presente seduta: vedasi processo verbale

18. Calendario delle prossime sedute: vedasi processo verbale

19. Interruzione della sessione

4-427-000

Presidente. – Dichiaro interrotta la sessione del Parlamento europeo.

(La seduta è tolta alle 13.30)